

Présentation

Ce numéro s'ouvre sur plusieurs articles de *l'Encyclopédie anarchiste* (publiée entre 1925 et 1934). Ils permettent de situer la critique de concepts comme ceux de nation et de patrie, de nationalisme et de patriotisme dans une longue durée historique, et de se dégager de ce que l'on est bien obligé d'appeler «l'antisarkozysme primaire⁽¹⁾» qui, volontairement ou pas, sert la soupe à la gauche pourrielle et à ses grandes manœuvres pré-électorales cousues de fil blanc.

Ces textes montrent que les anarchistes, au début du XX^e siècle, percevaient clairement le rôle de l'embrigadement patriotique dès la Révolution française et se méfiaient du nationalisme républicain de la gauche dite «socialiste». Portés par l'optimisme initial du mouvement ouvrier qui défendait les vertus du rationalisme et les valeurs des Lumières, ils ont continué à croire passionnément en les vertus de l'éducation (individuelle ou dans le cadre des Bourses du travail et des organisations anarchistes), même après l'avènement du stalinisme, du fascisme et du nazisme. Mais, en comparant systématiquement le nationalisme ou le patriotisme à une religion, les anarchistes ont eu tendance à tomber dans le même piège que celui de leur anticléricalisme (parfois) caricatural : avoir l'illusion qu'il suffit de mener un combat rationaliste déterminé contre une idéologie pour que celle-ci recule, ou disparaisse, dans la tête des exploités.

Le *Manifeste des anationalistes* est une curiosité. Publié en 1931 par la fraction «prolétarienne» des espérantistes, il n'a guère eu d'influence (du moins à notre connaissance) mais sa critique conjuguée du nationalisme et de l'internationalisme est fort intéressante. Elle a au moins l'avantage de ne pas nous servir une idéologie «interclassiste», prêchant la réconciliation de tous au nom du «respect de l'Autre», de l'«amour divin», de la démocratie citoyenne ou républicaine ou du «care», dernier hochet d'une social-démocratie désespérément en quête de nouveau idéologique.

Les deux textes suivants d'Anton Pannekoek et de Paul Mattick éclairent la réflexion théorique de ces marxistes antistaliniens sur le nationalisme. Ils prennent en quelque sorte le contre-pied des auteurs anarchistes en affirmant la prééminence du rôle des facteurs sociaux et économiques dans la disparition progressive d'idéologies réactionnaires comme la religion ou le nationalisme.

Malheureusement, l'évolution historique leur a donné tort, du moins sur ce point. Le XX^e siècle et aussi le XXI^e siècle, du moins pour le moment, n'ont pas vu le nationalisme (ce que Pannekoek appelle la «communauté de destin et de caractère» entre la bourgeoisie et le prolétariat) reculer devant l'internationalisme, ou l'anationalisme, bien au contraire.

Jamais autant de peuples et d'organisations n'ont lutté pour créer des Etats-nations, à l'image de l'Etat républicain français, jamais les luttes politiques n'ont été autant polluées par l'idéologie nationaliste. Et ce ne sont pas les derniers avatars du nationalisme, l'islam politique, le régionalisme identitaire ou indépendantiste et

l'anti-impérialisme réactionnaire de la majorité du mouvement altermondialiste qui nous contrediront.

Si Pannekoek et Mattick prônent de répondre systématiquement «Prolétariat» et «Lutte de classe» chaque fois que quelqu'un prononce les mots «autonomie» ou «indépendance nationale», on ne peut qu'approuver leur position de principe, tout en constatant que cette stratégie n'a eu jusqu'ici aucun succès...

La revue aborde ensuite le débat franco-français sur l'identité nationale, en mettant de nouveau l'accent sur la nécessité de ne pas se focaliser sur les échéances électorales et les petites phrases des politiciens, comme l'ont fait l'extrême gauche et la gauche, si l'on veut comprendre pourquoi cette question est récurrente dans le débat politique franco-gaulois.

Nous abordons une des conséquences de ce débat lancé par Sarkozy, ou plutôt du climat entretenu par la droite dure, c'est-à-dire le rapprochement entre un courant de gauche laïco-xénophobe et l'extrême droite sur les questions de la laïcité, de l'immigration et de l'islam, en soulignant que cette tendance se manifeste à l'échelle européenne, sous diverses formes et ne constitue ni une exception française, ni un phénomène négligeable.

Nous faisons un petit saut en arrière en reproduisant un texte de Trotsky sur le fascisme et le nazisme, et en profitons pour remettre quelques pendules à l'heure à propos de l'antifascisme stalinien. Nous reproduisons aussi des extraits d'un texte de Mouvement communiste écrit en 1997 sur le Front national, mais qui comporte surtout une analyse classique de la démocratie bourgeoise, du fascisme et du nazisme – classique du moins à l'ultragauche.

Nous nous intéressons à un OVNI politique, le prétendu «racisme anti-Blancs», mythe répandu bien sûr par l'extrême droite mais qui commence à contaminer la gauche. Les Luftmenschen, auteurs de ce texte, nous précisent leur point de vue dans une interview. Et nous reproduisons un texte de Combat ouvrier sur une autre variante encore plus zarbi du nationalisme, le «noirisme» ⁽²⁾ d'extrême droite, en Guadeloupe, dirigé contre l'immigration haïtienne.

Nous nous interrogeons sur les limites de la liberté d'expression prônée par Radio libertaire, à travers l'analyse de plusieurs émissions en 2009 et 2010 où ont été abordés le thème de l'identité nationale et de l'islam et d'un débat sur la liberté d'expression organisé par cette même radio, et filmé en décembre 2010 par le site d'extrême droite «Enquête et débat» de Jean Robin.

Une contribution de Syb se penche sur le rôle de l'ésotérisme dans l'idéologie d'extrême droite, phénomène souvent méconnu ou jugé secondaire.

Enfin nous observons, avec l'aide de camarades belges et néerlandais, comment les problèmes de l'identité nationale, de la laïcité et de l'extrême droite sont abordés en Belgique, et aux Pays-Bas, sans bien sûr épuiser la complexité et la diversité des situations....nationales sur lesquelles nous reviendrons dans d'autres numéros.

Ni patrie ni frontières !

Notes

1. Le numéro 21-22 (septembre 2007) de la revue avait déjà évoqué cet anti-sarkozysme politiquement peu fécond qui n'a fait que se développer avec la rage et la colère des électeurs de gauche contre les mesures du gouvernement. Les mêmes antisarkozystes ferment les yeux sur la constance des positions socialistes-nationales de Ségolène Royal et Jean-Pierre Chevènement qui, jusqu'à nouvel ordre, font partie de la «gauche» et dont la première fut la candidate officielle de cette même gauche il y a cinq ans. C'est ainsi par exemple que sur le blog officiel de Ségolène Royal, le lundi 13 juin 2011, il est rendu un vibrant aux soldats français morts en Afghanistan. On peut parfaitement comprendre la compassion privée de l'entourage direct de ces victimes de la politique de la bourgeoisie française (compassion qui n'a pas besoin de la récupération des politiciens qui ne paient jamais de leur vie les décisions d'intervention militaire qu'ils prennent), mais il s'agit ici de toute autre chose puisqu'un certain Arnaud Fage au-dessus des photos et des biographies de deux soldats déclare : «Je tiens à pousser un coup de gueule contre les médias qui ne parlent jamais de l'engagement de nos soldats pour défendre notre pays sur notre sol et à l'étranger.» Il s'agit d'un soutien franc et ouvert à la politique de l'impérialisme français, d'un soutien à de nouvelles interventions extérieures meurtrières pour les populations civiles comme pour «nos soldats». Sur ce plan-là, comme sur bien d'autres, l'identité nationale est une «valeur» partagée par la gauche comme par la droite.

2. Le «noirisme» est une idéologie nationaliste qui s'est développée à Haïti et a notamment inspiré le duvaliérisme. Duvalier père valorisa la langue créole, promut une renaissance culturelle nationale (poésie, littérature, musique) et s'appuya sur le vaudou présenté comme un élément de résistance aux influences étrangères. On en trouve des variantes en Afrique et la minuscule Tribu Ka (Génération Kemi Seba) en France avec ses théories fumeuses sur les Kémites, ou la Nation de l'Islam aux Etats-Unis, se situent dans la même lignée nationaliste- raciale, qui s'oppose de façon symétrique aux théories sur la supériorité de l'Occident (blanc) judéo-chrétien (version de la droite européenne ou américaine «modérée») ou de la civilisation indo-européenne (version d'extrême droite, fascisante ou fasciste).

P.S. Un petit « Lexique de la confusion » complètera très prochainement ce numéro pour analyser les passerelles entre l'extrême droite et l'extrême gauche.

Sommaire

Des outils pour penser

Encyclopédie anarchiste : Immigration (Louis Loréal), 8 – Nation (Charles Bous-sinot), 11 – Nation (Elie Soubeiran), 14 – Nationalisme (Aristide Lapeyre), 17 – Pa-trie (Charles Boussinot), 19 – Patrie (Madeleine Pelletier), 29 – Patriotisme, 31 – Patriote, 40

Manifeste des anationalistes, 42

Lutte de classe et nation (Anton Pannekoek), 60

Nationalisme et socialisme (Paul Mattick), 86

Un débat piégé

Encore un débat qu'il faut saboter ! (Les Amis de l'égalité), 96

C'est quoi être français ? (B., *Anarchosyndicalisme*), 97 – Nationales, régionales ou ethniques, les «identités» sont une arme du pouvoir, *Anarchosyndicalisme*, 99 – Les identitarismes, c'est le capitalisme plus la guerre, *Anarchosyndicalisme*, 102 – La vérité historique, première victime du nationalisme, *Anarchosyndicalisme*, 106 – Mélange ou différence, 111

L'identité nationale un vieux mythe dangereux, et une question jamais réglée à gauche, 115 – Petit Quizz de la Bêtise nationaliste, 127 – «Pour nous la France n'existe pas» – Les surréalistes contre la Patrie, la Nation et l'identité nationale, 130 – «Monod, Lacoste, etc., allez vous faire intégrer !», 132 – «Affaire» Anelka : mé-dias et politiques nous refont le coup de la Cinquième Colonne, 135

«Racisme anti-Blancs» en France et «noirisme» anti-Haïtiens en Guade-loupe

Racisme anti-Blancs ? L'histoire édifiante des martyrs de Perpignan (Luftmenschen), 139 – «Racisme anti-Blancs» qui sont les vraies victimes ? (Luftmenschen), 142 – Quelques questions aux Luftmenschen, 146

Guadeloupe. La résistible ascension d'Ibo Simon et la montée de l'extrême droite xénophobe (*Combat ouvrier*), 154

Sur les convergences politiques entre la gauche laïco-xénophobe et l'extrême droite, 163 : Introduction, 166, Des Ligues à la «Nouvelle Droite», 171 – L'apéro saucisson-pinard du 18 juin 2010 et sa signification, 176 – La gauche laï-que réactionnaire : une vieille tradition française dont Riposte laïque n'est que l'ultime avatar, 181 – Les religions évoluent, ce qui ne les rend pas moins néfastes, 184 – La droite et l'extrême droite évoluent – ce qui ne les rend pas moins dange-reuses, 186 – Riposte laïque : un groupe charnière entre la gauche et l'extrême droite, 189

L'anti-universalisme et le pseudo front anti-impérialiste (Stephane Julien), 194

Encore et à nouveau sur la gauche laïco-xénophobe, 196 – Riposte laïque = Riposte xénophobe, 200 – Abécédaire de la xénophobie de gauche, 206 – Les 22 saopards de «l'apéro saucisson pinard», 217 – *Lettres de lecteurs mécontents* 231

Fascisme, démocratie et antifascisme : Fascisme/antifascisme (OCL) 237 – Stalinisme et antifascisme, 239 – Qu'est-ce que le national-socialisme ? (Léon Trotsky), 241 – Fascisme et démocratie (Mouvement communiste) 248

**La fidélité absolue à la «liberté d'expression» :
un piège pour les anarchistes ?**

Un peu d'histoire (Floréal Melgar), 259 – Radio Courtoisie, en direct sur 89.4 FM, 266 – Accords et désaccords avec les Luftmenschen, 272 – Réponse des Luftmenschen, 276 – Radio libertaire ou «Radio Français d'abord» ? 281 – Ni religion, ni racisme, ni xénophobie (Fédération anarchiste), 283 – Quand l'Union rationaliste dérape sur l'immigration, 284 – Radio libertaire et la liberté d'expression totale, 290 – Contre leur liberté d'expression (Luftmenschen), 296

Extrême droite et ésotérisme : *Politica Hermetica*, 303

Identité nationale, catholicisme et extrême droite en Belgique

Vlaams Blok : changement dans la continuité d'une formation xénophobe (Mouvement communiste), 315 – Sur la Fraternité lefebvrisme, à l'extrême droite de Dieu (ResistanceS.be), 329 – L'extrême droite catholique pro-Léonard (ResistanceS.be), 342

Pays-Bas : un modèle pour Sarkozy et la droite gauloise, 347

Assimilation française contre multiculturalisme néerlandais ? 351 – Une histoire nationale un peu chaotique jusqu'au XIX^e siècle, 352 – Histoire, valeurs et normes «typiquement néerlandaises», 354 – Le pays de la «tolérance» ? 356 – «Pilarisation» et «dépilarisation» de la société, 358 – Les Pays Bas, ex-puissance coloniale, sont devenus un pays d'immigration, 363 – France et Pays-Bas: «problèmes» communs et solutions réactionnaires similaires, 368 – Geert Wilders et le PVV aux Pays-Bas : le Parti pour la liberté vous exclura aussi ! 376

Des outils pour penser

Encyclopédie anarchiste

IMMIGRATION

(Ce petit texte exprime un certain paternalisme envers les prolétaires étrangers, traités de «pauvres bougres» et considérés comme des briseurs de grève pas très malins, comme si les patrons ne trouvaient pas des jaunes et des chefs flics parmi les ouvriers «français de souche», et comme si les «pauvres bougres» qui acceptent bas salaires et mauvaises conditions de travail se recrutaient uniquement parmi les travailleurs «étrangers». Partisan d'une immigration «raisonnée» (?!), cet auteur n'a apparemment pas beaucoup réfléchi au rôle de l'immigration en France, phénomène qui durait quand même depuis près d'un siècle à l'époque où il écrivait. Heureusement, les autres textes de *l'Encyclopédie anarchiste* qui suivent cet article sont d'un autre niveau, en tout cas pour ce qui concerne la critique du nationalisme. *Ni patrie ni frontières.*)

Immigration : action de venir dans un pays pour s'y fixer.

En de certaines périodes, l'immigration changea complètement l'aspect de divers pays. L'Amérique n'est actuellement que le produit de l'immigration européenne qui commença voici trois siècles. L'immigration espagnole et portugaise se fit principalement en Amérique du Sud, en Amérique centrale et au Mexique. Les Etats-Unis et le Canada sont surtout le produit des immigrations anglaise et française. Les immigrants devinrent les véritables maîtres des Amériques, et les peuplades autochtones brutalisées, décimées, y ont à peu près disparu.

Depuis 1919, l'immigration fut une véritable arme dont le patronat français se servit pour faire pièce au prolétariat.

Au lendemain de la guerre, les classes privilégiées, par peur d'un mouvement de révolte et à la suite de multiples grèves, accordèrent diverses améliorations (loi de huit heures, augmentation de salaires, semaine anglaise, etc.) à la classe ouvrière. Le pitoyable échec de la grève générale en 1920 redonna un peu de courage et de combativité à ce patronat qui avait bien cru sa dernière heure venue. C'est alors qu'il organisa avec méthode l'immigration ouvrière.

Dans certains pays pauvres, où la population ouvrière était trop dense pour les nécessités de la main-d'œuvre locale (tels la Pologne, la Hongrie, l'Italie), les envoyés des grandes firmes françaises, patronnés par le gouvernement et les représentants diplomatiques français, se livrèrent à un racolage d'ouvriers manœuvres. Par des promesses mirifiques, leur faisant voir l'existence en France comme idyllique, leur donnant à croire que le coût des denrées était minime, ils leur firent signer des contrats par lesquels ceux-ci s'engageaient à venir travailler en France pendant deux ou trois ans pour des salaires dérisoires. Ce furent de véritables «arrivages» de travailleurs étrangers en France. Les ouvriers français, dans certaines entreprises, furent licenciés pour faire de la place aux étrangers ; dans d'autres, on propo-

sa aux ouvriers de diminuer leurs salaires ; ceux-ci, pour la plupart, n'acceptèrent pas, se mirent en grève et les patrons firent entrer les étrangers qu'ils tenaient en réserve.

Cette immigration eut pour résultat qu'au bout d'un an le prolétariat français se vit dépouillé de presque tout ce que le patronat lui avait accordé par peur en 1919 (les salaires diminués, la loi de huit heures violée). Tous les mouvements de revendication, sauf de rares exceptions, échouèrent après, quelques fois, de longues semaines de lutte.

Malheureusement, les ouvriers français ne virent pas tout de suite la manœuvre. Au lieu de démasquer les véritables responsables : les patrons, ils en vinrent à concevoir une sourde animosité contre le prolétariat étranger qui, pourtant, était victime au même titre que lui de cette organisation patronale. Le chauvinisme eut tendance à renaître et les ouvriers français trouvèrent même tout naturel que le patronat payât à des tarifs réduits les étrangers, ne se rendant pas compte que, par leur acquiescement à l'exploitation forcée des immigrants, ils se forgeaient des armes contre eux-mêmes. Quelques organisations syndicales entreprirent des campagnes malheureuses contre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, donnant un aliment, hélas trop facile, au préjugé patriotique. Dans la métallurgie et dans le bâtiment, il faut convenir que la main-d'œuvre étrangère créa un véritable malaise dans la classe ouvrière, mais cependant la faute n'en était pas aux immigrés.

Défendre au patronat d'employer des ouvriers parce que ceux-ci ne sont pas nés du même côté de la frontière, c'était, on l'avouera sans peine, une position singulièrement scabreuse et équivoque pour des organisations ouvrières qui se targuaient d'internationalisme. Le patronat baisse-t-il les salaires? C'est de la faute aux étrangers! Y a-t-il du chômage? C'est encore de la faute aux étrangers! Tout ce qui arrive de préjudiciable aux ouvriers est ainsi mis sur le compte de pauvres bougres exploités aussi durement, sinon plus, par le patronat rapace qui avait réussi au delà de ses prévisions, dans sa manœuvre réactionnaire.

Quand je dis que le patronat avait réussi au-delà de ses prévisions, je ne m'avance pas à la légère. Son emploi abusif de la main-d'œuvre étrangère créa une telle situation de chômage que le gouvernement s'émut et, en fin 1926, pas mal de ces malheureux qu'on avait amenés en France pour abuser de leur détresse furent reconduits à la frontière.

Cette immigration intensive créa un tel état d'esprit dans la classe ouvrière française contre les étrangers que même les exilés politiques qui furent obligés de quitter leur pays (Italie, Espagne, Pologne, Balkans, etc.) dans lesquels la dictature infâme leur aurait fait un mauvais parti, que ces mêmes exilés se virent l'objet de l'animadversion.

Enfin les organisations syndicales en vinrent à considérer le problème sous son véritable jour. Une propagande intensive fut faite dans certains endroits pour que les ouvriers français se rendent enfin compte de la véritable situation, qu'ils cessent de nourrir de l'animosité contre leurs frères étrangers, qu'ils entrevoient enfin que le seul, l'unique responsable du chômage voulu et organisé c'est le patronat. Ce qu'il fallait faire, dès le début de cette immigration, c'était une propagande méthodique

parmi les éléments étrangers, leur faire comprendre le rôle qu'on leur faisait jouer, la cynique exploitation dont ils étaient les premières victimes. Il fallait, au lieu d'entourer de préventions hostiles les ouvriers étrangers, leur faire comprendre que nous les considérons comme nos frères de misère et que nous étions prêts à les seconder dans tout mouvement de revendications qu'ils pourraient entreprendre.

Cette tâche a déjà été accomplie en partie – malheureusement, certains partis politiques se servent de cette situation pour gagner de nouveaux adhérents, victimes toutes désignées.

Ce qu'il faut faire comprendre aux ouvriers étrangers, c'est qu'ils doivent travailler aux mêmes tarifs que les ouvriers français, c'est les gagner aux syndicats dans lesquels ils doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs que les syndiqués français. Ce qu'il faut, c'est créer un esprit de solidarité étroite entre tous les travailleurs de toutes nationalités ; faire cesser la distinction entre Français et étrangers ; entreprendre une vaste campagne pour que les contrats que l'on a fait signer aux étrangers par tromperie soient révoqués comme de véritables abus de confiance qu'ils sont.

Quand le patronat sera obligé de payer les ouvriers étrangers au même tarif que les ouvriers du pays, alors il n'aura aucune raison d'employer l'immigration. Faire respecter les tarifs et les avantages obtenus par la classe ouvrière au prix de dures luttes ; faire appliquer ces tarifs et ces avantages à tous les ouvriers sans distinction de nationalité, voilà les mesures à prendre pour que l'immigration n'ait plus le caractère antisocial qu'elle a encore aujourd'hui.

Inutile d'ajouter que l'immigration raisonnée sera un bienfait au lendemain d'une révolution sociale où les «villes tentaculaires» devront de plus en plus disparaître.

- **Louis LORÉAL.**

NATION (extraits)

(...) «L'Etat est la personnification juridique d'une nation : c'est le sujet et le support de l'autorité publique. Ce qui constitue en *droit* une nation, c'est l'existence, dans cette société d'hommes, d'une autorité supérieure aux volontés individuelles. Cette autorité, qui naturellement ne reconnaît point de puissance supérieure ou concurrente quant aux rapports qu'elle régit, s'appelle la *souveraineté*...

Le fondement même du droit public consiste en ce qu'il donne à la souveraineté, en dehors et au-dessus des personnes qui l'exercent à tel ou tel moment, un sujet ou titulaire idéal et permanent qui personnifie la nation entière ; cette personne morale c'est l'*Etat*, qui se confond ainsi avec la souveraineté, celle-ci étant sa qualité essentielle». Esmein, *Eléments de droit constitutionnel comparé*.

Autrement dit, hors du charabia des juristes, *Nation* = réunion d'hommes courbés sous le joug d'un appareil étatiste.

Supprimons l'Etat, et la nation s'évanouit : Pologne (époque du démembrement), Empire austro-hongrois (1918). Par contre, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Lituanie, etc., sont devenues des nations dès que l'on a permis que se constituent, dans ces pays, des gouvernements propres. On ne conçoit pas une nation d'anarchistes ; mais les juifs, dispersés par le monde, qui obéissent à la Loi de Moïse, forment, aux yeux de beaucoup, la *nation juive*.

Par la volonté des trusts ou cartels mondiaux, après les périodes de crise, comme la dernière guerre, des nations surgissent comme des champignons, et d'autres disparaissent. L'Europe actuelle en est une preuve. Si les empires centraux eussent été vainqueurs, nul doute que les nations européennes se fussent réparties autrement. Peut-être connaîtrions-nous une *nation* provençale, ou bretonne, ou algérienne. Il n'existerait probablement plus de nation belge, comme il n'existe plus de nation monténégrine. Les groupements d'intérêts font et défont les nations comme châteaux de cartes ; et tout ce qu'on peut dire ou tout ce qu'on a pu écrire pour justifier l'existence des nations ne sont que subtils arguments de sophistes.

a) D'aucuns ont confondu nation et race ; il y aurait par exemple une nation française parce qu'il y a une race française, une nation allemande parce qu'il y a une race germanique, etc. Or, «*il n'y a pas de race pure, et faire reposer la politique sur l'analyse ethnographique, c'est la faire porter sur une chimère*». (Renan).

(...) Parler de la race française est une plaisanterie. «Le nom de la France, que tous les patriotes prononcent avec une vibrante fierté, une émotion filiale, ce nom commémore l'invasion des Francs qui, venus d'entre le Main, l'Elbe et l'Elster, étaient de purs Germains. Ce pays avait accueilli successivement des Gaulois, des Celtes, des Ibères, des Ligures, des Kymris, des Wisigoths, des Vandales. Il avait été envahi par des Latins venus de Rome, des Normands venus de Scandinavie, des Maures venus d'Afrique, des Huns venus de la Caspienne.» (Michel Corday). De même pour l'Allemagne dont le peuple est un mélange de Slaves, de Celtes,

de Germains, de Scandinaves, de Finnois, d'Espagnols, etc. De même pour tout autre peuple.

b) On a prétendu que le climat, la constitution géographique d'un lieu sont facteurs déterminants de la formation des nations. L'existence de grandes nations comme la Russie, la Chine, les Etats-Unis, réduit à néant cette théorie. Il y a, dans ces pays, une infinité de climats, et une infinité de sols. Mais, en France même que de dissemblances entre la Provence et la Bretagne, l'Auvergne et les Landes ! On parle parfois de «frontières naturelles». Quelle dérision, au siècle de l'auto, du chemin de fer et de l'avion ! Ni mers, ni montagnes, ni fleuves ne comptent plus ; et, s'ils existent, c'est pour unir, non pour diviser.

c) L'unité nationale est fondée sur la langue commune, dit-on encore. Or, en France, on parle, outre le français de l'Académie (plus ou moins purement, bien entendu), le basque, l'allemand, les langues d'oc, le breton, le flamand. La Belgique a deux langues, la Suisse trois, etc.

Puisque les nations par elles-mêmes n'existent pas, on est à se demander comment il se fait qu'elles se soient créées. Et, en remontant aux origines, on trouve toujours l'abdication des individus devant l'autorité..

Dans la tribu primitive, le plus malin ou le plus fort s'impose ; on lui obéit. Par la suite, plusieurs tribus se fédèrent et se laissent imposer une hiérarchie de chefs, des lois laïques et religieuses, des juges. Que l'autorité se renforce encore un tout petit peu ; que la gent bête qui applaudit et qui paie clame son orgueil d'être battue, et le sentiment national s'épanouit, et la nation existe. Et cela peut aller jusqu'aux plus absurdes aberrations de l'esprit chez les nationalistes forcenés. C'est le sentiment national qui pétrit des Français prêts à se faire tuer pour la rive gauche du Rhin ou pour sauver la «civilisation» menacée, des Yankees qui se croient prédestinés à coloniser le monde, des Italiens qui se masturbent l'esprit pour essayer de se persuader qu'ils sont les héritiers de la Rome antique.

La nation est la résultante d'un long travail d'abrutissement des peuples auxquels on arrive à faire accepter jusqu'au délire les pires absurdités. Les peuples ont été triturés de mille manières avant d'accepter de vivre en nations «policées». Ce sont tantôt les rois, empereurs ou républiques qui annexent ou fédèrent telle ou telle province (France, Italie, Prusse), tout cela dans les fleuves de sang de guerres sans nombre ; tantôt des groupes d'aventuriers qui s'emparent de pays dit «neufs» (Etats-Unis). Ce sont les religions qui, parallèlement à la force, proposent les bourreaux à l'adoration des victimes (empereur romain, Louis XIV, tsar) et prêchent la résignation aux malheurs du temps.

C'est le patriotisme, religion d'Etat, qui grandit d'autant plus que l'ancienne religion s'estompe dans les esprits. Et le patriotisme se cultive comme toute religion, par des sacrifices humains : guerres ou fusillades des incrédules. Et les bonzes : littérateurs, politiciens, arrivistes de tout poil, se sont fait les auxiliaires de tout ce long travail d'oppression.

C'est l'Académie qui a la prétention de fixer la langue. Ce sont les poètes et écrivains nationaux qui battent la grosse caisse pour saturer les cœurs de leur poison grossier : Déroulède, Barrès, d'Annunzio, Mickiewicz...

Chaque nation a ses Botrel et sous-Botrel ; et cela descend jusqu'aux créateurs de chansons de café-concert, ranimateurs de la flamme pour citoyens conscients de base. Ce sont les rhéteurs du forum qui persuadent l'individu, couvert de chaînes, qu'il a librement consenti au pacte social. C'est enfin l'Ecole, toujours au service des maîtres, qui perpétue et renforce cet état d'esprit dans les générations nouvelles.

L'idée de nation ne repose donc sur rien de positif ; elle nous apparaît comme un colossal mensonge destiné à aider à mieux dominer, opprimer et exploiter ceux qui peinent et qui souffrent. Plus ou moins consciemment, la classe ouvrière l'a compris, qui essaie de s'organiser internationalement. Les groupements d'hommes, en effet, ne s'effectuent pas en cloisons étanches, par nations, où tous les membres auraient des intérêts communs ; ils se font par *couches sociales*. Et il y a seulement deux groupes :

1° Ceux qui dominent, qui pressurent : les maîtres ;

2° Ceux qui se courbent ou qu'on brise par la force : les esclaves.

L'idée de nation. doit trouver, en tout anarchiste, un adversaire résolu.

Charles BOUSSINOT

NATION

(Très marqué par l'idéal de la «souveraineté de la Raison», ce texte nous donne une bonne idée des limites de l'optimisme rationaliste, qu'il soit d'ailleurs anarchiste ou marxiste. Quant au soutien à la Société des Nations, triste ancêtre de l'ONU actuel, soyons charitables et n'accablons pas l'auteur, tout en notant le lien entre cet appui à la SDN et cette foi en la souveraineté de la Raison... NPNF)

L'agglomération de personnes vivant sous les mêmes lois, dans un pays limité par des frontières, ayant des intérêts communs, une langue commune et des *droits* plus ou moins communs constitue une nation.

Il arrive qu'on emploie le mot *peuple* à la place de celui de nation, mais il paraît plus logique de réserver le nom de *peuple* aux multitudes unies par une communauté d'origines et d'idées, et de qualifier de nations les peuples régulièrement constitués en Etat politique et souverain. Chaque nation a ses coutumes, ses mœurs et souvent des religions diverses. Des prérogatives qui s'attachent aux diverses branches de l'activité nationale se constituent un *droit national* qui coordonne l'action individuelle à l'action collective, pour l'intérêt général.

Parmi les nations, les unes sont belliqueuses, puissantes, civilisées ou barbares, sauvages, prospères, commerçantes, industrielles, agricoles, riches ou pauvres. Ainsi par les nations naissent les rivalités, la concurrence, les alliances et les guerres qui constituent les plus tristes fléaux qui puissent affliger l'Humanité.

En théorie, et en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit, tout le monde est peuple et souverain ; en pratique, sont seuls souverains dans la collectivité nationale ceux qui détiennent les richesses ; et ils le sont soit directement, soit par interposition de mandataires défendant plus ou moins bien leurs intérêts.

Rationnellement, la nation, à notre époque, représente une circonscription humaine déterminée par une certaine communauté d'idées sur le droit spécial de chacune d'elles. Aussi les mœurs, les coutumes, les institutions varient dans chaque nation. Ce qui est *vérité* dans l'une est erreur dans l'autre. Avec cette diversité de méthodes particulières et collectives, il est impossible d'obtenir une harmonie réelle dans les rapports sociaux.

C'est de l'ignorance du droit réel, du droit social que les nations sont faites. Quand l'idole qui résume les idées dominant la nation tombe, la nation déchoit et meurt plus ou moins rapidement...

Les nations sont en quelque sorte des incarnations du Dieu personnel et leurs mœurs s'inspirent des idées qui se rattachent au culte du Créateur. Elles s'évanouiront au fur et à mesure que le droit passera du domaine national à celui de l'Humanité. Quand la Société se substituera à la Divinité, le Droit aura une valeur morale réelle, c'est-à-dire commune pour tous et pour chacun et la vérité sera la même partout, aussi bien que l'erreur. C'est de ce moment, c'est-à-dire de la

connaissance de la vérité, de l'application de la justice égale pour tous, que le droit aura une autorité incontestée parce qu'incontestable.

Nous n'en sommes pas là, mais la nécessité sociale amènera les nations à ne former qu'une Société comprenant tous les peuples. A notre époque d'ignorance sociale, le besoin d'harmonie se fait empiriquement sentir ; cependant chaque nation se dit autonome, croit à son indépendance et s'attribue une souveraineté toute-puissante dans la pratique de la justice spéciale qu'elle propose.

Il en est ainsi parce que toutes les attributions nationales reposent sur l'idée de droit que les classes dirigeantes et possédantes se font du pouvoir qu'elles disent détenir : soit de Dieu, soit du peuple souverain. Ces espèces de souveraineté ne reposent sur aucune preuve, mais simplement sur la foi et l'illusion ; toutes aboutissent au despotisme d'un seul ou de quelques-uns et nullement à l'application de la Justice.

Mais ces deux espèces de souveraineté qui ont nom théocratie et démocratie conduisent au désordre ; la seconde directement comme c'est le cas actuel, avec le despotisme de la finance, et la première y conduit aussi en cédant le pas à la seconde.

Nous sommes loin de la justice, par l'application de ces souverainetés, que la nécessité sociale, le besoin d'ordre rationnel obligeront de réaliser et qui donneront naissance à la souveraineté de la Raison, seule possible pour avoir un ordre durable.

Sans être à la veille de la fusion des souverainetés existantes, appliquées nationalement, chacun comprend, plus ou moins empiriquement, le besoin d'une rénovation sociale qui situerait les nations sous la dépendance du droit humanitaire.

La mission historique des nations, la grande prestation morale des peuples ont pour but de créer un ordre social nouveau où l'homme sera libre réellement. A la souveraineté de la force qui est la seule que l'Humanité ait connue et connue, (et par suite chaque nation) succédera nécessairement la souveraineté de la Raison, De nos jours il se produit pour les nations ce qui se produit pour les individus : chaque homme est nécessairement souverain par sa raison pendant toute l'époque de doute social, de même que les peuples l'ont été, le sont encore quant aux droits de chacun et le *seront* jusqu'à ce que la connaissance de la vérité du droit ait substitué l'Humanité aux nations, le droit réel et logique à la force individuelle.

En résumé, l'existence des nations implique celle de l'ignorance sociale et l'ignorance sociale de la vérité de la réalité du droit commun à tous a pour conséquence inévitable l'application nécessaire de la force au maintien de l'ordre, de sorte que les mandements et ordonnances, pour parler comme Proudhon, qui parlent d'une nation n'*offrent* pas pour *toutes* la même garantie. Hypocritement ou ouvertement deux nations souveraines en contact ne peuvent pas ne pas être, économiquement, en état de guerre déclarée ou sournoise tout comme le sont, dit Collins, deux familles qui vivent isolément tout en étant voisines. La fraternité, la solidarité, entre ces familles ne peuvent être qu'illusoire et non réelles. Sans la reconnaissance d'un droit supérieur à toutes les nations, il ne peut exister entre elles de paix véritable.

Nous approuvons l'idée d'une Société des Nations comme nous approuvons tous les pactes qui auront pour but de fusionner, ne serait-ce que sentimentalement, les intérêts particuliers avec l'intérêt général. Pour l'heure et tant que le Droit n'est que l'expression de la force, une nouvelle Tour de Babel pointe à l'horizon. C'est tout de même un heureux symptôme de voir les grands de la Terre aussi bien que les exploités du travail s'intéresser à l'interpénétration au sein des nations, d'un DROIT souverain.

Il saute aux yeux et au cerveau que : lorsqu'il n'y aura plus qu'un Droit pour *tous* les peuples, pour toutes les familles, pour tous les hommes ; du moment, enfin, que la nécessité de la justice en imposera l'application, le Droit réel qui en est l'expression obligera les nations à disparaître et à fusionner dans l'Humanité pour ne former qu'une seule société rationnelle. Les nations seront alors dans la Patrie universelle ce que sont, de nos jours, dans chaque nation, les départements et les provinces, où chacun jouira pareillement de la liberté, du bien-être par le travail et, enfin, de la justice réelle en conformité des actions autant individuelles que sociales.

– Elie SOUBEYRAN.

NATIONALISME (extraits)

Déformation, caricature de : patriotisme. Esprit étroit de nationalité. «*Ce n'est à vrai dire qu'un chauvinisme ridicule et qui mérite d'être bafoué.*»

Aux premiers temps des sociétés humaines, le despotisme inhérent à cette époque est basé uniquement sur la force du prince. Quand la religion, sous sa forme primitive, base l'autorité du prince sur la volonté d'un être supranaturel : Dieu, elle donne aux hommes la règle de ses actions : une morale. L'ordre social repose tout entier sur cette règle des actions, soi-disant révélée par Dieu.

Tant que cette morale échappe à l'examen, le peuple accepte la loi. «*Toute autorité vient de Dieu, désobéir à l'autorité, c'est désobéir à Dieu*» (saint Paul, saint Thomas). Il suffit pour cela d'empêcher les développements de l'intelligence dans toute la mesure du possible, de comprimer l'examen par tous les moyens : «*Il convient d'effacer du monde par la mort, et non seulement la mort de l'excommunication, mais la mort vraie, l'hérétique obstiné*» (saint Thomas). (...) L'Inquisition n'est qu'un des moyens d'empêcher l'examen, il faut compter également le maintien des nationalités séparées par des frontières et garanties par des douanes : diviser pour régner (Machiavel).

Longtemps les peuples sont divisés sur la question religieuse et s'entretuent pour la prédominance d'un culte sur l'autre. Les guerres religieuses sont nécessairement des guerres internationales : «*Nulle cause plus puissante de séparation que la diversité des croyances ; rien qui rende l'homme plus étranger à l'homme, qui crée des défiances plus profondes, des inimitiés plus implacables. Cela est vrai, surtout pour les peuples. Quand la religion ne les unit pas, elle crée entre eux un abîme*» (abbé de Lamennais).

Le maintien des peuples dans l'ignorance et leur division en nationalités a toujours été considéré comme l'art de la Politique.

(..) Quand les développements nécessaires des connaissances humaines : la science, la découverte de l'imprimerie, les modifications économiques : production, commerce, etc., reléguèrent la religion au second plan, l'Etat, représenté d'abord par le prince, puis par le gouvernement élu au suffrage des majorités, créa par l'éducation, par l'instruction, par la presse devenue un organe indestructible de la nouvelle vie des sociétés, une foi nouvelle, plus tangible plus conforme au positivisme ambiant : le nationalisme,

Diviser le monde en nations ; tout faire pour donner à chacune d'elles une physionomie particulière, un caractère spécifique ; lui donner une langue et une histoire ; des mœurs et une morale en opposition avec les expressions collectives des autres nations ; soutenir une presse et une littérature qui chantent les louanges des «qualités» de son pays, de sa nation, de sa race ; développer le sentiment de supériorité de domination, d'autorité ; tout cela pour aboutir à ce que chaque individu se

sente une cellule du corps social, réel, positif, qu'est sa nation, la seule, l'unique, la divine Nation, celle que redoutent et envient toutes les autres nations.

«Le patriotisme n'est pas seulement le dernier refuge des coquins ; c'est aussi le premier piédestal des naïfs et le reposoir favori des imbéciles. Je ne parle pas du patriotisme tel qu'il devrait être, ou tel qu'il pourrait être, mais du patriotisme que nous voyons en France et même partout, qui se manifeste dans toute son hypocrisie, toute son horreur et toute sa sottise depuis trente ans. Et je dis que la constatation ci-dessus, dont on peut facilement, tous les jours, vérifier l'exactitude, fait comprendre comment se recrutent les états-majors et les troupes qui constituent les légions du chauvinisme. Des naïfs et des imbéciles, je n'ai pas grand-chose à dire ; les premiers, dupes d'enthousiasmes irréfléchis et d'illusions juvéniles, arrivent souvent à se rendre compte du caractère réel de la doctrine cocardière et sortent, écœurés, de la chapelle où on la prêche ; les seconds, misérables êtres aux cerveaux boueux, forment un immense troupeau de serfs à la disposition d'un maître à forte poigne – ou à fort gosier – et portent leur patriotisme comme les crétiens portent leur goitre (...). Quant aux chefs, ce sont quelquefois des républicains, quelquefois des monarchistes, quelquefois les deux ensemble, ou bien ni l'un ni l'autre, Ce sont toujours des coquins. Le patriotisme n'est pour eux qu'une enseigne qui doit attirer la foule ; un décor derrière lequel ils pourront machiner à loisir les combinaisons de leur goût» (Georges Darien). (...)

En France, un quotidien porte en sous-titre «organe du nationalisme intégral», et se dénomme *L'Action Française*. Rien ne rebute son nationalisme grassement payé par les partisans de l'ancien régime, en mal d'autorité à exercer, et les parvenus de la «Marianne» en mal de titres de noblesse. Ni le faux, ni le mensonge ne leur sont un obstacle. (...) Le nationalisme, c'est cette stupidité, cette abjection et ce crime. Il a les porte-plumes, les porte-parole et les porte-drapeaux qu'il mérite. Tout individu doué de bon sens et de dignité doit le dénoncer sans répit et sans trêve le combattre. La lutte est engagée entre le Nationalisme et l'Internationalisme. Ceci tuera cela.

– A. LAPEYRE.

PATRIE (extraits)

Le mot patrie, chez les anciens, signifiait la terre des pères : *terra patria*. Etymologiquement, il désigne le pays où on est né. Comment, de ce sens si restreint le mot patrie est-il arrivé à désigner les vastes nations d'aujourd'hui ? Par quel processus, dépassant même ce stade, arrive-t-il à désigner la terre entière, la patrie humaine, rejoignant l'internationale ?

En voici succinctement l'explication, donnée par A. Hamon : «L'idée de patrie présuppose la solidarité l'union, l'association entre individus. L'idée de patrie implique l'idée de collectivité ; en effet, nous ne pouvons concevoir et nous ne pensons pas que quelqu'un puisse concevoir la patrie réduite à un individu. (...)

«La première patrie fut la horde, la tribu, le clan. La vie en commun développe une communauté – accrue encore par les liens du sang – de mœurs, de coutumes, de langue, de sensations, de sentiments qui rend solidaires les humains les uns des autres. Ils sont les membres d'un même corps, agrégat d'individus. Aussi, dans la horde, la tribu, le clan, ils se sentent solidaires les uns des autres. Relativement aux tribus voisines, ils se sentent différents, presque de nature autre, vivant éloignés, n'ayant de contact que pour la dispute, la guerre. Mœurs, coutumes, langues, sentiments et sensations sont dissemblables. Elles sont l'étranger, l'ennemi. La patrie est la horde, la tribu, le clan seul.«Peu à peu, avec le temps, l'homme passant de l'état de chasseur à l'état de pasteur et de celui-ci à l'état d'agriculteur, la cité se forma. Alors la patrie fut cette cité. L'étranger, l'ennemi, fut celui qui n'était pas de la cité. Le nombre de gens participant de caractères communs s'est accru ; la solidarité s'étend sur une aire plus grande, mais son intensité a diminué, car des classes et des castes se sont séparées dans la cité. La patrie existe plus grande, plus ample, mais le sentiment patriotique est moins puissant, car on a moins besoin d'être solidaire. De la civilisation naissent sans cesse de nouveaux besoins ; aussi, le commerce se développe ; et, par suite, se multiplient les contacts entre cités voisines. On se connaît mieux, on se hait moins, même on s'aime. Les différenciations de mœurs s'atténuent ; les langues se pénètrent mutuellement ; les intérêts se solidarisent en quelques occasions ; l'alliance, puis l'union se fait.

«Le petit Etat est né ; une nouvelle patrie en résulte, plus grande de territoire, plus nombreuse d'hommes. Dans cet Etat, les mœurs, les coutumes, les langues, les sentiments tendent à s'unifier, à devenir semblables du nord comme au sud, à l'est comme à l'ouest. La solidarité diminue d'intensité. De l'extension des connaissances humaines, du commerce, de l'industrie naissent de nouveaux besoins qui entraînent des voyages, des rapports fréquents avec l'étranger. Des guerres résultent des contacts entre peuples ennemis, des chevauchées en des régions étrangères. Les peuples se pénètrent mutuellement, tendent à se différencier de moins en moins. Des alliances et des unions se font. Par elles, l'agrégation des petits Etats en de grands s'accomplit, et aussi par conquêtes.

«Une nouvelle patrie est née. Elle est plus grande superficiellement que toutes les précédentes ; elle contient plus d'individus que toutes les précédentes. La soli-

darité embrasse un plus grand nombre d'êtres, mais elle est moins intense. Tous les hommes de cette patrie n'ayant pas de rapports quotidiens entre eux, ne vivant pas en un même lieu, ne se connaissent point, ne se sentent point exactement semblables entre eux, bien que les différenciations se soient considérablement atténuées. Le lien de solidarité existe, mais, embrassant plus d'êtres, il est plus lâche.

«Nous en sommes actuellement à ce stade de l'évolution et déjà se dessine vigoureusement le processus qui conduira l'humanité à l'internationalité ou union des nations, et ensuite vers un état tendant sans cesse à l'uniformité entre tous les humains.»

Un seul complément à ces lignes : à l'heure présente, le soi-disant lien de solidarité sociale n'existe pas entre tous les hommes d'une même «patrie». Le prolétaire conscient nie les patries. Il ne se sent solidaire que de ses frères de misère, sur le plan international. Nous verrons cela plus loin.

LA PATRIE DANS L'ANTIQUITÉ

Pour la société antique, la patrie était un tout sacré, une réalité vivante, hors de laquelle il n'y avait pas de bonheur possible. «*On aimait la patrie parce qu'on en aimait les dieux protecteurs, parce que chez elle on trouvait un prytanée, un feu divin, des fêtes, des prières, des hymnes, et parce que, hors d'elle, on n'avait plus de dieux ni de culte.*» La famille constituait la base de cette société ; la famille avec son autel pour les vivants, son tombeau pour les ancêtres, le champ qu'elle possédait et fécondait, ses dieux domestiques. La famille antique était «une association religieuse plus encore qu'une association de nature».

Le mot *patrie* : *terra patria* résumait tout cela.

«La patrie de chaque homme était la part de soi que sa religion domestique ou nationale avait sanctifiée, la terre où étaient déposés les ossements de ses ancêtres et que leurs âmes occupaient. La petite patrie était l'enclos de la famille, avec son tombeau et son foyer. La grande patrie était la cité, avec son prytanée et ses héros, avec son enceinte sacrée et son territoire marqué par la religion. "Terre sacrée de la patrie", disaient les Grecs. Ce n'était pas un vain mot. Ce sol était véritablement sacré pour l'homme, car il était habité par ses dieux. Etat, Cité, Patrie, ces mots n'étaient pas une abstraction, comme chez les modernes, ils représentaient réellement tout un ensemble de divinités locales avec un culte de chaque jour et des croyances puissantes sur l'âme» (Fustel de Coulanges).

L'homme prisonnier de la famille, prisonnier de ses dieux, dans le droit antique, ne croyait pas la vie digne d'être vécue en dehors de la patrie. Citons encore le même auteur pour montrer comment l'individu était enchaîné : «*Tout ce que l'homme pouvait avoir de plus cher se confondait avec la patrie. En elle, il trouvait son bien, sa sécurité, son droit, sa foi, son dieu. En la perdant, il perdait tout. Il était presque impossible que l'intérêt privé fût en désaccord avec l'intérêt public. Platon dit : "C'est la Patrie qui nous enfante, qui nous nourrit, qui nous élève." Et Sophocle : "C'est la patrie qui nous conserve. "*»

(...) Des changements sociaux et politiques amenèrent de nouvelles manières de penser. Les antiques croyances étaient périmées ; le patriotisme changea de nature. Les dieux passant au second plan, on aima la patrie «seulement pour ses lois, pour ses institutions, pour les droits et la sécurité qu'elle accordait à ses membres». Cette cassure entre la religion et la patrie enleva à l'antique amour de la patrie ce qu'il avait de rigide et de dur. Une phraséologie semblable à certaines que nous sommes accoutumés de subir de nos jours eut cours alors, et l'on entendit des paroles comme celles que Thucydide met dans la bouche de Périclès, exposant qu'elles sont les raisons qui font aimer Athènes, c'est que cette ville «veut que tous soient égaux devant la loi» ; c'est «qu'elle donne aux hommes la liberté et ouvre à tous la voie des honneurs ; c'est qu'elle maintient l'ordre public, assure aux magistrats l'autorité, protège les faibles, donne à tous des spectacles et des fêtes qui sont l'éducation de l'âme». Et l'orateur termine en disant : «Voilà pourquoi nos guerriers sont morts héroïquement plutôt que de se laisser ravir cette patrie ; voilà pourquoi ceux qui survivent sont tout prêts à souffrir et à se dévouer pour elle.»

Lois, institutions, liberté, honneur... affaire d'appréciation de chacun, lorsque la religion n'est plus assez puissante pour courber l'homme sous son joug. Aussi : «On n'aima sa patrie qu'autant qu'on aimait le régime politique qui y prévalait momentanément ; celui qui en trouvait les lois mauvaises n'avait plus rien qui l'attachât à elle.» Il arriva ce qui arrive aux époques de libre examen : on discuta la patrie. «L'opinion de chaque homme lui fut plus sacrée que sa patrie, et le triomphe de sa faction lui devint beaucoup plus cher que la grandeur ou la gloire de sa cité. Chacun en vint à préférer à sa ville natale, s'il n'y trouvait pas les institutions qu'il aimait, telle autre ville où il voyait ces institutions en vigueur. On commença alors à émigrer plus volontiers ; on redouta moins l'exil. Qu'importait-il d'être exclu du prytanée et d'être privé de l'eau lustrale ? On ne pensait plus guère aux dieux protecteurs, et l'on s'accoutumait facilement à se passer de la patrie. De là à s'armer contre elle, il n'y avait pas très loin.»

Dans la société, apparaissait la notion de classe, et cette notion, plus juste, se substituait peu à peu à celle de la patrie. Aristocratie et démocratie - possédants et plèbe - riches et pauvres - division naturelle des hommes tant que ne sera pas réalisée l'anarchie !

«On ne distinguait plus, pour toute l'Italie et pour toute la Grèce, que deux groupes d'hommes : d'une part, une classe aristocratique ; de l'autre, un parti populaire.»

Sans doute, la question sociale ne se posait pas avec la même netteté que de nos jours, sans doute les prolétaires «allaient chaque matin saluer les riches et leur demander la nourriture du jour», sans doute ils s'estimaient trop souvent satisfaits avec «du pain et le cirque» ; mais la lutte des riches et des pauvres ne se vit pas moins dans toutes les cités et, les intérêts les plus immédiats étant nécessairement opposés, on oublia ce que fut la patrie à l'époque où la vieille religion enchaînait les individus.

Puis vint le christianisme. Mon «Royaume n'est pas de ce monde», «Allez et instruisez tous les peuples», disait Jésus. Le christianisme «présenta à l'adoration de

tous les hommes un Dieu unique, un Dieu qui était à tous, qui n'avait pas de peuple choisi, et qui ne distinguait ni les races, ni les familles, ni les Etats».

C'était l'unité de la race humaine présentée à tous, et c'était la négation même de la patrie terrestre. C'en était fini de l'antique notion de la patrie, de celle qui «effaçait quelquefois tous les sentiments naturels». Elle avait accompli son entière révolution. Avec l'invasion des Barbares, elle disparut tout à fait.

LA RENAISSANCE DE L'IDÉE DE PATRIE.

Le monde vécut, durant tout le Moyen Age, sans même connaître le mot de patrie. Il n'aurait correspondu alors à aucun besoin. La France romaine, féodale, royale, l'ignora. «*L'Europe, dans le moment où elle commença de s'ébaucher, ne connut que des querelles de dynastie.*» (Paul Reboux.) Brigandages seigneuriaux, brigandages royaux, conflits d'intérêts entre les puissants de l'heure, voilà toute l'histoire de ces temps-là. Règne de la force brutale, mœurs rudes, maîtres qui ne s'embarassaient pas de sophismes pour voiler leurs desseins de rapine et de domination. «*La guerre de Cent Ans ? Conflit entre la maison des Valois et la maison des Plantagenets. Jeanne d'Arc ? Une amazone rustique dévouée à son seigneur, une protectrice des paysans, ses frères, dépouillés par les bandes ravageuses des Anglais et des Bourguignons. Aussitôt les Anglais boutés hors du patrimoine royal, la bataille reprend, en France même, entre Français. La Gascogne, anglaise durant trois cents ans s'efforce de le rester, et Bordeaux accueille Talbot par des acclamations.*» (Reboux.) Jeanne n'employa jamais le mot de patrie devant ses juges. Elle disait : pays. Ainsi, l'aventurière qui devait devenir cinq siècles plus tard «la Sainte de la Patrie» ne sut jamais pour quelle véritable raison elle s'était battue.

C'est après qu'on le lui fit dire. Mais que ne fait-on pas dire aux morts ? Leur docilité permet de les accommoder à toutes les sauces. En fait, *patrie* passa dans la langue française par le canal des humanistes de la Renaissance. Et, ici, qu'il nous soit permis de faire remarquer de quel poids va peser désormais sur nos sociétés modernes toute l'antique société. Pendant quatre cents ans on va s'appliquer à copier les anciens, à penser comme eux en toutes choses, à partager leurs erreurs et leurs crimes.

Et, comme le dit Fustel de Coulanges, «l'une des plus grandes difficultés qui s'opposent à la marche de la société moderne est l'habitude qu'elle a prise d'avoir toujours l'Antiquité grecque et romaine devant les yeux». En ce qui nous intéresse, la néfaste idée de patrie va s'appesantir sur les cerveaux à tel point que, de nos jours, on va retrouver dans nombre d'esprits tous les errements de l'époque où régnaient en maîtres, dans les foyers, les dieux domestiques.

Un cuistre quelconque, nourri de latin, trouva donc le mot de patrie à sa convenance et introduisit le néologisme par la porte dérobée. «C'est évidemment un mot de formation savante, c'est-à-dire non spontanée, ni populaire. On le chercherait vainement dans les monuments authentiques de notre langage au Moyen Age, dans les chansons de geste par exemple» (Aulard). A quel moment ce mot parut-il dans la langue ?

On a prétendu qu'il fut prononcé aux Etats Généraux de 1483. L'examen attentif du journal de Masselin prouve qu'on ne le trouve nulle part dans ce document. (...)

D'un autre côté, on a dit que patrie datait de François 1^{er}. François 1^{er} était un roi vraiment national ; c'est sous son règne, c'est au XVI^e siècle que le mot patrie fut transporté de la langue latine dans la nôtre. (...). Le mot patrie ne parut donc que dans la première moitié du XVI^e siècle. (...)

Mais le mot ne dépassait pas un cercle restreint de lettrés. Il ne fit son chemin que peu à peu et, dans la seconde moitié du XVI^e siècle seulement, il devint d'un usage courant, concurremment à pays. Il ne représentait cependant rien de précis. On n'entendait par là ni la France «unifiée» - ce qui est un vain mot - ni l'acceptation tacite par tous les Français de vivre sous le même prince - ce qui n'a jamais été. Les luttes intérieures niaient justement la «patrie» telle qu'on se plaît à la concevoir de nos jours. (...) La patrie s'incarnait dans le roi. Lui seul était tout à la fois. C'était le sentiment de Bossuet qui disait que la patrie «est le prince, puisque tout l'Etat est en la personne du Prince».

Mais la multitude misérable ne s'occupait pas de ces subtilités. Elle avait le souci de ne pas mourir de faim. Il faut arriver à la Révolution pour que l'idée de patrie pénètre dans le peuple et pour que celui-ci, tout vibrant de naïf enthousiasme, la fasse briller au firmament des éternelles duperies. Avec la force d'une religion nouvelle, l'idée de patrie va, en effet, d'un vigoureux élan, conquérir le monde.

LA PATRIE CRÉATION DE LA RÉVOLUTION.

La Révolution de 1789, comme toute véritable révolution, n'a été que l'aboutissement d'une longue évolution. L'ancien état de choses ne correspondant plus aux besoins nouveaux de la société, une organisation nouvelle devait s'imposer, nécessairement. Quelle allait être cette organisation ? Sur quelles bases idéologiques allait-elle s'appuyer ! Pouvait-on innover réellement ?

(...) Déjà, dès le XVII^e siècle, les mots de liberté et d'égalité avaient, auprès des cœurs justes et sensibles, une saveur particulièrement agréable ; et ceux qui souffraient d'exactions et de misère les chérissent plus que tout. Et puisqu'on parlait de patrie, on assista à l'éclosion de cette idée qu'il «n'y a de patrie que là où il y a liberté». C'est l'époque où La Bruyère se permet d'écrire - sans grand danger, car l'autorité semblait établie sur le roc : «Il n'y a point de patrie dans le despotisme ; d'autres choses y suppléent : l'intérêt, la gloire, le service du prince.» Et encore : «Que me servirait,... comme à tout le peuple, que le prince fut heureux et comblé de gloire, par lui-même et par les siens, que ma patrie fût puissante et formidable, si, triste et inquiet, j'y vivais dans l'oppression ou dans l'indigence.» (*Du Souverain ou de la République*, chapitre X.) Puis vinrent les philosophes, les encyclopédistes, précurseurs des temps nouveaux. Témoins vibrants de l'injustice sociale - nourris d'autre part des souvenirs de l'Antiquité -, ils rêvaient un ordre social où dans la liberté et dans l'égalité, régnerait la «vertu» parmi les hommes. Leur idée était que «l'existence d'une patrie digne de ce nom suppose des lois, la liberté, l'abolition du despotisme» (Aulard). Ils s'emparèrent donc du mot patrie, le hissèrent au pinacle et il synthétisa toutes leurs généreuses aspirations ; après eux, le peuple l'adopta d'enthousiasme. Désormais la patrie vivait dans les cœurs comme Dieu vit dans celui des croyants. C'est Montesquieu qui écrit : «Ce que j'appelle la vertu dans la

République est l'amour de la patrie, c'est-à-dire l'amour de l'égalité» (*Esprit des Lois*).

C'est Voltaire qui dit : «On a une patrie sous un bon roi ; on n'en a point sous un méchant» (*Dictionnaire philosophique*). Et Rousseau : «La patrie ne peut subsister sans la liberté, ni la liberté sans la vertu, ni la vertu sans les citoyens ; vous aurez tout si vous formez des citoyens ; sans cela vous n'aurez que de méchants esclaves, à commencer par les chefs de l'Etat» (article *Economie politique* dans *l'Encyclopédie*).

Au fur et à mesure que se déroulèrent les événements révolutionnaires, les «patriotes», comme on disait – c'est-à-dire la majeure partie des Français qui avaient bénéficié du changement de régime – crurent réellement que s'élaborait l'âge d'or. Les trois ordres «ces trois nations, ont souvent exprimé et expriment souvent le sentiment qu'ils font partie d'une seule et même nation. La nation, la patrie, voilà leur mot de ralliement le plus fréquent» (Aulard). (...)

Presque tous étaient persuadés de la prochaine disparition des classes sociales. La Liberté, L'Égalité, voilà la patrie nouvelle ! Les nobles de Touraine, par exemple, fiers de leur «patriotisme», déclarent dans leurs cahiers – sincèrement ou non ; mais qu'est-ce que cela leur coûtait ? – qu'ils sont «citoyens avant d'être nobles». «Le clergé aussi, dans son cahier au bailliage de Sens, proteste de son «zèle patriotique». Le Tiers-Etat est prodigue du mot patrie qu'il identifie avec Royaume, France, Empire, Empire français, rarement *pays*. Le mot qui triomphe est Nation» (Aulard).

Des événements comme la nuit du 4 août contribuèrent à affermir cette idée que tous les Français, n'ayant qu'un intérêt commun, allaient vivre en frères. Et ici apparaît, pour la première fois, la notion de l'intérêt général, le puissant sophisme qui va avoir tant de prise sur les âmes et qui va être la base la plus sérieuse – en apparence – du sentiment patriotique.

La Bourgeoisie, dans son triomphe, va s'en servir avec maîtrise, et longtemps la classe ouvrière se laissera bermer par cette idée mensongère qu'au-dessus de son intérêt de classe il y a un intérêt suprême : celui de la patrie. A l'origine, il y avait certainement plus de naïve bonne foi que de duplicité à croire cela. On ne pouvait prévoir ni Napoléon, ni les sociétés anonymes, ni l'essor du capitalisme moderne. Aussi, un des premiers efforts de la Révolution fut-il d'«unifier» la patrie. Tous les obstacles qui s'opposèrent à cela furent brisés. «La patrie, après des vicissitudes et des contrariétés, se formera sans le roi, contre le roi, en République.» C'est l'époque des fêtes des Fédérations, des discours pompeux – à l'antique ! – des autels dressés à la Patrie déifiée. (...)

L'illusion de la liberté et de l'égalité ; l'illusion de la démocratie par le suffrage universel ; l'illusion d'un intérêt commun unissant des hommes que le hasard a fait naître en un endroit délimité par ce qu'on appelle des «frontières», qu'on ose quelquefois qualifier de «naturelles» ; les carnages périodiques pour amalgamer le tout, et voilà la Patrie ! C'est l'héritage de la Révolution. Démocratie ? Citons encore Robespierre : «Qu'est-ce que la Patrie, si ce n'est le pays où l'on est citoyen et mem-

bre du souverain ? Par une conséquence du même principe, dans les Etats aristocratiques le mot patrie ne signifie quelque chose que pour les familles patriciennes qui ont envahi la souveraineté. Il n'est que la démocratie où l'Etat est véritablement la Patrie de tous les individus qui la composent, et peut compter autant de défenseurs intéressés à sa cause qu'il renferme de citoyens.» (Rapport du 18 pluviôse An II). (...) Aulard n'hésite pas à écrire : «On peut dire que cette guerre (1870) a achevé la fusion des Français, l'unité morale de la France, consacré la patrie nouvelle, la patrie telle que la Révolution l'a faite. On a le sentiment que la récente guerre mondiale a cimenté à jamais cette patrie.»

Eh bien non ! Le dogme de la patrie est mortellement atteint.

La raison toute-puissante l'a condamné depuis longtemps ; et l'on peut affirmer, au contraire, que la dernière guerre, par les souffrances qu'elle a semées, par les révolutions qu'elle a suscitées, par les conséquences économiques qu'elle a engendrées, a détruit l'idée de patrie en exacerbant les intérêts antagonistes qui opposent toujours les deux classes sociales : celle des possédants et celle des prolétaires.

II. QU'EST-CE QUE LA PATRIE ?

a) Le point de vue officiel. – En ces temps d'instruction laïque et obligatoire il n'est pas difficile de savoir ce qu'est la Patrie. Il suffit d'ouvrir un quelconque manuel «d'instruction civique et morale» à l'usage des perroquets de nos écoles primaires. Voici, par exemple, ce que dit un de ces catéchismes : «Notre patrie, c'est la terre où sont nés nos parents, c'est le village que nous habitons, c'est la France entière avec ses grandes villes et leurs monuments, chefs-d'œuvre du génie national. Notre patrie est encore autre chose ; c'est une grande famille formée de citoyens libres, ayant la volonté de vivre ensemble librement, sans subir le joug de l'étranger. C'est l'ensemble de tous ceux qui portent le nom de Français et qu'unit la communauté de langue, de mœurs, de lois et de sentiments ; c'est l'histoire du pays avec ses gloires et ses revers, ses institutions successives et le souvenir de ses grands hommes.» (Cité par C.-A. Laisant.)

Procédons méthodiquement et voyons si la patrie est bien tout ce qu'on nous dit dans l'extrait ci-dessus et dans quantité d'autres du même genre. Nous essayerons de n'omettre aucune des définitions données.

C'est la terre où nous sommes nés. – S'il en est ainsi, notre patrie se limite à bien peu de chose : un village, une ville, quelques arpents de terrain. Elle ne peut pas être à la fois Paris et Marseille, les montagnes de la Haute-Savoie et la lande bretonne. Certes, l'homme reste fidèle au petit coin de terre qui a vu ses premiers pas, mais cet amour du village natal n'expliquera jamais l'amour d'un vaste pays aux aspects divers et qui lui resteront quelquefois toujours ignorés.

C'est la terre des ancêtres. – Les ancêtres, qui est-ce ? Viennent-ils tout droit de Vercingétorix ou des Romains, des Francs, des Arabes, des Espagnols, des Autrichiens, etc. ? Etaient-ils catholiques, protestants, jansénistes, Jacques, chouans, révolutionnaires ? Les ancêtres ? J. Richepin est sans doute dans le vrai, qui dit :

«On n'est fils de personne, on est fils du destin, qui mit un spermatozoïde aveugle dans l'ovaire.»

C'est le pays des gens de notre race. – Il faut être un Bazin pour affirmer des niaiseries dans le genre de celles-ci : «Les origines du peuple alsacien sont celtiques... Les dernières recherches accusent 70% d'Alsaciens bruns, c'est-à-dire Celtes, contre 30% d'Alsaciens blonds, c'est-à-dire Germains.» La race ! Ce mot n'a pas de sens. (...)

C'est la terre où l'on parle la même langue. – Cela ne tient pas. Il y a des Français qui ne parlent pas français (Alsaciens, Bretons, Provençaux, Basques, Corses, etc.). Les Suisses ont trois langues. Les Américains des Etats-Unis parlent anglais et ne portent pas toujours l'Angleterre en leur cœur ; de même les Irlandais. Voir aussi la République argentine et l'Espagne ; le Brésil et le Portugal, etc.

C'est l'ensemble d'un territoire limité par des frontières. – Qu'est-ce qu'une frontière ? Une ligne de poteaux ne limite rien. Le Rhin unit les peuples plutôt qu'il ne les sépare. De même tout autre fleuve. De même la mer. De même une chaîne de montagnes. Paquebots, avions, tunnels, TSF et l'on parle frontières ! Frontières variables avec la fortune des armes ou à la suite de marchandages diplomatiques qui font un Alsacien, Allemand ou Français ; un Polonais, Russe ou Allemand ; un Autrichien, un Yougoslave, un Tchèque, ou... un sans-patrie !

Est-ce la frontière qui empêche que Guernesey ou Jersey soient françaises et la Corse italienne ?

C'est une sorte de communion d'idées, de sentiments, de goûts, de mœurs qui fait qu'on veut vivre ensemble. – Communion d'idées entre les catholiques et les protestants ? Mêmes sentiments, les cléricaux et les libres penseurs ? Les nationalistes et les communistes ? Mêmes goûts la cocotte de luxe et Mme Curie ? Mêmes mœurs, paysans et citadins, religieuses et prostituées, capitalistes et ouvriers ? Ah ! Plutôt mêmes idées, mêmes sentiments, mêmes goûts, mêmes mœurs, catholiques du monde entier et protestants, et communistes, et généraux, et prostituées, etc. On n'aime vivre qu'avec gens de son milieu. Qui se ressemble s'assemble.

C'est une association d'hommes formés selon les mêmes règles d'éducation. – D'abord, il y a une règle différente pour les riches (lycées, collèges, enseignement supérieur) et pour les pauvres (enseignement primaire). Il y a ensuite absence de règles pour ceux qui sont restés illettrés. Enfin, quel que soit le mode d'éducation, il y aura toujours des délicats et des mufles.

C'est un groupe d'êtres du même type avec défauts et qualités qui les caractérisent. – Le Français idéaliste, n'est-ce pas ? L'Anglais commerçant, l'Allemand pratique, l'Italien fourbe – à moins que ce ne soit le contraire. Tout cela est bien conventionnel. Voilà un mode de penser en série qui dispense de penser. Est-ce que Tartufe n'est pas de tous les pays ? Et Harpagon ? Et M. Jourdain, et Boubouroche ? Et... ?

C'est l'héritage littéraire, scientifique, artistique légué par nos grands hommes. – Oui, la France de Montaigne, de Pascal, de Voltaire, de Hugo, de Pasteur. Sur cent Français, quatre-vingt-dix ne se sont assignés dans la vie que le profit, et se mo-

quent de tout cela. C'est un héritage qu'ils laissent à d'autres – à des «étrangers» souvent – et puis, le génie de Montaigne, de Pascal, de Voltaire, de Hugo, etc., de même que celui d'Homère, de Socrate, de Shakespeare, de Wagner, de Tolstoï, de Marconi, etc. n'appartient-il pas à tous les temps et à tous les pays ? «L'univers est la patrie d'un grand homme», disait l'abbé Raynal. D'autre part, il n'existe aucune similitude de pensée entre un Bossuet et un Proudhon, un Joseph de Maistre et un Hugo, par exemple ; il en existe, au contraire, entre Bossuet (Français) et le pape (italien) ; entre Proudhon (français) et Kropotkine (russe). L'héritage littéraire, artistique, scientifique, n'est ni français, ni allemand, ni anglais ; il est universel, il est humain.

C'est l'histoire du pays, avec ses gloires et ses revers. – L'histoire officielle sans doute. La belle histoire aux pages sanglantes, l'histoire des crimes. Quoi, la solidarité dans le meurtre ! La fierté de communier avec des assassins disparus ! Ah ! Quel est l'esprit sensé qui ne répudie ces «gloires» et ces «revers» ? Gloires, les victoires de Bouvines, de Marignan, de Rocroy, d'Austerlitz, de la Marne ; et revers, les défaites d'Alésia, de Waterloo, de Sedan ? Allons donc ! Est-ce que ces événements ont jamais influé sur le sort de l'individu qui n'a comme toute fortune que ses deux bras à louer au service d'autrui, autrement qu'en le privant parfois de l'usage de ces bras ? Gloire, le bien-être et la vie ; revers, la souffrance et la mort ; et c'est tout. Quant à l'histoire véritable, celle qui a opposé tout au long des siècles les riches et les pauvres ; celle qui se poursuit tous les jours dans la lutte des classes, elle est la négation même de la patrie.

C'est une association d'individus qui acceptent librement la même forme de gouvernement pour bénéficier de libertés égales. – Les faits sont en contradiction flagrante avec cette affirmation, on reconnaît là l'idée des philosophes et des révolutionnaires de 1790. On sent l'embrassade qui vient. Si tout le monde acceptait la même forme de gouvernement, la question sociale serait résolue. Quant aux libertés, on sait ce qu'il faut entendre par là : celles qui laissent le riche comme le pauvre libres «de coucher sous les ponts ou de voler du pain». Il n'y a jamais eu d'acceptation unanime du régime. Il y a toujours eu opposition au plus grand nombre de lois faites par une minorité et au profit de cette minorité.

C'est partout où l'on est bien. – La patrie n'est même pas cela ; car en quel lieu est-on bien ? En quel lieu n'est-on pas spolié d'une partie de son travail ? Où donc existe la justice ? «*Ubi bene ibi patria.*» Aphorisme hérité de l'Antiquité – et sophisme – La patrie des Espagnols habitant Bordeaux par exemple n'est pas l'Espagne puisque la misère les a chassés de leur pays ; elle n'est pas la France lorsqu'ils n'y peuvent plus vivre. Devient-elle la République argentine, ou les Etats-Unis lorsqu'ils y émigrent ? Autant vaudrait demander où est la patrie du Juif errant.

C'est une grande famille où tous les membres ayant des intérêts communs sont solidaires les uns des autres ; la patrie c'est notre mère. – Il n'y a pas d'intérêts communs dans la société actuelle. Il y a lutte, il y a bas égoïsme, il y a concurrence, il y a inégalité. Singulière famille – ou plutôt famille normale en effet – où l'on se querelle, où l'on se jalouse, où l'on désire ardemment la disparition du prochain

pour jouir de sa fortune ; où l'on active autant que possible la mort du concurrent dans une lutte au couteau.

Singulière famille où les uns sont rassasiés et où les autres ont faim ; où les uns travaillent et n'ont rien et où les autres ne font rien et ont tout. C. Bouglé dit cependant : «C'est de l'association que l'individu reçoit, non pas seulement le pain du corps, mais le pain de l'âme. En ce sens notre patrie est bien notre mère spirituelle». (Encyclopédie). Pour le pain du corps, nous sommes fixés. Quant au «pain de l'âme», combien peu y goûtent ! Et pour ceux-ci ce «pain» est le trésor universel légué par l'humanité tout entière. G. Hervé écrivait naguère : «Les patries, des mères ? Allons donc, des marâtres cruelles que tous leurs fils déshérités ont le droit et le devoir d'exécrer.»

Nous ajouterons simplement ceci : Si toutes les vraies mères étaient comme la patrie, il y aurait longtemps que le genre humain aurait disparu de la planète. (...) Nous pouvons affirmer que cette patrie n'existe pas. Nous avons, là-dessus, l'aveu du plus cynique des politiciens (Clemenceau) : «Après tout, les anarchistes ont raison ; les pauvres n'ont pas de patrie.» (*Aurore*, 17 janvier 1897). «La Patrie, écrit G. Darien dans son livre *La belle France*, aujourd'hui – et, hélas ! depuis si longtemps ! – la Patrie, c'est la somme des privilèges dont jouissent les richards d'un pays. Les heureux qui monopolisent la fortune ont le monopole de la patrie. Les malheureux n'ont pas de patrie. Quand on leur dit qu'il faut aimer la patrie, c'est comme si on leur disait qu'il faut aimer les prérogatives de leurs oppresseurs ; quand on leur dit qu'il faut défendre la patrie, c'est comme si on leur disait qu'il faut défendre les apanages de ceux qui les tiennent sous le joug. C'est une farce abjecte. C'est une comédie sinistre.»

(...) Ah ! Détestons ce mot de patrie ! Même quand il semble partir d'un bon sentiment, méfions-nous ! Derrière lui, il y a toujours l'esprit religieux qui sommeille. «Patrie des Travailleurs», disent les communistes en parlant de l'URSS.

Ne sentez-vous pas l'hydre renaître dans ces quelques mots ? «Patrie Humaine» ! proclament de bons camarades. Oui, certes, mais pas avant que soit à jamais abolie cette monstruosité sociale (au siècle où la machine est susceptible de libérer l'individu) : l'exploitation de l'homme par l'homme. (...)

Charles BOUSSINOT.

PATRIE

L'idée de patrie est relativement jeune dans l'histoire de l'humanité. Les Chinois de l'époque ancienne ne l'avaient pas. Leur sentiment n'allait pas au-delà du clan familial qui pouvait comporter cent personnes et plus. On trouve l'idée de patrie dans l'Antiquité gréco-romaine ; à Sparte, à Rome. Il faut remarquer que ces cités sont édifiées sur l'esclavage. Le citoyen, même pauvre, ne travaille pas, il est entretenu tant bien que mal par la cité ; seuls, les esclaves travaillent. Aussi le citoyen, même plébéien, tient-il à sa patrie, c'est d'elle qu'il tire son existence ; il est donc disposé à la défendre. Mais c'est surtout l'aristocrate qui est patriote. (...)

La féodalité ne connaît pas la patrie au sens que nous lui donnons. Le seigneur gouverne son domaine et il ne se fait aucun scrupule de combattre le roi. Le vassal, le serf sont les hommes du seigneur ; sans doute ils l'aiment en quelque manière, ils le suivent à la guerre ; en échange, ils en reçoivent ce qui est nécessaire à leur subsistance.

C'est la Révolution française qui démocratise l'idée de patrie. Elle sous-entend un ensemble d'institutions et de lois supérieures à celles du reste du monde et qui rendent la qualité de Français enviable. La patrie s'oppose au roi, tout au moins au roi absolu. On veut défendre en elle les conquêtes récentes de la Révolution que ne manquerait pas de détruire une nation monarchiste, victorieuse de la France républicaine dans une guerre. Mais en associant le peuple à l'idée de patrie, la bourgeoisie le trompe. C'est elle qui, en fin de compte, bénéficie des conquêtes de la Révolution ; liberté de pensée, égalité devant la loi, accession du non-noble aux emplois dirigeants, le peuple ne profite guère du nouvel ordre de choses. Le souci quotidien de sa nourriture et de son logement, le travail long et fatigant ne lui permettent pas de profiter de la liberté de penser. Son ignorance, son ambiance, sa fatigue ne lui permettent pas de penser, il ne peut que répéter la pensée des autres.

Quant à l'égalité devant la loi, cela non plus ne veut pas dire grand-chose. S'il vole, il est sûr d'aller en prison, et la loi ne lui sera pas paternelle. Cependant, si le peuple de la Révolution française s'emballe pour l'idée de patrie, c'est qu'il croit que le nouvel ordre de choses apportera une amélioration à son sort. Il sera vite déçu, voyant d'autres hommes remplacer les anciens dans les situations privilégiées et sa misère rester la même. Il ira à la guerre contraint par la conscription ou poussé par la faim, mais il laissera s'établir l'Empire premier et second, convaincu que ces changements de régime sont des affaires de Grands, qui ne le concernent pas.

L'école primaire, de nos jours, a réussi à implanter l'idée de patrie au cœur du peuple. Moins profondément qu'il ne paraît. S'il n'y avait pas la crainte du gendarme, du conseil de guerre et du poteau d'exécution, bien peu de Français obéiraient à l'ordre de mobilisation. Le patriotisme se manifeste surtout par son côté agressif. L'ouvrier français déteste l'ouvrier étranger qui vient le concurrencer sur le marché du travail. Sans réfléchir, il injurie aussi le bourgeois qui parle une langue qu'il ne comprend pas, mais qui, il l'oublie, apporte son argent.

La patrie reste, au fond, la chose des classes dirigeantes. C'est à elles que l'on pense lorsqu'on dit que la France s'enrichit, qu'elle a des intérêts dans telle colonie, dans tel pays étranger. Les milliards qui, en ce moment, remplissent les caves de la Banque de France, n'empêchent pas l'ouvrier d'être jeté à la rue, faute d'avoir pu payer son propriétaire.

L'idée de patrie cependant connaît, en ce moment, sa période de déclin. La dernière guerre, les ravages qu'elle a faits, les trônes renversés ou ébranlés, le bolchevisme, ont fait réfléchir une partie des classes dirigeantes et celle-ci se demande si, au lieu d'opposer les patries les unes aux autres, il ne vaudrait pas mieux les fédérer, afin d'écarter la guerre qui est un crime, mais qui est surtout un crime qui ne paie pas.

Quel sera le rôle de la Société des Nations ? On ne saurait le prédire. Certes, il y a des volontés de paix parmi les classes dirigeantes d'Europe. Mais il y a aussi bien des causes de guerre. On a dit, avec raison, qu'on a supprimé une Alsace-Lorraine pour en faire vingt autres. L'épée des vainqueurs a tranché dans la carte d'Europe, exacerbant les peuples d'être rattachés là où il ne leur plaît pas. Grisés de leur victoire, ils ont voulu fouler le vaincu, l'humilier sans vouloir réfléchir qu'une grande nation ne reste pas indéfiniment sous la botte.

Les partis d'avant-garde ont combattu avec raison le patriotisme. Il n'y a pas de quoi être fier d'être Français plutôt qu'Allemand ou Turc, puisque c'est l'effet d'un hasard qui, nous faisant naître à Paris, aurait pu nous donner le jour à Berlin ou à Constantinople. Quant à aller risquer de se faire tuer et tuer les autres pour que Guillaume ou un quelconque président aient la victoire, c'est une stupidité.

L'élite du peuple comprend cela, mais, dans son ignorance, elle est facilement suggestible. On l'a bien vu en 1914. Les mêmes hommes qui avaient crié : «A bas la guerre !» criaient, à six mois d'intervalle : «A Berlin !»

Dans ce revirement, il n'y avait pas que de l'ignorance, il y avait de la peur. Parce que le prolétariat n'a pas compris qu'il est la force et que, s'il le voulait sérieusement, aucune guerre ne se ferait.

Madeleine PELLETIER.

PATRIOTISME (*extraits*)

(Ecrit avant la Seconde Guerre mondiale, cet article ne se montre guère prémonitoire : «Il n'y a jamais eu de patriotisme spécifiquement algérien, congolais, sénégalais, soudanais, lapon, etc.», affirme-t-il, même s'il évoque un «patriotisme indochinois», «naissant». Pour le reste sa critique du patriotisme et du nationalisme pseudo-universalistes français reste parfaitement actuelle. NPNF.)

(...) D'après ce que nous savons déjà de la patrie, nous disons : le patriotisme est la religion de la patrie – comme le christianisme est la religion du Christ. De même que chaque croyant nous présente sa religion comme la seule bonne, la seule naturelle, la seule nécessaire, la seule digne d'être embrassée, de même l'on nous montre le patriotisme comme un sentiment profond de l'être humain et comme le facteur indispensable à l'épanouissement total de l'individu. (...)

Naturel, le patriotisme ne le paraît qu'autant que la patrie paraît aussi «naturelle». Naturel, le patriotisme étroit et exclusif des Grecs et des Romains, lorsque la patrie se réduisait à la «terre des pères». Mais inexistant lorsque le dogme de la patrie n'existe pas dans l'imagination des hommes, inexistant pendant tout le Moyen Age; inexistant aujourd'hui dans les pays non encore touchés par le virus ; mais naissant, mais se développant au fur et à mesure qu'on l'insinue dans les cœurs ; toujours artificiel, «Le patriotisme n'est pas un instinct, mais un sentiment factice, pos-tiche, qu'on enseigne, qu'on crée dans les esprits qui en étaient dépourvus, que l'homme n'apporte nullement avec lui, comme on osait le dire, mais dont il est merveilleusement indemne en naissant.» (Pierre Scize, *Le Canard Enchaîné*, novembre 1931.)

Il n'y a jamais eu de patriotisme spécifiquement algérien, congolais, sénégalais, soudanais, lapon, etc. Mais il existe cette monstruosité : un patriotisme français de la part d'Algériens de Sénégalais, de Martiniquais, de Malgaches, pauvres diables qui se disent attachés à la «mère patrie». Mais il y a, naissant, le patriotisme indochinois, par exemple, un patriotisme sucé aux sources pures et qui se retourne contre l'autre, celui de nos maîtres, le bon. Et voici l'aveu ingénu qu'a fait récemment M^{me} Andrée Viollis : «D'autre part, l'instruction que nous avons donnée aux jeunes Annamites a été beaucoup trop rapide et, pour tout dire, assez maladroite. Nous leur avons imprudemment inculqué la notion de la patrie – qu'ils ignoraient avant nous. Nous leur avons vanté la gloire de Jeanne d'Arc qui bouta l'Anglais hors de France. Ils ont immédiatement pensé qu'il serait héroïque et méritoire de chasser l'envahisseur – le Français – hors de l'Indochine». (*Le Petit Parisien*.)

Est-ce que l'instruction donnée aux jeunes Français ne serait pas aussi «maladroite» – ou plutôt trop adroite ? Est-ce que nos écoles, laïques et autres, n'inculqueraient pas «imprudemment la notion de la patrie» ? Est-ce que chaque nation ne procéderait pas au bourrage de crânes intensif pour dresser les jeunes esprits dans «l'amour ardent de la patrie» ? Mais, si le patriotisme n'est pas naturel,

peut-être est-il nécessaire ? Et ici nous demanderons : à qui peut-il être nécessaire ? Nous avons vu que la patrie n'est rien pour la masse des prolétaires. En conséquence, le patriotisme ne peut être nécessaire qu'à la classe possédante «qui y trouve un intérêt de premier ordre, un intérêt vital». (G. Hervé.)

Le grand mensonge de la patrie, abrité derrière l'axiome de l'intérêt général est d'une utilité impérieuse pour le capitalisme «Le patriotisme masque, en chaque nation, l'antagonisme de classe au profit de la classe dirigeante, par là il prolonge et facilite sa domination.» (G. Hervé.) Nécessaire pour créer l'illusion de la solidarité nationale, pour unir les pauvres aux riches – dans l'intérêt exclusif de ceux-ci, – le patriotisme est la base de cette «union sacrée» qui s'établit au moment où il s'agit, pour le prolétaire, d'accepter les plus terribles sacrifices. (...)

Nécessaire, le patriotisme l'est encore en ce sens qu'il «sert de prétexte à l'entretien de formidables armées permanentes, qui sont le soutien matériel, le dernier rempart des classes privilégiées. Le prétexte, le seul but avouable et avoué de l'armée, c'est de défendre la patrie contre l'étranger ; mais une fois revêtu de la livrée de la patrie, quand le dressage de la caserne a tué en lui toute intelligence, toute conscience de ses intérêts, l'homme du peuple n'est plus qu'un gendarme au service de ses exploiters contre ses frères de misère». (G. Hervé.)

Nécessaire, le patriotisme l'est toujours aux industriels, à la Haute Banque, aux rapaces internationaux. Par les conflits armés qu'il suscite (guerres continentales ou brigandages coloniaux), il fait vivre cet ogre avide de chair fraîche et de profits : le capitalisme. Ce sont les produits qui se vendent, les «affaires» qui marchent. Fer, pétrole, céréales, produits chimiques, canons et munitions, s'écoulent selon un rythme accéléré. Ce sont les prolétaires, ces éternels mécontents, qui succombent dans la mêlée, moutons égorgés sous le couteau du boucher. Double profit pour les bergers. «Pour les classes dirigeantes, quelle mine d'or que le patriotisme, mais aussi quel attrape-nigaud pour les peuples !» (G. Hervé.)

Le patriotisme n'étant ni naturel, ni nécessaire à tout le monde, pour mieux le faire accepter on nous le montre aussi sous son côté mystique. (...). L'une se vante d'être la terre classique des beaux-arts, l'autre du commerce, de la libre entreprise, du *self-government* ; celle-ci de la pensée claire ; celle-là de la pensée profonde. Et chacune déduira de la forme déterminée du bien ou du beau qu'elle est chargée de représenter, des raisons spéciales d'être aimée et préférée. Ainsi, des raisonnements, partant de ce principe que tel ou tel idéal est supérieur aux autres, justifieront non pas seulement le patriotisme en général, mais tel patriotisme en particulier.

Ces raisonnements varieront naturellement avec les nations ; et, suivant la nature de l'idéal qu'elles auront choisi, il leur sera plus ou moins facile de concilier les sentiments qu'elles veulent inspirer avec les prescriptions de la morale universelle des temps modernes ; avec les exigences de l'individualité et de l'humanité. Pour nous, Français, il semble bien que la conciliation soit aisée, si nous nous attachons aux traditions qui, de l'aveu de tous les peuples font notre gloire.

La noblesse de notre Révolution nous oblige ; nous devons être les représentants et comme les gardiens du rationalisme. «Notre patriotisme se confond avec la

raison des temps modernes.» (Lavisse.) Nous ne pouvons mettre notre gloire à subjuguier ou à exploiter les peuples, mais seulement à les libérer. «La France est la patrie du droit.» – «La France est la patrie de l'espérance.» – «Tout homme a deux patries, la sienne et la France.»

Ces formules que les peuples ont répétées doivent nous rappeler que l'originalité de notre mission historique est l'universalité même de nos idées. Parce que notre patrie a proclamé par le monde la liberté des individus et la fraternité des peuples, l'amour de notre patrie est sans doute celui qui s'accorde le mieux avec le respect de la personne et le culte de l'humanité. Les idées rationalistes, individualistes et humanitaires, voilà l'âme de la patrie française. Et, c'est au culte de ces idées que nous devons veiller, avec un soin jaloux, si nous voulons conserver à notre nation sa tradition, sa gloire, sa raison d'être.

Que de mots ! Que d'idées conventionnelles ! Quelle accumulation de mensonges et d'âneries ! Que de sophismes pour mieux duper les individus ! (...)

L'ÉCLOSION DU PATRIOTISME FRANÇAIS – A la suite de l'explosion révolutionnaire de 1789, alors que l'ordre nouveau se bâtissait sur les débris de l'Ancien Régime, on s'imagina qu'une ère de liberté et de bonheur universel allait s'ouvrir. C'est la «patrie» qui synthétise toutes les aspirations généreuses de l'époque ; et on assiste à l'éclosion du patriotisme français, à son rapide épanouissement, à sa floraison triomphale. C'est d'abord l'Assemblée Constituante qui donne la formule patriotique : la Nation, la Loi, le Roi. Puis les événements se précipitent ; l'absolutisme royal sombre avec la Bastille, les grandes propriétés nobiliaires et ecclésiastiques sont abolies, les cens, corvées, tailles, sont supprimés, les privilèges disparaissent.

Après la nuit du 4 août, «le patriotisme électrise toutes les âmes» (Barère, dans son journal *Le point du jour*). Les prolétaires n'avaient pas eu le temps de s'apercevoir que le plus clair des conquêtes de la révolution allait passer au bénéfice de la bourgeoisie.

Ils ne s'attachaient qu'aux apparences ; mais comme elles étaient belles ! Il semblait qu'on sortait d'une longue nuit de souffrances et d'horreur et que l'aurore se levait enfin, pleine de promesses et de vie ; l'aurore libératrice, telle qu'on l'avait entrevue en rêve... plus belle même, si possible, puisqu'elle apportait avec elle la liberté, l'égalité, la fraternité ! Jamais les hommes n'avaient vibré de tant d'espérance ; jamais l'avenir ne s'était montré si plein de magnifiques promesses ! Et voici que soudain, les forces du passé se redressent, menaçantes. Les rois se coalisent contre la révolution. Va-t-il falloir renoncer aux superbes moissons entrevues ? Va-t-il falloir reprendre les antiques chaînes du servage ? Jamais ! répond Jacques Bonhomme. Et c'est «la Patrie en Danger».

En ces heures de vie intense, le patriotisme va se manifester sous mille formes diverses. Il faudrait se garder de croire cependant à sa spontanéité. On le cultiva jusque dans les couches les plus déshéritées de la paysannerie. On créa la psychose du patriotisme ; sans réussir partout pour cela (Vendée). Et il est piquant de constater comment l'ancienne religion (par la majeure partie de son clergé) aida la religion nouvelle à faire ses premiers pas : «Nombreux, dit Aulard, furent, dans les

villages, les curés patriotes qui prêchèrent la patrie nouvelle, la patrie révolutionnaire. On se demande quelquefois par où l'esprit du siècle pénétra dans l'âme fermée et obscure des paysans ignorants : la prédication chrétienne propagea le grand mouvement philanthropique que les philosophes avaient formulé, prépara la démocratie. Ces curés éclairés rendirent les paysans patriotes.» Le patriotisme est né à l'ombre des sacristies. Il a grandi avec rapidité, il est devenu la foi nouvelle, la foi dévorante qui parfois chasse l'antique foi, comme le christianisme avait remplacé dans les cœurs païens les dieux démodés ; mais qui, parfois, la complète, la coudoie, l'étaye, dans une même complicité.

Religion, il a sa forme religieuse dès ses premières manifestations vitales. On dresse des autels de la patrie dans toutes les villes, dans tous les villages. Désormais, il y a deux cultes : le culte de la patrie et le culte catholique. Frères ennemis ? Il semblerait : «Ce n'est point à l'église que se dresse l'autel, c'est sur une place de ville ou dans une prairie.» Cependant, s'il pleut, on va à l'église. Et l'assistance est tout à fait édifiée. «Il parut à toute l'Assemblée, poursuit Aulard, que la divinité l'avait obligée, par le mauvais temps, à se former dans son temple pour y réunir son autel à celui de la patrie, et y rendre encore plus sacré le serment qui allait se prononcer».

C'est bien l'union christianisme-patriotisme qui s'opère. Mariage de raison, comme au temps où Rome faisait une place d'honneur aux dieux étrangers qu'on lui présentait, le christianisme pour ne pas succomber accepte le partage des âmes. «Ces deux autels ne sont pas ennemis, et les deux religions, la nouvelle et l'ancienne, gardant chacune son existence distincte dans le cœur comme dans la réalité, s'offrent au public en une attitude de concorde.» (Aulard.) Et c'est vraiment touchant cette célébration du culte nouveau par toute la clique ensoutanée (sauf une partie du haut clergé). (...)

Mais voici la guerre. Guerre sainte que commande le dieu nouveau : Patrie. «La patrie est en danger», formule liturgique qui va envoyer à la mort «une Jeunesse Ardente et Vigoureuse», comme porte une estampe de l'époque. Et Hérault de Séchelles déclare à l'Assemblée : «Enfin, Messieurs, il faut se pénétrer d'une réflexion décisive. C'est que la guerre que nous avons entreprise ne ressemble en rien à ces guerres communes qui ont tant de fois désolé et déchiré le globe : c'est la guerre de la liberté, de l'égalité, de la Constitution, contre une coalition de puissances d'autant plus acharnées à modifier la Constitution française qu'elles redoutent chez elles l'établissement de notre philosophie et les lumières de nos principes. *Cette guerre est donc la dernière de toutes entre elles et nous...*» La dernière des guerres ! Déjà ! Et le Dieu a toujours soif.

S'il faut en croire Jaurès, de véritables accès de religiosité s'emparèrent des êtres, et surtout des adolescents et des femmes. On fit tout d'ailleurs pour obtenir ce résultat. Lors des enrôlements civiques, on ne négligea rien pour frapper les imaginations : coups de canon, rappels dans les quartiers, cortèges avec enseignes et couronnes civiques avec inscriptions, mises en scène théâtrales, amphithéâtres avec banderoles tricolores et couronnes de chêne, pièces de canon, musique, etc. «La jeunesse était électrisée». (...)

Et ce furent les offrandes à la divinité «des dons patriotiques qui affluaient, des lettres chargées d'assignats, des bijoux, des bracelets». Ce furent aussi des réunions de femmes dans les églises pour «travailler aux effets d'équipement, aux tentes, aux habits, à la charpie». Jaurès les trouve admirables ces femmes qui viennent «ennoblir leurs mains au service de la patrie».

Sans doute, patrie signifiait liberté, mais on se payait de mots. Economiquement, on se forgeait d'autres chaînes ; politiquement, on frayait la route à Napoléon. Car le souffle révolutionnaire était un souffle imprégné d'esprit religieux, et cela se comprend : trop longtemps les prolétaires s'étaient agenouillés devant les autels, trop longtemps ils avaient adoré, trop longtemps ils s'étaient sacrifiés, en imitation de celui qui était mort sur la croix, pour que, d'un coup, leur seule raison jugeât sagement des choses, pour qu'ils vissent, de prime abord, où était leur véritable intérêt. Les femmes se donnaient tout entières à la patrie, comme elles s'étaient données naguère au Christ-Roi. Et quand la raison abdique, nous ne trouvons pas cela si admirable. La grandiloquence du verbe ne nous cachera jamais la réalité de la vie.

«Parfois, écrit Jaurès, un homme entrant, un révolutionnaire du bourg ou du village, et il haranguait ces femmes, il les conviait à la constance contre les périls prochains, à l'héroïque courage. Mères, c'est la patrie qui est la grande mère, la patrie de la liberté !

«Parfois celui qui leur avait parlé d'abord familièrement, presque du seuil de l'église où l'avait appelé une clarté, gravissait à la demande des femmes, les degrés de la chaire. Et, pour aucune de ces femmes restées pourtant presque toutes chrétiennes, il n'y avait là ironie ou profanation. Une harmonie toute naturelle s'établissait dans leur âme entre les émotions religieuses de leur enfance et de leur jeunesse, douces encore au cœur endolori, et les hautes émotions sacrées de la liberté, de la patrie, de l'avenir. Mais celles-ci étaient plus vivantes. Si le prêtre s'insurge contre la liberté, que le prêtre soit frappé ; si la religion ancienne tente d'obscurcir la foi nouvelle, la foi en l'humanité libre, que la vieille religion s'éteigne, et que la lampe mystique soit remplacée dans l'église même par la lampe du travail sacré, celui qui vêt, abrite, protège les défenseurs de la liberté et du droit.»

N'est-ce pas là cet état d'hystérie collective qui pousse aux grandes aberrations ? Ne sont-ce pas des croyants ceux qui sont décidés à briser tout ce qui s'oppose au triomphe de leur foi ; ceux qui sacrifient tout ce qui, d'ordinaire, fait le bonheur des individus ? En ce temps-là, «les mères offraient leurs fils à la patrie» ! Ainsi Abraham sacrifiait Isaac à son dieu. Mais peut-être n'y a-t-il que les sages pour concevoir toute la monstruosité de pareilles attitudes.

Cependant le patriotisme s'étalait partout. On le trouvait jusque sur les objets les plus inattendus. Il y eut des «faïences patriotiques nivernaises», aux curieuses images. Ici, c'est un coq perché sur un canon. «Je veille pour la nation» ; et là, ce sont des drapeaux, des arbres de la liberté, des bonnets phrygiens, «le bonnet de la liberté» des instruments aratoires, des balances «la Loi et la Justice». Partout

des inscriptions où reviennent surtout les mots : La Liberté, la Nation, l'Agriculture, la Montagne, la Convention, la République française ; mais aussi : *Le Père Duchêne* 1792, *Aimons-nous tous comme frères* 1793, la reproduction d'un « assignat de dix sols », et un couplet de la Carmagnole !

Il y eut des encriers patriotiques. Celui de Camille Desmoulins portait : *Guerre aux tyrans, paix aux chaumières, unité et indivisibilité de la République*. Il y eut même des cruchons faits pour glorifier la foi de l'heure. « Vive la Liberté ! » L'abstraction « patrie » se rendait palpable pour les âmes simples jusque dans les plus infimes détails de la vie journalière. Tout le monde, pourtant, ne sacrifiait pas jusqu'au délire au snobisme du jour. Si chacun protestait, en général, de son patriotisme, il y avait pour certains « des intérêts inquiets », qu'on ménageait. Les gens pratiques (Sancho Pança n'accompagnera-t-il pas toujours Don Quichotte ?) ne s'égarèrent pas dans de vagues nuées.

Il y eut les patriotismes « éclairés ». Le *Tiers de Marseille* écrivait, par exemple : « Nous avons l'avantage d'être Français et Marseillais. Français, l'intérêt général de la Nation excite notre zèle. Marseillais, l'intérêt de la Patrie, qui ne peut être séparé de celui du commerce, réclame notre sollicitude ». (Fournier, *Cahiers de la Sénéchaussée de Marseille*, p. 362.) Les avocats disaient aussi qu'ils étaient « Français, Marseillais et avocats ». Les maîtres perruquiers : « Nous sommes Français, nous sommes Marseillais, nous sommes perruquiers : voilà les rapports qui nous lient à l'Etat ». Autrement dit : Le patriotisme, c'est la bourse !

Et il fut un moment même où la « Patrie en danger » ne disait plus grand-chose aux foules, parce que l'ivresse ne peut durer toujours. C'était, après le détraquement des premiers temps, le retour au bon sens et à la raison. (...)

LE PATRIOTISME ACTUEL – On ne devient un fervent du patriotisme qu'après avoir subi un long travail de préparation ; et la croyance s'ancre d'autant plus profondément dans le cerveau qu'on a sucé de meilleure heure les soi-disant vérités que dispensent les prêtres. (...). L'enseignement patriotique commence dans la famille même : « Le bambin sait à peine marcher qu'on lui donne pour ses étrennes des soldats en plomb, des canons, des forts en carton, un tambour, un clairon, un fusil, un sabre plus grand que lui. Quand les moyens le permettent, on l'affuble d'un costume de hussard, de dragon, avec un beau casque, une belle crinière ». (G. Hervé.) Aujourd'hui, les grands magasins vendent des mitrailleuses, des tanks. Et bébé fait : poum ! A trois ans, il tue déjà des hommes par la pensée. Et papa, maman, grand-père sourient. Mais aussi, comme il écoute les récits du temps de guerre où l'on évoque – non point tant que cela la boue, les poux, la merde, la souffrance et la mort ; c'est triste et sale, ça – mais les beaux faits d'armes, la vie en « Bochie », les rigolades et l'aventure ma foi, presque merveilleuse !... « L'enfant entend tout cela, souvent de travers. Mais son cerveau reçoit de cette éducation familiale une ineffaçable empreinte. Avant même d'être allé à l'école, le morveux a déjà dans le sang la haine de l'étranger, la vanité nationale, l'idolâtrie du sabre, l'adoration mystique de la patrie. » (G. Hervé.)

Bébé a six ans. Il va à l'école. Il sait lire (si l'on veut). Il a quatre, cinq livres et parmi ceux-ci *l'Histoire de France*, la criminelle *Histoire de France*, aux images

suggestives, aux récits enflammés. Ici, ce sont les «enfants gaulois qui se battent comme de petits sauvages» ; et là, Henri IV, enfant, une trique à la main, «gai et batailleur». Partout c'est la France qui rallie le légendaire panache «sur le chemin de l'honneur et de la victoire» ; partout aussi c'est la mauvaise foi des «ennemis». La France risque n +1 fois de disparaître (!) mais toujours le patriotisme de ses enfants la sauve du désastre. (...). Et bébé qui vient d'écouter – avec quelle ardeur ! – le récit passionné va, pendant la récréation, se battre lui aussi «comme un petit sauvage» Il sera Vercingétorix, il sera Bayard – seul, hein, au Garigliano ! – et Bonaparte à Arcole, et le «poilu» ! Nous avons connu un gosse qui vivait si intensément le drame qu'il brandissait un couteau ! Autrefois ne se battait-on pas à la hache ? C'est si beau de s'entrégorger ! Et puis, ce n'est pas si répréhensible que cela de jouer à la guerre. Duguesclin n'est-il pas devenu un «as» parce qu'enfant il flanquait des raclées à ses camarades et sortait du combat les habits déchirés et le nez sanglant ?

De quel droit le maître voudrait-il interdire en récréation ce qui est glorifié en classe ? D'ailleurs, l'étude reprend. L'austère «morale» est là pour maintenir dans le droit chemin le petit bout d'homme qui pourrait s'égarer. Devoir envers la Patrie ! «Celui qui n'aime pas la Patrie, absolument, aveuglément, ne sera jamais que la moitié d'un homme» (*Morale et enseignement civique*, par A. Saignette, livre du maître, p. 64). «On doit à sa patrie le sacrifice de sa vie. Il n'y a pas de gloire comparable à celle du citoyen qui meurt pour son pays. Le devoir du soldat est de défendre son drapeau jusqu'à la mort.» (*La morale mise à la portée des enfants*, par O. Pavette, p. 141, etc.) Mais bébé chante aussi. Ne touche-t-on pas à tous les arts, à l'école dite «primaire» ? La seule chanson que nous apprit notre premier maître – la seule qu'il sût, vraisemblablement – s'intitulait *Le Soldat français* :

*Où t'en vas-tu, soldat de France,
Tout équipé, prêt au combat,
Plein de courage et d'espérance
Où t'en vas-tu, petit soldat ? (...)*

«Il est piquant, écrivait, naguère, G. Hervé, dans *Leur Patrie*, de constater qu'en tous pays la religion patriotique est introduite dans les cerveaux et dans les nerfs par les mêmes procédés que les religions proprement dites.

L'une comme l'autre prend l'enfant dès le jeune âge, avant que son esprit critique n'ait commencé à se former ; les chansons patriotiques remplacent les cantiques ; les manuels d'histoire et d'instruction civique remplacent la bible et le catéchisme ; au lieu de chasubles éblouissantes d'or et de pierreries du prêtre, ce sont les costumes criards, tapageurs des soldats et des officiers, un mélange carnavalesque de bleu, de rouge, de vert, de doré, de plumes de coq, de plumes d'autruche ; les chapelets et les autres momeries catholiques sont remplacés par les exercices de chiens savants de la caserne, destinés eux aussi à étouffer toute initiative et toute réflexion ; ce n'est plus la musique troublante de l'orgue, c'est le bruit énervant des tambours, des trompettes, des musiques guerrières ; en guise de processions, des revues, des parades, des alignements tirés au cordeau, des défilés à grand orchestre, où l'on voit 50 000 marionnettes humaines lever la patte en cadence au com-

mandement. Pas une fête publique, ni en Allemagne ni en France, qui ne soit accompagnée d'une exhibition solennelle de soldats sous les armes.

Chaque 14-Juillet, en l'honneur des grands ancêtres qui ont pris la Bastille, l'armée française est exhibée sur les places publiques de toutes les villes de garnison. Des centaines de milliers de citoyens se lèvent de bon matin, pour aller voir griller sous le soleil, en costume carnavalesque, le guignol national. Et là, tous, ils poussent des bravos frénétiques quand ils voient défiler, au milieu de nuages de poussière, des lignes interminables d'hommes, de chevaux, de canons, une masse formidable de viande de boucherie et d'instruments d'abattoir. Et quand passe devant eux, au bout d'un bâton, le morceau d'étoffe qui est l'emblème sacré de la patrie, un frisson religieux court dans leurs nerfs et ils se découvrent dévotement devant l'icône, comme leurs pères se découvraient devant le Saint-Sacrement. Arrivé à ce degré de déformation intellectuelle, le patriote est bête à tuer : il est à point pour l'abattoir.»

L'enfant a grandi. Après les «patronages», les sociétés de boy-scout ou de préparation militaire qui se sont disputé son adolescence, la caserne le prend à vingt ans. Vient la guerre, il n'a qu'un cri : «A Berlin !» (de l'autre côté du Rhin : «*Nach Paris !*») Ou bien il s'en va sauver la France en crevant sur une terre lointaine. Il faut bien porter la civilisation aux Noirs ou aux Jaunes en les exterminant. Car l'heure des sacrifices sanglants a sonné. Le Patriotisme demande maintenant l'immolation de ses fidèles. Le pauvre croyant se tourne vers ses saints pour leur demander courage et réconfort. Il revoit Jeanne d'Arc «la bonne Lorraine», c'est-à-dire l'Allemande (car à cette époque la Lorraine était de vassalité allemande). C'est l'Ange, c'est Dieu qui lui téléphone, c'est sa mission... Toutes les foutaises ! Parfois, pourtant, sous l'empire de la souffrance les yeux se dessillent, le voile tombe. Trop tard ! Il n'y a plus qu'une seule chose qui pousse encore cette loque à obéir : la peur. Mais le dieu farouche est là qui le guette, et, au moindre mouvement de rébellion, se jette sur sa proie. Mourir pour la patrie ! Ah ! comme Dorgelés en a dépeint toute l'horreur ! (...) Mais rien n'y fait... Ou plutôt, l'évolution est tellement lente que le patriotisme a toujours la faveur des foules. Cela tient à deux causes principales : 1° La sottise ; 2° l'action des prêtres.

Que dire de la sottise, sinon qu'elle est immense. Sous le choc des rudes expériences on pourrait croire parfois que c'en est fait des errements du passé ; mais non, l'homme a une cervelle de mouton. Se souvient-il qu'on le tond périodiquement et sait-il que le boucher attend qu'il soit assez gras pour l'égorger ? (...) Est-ce que comme avant la dernière guerre, nous ne trouvons pas des masses de jeunes gens enrôlés sous les drapeaux du nationalisme ? Est-ce que même d'anciens combattants ne sont pas groupés dans des associations bien pensantes, prêts à «remettre ça», s'il le faut ? Et parmi les ligues dites «pacifistes» combien en est-il qui n'enverront pas leurs adhérents à la frontière, lorsque la patrie sera encore en danger ? En bas, il y a de vagues aspirations à la paix, mais il y a surtout la résignation du troupeau (...)

Ah ! si l'on n'avait pas la certitude que, suivant la grande loi de l'évolution, le patriotisme est appelé à rejoindre dans la mort les vieilles religions disparues, si l'on se fiait seulement aux apparences, combien aurions-nous de raisons de désespérer ! (...)

Quant aux prêtres, ils sont légion. Prostitué à l'argent, ils pontifient en temps de paix pour les générations nouvelles qui ignorent, et en temps de guerre pour les générations sacrifiées qui meurent. (...)

Et à côté de ces pitres de l'estrade ou de la tribune, d'autres sous-produits chauffent l'opinion dans la presse vénale, journellement, avec une constance d'autant plus rigoureuse qu'ils sont mieux rétribués ! (...)

Enfin, on peut considérer encore comme prêtres de la patrie tous ceux qui entretiennent cette mentalité collective qui pousse les individus vers le troupeau discipliné : chefs de partis ou de groupes, Moïses du Nationalisme ou du Socialisme. Nous avons vu avec quelle chaleur Jaurès parlait des femmes patriotes de 1793.

Et nous sommes tout à fait de l'avis de Colomer qui écrivait, avant sa conversion au bolchevisme : «En apprenant aux jeunes hommes à se discipliner aux règles d'un Parti socialiste qui n'oubliait pas d'être français, Jean Jaurès faisait la même besogne que Ferdinand Brunetière en leur enseignant de suivre les dures leçons d'obéissance de la hiérarchique Eglise et que Maurice Barrès en les incitant à la gymnastique morale du bon patriote. A l'heure du danger, les apparentes raisons s'oublient, les fantômes d'idées s'évanouissent, mais ce qui reste chez tous identique, c'est l'habitude de la discipline, le mouvement mécanique du tassement et du rangement pour une action collective ; c'est l'oubli de la conscience individuelle, le souvenir des gestes qui font marcher en ordre pour obéir à la loi.» (*A nous deux, Patrie*).

Combien de prolétaires oublient qu'«Il n'est pas de sauveur suprême». (...)

PATRIOTE – (extraits)

Patriote, du grec *patriotès*, qui voulait dire : compatriote ; au sens primitif il désignait donc : celui qui est du même pays. L'équivalent serait, aujourd'hui, dans le langage familier : pays, payse. (...) Puis le mot signifie : celui qui aime sa patrie, qui se dévoue à ses compatriotes. (...) Avec la Révolution, un sens nouveau est donné à ce mot : Est patriote celui qui veut organiser la patrie par la liberté. Patriote devient synonyme de révolutionnaire ; il a pour antonyme : aristocrate. (...). Le patriote avait pour ennemis, à cette époque, les nobles, le clergé, les chouans. Patriotes étaient les soldats de la République. (...) Mus par les idées des encyclopédistes, ils « vont de village en village opposer la pensée de la Révolution à la propagande cléricale. » (...). Patriotes aussi ceux qui se battaient aux frontières, contre les émigrés et leurs alliés. Patriotes ceux de l'intérieur qui organisaient la révolution et dont les plus ardents étaient Robespierre et Marat. Patriotes tous les « extrémistes » d'alors, genre Hébert, qui s'écriait aux Jacobins, le 21 juillet 1792 : *« S'il faut un successeur à Marat, s'il faut une seconde victime, elle est toute prête et bien résignée : C'est moi ! Pourvu que j'emporte au tombeau la certitude d'avoir sauvé ma patrie, je suis trop heureux ! Mais plus de nobles ! Plus de nobles ! Les nobles nous assassinent. »*

Et le mot continue son évolution, sous Louis-Philippe les républicains seuls se disent patriotes ; mais bientôt, au fur et à mesure que se développe et grandit la bourgeoisie, bonapartistes, légitimistes, descendants d'émigrés ou petits-fils de « sans-culottes » tout le monde devient « patriote », on ne donne plus à ce mot le sens de compatriote, on oublie sa synonymie avec révolutionnaire ; on lui octroie sa nouvelle signification : dévot de la Patrie. De sorte qu'on assiste au renversement des rôles : les défenseurs des principes de 1789 ne se disent plus que bien mollement « patriotes » ; les révolutionnaires sont devenus nettement antipatriotes (du moins en paroles), et les plus farouches patriotes se réclament justement des idées et des formes de gouvernement que la Révolution a combattues !

Pour nous, résumant tout ce que nous avons dit jusque-là, notre définition sera : la Patrie est la divinité ; le Patriotisme est la religion de la Patrie ; le patriote est le fidèle du patriotisme.

LE MODÈLE – Comment doit se comporter le bon patriote ? Que doit-il penser ? Que doit-il faire ? Autant de questions insolubles si le patriote-type n'avait été établi depuis les origines, gabarit sur lequel chacun se modèlera ; de même qu'il existe – idéalement – le parfait chrétien, le parfait musulman, le parfait bouddhiste, etc., pour les croyants des autres religions. Le vulgaire, ayant la perfection devant les yeux, fera comme le geai ; il tâchera d'égaliser le paon.

En France, on peut considérer Corneille comme le créateur de génie de ce monstre-type qu'on nomme : le patriote. Corneille, nourri d'Antiquité (l'Antiquité, toujours !), planant dans les sphères éthérées de l'inaccessible, en matière de psychologie, a créé des personnages dominés par l'abstraction : *Devoir*. Pour ceux de Po-

Iyeucte, Dieu seul compte ; pour ceux d'*Horace*, c'est la Patrie. Ces types sont dits «cornéliens». Le patriote sera donc cornélien, c'est-à-dire qu'il n'aura d'humain que sa forme extérieure. Un court examen d'*Horace* nous donnera les traits essentiels du bon patriote : (...).

1° Il est glorieux de mourir pour son pays. Cela devient presque un plaisir. (...)

2° Mourir pour la patrie, c'est l'immortalité. (...)

3° Le patriote doit obéir aveuglément. (...)

4° Lorsque la défense de la patrie l'exige, il n'y a plus ni parenté, ni amour, ni amitié qui compte. (...)

5° Il est criminel d'aimer les ennemis. (...)

6° Il est bienséant de glorifier les morts. (...)

7° Le rêve du patriote est l'impérialisme. (...)

Nous aussi, souhaitons l'anéantissement de cette idole : la Patrie. Nous aussi re-nions le monstrueux patriotisme, goule assoiffée de sang. Nous aussi considérons le patriote comme un barbare, d'autant plus dangereux qu'il veut nous faire partager sa passion, nous imposer sa loi, «*Il est triste que souvent, pour être bon patriote, on soit l'ennemi du genre humain*», écrivait Voltaire. Pour être l'ami du genre humain, pour vouloir son émancipation totale, il faut, en effet, cesser d'être patriote ; il faut aller vers l'idéal libertaire, vers la fin des Etats et des Patries, vers l'Internationale : celle qui ne portera aucun numéro, celle qui, n'étant inféodée à aucun Parti politique, abolira les frontières, supprimera les Armées, réconciliera tous les Peuples, mettra fin à la guerre, et fera de la terre la Patrie universelle. (...)

Manifeste des anationalistes

(1931)

(Ce texte est une curiosité puisqu'il défend la diffusion de l'esperanto au nom de l'«anationalisme prolétarien» tout en se montrant particulièrement timide face au stalinisme et à l'involution de la révolution russe. Les raisonnements de ces anationalistes qui n'ont guère eu de succès (aujourd'hui, comme ils le craignaient, l'anglais est en quelque sorte devenu une sorte d'esperanto mondialisateur) sont quand même intéressants à connaître, même si nous ne partageons pas toutes leurs analyses. *Ni patrie ni frontières*)

Depuis dix ans déjà l'anationalisme hante les rangs du mouvement espérantiste ouvrier.

Par le monde entier des milliers de prolétaires emploient entre eux la même langue, soit à l'intérieur des groupes, soit pour leur correspondance avec d'autres camarades de pays éloignés. Ce fait a suggéré l'idée qu'il est possible aux travailleurs de s'organiser selon une manière originale et de concevoir de nouvelles méthodes, pour leur lutte de classe.

L'anationalisme a souvent été exposé dans les organes de Sennacieca Asocio Tutmonda (Association mondiale anationale) et jusqu'à présent il ne s'est jamais manifesté de très forte opposition contre cette nouvelle doctrine. Mais il était à prévoir qu'un jour les internationalistes orthodoxes se dresseraient contre cette hérésie. Effectivement, depuis quelque temps déjà, une vaste agitation est méthodiquement entreprise pour combattre la nouvelle doctrine.

Par suite, il se pourrait que les camarades sympathisant avec notre thèse, mais qui n'ont d'elle qu'une idée imprécise, hésitent. Beaucoup même identifient inconsidérément l'anationalisme avec «l'internationalisme prolétarien». C'est pourquoi il est indispensable de présenter notre point de vue de façon claire et suffisamment détaillée, et de le défendre contre les attaques des orthodoxes.

Cela est devenu d'autant plus nécessaire que si nous n'opposons pas énergiquement nos arguments aux sophismes et aux lieux communs propagés par les internationalistes, ceux-ci réussiront à égarer le monde espérantiste et à lui faire croire qu'ils représentent la seule tendance révolutionnaire. Alors qu'il est facile de montrer que leur internationalisme n'est, en fait, qu'une espèce d'opportunisme, acceptable chez les dirigeants qui ignorent le problème linguistique, mais impardonnable chez les espérantistes prolétariens.

Nous sommes certains que la pratique de l'esperanto, poursuivie pendant plusieurs années par des travailleurs conscients, doit absolument les amener d'abord à un embryon d'état d'esprit anational et ensuite à une claire conception des problèmes envisagés d'un point de vue purement anational. Il n'est pas douteux pour nous que beaucoup de camarades trouveront dans les pages suivantes l'explication, la confirmation de ce qu'ils sentent ou se représentent plus ou moins

confusément depuis longtemps déjà. Ils seront certainement d'accord avec nous sur ce fait, qu'un véritable révolutionnaire doit être capable d'anticiper dans le domaine des idées. Autrement il n'est qu'un vulgaire conservateur. C'est pourquoi les espérantistes prolétariens doivent tirer toutes les conséquences logiques de l'application d'une langue mondiale artificielle.

Nous avons pleinement conscience que notre point de vue est actuellement utopique parce que l'espéranto est encore peu répandu. Mais beaucoup de ceux qui considèrent l'anationalisme comme une fantaisie, considèrent également une langue universelle comme une utopie. Et cependant nous, espérantistes, nous savons par notre propre expérience que cela est une chose réalisable que c'est un fait, un fait vivant. C'est donc sans crainte que nous engageons par notre Manifeste la bataille idéologique.

Janvier 1931.

L'INTERNATIONALISME

Dans un manifeste fameux, paru il y a 83 ans, les prolétaires de tous les pays étaient invités à s'unir. Et, à cette fin, il s'est créé, depuis, diverses internationales, dont les dirigeants ont plus ou moins de relations entre eux, soit par correspondance, soit pendant les congrès, le plus souvent par l'intermédiaire de traducteurs et d'interprètes. D'une façon générale, les masses restent encore entièrement isolées dans les cadres nationaux et n'ont aucune sorte de contact entre elles – excepté sur les champs de bataille pendant des guerres terribles.

Dans ces cadres nationaux, l'esprit des hommes est par l'école, par la presse et par tous les autres moyens dont dispose l'Etat, travaillé de telle façon qu'après plusieurs générations les citoyens d'une nation constituent une véritable race spirituelle. Il est vrai cependant, d'après l'aveu même des spécialistes, que, depuis déjà plusieurs siècles, il n'existe plus dans les pays dits civilisés de races pures, au sens biologique du mot. (...) Mais les philosophes et les psychologues peuvent bien, et avec juste raison, parler de «races historiques» et de «l'âme des peuples». Ces races, ces âmes existent réellement, bien qu'elles aient été créées artificiellement. Elles ne constituent donc pas quelque chose d'essentiellement invariable, intangible. Elles ont été comme pétries par l'Histoire. Cependant il y a des hommes, même parmi ceux qui se disent révolutionnaires, qui considèrent le fait nation comme une chose naturelle, sacrée et digne d'une existence éternelle. Ce point de vue est essentiellement réactionnaire.

Parmi ces hommes, l'un des plus éminents fut Jean Jaurès. Dans son ouvrage *L'armée nouvelle*, se trouve un très brillant plaidoyer en faveur du patriotisme ou nationalisme et de l'internationalisme. Commentant la fameuse phrase de Marx et Engels dans le *Manifeste Communiste*, «les prolétaires n'ont pas de patrie», il en a expliqué, par une foule d'arguments, la signification exacte et il a démontré que les auteurs du *Manifeste* étaient aussi partisans de la politique de l'indépendance des nations et de leurs droits à disposer d'elles-mêmes.

En disant que «les prolétaires n'ont pas de patrie», Marx et Engels n'ont fait que constater un fait. Puisque les prolétaires ne possèdent pas leur juste part de la pa-

trie, on peut bien en conclure, qu'ils sont des «sans-patrie». Mais on ne doit pas oublier que les auteurs du *Manifeste* ajoutent aussitôt après: «*Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe maîtresse de la nation, il est par là encore national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois.*» Et un peu plus loin on peut encore lire : «*Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation.*» «Lorsque l'antagonisme des classes à l'intérieur des nations aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra.»

Nous sommes pleinement d'accord avec Jaurès pour reconnaître que, dans ces propos, on ne peut pas trouver de condamnation de l'existence des nations. Par conséquent, Marx et Engels n'ont pas préconisé leur disparition et s'en sont tenus à un point de vue purement internationaliste. Ils n'étaient donc pas des anationalistes. Jaurès continue en affirmant que même en régime capitaliste les prolétaires ont une patrie.

Et cela, dans un certains sens, est encore vrai. Dans le cadre national l'Etat emploie les mêmes moyens pour modeler, plus ou moins pareillement, le bourgeois et le prolétaire. Ils parlent la même langue, et ce lien si puissant leur fait sentir, en quelque manière, qu'ils appartiennent à la même grande famille.

Des hommes enfermés dans ces cadres nationaux acquièrent ainsi une similitude d'âme et de caractère; ils éprouvent entre eux, principalement pendant les périodes historiques telles que les guerres, le sentiment d'être unis par une espèce de parenté.

C'est ainsi que naissent ces psychoses patriotiques comme celle qu'on a pu constater en 1914, lors de la déclaration de la guerre. Toute idée de lutte de classe fut balayée et il s'établit pendant les premiers mois une «union sacrée» entre les classes. L'enthousiasme patriotique domina facilement tous les autres sentiments et paralysa la faible raison. Les nations sont des réalités, des faits. Bien entendu, constater un fait ne signifie pas le justifier.

Les religions, les épidémies sont également des faits et leur existence ne se justifie pas pour cela. Mais c'est aussi un fait, que Jaurès et avec lui Bebel, Lénine (1) ainsi que certains autres dirigeants, moins connus, du mouvement ouvrier, ont conçu la nation comme une chose naturelle et digne d'être défendue.

Paraphrasant cette phrase de Bacon : «un peu de science éloigne de Dieu; beaucoup de science y ramène», Jaurès conclut ainsi sa thèse : «Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale; beaucoup de patriotisme y ramène.» Cela signifie très clairement que l'internationalisme ne tend aucunement à la dénationalisation du monde.

Du reste, tous les congrès des diverses Internationales se sont prononcés pour l'indépendance des nations, pour l'autonomie des patries. L'internationalisme n'est donc qu'un système qui vise à instaurer, entre les nations, un appareil juridique pour éviter les conflits et les guerres, mais qui ne prétend nullement supprimer les particularités nationales, telles que les langues, les mœurs, les traditions, etc...

Les internationalistes – pas tous (2) – reconnaissent qu'il serait possible et désirable d'adopter une langue artificielle comme l'espéranto ou une autre similaire. Mais ils ne consentent pas à ce que les langues nationales, les cultures nationales et autres divinités nationales disparaissent entièrement ou, tout au moins, deviennent des archaïsmes, des choses mortes, comme les langues et les cultures antiques des Grecs et des Romains. Ils considèrent comme tout à fait utopique et indésirable qu'une langue artificielle devienne l'unique moyen d'expansion d'une culture mondiale.

En ce qui concerne ce problème, Karl Kautsky occupe cependant une position particulière. Dans son ouvrage, *La Libération des Nations* (1917), il combat le point de vue de Otto Bauer qui, comme Jaurès, considère la nation comme une chose sacrée qu'il faut sauvegarder à tout prix. Entre autres, il dit ceci: «Les Etats, pris séparément, deviennent de simples districts administratifs avec une administration propre. Cela, d'autre part, facilite leur délimitation, réalisée de manière à ce que chacun d'eux embrasse un seul territoire linguistique. Ce n'est que dans la société socialiste qu'il y aura la possibilité de réaliser l'Etat national autant que les choses le permettront. Mais cela aurait lieu en même temps que l'Etat souverain cesserait d'exister. Le but de cette évolution n'est pas la souveraineté nationale, mais seulement une administration nationale autonome.

«Mais finalement la délimitation des nations en districts administratifs perdrait sa signification du fait que l'élévation du degré d'instruction populaire permettrait à chacun d'acquérir, en plus de sa langue maternelle, une langue mondiale, de telle sorte que chacun pourrait s'orienter, se faire comprendre et se sentir chez soi partout dans le monde. Le but de l'évolution socialiste n'est pas la différenciation mais l'assimilation des nationalités; ce n'est pas de donner aux masses une culture nationale, mais une culture européenne, qui s'identifie de plus en plus avec une culture mondiale.»

La thèse de Kautsky tend à montrer que l'assimilation des nations est une chose inévitable et qu'on ne doit pas l'empêcher par la force. Peut-on par suite conclure que le fameux théoricien social-démocrate est un anationaliste ? Certainement non. Comme tous les autres socialistes, communistes et anarchistes (3) il se représente la société socialiste fonctionnant dans des cadres nationaux. Il parle d'une langue universelle, comme langue auxiliaire à côté de la langue maternelle. Mais quelle doit être cette langue auxiliaire ? Il ne le dit pas. Peut-être pense-t-il à l'anglais ou au français, sinon à l'allemand. Nous montrerons plus loin que les anationalistes ont une tout autre compréhension du problème.

D'une façon générale, les internationalistes sont d'accord pour reconnaître que la souveraineté absolue dont ont joui jusqu'ici les Etats ou nations doit être limitée. D'une manière plus ou moins précise ils conseillent la création d'une organisation supranationale qui aurait pouvoir législatif pour toutes les nations. Ceux qui défendent cette conception se disent parfois supranationalistes. Mais leur système d'organisation conserve toujours les cadres nationaux et par conséquent diffère essentiellement de l'anationalisme.

Tout de même, il est vrai que tous les internationalistes ne consentent pas à ce que les prolétaires défendent leur nation en cas de guerre. Les bolchevistes, par exemple, pensent que, pendant le stade impérialiste du capitalisme, les travailleurs doivent se refuser à participer à la défense de la patrie. Ils expliquent que, dans ce cas, il ne s'agit pas de la défense du pays, mais d'une guerre entre impérialismes pour une nouvelle répartition des marchés économiques ou des colonies.

On connaît assez le mot d'ordre de Lénine, recommandant de «transformer la guerre impérialiste en guerre civile». Mais cela ne veut pas du tout dire que le génial tacticien bolchéviste admettait que les peuples doivent renoncer à défendre leurs «droits nationaux» lorsque ceux-ci sont réellement menacés. Le texte cité plus haut est très clair sur ce point.

Du reste dans le plus récent (1928) Programme de l'Internationale Communiste il est déclaré : «Reconnaissons, pour toutes les nations, indépendamment de la race à laquelle elles appartiennent, le plein droit de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire jusqu'à séparation en Etat.»

Ce point de vue, qui est également accepté par la II^e Internationale, est celui de l'internationalisme et c'est du reste le seul applicable dans les conditions actuelles.

Comme on sait, Lénine et Rosa Luxembourg eurent une polémique au sujet du problème national, mais ce serait une grande erreur de croire que Rosa consentait à la dénationalisation des peuples. Dans la *Brochure de Junius*, parue en 1915, critiquant la social-démocratie allemande, elle défend la thèse, qu'en temps de guerre les prolétaires ne doivent pas cesser la lutte de classe parce que : «Comme le prouvent les siècles écoulés, ce n'est pas l'état de siège mais l'opiniâtre lutte de classe qui éveille la dignité, l'abnégation et la force morale des masses, et ceci est la meilleure protection et la meilleure défense du pays contre les pays extérieurs.» Et Rosa Luxembourg de conclure ainsi : «la social-démocratie allemande pourrait, si elle était conséquente, agir comme un flambeau... Le prolétariat allemand resterait comme le gardien du flambeau du socialisme et de la libération de l'humanité – et cela, sans doute, serait une œuvre patriotique non indigne des disciples de Marx, Engels et Lassalle». Ces propos ne sauraient être ceux d'un anationaliste.

Citons encore l'opinion d'un des plus autorisés marxistes actuels, Otto Bauer. Dans son livre intitulé *Problème de nationalités et Social-démocratie*, il soutient que le socialisme sera pour ainsi dire l'apogée du nationalisme : «Seule la société socialiste fera de la culture nationale la propriété de tout le peuple et ainsi fera de tout le peuple une nation. C'est pour cela que toute politique d'évolution nationale est nécessairement une politique socialiste (...). Le fait que le socialisme rend la nation autonome, fait de son sort le produit de sa volonté consciente, a donc comme résultat une croissante différenciation des nations dans la société socialiste, une distinction plus tranchée de leurs particularités, une séparation plus subtile de leurs caractères (...) Amener tout un peuple à avoir une culture nationale commune, obtenir pour chaque nation le droit de disposer d'elle-même, accroître les différenciations entre nations – cela, c'est du socialisme (...).»

Nous pourrions ainsi multiplier les preuves qu'internationalisme et anationalisme ont une signification différente. Cela n'est pas nécessaire. Ajoutons cependant une

remarque. Chacun reconnaîtra avec nous que les dirigeants des diverses Internationales sont des hommes suffisamment cultivés pour savoir qu'il existe dans toutes les grandes langues de civilisation le mot cosmopolitisme, qui, pris dans son sens étymologique, a à peu près la même signification que celle que nous donnons au mot anationalisme. Si donc ils voulaient introduire dans le programme de leurs Internationales respectives, comme but à poursuivre, la dénationalisation du monde, ils ne parleraient certainement plus d'internationalisme, mais de cosmopolitisme.

Or, c'est ce qu'ils ne font pas, et cela prouve mieux que tout le reste, qu'ils considèrent les nations comme des choses à sauvegarder et à défendre. Cependant, il se pourrait qu'ils aient raison. Mais ceci est une autre question et jusqu'à maintenant nous avons voulu simplement réfuter l'assertion injustifiée de quelques-uns qui veulent faire croire aux espérantistes que le mot internationalisme a la même signification que celui d'anationalisme, doctrine née du mouvement espérantiste ouvrier. Ces hommes sont ou des illettrés de la politique ou des imposteurs conscients. Ils nous rappellent ce moine qui baptisait carpe un lapin, afin de pouvoir le manger un vendredi saint, sans commettre de péché. Mais nous n'acceptons pas que l'anationalisme soit identifié avec l'internationalisme, à seule fin d'en faire une orthodoxie de parti. La vérité, c'est que, ni étymologiquement, ni historiquement, on ne peut confondre ces deux doctrines.

Il reste ce fait certain que les personnalités les plus autorisées du mouvement ouvrier aiment et admirent leur culture nationale et en prônent la conservation indéfinie. Devons-nous nous étonner de ces constatations? Certes non. En général, les partis politiques cherchent à conquérir le pouvoir dans leur propre pays. Par suite chacun doit tenir compte, dans son action, du matériel humain auquel il s'adresse. Comme ce matériel a été formé par plusieurs siècles d'éducation, éducation faite au moyen d'une langue nationale, d'une littérature nationale, d'un art national, etc., il est tout à fait naturel que les agitateurs (4) politiques ne soient pas portés à affronter les préjugés de la foule et à recommander d'employer pour la lutte de classe des procédés qui ne tiennent aucun compte des nationalités.

D'ordinaire ils se contentent de suivre le progrès, ou dans le cas le plus favorable, de marcher avec lui. Leur tâche consiste à imposer un arrangement et un ordre à une situation donnée, à s'adapter à des circonstances données, à trouver une espèce d'équilibre entre les diverses forces sociales, mais nullement à faire un travail de précurseur. Et ceci est parfaitement prouvé par la politique nationale en URSS, où les gouvernants ne cherchent nullement à faire disparaître les particularités nationales. Au contraire, ils encouragent les petits peuples à acquérir une culture nationale, qui leur soit propre. Cette politique est purement internationaliste.

Les anationalistes agiraient tout autrement : ils imposeraient l'étude d'une langue universelle, l'espéranto, dans toutes les écoles et ainsi accéléreraient le développement de la culture mondiale anationale. D'autre part, comme une langue commune est cependant nécessaire pour les relations entre les diverses nations existant sur le vaste territoire de l'URSS, c'est le russe qui, de plus en plus, est employé comme langue auxiliaire. Bien entendu, nous ne critiquons pas cet impérialisme linguistique. Tout au contraire, nous préférons voir la suprématie d'une seule

langue sur un vaste territoire que de constater l'éveil de sentiments patriotiques en Ukraine, en Russie blanche et ailleurs.

Des cas typiques de ce patriotisme ont pu quelquefois être constatés même parmi les espérantistes; cela prouve que l'idée si répandue d'une culture nationale, du droit de chaque peuple à être autonome et à disposer de lui-même, n'est dans le cas le plus favorable que de l'opportunisme, mais qu'elle peut aussi parfois devenir une force subjective dangereuse et réactionnaire. Pas mal de faits prouvent l'existence de ce danger. Citons simplement l'opinion d'un camarade d'Ukraine : «En URSS on cultive le nationalisme sous l'égide de la politique officielle qui favorise cette doctrine.

Peu nombreux sont les communistes qui élèvent la voix contre ce nationalisme et leur voix n'est pas entendue. C'est ainsi que dernièrement la presse officielle critique sévèrement un livre très intéressant, *La culture nationale*, écrit par un communiste bien connu, Vaganyan; celui-ci attaque vivement la position et les actes des promoteurs de la culture nationale et défend la thèse que toute culture nationale n'est utile qu'à la bourgeoisie et qu'elle ne peut être une culture prolétarienne. Cependant même cet écrivain n'arrive pas logiquement jusqu'à l'anationalisme, il s'arrête à mi-chemin et prétend que le prolétariat doit créer une culture internationale par les langues nationales! Les chefs orthodoxes du parti communiste (Staline et autres) favorisent la renaissance et la résurrection artificielle, la recréation des cultures nationales.

Certains, par exemple Kroupskaïa, la veuve de Lénine, dans une récente causerie sur la culture nationale et internationale attaqua l'anationalisme et plaida en faveur des cultures nationales. Il est à remarquer qu'elle lia l'anationalisme à l'espéranto et critiqua l'un aussi bien que l'autre. Voici encore un exemple frappant de politique nationaliste : la station de TSF de Kharkov avait organisé la diffusion d'un cours d'espéranto et des conférences sur cette langue en ukrainien. Cela déplaisait fort à quelques nationalistes ukrainiens appartenant à la direction de la station; c'est qu'ils veulent ukrainiser et non espérantiser leur pays. Aussi cherchèrent-ils un prétexte pour se débarrasser des indésirables espérantistes.

Ce prétexte, le conférencier lui-même le leur offrit : dans une de ses causeries il dit qu'un temps viendra où – sur le terrain de l'économie mondiale – il se formera une culture mondiale, et que petit à petit les langues nationales deviendront des langues mortes. Cela fut suffisant : la causerie qui devait suivre n'eut jamais lieu!..» (2-XII-1927).

Cet opportunisme caractérisé et fort regrettable des dirigeants soviétiques ne nous fera cependant pas dire que toute agitation politique soit inutile et condamnable. Nous affirmons toutefois qu'elle est tout au moins secondaire et insuffisante. L'essentiel, le plus important, c'est le travail des précurseurs qui inventent, anticipent, se fraient un passage dans la forêt des préjugés et des traditions, dessèchent le marécage des routines et ainsi préparent le chemin que, par la suite, suivra la foule.

L'ANATIONALISME

Ce qui, en fait, transforme le monde, c'est la science, la technique – filles de la Raison, qui produit de l'artifice. Elle invente, construit, transforme les conditions de travail des hommes, et même le milieu dans lequel ils vivent, par l'application de nouvelles forces de production.

Ces transformations réagissent sur l'esprit des hommes. La science ne peut être nationale comme l'art. La raison est la même sous toutes les latitudes. Deux et deux font quatre à Londres comme à Pékin. Pour fabriquer une machine il faut faire les mêmes calculs, que ce soit à Moscou ou à New York. Nous touchons ainsi du doigt la base sur laquelle peut s'établir la culture mondiale.

D'autre part, un métallurgiste fabriquant, soit à Paris, soit à Tokyo, la même pièce d'automobile est obligé de faire les mêmes manœuvres, et ainsi cet ouvrier se trouve placé dans le même milieu artificiel. ce fait crée la condition nécessaire, mais non pas suffisante, pour que s'uniformise l'esprit de tous les métallurgistes du monde. A cela s'oppose le poids de plusieurs siècles de tradition, la diversité des langues et la différence d'éducation.

Ces travailleurs sont le plus souvent exploités par le même patron : le capital financier, que constituent, grâce au système des actions, les prêts des possédants du monde entier. Dans les bourses des grandes villes, n'importe qui, pourvu qu'il possède une somme suffisante, peut acheter la force de travail d'hommes qu'il ne connaît pas, qu'il ne verra jamais et à l'existence desquels il ne pense même pas. Et s'il arrive que de grandes banques de New York fassent banqueroute, l'effet se répercute sur la vie économique de Tokyo et de Berlin. Cela, personne ne le nie.

C'est également une banalité que de parler du trafic mondial, de la téléphonie sans fil et de tous autres moyens de communication similaires. Le monde se rapetisse de plus en plus. Mais l'idéologie des foules reste en grande partie telle qu'elle était il y a un siècle, lorsqu'il pouvait encore exister des économies nationales et par suite une indépendance nationale. Cette situation des nations est devenue maintenant un véritable mythe. En réalité, sur notre globe, il ne reste qu'un très petit nombre de peuples qui ont conservé une organisation sociale de forme féodale et qui pourraient, en quelque manière, justifier leurs droits à être autonomes et à vouloir ignorer le reste du monde. D'ailleurs ces droits se basent sur des considérations sentimentales.

Les anationalistes se représentent donc la terre comme une unité, comme un tout, appartenant à tous les terriens. Si dans une région il existe des matières premières inutilisées par les indigènes, nous pensons que ceux-ci n'ont pas le droit d'empêcher que des étrangers utilisent ces richesses naturelles.

Quand nous parlons de «droit» il est vraisemblable que les lecteurs n'auront pas tous la même compréhension de ce terme. Pour nous faire comprendre, sans donner de définition scolastique, disons que les capitalistes n'ont pas le droit d'accaparer ces richesses pour la raison qu'ils n'ont pas l'intention d'en faire profiter tous les terriens, mais seulement de les exploiter pour leur propre intérêt ou celui de leur classe. Mais s'il existait un état social où l'exploitation soit abolie, et, quelque part, des indigènes attardés se refusant à livrer les matières premières utilisées

par eux, nous croyons que ces derniers agiraient, en quelque sorte, comme agissent actuellement les capitalistes. Si on considère que la terre appartient à tous les terriens, on trouvera évidemment injuste la prétention de quelques-uns de vouloir qu'une partie de cette terre soit leur propriété, et que personne d'autre n'ait le droit d'y pénétrer.

Nous savons bien que le droit n'existe pas en soi, pas plus que le cercle ou le carré. Le Droit est une espèce de droit idéal qui régirait une société se composant d'hommes pensant rationnellement, de sages pour qui seuls les arguments ont de la valeur et non les coups de poing. Depuis longtemps déjà, les hommes ont réussi à faire des cercles et des carrés plus ou moins idéalement précis; ils réussiront également à faire que le Droit règne enfin entre les hommes. Alors il existera une société d'où toute exploitation aura disparu et ainsi le socialisme sera définitivement réalisé.

En attendant, beaucoup d'hommes et surtout beaucoup de prolétaires ont à peine conscience de leur droit; c'est pour cela que ces derniers consentent si facilement à se laisser exploiter sans se révolter. La lutte pour le droit peut donc être un mot d'ordre très opportun.

Jusqu'à présent, le capitalisme, par sa cruelle politique impérialiste, s'est approprié les richesses naturelles des colonies. Le capitalisme ne vise que le gain, qui profite à une classe, et non l'amélioration du sort de tous les membres de la société. Le capitalisme se conduit actuellement vis-à-vis des peuples coloniaux ayant un gouvernement de forme non capitaliste, comme il s'est conduit vis-à-vis de ses propres compatriotes tout de suite après sa victoire sur la féodalité. Il les pille et les exploite sans rencontrer de résistance. Les prolétaires des colonies, en effet, n'ont pas d'organisation de classe, comme ceux des pays administrés déjà depuis longtemps par le capitalisme. C'est pourquoi l'exploitation aux colonies est plus grande et plus brutale.

C'est une chose inévitable à notre époque capitaliste. Evidemment, nous désapprouvons et nous combattons (5) les procédés indignes appliqués par l'impérialisme capitaliste aux colonies parce qu'en somme leur but n'est pas de civiliser, de cultiver les peuples socialement arriérés, mais seulement d'exploiter les indigènes et les matières premières au profit de la bourgeoisie. Mais cela ne fait pas disparaître le fait que la nécessité d'utiliser les richesses naturelles de toute la terre au profit de tous les terriens exige la disparition de nations souveraines, conduit à la suppression des particularités raciales et à la soumission de tous les hommes aux directives de la raison. Par suite nous considérons comme réactionnaire la politique qui consiste à prôner l'indépendance des nations, l'autonomie des peuples, la conservation des mœurs, des cultures et des langues nationales.

Les anationalistes, cependant, ne s'opposent pas à ceux qui sincèrement et de toutes leurs forces luttent pour l'indépendance des nations, seulement ils ne consentent pas eux-mêmes à prendre part à cette bataille car ils savent très bien que l'autonomie nationale ne libère pas effectivement les prolétaires et qu'elle ne peut profiter qu'à la bourgeoisie; d'autant plus qu'ils sont entièrement convaincus

que, dans le stade actuel des forces de production, une entière autonomie nationale n'est même pas possible et que, par suite, l'encourager, c'est encourager une utopie.

Les anationalistes s'efforcent de convaincre les prolétaires nationalistes qu'ils dépendent en vain leur énergie et l'orientent dans une fausse direction, que seule la lutte de classe peut les libérer ; que seules la renonciation à toute souveraineté de la nation ou de l'Etat et la disparition de toute exploitation de l'homme par l'homme peuvent instituer les conditions nécessaires à l'existence dans le monde d'un état de paix durable. L'attitude des anationalistes devant l'agitation pour la libération d'une nation, dite opprimée, ressemble à celle d'un médecin qui voit un paysan ignare soigner un malade par des remèdes ridicules et fantaisistes. Si ce médecin a bon cœur il plaint sincèrement le patient, tout en désapprouvant le genre de médication ; il propose alors des remèdes plus efficaces et se chagrine de les voir refuser par le garde-malade.

L'agitation que font les anarchistes, les communistes et les socialistes pour l'indépendance des peuples est donc bien essentiellement réactionnaire ; elle s'oppose à l'unification si désirable du monde et occasionne une grande perte d'énergie, de temps et de sang.

Il arrive même que cette politique agisse en faveur d'un Etat impérialiste aux dépens d'un autre. Un exemple : la lutte du général Sandino au Nicaragua contre les Etats-Unis. Dans tous les journaux «révolutionnaires» du monde entier on a pu lire des appels enflammés pour soutenir la lutte héroïque du grand patriote nicaraguayen contre l'impérialisme yankee. Cependant Sandino ne pensait nullement à établir un régime socialiste dans ce coin du monde. Et même s'il en avait eu l'intention, il n'aurait eu aucune chance de succès dans ce petit pays.

Même en ce qui concerne l'URSS, qui représente la sixième partie du monde, plusieurs révolutionnaires des plus éminents émettent des doutes sur la possibilité d'y instaurer le socialisme. Trotski, par exemple, prétend que l'instauration du socialisme dans un seul pays est impossible. Du reste la lutte de Sandino contre l'impérialisme des Etats-Unis n'a servi que l'intérêt de l'impérialisme britannique ou européen (6). Si on considère les hostilités qui se déroulèrent au Maroc entre Abdel-Krim et l'impérialisme français, on peut faire les mêmes remarques. Et nous répétons avec insistance que partout dans le monde les luttes pour l'indépendance nationale sont essentiellement réactionnaires.

Nous disons «essentiellement», car il peut arriver que, pour des considérations de tactique, si l'une des grandes métropoles était en état d'effervescence révolutionnaire, la lutte pour l'indépendance des colonies soit provisoirement utile, en ce sens qu'elle affaiblisse la puissance du gouvernement capitaliste de ce pays. Si par exemple aux Etats-Unis il existait des conditions favorables à un mouvement révolutionnaire, si la bourgeoisie et le prolétariat se livraient une bataille acharnée, il est évident que l'action d'un Sandino au Nicaragua, en obligeant le gouvernement yankee à envoyer des troupes contre lui, pourrait aider au mouvement révolutionnaire des Etats-Unis eux-mêmes. Mais ces conditions n'existaient pas du tout quand la

presse mondiale «révolutionnaire» menait une campagne d'agitation en faveur du fameux patriote nicaraguayen...

C'est pourquoi nous pensons que cette agitation était non seulement essentiellement, mais effectivement réactionnaire. Nous considérons, en effet, qu'un pas en avant serait fait sur la voie de l'évolution historique, si l'impérialisme yankee construisait au Nicaragua un canal faisant communiquer l'Atlantique et le Pacifique.

Un autre exemple de politique objectivement réactionnaire est celle du Komin-tern, qui conseilla aux communistes chinois de soutenir la lutte du Kuo-Min-Tang contre l'impérialisme étranger. Et quel a été le résultat? Les dirigeants du mouvement nationaliste chinois acceptèrent volontiers l'aide des communistes et puis ensuite, quand ils se jugèrent assez forts pour se passer d'eux, ils les persécutèrent impitoyablement. Ainsi donc des centaines de milliers de camarades tombèrent victimes d'une lune nationale avec nul autre résultat que celui d'affaiblir considérablement la lutte de classe.

La véritable signification des luttes nationales en Chine et aux Indes est que les bourgeoisies de ces pays veulent exploiter elles-mêmes les travailleurs sans avoir recours aux bourgeoisies étrangères, avec lesquelles elles doivent actuellement partager la plus-value. L'intérêt des prolétaires chinois et hindous est de pratiquer la lutte de classe et dans ce but ils doivent s'organiser et coordonner leur action avec celle des prolétaires des pays impérialistes. Ces derniers ont tout avantage à soutenir cette lutte de leurs frères des colonies, parce que, quand ceux-ci acceptent de travailler pour des salaires réduits, leurs propres salaires en subissent le contre-coup. C'est un fait indéniable. La lutte nationale est essentiellement réactionnaire ; la lutte de classe est forcément révolutionnaire. Plus les exploités se montrent exigeants, plus les exploités sont obligés de mieux organiser la production, d'installer de nouvelles machines, etc. Et cela a comme résultat de créer des conditions qui, à leur tour, obligent les travailleurs à demander une réduction du temps de travail afin d'éviter le chômage.

La lutte de classe en outre amène les exploités à prendre conscience de la solidarité mondiale, tandis que la lutte nationale ne fait que développer, parmi la foule, des sentiments patriotiques qui sont un obstacle subjectif s'opposant très fortement à l'union entre les prolétaires des divers pays.

Les luttes nationales pouvaient se justifier autrefois quand il existait des économies nationales se suffisant à elles-mêmes. Ce temps-là est passé depuis longtemps. Le problème actuel de l'émancipation de la classe ouvrière est très simple, quoique très vaste : vaincre la bourgeoisie, organiser et diriger une économie mondiale. Pour cela les conditions objectives existent déjà. Ce qui en empêche la réalisation, ce sont surtout les forces subjectives : traditions, diversité des langues et des cultures. Ceux qui veulent travailler consciemment et efficacement à l'unification du monde, à la dénationalisation des peuples doivent mener sans répit et sans compromis une lutte incessante contre toutes les superstitions nationales, linguistiques ou autres ; ils ont intérêt à soutenir tout ce qui agit en ce sens.

C'est en connaissance de cause que les anationalistes se consacrent à cette tâche ; ils refusent de prêter leur concours aux efforts opportunistes des partis, dont

le but principal est la conquête du pouvoir dans leur pays. Pour réussir en cela, les agitateurs politiques n'hésitent pas à s'appuyer même sur les préjugés de la foule. Le plus souvent ils font de l'agitation par des procédés tout à fait démagogiques et qui ne s'attaquent pas à la racine de ce qu'il faut absolument détruire pour instaurer la société anationale.

Un exemple caractéristique est celui du Parti communiste allemand qui, aux dernières élections législatives attribua, dans son programme, un rôle très important au nationalisme.

Ce programme avait même une certaine similitude avec celui des nationaux-socialistes (fascistes ou hitlériens). Si ces derniers purent obtenir d'éclatants succès et si les communistes réussirent à prendre aux sociaux-démocrates un nombre de voix relativement élevé, c'est grâce à ce fait que, dans leur programme, ils utilisèrent adroitement le sentiment nationaliste très développé parmi les masses.

Le résultat, c'est qu'actuellement, en Allemagne, la vague nationaliste menace de tout submerger.

De même, en Alsace-Lorraine, on a pu voir, dans diverses circonstances, que les communistes n'ont pas hésité à faire front unique avec certains éléments des plus réactionnaires, tels que prêtres et gens de même sorte.

L'agitation pour la libération nationale a même obtenu un résultat inattendu : faire renaître le désir d'indépendance dans certaines provinces assimilées déjà depuis longtemps. On ne doit pas oublier que les nations n'ont pas toujours constitué un tout; leur unité a été faite artificiellement par l'Histoire. Et le fait que l'agitation pour l'autonomie nationale tend à changer la direction dans laquelle se meut la roue de l'Histoire, est la meilleure des preuves du caractère réactionnaire de cette politique.

La tactique des partis recommandant la bataille nationale a également eu d'autres résultats imprévus. Quand, en Mandchourie, eut lieu le conflit entre l'URSS. et la Chine, ceux-là mêmes qui sont le plus partisans de la politique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, reprochèrent à Staline son «impérialisme». Théoriquement, leur reproche était fondé ; de fait, Staline avait agi avec une certaine inconséquence relativement à sa propre politique, mais tout de même nous pensons qu'en l'occurrence il a agi au mieux des intérêts de la Révolution.

Pour tous les motifs que nous venons d'énumérer, les partis politiques actuels ne peuvent accomplir, comme il convient, une tâche éducatrice, et ne peuvent travailler d'une manière efficace à la destruction des forces subjectives qui contrarient ou ralentissent le processus historique (7) qui conduit forcément l'humanité à l'union mondiale par le développement continu des forces de production.

En conséquence les anationalistes déclarent bien haut et sans détour qu'ils ne veulent s'associer à aucune campagne d'agitation, ni à aucune bataille pour la libération des nations dites opprimées. Ils font savoir aux prolétaires que cela ne peut, en aucune manière les libérer du joug capitaliste. L'histoire la plus récente montre bien que la lutte nationale est une illusion, une duperie pour les travailleurs. Si nous examinons le sort des prolétaires dans les nations «libérées», comme la Tchécoslovaquie, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande ou la Pologne, nous constatons que la dite libération ne l'a aucunement amélioré.

La seule lutte avantageuse pour le prolétariat est la lutte de classe et non la lutte nationale. Quand les travailleurs ont réussi à obtenir une journée de travail moins longue et de meilleures conditions de travail, ils ont bien en réalité fait un pas en avant sur le chemin de leur émancipation définitive.

Mais l'expérience nous montre tous les jours que la lutte de classe n'a de chance de réussir que si elle est organisée sur une échelle mondiale. Le système actuel d'organisation internationale des travailleurs n'est plus celui qui convient pour leur donner la victoire dans la lutte de classe. Seul l'anationalisme leur offre une méthode nouvelle d'organisation rationnelle et opportune. D'après cette méthode les prolétaires ne seraient plus organisés nationalement et internationalement, mais mondialement, par industries.

Par exemple, les mineurs du monde entier appartiendraient au même syndicat et quand cette organisation déciderait une grève, cette décision serait valable pour tous les travailleurs de cette industrie. Et quand le capitalisme serait enfin terrassé, ce syndicat aurait pour tâche d'organiser l'industrie minière suivant les besoins et les demandes de l'humanité tout entière. Il en serait de même pour toutes les industries. Un Office des statistiques serait chargé de calculer toutes les richesses du monde et définirait la quantité que chacun aurait le droit de recevoir.

Toute la production serait rationalisée et il suffirait de quelques heures de travail par jour – peut-être trois ou quatre seulement – pour que chaque homme jouisse d'une vie aisée et confortable. Dans cette organisation mondiale il ne saurait être question des cadres nationaux que les internationalistes veulent jalousement conserver.

Sans doute, ce nouveau projet d'organisation semble actuellement utopique et certainement il fera naître plus d'un sourire de compassion sur les lèvres de nos révolutionnaires opportunistes. Evidemment, nous ne croyons pas que l'anationalisme soit accepté bientôt par le prolétariat. Mais Marx et Engels pouvaient également paraître des utopistes, quand, il y a 83 ans, ils écrivaient le *Manifeste communiste*. Après cette longue période de temps, la nouvelle société qu'ils imaginaient devoir inéluctablement remplacer la société bourgeoise n'existe pas encore.

Il est vrai qu'en URSS on « construit le socialisme » ; mais cela prouve, précisément, que même là, il n'existe pas encore. Nous n'examinerons pas si on construit réellement le socialisme ou si l'économie de ce pays tend à devenir un capitalisme d'Etat, une immense bureaucratie oligarchique. En URSS il existe encore le même système monétaire que dans les autres pays ainsi que des salaires très divers. Un maçon, par exemple n'est pas payé comme un architecte. Cette constatation n'est pas un reproche ; nous voulons simplement montrer qu'on peut se permettre d'anticiper sans risquer d'être considéré comme un insensé, puisque après un siècle de propagande pour le socialisme, celui-ci n'existe encore nulle part.

Le point de vue des anationalistes ne coïncide donc pas du tout avec la politique actuelle des diverses Internationales ouvrières. Nous pensons même que leur politique est à de certains égards réactionnaire ou tout au moins vulgairement opportuniste.

Quand Marx et Engels rédigèrent leur fameux *Manifeste*, il n'existait pas encore de langue universelle. Mais aujourd'hui, il y a l'espéranto. Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont déjà appris cette langue et des milliers d'entre eux la pratiquent tous les jours. Déjà dans dix congrès universels plusieurs centaines de travailleurs espérantistes ont pu discuter avec chaleur, avec passion de leurs propres affaires en n'utilisant que cette langue artificielle. Et, malgré ces faits évidents, les dirigeants du mouvement ouvrier ferment les yeux sur ce moyen rationnel d'intercompréhension universelle. Du reste, ils sont conséquents avec eux-mêmes en agissant ainsi. Consciemment ou non, ils sentent que l'application généralisée de l'espéranto dans le mouvement ouvrier les amènerait à réviser leur politique et leurs principes.

D'une façon plus ou moins vague, ils ont l'intuition que leur rôle de dirigeants serait amoindri si tous les prolétaires se comprenaient les uns les autres, si les congrès pouvaient se passer de traducteurs et d'interprètes, si les travailleurs pouvaient directement et sans intermédiaires entrer en relations à travers le monde entier. En fait, il s'est créé dans la société une nouvelle classe d'hommes : les dirigeants de la classe ouvrière, dont les intérêts personnels risquent d'être lésés par la langue universelle.

C'est sans crainte et sans détour que les anationalistes dénoncent ce parasitisme des dirigeants. Ils s'adressent à la base et font appel à la raison des hommes intelligents, capables de comprendre, pour qu'ils utilisent et propagent tout ce qui est rationnel, tout ce qui représente un progrès technique et aide à renverser les obstacles qui gênent la marche en avant du prolétariat.

Les anationalistes combattent tout ce qui a un caractère national : langues et cultures nationales, traditions et coutumes nationales. L'espéranto est leur langue principale et ils considèrent comme accessoires les langues nationales. Ils se refusent à participer à toute lutte nationale et reconnaissent comme nécessaire et profitable à la masse des exploités la seule lutte de classe qui a pour but de supprimer les classes, les nationalités et toute exploitation de l'homme. Ils soutiennent tout ce qui tend à faire disparaître les différences entre les peuples et à donner au monde une organisation rationnelle. Ils estiment que tout ce qui mélange et amalgame les peuples fait œuvre humaine et bonne.

Les anationalistes fondent leur conviction sur le fait que la raison, qui invente et construit, est la seule base convenable sur laquelle puisse se construire une culture mondiale. Cependant ils ne croient pas que les hommes puissent bientôt se former un état d'esprit tel qu'ils ne pensent et n'agissent que d'après la raison. Ils savent que le sentiment est une grande force, un mobile très efficace et que les mythes ont joué un grand rôle dans l'Histoire. Si certains ne peuvent se représenter l'anationalisme, l'unification mondiale que comme un nouveau mythe, semblable à celui de la patrie, cela est sans grande importance. C'est pourquoi les anationalistes conscients ne repoussent pas ceux qui s'enthousiasment pour un grand et noble idéal. Trop souvent la raison a été mise au service du mysticisme ; c'est une juste compensation de mettre le mysticisme au service de la raison.

Mais il ne doit subsister aucun malentendu : nous avons la ferme conviction que seule la classe exploitée, le prolétariat, peut être la force historique qui instaurera une société anationale, où l'homme ne sera plus exploité. Ce n'est pas que les prolétaires diffèrent essentiellement des bourgeois, mais la lutte de classe pour leur émancipation les pousse à s'unir mondialement et, en même temps, oblige les exploités à perfectionner sans cesse, à rationaliser de plus en plus les moyens de production.

Là où les salaires sont bas, là où les travailleurs consentent à vivre dans des conditions très misérables, les patrons n'ont aucun mobile qui les pousse à installer des machines et à rationaliser la production. C'est pourquoi, par exemple, à Shanghai, troisième ou quatrième port du monde, vingt à trente mille coolies fournissent la force motrice. Sur les quais il n'y a pas une seule grue. Le «moteur à riz», le coolie, coûte moins cher.

L'organisation mondiale prépare le terrain pour une culture mondiale, culture dont le substrat doit être la raison. Cela ne veut pas dire que les hommes se formeront tous sur le même modèle. Il se créera certainement une espèce d'unité dans leur état d'esprit et dans leur caractère. Les particularités nationales disparaîtront, mais les différences individuelles continueront d'exister.

Et comme les hommes auront la possibilité d'avoir des relations dans toutes les parties du monde, disposeront tous les jours de plusieurs heures de liberté qu'ils pourront utiliser pour leur travail personnel, pour leur culture individuelle, on peut raisonnablement conjecturer qu'il en résultera de fortes individualités, caractérisées par des idées et des sentiments originaux, qui exprimeront en des arts variés, susceptibles d'être compris et goûtés dans le monde entier.

LA POSITION DES ANATIONALISTES

DEVANT LE MOUVEMENT ESPÉRANTISTE.

a) Devant le mouvement bourgeois, dit neutre. Ce qui caractérise principalement l'anationalisme, c'est qu'il reconnaît le rôle immense que l'artificiel joue dans le monde. Cette faculté qu'a l'homme de créer, de produire, fait de lui le roi de tous les autres animaux. L'homme adapte la nature à lui, cependant que la bête doit s'adapter à la nature. Les anationalistes ne méconnaissent donc pas la grande force qui réside dans la volonté de l'homme. Certes, ils savent que celui-ci ne peut par exemple se délivrer de son propre poids ou sauter hors de son ombre. Cependant, l'espace limité, où se déploie son activité, est relativement vaste. Par suite, sa volonté peut produire de grandes œuvres. C'est pourquoi nous croyons que les «lois fatales» de l'Histoire ne sont que relatives.

Une des plus belles inventions de l'homme et des plus capables de bouleverser le monde est certainement la langue artificielle. L'espéranto, en effet, est un outil admirable, que personne ne sait encore manier d'une façon parfaite ; l'auteur lui-même, n'était pas capable d'en mettre en valeur toutes les richesses latentes. Zamenhof (8) fut un précurseur. L'application généralisée de son œuvre aura des conséquences incalculables. Naturellement, une langue n'est qu'un instrument, un moyen ; elle peut être utilisée pour des buts les plus divers.

Un avion, par exemple, peut servir pour bombarder une ville aussi bien que pour ravitailler des observatoires bloqués par la neige. Cependant, il est très important qu'il existe un grand nombre d'aviateurs même militaires. De même il est très avantageux pour le progrès que des espérantistes bourgeois deviennent très habiles dans l'usage de la langue. Aussi, les anationalistes ne sont nullement contrariés quand ils constatent quelque succès dans le mouvement espérantiste bourgeois. Mais il est évident que les anationalistes recommandent aux travailleurs espérantistes de ne dépenser ni temps, ni argent, pour soutenir les organisations espérantistes dites neutres, et de consacrer au contraire toutes leurs forces pour mettre l'espéranto au service du prolétariat et tout spécialement au service de l'anationalisme.

b) Devant le mouvement ouvrier. Les idées que nous venons d'exposer ne sont pas tout à fait nouvelles. Elles sont même, dans une certaine mesure, appliquées depuis déjà plus de dix ans dans le cadre de Sennacieca Asocio Tutmonda, SAT, Association mondiale anationale. Cette organisation, indépendante de tout parti politique, a pour but de grouper les prolétaires espérantistes de toutes tendances et c'est pourquoi les anationalistes la soutiennent et ne cherchent aucunement à la concurrencer. Au sein de SAT ils demandent simplement à avoir les mêmes droits que les internationalistes, et luttent pour l'unité du mouvement espérantiste ouvrier contre toute manœuvre qui tendrait à placer cette association sous la dépendance, avouée ou non, d'un parti politique, quel qu'il soit.

Les anationalistes ont la conviction, que l'application pratique de l'espéranto dans une organisation, telle que SAT, dont la structure est anationale, fournit un terrain très favorable pour y semer l'anationalisme. Aussi combattraient-ils éventuellement tout essai d'imposer leur propre doctrine à SAT. L'organisation unitaire des prolétaires-espérantistes doit rester ouverte à tous les internationalistes pour qu'ils puissent y prendre connaissance d'une utilisation plus rationnelle et plus conséquente de l'espéranto dans l'organisation de la société future.

Former une secte fermée, séparée du reste du mouvement ouvrier engagé dans la lutte de classe, tel n'est pas le but des anationalistes. Ils veulent absolument rester en contact intime avec lui et participer à ses luttes quand elles sont effectivement des luttes de classe et par suite des luttes libératrices.

Tant que l'espéranto ne sera pratiqué que par quelques dizaines de milliers, par des centaines de milliers d'hommes dans le monde entier, les anationalistes ne prétendent pas former un parti mais seulement une tendance dans le mouvement ouvrier. Par conséquent, ils sont même libres d'adhérer à un parti dans lequel il leur est permis de discuter de cette nouvelle doctrine et de la défendre.

Les anationalistes savent qu'il existe déjà une organisation vaguement anationaliste. Cette organisation nommée les Travailleurs Industriels du Monde (en anglais, IWW), est née aux Etats-Unis et ses membres ont eu à souffrir un grand nombre de persécutions ; son programme comporte des prémices d'anationalisme. Il y est question d'une union universelle, ce qui montre que, dans l'esprit des fondateurs, le concept de nation n'avait pas une grande force. Mais il est tout naturel que la ten-

dance anationaliste de cette organisation soit restée à l'état tout à fait embryonnaire puisque cette dernière ne s'est pas préoccupée de résoudre le problème linguistique. Les anationalistes considèrent donc le mouvement espérantiste ouvrier comme le terrain le plus propice pour y propager leurs idées. C'est pourquoi ils désirent son unité, qui est une condition du succès.

Prolétaires du monde entier, apprenez l'espéranto !

Espérantistes, dénationalisez-vous !

La Fraction anationaliste des membres de Sennacieca Asocio Tutmonda.

Texte original en espéranto (anonyme). Traduction de L.G. Avid et G. Waringhien, d'après le texte révisé par l'auteur.

Notes

1. «Dans une guerre réellement nationale les mots : "Défense de la Patrie" ne sont pas une tromperie, et je n'en suis pas adversaire» (*Œuvres complètes* de Lénine, volume XIII, page 342 de l'édition française). «Si dans une guerre, il s'agit de la défense de la démocratie, de la lutte contre un joug qui opprime la nation, je ne suis pas contre une pareille guerre et je ne redouterai pas le mot "défense nationale" lorsqu'il a trait à ce genre de guerre ou de révolte" (Lettre ouverte à Boris Souvarine, 1916, parue dans *La Critique Sociale*, n° 1, mars 1931.)

2. Lénine était adversaire de l'espéranto; par suite tous les léninistes orthodoxes, ayant appris l'espéranto, devraient le... désapprendre. Dans le journal russe *Rabotsche Krestdjinskij Korrespondent*, n° 21, 15 novembre 1930, la sœur de Lénine, la camarade M. J. Oulianova, dit entre autres ceci : «A plusieurs reprises Lénine a très défavorablement parlé de l'espéranto qu'il considère comme trop artificiel, trop simplifié et sans vie.» Dans la revue en espéranto, *Sennaciulo*, n° 278, 30 janvier 1930, parut une information de Karl Lindhagen, maire de Stockholm, qui, à l'occasion d'une conversation, essaya d'intéresser Lénine à l'espéranto. Celui-ci répondit ceci : «Nous avons déjà trois langues mondiales et le russe sera la quatrième.» Il donnait pour raison qu'une langue artificielle est quelque chose d'impossible.

3. Voici, très résumé, un article de *Sennaciulo*, n° 297, ayant pour titre : «Anarchisme et Anationalisme». Sans doute les anarchistes sont antipatriotes, mais il est nécessaire de remarquer qu'ils identifient la patrie avec l'Etat. Leur but est la destruction de l'Etat; cependant cela ne signifie pas qu'ils visent également à l'anéantissement des particularités nationales telles que les langues et les cultures. Sébastien Faure dans son ouvrage *Mon communisme*, décrivant le fonctionnement de la société anarchiste, conserve le cadre national. Il ne peut en être autrement chez cet auteur, puisqu'il n'envisage pas le problème linguistique, que les espérantistes ont résolu.

4. Nous nous servons de ce mot «agitateur» pour faire une distinction entre les simples membres de parti et les autres, ceux qui considèrent la politique comme un métier et qui cherchent surtout à obtenir un mandat de député ou autre.

5. Si on nous demandait : «Comment combattez-vous ?», nous répondrions : de la même manière que les «anti-impérialistes», par des mots. Quand la presse «révolutionnaire» du monde entier exaltait la lutte du patriote nicaraguayen Sandino contre l'impérialisme des Etats-Unis, ses rédacteurs ne se sont cependant pas engagés dans son armée pour prendre part à la défense du Nicaragua. Aux colonies, quand les indigènes se révoltent et luttent contre leurs exploiters, bien entendu, nous les approuvons; mais nous tenons à les avertir que ce n'est pas par «l'indépendance nationale» qu'ils obtiendront vraiment leur émancipation ; nous leur recommandons d'unir leurs forces à celles du prolétariat mondial, de lutter en formations de classe pour faire ainsi disparaître toute sorte d'exploitation. Si dans une métropole les travailleurs se mettaient en grève pour faire cesser l'exploitation barbare aux colonies, évidemment, nous aussi nous prendrions part à cette grève.

6. Pour éviter tout malentendu, il est nécessaire de faire remarquer ici qu'au sujet de l'URSS le problème est tout autre. Si l'Union soviétique était attaquée par les Etats capitalistes il est évident que les travailleurs de ce pays ne défendraient pas une patrie, mais la Révolution, le Socialisme. C'est pourquoi, les prolétaires du monde entier auraient pour devoir de défendre l'URSS par tous les moyens. Mais pour ne rien cacher de notre pensée, ajoutons que s'il s'écoulait des dizaines d'années sans que le capitalisme soit renversé dans les autres pays, si l'économie socialiste de l'URSS pouvait coexister avec l'économie capitaliste de tous les autres pays – ce qui nous semble fort douteux – il est très vraisemblable qu'il se créerait en URSS une espèce de patriotisme des plus dangereux.

7. Nous faisons remarquer que nous ne considérons nullement ce processus comme une espèce de divinité qui dirigerait consciemment les affaires humaines.

8. Zamenhof créateur de l'espéranto.

Lutte de classe et nation *(extraits)*

(...) I. La nation et ses mutations

Conception bourgeoisie et conception socialiste

(...) La conception bourgeoise voit dans la diversité des nations des différences naturelles entre les hommes ; les nations sont des groupes constitués par la communauté de la race, de l'origine, de la langue. Mais en même temps, elle croit pouvoir, par des mesures politiques de coercition, ici opprimer des nations, là élargir son domaine aux dépens d'autres nations. La social-démocratie considère les nations comme des groupes humains qui sont devenus une unité par leur histoire commune. Le développement historique a produit les nations dans leurs limites et dans leur particularité ; il produit également le changement du sens et de l'essence de la nation en général avec le temps et les conditions économiques. Ce n'est qu'à partir des conditions économiques qu'on peut comprendre l'histoire et le développement de la nation et du principe national.

Du point de vue socialiste, c'est Otto Bauer qui, dans son ouvrage *La question des nationalités et la social-démocratie*, a fourni l'analyse la plus approfondie ; son exposé constitue le point de départ indispensable pour continuer d'examiner et de discuter des questions nationales. Dans cet ouvrage, le point de vue socialiste est formulé de la manière suivante : «*Ainsi la nation n'est plus pour nous un objet figé, mais un processus en devenir, essentiellement déterminé par les conditions dans lesquelles les hommes luttent pour leur survie et pour la préservation de l'espèce*» (p. 120).

Et un peu plus loin : «*La conception matérialiste de l'histoire peut considérer la nation comme le produit jamais achevé d'un processus qui se poursuit et qui est mû en dernière instance par les conditions de la lutte de l'homme avec la nature, les mutations des forces productives humaines, les modifications des rapports du travail humain. Cette conception fait de la nation ce qui est historique en nous*» (p. 122).

Le caractère national est de l'«histoire figée».

La nation en tant que communauté de destin

Bauer définit fort judicieusement la nation comme «*l'ensemble des hommes reliés par une communauté de destin en une communauté de caractère*». Cette formule a souvent été attaquée mais à tort, car elle est parfaitement exacte. Le malentendu réside toujours dans le fait que l'on confond similitude et communauté. Communauté de destin ne signifie pas soumission à un destin identique, mais expérience commune d'un même destin à travers des échanges constants, dans une réciprocité continue. Les paysans de Chine, d'Inde et d'Égypte convergent par la similitude de leur mode économique ; ils ont le même caractère de classe et cependant, il n'y a pas trace de communauté. En revanche, les petits-bourgeois, les

négociants, les ouvriers, les propriétaires terriens nobles, les paysans d'Angleterre s'ils présentent tant de différences de caractère résultant de leur position de classe différente, n'en constituent pas moins une communauté ; l'histoire vécue ensemble, l'influence réciproque qu'ils ont exercée les uns sur les autres, fût-ce sous la forme de luttes, le tout par la médiation de la langue commune, en font une communauté de caractère, une nation. En même temps le contenu spirituel de cette communauté, la culture commune, est légué par les générations antérieures aux générations suivantes grâce à la langue écrite.

Cela ne signifie nullement qu'il y a similitude de caractère au sein de la nation. Au contraire, il peut y avoir de grandes différences de caractère, selon la classe ou le lieu d'habitation. Le paysan allemand et le grand capitaliste allemand, le Bavarois et l'habitant d'Oldenburg ont des différences de caractère manifestes ; et pourtant, ils n'en font pas moins partie de la nation allemande. Cela ne veut pas dire non plus qu'il n'y ait pas d'autres communautés de caractère que les nations. Il n'est bien sûr pas question ici des associations ad hoc, limitées dans le temps telles les sociétés par actions ou les syndicats. Mais toute organisation humaine qui est une union durable, léguée de génération en génération, constitue une communauté de caractère née d'une communauté de destin. (...)

La nation n'est donc pas la seule communauté de caractère issue d'une communauté de destin, mais seulement l'une de ses formes, et parfois il est difficile de la distinguer des autres sans ambiguïté. Il est oiseux de chercher à savoir quelles sont les unités d'organisation des hommes, surtout dans les temps anciens, que l'on peut qualifier de nation. Les unités tribales primitives, grandes ou petites, étaient des communautés de caractère et de destin au sein desquelles les caractéristiques, les mœurs, la culture et le parler étaient héréditaires.

Il en est de même pour les communes villageoises ou les régions de la paysannerie du Moyen Age. Otto Bauer décèle au Moyen Age, à l'époque des Hohenstaufen la «nation allemande» dans la communauté politique et culturelle de la noblesse allemande. Par ailleurs, l'Eglise médiévale avait de nombreux traits qui en faisaient une sorte de nation : elle était la communauté des peuples européens, avec une histoire commune et des représentations communes, ayant même une langue commune, le latin d'Eglise, qui permettait qu'une influence réciproque s'exerce entre les gens cultivés, l'intelligentsia dominante de toute l'Europe, et qui les unissait en une communauté de culture.

Ce n'est que dans la dernière partie du Moyen Age qu'émergent progressivement les nations au sens moderne du terme, avec une langue nationale propre, une unité et une culture nationale.

La langue commune est, en tant que lien vivant entre les hommes, l'attribut le plus important de la nation ; mais les nations n'en sont pas pour autant identiques aux groupes humains de même langue. En dépit d'une même langue, les Anglais et les Américains sont deux nations qui ont chacune une histoire différente, deux communautés de destin différentes qui présentent une diversité notable de caractère national. Il est tout aussi suspect de compter les Suisses allemands comme

faisant partie d'une nation allemande commune qui engloberait tous les germanophones.

Quelle que soit la quantité d'éléments de culture qu'une langue écrite identique ait permis d'échanger, le destin a séparé Suisses et Allemands depuis plusieurs siècles. Le fait que les uns soient les citoyens libres d'une république démocratique et que les autres aient vécu successivement sous la tyrannie de petits potentats, sous la domination étrangère et sous la pression du nouvel Etat policier allemand devait leur conférer, bien qu'ils lisent les mêmes écrivains, un caractère très différent et l'on ne saurait parler d'une communauté de destin et de caractère. L'aspect politique est encore plus évident chez les Néerlandais ; l'essor économique rapide des provinces maritimes qui se sont entourées, du côté de la terre ferme, d'un rempart de provinces sous leur dépendance, pour devenir un puissant Etat marchand, une entité politique, a fait du bas allemand une langue écrite moderne particulière, mais seulement pour une petite partie séparée de la masse de ceux qui parlent bas allemand ; tous les autres en sont restés exclus par la séparation politique et ont adopté, en tant que parties de l'Allemagne soumises à une histoire politique commune, la langue écrite haut allemande et la culture haut allemande. Si malgré une longue indépendance de leur propre histoire et bien qu'ils n'aient pas partagé les plus importantes des destinées les plus récentes des Allemands du Reich, les Allemands d'Autriche continuent à souligner leur germanité, cela est dû essentiellement à leur position de lutte face aux autres nations d'Autriche.

La nation paysanne et la nation moderne

On qualifie souvent les paysans de gardiens inébranlables de la nationalité. Mais en même temps, Otto Bauer les qualifie d'arrière-plan de la nation qui ne participe pas à la culture nationale. Cette contradiction révèle d'emblée que ce qui est « national » dans la paysannerie est tout autre chose que ce qui constitue les nations modernes. Certes, la nationalité moderne est issue de la nationalité paysanne, mais elle en diffère fondamentalement.

Dans l'ancienne économie naturelle des paysans, l'unité économique est réduite à sa plus petite mesure ; l'intérêt ne dépasse pas les limites du village ou de sa vallée. Chaque district constitue une communauté qui n'entretient presque pas de rapports avec les autres, une communauté ayant sa propre histoire, ses mœurs propres, son propre dialecte, son propre caractère. Peut-être chacune d'elles est-elle apparentée à celles des districts voisins, mais il n'y a plus entre elles d'influence réciproque. Le paysan tient très fort à cette spécificité de sa communauté. Dans la mesure où son économie n'a rien à voir avec le monde extérieur, dans la mesure où ses semailles et sa moisson ne sont qu'exceptionnellement touchées par les vicissitudes des événements politiques, toutes les influences de l'extérieur glissent sur lui sans laisser de traces. Car il ne se sent nullement concerné et demeure passif ; elles ne pénètrent pas dans son moi intime. Seul est susceptible de modifier sa nature ce que l'homme saisit activement, ce qui le contraint à se changer lui-même et ce à quoi il participe de par son propre intérêt. C'est pourquoi le paysan conserve sa particularité contre toutes les influences du monde extérieur, il demeure « sans histoire » aussi longtemps que son économie reste autarcique. Mais

dès qu'il est attiré dans l'engrenage du capitalisme et placé dans d'autres conditions – qu'il devienne bourgeois ou ouvrier, ou que le paysan se mette à dépendre du marché mondial et entre en contact avec le reste du monde – dès qu'il acquiert de nouveaux intérêts, le caractère indestructible de l'ancienne particularité se perd. Il s'intègre à la nation moderne, il devient membre d'une communauté de destin plus vaste, d'une nation au sens moderne.

On parle souvent de cette paysannerie comme si les générations précédentes avaient déjà appartenu à cette même nation à laquelle appartiennent leurs descendants sous le capitalisme. Le terme de «nations sans histoire» sous-entend la conception selon laquelle les Tchèques, les Slovènes, les Polonais, les Ruthènes, les Russes étaient depuis toujours autant de nations différentes et spécifiques, mais que, en quelque sorte, ils ont longtemps dormi en tant que nations. En fait, on ne peut parler des Slovènes, par exemple, que comme d'un certain nombre de groupes ou de districts aux dialectes apparentés sans que ces groupes aient constitué une unité ou une communauté véritable.

Ce que le nom comporte d'exact, c'est qu'en règle générale le dialecte décide de la nation dans laquelle vont s'incorporer les descendants. Mais l'évolution réelle décide en dernière analyse si les Slovènes et les Serbes, les Russes et les Ruthènes doivent devenir une communauté nationale avec une langue écrite et une culture communes ou deux nations séparées.

Ce n'est pas la langue qui est décisive, mais le processus de développement politico-économique. On peut tout aussi peu dire que le paysan de Basse-Saxe est le gardien fidèle de la nationalité allemande ou – selon l'endroit où il habite par rapport à la frontière – de la nationalité néerlandaise, il ne préserve que sa particularité villageoise ou provinciale propre ; que le paysan des Ardennes préserve à proprement une nationalité belge, wallonne ou française lorsqu'il s'en tient au dialecte et aux mœurs de sa vallée, qu'on peut dire d'un paysan de Carinthie à l'époque précapitaliste qu'il appartient à la nation slovène. La nation slovène n'apparaît qu'avec les classes bourgeoises modernes qui se constituent en nation spécifique et le paysan n'y accède que lorsqu'il est relié à cette communauté par des intérêts réels.

Les nations modernes sont intégralement le produit de la société bourgeoise ; elles sont apparues avec la production des marchandises, c'est-à-dire avec le capitalisme, et leurs agents sont les classes bourgeoises.

La production bourgeoise et la circulation des marchandises ont besoin de vastes unités économiques, de grands domaines dont elles unissent les habitants en une communauté à administration étatique unifiée. Le capitalisme développé renforce sans cesse la puissance étatique centrale ; il accroît la cohésion de l'Etat et le démarque nettement par rapport aux autres Etats. L'Etat est l'organisation de combat de la bourgeoisie. Dans la mesure où l'économie de la bourgeoisie repose sur la concurrence, sur la lutte avec ses semblables, les associations dans lesquelles elle s'organise doivent nécessairement lutter entre elles : plus le pouvoir d'Etat est puissant, plus grands sont les avantages auxquels aspire sa bourgeoisie.

La langue n'a été prépondérante que dans la délimitation de ces Etats ; les régions à dialectes apparentés ont été contraintes à la fusion politique, pour autant

que d'autres forces n'intervenaient pas, parce que l'unité politique, la nouvelle communauté de destin, avait besoin d'une langue unifiée comme moyen d'échange. La langue écrite et de communication se crée à partir de l'un de ces dialectes, elle est donc dans un certain sens une formation artificielle. Car Otto Bauer a raison de dire : «Je ne crée une langue qu'avec les gens avec qui je suis en contact étroit» (p. 113). C'est ainsi que sont apparus les Etats nationaux qui sont à la fois Etat et nation [1]. Ils ne sont pas devenus des entités politiques simplement parce qu'ils constituaient déjà une communauté nationale : le nouvel intérêt économique, la nécessité économique est le fondement d'une solide union des hommes en de si vastes ensembles ; mais si ce sont ces Etats et non d'autres qui sont apparus, si par exemple l'Allemagne du Sud et la France du Nord n'ont pas constitué ensemble une unité politique mais ce fut le cas pour l'Allemagne du Sud et du Nord, cela est dû principalement à la parenté primitive des dialectes.

L'étendue de l'Etat national et son développement capitaliste font qu'une extrême diversité de classes et de populations y coexistent ; c'est pourquoi il semble parfois douteux de qualifier l'Etat national de communauté de destin et de caractère, dans la mesure où classes et populations n'agissent pas directement les unes sur les autres. Mais la communauté de destin des paysans et des gros capitalistes allemands, des Bavarois et des gens d'Oldenburg consiste en ceci qu'ils sont tous membres du Reich allemand, qu'ils menèrent leurs luttes politiques et économiques à l'intérieur de ce cadre, subissent la même politique, doivent prendre position face aux mêmes lois et agissent par conséquent les uns sur les autres ; aussi constituent-ils une communauté réelle, en dépit de toutes les diversités au sein de cette communauté.

Il en est autrement là où les Etats sont apparus sous l'absolutisme en tant qu'unités dynastiques, sans collaboration directe des classes bourgeoises et ont par conséquent englobé, par la conquête, des populations aux dialectes les plus divers. Lorsque la pénétration du capitalisme y progresse, plusieurs nations surgissent au sein du même Etat qui devient un Etat de nationalités comme l'Autriche. La cause de l'apparition de nouvelles nations à côté des anciennes réside à nouveau dans le fait que la concurrence est le fondement de l'existence des classes bourgeoises. Lorsque, à partir d'un groupe de population purement paysan, apparaissent les classes modernes, lorsque des masses importantes s'installent dans les villes en tant qu'ouvriers d'industrie, bientôt suivies par des petits commerçants, les intellectuels et les patrons, ces derniers doivent alors s'efforcer par eux-mêmes de s'assurer la clientèle de ces masses qui parlent la même langue en mettant l'accent sur leur nationalité. La nation, en tant que communauté solidaire, constitue pour ceux qui en font partie une clientèle, un marché, un domaine d'exploitation où ils disposent d'un avantage par rapport aux concurrents d'autres nations. En tant que communauté de classes modernes, ils doivent élaborer une langue écrite qui est nécessaire comme moyen de communication et devient langue de culture et de littérature. Le contact permanent des classes d'une société bourgeoise avec le pouvoir étatique qui n'a connu jusqu'alors que l'allemand comme langue officielle de communication les oblige à combattre pour la reconnaissance de leur langue, de

leur école et de leur administration, ce en quoi l'intelligentsia nationale est sur le plan matériel la classe intéressée au premier chef. Comme l'Etat doit représenter les intérêts de la bourgeoisie et les soutenir sur le plan matériel, chaque bourgeoisie nationale doit s'assurer une influence aussi grande que possible sur l'Etat. Pour acquérir cette influence, elle doit lutter contre les bourgeoisies des autres nations ; mieux elle réussit à rassembler autour d'elle la nation entière dans cette lutte, plus elle peut exercer de pouvoir. Aussi longtemps que le rôle dirigeant de la bourgeoisie est fondé par l'essence même de l'économie et est reconnu comme allant de soi, elle pourra compter sur les autres classes qui se sentent liées à elle sur ce point par l'identité des intérêts.

C'est aussi en cela que la nation est tout à fait un produit du développement capitaliste, et même un produit nécessaire. Là où le capitalisme pénètre, elle doit nécessairement apparaître en tant que communauté de destin des classes bourgeoises. La lutte de nationalités dans un tel Etat n'est pas la conséquence d'une quelconque oppression ou du retard de la législation, elle est l'expression naturelle de la concurrence en tant que condition fondamentale de l'économie bourgeoise ; la lutte [des bourgeoisies] les unes contre les autres est la condition sine qua non de l'abrupte séparation des différentes nations entre elles.

Esprit humain et tradition

Ce qui est national en l'homme est partie de sa nature, mais surtout de sa nature spirituelle. Les traits physiques hérités permettent éventuellement de distinguer les peuples, elles ne les séparent pas et les font encore moins entrer en conflit. Les peuples se distinguent en tant que communautés de culture. La nation est avant tout une communauté de culture, transmise par la langue commune ; dans la culture d'une nation que l'on peut qualifier de nature spirituelle est inscrite toute l'histoire de sa vie. Le caractère national ne se compose pas de traits physiques mais de l'ensemble de ses mœurs, de ses conceptions et de ses formes de pensée devenues historiques. Si l'on veut appréhender l'essence de la nation, il est d'abord nécessaire de voir clairement comment l'aspect spirituel se constitue en l'homme à partir de l'influence des conditions de vie. (...)

Ainsi le sens de la définition de Bauer selon laquelle la nation est ce qui est historique en nous et le caractère national est de l'histoire figée ressort plus nettement. La réalité matérielle commune produit dans les esprits des membres d'une communauté un mode de pensée commun. La nature spécifique de l'entité économique qu'ils constituent ensemble détermine leurs pensées, leurs mœurs, leurs conceptions ; elle produit en eux un système cohérent d'idées, une idéologie qui leur est commune et qui fait partie de leurs conditions matérielles de vie. Le vécu commun imprègne leur esprit : des luttes communes pour la liberté contre les ennemis extérieurs, des luttes de classes communes à l'intérieur.

Il est décrit dans les livres d'histoire et communiqué à la jeunesse comme souvenir national. Ce que la bourgeoisie montante a désiré, souhaité et voulu a été magnifié et clairement exprimé par les poètes et les penseurs et ces pensées de la na-

tion, sédiment spirituel de son expérience matérielle, ont été préservées sous forme de littérature pour les générations futures.

La constante influence spirituelle réciproque fixe et renforce tout cela ; en extrayant de la pensée de chacun des co-nationaux ce qui est commun, ce qui est essentiel, caractéristique pour l'ensemble, c'est-à-dire ce qui est national, elle constitue le patrimoine culturel de la nation. Ce qui vit dans l'esprit d'une nation, sa culture nationale est le résumé abstrait de son expérience commune, de son existence matérielle en tant qu'entité économique. (...)

Notre tâche

Voilà posée la tâche que s'assigne notre étude. L'histoire a produit les nations avec leurs limites et leur spécificité. Mais elles ne sont pas encore pour autant quelque chose d'achevé, un fait définitif avec lequel il faut compter. Car l'histoire poursuit sa route. Chaque jour continue à construire et modifie ce qu'ont édifié les jours antérieurs. Il ne suffit donc pas de constater que la nation est ce qui est historique en nous, de l'histoire figée. Si elle n'est pas plus que l'histoire pétrifiée, elle est de nature purement traditionnelle, comme la religion. Mais pour notre pratique, pour notre tactique, la question de savoir si elle n'est pas plus que cela est d'une importance extrême. Bien sûr, il faut compter avec elle en tout cas, comme avec toute grande puissance spirituelle chez l'homme ; mais que l'idéologie nationale ne se présente que comme une puissance du passé ou qu'elle plonge ses racines dans le monde actuel sont deux choses tout à fait différentes. Pour nous, la question la plus importante et la plus déterminante est la suivante : comment agit la réalité présente sur la nation et sur le fait national ? Dans quel sens se modifient-ils aujourd'hui ? La réalité dont il est ici question, c'est le capitalisme hautement développé et la lutte de classe prolétarienne.

Voici donc notre position envers l'étude de Bauer : autrefois, la nation ne jouait aucun rôle dans la théorie et la pratique de la social-démocratie. Il n'y avait d'ailleurs aucune raison ; dans la plupart des pays, il n'est pas utile de prêter attention au fait national pour la lutte de classe. Contraint par la pratique autrichienne, Bauer a comblé cette lacune. Il a démontré que la nation n'est pas le produit de l'imagination de quelques littéraires ni celui, artificiel, de la propagande nationale ; avec l'outil du marxisme, il a démontré qu'elle plongeait ses racines matérielles dans l'histoire et expliqué par la montée du capitalisme la nécessité et la puissance des idées nationales. (...) la nation n'est pas simplement un phénomène achevé dont il faut vérifier l'effet sur la lutte de classe : elle est soumise elle-même à l'influence des forces actuelles parmi lesquelles la lutte révolutionnaire d'émancipation du prolétariat tend de plus en plus à prendre la première place. Quel est donc l'effet qu'exerce à son tour la lutte de classe, la montée du prolétariat sur la nation ? Bauer n'a pas examiné cette question, ou il l'a fait insuffisamment ; l'étudier conduit dans bien des cas à des jugements et à des conclusions qui divergent des siens.

II. La nation et le prolétariat - L'antagonisme des classes

La réalité actuelle qui détermine l'être et l'esprit des hommes avec le plus d'intensité, c'est le capitalisme. Mais il ne s'exerce pas de la même manière sur les hommes qui vivent ensemble ; il est tout autre chose pour le capitaliste que pour le prolétariat. (...)

La nation est une entité économique, une communauté de travail, y compris entre ouvriers et capitalistes (...) dans cette communauté, le capital et le travail apparaissent comme des pôles antagonistes ; ils constituent une communauté de travail de la même manière que les animaux prédateurs et leurs proies constituent une communauté de vie.

La nation est une communauté de caractère issue d'une communauté de destin. Mais entre la bourgeoisie et le prolétariat d'un même peuple avec le développement du capitalisme, c'est la différence de destin qui domine de plus en plus. On ne saurait parler ici de l'expérience commune d'un même destin. Pour expliquer la communauté de destin, Bauer parle (p. 113) des «relations entre les ouvriers anglais et les bourgeois anglais du fait qu'ils habitent la même ville, lisent les mêmes affiches, les mêmes journaux, participent aux mêmes événements politiques ou sportifs, et à l'occasion s'entretiennent entre eux, notamment par la médiation des différentes intermédiaires entre capitalistes et ouvriers».

Or, le «destin» des hommes ne consiste pas à lire les mêmes affiches, mais en de grandes et importantes expériences qui sont totalement différentes pour chacune des classes. Tout le monde connaît le mot du ministre anglais Disraeli à propos des deux nations vivant dans notre société moderne côte à côte dans un même pays sans se comprendre. N'entend-il pas dire qu'aucune communauté de destin ne lie plus les deux classes ?

Bien sûr, ce mot n'est pas à prendre à la lettre dans son sens moderne. Car la communauté de destin du passé exerce encore son influence sur la communauté actuelle de caractère. Aussi longtemps que le prolétaire n'a pas pris une conscience claire de la particularité de sa propre expérience, aussi longtemps que sa conscience de classe n'est pas éveillée ou l'est à peine, il reste prisonnier de la pensée traditionnelle, sa pensée se nourrit des scories de la bourgeoisie, il constitue encore avec elle une sorte de communauté de culture, certes de la même manière que les domestiques dans la cuisine sont les convives de leurs maîtres. Les particularités de l'histoire anglaise font que cette communauté spirituelle y est encore très forte, alors qu'en Allemagne, elle est extrêmement faible. Dans toutes les jeunes nations où le capitalisme fait son apparition l'esprit de la classe ouvrière est dominé par les traditions de l'ère paysanne et petite-bourgeoise précédente. Ce n'est que peu à peu, avec l'éveil de la conscience de classe, et de la lutte de classe, sous l'effet des nouveaux antagonismes que la communauté de caractère entre les deux classes disparaîtra.

Certes, il reste des relations entre elles. Mais celles-ci se limitent aux ordres du règlement d'usine et du travail à accomplir, ce pour quoi – l'utilisation d'ouvriers allophones le montre – la communauté de langue n'est même plus nécessaire. Plus

les ouvriers prennent conscience de leur situation et de l'exploitation, plus fréquemment ils luttent contre les patrons pour l'amélioration des conditions de travail, plus les relations entre les deux classes se transforment en inimitié et en lutte. Il y a tout aussi peu de communauté entre eux qu'il peut s'en créer entre deux peuples qu'oppose constamment un conflit de frontière. Et plus les ouvriers se rendent compte du développement social et plus le socialisme leur apparaît comme le but nécessaire de leur lutte, plus ils ressentent la domination de la classe des capitalistes comme une domination étrangère, et par ce mot, on se rend compte à quel point la communauté de caractère s'estompe.

Bauer qualifie le caractère national de «diversité des orientations de la volonté, le fait qu'une même impulsion déclenche des mouvements divers, qu'une même situation extérieure suscite des résolutions diverses» (p. 111). Peut-on imaginer plus antagonistes que les orientations de la volonté de la bourgeoisie et du prolétariat ? Les noms de Bismarck, Lassalle, 1848, suscitent des sentiments non seulement différents, mais même opposés chez les ouvriers allemands et dans la bourgeoisie allemande. Les ouvriers allemands du Reich qui appartiennent à la nation allemande jugent presque tout ce qui se passe en Allemagne de façon différente et opposée à la bourgeoisie. Toutes les autres classes s'enthousiasment ensemble pour ce qui fait la grandeur et la puissance extérieures de leur Etat national – le prolétariat combat toutes les mesures qui y conduisent. Les classes bourgeoises parlent de la guerre contre d'autres Etats pour accroître leur propre pouvoir – le prolétariat pense à la manière d'empêcher la guerre ou de trouver dans la défaite de son propre gouvernement l'occasion de sa propre libération.

Il en résulte qu'on ne peut parler de la nation en tant qu'entité qu'avant que la lutte des classes ne s'y déploie largement, car la classe ouvrière est alors encore dans le sillage de la bourgeoisie. L'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat a pour effet que leur communauté nationale de destin et de caractère disparaît de plus en plus. Les forces constitutives de la nation doivent donc être examinées séparément pour chacune des deux classes.

La volonté de constituer une nation

Bauer a parfaitement raison de considérer les différences d'orientation de la volonté comme l'élément essentiel des différences de caractère national. Là où toutes les volontés sont orientées de la même manière, on forme une masse cohérente ; là où les événements et les influences du monde extérieur suscitent des déterminations différentes et opposées, on aboutit à la rupture et à la séparation. La différence de volonté a séparé les nations les unes des autres ; mais de la volonté de qui est-il ici question ? De la volonté de la bourgeoisie montante. Comme il en résulte des démonstrations précédentes sur la genèse des nations modernes, sa volonté de constituer la nation en est la force constitutive la plus importante. (...)

Comment, sur la base d'une langue particulière a-t-on pu en faire une «culture nationale» propre ? Parce que la bourgeoisie a besoin d'une séparation, parce qu'elle veut tracer une frontière nette, parce qu'elle veut se constituer en nation par rapport aux Allemands. Elle le veut parce qu'il le faut, parce que la concurrence ca-

pitaliste l'oblige à monopoliser dans la mesure du possible un domaine de débouchés et d'exploitation. Le conflit d'intérêt avec les autres capitalistes crée la nation là où existe un élément nécessaire, la langue spécifique. Bauer et Renner montrent clairement dans leur exposé de la genèse des nations modernes que la volonté des classes bourgeoises montantes créa les nations. Non pas en tant que volonté consciente et arbitraire, mais en tant que vouloir en même temps que devoir, conséquence nécessaire de facteurs économiques. Les «nations» dont il est question dans la lutte politique, qui luttent entre elles pour l'influence sur l'Etat, pour le pouvoir dans l'Etat (Bauer, § 19) ne sont rien d'autre que des organisations des classes bourgeoises, de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie, de l'intelligentsia – classes dont l'existence est fondée sur la concurrence – et là, les prolétaires et les paysans jouent le rôle d'arrière-plan.

Le prolétariat n'a rien à voir avec ce besoin de concurrence des classes bourgeoises, avec leur volonté de constituer une nation. La nation ne peut signifier pour lui un privilège de clientèle, de postes, de possibilités de travail. Les capitalistes le lui ont fait comprendre d'emblée en important des ouvriers allophones. Mentionner cette pratique capitaliste n'a pas pour objet primordial de démasquer l'hypocrisie nationale, mais avant tout de faire comprendre aux ouvriers que, sous la domination du capitalisme, la nation ne peut jamais être pour eux synonyme de monopole de travail. Et ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'on entend parler, chez des ouvriers rétrogrades – tels les vieux syndicalistes américains – d'un désir de restreindre l'immigration.

Temporairement, le fait national peut aussi revêtir une signification propre pour le prolétariat. Lorsque le capitalisme pénètre dans une région agraire, les patrons appartiennent alors à une nation capitaliste développée, les ouvriers issus de la paysannerie à une autre. Le sentiment national peut alors être pour les ouvriers un moyen premier de prendre conscience de leur communauté d'intérêts face aux capitalistes allophones. L'antagonisme national y est la forme primitive de l'antagonisme des classes, de même qu'en Rhénanie-Westphalie à l'époque du Kulturkampf, l'antagonisme religieux entre les ouvriers catholiques et les patrons libéraux était la forme primitive de l'antagonisme des classes. Mais dès qu'une nation est suffisamment développée pour avoir une bourgeoisie propre qui se charge de l'exploitation, le nationalisme prolétarien perd ses racines. Dans la lutte pour de meilleures conditions de vie, pour le développement intellectuel, pour la culture, pour une existence plus digne, les autres classes de leur nation sont les ennemis jurés des ouvriers alors que leurs camarades de classe allophones sont leurs amis et leurs soutiens.

La lutte de classe crée dans le prolétariat une communauté internationale d'intérêts. Il ne peut donc être question pour le prolétariat d'une volonté de se constituer en nation par rapport aux autres nations qui serait fondée sur les intérêts économiques, sur sa situation matérielle.

La communauté de culture

C'est dans la lutte de classes que Bauer trouve une autre force constitutive de la nation. Non pas dans le contenu économique de la lutte des classes, mais dans ses effets culturels. Il qualifie la politique de la classe ouvrière moderne de politique évolutionniste-nationale (pages 160 et 161) qui parviendra à réunir le peuple en une nation. Ceci doit être plus qu'une façon primitive et populaire d'exprimer nos objectifs dans le langage du nationalisme dans l'intention de les mettre à la portée des travailleurs qui sont empêtrés dans l'idéologie nationale et n'ont pas encore pris conscience de la grande importance révolutionnaire du socialisme. Car Bauer ajoute : *« Comme le prolétariat lutte nécessairement pour la propriété des biens de culture que son propre travail crée et dont il permet l'existence, l'effet de cette politique est nécessairement d'appeler le peuple entier à participer à la communauté nationale de culture et de faire par cela de la totalité du peuple une nation. »*

A première vue, cela semble tout à fait juste. Aussi longtemps que les travailleurs, écrasés par l'exploitation capitaliste, dépérissent dans la misère physique et végètent sans espoir ni activité intellectuelle, ils ne participent pas à la culture des classes bourgeoises – qui doit son fondement à leur travail. Ils ne font pas plus partie de la nation que le bétail dans l'étable, ils ne constituent qu'une propriété, ne sont que l'arrière-plan de la nation. C'est la lutte des classes qui les éveille à la vie ; c'est par la lutte qu'ils obtiennent des loisirs, de meilleurs salaires et ainsi la possibilité d'un développement intellectuel. Par le socialisme, leur énergie est éveillée, leur esprit est stimulé ; ils se mettent à lire, tout d'abord des brochures socialistes et des journaux politiques, mais bientôt l'aspiration et le besoin de perfectionner leur formation intellectuelle les conduisent à aborder des ouvrages littéraires, historiques et scientifiques – les commissions d'éducation du parti s'empressent même tout particulièrement de mettre à leur portée la littérature classique. Ils entrent ainsi dans la communauté de culture des classes bourgeoises de leur nation. Et lorsque, contrairement à sa situation actuelle où il ne peut s'approprier, à de rares heures de loisir et avec difficulté, que quelques menus fragments de celle-ci, le travailleur, sous le socialisme qui le libérera de l'esclavage sans fin du travail, pourra s'adonner librement et sans contrainte à son développement intellectuel, c'est seulement alors qu'il pourra s'imprégner de toute la culture nationale et devenir, dans le sens plein du terme, un membre de la nation.

Mais dans cette réflexion un point important est négligé. Entre les travailleurs et la bourgeoisie une communauté de culture ne peut exister que superficiellement, en apparence et de façon sporadique. Les travailleurs peuvent bien lire en partie les mêmes livres que la bourgeoisie, les mêmes classiques et les mêmes ouvrages d'histoire naturelle, il n'en résulte aucune communauté de culture. Les fondements de leur pensée et de leur vision du monde étant totalement divergents, les travailleurs lisent dans ces œuvres tout autre chose que la bourgeoisie. Comme on l'a démontré plus haut, la culture nationale n'est pas suspendue dans l'air ; elle est l'expression de l'histoire matérielle de la vie des classes dont l'essor a créé la nation. Ce que nous trouvons exprimé dans Schiller et dans Goethe ne sont pas des abstractions de l'imagination esthétique, mais les sentiments et les idéaux de la

bourgeoisie dans sa jeunesse, son aspiration à la liberté et aux droits de l'homme, sa manière propre d'appréhender le monde et ses problèmes. L'ouvrier conscient d'aujourd'hui a d'autres sentiments, d'autres idéaux et une autre vision du monde. Lorsqu'il est question dans sa lecture de l'individualisme de Guillaume Tell ou des droits des hommes, éternels et imprescriptibles, éternels, la mentalité qui s'y exprime n'est pas la sienne, qui doit sa maturité à une compréhension plus profonde de la société et qui sait que les droits de l'homme ne peuvent être acquis que par la lutte d'une organisation de masse. Il n'est pas insensible à la beauté de la littérature ancienne ; c'est précisément son jugement historique qui lui permet de comprendre les idéaux des générations précédentes à partir de leur système économique. Il est à même de ressentir la force de ceux-ci et ainsi d'apprécier la beauté des œuvres dans lesquelles ils ont trouvé leur plus parfaite expression. Car le beau est ce qui embrasse et représente le plus parfaitement l'universalité, l'essence et la substance la plus profonde d'une réalité.

A cela vient s'ajouter que, en beaucoup de points, les sentiments de l'époque révolutionnaire bourgeoise suscitent en lui un puissant écho ; mais ce qui trouve en lui un écho n'en trouve justement pas auprès de la bourgeoisie moderne. Cela vaut encore davantage en ce qui concerne la littérature radicale et prolétarienne. De ce qui enthousiasme le prolétaire dans les œuvres de Heine et de Freiligrath la bourgeoisie ne veut rien savoir. La lecture par les deux classes de la littérature dont elles disposent en commun est totalement différente ; leurs idéaux sociaux et politiques sont diamétralement opposés, leurs visions du monde n'ont rien en commun. Cela est vrai dans une beaucoup plus large mesure encore en ce qui concerne l'histoire. Ce que dans l'histoire la bourgeoisie considère comme les souvenirs les plus sublimes de la nation ne suscite dans le prolétariat conscient que haine, aversion ou indifférence. Rien n'indique ici la possession d'une culture commune. Seules les sciences physiques et naturelles sont admirées et honorées par les deux classes. Leur contenu est identique pour toutes deux. Mais combien différente de l'attitude des classes bourgeoises est celle du travailleur qui a reconnu en elles le fondement de sa domination absolue de la nature comme de son sort dans la société socialiste à venir. Pour le travailleur, cette vision de la nature, cette conception de l'histoire, ce sentiment de la littérature ne sont pas des éléments d'une culture nationale à laquelle il participe, mais sont des éléments de sa culture socialiste.

Le contenu intellectuel le plus essentiel, les pensées déterminantes, la véritable culture des sociaux-démocrates allemands ne plongent pas leurs racines dans Schiller et dans Goethe, mais dans Marx et dans Engels. Et cette culture, issue d'une compréhension socialiste lucide de l'histoire et de l'avenir de la société, de l'idéal socialiste d'une humanité libre et sans classe, ainsi que de l'éthique communautaire prolétarienne, et qui par là s'oppose dans tous ses traits caractéristiques à la culture bourgeoise, est internationale. Quand bien même elle diffère d'un peuple à l'autre par des nuances – tout comme la manière de voir des prolétaires varie selon leurs conditions d'existence et la forme de l'économie, quand bien même elle est, surtout là où la lutte des classes est peu développée, fortement influencée par les antécédents historiques propres à la nation, le contenu essentiel de cette

culture est partout le même. Sa forme, la langue dans laquelle elle s'exprime, est différente, mais toutes les autres différences, même nationales, sont de plus en plus réduites par le développement de la lutte des classes et la croissance du socialisme. En revanche, la séparation entre la culture de la bourgeoisie et celle du prolétariat s'accroît sans cesse.

Il est donc inexact de dire que le prolétariat lutte pour la propriété des biens culturels nationaux qu'il produit par son travail. Il ne lutte pas pour s'approprier les biens culturels de la bourgeoisie, il lutte pour le contrôle de la production et pour établir sur cette base sa propre culture socialiste. Ce que nous appelons les effets culturels de la lutte des classes, l'acquisition par le travailleur d'une conscience de soi, du savoir et du désir de s'instruire, d'exigences intellectuelles élevées, n'a rien à voir avec une culture nationale bourgeoise, mais représente la croissance de la culture socialiste.

Cette culture est un produit de la lutte qui est une lutte contre l'ensemble du monde bourgeois. Et tout comme nous voyons se développer dans le prolétariat l'humanité nouvelle, fière et sûre de sa victoire, dégagée de l'infâme esclavage du passé, faite de combattants vaillants, capables de pénétrer sans préjugés et de comprendre entièrement la marche du monde, unis par la plus étroite des solidarités en une étroite unité, éclôt dès à présent dans ce prolétariat l'esprit de l'humanité nouvelle, la culture socialiste, faible au début, trouble et mêlée de traditions bourgeoises, mais toujours plus claire ensuite, toujours plus pure, plus belle, plus riche.

Evidemment, cela ne veut pas dire que la culture bourgeoise, elle aussi, ne continuera pas à régner encore longtemps et puissamment sur l'esprit des travailleurs. Trop d'influences en provenance de ce monde agissent sur le prolétariat, volontairement et involontairement ; non seulement l'école, l'Eglise et la presse bourgeoise, mais toutes les belles lettres et les ouvrages scientifiques pénétrés de la pensée bourgeoise. Mais c'est de plus en plus fréquemment et de manière sans cesse élargie que la vie même et l'expérience propre triomphe dans l'esprit des travailleurs de la vision bourgeoise du monde.

Et il doit en être ainsi. Car dans la mesure où celle-ci s'empare des travailleurs, elle les rend moins capables de lutter ; sous son influence, les travailleurs sont remplis de respect à l'égard des forces dominantes, on leur inculque une pensée idéologique, leur conscience de classe lucide est obscurcie, ils sont dressés les uns contre les autres d'une nation à l'autre, se font disperser et sont donc affaiblis dans la lutte et dépossédés de leur confiance en eux-mêmes. Or notre objectif exige un genre humain fier, conscient de soi, audacieux dans ses pensées comme dans l'action. Et c'est pour cette raison que les exigences mêmes de la lutte délivrent les travailleurs de ces influences paralysantes de la culture bourgeoise.

Il est donc inexact de dire que les travailleurs accèdent par leur lutte à une «communauté nationale de culture». C'est la politique du prolétariat, la politique internationale de la lutte des classes, qui engendre en lui une nouvelle culture, internationale et socialiste.

La communauté de la lutte de classe

Bauer oppose la nation en tant que communauté de destin à la classe où la similitude du destin a développé des traits de caractère similaires. Mais la classe ouvrière n'est pas seulement un groupe d'hommes qui ont connu le même destin et ont par conséquent le même caractère. La lutte de classe soude le prolétariat en une communauté de destin. Le destin vécu en commun est la lutte menée en commun contre le même ennemi.

Dans la lutte syndicale, des ouvriers de nationalités différentes sont confrontés au même patron. Ils doivent mener la lutte en tant qu'unité compacte, ils en connaissent les vicissitudes et les effets dans la plus étroite des communautés de destin. De leur pays, ils ont emporté leurs différences nationales mêlées à l'individualisme primitif des paysans ou des petits-bourgeois, peut-être un peu aussi de conscience nationale, mêlée à d'autres traditions bourgeoises. Mais toute cette différence est tradition du passé face à la nécessité de tenir bon maintenant en une seule masse compacte, face à la vivante communauté de combat d'aujourd'hui. Une seule différence revêt ici une signification pratique : celle de la langue ; toute explication, tout projet, tout renseignement doivent être communiqués à chacun dans sa propre langue. Lors des dernières grandes grèves en Amérique (celle des aciéries de McKees Rocks ou de l'industrie textile à Lawrence par exemple), les grévistes – un mélange disparate des nationalités les plus diverses, Français, Italiens, Polonais, Turcs, Syriens, etc. – se constituèrent en sections séparées selon la langue dont les comités siégeaient toujours ensemble et communiquaient simultanément les propositions à chaque section, dans sa propre langue, préservant ainsi l'unité de l'ensemble – preuve que malgré les difficultés inhérentes aux différences linguistiques, une étroite communauté de lutte prolétarienne peut être réalisée. Vouloir procéder ici à une séparation organisationnelle entre ce qu'unit la vie et la lutte, l'intérêt réel – comme le veut le séparatisme – est si contraire à la réalité que le succès ne peut être que temporaire.

Ce n'est pas seulement vrai pour les ouvriers de la même usine. Pour pouvoir mener leur lutte avec succès, les ouvriers du pays tout entier doivent s'unir en un syndicat ; et tous les membres y considèrent la percée d'un groupe local comme leur propre lutte. C'est encore plus nécessaire quand, dans le cours du développement, la lutte syndicale revêt des formes plus âpres. Les patrons s'unissent en cartels et associations patronales ; ces dernières ne diffèrent pas selon qu'il s'agit de patrons tchèques ou allemands, ils rassemblent tous les patrons de l'Etat tout entier – ils vont même parfois au-delà des frontières de l'Etat.

Tous les ouvriers d'un même métier qui demeurent dans le même Etat mènent les grèves et subissent les lock-outs en commun, constituent par conséquent une communauté de destin vécu, le plus important, dépassant toutes les différences nationales. Et dans le dernier mouvement de revendications salariales des marins qui, durant l'été 1911, s'opposèrent à une association internationale d'armateurs on a déjà pu voir une communauté internationale de destin surgir comme réalité tangible.

Il est de même pour la lutte politique. Dans le *Manifeste communiste* de Marx et Engels, on peut lire à ce sujet : «*Dans la forme tout en ne l'étant pas dans le fonds, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est d'abord une lutte nationale. Il faut naturellement que le prolétariat de chaque pays en finisse avant tout avec sa propre bourgeoisie.*»

Il est clair dans cette phrase, que le mot «national» n'est pas utilisé dans le sens autrichien, mais qu'il est issu de la situation d'Europe occidentale où Etat et nation passent pour être synonymes. Cette phrase signifie simplement que les ouvriers anglais ne peuvent mener la lutte de classe contre la bourgeoisie française, ni les ouvriers français contre la bourgeoisie anglaise, mais que la bourgeoisie anglaise et le pouvoir d'Etat anglais ne peuvent être attaqués et vaincus que par le prolétariat anglais. En Autriche, l'Etat et la nation sont des entités différentes. La nation surgit naturellement comme une communauté d'intérêts des classes bourgeoises. Mais c'est l'Etat qui est la véritable organisation solide de la bourgeoisie pour protéger ses intérêts.

L'Etat protège la propriété, s'occupe de l'administration, aménage la flotte et l'armée, lève les impôts et contient les masses populaires. Les «nations» ou mieux encore : les organisations actives qui se présentent en leur nom, c'est-à-dire les partis bourgeois, ne servent qu'à lutter pour conquérir une influence adéquate sur l'Etat, une participation au pouvoir de l'Etat. Pour la grande bourgeoisie dont le domaine d'intérêts économiques embrasse tout l'Etat et va même au-delà, qui a besoin de privilèges directs, de douanes, de commandes et de protection à l'étranger, c'est un Etat assez vaste qui constitue la communauté naturelle d'intérêts et non pas la nation. L'indépendance apparente que le pouvoir d'Etat a longtemps su maintenir grâce au conflit entre les nations ne saurait masquer le fait qu'il a été là aussi un instrument au service du grand capital.

C'est pourquoi le centre de gravité de la lutte politique de la classe ouvrière se déplace de plus en plus vers l'Etat. Aussi longtemps que la lutte pour le pouvoir politique est encore à l'arrière-plan et que l'agitation, la propagande et la lutte des idées – qui doivent bien sûr emprunter chacune des langues – occupent encore l'avant-scène, les armées de prolétaires sont encore séparées sur le plan national dans la lutte politique. A ce premier stade du mouvement socialiste, il importe de libérer les prolétaires de l'emprise de l'idéologie petite-bourgeoise, de les arracher aux partis bourgeois et de leur inculquer la conscience de classe. Les partis bourgeois séparés selon les nations deviennent alors les ennemis à combattre. L'Etat apparaît comme un pouvoir législatif dont on exige des lois de protection pour le prolétariat ; acquérir une influence sur l'Etat en faveur des intérêts prolétariens apparaît aux prolétaires tout juste conscients, encore modestes comme le premier objectif de l'action politique. Et le but final, la lutte pour le socialisme apparaît comme une lutte pour le pouvoir dans l'Etat, contre les partis bourgeois.

Mais lorsque le parti socialiste parvient au rang de facteur important au Parlement, cela change. Au Parlement où sont tranchées toutes les questions politiques essentielles, le prolétariat est confronté aux représentants des classes bourgeoises de l'Etat tout entier. La lutte politique essentielle à laquelle s'intègre et se soumet

de plus en plus le travail d'éducation se déroule sur le terrain de l'Etat. Elle est commune à tous les ouvriers de l'Etat, quelle que soit la nation à laquelle ils appartiennent. Elle élargit la communauté de lutte à l'ensemble du prolétariat de l'Etat pour qui la lutte commune contre le même ennemi, contre l'ensemble des partis bourgeois de toutes les nations et leur gouvernement, devient un destin commun. Ce n'est pas la nation mais l'Etat qui détermine pour le prolétariat les frontières de la communauté de destin qu'est la lutte politique parlementaire. Aussi longtemps que pour les Ruthènes d'Autriche et pour les Ruthènes de Russie, la propagande socialiste demeure l'activité la plus importante, ils restent étroitement liés entre eux. Mais dès que le développement arrive au point où la lutte politique réelle est menée contre le pouvoir de l'Etat – majorité bourgeoise et gouvernement – ils doivent se séparer, lutter en des lieux différents et selon des méthodes parfois tout à fait dissemblables. Les premiers interviennent à Vienne au Reichsrat avec des ouvriers tyroliens et tchèques, les autres luttent tantôt dans la clandestinité, tantôt dans les rues de Kiev contre le gouvernement du tsar et ses cosaques. Leur communauté de destin est brisée.

Tout ceci apparaît d'autant plus nettement que la poussée du prolétariat se fait plus puissante et que sa lutte remplit toujours davantage le champ de l'histoire. Le pouvoir d'Etat et tous les puissants moyens dont il dispose sont le fief des classes possédantes ; le prolétariat ne peut se libérer, ne peut éliminer le capitalisme qu'en battant d'abord cette organisation puissante. La conquête de l'hégémonie politique n'est pas seulement une lutte pour le pouvoir d'Etat mais une lutte contre le pouvoir d'Etat. La révolution sociale qui débouchera sur le socialisme consiste essentiellement à vaincre le pouvoir d'Etat par la puissance de l'organisation prolétarienne. C'est pourquoi elle doit être accomplie par le prolétariat de l'Etat tout entier. Cette lutte de libération commune contre le même ennemi est l'expérience la plus importante, pour ainsi dire toute l'histoire de la vie du prolétariat de son premier éveil jusqu'à la victoire. Elle fait de la classe ouvrière non pas de la même nation mais du même Etat une communauté de destin. Ce n'est qu'en Europe occidentale où Etat et nation coïncident à peu près que la lutte menée sur le terrain étatico-national pour l'hégémonie politique produit dans le prolétariat des communautés de destin qui se recoupent avec les nations.

Mais là aussi, le caractère international du prolétariat ne cesse de se développer. Les ouvriers des différents pays s'empruntent théorie et tactique, méthodes de lutte et conceptions et les considèrent comme une affaire commune. Certes, c'était aussi le cas de la bourgeoisie montante ; dans leurs conceptions économiques et philosophiques générales, les Anglais, les Français, les Allemands se sont influencés mutuellement en profondeur par l'échange des idées. Mais il n'en est résulté aucune communauté car leur antagonisme économique les a conduits à s'organiser en nations hostiles les unes aux autres ; c'est justement la conquête par la bourgeoisie française de la liberté bourgeoise que la bourgeoisie anglaise avait depuis longtemps, qui provoqua les âpres guerres napoléoniennes. Un tel conflit d'intérêts est totalement absent dans le prolétariat et c'est pourquoi l'influence spirituelle réciproque qu'exerce la classe ouvrière des différents pays peut agir sans contrainte

dans la constitution d'une communauté internationale de culture. Mais ce n'est pas à cela que se limite la communauté. Les luttes, les victoires et les défaites dans un pays ont de profondes conséquences sur la lutte de classe dans les autres pays. Les luttes que mènent nos camarades de classe à l'étranger contre leur bourgeoisie ne sont pas seulement sur le plan des idées notre propre affaire mais aussi sur le plan matériel ; elles font partie de notre propre combat et nous les ressentons comme telles. C'est ce que savent fort bien les ouvriers autrichiens pour qui la révolution russe fut un épisode décisif de leur propre lutte pour le suffrage universel. Le prolétariat de tous les pays se perçoit comme une armée unique, comme une grande union que seules des raisons pratiques – puisque la bourgeoisie est organisée en Etats et que par conséquent de nombreuses forteresses sont à prendre – contraignent à se scinder en plusieurs bataillons qui doivent combattre l'ennemi séparément. C'est aussi sous cette forme que notre presse nous relate les luttes à l'étranger : les grèves des dockers anglais, les élections en Belgique, les manifestations de rue de Budapest sont toutes l'affaire de notre grande organisation de classe. Ainsi, la lutte de classe internationale devient l'expérience commune des ouvriers de tous les pays.

La nation dans l'état de l'avenir

Dans cette conception du prolétariat se reflètent déjà les conditions de l'ordre social à venir, où les hommes ne connaîtront plus d'antagonismes étatiques. Avec le dépassement des organisations étatiques rigides de la bourgeoisie par la puissance organisationnelle des masses prolétariennes, l'Etat disparaît en tant que puissance de coercition et terrain de domination qui se délimite nettement par rapport à l'extérieur. Les organisations politiques revêtent une nouvelle fonction ; «le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses», dit Engels dans *L'Anti-Dühring*. Pour réglementer consciemment la production, il faut de l'organisation, des organes exécutifs et une activité administrative ; mais pour ce faire, la centralisation la plus stricte telle que l'Etat actuel la pratique n'est ni nécessaire ni possible. Elle cède la place à une large décentralisation et à l'auto-administration. Selon les dimensions d'une branche de production, les organisations embrasseront des domaines plus ou moins larges ; alors que, par exemple, le pain sera produit au niveau local, la production du fer et la circulation ferroviaire ont besoin d'entités économiques de la grandeur d'un Etat. Il y aura des unités de production aux dimensions les plus diverses, de l'atelier et de la commune jusqu'à l'Etat et même pour certaines branches, jusqu'à l'humanité tout entière. Est-ce qu'alors les groupes de l'humanité apparus naturellement, les nations, ne prendront pas la place des Etats disparus en tant qu'unités organisationnelles ? Ce sera certainement le cas pour la simple raison pratique, mais seulement pour cette raison, qu'elles sont des communautés de même langue et que toutes les relations entre les hommes passent par la langue.

Mais Bauer confère aux nations dans la société future une signification supplémentaire tout à fait différente : *«Le fait que le socialisme rende autonome la nation et fasse de son sort le produit de sa volonté consciente détermine par ailleurs une différenciation croissante entre les nations dans la société socialiste, et entraîne*

une affirmation plus prononcée de leur spécificité et une séparation plus tranchée de leurs caractères» (p. 105).

Elles reçoivent certes le contenu de la culture et les idées les unes des autres de diverses manières, mais ne les reprennent qu'en liaison avec la culture nationale.

«Pour cette raison, l'autonomie dans le socialisme signifie nécessairement, malgré l'égalisation des contenus matériels de culture, une différenciation toujours croissante de la culture spirituelle des nations» (p. 108).

Ainsi «La nation, qui repose sur une communauté d'éducation, porte en soi la tendance à l'unité ; elle soumet l'ensemble de ses enfants à une éducation commune, tous les co-nationaux travaillent ensemble dans les ateliers nationaux, coopèrent tous ensemble à la formation de la volonté collective de la nation, fournissent ensemble les biens culturels nationaux. Ainsi le socialisme porte également en lui la garantie de l'unité de la nation» (p. 109).

Il y a déjà dans le capitalisme la tendance à renforcer les séparations nationales des masses et à donner à la nation une plus forte cohérence intérieure.

«Mais ce sera le privilège du socialisme d'amener (cette tendance) à la victoire. Par la diversité de l'éducation et des mœurs selon les nations, la société socialiste distinguera tous les peuples les uns par rapport aux autres aussi fortement que le sont aujourd'hui les seuls gens cultivés des différentes nations. Il va sans dire qu'il existera également à l'intérieur de la nation socialiste des communautés de caractère plus restreintes ; mais ne pourront se trouver parmi celles-ci des communautés culturelles indépendantes, car les communautés locales elles-mêmes seront placées sous l'influence de la culture de la nation entière, dans un rapport culturel et un échange de représentations avec la nation dans son ensemble» (p. 135).

La conception qui s'exprime dans ces phrases n'est autre chose qu'une transposition idéologique de l'actualité autrichienne dans un avenir socialiste. Elle impartit aux nations sous le socialisme le rôle qui revient aujourd'hui aux Etats, à savoir de s'isoler toujours davantage par rapport à l'extérieur et de niveler à l'intérieur toutes les différences ; parmi les nombreux échelons d'unités économiques et administratives c'est aux nations qu'elle donne un rang privilégié, semblable à celui qui revient à l'Etat tel que le conçoivent nos adversaires qui poussent de hauts cris à propos de la «toute-puissance de l'Etat» sous le socialisme – on parle même ici des «ateliers nationaux». Alors que par ailleurs dans les écrits socialistes, on parle toujours des ateliers et des moyens de production de la «communauté» par opposition à la propriété privée, sans préciser les dimensions de la communauté, la nation est considérée ici comme la seule communauté des hommes, autonome vers l'extérieur, indifférenciée à l'intérieur.

Une telle conception n'est possible qu'à condition de négliger totalement le terrain matériel d'où sont issues les relations mutuelles et les idées des hommes et de n'insister que sur les forces spirituelles en tant que facteurs déterminants. Car les différences nationales ont alors totalement perdu les racines économiques qui aujourd'hui leur donnent une vigueur aussi extraordinaire. Le mode de production socialiste ne développe pas d'oppositions d'intérêts entre les nations comme c'est le cas pour le mode de production bourgeois. L'unité économique n'est ni l'Etat ni la

nation, mais le monde. Ce mode de production est bien plus qu'un réseau d'unités productives nationales liées entre elles par une politique intelligente des communications et par des conventions internationales, tel que le décrit Bauer page 519 ; il est une organisation de la production mondiale en une unité et l'affaire commune de l'humanité entière. (...)

Les transformations de la nation

(...) Il faut donc répondre par l'affirmative à la question que nous avons posée au début : le fait national n'a pour le prolétariat que la signification d'une tradition. Ses racines matérielles plongent dans le passé et ne peuvent s'alimenter du vécu du prolétariat. La nation joue donc pour le prolétariat un rôle semblable à celui de la religion. Malgré cette parenté notons la différence. Les racines matérielles des antagonismes religieux sont enfouies dans un lointain passé et ne sont presque plus connues de l'homme de notre temps.

Pour cette raison, ces antagonismes sont totalement détachés de tous les intérêts matériels et apparaissent comme des querelles purement abstraites autour de questions surnaturelles. En revanche les racines matérielles des antagonismes nationaux se trouvent tout juste derrière nous, dans le monde bourgeois moderne avec lequel nous sommes en contact constant, elles conservent de ce fait toute la fraîcheur et la vigueur de la jeunesse, et ébranlent d'autant plus que nous sommes à même de ressentir directement les intérêts qu'elles expriment ; mais puisqu'elles plongent moins profondément, il leur manque la résistance si difficilement ébranlable d'une idéologie pétrifiée par les siècles.

Notre recherche nous amène donc à une conception entièrement différente de celle de Bauer. Bauer suppose, au contraire du nationalisme bourgeois, une transformation continue de la nation vers de nouvelles formes et de nouveaux caractères. Ainsi dans l'histoire, la nation allemande a revêtu des apparences toujours renouvelées du proto-germain jusqu'au futur membre de la société socialiste. Mais sous ces formes changeantes reste la nation même, et même si certaines nations doivent disparaître et d'autres surgir, la nation demeure cependant toujours la structure fondamentale de l'humanité.

Selon nos conclusions, par contre, la nation n'est qu'une structure temporaire et transitoire dans l'histoire de l'évolution de l'humanité, l'une des nombreuses formes d'organisation qui se succèdent ou se manifestent simultanément : tribus, peuples, empires, Eglises, communautés villageoises, Etats. Parmi elles, la nation dans sa spécificité est essentiellement un produit de la société bourgeoise et c'est avec celle-ci qu'elle disparaîtra. Vouloir retrouver la nation dans toutes les communautés passées et futures est tout aussi artificiel qu'interpréter, à la manière des économistes bourgeois, l'ensemble des formes économiques passées et à venir comme des formes variées du capitalisme et concevoir l'évolution mondiale comme évolution du capitalisme, qui irait du «capital» du sauvage – son arc – au «capital» de la société socialiste.

Ici apparaît le défaut de l'idée de base dans l'ouvrage de Bauer, telle que nous l'avons citée plus haut. Quand celui-ci dit que la nation n'est pas une chose rigide

mais un processus en devenir, il implique que la nation en tant que telle est permanente et éternelle. Pour Bauer, la nation est «le produit jamais achevé d'un processus éternellement en cours». Pour nous la nation est un épisode dans le processus progressant à l'infini de l'évolution humaine. La nation constitue pour Bauer l'élément fondamental permanent de l'humanité. Sa théorie est une réflexion sur l'ensemble de l'histoire de l'humanité sous l'angle du fait national. Des formes économiques se transforment, des classes naissent et périssent, mais ce ne sont là que mutations de la nation, au sein de la nation. La nation reste l'élément primaire auquel les classes et leurs transformations confèrent simplement un contenu changeant. Pour cette raison, Bauer exprime les idées et les objectifs du socialisme dans la langue du nationalisme et parle de nation là où d'autres ont employé les termes de peuple et d'humanité (...).

III. La tactique socialiste

Les revendications nationales

(...) Les conceptions de Bauer sur l'avenir de la nation constituent le fondement théorique de la tactique de l'opportunisme national. La tactique opportuniste se dessine d'elle-même à partir de la pensée fondamentale de son œuvre qui considère la nationalité comme étant le seul résultat puissant et permanent de toute l'évolution historique. Si la nation constitue, et ceci non seulement aujourd'hui, mais toujours davantage à mesure de l'essor du mouvement ouvrier, puis totalement sous le socialisme, le principe unificateur et divisant naturel de l'humanité, il est alors inutile de vouloir lutter contre la puissance de l'idée nationale dans le prolétariat. Il faudra alors considérer le socialisme bien d'avantage à la lumière du nationalisme et exprimer son objectif dans le langage du nationalisme. C'est alors qu'il nous faudra mettre en avant les revendications nationales et nous efforcer de convaincre les ouvriers patriotes de ce que le socialisme est le meilleur et le seul véritable nationalisme.

La tactique doit être tout à fait différente si l'on arrive à la conviction que le fait national n'est qu'idéologie bourgeoise qui ne prend pas ses racines matérielles dans le prolétariat et qui pour cette raison disparaîtra à mesure du développement de la lutte de classe. Dans ce cas, le fait national n'est pas seulement une apparition passagère dans le prolétariat, mais il constitue alors comme toute idéologie bourgeoise une entrave à la lutte des classes dont la puissance préjudiciable doit être dans la mesure du possible éliminée. Et la surmonter se situe dans la ligne même d'évolution. Les mots d'ordre et les objectifs nationaux détournent les travailleurs de leurs objectifs prolétariens spécifiques. Ils divisent les ouvriers des différentes nations, provoquent leur hostilité réciproque et détruisent ainsi l'unité nécessaire du prolétariat. Ils rangent côté à côté les travailleurs et la bourgeoisie sur un même front, obscurcissant ainsi leur conscience de classe et font du prolétariat l'exécutant de la politique bourgeoise. Les luttes nationales empêchent la mise en valeur des questions sociales et des intérêts prolétariens dans la politique et condamnent à la stérilité cette importante méthode de lutte du prolétariat. Tout cela est encouragé par la propagande socialiste lorsqu'elle présente aux ouvriers les mots d'ordre nationaux comme étant valables indépendamment de l'objectif propre

de leur lutte et quand elle utilise le langage du nationalisme dans la description de nos objectifs socialistes. Inversement, il est indispensable que le sentiment de classe et la lutte de classe s'enracinent profondément dans l'esprit des ouvriers ; c'est alors qu'ils se rendront compte progressivement de l'irréalité et de la futilité des mots d'ordre nationaux pour leur classe.

C'est pour cette raison que des objectifs d'Etat-nation tel par exemple le rétablissement d'un Etat national indépendant en Pologne, n'ont pas leur place dans la propagande socialiste. La raison n'en est pas qu'un Etat national appartenant au prolétariat serait totalement dépourvu d'intérêt. Car il est fâcheux pour l'acquisition d'une conscience de classe lucide que la haine contre l'exploitation et l'oppression prenne la forme d'une haine nationale contre les oppresseurs étrangers, comme dans le cas de la domination étrangère exercée par la Russie qui protège les capitalistes polonais. Mais parce que le rétablissement d'une Pologne indépendante est utopique à l'ère capitaliste.

Cela vaut également pour la solution de la question polonaise que propose Bauer : l'autonomie nationale des Polonais dans le cadre de l'Empire russe. Aussi souhaitable ou nécessaire que soit cet objectif pour le prolétariat polonais, tant que régnera le capitalisme, l'évolution réelle ne sera pas déterminée par ce dont le prolétariat croit avoir besoin, mais par ce que veut la classe dominante. Si en revanche le prolétariat est assez puissant pour imposer sa volonté, la valeur d'une telle autonomie est alors infiniment petite en comparaison avec la valeur réelle de ses revendications de classe qui mènent au socialisme. La lutte du prolétariat polonais contre la puissance politique dont il subit réellement l'oppression – selon le cas, le gouvernement russe, prussien ou autrichien – est condamnée à l'infirmité en tant que lutte nationale ; ce n'est qu'en tant que lutte de classe qu'elle atteindra son objectif. L'unique objectif qu'il soit possible d'atteindre, et qui pour cette raison s'impose, est celui de triompher, avec les autres ouvriers de ces Etats, du pouvoir politique capitaliste et de lutter pour l'avènement du socialisme. Or, sous le socialisme, l'objectif de l'indépendance de la Pologne n'a plus de sens, car rien ne s'opposera plus alors à ce que tous les individus de langue polonaise aient la liberté de fusionner en une unité administrative. (...)

Nous avons parlé plus haut de l'absence de valeur des mots d'ordre nationaux pour le prolétariat. Mais certaines des revendications nationales ne sont-elles pas de la plus haute importance également pour les ouvriers et ceux-ci ne devraient-ils pas lutter pour elles de concert avec la bourgeoisie ? Les écoles nationales, par exemple, où les enfants du prolétariat ont la possibilité de s'instruire dans leur propre langue, n'ont-elles pas une valeur certaine ? Elles constituent pour nous des revendications prolétariennes et non pas des revendications nationales. Les revendications nationales tchèques sont dirigées contre les Allemands, qui les combattent. Si des écoles tchèques, une langue administrative tchèque, etc., intéressent en revanche les ouvriers tchèques, car elles leur permettent d'accroître leurs possibilités de formation et leur indépendance à l'égard des entrepreneurs et des autorités, elles intéressent tout autant les ouvriers allemands, qui ont tout intérêt à voir leurs camarades de classe acquérir le plus de forces possible dans la lutte des

classes. Ce sont donc non seulement les sociaux-démocrates tchèques, mais tout autant leurs camarades allemands, qui doivent revendiquer des écoles pour les minorités tchèques, et il importe peu aux représentants du prolétariat que ce soit la puissance de la «nation» allemande ou celle de la «nation» tchèque, c'est-à-dire la puissance de la bourgeoisie allemande ou tchèque à l'intérieur de l'Etat, qui s'en trouve renforcée ou affaiblie. C'est toujours l'intérêt prolétarien qui prévaut. Si la bourgeoisie, pour des raisons nationales, formule une revendication identique, elle poursuit dans la pratique quelque chose de tout à fait différent, puisque, aussi bien, ses objectifs ne sont pas les mêmes. Dans les écoles de minorité tchèques, les ouvriers encouragent la connaissance de la langue allemande, parce que cela constitue une aide pour les enfants dans la lutte pour l'existence, mais la bourgeoisie tchèque s'emploiera à les tenir à l'écart de la langue allemande. Les ouvriers revendiquent la pluralité la plus grande des langues employées dans l'administration, les nationalistes veulent supprimer la langue étrangère. Ce n'est donc qu'en apparence que concordent les revendications linguistiques et culturelles des ouvriers et les revendications nationales. Ce sont là des revendications prolétariennes qui sont soulevées en commun par l'ensemble du prolétariat de toutes les nations.

Idéologie et lutte de classe

La tactique marxiste de la social-démocratie repose sur la reconnaissance des véritables intérêts de classe des ouvriers. Elle ne peut être dévoyée par les idéologies, même si celles-ci semblent enracinées dans la tête des gens. Par son mode de compréhension marxiste, elle sait que les idées et les idéologies apparemment sans base matérielle ne sont en rien surnaturelles ni investies d'une existence spirituelle complètement détachée du corporel, mais sont l'expression traditionnelle et figée d'intérêts de classe antérieurs. C'est pourquoi nous sommes assurés que face à l'énorme densité des intérêts de classe et des nécessités réels et actuels, pour peu qu'on en ait conscience aucune idéologie enracinée dans le passé, aussi puissante soit-elle ne peut résister à la longue. Cette conception de base détermine aussi la manière dont nous luttons contre leur force. (...) Il nous suffit de mettre l'accent sur la lutte de classe et d'éveiller le sentiment de classe afin de détourner l'attention des problèmes nationaux. Là aussi, toute notre propagande semblera vaine contre le pouvoir de l'idéologie nationale [2] ; tout d'abord, il semblerait que le nationalisme progresse davantage chez les ouvriers des jeunes nations. (...)

Ce serait par conséquent faire tout à fait fausse route que de vouloir gagner des masses ouvrières au socialisme en allant au-devant de leur sentiment national. Cet opportunisme national peut à la rigueur permettre de les gagner extérieurement, en apparence, au parti, mais ils ne sont pas acquis pour autant à notre cause, aux idées socialistes ; des conceptions bourgeoises continueront à dominer comme avant leur esprit. Et lorsque sonnera l'heure décisive où il faudra choisir entre les intérêts nationaux et prolétariens, la faiblesse interne de ce mouvement ouvrier apparaîtra, comme c'est le cas actuellement dans la crise séparatiste. Comment pouvons-nous rassembler les masses sous notre bannière si nous les laissons

s'incliner devant celle du nationalisme ? Notre principe de la lutte de classe ne pourra dominer que lorsque les autres principes qui agencent et séparent les hommes autrement deviendront sans effet ; mais si par notre propagande, nous renforçons le crédit des autres principes, nous ruinons notre propre cause.

Comme il en résulte de l'exposé ci-dessus, il serait bien sûr tout aussi erroné de vouloir combattre les sentiments et les mots d'ordre nationaux. Là où ils sont enracinés dans les têtes, ils ne peuvent pas être éliminés par des arguments théoriques, mais uniquement par une réalité plus forte qu'on laisse agir sur les esprits. Si l'on commence à en parler, l'esprit de l'auditeur est immédiatement orienté vers le domaine national et ne pense qu'en termes de nationalisme. Par conséquent, il vaut mieux ne pas en parler du tout, ne pas s'en mêler. A tous les slogans comme à tous les arguments nationalistes, on répondra : exploitation, plus-value, bourgeoisie, domination de classe, lutte des classes. S'ils parlent des revendications d'une école nationale, nous attirerons l'attention sur l'indigence de l'enseignement dispensé aux enfants d'ouvriers qui n'apprennent pas plus que ce dont ils ont besoin pour pouvoir trimer plus tard au service du capital. S'ils parlent de panneaux indicateurs et de charges administratives nous parlerons de la misère qui contraint les prolétaires à émigrer. S'ils parlent de l'unité de la nation, nous parlerons de l'exploitation et de l'oppression de classe. S'ils parlent de la grandeur de la nation, nous parlerons de la solidarité du prolétariat dans le monde entier. Ce n'est que lorsque la grande réalité du monde actuel – le développement capitaliste, l'exploitation, la lutte de classe et son but final, le socialisme – aura imprégné l'esprit tout entier des ouvriers que les petits idéaux bourgeois du nationalisme s'évanouiront et en disparaîtront. La propagande pour le socialisme et la lutte de classe constitue le seul moyen, mais un moyen payant à coup sûr, pour briser la puissance du nationalisme.

Le séparatisme et l'organisation du parti

(...) Dans le chapitre intitulé «La communauté de la lutte de classe», on a déjà montré que la lutte politique se déroule sur le terrain de l'Etat et fait des ouvriers des nations de l'Etat tout entier une unité. On y a également constaté qu'aux débuts du parti socialiste, le centre de gravité se situe encore dans les nations. Ceci explique le développement historique : dès qu'il a commencé à atteindre les masses par sa propagande, le parti s'est scindé en unités séparées sur le plan national qui durent respectivement s'adapter à leur milieu, à la situation et aux modes de pensée spécifiques à leur nation – et qui ont été de ce fait plus ou moins contaminées par les idées nationalistes. Car tout mouvement ouvrier ascendant est farci d'idées bourgeoises dont il ne se débarrasse que progressivement dans le cours du développement, par la pratique de la lutte et une compréhension théorique croissante. (...)

Bien sûr, en raison des particularités linguistiques, la propagande et les explications doivent être fournies dans chaque nation en particulier. La pratique de la lutte ouvrière doit tenir compte des nations en tant que groupes de langues différentes ; ceci vaut aussi bien pour le parti que pour le mouvement syndical. En tant

qu'organisation de lutte, parti et syndicat doivent tous deux être organisés de manière unitaire sur le plan étatico-international. Dans des buts de propagande, d'explication, d'efforts d'éducation qui les concernent également et en commun, ils ont besoin d'une sous-organisation et d'une articulation nationales.

L'autonomie nationale

Même si nous n'entrons pas dans le champ des slogans et des mots d'ordre du nationalisme et continuons d'employer les slogans du socialisme, cela ne signifie pas que nous poursuivons une sorte de politique de l'autruche en face des questions nationales. Car il s'agit là de questions réelles qui préoccupent les hommes et dont la solution est en attente. Nous faisons prendre conscience aux travailleurs du fait que ce ne sont pas ces questions-là mais l'exploitation et la lutte des classes qui sont pour eux les questions vitales les plus importantes et qui dominent tout. Mais cela ne fait pas disparaître les autres questions et c'est à nous de montrer que nous sommes à même de les résoudre. Car la social-démocratie ne laisse pas les hommes purement et simplement sur la promesse de l'état futur, elle présente dans son programme de revendications immédiates la solution qu'elle propose pour chacune des questions particulières qui font l'objet de la lutte actuelle. (...)

Le programme social-démocrate de l'autonomie nationale propose ici la solution pratique qui rendrait sans objet les luttes entre nations. Par l'emploi du principe personnel au lieu du principe territorial, les nations seront reconnues en tant qu'organisations à qui échoit dans le cadre de l'Etat la charge de tous les intérêts culturels de la communauté nationale.

Ainsi chaque nation obtient le pouvoir juridique de régler ses affaires de façon autonome, même là où elle est en minorité. Aucune nation ne se trouve ainsi dans la sempiternelle obligation de conquérir et de préserver ce pouvoir dans la lutte pour exercer une influence sur l'Etat. Il serait ainsi mis un terme définitif aux épreuves de force entre nations qui, par l'obstruction sans fin, paralysent toute l'activité parlementaire et empêchent que soient abordées les questions sociales. Lorsque les partis bourgeois se déchaînaient aveuglément les uns contre les autres, sans avancer d'un pas, et se trouvaient désarmés devant la question de savoir comment sortir du chaos, la social-démocratie a montré la voie pratique permettant de satisfaire les désirs nationaux justifiés, sans qu'il soit besoin pour autant de se nuire mutuellement.

Cela ne veut pas dire que ce programme ait des chances de se voir réalisé. (...) Les nations ne sont pas uniquement des groupes d'hommes qui ont les mêmes intérêts culturels et qui pour cette raison veulent vivre en paix avec les autres nations ; elles sont des organisations de combat de la bourgeoisie servant à gagner le pouvoir dans l'Etat. Toute bourgeoisie nationale espère agrandir le territoire où exercer sa domination aux dépens de l'adversaire ; il est donc tout aussi douteux de penser qu'elles pourraient de leur propre gré mettre un terme à ces luttes épuisantes, de même qu'il est exclu que les puissances mondiales capitalistes amènent la paix mondiale éternelle par un règlement sensé de leurs différends. En effet,

la situation est telle qu'en Autriche on dispose d'une instance supérieure capable d'intervenir : l'Etat, la bureaucratie dominante.

On s'attend à ce que le pouvoir central de l'Etat s'efforce de résoudre les différends nationaux, parce que ceux-ci menacent de déchirer l'Etat et empêchent le fonctionnement régulier de la machine d'Etat ; mais l'Etat a déjà appris à coexister avec les luttes nationales, au point de s'en servir pour renforcer le pouvoir du gouvernement en face du Parlement, de sorte qu'il n'y a plus de nécessité absolue de les aplanir. Et ce qui est le plus important : la réalisation de l'autonomie nationale, telle qu'elle est revendiquée par la social-démocratie, a comme fondement l'auto-administration démocratique. Et c'est cela qui effraie, à juste titre, les milieux féodaux, cléricaux, du grand capital et militaristes qui gouvernent l'Autriche.

Mais la bourgeoisie trouve-t-elle un intérêt véritable à mettre un terme aux luttes nationales ? Bien au contraire, elle a le plus grand intérêt à ne pas y mettre fin, et ce d'autant plus que la lutte de classes prend de l'essor. Car tout comme les antagonismes religieux, les antagonismes nationaux constituent un moyen excellent de diviser le prolétariat, de détourner son attention de la lutte des classes à l'aide des slogans idéologiques, et d'empêcher son unité de classe. De plus en plus, les aspirations instinctives des classes bourgeoises d'empêcher que le prolétariat devienne uni, lucide et puissant, constituent un élément majeur de la politique bourgeoise. (...)

C'est précisément parce qu'elle rendrait les luttes sans objet, que nous ne devons pas nous attendre à ce que la solution pratique aux querelles nationales que nous proposons soit jamais appliquée. Lorsque Bauer dit «politique de puissance nationale et politique prolétarienne de classe sont logiquement difficilement compatibles ; psychologiquement, elles s'excluent ; l'armée prolétarienne est à tout instant dispersée par les antagonismes nationaux, la querelle nationale rend impossible la lutte de classe. La constitution centraliste-atomistique, qui rend inévitable la lutte pour le pouvoir national, est donc insupportable pour le prolétariat» (pages 313 et 314), ce peut être partiellement juste, dans la mesure où cela sert à fonder la revendication de notre programme. Si, en revanche, cela signifie que la lutte nationale doit cesser avant que puisse se déployer la lutte des classes, cela est faux. Car c'est précisément le fait que nous nous efforcions de faire disparaître les luttes nationales qui amène la bourgeoisie à les conserver. Mais elle ne parviendra pas pour autant à nous arrêter. L'armée prolétarienne n'est dispersée par les antagonismes nationaux qu'aussi longtemps que la conscience de classe socialiste est faible. Car, en fin de compte, la lutte de classe dépasse de loin la querelle nationale. Ce n'est pas par notre proposition d'autonomie nationale, dont la réalisation ne dépend pas de nous, mais uniquement par le renforcement de la conscience de classe que la puissance funeste du nationalisme sera brisée dans les faits.

Il serait donc faux de vouloir concentrer toute notre force sur une «politique nationale positive» et de tout miser sur cette unique carte, sur la réalisation de notre programme des nationalités comme condition préalable à l'épanouissement de la lutte de classe. Cette revendication du programme ne sert, comme la plupart de nos revendications pratiques du moment, qu'à démontrer avec quelle facilité nous

serions à même de résoudre ces questions si nous détenions seulement le pouvoir, et à illustrer, à la lumière de la rationalité de nos solutions, la déraison des mots d'ordre bourgeois. Mais tant que dominera la bourgeoisie, notre solution rationnelle restera probablement sur le papier. Notre politique et notre agitation ne peuvent porter que sur la nécessité de mener toujours et seulement la lutte de classe, d'éveiller la conscience de classe afin que les travailleurs grâce à une claire compréhension de la réalité, deviennent insensibles aux mots d'ordre du nationalisme.

Anton Pannekoek

Notes

[1] C'est pourquoi on utilise en Europe occidentale Etat et nation comme des synonymes. La dette d'Etat s'appelle dette nationale et les intérêts de la communauté étatique sont toujours qualifiés d'intérêts nationaux.

[2] Ainsi, dans son compte rendu de la brochure de Strasser, *L'Ouvrier et la nation* dans *Der Kampf* (V,9), Otto Bauer mettait en doute que placer l'accent sur les intérêts de classe du prolétariat pût avoir un impact quelconque face au brillant attrait des idéaux nationaux.

Nationalisme et socialisme (1959)

Ce texte de Paul Mattick a été publié en anglais dans The American Socialist en septembre 1959, en français dans Front Noir (février 1965) et ICO n° 99 (novembre 1970).

Qu'elles soient soudées par l'idéologie, par les conditions objectives ou par la combinaison habituelle des deux, les Nations sont des produits d'un développement social. Il n'y a pas plus de raison de chérir ou de maudire le tribalisme ou, pour la même raison, un cosmopolitisme idéal.

La nation est un fait pour ou contre lequel on lutte, suivant les circonstances historiques et leurs implications pour les populations et, à l'intérieur de ces populations pour les différentes classes.

L'État national moderne est à la fois produit et condition du développement capitaliste. Le capitalisme tend à détruire les traditions et les particularités nationales en étendant son mode de production partout dans le monde.

Cependant, quoique la production mondiale, et quoique le «vrai» marché capitaliste soit le marché mondial, le capitalisme surgit dans certaines nations plus tôt que dans d'autres, trouva des conditions plus favorables dans certains endroits, y réussit mieux, et combina ainsi des intérêts capitalistes spéciaux avec des besoins nationaux particuliers. «Les nations progressives» du dernier siècle furent celles où se produisit un développement capitaliste rapide ; «les nations réactionnaires» furent celles où les rapports sociaux entravèrent le développement du mode capitaliste de production. Parce que le «proche avenir» appartenait au capitalisme, et, parce que le capitalisme est la condition préalable du socialisme, les socialistes non utopistes favorisèrent le capitalisme comme opposé aux vieux rapports sociaux de production, et saluèrent le nationalisme dans la mesure où il pouvait hâter le développement capitaliste.

Sans l'admettre ouvertement, ils n'étaient pourtant pas loin d'accepter l'impérialisme capitaliste comme moyen d'en finir avec la stagnation et le retour des contrées non capitalistes, d'orienter ainsi leur développement dans des voies progressives. Ils étaient favorables aussi à la disparition des petites nations incapables de développer l'économie sur une grande échelle, et à leur absorption par des entités nationales plus larges, capables de développement capitaliste. Ils soutenaient cependant les petites «nations progressives» contre les grands pays réactionnaires et si elles étaient absorbées par ces derniers, firent cause commune avec les mouvements de libération nationale.

A aucun moment et en aucune occasion cependant, le nationalisme n'était considéré comme objectif socialiste ; il n'était accepté que comme instrument d'un progrès social qui, ensuite, aboutirait finalement à l'internationalisme socialiste. Le

«monde capitaliste» du siècle dernier, c'était le capitalisme occidental. La question nationale se posait à propos de l'unification de pays comme l'Allemagne et l'Italie, de la libération de nations opprimées comme l'Irlande, la Pologne, la Hongrie, la Grèce et de la consolidation d'Etats «synthétiques» comme les Etats-Unis. C'était aussi le monde du socialisme, un monde limité, vu du XX^e siècle. Alors que les questions nationales qui agitaient le mouvement socialiste au milieu du XIX^e siècle étaient ou bien résolues, ou bien en voie de l'être et avaient en tout cas cessé d'avoir une réelle importance pour le socialisme occidental, le mouvement révolutionnaire du XX^e siècle, élargi au monde entier, posait de nouveau la question du nationalisme.

Ce nouveau nationalisme, qui secoue la domination occidentale et institue les rapports de production capitaliste et l'industrie moderne dans des régions encore sous-développées, est-il toujours une force «progressive» comme l'était le nationalisme d'antan ? Ces aspirations nationales coïncident-elles en quoi que ce soit avec les aspirations socialistes ? Hâtent-elles la fin du capitalisme en affaiblissant l'impérialisme occidental ou bien injectent-elles une vie nouvelle au capitalisme en étendant au globe entier son mode de production ?

La position du socialisme du XIX^e siècle, vis-à-vis du nationalisme ne consistait pas seulement à préférer le capitalisme à des systèmes sociaux plus statiques. Les socialistes intervenaient dans les révolutions démocratiques bourgeoises qui étaient aussi nationalistes ; ils appuyaient les mouvements de libération nationale des peuples opprimés parce qu'ils se présentaient sous des formes démocratiques bourgeoises, parce qu'aux yeux des socialistes, ces révolutions nationales démocratiques bourgeoises n'étaient plus des révolutions strictement capitalistes. Elles pourraient être utilisées, sinon à installer le socialisme lui-même, du moins à favoriser la croissance de mouvements socialistes et à lui assurer de meilleures conditions.

Cependant, à la fin du siècle, c'est l'impérialisme, non le nationalisme, qui était à l'ordre du jour. Les intérêts allemands «nationaux» étaient devenus des intérêts impérialistes rivalisant avec les impérialismes d'autres pays. Les intérêts «nationaux» français étaient ceux de l'empire français, comme ceux de Grande-Bretagne étaient ceux de l'empire britannique. Le contrôle du monde et le partage de ce contrôle entre les grandes puissances impérialistes déterminaient des politiques «nationales». Les guerres «nationales» étaient des guerres impérialistes culminant en guerres mondiales.

On considère généralement que la situation russe, au commencement du XX^e siècle, était en bien des points similaire à la situation révolutionnaire de l'Europe occidentale du milieu du XIX^e siècle. L'attitude positive des premiers socialistes à l'égard des révolutions nationales bourgeoises s'appuyait sur l'espoir, sinon sur la conviction, que l'élément prolétarien, dans ces révolutions, dépasserait le but limité de la bourgeoisie.

Pour Lénine, la bourgeoisie russe n'était plus capable d'accomplir sa propre révolution démocratique de sorte que la classe ouvrière était appelée à accomplir la ré-

volution bourgeoise et la révolution prolétarienne à travers une série de changements sociaux qui constitueraient une «révolution permanente». En un sens, la nouvelle situation semblait répéter sur une plus grandiose échelle, la situation révolutionnaire de 1848. Au lieu des alliances d'autrefois, limitées et temporaires, entre mouvements démocratico-bourgeois et internationalisme prolétarien, il existait maintenant à l'échelle mondiale, un ensemble de forces révolutionnaires de caractère à la fois social et national, qui devraient être entraînées au-delà de leurs objectifs restreints vers des fins prolétariennes.

Un socialisme international consistant, comme celui de Rosa Luxembourg, par exemple, s'opposait à «l'autodétermination nationale» des bolcheviques. Pour elle, l'existence de gouvernements nationaux indépendants n'altérerait pas le fait qu'ils seraient contrôlés par les puissances impérialistes puisque ces dernières dominaient l'économie mondiale. Jamais on ne pourrait lutter contre le capitalisme impérialiste, ni l'affaiblir, en créant de nouvelles nations : mais seulement en opposant au supranationalisme capitaliste l'internationalisme prolétarien. Naturellement, l'internationalisme prolétarien ne peut empêcher et n'a aucune raison d'empêcher les mouvements de libération nationale contre la domination impérialiste. Ces mouvements appartiennent à la société capitaliste, exactement comme son impérialisme. Mais «utiliser» ces mouvements nationaux pour des buts socialistes ne pouvait signifier autre chose que les débarrasser de leur caractère nationaliste et les transformer en mouvements socialistes, orientés vers l'internationalisme.

La Première Guerre mondiale produisit la Révolution russe, et, quelles qu'aient été ses intentions primitives, elle fut et resta une révolution nationale. Bien qu'elle attendît de l'aide de l'étranger, elle n'en apporta jamais aux forces révolutionnaires de l'extérieur, excepté lorsque cette aide lui fut dictée par les intérêts russes nationaux. La Seconde Guerre mondiale et ses séquelles amenèrent l'indépendance pour l'Inde et le Pakistan, la Révolution chinoise, la libération de l'Asie du Sud-Est, et l'autodétermination pour quelques nations d'Afrique et du Moyen-Orient. A première vue, cette renaissance du nationalisme contredit à la fois la position de Rosa Luxembourg et celle de Lénine, sur la «question nationale». Apparemment, l'époque de l'émancipation nationale n'est pas terminée, et il est évident que le courant de plus en plus fort contre l'impérialisme ne sert pas les fins socialistes révolutionnaires à l'échelle mondiale.

Ce que révèle réellement ce nouveau nationalisme, ce sont les changements structurels de l'économie capitaliste mondiale et la fin du colonialisme du XIX^e siècle. Le «fardeau de l'homme blanc» est devenu un fardeau réel au lieu d'une aubaine. Les profits de la domination coloniale diminuent tandis que le coût de l'empire augmente. Sans doute des individus, des corporations, et même des gouvernements, s'enrichissent encore par l'exploitation coloniale.

Mais ceci n'est plus dû qu'à des conditions spéciales, contrôle de ressources pétrolières concentrées, découvertes de grands gisements d'uranium, etc., plutôt qu'au pouvoir général de faire des opérations profitables dans les colonies et autres contrées dépendantes. Les taux de profit exceptionnels d'autrefois sont tombés aujourd'hui au niveau de taux de profit «normal». Lorsque le profit reste exceptionnel-

lement élevé, c'est surtout dû aux subsides gouvernementaux. En général, le colonialisme ne paye plus, de sorte que c'est en partie le principe du profit lui-même qui invite à reconsidérer le problème de la domination impérialiste.

Deux guerres mondiales ont plus ou moins détruit les vieilles puissances impérialistes. Mais elles n'ont pas amené la fin de l'impérialisme qui, tout en prenant de nouvelles formes et expressions, maintient le contrôle économique et politique des nations fortes sur les faibles. Un impérialisme indirect paraît plus riche en promesses que le colonialisme du XIX^e siècle ou sa renaissance tardive dans la politique russe des satellites. Naturellement, l'une n'exclut pas l'autre, et on voit des considérations stratégiques réelles ou imaginaires porter les Etats-Unis à contrôler Okinawa, et l'Angleterre, Chypre. Mais en général, un contrôle indirect peut être supérieur à un contrôle direct, de même que le système du travail salarié s'est montré supérieur au travail des esclaves. Seule dans l'hémisphère occidental, l'Amérique n'a pas été une puissance impérialiste dans le sens traditionnel. Elle s'est assurée le bénéfice du contrôle impérial, plus par la «diplomatie du dollar» que par l'intervention militaire directe. En tant que puissance capitaliste la plus forte, l'Amérique espère dominer à sa manière les régions non soviétiques du monde.

Aucune des puissances européennes n'est de force aujourd'hui à s'opposer à la dissolution complète de son empire, si ce n'est avec l'aide américaine. Mais cette aide soumet ces nations tout comme leurs possessions étrangères, à la pénétration et au contrôle américains. Héritant de ce qu'abandonne l'impérialisme et son déclin, les Etats-Unis n'éprouvent pas le besoin de voler au secours de l'impérialisme ouest-européen à moins qu'un tel secours ne frustre le bloc oriental. «L'anticolonialisme» n'est pas une politique américaine délibérément voulue pour affaiblir les alliés occidentaux – bien qu'en fait elle les affaiblisse – mais elle a été choisie dans la perspective de renforcer le «monde libre». Il est certain que cette perspective compréhensive couvre de nombreux intérêts spéciaux plus étroits, ce qui donne à «l'anti-impérialisme» américain son caractère hypocrite et conduit à penser qu'en s'opposant à l'impérialisme des autres nations, l'Amérique développe le sien.

Privés de possibilités impérialistes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon n'ont plus de politique indépendante. Le déclin progressif des Empires français et britannique a fait de ces nations des puissances de second ordre. En même temps, les aspirations nationales des régions moins développées et plus faibles ne peuvent se réaliser que si elles entrent dans les plans de conquête des impérialismes dominants. Quoique l'URSS et les Etats-Unis se partagent la suprématie mondiale, des pays moins importants s'efforcent néanmoins de défendre leurs intérêts spécifiques et d'influencer quelque peu la politique des super-grands.

L'opposition et les contradictions internationales de ces deux grands rivaux permettent aussi à des nations nouvellement apparues comme la Chine et l'Inde, un degré d'indépendance qu'elles n'auraient pu atteindre sans cela. Sous le couvert de la neutralité, une petite nation comme la Yougoslavie par exemple peut quitter un bloc de puissances pour retourner à l'autre. Les pays indépendants moins fai-

bles peuvent soutenir leur indépendance, comme on le voit, grâce uniquement au conflit majeur entre l'URSS et les Etats-Unis.

L'érosion de l'impérialisme occidental, dit-on, crée un vide du pouvoir dans les régions jusqu'alors subjuguées. Si le vide n'est pas comblé par l'Occident, il le sera par l'URSS. Bien sûr, ni les représentants du «nouveau nationalisme» ni ceux du «vieil impérialisme» ne comprennent cette sorte d'affirmation, puisque le nationalisme se substitue à l'impérialisme, aucun vide ne se produit. Ce qu'il faut entendre par «vide» c'est que «l'autodétermination nationale» des pays sous-développés les laisse à la merci d'une «agression communiste» intérieure et extérieure, à moins que l'Occident ne garantisse leur «indépendance».

En d'autres termes, l'autodétermination nationale n'inclut pas le libre choix de ses alliés, quoiqu'elle implique parfois une préférence à l'égard de la «protection» des puissances occidentales.

«L'indépendance» de la Tunisie et du Maroc, par exemple, est reconnue aussi longtemps que l'indépendance à l'égard de la France implique la loyauté, non envers l'URSS, mais envers le bloc occidental dominé par l'Amérique.

Dans la mesure où elle peut encore exercer dans le monde des deux blocs, l'autodétermination nationale est une expression de la «guerre froide», une impasse politico-militaire. Mais la tendance du développement n'est pas vers un monde composé de nations nombreuses, chacune indépendante et vivant dans la sécurité, mais vers la désintégration des nations faibles, c'est-à-dire vers leur «intégration» à l'un ou à l'autre bloc. Sans doute, la lutte pour l'émancipation nationale à l'intérieur des rivalités impérialistes permet à certaines contrées d'exploiter la lutte pour le pouvoir entre l'Est et l'Ouest. Mais ce fait lui-même tend à limiter leurs aspirations nationales puisqu'un accord, ou une guerre, entre l'Est et l'Ouest mettrait fin à leurs possibilités de manœuvre entre les deux blocs. Et tandis que l'URSS, qui n'hésite pas à détruire toute tentative d'autodétermination nationale réelle dans les pays qui sont sous son contrôle direct, est prête à appuyer toute autodétermination nationale dirigée contre la domination occidentale, l'Amérique qui réclame l'autodétermination pour les satellites de l'URSS, n'hésite pas à pratiquer dans le Moyen-Orient ce qu'elle abhorre en Europe orientale. En dépit des révolutions nationales et de l'autodétermination, l'époque de l'émancipation nationale est pratiquement dépassée. Ces nations peuvent conserver une indépendance formelle ne les libérant pas de la domination économique et politique de l'Ouest. Elles ne peuvent échapper à cette suprématie qu'en acceptant celle de l'URSS, en se plaçant à l'intérieur du bloc oriental.

Les révolutions nationales, dans les régions retardées du point de vue capitaliste, sont des essais de modernisation par l'industrialisation, soit qu'elles expriment simplement une opposition au capital étranger, soit qu'elles tendent à changer les rapports sociaux existants. Mais tandis que le nationalisme du XIX^e siècle était un instrument de développement du capital privé, le nationalisme du XX^e siècle est essentiellement un instrument de développement du capitalisme d'Etat. Et tandis que le nationalisme du siècle dernier créait le libre marché mondial et le degré d'indépendance économique possible à l'intérieur du capitalisme privé, le nationa-

lisme actuel porte de nouveaux coups à un marché mondial déjà en voie de désagrégation et détruit ce degré d'intégration internationale «automatique» qu'avait engendré le mécanisme du marché libre.

Derrière les mouvements nationalistes, il y a, bien sûr, la pression de la pauvreté, qui devient de plus en plus explosive à mesure qu'augmente la différence entre nations pauvres et riches. La division internationale du travail, telle qu'elle est déterminée par la formation du capital privé, implique l'exploitation des contrées les plus pauvres par les plus riches et la concentration du capital dans les pays capitalistes avancés. Le nouveau nationalisme s'oppose à la concentration du capital déterminée par le marché, de manière à assurer l'industrialisation des pays sous-développés.

Dans les conditions actuelles cependant, l'organisation de la production capitaliste sur un plan national augmente sa désorganisation à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, entreprise privée et contrôle gouvernemental opèrent simultanément dans chaque pays capitaliste, et dans le monde entier. De sorte qu'existent côte à côte la concurrence générale la plus âpre, la subordination de la concurrence privée à la concurrence nationale la plus impitoyable, et la subordination de la concurrence nationale aux exigences supranationales de la politique des blocs.

À la base des aspirations nationales et des rivalités impérialistes, se trouve le besoin réel d'une organisation mondiale de la production et de la distribution, au profit de l'humanité dans son ensemble.

Premièrement, comme le géologue K. F. Mather l'a fait remarquer, parce que la «terre est faite beaucoup plus pour être occupée par des hommes organisés à l'échelle mondiale, pouvant pratiquer au maximum, à travers le monde entier, le libre-échange des matières premières et des produits finis, que par des hommes qui s'entêtent à élever des barrières entre régions, même si ces régions sont de grands pays ou des continents entiers». Deuxièmement, parce que la production sociale ne peut se développer pleinement, et libérer les hommes du besoin et de la misère que par la coopération internationale, sans égard aux intérêts nationaux particuliers. Le progrès du développement industriel est fondé sur l'interdépendance inévitable. Si elle n'est pas acceptée et utilisée à des fins humaines, une lutte interminable entre nations, pour la domination impérialiste, produira par suite de l'incapacité à réaliser à l'échelle internationale ce qui a été réalisé ou est en voie de l'être sur le plan national: l'élimination partielle ou totale de la compétition capitaliste.

Malgré l'élimination du capital privé ou sa réglementation restrictive, les antagonismes de classe subsistent dans tous les pays, par suite, la nationalisation du capital ayant laissé intacts les rapports de classes, il est impossible d'échapper à la compétition internationale ; la défense d'un pays et sa force croissante signifient en réalité la défense et la reproduction de nouveaux groupes dirigeants. «L'amour de la patrie socialiste» dans les pays communistes, le désir de se faire une place comme on le voit dans les pays de gouvernements à économie «socialiste» et l'indépendance nationale, dans les contrées autrefois subjuguées, signifie l'existence et la montée de nouvelles classes dominantes liées à l'existence de l'État national.

Alors qu'une attitude positive à l'égard du nationalisme trahit un manque d'intérêt pour le socialisme, la position socialiste sur le nationalisme est manifestement inefficace tout comme les pays qui en oppriment d'autres. Une position anti-nationaliste intransigeante semble, tout au moins indirectement, appuyer l'impérialisme. Cependant, l'impérialisme fonctionne grâce à ses propres ressorts, indépendamment des attitudes révolutionnaires à l'égard du nationalisme. Bien plus, les révolutionnaires n'ont pas pour rôle de fomenter les luttes pour l'indépendance nationale ; comme l'ont démontré les mouvements de «libération» qui ont surgi dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale. Contrairement aux espoirs d'autrefois, le nationalisme ne put être utilisé à des fins socialistes et il ne fut pas un bon moyen stratégique pour hâter la fin du capitalisme.

Au contraire, le nationalisme détruit le socialisme, en l'utilisant à des fins nationalistes.

Ce n'est pas le rôle du socialisme de soutenir le nationalisme, même quand celui-ci combat l'impérialisme. Combattre l'impérialisme sans affaiblir simultanément le nationalisme, ce n'est autre chose que combattre certains impérialistes et en appuyer d'autres, car le nationalisme est nécessairement impérialiste ou illusoire. Appuyer le nationalisme arabe, c'est s'opposer au nationalisme juif ; appuyer ce dernier, c'est lutter contre le premier, car il est impossible de soutenir un nationalisme sans soutenir aussi des rivalités nationales, l'impérialisme et la guerre. Etre un bon nationaliste indien, c'est combattre le Pakistan ; être un vrai Pakistanais, c'est détester l'Inde. Ces deux pays récemment «libérés» se préparent à la lutte pour des territoires litigieux et soumettent leur développement à l'action destructive de l'économie de guerre capitaliste.

Et ainsi de suite : «libérer» Chypre de la domination anglaise tend seulement à ouvrir une nouvelle bataille pour Chypre entre Grecs et Turcs et ne supprime pas le contrôle occidental sur la Turquie et la Grèce. «Libérer» la Pologne de la domination russe peut mener à une guerre avec l'Allemagne pour la «libération» des provinces allemandes aujourd'hui dominées par la Pologne, puis à de nouvelles luttes polonaises pour les territoires pris par l'Allemagne. Une indépendance réelle de la Tchécoslovaquie rouvrirait certainement la lutte pour la région des Sudètes, lutte qui entraînerait à son tour la lutte pour l'indépendance tchécoslovaque, et peut-être pour celle des Slovaques désireux de se séparer des Tchèques. Avec qui faut-il être ? Avec les Algériens contre les Français ? Avec les Juifs ? Avec les Arabes ? Avec les deux ? Où les Juifs iront-ils pour faire place aux Arabes ? Que feront les réfugiés arabes pour cesser d'être un «mal» pour les Juifs ? Que faire d'un million de colons français menacés d'expropriation et d'expulsion quand la libération algérienne sera accomplie ? Des questions semblables se posent partout. ; les Juifs y répondent pour les Juifs, les Arabes pour les Arabes, les Algériens pour les Algériens, les Français pour les Français, les Polonais pour les Polonais, et ainsi de suite, de sorte qu'elles demeurent non résolues et insolubles. Si utopique que puisse paraître la recherche d'une solidarité internationale dans cette mêlée des antagonismes nationaux et impérialistes, aucune autre route ne semble ouverte pour échapper aux luttes fratricides et parvenir à une société mondiale rationnelle.

Bien que les sympathies des révolutionnaires soient avec les opprimés, elles visent non les nationalismes qui surgissent doublement mais la condition des opprimés qui affrontent à la fois une classe de dirigeants indigènes et de dirigeants étrangers. Leurs aspirations nationales sont en partie des aspirations «socialistes» puisqu'elles renferment l'espérance illusoire des populations appauvries qui croient qu'elles amélioreront leurs conditions par l'indépendance nationale. L'indépendance nationale n'a pas émancipé les classes laborieuses des pays avancés. Elle ne le fera pas non plus maintenant en Asie et en Afrique. Les révolutions nationales, la révolution algérienne, par exemple, apporteront peu aux classes pauvres, à part le droit de partager plus équitablement les préjugés nationaux.

Sans doute, c'est quelque chose pour les Algériens, qui ont souffert d'un système colonial particulièrement arrogant. Mais on peut prévoir les résultats possibles de l'indépendance algérienne en examinant le cas de la Tunisie et du Maroc, où les rapports sociaux existants n'ont pas changé, et où les conditions d'existence des classes exploitées n'ont pas été notablement améliorées.

A moins d'être un pur mirage, le socialisme renaîtra comme un mouvement international – ou pas du tout. En tout cas, et sur la base de l'expérience passée, ceux qui sont intéressés à la renaissance du socialisme doivent souligner avant tout son caractère international. Si un socialiste ne peut devenir nationaliste, il n'en est pas moins un anti-colonialiste et un anti-impérialiste. Cependant, sa lutte contre le colonialisme n'implique pas son adhésion au principe d'indépendance nationale, mais exprime son désir d'une société socialiste internationale, une société sans exploitation. Si les révolutionnaires ne peuvent s'identifier aux luttes nationales, ils peuvent, en tant que socialistes, s'opposer à la fois au nationalisme et à l'impérialisme. Par exemple, le rôle des socialistes français n'est pas de lutter pour l'indépendance algérienne, mais de transformer la France en une société socialiste. Les luttes pour cet objectif aideraient certainement le mouvement de libération en Algérie et n'importe où, mais ce serait là une conséquence secondaire, et non la raison même de la lutte socialiste contre l'impérialisme nationaliste. Au stade suivant, l'Algérie devrait être «dénationalisée» et intégrée à un mode socialiste international.

Paul Mattick

Un débat piégé

Encore un débat qu'il faut saboter !

Au moment où de nouvelles élections se profilent à l'horizon, un débat nauséabond, chauvin, stigmatisant, raciste et xénophobe sur l'identité nationale se tient le 12 janvier prochain, de 18 à 20 h au Lycée Hôtelier et Tourisme Val de Loire, 174 rue Albert 1^{er} à Blois.

Tous ces représentants d'un commerce politique nauséabond de récupération durable, l'élite aristocratique cultivée et ses avocats d'affaires, les boursicoteurs, les experts et les voleurs en complet veston se complaisent à remuer la m... Ces bons à rien qu'à faire du fric s'interrogent sur l'identité nationale, comme il fût une autre époque où on s'interrogeait sur le sexe des anges ou pour savoir si les femmes avaient une âme !

Ces puissants qui gouvernent disposaient déjà d'un ministère de l'Intérieur des têtes. Jugeant que cela n'était pas suffisant, voilà qu'ils créent le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité Nationale !

L'identité nationale ? La belle affaire ! 98% de notre ADN est commun à celui des chimpanzés, et ils voudraient nous faire croire que les 2% qui nous distinguent pourraient se subdiviser en des centaines d'identités nationales ! Et que nous aurions quelque chose d'identique avec les actionnaires du CAC 40 et les banquiers qui siègent dans les paradis fiscaux ! L'identité, même nationale, d'un riche, n'a rien à voir avec l'identité d'un chômeur, d'un précaire ou d'un pauvre.

Qu'est-ce que c'est que cette embrouille ? A l'occasion du référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005, ils nous ont déjà fait le coup en nous répétant que Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion ou Kanaky sont l'Europe. Quitte à supprimer aussi l'histoire et la géographie, ils vont remettre le couvert en nous disant que ces territoires sont la France ! Nous savons ce qu'est l'identité coloniale : colons + CRS = misère de la population pour assurer le profit des riches.

Comme si cette propagande réactionnaire et cette idéologie raciste nécessitaient l'union sacrée autour des canons et du MEDEF, comme si ces gouvernants préparaient un nouveau 14-18, nous serions tous égaux pour aller nous faire tuer, puisqu'ils nous disent que nous sommes tous dans le même bateau, en évitant surtout bien de clamer que, pendant que les uns rament, enchaînés au fond de la cale, les autres s'empiffrent dans des cabines de grand luxe.

Nous sommes pour l'abolition des frontières, de l'idée d'Etat et de nation, des papiers d'identité et de tous les fichiers. Notre patrie, notre identité, c'est l'humanité dans toute sa diversité, sur cette planète où nous sommes nés par le plus grand des hasards sans l'avoir demandé, où personne ne nous dérange, ne nous demande qui nous sommes, d'où nous venons et ce que nous faisons, et comment il faut tenir sa petite cuillère devant son assiette vide. Notre identité est universelle !

Le 12 janvier 2010, à 17h45, devant le lycée hôtelier à Blois, allons tous dire à ces racistes ce que nous pensons de leurs ministères et de leurs identités d'escrocs ! www.lesamisdelegalite.org

C'est quoi être français ?

Comme si nos dirigeants ne nous déversaient pas d'habitude suffisamment de mensonges et d'inepties, voilà qu'ils nous sortent du chapeau un sujet propice à toutes les élucubrations et même porteur de guerre : celui de l'identité nationale.

Le «Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire» (ouf) bat la grosse caisse autour de cette angoissante question : «Qu'est-ce qu'être Français ?» Remarquons tout d'abord que, quand on s'intitule «Ministère de l'identité nationale», c'est qu'on doit bien avoir une petite idée sur le sujet (et même une arrière-pensée...).

Soulignons ensuite que, si le sujet est filandreux, l'objectif à court terme de l'opération est évident : la droite présidentielle, en attisant le nationalisme «français» espère ramener à elle aux prochaines élections les voix du FN et des gros réacs.

En même temps, les pouvoirs publics locaux subventionnent grassement (en ces temps pourtant réputés de vaches maigres), sous l'œil d'une bureaucratie bruxelloise complice, toutes les initiatives susceptibles d'attiser le nationalisme dans sa version régionale. L'objectif immédiat est identique au précédent : il s'agit de tenter de ramasser des voix. Si pour l'électeur genre «Pêche, chasse et tradition», le choix peut se révéler cornélien, ballotté qu'il va être entre son amour du lepénisme national et celui de la choucroute (ou du cassoulet) du cru, un tantinet de réflexion montre que l'un (le régionalisme) n'est pas l'opposé de l'autre (le nationalisme) mais simplement son reflet en miroir déformant qui rendrait simplement tout plus petit, plus étroit, et encore plus mesquin si cela était possible.

Bref, c'est toujours «d'identité» qu'il s'agit, et, pour tous les pouvoirs, nous faire avaler la pilule identitaire est un combat essentiel. A Toulouse, par exemple, le dernier coup de force (sans débat public préalable, paraît que c'est ça la démocratie) a été d'imposer le patois dans les annonces du métro. Que ne ferait-on pas pour satisfaire un petit lobby (qui sinon «irait à droite»), comme il l'a fait dans l'histoire, Vichy n'est pas si loin...) et espérer engranger quelques misérables voix de plus... ?

Quant au résultat essentiel de toute cette propagande, il est commun aux deux protagonistes et parfaitement évident : diviser pour mieux régner. Diviser la population entre «les vrais Français» et les autres (nécessairement «faux» dans cette dialectique), diviser tout autant les habitants entre ceux dont les grands-parents parlaient patois et qui seraient donc de «chez nous» et ceux qui ont pour langue maternelle le français, ou qui ont appris le français quand leur langue maternelle était l'arabe, le roumain, le turc, le portugais ou le vietnamien.

A tous ceux-là, les politiques régionalistes signifient qu'ils sont des sujets méprisables et de second rang. Quelle plus grande marque de mépris en effet que de s'adresser à quelqu'un, sciemment, dans une langue qu'il ne connaît pas alors qu'on peut lui parler dans une langue qu'il connaît (et qu'il a appris parfois en faisant beaucoup d'efforts) ? Ajoutons que ces nationo-régionalismes reposent sur

des présupposés culturels, historiques ou autres parfaitement inexacts. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, qui sera développé dans les pages suivantes, la notion de «Nation», à la base même du nationalisme, n'a, si l'on se réfère à l'histoire de France, rien à voir avec ce qu'on nous présente maintenant sous le même nom. Un simple détail, sûrement, comme dirait un nationaliste bien connu...

Face à tous ceux qui développent leurs particularismes, leurs communautarismes, leurs nationalismes, leurs régionalismes, face à tous «les imbéciles heureux qui sont nés quelque part» comme le chantait si bien Georges Brassens, nous répondrons, comme le fit Federica Montseny, au cours de ce qui fut le plus grand rassemblement de l'histoire de l'anarchisme et probablement le plus grand meeting qui eut lieu dans toute l'Espagne après la mort de Franco, à Barcelone, en langue espagnole (et non en catalan, qu'elle maîtrisait parfaitement et parlait dans son intimité) : «Ma patrie, c'est le monde ; ma famille, l'humanité», et ma classe sociale, celle des exploités.

B. (*Anarchosyndicalisme ! n°115*)

Notes

[1] Le 2 juillet 1977, dans le parc de Montjuic, 100 000 personnes selon la police, 500 000 selon les organisateurs.

Nationales, régionales ou ethniques, les «identités» sont une arme du pouvoir

Dans les périodes de crises, économiques et/ou sociales, par les temps instables, les individus peuvent se sentir perdus et déboussolés. Certains cherchent alors à se rassurer et se crispent sur des idées reçues séculaires et faisandées mais qu'il est facile de remettre au goût du jour, moyennant un petit vernis moderne. Alors, les religions et sectes se réactivent, alors certains arborent leur «appartenance» à un «groupe ethnique», «national», «régional» ou «racial».

Nous n'échappons pas en France à cette tendance régressive. Pour ne prendre que le dernier exemple, les affirmations identitaires bien franchouillardes (illustrées par la création du «ministère de l'Identité nationale») se mêlent à celles, non moins identitaires, des régionalistes qu'ils soient bretons, basques ou occitanistes.

Elles font d'ailleurs bon ménage, et le même élu qui, député, vote à Paris pour l'identité nationale, prend soin, en tant que maire, de publier une page en langue régionale dans son bulletin local.

Des mouvements ethnicistes

Reste que, si certains trouvent normal de se revendiquer «Français de France», «Occitan del país» et autres sottises du genre pour définir leur ligne politique, pour quoi donc d'autres ne se définiraient-ils pas politiquement, en suivant le même raisonnement, comme «Tribu noire», «Arabe de ceci» ou autres «Indigènes de cela» ? Il y a là un «créneau» politique. Certains s'y sont jetés : plus ou moins discrètement, des mouvements ethnicistes sillonnent les banlieues pour convaincre des gens que, s'ils sont opprimés c'est parce qu'ils sont noirs (ou, éventuellement d'une autre couleur) et que leur ennemi, c'est leur voisin blanc (ou d'une autre «race», ou plus classiquement encore, l'individu d'une autre religion).

A partir de ces prémices simplistes, ces mouvements développent un discours structuré. Leur discours, construit en miroir des discours identitaires à l'euro péenne, peut s'avérer séducteur. On peut d'ailleurs prévoir qu'ils recevront, au nom du relativisme culturel, l'appui de «penseurs de gauche» et même de certains libertaires. Il en est déjà parmi ces derniers qui se vantent, contre toute logique, dans les régionalismes. Avec la même absence de raisonnement, ils soutiendront bien des mouvements constitués sur bases carrément raciales. Face à cette dérive prévisible, nous, anarchosindicalistes, réaffirmons que les notions de «race» ou «d'ethnie» n'ont pas de réalité biologique et ne sont utilisées que pour masquer

les véritables problèmes qui se posent aux individus, pour segmenter la classe des opprimés au profit des puissants. Si nos objections concernant l'Etat national, et/ou régional ont déjà été abordées à maintes reprises dans les pages de ce journal, il faut rappeler que les typologies, qui classent les individus dans une «race» ou une «ethnie» et en tirent des conséquences (les «Noirs» sont comme ceci et comme cela) sont une incongruité qui n'a aucun fondement scientifique.

De fait, quand on étudie le patrimoine génétique d'une population, il est évident qu'il n'a pas du tout cette belle homogénéité que supposent les théories raciales ou ethnicistes. Tout au contraire. Ainsi, un de nos lecteurs pyrénéens peut-être génétiquement beaucoup plus proche d'un de nos lecteurs guatémaltèques que d'un autre Pyrénéen. Et s'il a besoin d'une greffe (de rein, de cœur), c'est alors un rein «guatémaltèque» qui conviendra, bien mieux qu'un rein «pyrénéen». D'ailleurs, les médecins qui font des greffes, tout comme ceux qui font des transfusions sanguines, se moquent pas mal de la supposée origine "ethnique" ou de la couleur de peau du donneur et du receveur (qui en France n'est même pas notée) [1].

Un niveau plus trivial d'observation montre déjà que, dans quelque groupe supposé «ethnique» que ce soit, il existe des différences génétiques notables entre les individus : certains sont plus grands, d'autres plus petits, certains ont de grandes oreilles, d'autres pas, etc. Il serait tout aussi ridicule de classer les gens selon la taille de leurs oreilles (et d'en tirer des conséquences sur leur comportement !) qu'il est ridicule de les classer par couleur de peau ou origine géographique de leurs ancêtres. Sur le plan biologique, scientifique on sait avec certitude que l'espèce humaine est une et qu'elle est indivisible en «races».

Culture et histoire :

deux mythes reformatés pour les besoins de la cause

Les bases «culturelles», «historiques» que mettent également en avant les mouvements ethnicistes pour se justifier n'ont pas plus de réalité. Car la culture à laquelle ils se réfèrent est avant tout un mythe systématiquement reformaté pour les besoins de la cause et l'histoire est réécrite dans le même but. Ceux qui affirment que, tout compte fait, le colonialisme a été bénéfique aux colonisés participent de la même dynamique du mensonge que ceux qui prétendent que tous les «Blancs» sont les successeurs des trafiquants de l'immonde «traite des Noirs» et donc en sont responsables. Ceux qui affirment que la délinquance, c'est «que les Arabes», décryptent (volontairement le plus souvent) aussi mal la réalité que ceux qui affirment que, si on est dans le ghetto des cités, ce n'est «que» parce qu'on est de «couleur». C'est oublier un peu vite que «Noirs» ou «Arabes» ne sont jamais relégués dans les cités, s'ils remplissent une seule condition : être riches !

C'est oublier que l'Etat français déroule le tapis rouge avec la même aisance devant les dictateurs «blancs» ou de «couleur», que les enfants des émirs du pétrole n'ont jamais de problème de carte de séjour ! En réalité, si on se retrouve dans les ghettos, c'est parce qu'on n'est qu'un pauvre, qu'un petit ouvrier, un chômeur, un petit employé, c'est parce qu'on fait partie de la classe des exploités ! Le racisme, qui, en France, frappe de façon croissante les personnes de couleur vient «en

plus». Il est d'ailleurs entretenu par l'Etat à travers ses structures (police, école, etc.) avec beaucoup de perversité.

Les inepties racistes et identitaires, quel que soit le bord qui les profère, doivent être dénoncées. Non contentes d'exacerber la haine entre individus, elles font le jeu du pouvoir et masquent les véritables sources des inégalités. Avancent de faux arguments, mais toujours faisant détourner les yeux des monstres que sont le capitalisme et l'Etat, elles font de plus appel à la lâcheté des individus : il est tellement plus aisé de s'attaquer à un groupe, surtout s'il est marginalisé et isolé, qu'au pouvoir, adversaire puissant et bien organisé ! Ainsi les rancœurs contre les frustrations créées par la machine capitaliste et étatique se voient détournées de leurs véritables sources. Les propos identitaires entretiennent la supercherie comme quoi les problèmes éventuels se résoudraient en cognant sur les «petits» et non sur les «grands», cela même si on sait que ce sont les «grands» qui sont à l'origine des problèmes... Misérable logique !

Plutôt que les «racines», développons les neurones !

Pour notre part, les valeurs que nous défendons sont fondamentalement opposées aux aberrations xénophobes et identitaires. En effet, ces doctrines se fondent sur l'appartenance d'un individu à une communauté qui le déterminerait, qui existerait pratiquement immuable («pure») de tout temps, une communauté dont l'individu ne pourrait jamais sortir et qui conditionnerait profondément tout son être, sans possibilité de transformation. Une communauté enfin à laquelle il faudrait se référer pour se "ressourcer", «comprendre d'où on vient et qui on est». Bref c'est le discours, ressassé par tous les identitaires, sur les «racines».

Pour nous, anarchosyndicalistes, plutôt que de chercher à développer d'hypothétiques racines, ce qu'il faut développer, ce sont les neurones ! Ça fait toute la différence. Car, quand ils font «marcher» leurs neurones, loin d'être immuables, loin d'être des entités figées, définitivement prédéterminées, les individus, recèlent au contraire un énorme potentiel de création et de transformation. Nous avons la conviction que l'homme peut se changer, qu'il peut changer le monde. C'est ce potentiel que l'anarchosyndicalisme, aujourd'hui dans la lutte et demain dans une société libre, entend libérer et développer.

Pierre, 25 mai 2008, site de la CNT-AIT

[1] La couleur de peau, les groupes sanguins, le système HLA, ne sont que quelques expressions du patrimoine génétique, parmi des milliers d'autres.

Les identitarismes c'est le capitalisme plus la guerre

Depuis quelques années, face à la montée des identitarismes, les militants de la CNT-AIT développent une réflexion qu'ils veulent publique et contradictoire. C'est pourquoi nous avons publié nombre de textes à ce sujet et invité tout un chacun à participer à de nombreux échanges informels ou formels. Dans ce cadre, un débat public a été organisé le 25 février dernier à Toulouse sur le thème : «Ni identité nationale, ni identité régionale». Une trentaine de personnes ont participé ce soir-là à une discussion fort enrichissante dont voici une petite synthèse personnelle assortie de quelques commentaires [1].

Si on a besoin des racines du passé, c'est que l'on se sent mal dans le présent

Il existe d'évidence un lien entre la montée actuelle des courants identitaires et le mal-être des individus. Ce mal-être peut trouver son origine dans la soumission salariale mais également dans toute une organisation de cette société avec son cortège d'injustices et d'oppressions diverses. Comme un participant l'a fort bien résumé : «Si on a besoin des racines du passé, c'est que l'on se sent mal dans le présent.» Les «racines» en question jouent pour ces personnes le rôle que l'alcool et d'autres drogues ont pour tant d'autres individus (et parfois, d'ailleurs, pour les mêmes) : non pas modifier la réalité extérieure mais la rendre «acceptable» en modifiant artificiellement la perception que l'on en a.

Régionalisme, nationalisme et souffrance au travail

Il se trouve que nous avons eu, il y a quelques mois de cela, un autre débat portant sur la «souffrance au travail».

Une des raisons du développement exponentiel de la souffrance au travail est le développement de méthodes de management qui mettent constamment en concurrence les salariés dans l'entreprise.

L'atomisation qui en résulte constitue en elle-même un puissant mécanisme de destruction des individus. Cette agression managériale, qui vient renforcer l'exploitation «traditionnelle» sur les lieux de travail, constitue une agression tellement violente qu'elle provoque d'importantes réactions individuelles (dépressions, suicides à la chaîne) ou collectives (révoltes parfois violentes). Le pouvoir le sait.

Dès lors, deux «solutions» complémentaires s'offrent à lui : la première est de poursuivre l'atomisation en offrant des prises en charges individuelles, la seconde est de dévier toute réaction collective de ce qui devrait être son véritable but.

Aujourd'hui, rares sont les grandes entreprises et les grandes administrations qui ne sont pas en train de développer la première «solution» : on ne compte plus les

ouvertures de «lieux d'écoute», les consultations gratuites de psychologues, ou l'institutionnalisation d'un tuteur, d'un cadre référent pour chaque employé... Quant à la seconde «solution», elle demande plus de subtilité, certaines des bonnes vieilles méthodes du passé étant de plus en plus en situation d'échec [2]. D'où le développement de nouvelles stratégies, l'objectif du pouvoir restant, quant à lui, toujours le même : éviter toute contestation de l'organisation du travail qui pourrait conduire à contester les fondements du système. C'est pourquoi l'individu est poussé à se fondre dans un cadre, certes collectif mais extrêmement cloisonné, dans une démarche affective de communion avec des ancêtres mythifiés. Il n'est pas innocent qu'en Europe toute la classe politique soutienne, encourage et finance avec les fonds publics la réanimation des particularismes locaux [3].

Un triple but

Cette pression a un triple but. Le premier est de faire oublier au salarié l'origine de son exploitation. Pour cela, quoi de mieux que de l'amener à s'auto-persuader qu'il fait partie de la même communauté (ethnique, religieuse, culturelle) que son exploiteur (et, pour les multinationales, que ses dirigeants locaux) et que, de ce fait, leurs intérêts seraient communs, voire identiques ? Le deuxième, qui va dans le même sens, est d'introduire des lignes de fracture irréparables entre les salariés. Pour cela, quoi de mieux que de les convaincre qu'ils font partie de communautés différentes et que cette appartenance est déterminante [4] ? Enfin, cette stratégie qui pousse l'individu à se fondre dans un groupe que les pouvoirs publics ont choisi de sponsoriser est une façon de répondre à son sentiment de solitude. Cette espérance, qui peut malheureusement tromper l'individu pendant des années, se révélera vaine comme toutes celles du même ordre qui l'ont précédée [5].

Une nouvelle oppression s'ajoute aux anciennes

L'unité identitaire –qu'elle soit corporatiste, religieuse ou nationaliste – ne contient nullement la remise en question du système responsable de ces souffrances. Bien au contraire, en renforçant des structures de pouvoir (Églises, États, régions, corporations) elle ajoutera de nouvelles sources d'oppression aux anciennes. C'est bien en ces termes qu'il nous faut réfléchir. Que le capitalisme soit mondialisé ou apparemment balkanisé, il continuera à opprimer les individus et à détruire la planète. De plus, il est clair que le potentiel d'affrontement intercommunautaire en sera d'autant renforcé. Si ce dernier point réjouit les fascistes (et leur permet d'ailleurs d'infiltrer une certaine extrême gauche «antimondialiste»), son développement augure pour l'humanité de bien sombres perspectives !

Au cours du débat, un intervenant a bien sûr argumenté de la supposée contradiction qu'il y aurait pour le mouvement émancipateur dans lequel nous nous reconnaissons à ne pas défendre des «peuples», des «cultures», qui peuvent aussi être opprimés en tant que tels. Même quand le fait est réel, il n'induit pas pour autant qu'on doive les défendre à ce titre. De même, nous ne dénonçons pas la disparition et probablement le «meurtre propre» de Jon Anza parce qu'il touche un «Basque» mais parce qu'il touche une victime du système étatique [6].

Dans le domaine de la «culture», nous devons opposer que la véritable culture signifie au minimum la possibilité du mélange et de la réflexivité. Or, les traditions, les croyances, qui refusent toute mixité et toute critique, entraînent les individus et les groupes dans des processus de ghettoïsation intellectuels et sociaux. Ce sont des processus qu'en tant que tels nous n'avons pas à soutenir. Les affubler, comme on le fait aujourd'hui, du terme relativiste de «cultures plurielles» n'est qu'une manipulation supplémentaire.

Constatons pour finir que ce n'est jamais pour rien que le pouvoir favorise des concepts aussi flous, que ce n'est pas pour rien que, là où les notions de métissage et de mélange avaient le mérite de la clarté, celle bien plus vaseuse de «multiculturalisme» (qui renvoie in fine à la nécessaire «pureté» de chacune des «cultures») tend à les supplanter. Le compartimentage par le biais des «différences culturelles» n'est en somme rien d'autre que le jeu historique du pouvoir qui divise pour mieux opprimer, et non celui du mouvement historique d'émancipation de l'humanité : ce mouvement pour lequel nous militons doit combattre les communautarismes de toutes sortes, qui, alors même qu'ils semblent antagonistes, se rejoignent pour s'opposer à l'expression révolutionnaire de la lutte de classe.

M., 2 mai 2010, site de la CNT-AIT

Notes

[1] Pour avoir accès à de larges extraits de ce débat, le lecteur plus curieux pourra consulter avec profit le site d'AnarSonore : <http://anarsonore.free.fr>

[2] On peut citer parmi ces recettes la valorisation de «l'esprit maison» qui pousse les salariés à s'identifier à leur entreprise. L'autre grande recette, appliquée pendant des dizaines d'années, a reposé sur les centrales syndicales. Tout en faisant semblant d'être du côté des salariés, les centrales syndicales, dont les appareils sont vendus au pouvoir, ont fait et font encore le jeu du patronat et de l'État (voir par exemple leur sabotage systématique des luttes contre l'anéantissement du système de retraite). Il reste quelques aveugles, en particulier dans la militance d'extrême gauche, pour ne pas voir cette grosse manipulation, mais, plus ou moins consciemment, la majorité des salariés ne font plus vraiment confiance à ces centrales. C'est pourquoi, si elles restent encore une des cartes que le pouvoir a en main, elles se révèlent insuffisantes pour contrôler l'ensemble des salariés. La mise en avant des identités nationales ou régionales est une des nouvelles stratégies développées par le pouvoir pour pallier l'effondrement des centrales syndicales.

[3] À une autre occasion, un de nos contradicteurs libertaires nous a lancé qu'en dehors du FN et de nous-mêmes, tous les partis et mouvements (de l'extrême gauche à la droite extrême), s'étaient prononcés en faveur du financement des langues régionales. Sans doute voulait-il par là nous assimiler quelque peu au FN – ce qui est un peu court – sans se rendre compte que la belle communion dont il se félicite et qui va du petit facteur du NPA au vicomte de Vendée, est la preuve même de l'unité de la caste politique dans la défense du capitalisme et des structures étatiques de toute taille.

[4] L'introduction forcée de la langue d'une ultra-minorité (le patois) dans ce qui devrait être le métro de tous les Toulousains, en est un bon exemple. Même s'il apprend le patois, un Noir ou un Arabe ne sera jamais un véritable «Occitan». Il est définitivement exclu de cette «sympathique» communauté par sa couleur de peau.

[5] Des millions d'individus se sont ainsi laissés tromper pendant des dizaines d'années par le Parti communiste, représentant officiel de la «patrie des travailleurs», puis par les syndicats de toutes couleurs. Ils l'avaient été auparavant par l'Église catholique et sa publicité mensongère d'une «société chrétienne»...

[6] Voir l'article : «Le cadavre était à la morgue, mais personne ne s'en était aperçu».

La vérité historique, première victime du nationalisme

Ernest Renan, le grand mystificateur

Joseph-Ernest Renan (1823-1892) était quelque peu tombé dans l'oubli. Le débat du jour le tire de l'ombre. Il redevient une référence, celle dont se revendiquent ouvertement des politiciens de haut vol comme Alain Juppé [1].

Renan, ancien séminariste devenu rapidement, après quelques frictions avec Napoléon III, l'historien pour ainsi dire officiel de l'État, a au moins un avantage : son cynisme est tel qu'il n'y va pas par quatre chemins pour « lâcher le morceau ». Dans « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence prononcée en 1882, il ne se gêne pas pour écrire : « L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. » On ne saurait être plus clair...

Renan, véritable « saint » de la Troisième République, s'affirme partisan, pour les besoins de la cause, de « l'erreur historique », ce pourquoi on peut lui décerner le titre de « Père du révisionnisme historique décomplexé ». Aujourd'hui comme hier, ce révisionnisme permet au Pouvoir de continuer de travestir la vérité historique, de la faire entrer dans le moule qui lui convient, et de justifier ainsi son idéologie et sa pratique.

Chantre du mensonge officiel, Renan fut le premier historien postérieur à la Révolution française à remettre en selle, en tant que piliers de la « nation moderne », ceux qu'il nommait avec tendresse les « personnages du passé ». A sa suite, l'école de la Troisième République intégrera toute une brochette de psychopathes royaux (et quelques-uns de leurs plus célèbres laquais) dans l'imagerie héroïque de la France. Par ce coup de baguette magique, les brutes couronnées et leurs larbins devenaient, dans les livres scolaires, des héros qui auraient fondé la patrie française et se seraient sacrifiés pour elle.

Les falsifications historiques vomies par Renan ont été la source à laquelle, à la fin du XIX^e siècle, s'est abreuvée avec délectation cette bourgeoisie revancharde qui venait de massacrer les Communards.

Les théories de Renan lui permettaient de faire coup double, d'une part en donnant un contenu clairement chauvin et réactionnaire à une République qui venait de s'installer par défaut [2], d'autre part, en contrant l'émergence du mouvement ouvrier internationaliste grâce à l'utilisation de cette version nationaliste de l'histoire. Deux attitudes qui allaient directement conduire à la boucherie sanglante de 1914/1918.

L'essentiel de la falsification historique voulue par Renan et ses successeurs porte sur la Révolution française. Tout leur travail consiste à masquer la «rupture épistémologique» que représente cette période et à la présenter comme un simple prolongement du cours antérieur de l'histoire. Ainsi en est-il de l'idée de Nation, qui, apparue dès le début de la Révolution, va être vidée de son sens par nos historiens et politiciens révisionnistes et déformée jusqu'à signifier le contraire de son sens premier. En effet, quand le terme Nation fait irruption dans le débat politique en 1789, il désigne clairement la collectivité formée par tous les individus, égaux entre eux, et de ce fait, la seule instance politique légitime dans un pays. L'idée de Nation se construit en opposition totale au pouvoir d'un seul (ou d'une petite caste), en opposition donc à la tyrannie qu'ont précisément défendu les Jeanne d'Arc, les Charles Martel et autres «personnages du passé» lors des siècles d'oppression féodale et monarchique, en opposition totale à cette idéologie qui permettait à n'importe quel crétin (pourvu qu'il fût couronné) d'affirmer : «L'État, c'est moi !».

Ainsi, pendant la Révolution française, on pouvait fort bien être étranger, être né loin du territoire français, et être immédiatement intégré dans la Nation. C'est pourquoi des hommes et des femmes de tous les pays se retrouvèrent en France, dès 1789, à délibérer, à décider et à agir pour les idéaux révolutionnaires. A partir de 1792, il y eut même des bataillons entiers formés par les nombreux étrangers désireux de combattre sous les drapeaux de la Nation. On ne parlait pas alors de «brigades internationales» mais de «Légions» : Légions belges, Légion Franche Étrangère Batave (Néerlandais), Légion des Allobroges, Légion germanique, Légion des Américains (Antillais et habitants métis ou blancs des colonies), etc.

Ces faits sont aussi remarquables qu'il sont peu connus. Et pour cause : ils gênent les historiographes nationalistes, préoccupés d'élaborer leur mystification xénophobe. Ils gênent tout autant l'école historique marxiste qui, les œillères du matérialisme dialectique bien rivées, n'a jamais voulu voir dans la Révolution française que son expression bourgeoise. Il est vrai que l'existence des Légions belges, germaniques ou américaines prouve que la conscience internationaliste n'a pas attendu la théorie de Marx et la pratique de Lénine pour se manifester de façon concrète !

Cette caractéristique du conflit fondateur de la Nation française est renforcée par un deuxième élément qui vient compléter clairement la signification en contrepoint : tout comme on pouvait être étranger et membre de la Nation, on pouvait tout aussi bien être français de souche, né sur le territoire et appartenir au parti de l'étranger.

La frontière : fracture idéologique et non réalité territoriale

En effet, si des esprits éclairés sont venus d'Europe et des Amériques pour défendre la Révolution, à l'inverse des membres éminents de la noblesse, de l'Eglise et des milieux affairistes, tous «Français de souche» ont fui en masse le pays à partir de la prise de la Bastille [3]. Cela nous montre où se situe la véritable fracture : non pas entre lieu de naissance, non pas entre territoires géographiques (d'un côté du Rhin ou de l'autre), non pas entre «cultures» (culture française contre culture allemande), mais bien entre intérêts économiques et de pouvoir.

La France de la Révolution n'avait donc pas de problème avec les personnes nées hors de France. Elle en avait de sérieux avec toutes celles qui, selon l'expression des sans-culottes, formaient le «parti de l'étranger», parti désigné ainsi parce qu'il se regroupait sans vergogne autour des despotes régnant à l'étranger [4]. Un parti qui reçut la participation massive de «Français de souche» : on évalue à un million, chiffre énorme pour l'époque, le nombre de nobles, de riches et de curés qui n'hésitèrent pas à désertir le territoire français pour revenir l'attaquer avec les armées royales étrangères [5].

Les nouveaux émigrés

L'histoire dit-on a tendance à se répéter. Parfois sous forme de farce. Après avoir connu l'émigration de la noblesse, revenue avec Louis XVIII dans les paquets des armées étrangères piller de nouveau le territoire dit national, voilà que nous sommes menacés de l'émigration des... footballeurs. Le lien entre les deux émigrations n'est pas qu'apparent, et les théories révisionnistes des émules de Renan sont là pour masquer le scandale que constitue l'une comme l'autre.

Alors que le slogan politicien affirme – ce que beaucoup de gens croient – que «Les plus pauvres ne payent pas d'impôts», en France, même les retraités, tout comme les retraités aux pensions les plus minables, les étudiants aux bourses ridicules, et les sans-papiers les mieux cachés payent des impôts tous les jours [6]... A contrario, les politiciens s'en vantent moins, ils ont voté des «niches fiscales» qui permettent aux plus riches de ne pas payer d'impôts directs (ou de n'en payer que sur une fraction de leur revenu). Les joueurs professionnels de football, dont le salaire moyen tourne autour de 500 000 euros annuels, jouissent de ce privilège. Or, voilà qu'un inconscient a envisagé de leur faire payer des impôts, comme à la masse de la population, sur la totalité de leur revenus. Quels cris d'effroi n'avons-nous pas entendus ! Et quelle menace ! Celle d'un «nouvel exode massif vers l'étranger des meilleurs joueurs du championnat.»

Un exode massif vers l'étranger ? Bigre, cela nous en rappelle, des choses !

Soulignons d'abord que cette menace d'émigration massive émane d'un milieu qui vit de la promotion d'un chauvinisme sportif identitaire qui englobe jusqu'à la couleur du slip ; qu'elle provient directement de gens qui composent l'équipe dite «de France» et qui font profession de chanter au garde-à-vous, en regardant le drapeau bleu-blanc-rouge «droit dans les yeux», devant des millions de personnes, l'hymne national. En plein débat sur l'identité nationale on mesure le peu de sincérité de l'establishment : alors qu'il s'était levé comme un seul homme pour fustiger cruellement le public qui avait, par jeu, sifflé *La Marseillaise*, pas un seul dignitaire du régime n'a dénoncé quelque chose qui devrait être bien plus grave à ses yeux et tirant bien plus à conséquence (s'il avait la moindre honnêteté) : une atteinte aux plus sacrés des devoirs, celui de verser, comme tout le monde, sa contribution. L'anecdote ridicule des tapseurs de ballon qui menacent, comme un seul homme, d'aller faire joujou ailleurs et, surtout, le silence complice qui accueille leur caprice nous révèle on ne peut plus clairement la véritable fonction du nationalisme : masquer, sous des mots creux, l'indignité passée, présente et à venir des privilégiés.

Le principal pilier de la vie en société c'est la fraternité, la solidarité, sans cela, tout le reste n'est que mensonge et hypocrisie. Ceux qui sont trompés par les nationalismes défendent en réalité des privilégiés qui agitent leurs drapeaux nationaux (ou régionaux) pour mieux détourner l'attention et tirer des profits égoïstes. Hier comme aujourd'hui, il est notoire que ceux qui, à cause de leur rapacité, sont en dehors des valeurs fondamentales de la société humaine (de ce que les sans-culottes appelaient la Nation) ce ne sont pas les «étrangers» mais bien les riches, les patrons, les profiteurs de tous poils et leurs complices.

G. Babeuf

INTEGRISME & NATIONALISME

Au moment, où l'on parle beaucoup, en France, tour à tour, de l'intégrisme religieux et de l'identité nationale, je tiens à souligner que c'est bien le nationalisme que le pouvoir plébiscite au travers de cette fumeuse idée d'identité nationale. Et, il ne peut pas y avoir de doute sur le fait que le nationalisme est bien lui-même un intégrisme. Car comme tout intégrisme, il est un vecteur de fanatisme, parce qu'il est violemment excessif et injuste ; il est un vecteur qui génère des clichés sommaires, parce qu'il facilite l'existence d'une mentalité sécuritaire ; il est un vecteur d'ignorance, parce qu'il occulte la vérité de la réalité ; il est un vecteur de haine, parce qu'il engendre l'intolérance et la peur, donc, la violence, une violence qui servira toujours le pouvoir en place. Et de plus, le nationalisme revêt, aussi, un caractère fondamentalement religieux, car, il est, de par sa nature démagogique, appelé à être élevé au rang du sacré. Cette superstition est l'ennemie de tous les hommes libres, car, elle exalte le réflexe réactionnaire en faisant appel à l'émotionnel pour réveiller les pulsions primaires telles que, par exemple, l'esprit grégaire. Sa devise pourrait être : A chacun son drapeau, à chacun sa haine. Tous ceux qui savent qu'il y a d'autres manières d'exister que par la haine doivent rejeter toute complicité avec le nationalisme.

Notes

[1] Voir par exemple le site [de Juppé](#)

[2] À la chute de Napoléon III, la république fut instituée de façon provisoire par une assemblée monarchiste qui n'arrivait pas à se mettre d'accord entre elle. Moyennant quoi, cette Troisième République fut la plus longue de l'histoire de France.

[3] Trois jours après, le 17 juillet 1789, le comte d'Artois, frère du roi (et lui même futur roi, sous le nom de Charles X), passait à l'étranger sans oublier d'emporter tout ce qu'il pouvait de sa fortune

[4] Certains lecteurs ont peut être entendu parler de *Rivarol*, une feuille qui se veut l'hebdomadaire de l'«opposition nationale et européenne» et soutient régulièrement le Front national. Ce périodique, adepte du slogan «La France ou on l'aime ou on la quitte» fait semblant d'oublier que le célèbre pamphlétaire royaliste dont il tire son nom... a quitté la France en 1792, comme quoi, il ne devait pas l'aimer tant que ça...

[5] Voir A. Soboul, *Dictionnaire historique de la Révolution française*. Ajoutons que c'est précisément pour avoir soutenu ce «parti de l'étranger» que Louis XVI, né Français de souche, a été guillotiné en 1793.

[6]...car ils ne sont pas exonérés d'impôts indirects. Quand un Rmiste achète des carottes, il verse 5,5% du prix dans les caisses de l'État, et, s'il s'achète une chemise, 19,6% !

MELANGE OU DIFFERENCE ?

Le processus identitaire a pour conséquence d'entraîner des divisions dans la population, divisions qui sont aussi absurdes que néfastes [1]. Pour comprendre sa dynamique, il faut le saisir dans son lien avec la crise qui frappe la réflexion sociale ; crise qui le génère et qu'il contribue, dans une sorte de cercle vicieux, à l'entretenir.

L'esprit critique, indispensable à toute réflexion, ne peut prospérer que dans une distanciation de l'individu. L'identification de l'individu à une communauté quelconque et la véritable fusion qui s'opère alors souvent, est un obstacle majeur. Elle empêche de prendre le recul nécessaire.

Culture et confusion de sens

Les identités, les communautés dont il est question ici font appel à la notion de «culture». Cette dernière peut reposer sur un territoire, une religion, un état personnel, ou toute autre particularité [2]. La polysémie du terme «culture» (c'est-à-dire les sens divers que ce terme peut prendre) facilite la confusion. Généralement, les identitaires mélangent habilement dans leurs propos les deux grands sens de ce mot [3].

L'apparition récente de la notion, fort vague, de «pluralité culturelle», joue un rôle facilitateur dans ce processus d'adhésion aux idéologies identitaires, d'autant qu'elle se décline aussi avec des versions qui récupèrent le vocabulaire des «Lumières» [4], comme la tolérance ou l'égalité, tous termes qui en fait ne sont là que pour inspirer automatiquement du «respect» et éviter ainsi qu'on ose une quelconque remise en cause.

La volonté de préservation des cultures (au deuxième sens du terme), qui est le but avoué de tous les identitarismes, constitue un phénomène de blocage qui met en danger la culture (au premier sens du terme) comme outil de réflexion pour la figer en une pluralité de cultes. Ce n'est pas un hasard si l'on observe que cette apparition du débat autour des cultures dans le mouvement social a été concomitante avec le triomphe de l'idéologie politique et des pratiques sociales qui entendent le capitalisme comme indépassable. Il faut ici remarquer que l'affirmation que le capitalisme est un mode d'organisation indépassable et qu'il serait le seul apte à satisfaire les besoins matériels de la société n'est absolument pas remise en question quand un individu réclame une identité issue d'un patrimoine, largement mythique, commun à un groupe. Les deux positions (acceptation de l'indépassabilité du capitalisme et revendication de «racines» identitaires) renforcent le *statu quo*.

La deuxième a pour objet de ménager l'amour propre de ceux qui doivent supporter les frustrations, d'intensité plus ou moins dramatique, inhérentes à un système pyramidal et inégalitaire qui est loin d'atteindre ce qu'il claironne, même sur le plan économique. Ce rapport entre l'importance des frustrations subies et le déve-

loppement du sentiment identitaire est une constante dans toute gestion des crises du capitalisme. Que l'on songe simplement à la ferveur des supporters de foot anglais des années 1970 dans les villes économiquement sinistrées...

La culture de ma grand-mère

Depuis quelques décennies, après la fin des «trente glorieuses» et dans un mouvement qui s'est accentué vers 1990 (qui ont vu la fin du marxisme en tant que théorie du dépassement du capitalisme par lui-même), il est devenu de très bon ton de défendre les cultures. On trouve facilement une culture à défendre et même à ressusciter. Chez de nombreux militants résiduels du marxisme cette «culturalisation» est présentée comme une façon de résister à un capitalisme qui leur semble tout emporter, puisqu'il a emporté leurs convictions.

Cette résistance-là invoque volontiers «la culture de ma grand-mère», comme si ce féminisme de pacotille permettait réellement de ne pas se confondre avec les autres, ceux qui affichent leur mentalité réactionnaire et qui ont fait leur lit, depuis longtemps, dans les traditions, croyances et cultures. Mais, référence «à ma grand-mère», aux «valeureux combattants de notre peuple» et finalement, dans tous les cas «à notre patrimoine commun» (celui qui fonderait la culture et son peuple), dans l'inconscient collectif, le résultat est le même : la culture cesse de se construire sur une dynamique évolutive pour se tourner en culte. C'est d'ailleurs clairement au culte du «pater» (le père, les ancêtres) que renvoie l'étymologie latine du terme «patrimoine», et, sur ce plan, que ces «pères» soient des «grands-mères» n'y change rien : chaque fois que l'humanité a subi une sacralisation du patrimoine, la stabilité du système dominant s'en est trouvée renforcée.

Cela explique la synergie actuelle du pouvoir avec des représentants d'associations diverses de défense des racines culturelles et la facilité avec laquelle il peut leur accorder de doubler les plaques de rue en un patois improbable, leur octroyer des subventions, voire financer la construction d'édifices religieux. En France les députés, dont la majorité est, faut-il le rappeler, sarkozyste (et donc parfaitement réactionnaire) ont même voté récemment une loi de reconnaissance de langues régionales dans le patrimoine national. En politique la «reconnaissance» n'est pas un terme innocent. C'est une pratique héritée de la féodalité : celui qui reconnaît est ainsi sûr d'être reconnu en retour.

La marche des beurs

S'il fallait citer une date qui marque ce tournant, cet abandon de la critique sociale au profit d'un repli communautaire, on pourrait la fixer aux réactions qui ont suivi la première marche des beurs (1983). Cette marche avait pris comme slogan le mélange : «La France c'est comme une mobylette, pour avancer il lui faut du mélange.» Cette idée, qu'une société se construit par mélange, était très juste. C'est d'ailleurs pourquoi les élites de toutes obédiences politiques et religieuses se sont dépêchées de récupérer ce mouvement d'origine spontané et populaire et de transformer son objectif : il fallait faire abandonner le mélange au profit des «pluralités culturelles».

On ne peut se donner ses propres règles de vie quand certaines qui seraient immuables. Toute capacité d'autonomie est une capacité de renouvellement. Cette

capacité contient par définition la critique possible des vérités existantes. Elle fait appel à la culture réflexive, à la remise en question. La critique signifie alors un choix. Elle inclut donc l'abolition de certaines pratiques. Or cela est rendu difficile, impossible même, dans une société qui renforce un sentiment de respect pour tout ce qui est ancestral et qui forme autant de blocs : blocs émotionnels (la vue du drapeau fait monter une larme, l'hymne donne la chair de poule, etc.), bloc de préjugés («morale», etc.), d'attitudes comportementales stéréotypées (autour de la sexualité, de l'alimentation, du vêtement, etc.).

Quand Victor Hugo, témoin de la révolution introduite par Pasteur en biologie, écrivait «La science avance en se raturant», il résumait parfaitement le processus de création-destruction qui est le propre du mouvement culturel réflexif et même le propre de la vie. Les langues elles-mêmes, base pourtant de l'adoration culturelle, n'échappent pas à ce processus. C'est de la destruction du latin que sont sorties les langues romanes. Si les traditionalistes de l'époque avaient réussi leur coup, ni le catalan, ni l'italien, ni le roumain, ni le français, ni tant d'autres dialectes n'auraient vu le jour et... l'anglais en aurait été tout différent ! Les langues donc sont issues de la destruction de celles qui les ont précédées et du mélange, à toutes les époques, avec leurs voisines (et parfois même avec des idiomes lointains). Elles ne sont pas issues du conservatisme et de l'obscurantismes nécessaires au pouvoir.

La pluralité culturelle, c'est l'apartheid

Cette notion d'échange culturel, de mélange donc, est parfaitement opposée aux intérêts politiques et religieux qui prônent la conservation des cultures. Un échange culturel suppose qu'on accepte une modification, parfois substantielle, qu'on accepte une critique, un apport, un nouvel éclairage. Au contraire, le communautarisme vise la préservation d'un produit culturel tel qu'il s'est figé à un moment donné. Cette volonté de préservation tend à rendre impossible tout échange dans l'avenir. La fameuse «pluralité culturelle» se traduit par une juxtaposition de communautés. Comme ces ensembles communautaristes sont en fait le résultat des sommes des frustrations-compensations dirigées par d'habiles opportunistes, il n'y a jamais d'échange réel qui aille au-delà du folklore (musical ou autre), et tout se passe dans le blocage et souvent dans la confrontation.

La conséquence est double : d'une part la division identitaire aboutit, comme au beau temps de l'apartheid, à une pratique du «développement séparé» (qui fait que le «citoyen» n'est pas pareillement traité par les autorités à Neuilly ou aux Minguettes), mais aussi et surtout à l'incapacité psychologique de pouvoir concevoir les choses autrement que comme elles existent. Le pouvoir a su faire preuve d'habileté. Au nom du respect des cultures, il n'est plus question d'abolir (le vilain mot !), il n'est question que de conserver. Ce conservatisme imbibe toute la vie politique. Toute opposition se doit d'être pensée dans cette continuité.

Loin d'intégrer cette injonction que le système nous fait pour se préserver, sachons affirmer que le passé, le patrimoine, la fameuse culture dans laquelle on voudrait nous enfermer et enfin le capitalisme et l'Etat ne sont pas des horizons in-

dépassables. Loin de tous les conservatismes, affirmons, avec un de ceux de nos compagnons qui firent la révolution du 19 juillet 1936 : **«Nous n'avons pas peur des ruines, nous portons un monde nouveau dans nos cœurs.»**

Un militant CNT-AIT de Toulouse

Anarchosyndicalisme ! #107, septembre 2008

Notes

[1] Voir l'article "Nationales, régionales ou ethniques, les "identités" sont une arme du pouvoir", *Anarchosyndicalisme !* n° 106.

[2] Ainsi, certains sourds revendiquent une culture spécifique et avancent le concept de «culture sourde».

[3] Parmi les multiples sens du mot, un désigne les connaissances acquises qui permettent de développer le sens critique, le goût, le jugement ; l'autre sens désigne les formes de comportement acquises dans une société donnée.

[4] Le fait que les mouvements identitaires voient dans les «Lumières» un de leurs principaux ennemis, ne les empêche pas de récupérer une partie du vocabulaire...

L'identité nationale : un vieux mythe dangereux et une discussion jamais réglée à gauche

(Ce texte développe une intervention orale dans le cadre d'une discussion organisée par le Collectif anarchiste des Alpes maritimes CAAAM le 11 décembre 2009, à Nice.)

Bien que la gauche, l'extrême gauche, les libertaires et de nombreux intellectuels aient refusé de participer au débat organisé par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Besson, les conséquences politiques de cette discussion nous concernent tous : que ce soit la légitimation de la xénophobie au nom d'arguments dits « culturels » ; la multiplication des contrôles policiers pour atteindre des quotas sans cesse croissants d'expulsions ; le renforcement de l'arbitraire administratif et judiciaire contre les « étrangers » ; la mobilisation d'une partie de la population de France (les « Français » et les étrangers en « situation régulière ») contre une autre (les « sans papiers ») ; et la précarisation accrue d'une partie du prolétariat (les « immigrés en situation irrégulière ») au nom de la prétendue « régularisation par le travail ».

On ne peut nier que cette question intéresse (ou en tout cas concerne) directement un certain nombre de travailleurs, à commencer par les 3,5 millions d'« étrangers » qui vivent sur le territoire français et se demandent à quelle sauce l'Etat français va prochainement les manger ! Mais aussi tous ceux qui ont été naturalisés (ou qui sont nés en France) et dont la carte d'identité arbore une photo avec un faciès pas tout à fait « gaulois ».

Ce débat concerne tous ceux qui vivent dans d'autres pays et qui ont de la famille en France, et qui projettent de venir étudier, travailler ou vivre ici pendant un moment. Il concerne aussi tous les enfants, les ados, les jeunes qui ont de la famille dans au moins deux pays différents et qu'on somme aujourd'hui de choisir entre leur prétendue « identité nationale française » et une autre prétendue « identité nationale ». C'est le sinistrement fameux : « *Tu aimes la France, ou tu la quittes.* »

Enfin, il concerne tous ceux qui sont conscients des enjeux plus larges qui se cachent derrière cette discussion. Avant d'aborder ces enjeux, qui sont fondamentaux pour comprendre la fonction politique de ce débat, il faut d'abord se livrer à un petit rappel historique. En effet, si l'on se limite à une critique de la fonction politique de ce débat (gêner la gauche avant les régionales, attirer les voix du Front national), on fait preuve à la fois preuve de paresse intellectuelle et d'une cécité politique

suspecte. On se contente de répéter le même argumentaire antipétainiste et antifasciste que la gauche et l'extrême gauche ânonnent depuis plus d'un demi-siècle : «Vichy revient», «De Gaulle c'est le fourrier du fascisme», «Pompidou c'est la fascisation rampante», «Giscard c'est le pétainisme», «Sarkozy c'est Vichy 2» et autres absurdités.

On peut certes faire remarquer (comme l'a fait le philosophe Michel Feher) que Sarkozy et son gouvernement sont dans le mythe d'une gouvernance par objectifs, qu'ils voudraient imiter le fonctionnement d'une entreprise qui se veut performante, et que donc arrêter près de 200 000 «étrangers», en expulser 30 000 permet, à peu de frais (27 000 € par tête quand même !) de DONNER L'IMPRESSION de faire quelque chose.

Surtout en période d'approfondissement de la crise économique mondiale, à un moment où le gouvernement n'a que des DISCOURS à servir aux chômeurs, aux nouveaux licenciés, à ceux qui reçoivent les miettes du RSA et du RMI ou des retraites de misère. Ou à l'immense majorité des travailleurs salariés qui ne peuvent même pas faire des heures sup', comme le recommandait encore, il y a peu le bouffon, qui «nous» gouverne, pour la bonne raison que leurs patrons n'en ont pas besoin !

Mais il faut essayer de se dégager de l'actualité politicienne, et tenter de se saisir de ce débat truqué, à condition d'en refuser les termes et d'envisager la question dans une perspective tout à fait différente.

«Identité nationale» et immigration : quelle relation ?

Il est d'usage, dans les milieux militants de gauche, d'extrême gauche ou libertaires de nier tout lien entre ces deux questions. Cette attitude est parfaitement justifiée si l'on veut dire que toute personne qui vit en France devrait avoir le droit d'y séjourner et d'y travailler, voire d'en acquérir automatiquement la nationalité si elle le désire. Mais combien de partis de gauche ou d'extrême gauche, combien de syndicats, mènent la bataille pour que les étrangers bénéficient de tous les droits sociaux et politiques et qu'ils aient une carte d'identité ou un passeport du pays dans lequel ils résident s'ils le souhaitent ?

Combien de syndicats et de partis de gauche et de groupes d'extrême gauche ou libertaires se battent contre les 7 millions d'«emplois fermés» ? 7 millions d'emplois sont en effet interdits aux «extracommunautaires» : une cinquantaine de professions du secteur privé sont soumises à une condition de nationalité ; une trentaine exigent la possession d'un diplôme français. Les 5,2 millions d'emplois des trois fonctions publiques (employés civils de l'Etat, fonction publique territoriale et services hospitaliers publics), les 400 000 emplois dans les entreprises publiques à statut (EDF, GDF, SNCF, RATP) et les 200 000 postes de la sécurité sociale sont réservés à des Français ou à des membres de l'UE. Même s'il repose sur une sympathique indignation morale, ce refus de vouloir examiner le lien entre la question de l'identité nationale et celle de l'immigration permet à la gauche d'adopter une posture radicale, tout en ne prônant aucune mesure concrète en faveur des «étrangers» ; elle empêche surtout de réfléchir à l'histoire particulière du capitalisme et de l'Etat français.

La France est restée un pays de paysans, et de petits propriétaires, beaucoup plus longtemps que ses voisins européens les plus développés. En effet, il faudra attendre 1931 pour que les deux populations (urbaine et rurale) s'équilibrent et l'année 1954 pour que la France devienne un pays majoritairement urbain. Cette situation s'explique à la fois par un calcul politique des classes dominantes et par une farouche résistance de la paysannerie française face à l'industrialisation. Les gouvernements du Second Empire puis de la Troisième République ont voulu s'appuyer sur une masse de petits propriétaires paysans. Ils ont en effet souhaité éviter à tout prix les conséquences sociales et politiques d'un exode rural massif, comme celui qui s'était produit en Angleterre par exemple. Pour cela, ils ont d'abord massivement «importé» de la main-d'œuvre étrangère qualifiée (des artisans suisses, belges, allemands, anglais au XIX^e siècle). Puis ils ont fait venir des travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés : d'Europe, les Italiens, Polonais, Espagnols et enfin les Portugais après la Seconde Guerre mondiale ; d'Afrique, les Algériens, les Marocains, les Tunisiens, les Maliens, les Sénégalais, etc ; d'Asie, principalement les Chinois et les Vietnamiens. Du Moyen-Orient : les Turcs. La présence d'une main-d'œuvre étrangère importante sur le territoire français a donc fait débat dès la fin du XIX^e siècle.

Dans ces débats, on a délibérément négligé plusieurs phénomènes importants :

- comme nous l'avons déjà souligné, l'«importation» de main-d'œuvre étrangère a empêché un exode rural massif, et permis à la paysannerie française de survivre presque un siècle de plus,

- l'immigration a permis à une bonne partie des fils de paysans, plutôt que de devenir des ouvriers non qualifiés dans l'industrie, de devenir employés, petits fonctionnaires ou instituteurs ;

- dans les usines elles-mêmes, l'immigration a permis à une partie des ouvriers français de tenir les postes les plus qualifiés et de grimper un peu dans la hiérarchie de l'usine, d'accéder à des postes de contremaître ou de chef d'équipe ; l'immigration a permis à leurs enfants d'avoir davantage de chances d'étudier ou d'échapper aux mines et aux bagnes industriels.

Pour simplifier, c'est autant la présence d'une main-d'œuvre étrangère non qualifiée que le développement de l'industrie (et, ce qui va avec, le développement de l'instruction publique), qui ont permis à beaucoup de Franco-Français de vivre mieux que leurs parents ou que leurs grands-parents, ouvriers ou paysans. Sans oublier, bien sûr, le rôle des luttes ouvrières qui ont considérablement élargi les droits des travailleurs, malheureusement en plaçant toujours au second plan ceux de leurs «frères» immigrés.

Un débat récurrent depuis les débuts de la Troisième République.

C'est parce qu'une main-d'œuvre étrangère importante vit et travaille en France depuis longtemps que le débat sur l'identité nationale est récurrent depuis au moins les débuts de la Troisième République (1870). Ce débat a évidemment pris une tournure particulière parce que la France disposait d'un empire colonial. À la xénophobie anti-allemande ou anti-italienne, est venu s'ajouter le racisme anti-Arabs ou anti-Africains, ou anti-Asiatiques. Bien sûr, le discours colonial républicain a tou-

jours prétendu assimiler complètement les personnes dites «étrangères», à partir de considérations très universalistes. Son objectif était d'«élever» (!), dans tous les sens du terme, les «indigènes» dans le respect des valeurs républicaines.

Aujourd'hui l'UMP et Sarkozy oscillent entre une politique d'intégration traditionnelle (l'assimilation prônée par la droite et la gauche républicaines) et une politique plus proche du multiculturalisme anglo-saxon, sans vraiment choisir entre les deux. S'agit-il d'un calcul visant à semer le trouble et à diviser la population, ou d'une véritable désorientation de la classe dirigeante actuelle ? Je pencherais plutôt pour la seconde hypothèse. La bourgeoisie et la classe politique ne savent absolument pas comment construire l'Etat fédéral européen dont elles rêvent. Un nationalisme européen pourrait être une solution, mais il se constituerait forcément sur les décombres des anciens nationalismes étatiques et des régionalismes, et cela ne pourrait se passer sans heurts et conflits violents. Donc les possédants font flèche de tout bois dans la plus grande confusion. Confusion qui ne règne pas seulement dans la tête de Sarkozy.

Quant aux bagarres politiques et juridiques pour définir qui est français et qui ne l'est pas, qui a le droit de travailler ou de vivre en France, au bout de combien d'années un étranger naturalisé peut devenir fonctionnaire, ces discussions ne datent pas de la présidentielle de 2007. Elles sont récurrentes depuis le XIX^e siècle et elles n'ont jamais vu les syndicats et partis de gauche défendre une position clairement antinationaliste et encore moins anationaliste. Il suffit de mentionner la question de la préférence nationale dans la fonction publique ou du droit de vote des étrangers, pour l'illustrer (pour quelques chiffres révélateurs, on se reportera notamment au site de l'Observatoire des inégalités).

Ceux qui ont le plus réfléchi aux critères permettant de définir la prétendue «identité nationale», ceux qui ont écrit et pensé toutes les lois et circulaires entre 1870 et 1940, durant toute la Troisième République, ce ne sont pas des politiciens de droite ou d'extrême droite, les antisémites et les nationalistes de l'Action française, par exemple. Ce sont des universitaires, des juristes, des économistes ou des démographes, tous bons républicains de gauche ou radicaux (au sens du Parti radical, on dirait des centristes aujourd'hui, sans la connotation chrétienne). Ce sont ces gens-là qui ont établi les critères de la nationalité et de la naturalisation de 1870 à 1940. Bien avant Pétain donc. Et sans que la gauche et les syndicats mènent un combat frontal contre leur définition de la nationalité ou leurs critères de naturalisation.

Le fichage des citoyens et des étrangers : une tradition bien française

Le fichage et le flicage des «étrangers» sont toujours allés de pair avec des débats parlementaires sur l'identité nationale pendant le XIX^e siècle et le XX^e siècle. Ils sont allés de pair aussi avec de multiples lois et circulaires répressives – bien avant le CESEDA, ce Code du séjour des «étrangers» qui a été voté en 2006, quand Sarkozy sévissait au ministère de l'Intérieur.

Dès les années 20, l'Etat français était un modèle de répression des «étrangers» pour tous les Etats du monde capitaliste occidental. À l'époque, des responsables

des services américains de l'immigration sont venus étudier à Paris le système de fichage de la population étrangère mis au point par la préfecture de police, fichage exemplaire à une période où n'existaient pas encore les ordinateurs et les empreintes génétiques.

Et le préfet de police de Paris tenait tellement à ces fiches qu'en 1940 il chargea ces centaines de milliers de fiches dans des péniches qui heureusement coulèrent, ce qui fait que les Allemands renoncèrent à les exploiter, vu leur mauvais état.

Le fichage des citoyens et des «étrangers» est donc une tradition «nationale», bien française, de tous les régimes politiques républicains depuis 1870, et bien antérieure à Sarkozy. La discussion sur ce que sont les fumeuses «valeurs républicaines» qui fonderaient la prétendue «identité nationale française» a plus d'un siècle. Et dans cette discussion il y a toujours eu beaucoup plus de convergences entre la droite et la gauche, que de divergences réelles.

Baisse de la natalité et peur de l'«invasion» étrangère

Derrière la discussion sur l'identité nationale, pointe une peur récurrente d'une «invasion» étrangère, clandestine ou pas, et cette peur a été créée par un facteur très concret : la baisse constante de la natalité. Cette peur agite les politiciens depuis que les démographes ont découvert, à la fin du XIX^e siècle, que les paysans français (qui se sont portés acquéreurs des terres des biens nationaux après la Révolution et ne souhaitaient pas morceler leurs terres entre de trop nombreux héritiers), puis les ouvriers, pratiquaient la contraception et la limitation volontaire des naissances (sans compter les avortements, évidemment) bien avant l'apparition de la pilule ou des distributeurs de préservatifs.

Après la défaite de 1870 et face à la rivalité avec l'Allemagne, c'est cette baisse de la natalité qui a poussé les hommes politiques français à faciliter les conditions de séjour, puis de naturalisation des «étrangers». Entre les deux guerres, cette peur de l'«étranger» a persisté, avec des tendances contradictoires : d'un côté, le patronat voulait continuer à «importer» de la main-d'œuvre surtout après la saignée considérable provoquée par la Première Guerre mondiale ; mais, de l'autre côté, l'Etat français voulait contrôler ce qu'il appelait les «flux migratoires», afin de pouvoir se servir encore une fois des «étrangers» comme boucs émissaires face à la crise et de les précariser au maximum.

Après la Seconde Guerre mondiale on a de nouveau ouvert les frontières, pour les refermer à partir de 1974. En période de crise économique, le débat sur l'identité nationale, avec sa composante démographique cachée, revient sur le devant de la scène politique, en période de prospérité il recule. Mais derrière ce débat, il y a toujours la peur d'une baisse démographique qui «noierait» la fameuse et fumeuse identité française sous un tsunami d'étrangers «barbares». Au-delà de ce rappel historique, si l'on veut comprendre la discussion sur l'identité nationale en France, il faut aussi la resituer dans le cadre de débats qui traversent tous les pays européens.

Un débat européen

Quand Sarkozy a annoncé la création d'un ministère de l'Identité nationale, on ne peut pas dire que la gauche et l'extrême gauche se soient beaucoup mobilisées. Pour ce qui concerne la gauche, c'est un peu normal car un chevènementiste comme Max Gallo, un gaulliste comme Henri Guaino, ou un socialiste comme Eric Besson ont beaucoup de choses en commun. Et tous les trois sont des proches de l'actuel Président. En gros, Sarkozy a fait appel à certains éléments de la gauche nationaliste, souverainiste, pour mettre en place son idéologie. Aujourd'hui ce discours chauvin, type Troisième république, ne provient pas des rangs de la droite, mais bien de ceux de la gauche, et il révèle les liens troublants que la gauche entretient et a toujours entretenus avec le nationalisme. C'est d'ailleurs pourquoi la gauche refuse de discuter de l'identité nationale car elle est incapable de la dénoncer comme une fumisterie et s'accroche encore au fantasme d'une bonne «nation».

De plus, si l'on tient à repérer les origines plus récentes de ce débat, l'initiative ne vient pas du tout de l'UMP française mais des chrétiens-démocrates allemands.

Ce n'est sans doute pas un hasard si ce débat a commencé en Allemagne : cela semble logique lorsque deux Etats (la RFA et la RDA) qui s'étaient combattus idéologiquement pendant 50 ans se réunifient brusquement. Le nationalisme allemand a pris une nouvelle vigueur, après avoir adopté un profil bas pendant presque un demi-siècle, à cause du nazisme et de ses conséquences mortifères. Mais c'est surtout la chute de l'empire soviétique, la fin des blocs, qui ont provoqué une remise en question du rôle de l'Europe à l'échelle mondiale, et aussi des rapports de force entre chaque Etat européen, donc un regain des nationalismes et des régionalismes.

Les chrétiens-démocrates allemands ont lancé la discussion sur l'identité nationale dans leur pays il y a une quinzaine d'années, puis l'ont exportée aux Pays-Bas avec un grand succès.

Aux Pays-Bas, ce débat a renforcé le courant national-populiste xénophobe et poussé le Parlement néerlandais à revenir sur la politique multiculturaliste qu'il prônait et pratiquait depuis des années.

Cette discussion internationale sur l'identité de chaque pays européen est donc liée aux transformations que connaît l'Europe ; à la fin de la guerre froide, et aux effets de plus en plus évidents de la mondialisation sur ce continent.

En ce moment, en Espagne, il y a par exemple une discussion sur le fait de savoir si la Cour constitutionnelle de l'Etat espagnol a le droit de se prononcer sur les résultats positifs d'un référendum où les Catalans ont décidé, entre autres, qu'il existait une nation catalane distincte des nations ou nationalités basque, castillane, etc. (Ce débat s'est d'ailleurs terminé par un avis négatif de la Cour constitutionnelle en juillet 2010, à la grande indignation des nationalistes catalans.)

Trois peurs et trois phénomènes européens

Les partisans de l'identité nationale essaient de manipuler trois peurs provoquées par trois phénomènes qui concernent tous les pays d'Europe, même si ce n'est pas dans les mêmes proportions.

Le premier phénomène est la présence sur le territoire européen d'une dizaine de millions de travailleurs dits «extracommunautaires», ou «allochtones», en clair africains, asiatiques, turcs et latino-américains. Ces travailleurs ont l'intention de s'installer en Europe (au moins pour quelques années) et plusieurs millions d'entre eux ont acquis ou vont acquérir la nationalité européenne. Il faut ajouter à ces 10 millions d'«extracommunautaires» une douzaine de millions d'Européens qui ne vivent et ne travaillent pas dans leur pays d'origine. 22 millions sur 450 millions d'habitants cela ne représente pas un grand pourcentage de la population européenne totale, mais suffisamment pour être l'objet de toutes sortes de manipulations politiques et de peurs irrationnelles. À moins de prétendre qu'il y ait des millions de travailleurs clandestins... ce que ne se privent pas de dire la droite et l'extrême droite.

Le deuxième phénomène est l'existence de l'Union européenne qui est en train de s'engager dans un projet d'Europe fédérale dont on ignore s'il se réalisera un jour et quelle forme il prendra, mais dont on sait déjà qu'il remet en cause le pouvoir et les attributions de chaque Etat. La construction de l'Union européenne ravive toutes sortes de peurs nationales voire régionales (cf. La Ligue du Nord, mais aussi les partis nationalistes catalan, basque, écossais, flamand, etc.), qui sont exploitées par les partis conservateurs et d'extrême droite.

Le troisième phénomène est la série de crises de plus en plus profondes qui ont abouti à des restructurations, à la création de nouvelles entreprises internationales ou transnationales, à des licenciements de masse, à une montée du chômage, à la disparition de secteurs économiques entiers (mines, textile, sidérurgie, chantiers navals, etc.), à la vente d'entreprises publiques à des transnationales (vente suivie de leur démantèlement et de «dégraissages» massifs), etc. Ces crises donnent l'occasion à tous les partis conservateurs de se servir des «étrangers» comme boucs émissaires.

En effet, les partis conservateurs sont désorientés, tout comme les partis et syndicats de gauche qui n'ont jamais eu d'autre horizon qu'une politique étatiste, qu'elle soit keynésienne-social-démocrate, ou stalinienne de type soviétique.

Grands partisans des pouvoirs souverains de l'Etat, ils voient ces pouvoirs être grignotés de deux côtés : du côté de la construction chaotique de l'Union européenne (qui donne plus de pouvoir aux régions, tout en essayant de créer à grand-peine un embryon de gouvernement fédéral européen), et du côté de la mondialisation qui donne plus de pouvoir et d'influence encore aux entreprises transnationales.

Cette désorientation s'est traduite, sur le plan politique hexagonal, par les gesticulations de Nicolas le Bouffon qui a prétendu à lui tout seul «moraliser le capitalisme» et faire plier les spéculateurs... tout en prônant un «grand emprunt» que l'Etat va contracter auprès de ces mêmes financiers qu'il juge amoraux. Une telle impuissance de l'Etat et du gouvernement face aux évolutions du capitalisme mondial ne peut que pousser les politiciens à trouver des cibles faciles aux frustrations des travailleurs et des couches populaires, et à puiser dans le vieux fonds de la xénophobie masquée sous une couche de républicanisme souverainiste.

Droite et racisme : un changement idéologique

Il faut signaler un dernier point qui influe sur la façon dont on critique l'usage du thème de «l'identité nationale» par la droite et l'extrême droite. Les réactionnaires, quand ils sont habiles, ne se déclarent plus ouvertement racistes, ils n'avancent plus ouvertement le discours sur la supériorité des races. Ils vantent la défense des cultures nationales ou ethniques, des nations, des traditions populaires locales, voire même des «peuples premiers», c'est-à-dire les Indiens d'Amazonie ou les aborigènes d'Australie. Si l'on ne combat pas les réactionnaires sur ces terrains-là aussi, alors leurs idées pollueront de plus en plus toutes les discussions politiques. Et elles le font déjà.

Les courants les plus «subtils» de l'extrême droite et de la droite sont parfaitement capables de louer l'originalité de la culture malienne, turque, ou chinoise, ou même arabo-musulmane... tant que les porteurs de ces fameuses «cultures» nationales restent dans leurs pays d'origine.

Les réactionnaires sont présents et actifs dans les mouvements altermondialistes et écologistes, ils récupèrent leurs thèmes et parfois leurs thèses ; ils empruntent une partie de son vocabulaire à la gauche ou à l'extrême gauche ; ils se présentent comme multiculturalistes ou comme hostiles à l'impérialisme américain, ou comme anti-libéraux.

Quant à la droite sarkozyste elle nous donne le tournis : un jour elle nous parle de «multiculturalisme», le lendemain des «racines chrétiennes de la France» et le surlendemain elle dénonce «l'islamophobie» puis «l'islamisme». Et les pitres de l'UMP d'opérer toutes sortes de dérapages xénophobes ou racistes, que dénonce le PS tout en hésitant longuement à exclure Georges Frêche, dont les propos n'avaient rien à envier à ceux de Hortefeux and Co.

Face à une telle confusion, il n'est pas évident de se repérer, d'avoir des positions claires.

Notons quand même que Sarkozy a pris soin de définir ce qu'il appelle «la France» non pas d'un point de vue racial (ou ethnique, ce qui revient au même) comme le fait le Front national, mais en invoquant les «valeurs républicaines» traditionnelles, auxquelles il a ajouté pour faire bonne mesure la «diversité», «la défense des droits des femmes», etc., toutes valeurs que défend la gauche.

Retour sur trois définitions : identité, nation et culture

Après avoir rappelé le cadre historique et européen du débat, il faut aussi s'attaquer aux termes mêmes qui sont employés et à leur caractère politiquement dangereux.

Prenons d'abord la définition de l'identité selon le Robert : : *«le fait pour une personne d'être tel individu et de pouvoir être également reconnue pour tel sans nulle confusion grâce aux éléments (état civil, signalement) qui l'individualisent»* ou bien ces éléments : état civil plus signalement. L'identité se réduirait à l'apparence physique (ce que le dictionnaire appelle pudiquement le «signalement», et qui peut ouvrir la porte à un fichage ethnique «volontaire» comme c'est le cas aux Etats-Unis sur les passeports) et à la possession d'une carte d'identité, qui (elle) est une question purement juridique et administrative. On me permettra de douter qu'un individu

puisse se réduire à ces éléments matériels-là, même s'ils sont très utiles pour la police et la justice, pour ficher les individus ou pour définir leurs droits (si l'on admet que le titulaire d'une carte d'identité ne doit pas avoir les mêmes droits qu'un non-titulaire).

S'interroger sur l'identité nationale, c'est croire (ou prétendre) que l'identité d'un groupe imaginé (ethnie, peuple, nation, etc.) serait éternelle, immuable. C'est minimiser ses différences internes, pour maximiser ses différences externes. Cela a toujours servi à justifier les guerres, les invasions, aujourd'hui les interventions «humanitaires».

L'identité nationale repose sur des sentiments (1) (l'amour de la patrie, la fierté d'entendre un hymne, la nostalgie d'un paysage, d'une odeur, d'un plat). Les politiciens jouent sur la puissance de ces émotions pour créer une communauté politique imaginaire, et surtout renforcer le pouvoir de l'Etat et de ses institutions répressives.

Comme l'explique le journal *Ici, Ensemble* dans son supplément au numéro 13, de novembre 2009 :

«La proposition principale de ce texte est intitulée "la promotion de notre identité nationale doit être placée au cœur de votre action". Il est significatif que cela arrive après le détail minutieux des procédures mises en œuvre pour séparer les gens entre Français et immigrés (au nom de l'intégration non réussie et non réalisable), et par le détail, lui aussi minutieux de la persécution à mener et que nous avons analysé plus haut.

«La nouveauté est là : l'Etat a décidé de définir "ce que signifie être français". Il est clairement explicité que cela doit devenir non seulement une question politique majeure, mais aussi qu'il est du ressort de l'Etat de le formuler.

«Tout est dit avec cette phrase : "la citoyenneté, ce n'est pas une utopie qui rejette la nation et l'Etat de droit, c'est la participation et l'adhésion active aux règles qui permettent de vivre ensemble dans notre République" et plus loin "nous devons assumer mais aussi célébrer (...) la fierté d'être français".

«Il est bien entendu que les "règles", ce sont les lois. Autrement dit : est considéré comme bon citoyen français celui qui accepte les lois sans broncher. Après "l'immigré choisi" nous arrivons au "citoyen choisi" !

«Il s'agit d'une politique identitaire affirmée, où être "français" se définit avant toute chose comme ne pas être "immigré". Qui est "immigré" alors pour l'Etat ? Si on prend ce point à l'envers, il est sûr que Dati et Yade ne peuvent pas être considérées comme "immigrées" car elles sont militantes des lois de persécution envers les "immigrés clandestins", et elles sont même à ce titre élevées au rang de citoyennes françaises exemplaires ! Il est donc clair que quiconque agit de la sorte est accueilli dans la République et la Nation telles que définies par l'Etat : être français dans ce cas n'est plus un acte administratif mais devient un acte et une catégorie politiques.

«Ainsi, aimer la France revient à aimer l'Etat, ses partis, ses lois... en aucun cas les gens comme ils sont, comme ils se définissent eux-mêmes. Être fier d'être fran-

çais, c'est être fier des efforts de guerre et de la persécution contre les plus faibles.»

Malgré leur idéologie post-maoïste, ces militants décryptent bien, dans leurs tracts et leurs brochures la politique de l'UMP en ce qui concerne l'immigration. On ne peut que regretter que les groupes trotskystes et libertaires ne disposent pas d'un argumentaire aussi complet et facile à lire pour démolir la propagande du Ministère de la Honte et du Drapeau et avancer aussi quelques propositions élémentaires pour renforcer l'égalité des droits entre tous les travailleurs.

La nation : un concept au service de l'Etat bourgeois

L'UMP se gargarise avec ce terme dont le sens a beaucoup évolué depuis le XIX^e siècle. Il est loin le temps (1907) où Gustave Hervé pouvait consacrer tout un livre (*Leur patrie*) à la dénonciation de la patrie tout en concluant : «*Une patrie, c'est cela ! C'est cette monstrueuse inégalité sociale, cette honteuse exploitation d'une nation par une classe privilégiée.*» La droite et l'extrême droite n'ont jamais vu de grande différence entre la patrie et la nation, alors que la gauche et l'extrême gauche ont souvent eu tendance à opposer la mauvaise patrie (idée néfaste au service des classes dominantes) et la bonne nation (sous-entendu le peuple). Quoi qu'il en soit, si l'on croit la définition du Robert, le sens du terme nation est assez clair du point de vue politique : «*groupe humain constituant une communauté politique établie sur un territoire défini et personnifié par une autorité souveraine*».

Cette définition n'est pas plus satisfaisante. Car il existe des Etats sans nation unique (Royaume uni, Espagne), des nations sans Etat unique (les Kurdes, par exemple) et même des nations (des «peuples») qui ne veulent surtout pas d'Etat (les Roms).

La définition juridique fournie par le dico n'est pas meilleure car elle indique que la nation serait une «personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant l'Etat».

Cette définition implique que si le chef d'un Etat dit démocratique prend une décision (par exemple si Bush envoie des troupes en Irak, ou Sarkozy décide d'intervenir en Afghanistan) tous les citoyens membres de cet Etat, sont engagés par sa décision, puisqu'ils ne forment qu'un avec le Président qui incarne la Nation. On voit que derrière la neutralité apparente des mots, il s'agit d'obliger les individus à respecter l'«autorité souveraine» d'un Etat, et à taire ou à minimiser ce qui différencie ou caractérise chacun de nous.

La culture, dernier rempart des identitaires de droite comme de gauche, voire d'extrême gauche ou libertaires

Selon le Robert, la culture serait l'«*ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation*». Cette définition ne nous apprend rien et est même plutôt inquiétante car, au mot «civilisation», le dictionnaire nous indique d'abord qu'il s'agirait de l'«*ensemble des caractères communs aux vastes sociétés les plus évoluées*» Vous avez bien lu, «vastes» et «les plus évoluées». Un peu plus loin, le dictionnaire précise que la culture désigne les «*phénomènes sociaux, religieux, moraux, esthétiques, scientifiques, techniques propres à une grande société ou à un groupe de sociétés*». Mais cette définition exclut elle aussi les petits «peuples» (encore un

terme piégé !), disons les petites sociétés humaines, ou celles dont l'histoire n'a pas eu un rayonnement international ou universel.

La «culture» d'une nation ou d'un peuple se réduit le plus souvent (pour les démagogues, les politiciens et les chefs religieux) à un ensemble de normes et de traditions qui n'ont aucune rationalité particulière, et que personne ne peut critiquer. La «culture» est souvent un instrument d'exclusion car elle est la référence incontournable de l'unicité et de la fermeture d'un groupe aux influences extérieures qui «menacent» sa disparition.

Derrière la dénonciation de l'écrasement des «cultures» nationales et régionales au profit d'une «culture» mondialisée (sous-entendu américaine ou impérialiste), il y a souvent une volonté de planter des barbelés et des miradors idéologiques autour de chaque culture régionale ou nationale afin de faciliter l'ascension de tel ou tel parti qui désire accéder à la mangeoire étatique : en Europe, les nationalistes flamands, irlandais, catalans, écossais, basques, corses, bretons, etc., n'ont aucune intention de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'il s'agisse de l'identité, de la nation, du peuple ou de la culture, tous ces termes sont piégés. On peut bien sûr s'en servir mais avec beaucoup de précautions car, si nous prétendons changer radicalement la société, nous pouvons difficilement nous servir de ces mots sans être prisonniers des sens qu'ils véhiculent.

En effet, ils ont surtout pour fonction de mettre tous les individus dans le même sac. Ils servent à nous faire oublier qu'un ouvrier basque n'a pas les mêmes intérêts que son patron basque ; qu'un travailleur sans-papiers chinois n'a pas les mêmes intérêts que son marchand de sommeil chinois ; que le fait d'avoir la même carte d'identité qu'un flic ou un militaire français ne nous oblige nullement à le respecter au nom d'une prétendue «citoyenneté» commune, ni à croire que la police est faite pour protéger les braves gens ou que l'armée est faite pour défendre la «démocratie» en Afghanistan.

Tout ce qui aboutit à une quelconque union ou paix entre les classes, à une union nationale, au bénéfice d'un Etat freine et dévoie toujours les luttes des travailleurs. En ce moment, en France, comme dans le reste de l'Europe, on remarque un inquiétant durcissement à droite avec ce thème de la prétendue identité nationale. Mais on constate aussi qu'il est relayé par la gauche nationaliste, souverainiste, voire altermondialiste. Il n'y a pas un bon et un mauvais nationalisme. Tous les nationalismes sont mortifères. Cette montée du nationalisme qu'il soit purement français ou qu'il soit européen doit nous alerter, nous mobiliser et nous inciter à développer un solide argumentaire, sous peine de laisser l'initiative à l'adversaire.

Y.C., décembre 2009

Notes

1. Cf. l'article «Radio Libertaire ou Radio Français d'abord» dans ce numéro.
2. Cf. «Le quizz de la bêtise nationaliste» dans ce numéro.
3. Voir le livre *La Fable de l'illégalité* publié par nos soins et traduit de l'anglais.
4. Dans le recueil de platitudes consternantes publié par l'Institut Montaigne et intitulé *Qu'est-ce qu'être français ?* l'expression qui revient le plus souvent sous la plume des auteurs est «se sentir français». Tout un programme !

Quelques lectures utiles :

Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle)* – *Discours publics, humiliations privées*, Fayard, 2007 (un bouquin indispensable, tout comme *Le creuset français* et *Les ouvriers dans la société française* du même auteur)

De Fabel van de illegaal, *La Fable de l'illégalité : sans papiers, immigration et intégration forcée aux Pays-Bas*, 360 p., Editions *Ni patrie ni frontières*, 2008 (les Pays-Bas sont un laboratoire pour toutes les mesures de régression sociale, la xénophobie d'Etat et le populisme).

Karim Landais, *Anarchisme, nation, identité, culture. Régionalisme, nationalisme et anarcho-indépendantisme*, Orphéo Editions, 184 p., 2008 (une critique féroce de toutes les illusions sur les prétendues vertus progressistes du nationalisme)

Petit Quizz de la bêtise nationaliste

(Les réponses se trouvent à la fin de cet article.)

«Fiers de vivre dans un pays couvert d'un "manteau blanc d'églises" et de cathédrales qui abrite une des plus vieilles communautés juives d'Europe et dont la deuxième religion s'appelle l'islam, nous sommes viscéralement attachés à la laïcité qui est l'âme de la République. (...) nous sommes indéfectiblement attachés à la nation et profondément européens – par nos racines comme par nos convictions. Pour nous, pas d'opposition entre notre patrie et notre idéal. Nous voulons construire l'Europe sans défaire la France. (...) Nous aimons l'identité de la France, c'est-à-dire sa culture, son histoire, sa langue, ses paysages, sa littérature (...). La France est un alliage et son identité est mêlée. L'identité de la France est un patrimoine vivant. Que cette identité soit précieuse, nous l'affirmons. Qu'elle doive être défendue, nous en convenons.» (1)

Qui a lancé à Jeannette Boughrab, sarkozyste fille de harkis, qui se qualifiait de «berrichonne» et de «castelroussine», «le sang qui coule dans tes veines n'est pas français» ? (2)

«On ne peut concevoir, en France, une solide formation intellectuelle, fût-elle élémentaire, qui ignorerait la contribution des religions monothéistes au façonnement de notre nation.» (3)

«La biologie profonde du peuple français en fait un groupe à part, distinct des autres peuples et destiné à devenir une élite pour le monde» ? (4)

Quel est le ministre de l'Intérieur qui a invité les flics à procéder à des interpellations collectives et des vérifications de régularité «dans les endroits que [les services de police et de gendarmerie leur] auront indiqués comme étant ceux où se concentrent les irréguliers» ? (3)

Qui a écrit «La réaction contre l'invasion des étrangers s'est traduite par un normal antisémitisme dont les victimes sont aujourd'hui les vieilles familles françaises de religion israélite» et proposé une législation qui interdirait la fonction publique et les professions libérales à quiconque n'aurait pas trois grands-parents français (5) ?

Quel est le ministre de l'Intérieur qui a voulu «faire progresser la mise en œuvre du fichier des empreintes de demandeurs de titres de séjour prévu par l'ordonnance de 1945» ? (3)

«Ernest Renan a écrit des choses admirables sur le plébiscite de chaque jour que constitue l'appartenance à la Nation. Et les grandes dates de notre histoire sont autant de rencontres fusionnelles entre les citoyens et la France. Mais, aujourd'hui, le débat ne peut se réduire à la consécration des symboles : le drapeau, *la Marseillaise*, la devise républicaine. Leur sens doit être rappelé, leur message compris, leur histoire connue, leur hommage assuré.» (6)

Quel historien a eu le culot d'écrire : «Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France : ceux qui refusent de vibrer au souvenir de Reims [le sacre de Clovis], ceux qui lisent sans émotion le récit de la Fête de la Fédération. (...) Leur imperméabilité aux plus beaux jaillissements de l'enthousiasme collectif suffit à les condamner» (7) ?

Qui a vanté devant l'Assemblée nationale «cet indéfinissable génie qui permet à la France de concevoir et d'exprimer les besoins profonds de l'esprit humain» ? (8)

Quel est le premier ministre de l'Intérieur qui ait envoyé la police dans les facs après 1968 pour y déloger les collectifs de sans-papiers et qui a pour cela invité les établissements à lever les franchises qui empêchaient jusque-là les forces de l'ordre d'entrer sur les campus sans autorisation ? (3)

Qui a déclaré «Le français est la langue la plus appropriée à l'expression de la pensée» (9) ?

«Quand une politique creuse les inégalités, cela porte atteinte au ciment de la nation. Ce qui met en cause l'identité nationale, c'est cette politique et sa succession de scandales qui dégradent l'image de la France à l'étranger. Il faut reconquérir les symboles de la Nation. Il faut (...) revendiquer le drapeau tricolore qui appartient à tous, pas seulement à la droite. (...) la Nation est à l'origine un concept de gauche.» (10)

«La francophonie a été, dès l'origine, un pari sur la qualité, la singularité, la supériorité de l'éducation en français» ? (11)

Qui a signé l'appel pour sauver l'avenir «l'évolution démographique de la France» aux côtés de Christine Boutin et de Philippe de Villiers ?

Cet appel dénonce l'avortement responsable entre autres du fait que «la France a perdu un million cinq cent mille jeunes depuis 1975, soit presque autant que la saignée de 1914». Une «saignée» compensée par les flux migratoires depuis, mais c'est justement ce que ce texte critique : «les dirigeants oublient aussi que l'intégration des flux migratoires à venir sera d'autant plus difficile qu'il y aura de moins en moins d'enfants autochtones dans les écoles». (3)

Qui a lancé à Le Pen «S'il n'en était que de vous, je ne serais pas Français. Quelle perte ce serait pour la France» ? (12)

REPONSES

1. Manuel Valls
2. Un secrétaire d'Etat du gouvernement Fillon
3. Jean-Pierre Chevènement
4. Valéry Giscard d'Estaing
5. Le Président du Consistoire israélite et membre du Conseil d'Etat dans une lettre à... Pétain
6. François Hollande
7. Marc Bloch (historien et résistant fusillé par les nazis)
8. François Mitterrand
9. Maurice Druon, romancier et académicien gaulliste
10. Ségolène Royal
11. Marc Fumaroli (professeur au Collège de France et académicien)
12. Nicolas Sarkozy

Les surréalistes contre la Patrie, la Nation et l'identité nationale

À l'heure où quasiment tous les intellectuels de gauche de France hésitent à prendre parti autrement que de façon purement électoraliste contre Sarkozy et l'UMP en lorgnant vers une des composantes de la gauche pourrielle, à l'heure où le PCF, le Parti de Gauche et le PS défendent le nationalisme républicain, nous offrons à nos lecteurs ces quelques citations rafraîchissantes des surréalistes :

«Ouvrez les prisons licenciez l'armée»
(*La Révolution surréaliste* n°1 décembre 1924)

«A bas le clair génie français»

Michel Leiris : «Vive Abd-el-Krim !» «A bas la France !»

Paul Eluard : «Incendie et mitrailleuse sont les deux mamelles de la France.»
«Peu nous importe la création. Nous souhaitons de toutes nos forces que les révolutions, les guerres et les insurrections coloniales viennent anéantir cette civilisation occidentale dont vous défendez jusqu'en Orient la vermine et nous appelons cette destruction comme l'état de choses le moins inacceptable pour l'esprit.»
(Tracts surréalistes et déclarations collectives 1922-1939, tome 1, p. 50.)

«Nous saisissons cette occasion pour nous désolidariser publiquement de tout ce qui est français, en paroles et en actions.» (*ibid.*)

Louis Aragon : «puisque au nom de la France on peut envoyer des hommes à la mort, que cette idée, comme toutes les idées nationales, disparaisse de la terre. Le fanatisme des patriotes toujours menaçant, je le combattrai partout où je le rencontrerai. Athée de leur religion (la religion du nationalisme), qu'ils me brûlent, puisque nous en sommes encore au temps de l'Inquisition et de la Censure.» (15 juillet 1925, *ibid*)

Louis Aragon : «Mais permettez-moi, Messieurs, pour cette raison même, de vous reprocher d'avoir, dans un but sans doute politique, employé pour en appeler à tous, diverses expressions qui sont du langage nationaliste : indépendance, sou-

veraineté nationale, droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il n'y a pas de peuples pour moi, à peine si j'entends ce mot au singulier. Enfin je n'admets pas que vous vous adressiez à ceux qui se disent, à quelque titre que ce soit, anciens combattants ; je tiens tout homme qui se pare d'un pareil nom pour un con ou un escroc. Je suis, Messieurs, à vos côtés contre la patrie.» (*ibid*)

Louis Aragon «Plus encore que le patriotisme qui est une hystérie comme une autre, mais plus creuse et plus mortelle qu'une autre, ce qui nous répugne c'est l'idée de Patrie qui est vraiment le concept le plus bestial, le moins philosophique dans lequel on essaie de faire entrer notre esprit.» (*ibid*).

Louis Aragon «En tant que, pour la plupart, mobilisables et destinés officiellement à revêtir l'abjecte capote bleu horizon, nous repoussons énergiquement et de toutes manières pour l'avenir l'idée d'un assujettissement de cet ordre, étant donné que pour nous la France n'existe pas» (*ibid.*)

Toutes ces citations sont extraites de l'article «L'histoire oubliée des surréalistes et la guerre du Rif» [http ://www.souss.com/L-histoire-oubliee-des.html](http://www.souss.com/L-histoire-oubliee-des.html)

Monod, Lacoste et tutti quanti allez vous faire...intégrer !

Une tribune parue le 6 août 2010 dans les pages Rebonds de *Libération*, sous la plume du philosophe Jean-Claude Monod montre bien la communion idéologique profonde qui existe entre la droite et la gauche sur les questions de l'identité nationale.

Et ce n'est pas le fait de réclamer la fin du débat («L'identité nationale, un chantier qui doit rester inachevé» est en effet le titre de cet article), ou la dissolution du Ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale, ni les citations de Ricœur ou de Derrida («mêmeté», «ipséité», «Soi-même comme un autre», «self» et autres expressions ou concepts qui ne sont qu'un rideau de fumée pour cacher une adhésion politique au nationalisme, au patriotisme ou au citoyennisme gaulois – idéologies grosso modo équivalentes même si le citoyennisme est plus à la mode à gauche), qui pourront contrebalancer le panégyrique que dresse cet intellectuel à propos de l'idée de nation qu'il propose de conserver : «Se choisir des symboles, se raconter son passé, mettre en avant des idéaux et des personnages auxquels les citoyens puissent s'identifier font partie du travail sur soi des sociétés».

L'expression chic et psy de «travail sur soi» dissimule mal à quoi sert ce prétendu «travail» : à renforcer le pouvoir de l'Etat national, à la fois sur sa population «autochtone» ou «de souche», et contre les Etats, voisins ou lointains, rivaux sur le plan géopolitique ou économique. À renforcer la peur et le ressentiment contre «l'Autre», terme creux que l'on retrouve partout, des textes de l'ONU aux publications du moindre sociologue ou philosophe de gauche, quand ce n'est pas d'extrême gauche.

Et notre penseur de louer les vertus d'une «identification positive à la France, faute de quoi les conditions minimales d'une intégration (1) des nouvelles populations immigrées ne seraient pas remplies».

Monod prend ici l'effet pour la cause et brandit l'épouvantail mité de la prétendue mauvaise intégration des «immigrés» : c'est parce que l'Etat français depuis plus de cent ans a régulièrement pris – lors de chaque crise économique, politique ou sociale importante – les «étrangers» présents sur son sol comme boucs émissaires des frustrations populaires, comme individus devant sans cesse prouver qu'ils ne forment pas une Cinquième Colonne (2), hier au service de l'Allemagne, aujourd'hui au service de l'Islam ou du terroriste djihadiste, que les «populations immigrées» et leurs enfants, et petits-enfants, ont pu et peuvent encore souvent se sentir des «aliens», (un terme anglais dont le double sens est pour un francophone

fort parlant : étranger et individu bizarre venu d'une autre planète) des gens qui ne sont que «tolérés» dans la patrie «des droits de l'homme» et de la «Résistance», expressions dont se gargarise notre philosophe sans le moindre esprit critique.

Y.C., 5 août 2010

Notes

1. Nous n'avons aucune sympathie pour les Indigènes de la République et le PIR (ne rigolez pas, c'est le nom – prédestiné – de leur parti) mais quand on lit ce genre de propos sous la plume d'un intello, qui de surcroît a co-organisé en 2005 un colloque avec Patrick Weil intitulé «Migrations, religions et sécularisation, L'impact des migrations sur les modèles nationaux») on a envie de reprendre ce slogan des Indigènes : «Va te faire intégrer» !

2. La récente affaire Anelka l'a encore montré, cf. notre article à ce sujet.

P.S. Pour ceux que l'expression «incapacité congénitale» choquerait, je ne peux que conseiller la lecture de *La question post-coloniale* (Fayard 2010) d'Yves Lacoste. Dans ce livre, où l'auteur nous incite à réfléchir (et non simplement à nous émouvoir) face à l'histoire concrète et diverse des migrations (et notamment à se demander pourquoi tant d'ex-colonisés qui ont combattu, les armes à la main, l'armée française sont venus vivre en France après la guerre d'Algérie et surtout y sont restés et y ont fondé une famille) ; où il pointe avec brio les insuffisances théoriques flagrantes des «études post-coloniales» anglo-saxonnes ou françaises et de leur sous-produit politique français indigent – l'idéologie des Indigènes de la République –, il trouve pourtant le moyen de nous livrer des réflexions assez consternantes qui contrastent avec le niveau de son ouvrage.

En effet, il pense que les jeunes de la «seconde ou de la troisième génération» seraient tellement influencés par le conflit israélo-palestinien, les leçons d'histoire anticolonialiste des profs des collèges, voire par les thèmes que propagent les Indigènes de la République et quelques intellos en quête de chaires dans l'Université, qu'ils pourraient demain se tourner vers l'islamo-terrorisme.

Il est étonnant qu'un historien qui sait brillamment raisonner dans la longue durée, pour sortir des étouffants et stériles débats historiques franco-français, se trouve prisonnier de faits divers d'importance secondaire, comme le fait que quelques centaines de jeunes aient sifflé le drapeau français lors de matches de football.

Il est étonnant qu'un historien sérieux puisse écrire «A l'époque où la nation était menacée par l'ennemi (...) le problème de l'immigration ne se posait guère», alors que toute l'histoire de la Troisième République (qui a coïncidé avec les deux guerres mondiales) est jalonnée de lois, de circulaires et de discussions politiques et parlementaires autour du prétendu «problème» de l'immigration.

Lacoste reconnaît très honnêtement avoir appartenu au parti stalinien français, le PCF. Il en a malheureusement gardé (outre une obsession anti-trotskyiste assez ridicule quand il parle du rôle des trotskystes dans la création des Indigènes de la

République – s'il avait regardé plus attentivement la liste des 300 premiers signataires de l'Appel des Indigènes il aurait remarqué la présence massive de ses ex-camarades du PCF) une incapacité de raisonner autrement que dans le cadre des Etats-nations, «ethniquement» homogènes, où l'on se retrouve entre soi, entre gens qui parlent la même langue, vivent sur le même territoire. On se demande d'ailleurs ce qu'écrirait M. Lacoste s'il vivait aux Etats-Unis... Sans doute croirait-il comme Huntington que la nation américaine est en déclin (déclin inexorable pour tout empire selon M. Huntington) puisqu'elle n'est plus guidée par les valeurs des Blancs, anglo-saxons, protestants ?

Il est dommage qu'un historien possédant d'aussi vastes connaissances ne soit pas capable d'imaginer d'autre perspective, d'autre «représentation» pour reprendre une expression qu'il emploie souvent dans son livre, pour l'humanité que l'enfermement dans des Etats-nations qui sont de véritables prisons pour leurs habitants, et surtout, comme il l'écrit lui-même, qui préparent leurs peuples à la guerre – économique, sociale, écologique voire nucléaire contre d'autres Etats.

Sa définition de la nation est en effet sans équivoque : «La nation est une représentation géopolitique, c'est-à-dire qu'elle implique des rivalités de pouvoirs sur du territoire, car il n'y a pas de nation sans volonté d'indépendance contre de possibles adversaires»...

Pour ce qui nous concerne, nos adversaires ne sont pas les autres peuples, les autres nationalités (une idée que Lacoste rappelle pourtant lui-même dans son ouvrage, quand il explique que «les Français» ne sont pas collectivement responsables de la colonisation ou de l'esclavage, et qu'il faut incriminer les élites politiques et économiques de l'époque), mais les classes dirigeantes qui se trouvent à la tête des Etats, qu'ils soient des Etats-nations ethniquement homogènes, des fédérations, ou des empires....

«Affaire» Anelka : médias et politiques nous refont le coup de la Cinquième Colonne

On savait déjà que le football, comme bien d'autres sports populaires, était un concentré délétère de passions nationalistes et chauvines, de pulsions de violence fort mal canalisées (il suffit de voir non seulement le comportement des hooligans organisés, mais aussi tous les incidents qui suivent la fin des matches) visant à renforcer le mythe de l'unité nationale, de la communion entre toutes les classes, agenouillées devant l'autel de la Patrie qu'il faudrait défendre... contre les autres équipes – traduire contre les autres peuples, les autres Etats, les autres nations, les autres ethnies, au choix.

À cet égard il est intéressant de constater que les néo-conservateurs américains les plus bovins mènent en ce moment campagne contre le football européen, considéré comme «anti-américain», et que les plus délirants d'entre eux n'hésitent pas à affirmer sérieusement qu'à l'origine ce sport était pratiqué par les Indiens d'Amérique du Sud qui jouaient à la baballe avec la tête de leurs ennemis...

Mais revenons à la Gaule du XXI^e siècle et au déferlement de réactions politiques face aux insultes de Nicolas Anelka contre son entraîneur, Raymond Domenech. Cet incident sans intérêt, devenu une affaire politique nationale, a au moins un mérite : montrer que la plupart des hommes politiques et des intellectuels médiatiques français ne peuvent résister à la tentation de puiser dans l'imaginaire xénophobe et le mythe de la «Cinquième Colonne».

Alain Finkelkraut (on n'ose évoquer sa «pensée» tant elle est vulgaire) avait déjà lancé ce thème en expliquant que l'équipe de France était «Black, Black, Black» au journal *Haaretz* en décembre 2005. En se focalisant sur la couleur de la peau des joueurs français, il se contentait de reprendre à destination des milieux dits «cultivés», un leit-motiv sans cesse ressassé par le Front national : celui de la disparition de l'identité française, symbolisée par sa couleur blanche (car n'en déplaise à ces messieurs, si leur pensée est incolore, leur peau ne l'est pas – d'où le ridicule de l'expression qu'ils utilisent pour désigner autrui : «un homme de couleur»), et de sa cinquième colonne «black», comme ils disent... En juin 2010, le sieur Finkelkraut a été doublé, dans la course à la xénophobie, par Pierre Cassen, membre du grou-

puscule Riposte laïque, lors du Rassemblement xénophobe qui s'est déroulé le 18 juin 2010 Place de l'Etoile (cf. «Les 22 salopards de l'apéro saucisson-pinard» dans ce numéro).

En effet, ce bouffeur de musulmans, de Chinois, d'Africains et d'Arabes (comme en témoigne le site qu'il contribue à animer depuis trois ans) dénonça dans son intervention ces joueurs «qui se foutent du maillot qu'ils portent», ce qui en bon langage subliminal signifie qu'ils ne respectent pas les couleurs du drapeau français et ce qu'elles symbolisent – et la couleur de la peau et la religion de ces joueurs expliquaient certainement cet irrespect, pour les auditeurs de ce sinistre individu. Ces mêmes auditeurs qui criaient «Bleu, blanc, rouge, la France aux Français» pour soutenir Fabrice Robert, son pote du Bloc Identitaire... Mais Cassen n'est pas suffisamment téméraire pour dire publiquement le fond de sa pensée et risquer une condamnation pénale pour incitation à la haine raciale.

Le lendemain Finkielkraut, avec évidemment beaucoup plus de succès médiatique que Cassen, en remit une couche en dénonçant la «génération caillera», et autres élucubrations. Le 21 juin sur France Inter, il compara successivement les joueurs de l'Equipe de France aux «Soprano» (feuilleton américain mettant en scène des tueurs cyniques et sadiques), à la Mafia, à des individus «odieux» et «décérébrés», des «voyous milliardaires», une «bande de onze petites frappes» et «des gens qui se foutent de la France et qui se sont émancipés de la morale commune».

Son ressentiment et sa haine de petit bourgeois réactionnaire contre «l'esprit des cités» censé être responsable de tous les maux – de la crise de l'Ecole à celle du sport en passant par la Société – seraient risibles s'ils relevaient des propos de comptoir de n'importe quel frustré, imbibé d'alcool, crachant sa bile dans l'anonymat d'un café.

Ce «patriote français» qui prétend savoir penser et se servir de son cerveau mieux que les lascars des cités est pourtant d'une ignorance crasse.

Il ne s'est même pas posé quelques questions élémentaires : à quel âge sont recrutés les prétendus «jeunes» qu'il incrimine (rappelons qu'ils ont entre 23 et 32 ans, mais que la majorité ont plus de 28 ans !) ? dans quelles structures sont-ils formés ? quels sont leurs professeurs et leurs mentors ?

S'il s'était posé ces questions toutes simples, il aurait lui-même compris qu'un vrai «jeune» qui fait carrière dans le foot (un ado ou un préado en clair), fut-il originaire «de banlieue», rompt très tôt (entre 12 et 15 ans) ses liens avec son milieu familial et social pour être pris en charge par des structures qui n'ont rien de «caille-resques», mais sont au contraire extrêmement élitistes et disciplinaires, comme les aime cette vieille baderne de Finkielkraut. S'il y a quelque chose qui pourrait le football, ce serait plutôt l'argent des sponsors, les manœuvres des politiques et la mentalité généralement militaire des entraîneurs, ou l'individualisme forcé que prône la société bourgeoise... Mais notre intello réac n'a rien à dire à ce sujet.

On retrouve la même haine de classe chez un certain Jean-Paul Brighelli, auteur d'un livre intitulé *La Fabrique du crétin*. Devant un tel spécialiste chevronné de la connerie, on ne peut que s'incliner : les joueurs seraient des «petits caïds» (le vo-

cabulaire des réacs insinue toujours que les petits chefs de bande auraient une origine étrangère), des «analphabètes», des «petites frappes de banlieue», des «Huns» (l'image d'Attila et de ses envahisseurs huns est un vieux thème de la droite et de l'extrême droite occidentales), «trente barbares», etc..

«Moins un, peut-être», nous dit ce professeur au langage fleuri. «Un garçon d'un autre milieu dont le père fut prof de maths.» Au moins le mépris des prolétaires est net et sans bavures chez le petit-bourgeois Brighelli. En dessous de prof, y'a que des sous-hommes, bons à aller aux puttes, comme nous le verrons un peu plus loin. Autre critère de «civilisation» selon lui : «il sort avec la fille de Villepin au lieu de se taper une radasse décolorée»... Et de conclure avec une vulgarité digne d'un Coluche ou d'un Bigard (l'usage du terme «radasse» par un intellectuel montre bien quel mépris cet individu a de la gent féminine) : «Ribéry serait-il du genre à croire qu'une pipe est meilleure en diamants qu'en bruyère ?»

Quand un écrivain, un peintre ou un musicien se «tape» (on remarquera l'élégance du style et de la «pensée» de Brighelli) des prostituées (des dizaines d'artistes ou d'intellectuels célèbres pourraient être ici cités), il se livre sans doute à des recherches sociologiques ou il est en quête d'inspiration pour son œuvre ?

Quand il s'agit d'un footballeur issu des «cités», bien sûr, ce n'est qu'un méprisable amateur de «pipes»....

Grattez le vernis d'un prof chauvin et conservateur, et vous trouverez bien vite un loustic encore plus rase-bitume que ceux qu'il accuse d'être des «barbares»...

Depuis l'Affaire Dreyfus, les politiciens et les intellectuels français ont toujours aimé avoir des boucs émissaires pour attiser les passions populaires. Au XIX^e siècle c'était les Juifs censés être des «étrangers», des «apatrides», et surtout des «agents de l'Allemagne», même si leurs familles vivaient en France depuis des siècles ; puis les xénophobes, de gauche et de droite, trouvèrent d'autres cibles, les Italiens, les Polonais, les Espagnols, etc.

Aujourd'hui, ce sont les «jeunes des banlieues» de préférence d'origine africaine ou maghrébine et s'ils sont musulmans (1), qui servent de cibles aux chauvins, aux nationalistes, aux xénophobes de gauche ou de droite, tous unis dans le culte de la Nation.

Y.C., 22/06/2010

(1) Ce qui est apparemment le cas de quatre joueurs de l'Equipe de France – mais les médias ont oublié de nous communiquer une autre information, évidemment essentielle, pour comprendre le jeu des tricolores : combien cette équipe de France compte-t-elle de catholiques, de protestants, de bouddhistes, de juifs et d'athées ?

Post-scriptum

Les médias et leurs «penseurs» se sont beaucoup scandalisés des rémunérations des joueurs et des avantages matériels dont ils bénéficient. On ne les a pourtant jamais entendus critiquer la situation du football et des autres sports, quand

une équipe de France était gagnante. Pas plus qu'ils ne remettent en cause les salaires des ministres, des PDG, des sénateurs et des députés et tous les avantages qu'ils cumulent – à commencer par des retraites scandaleusement élevées.

Les intellectuels parlent souvent de «populisme» quand ils dénoncent (justement) le discours haineux du Front national mais cette Coupe du monde de football a été pour eux un vertigineux exercice de populisme et de démagogie, la cible étant cette fois les jeunes d'origine populaire et étrangère qui ont «réussi» socialement en devenant des sportifs professionnels.

Sur le capitalisme français et son Etat flotte encore un léger parfum aristocratique (cf. l'équipe de «gentlemen» que réclame l'inénarrable Finkelraut) et les «élites» politiques et intellectuelles ne réussissent que très difficilement à cacher leur mépris du peuple, quand quelques individus issus des classes exploitées parviennent à grimper – un peu – dans l'échelle sociale.

Pour le reste, nous ne sommes pas naïfs. Qu'ils soient footballeurs ou rappeurs, comiques ou acteurs de cinéma, présentateurs de télé ou entrepreneurs, les célébrités d'origine prolétaire sont toujours d'excellents avocats du capitalisme dès qu'ils commencent à toucher le pactole....

PPS du 23 juin 2010

Sur la chaîne parlementaire LCP, d'autres hommes et femmes politiques ont communié à cette occasion dans le chauvinisme : Anne Hidalgo (PS) jugea les joueurs «indignes» («ils se foutent de tout», «n'ont aucune valeur», dit-elle tout en expliquant qu'elle n'aime pas les lynchages...), Renaud Muselier (UMP) considéra qu'il fallait virer les meneurs qui ont «craché sur le drapeau, craché sur leur maillot» et garder les éléments sains (selon une bonne logique policière qui ne nous étonne pas dans la bouche de ce monsieur). Benhamias (Modem, ex-Verts) en rajouta bien sûr une couche....

Racisme anti-Blancs ?

L'histoire édifiante des martyrs de Perpignan

Au mois d'avril 2010, l'affaire de Perpignan relatée d'abord dans les médias mainstream a fait ensuite la une de tous les grands médias d'extrême droite.

Elle y complète avantageusement le cas Marie-Neige Sardin, égérie de ces mêmes médias, libraire au Bourget, qui affirme être la cible de multiples agressions «racistes» de la part des «musulmans», selon elle tout-puissants en Seine Saint Denis.

Cette affaire de Perpignan a largement dépassé le cercle de la «fachosphère». Ce qui nous importe ici, c'est de nous interroger sur la méthode justement, qui consiste à partir de ces faits divers, de ces histoires individuelles pour lancer le débat. Nous nous sommes donc intéressés aux protagonistes de cette affaire, les «victimes» qui ont eu droit à la reprise de leurs propos dans les médias capitalistes et dans les médias d'extrême droite, alors que les accusés, eux, n'ont jamais été interrogés sur leur version des faits.

Nous avons choisi l'affaire de Perpignan parce qu'elle a suscité une unanimité d'interprétation sans précédent : ce ne sont pas seulement l'AGRIF, l'association qui a inventé le terme de «racisme anti-Blancs» et pas seulement les médias d'extrême droite, mais aussi le MRAP qui a choisi de soutenir les «victimes» et de valider le concept de «racisme anti-Blancs» pour la première fois de son histoire.

Il s'agit donc de l'affaire la plus «insoupçonnable» et la plus «insoupçonnée» de toutes celles qui ont été prises par l'extrême droite pour appuyer leurs thèses. De celles dont on nous répétera sans fin qu'elles obligent les naïfs antiracistes à ne «plus nier l'évidence».

Au premier abord, c'est effectivement une affaire terrible et extrêmement simple : les «victimes» sont un jeune couple avec un bébé de huit mois, et les faits indéniables dans leur violence. Des jeunes se sont introduits en défonçant la porte au domicile du couple Marc-Henri et Myriam Picard, et ont fait usage de violence. Un mineur de quinze ans, arrêté après les faits, a été reconnu formellement reconnu par l'épouse, mais nie en bloc.

La version de la famille Picard est la suivante : Les jeunes auraient fait trop de bruit avec leurs scooters. Le père aurait «poliment», selon ses dires, intimé aux jeunes d'en faire moins. Les jeunes l'auraient insulté. Il aurait alors versé «un peu d'eau d'une cruche» sur ces jeunes et c'est ce qui aurait déclenché leur intrusion, et l'agression. Concernant les injures à caractère raciste, dans les premières dépê-

ches relatant l'affaire, ce qui est mentionné dans la presse, ce sont des insultes à caractère sexiste («on te baise, on va violer ta femme», etc.). Marc-Henri Picard décide alors de raconter son histoire au site Fdesouche dans un commentaire, puis très vite choisit l'AGRIF comme défenseur, donne un entretien à Novopress cependant que son épouse, elle, parle à Riposte Laïque quinze jours après les faits.

C'est là qu'apparaît un exposé plus détaillé des injures à caractère raciste, et vraiment ces jeunes gens ont fait la totale pour ressembler à l'image que l'on donne d'eux... «*On va baiser ta Blanche, on te nique ta race sale Cefran*», etc, etc. C'est là aussi que l'épouse ajoute un élément à son témoignage : au cours de sa grossesse, elle aurait été bousculée par un jeune, et ce jeune aurait également proféré, ce jour-là, des insultes à caractère raciste.

Dans les entretiens des deux époux avec Novopress et Riposte Laïque, chacun pourra voir que les deux membres du couple ont un discours assez structuré sur l'invasion du centre-ville par les «*jeunes qui n'habitent pas là*», «*l'omerta et la peur qui fait que les gens n'osent pas dénoncer*», «*l'impunité judiciaire pour les mineurs*», mais aussi la description des jeunes qui «*hurlent comme des animaux*».

Face à la proposition du MRAP de les défendre, ils se montrent pour le moins critiques, l'association étant selon eux «*soupçonneuse*», parce que l'avocat leur a posé des questions sur la manière exacte dont se sont déroulés les événements, ce que ferait tout avocat. Ils ne donnent donc pas suite à la proposition du MRAP, mais par contre parleront à tous les médias identitaires qui le souhaitent.

Pour le MRAP, mais aussi pour d'autres commentateurs, la stratégie de cette famille est insoupçonnable, et le fait qu'elle se tourne vers l'extrême droite analysé comme une «*réaction*» au fameux racisme anti-Blancs.

Explication banale de la *lepénisation des esprits* : le racisme, c'est la faute des victimes du racisme, qui n'en sont en fait pas vraiment, mais plutôt les vrais bourreaux dont on tait les méfaits par «*bonne conscience*», ce qui explique que les «*vraies*» victimes finissent par se réfugier à l'extrême droite.

L'AGRIF n'est pas allée chercher le témoignage et la version des jeunes, bien entendu. Mais le MRAP ne l'a pas fait non plus, et décidé d'entrée qu'il y avait dans cette histoire des coupables certains et des victimes hors de tout soupçon.

Pourtant, ce n'est pas la première fois que Marc-Henri Picard est mentionné sur Novopress. En effet, le jeune père de famille, ex-pompier de Paris, est aussi l'auteur d'un bouquin qui raconte sa quête initiatique de jeune catholique lors de son voyage à pied en Sibérie.

– Le livre a été publié aux Editions de L'Œuvre, tenue par un ancien des Presses de la Renaissance, maison qui publie également du Benoît XVI, mais aussi des bouquins sur l'horreur du communisme.

– Victor Loupan, responsable de cette maison d'éditions est également chroniqueur au *Figaro*, membre d'associations proches de l'Eglise orthodoxe russe, et surtout invité assez fréquemment à Radio Courtoisie au titre de directeur du journal *La Pensée russe*, qui se présente comme LE journal de l'émigration russe depuis 1947.

– Récemment, les Editions de l'Œuvre ont accueilli en leur sein les éditions Ad solem, dont le responsable est très proche des milieux catholiques traditionalistes intégristes, où évolue aussi l'AGRIF.

Novopress Bretagne avait parlé du bouquin en ces termes : «*En digne héritier de Nicolas Bouvier, Marc-Henri Picard, dont c'est le premier ouvrage, nous entraîne dans sa folle équipée, avec grâce et humilité. [...] Cet aventurier hors normes livre le récit de cette quête, dont il fait une sublime poésie. D'un voyage initiatique, ce jeune Européen a su tirer un récit magnifique, d'une authenticité rare. Une rencontre improbable entre un caractère et un style. Avec Où traîne encore le cri des loups, un écrivain est né.*» NovoPress / Breizh

Sur *Le Salon beige*, de la même mouvance que l'AGRIF, figure également une élogieuse critique de ce bouquin. *Le Salon beige* relaiera avec fierté le choix de l'AGRIF par la famille Picard, évidemment.

La victime de racisme «anti-Blancs» dans cette affaire est donc un jeune écrivain catholique édité dans une maison qui a des liens indéniables avec la branche catholique de l'extrême droite.

Qu'aucun journaliste n'ait même mentionné cette information aisément accessible et publique n'a rien de vraiment étonnant. Par contre comment le MRAP a-t-il pu se solidariser aussi facilement et considérer comme vérité inquestionnable la version de la famille Picard ?

Ce qui frappe, dans le communiqué du MRAP 66 en effet, c'est l'absence totale de tout emploi du conditionnel : les jeunes mis en cause n'auront même pas le bénéfice du doute quant aux «*injures raciales*», pas de présomption d'innocence dans leur cas.

En fait, en ce début 2010, la pression a grandi contre les associations antiracistes concernant la reconnaissance de l'existence du fameux racisme anti-Blancs : même la LICRA, pourtant la plus modérée de ces associations officielles, qui a déjà approuvé la notion de racisme anti-Blancs par le passé, a été violemment mise en cause dans les colonnes du *Figaro*, pour ne pas s'être alignée sur ceux qui voient dans chaque agression, dans chaque fait divers une manifestation de la prétendue oppression de la majorité par les minorités : le journaliste en question s'appelle Ivan Rioufol, et c'est lui qui fait notamment la promotion de la prétendue affaire Marie-Neige Sardin, citée plus haut dans notre article.

L'histoire des martyrs de Perpignan est effectivement édifiante : elle marque le moment où toute une partie de la gauche et de l'extrême gauche a conclu d'office à la validité d'un concept clef de la stratégie fasciste.

Luftmenschen

«Racisme anti-Blancs»: qui sont les vraies victimes ?

Pour les fascistes, une manière de neutraliser la lutte antiraciste, est de se la ré-approprier en confondant les genres et les rôles. Un confusionnisme bien usé par certains antisémites, comme Alain Soral ou Dieudonné qui prétendent ainsi au titre d'anti-nazis. Usé aussi par l'extrême droite «identitaire» dont une des motivations serait de lutter contre «le racisme anti-Blancs».

A l'horizon de cette année 2011, concrétisation de l'offensive culturelle fasciste oblige, le procédé n'est plus l'apanage des groupuscules. Un avocat a ainsi été **mis en examen** sous le chef d'incitation à la haine raciale pour avoir déclaré que son client, d'origine immigrée, était condamné d'avance, dans la mesure où le jury d'assises ne comportait aucune personne issue de l'immigration.

En juin de l'année dernière, le MRAP 66, antenne locale d'une organisation reconnue d'utilité publique, a pour la première fois proposé à des personnes victimes d'une agression de les défendre au nom de la lutte contre le racisme «anti-Blancs».

Une syndicaliste martiniquaise fait actuellement l'objet de poursuites pour «incitation à la haine raciale» pour la reprise d'un slogan partagé par les acteurs du mouvement de classe, survenu aux Antilles en 2009, et visant les *beke*, non pas pour leur «race», mais pour leur position sociale.

Il y a encore quelques années, pas mal de politiques étaient déjà d'accord pour lier «délinquance» et «étrangers», mais rechignaient à le faire sans périphrases. Puis, la droite réactionnaire a renchéri sur l'extrême droite, avant d'être suivie par une bonne partie de la gauche social-démocrate.

Mais depuis quelque temps, si ce sont toujours les mêmes faits divers qui sont mis en exergue pour ne pas parler de l'insécurité sociale, les immigrés et leurs descendants ne sont plus accusés seulement d'être des barbares sans humanité, ni capacité de réflexion. De plus en plus souvent, l'accusation de «racisme anti-Blancs» revient comme motivation principale de ceux qui seraient les «voleurs d'I Phone», les «violeurs», les «agresseurs sans cause», etc.

De quels «Blancs» parle-t-on ? se demandera toute personne qui ne voit pas le monde et le marché de son quartier avec les yeux de Manuel Valls, pour qui un Arabe à la peau plus claire que la sienne n'est pas de ces «Blancs» qui, paraît-il, font cruellement défaut à la jolie bourgade d'Evry.

La réponse est bien sûr évidente pour qui se rappelle l'origine de la notion de «racisme anti-Blancs», inventée par l'extrême droite dans les années 90. Les «Blancs» ce sont les Franco-Français avec une carte d'électeur, que le Front national espère bien conquérir en leur faisant peur avec le «péril immigré». Ce qui est présumé et dénoncé, c'est bien cela, un racisme «anti-Français». Mais l'extrême

droite a très bien vu depuis le début le problème de cette dénomination, à la fois trop vague et trop précise.

Trop vague, parce que, parmi les accusés de ce prétendu «racisme», il y a une majorité de Français au sens strict et matériel du terme, des gens avec la nationalité tout simplement. **Accuser une partie de ces «Français» de «racisme anti-Français» fait immédiatement ressortir la réalité : c'est celui qui accuse l'autre de racisme qui l'est, puisqu'il rejette sur des critères ethniques ou culturels une partie de la population.**

Trop précis, aussi, parce que le sentiment «anti-Français» est quelque chose d'assez communément partagé en France, pour diverses raisons.

Le 6 mai 2007, par exemple, il s'est trouvé un paquet de gens devant leur télé, pour haïr féroce et provisoirement ce «peuple français» qui avait voté pour un candidat ouvertement xénophobe et anti-pauvres.

Inversement, par exemple sur le site «fdesouche», dans les cibles principales des commentateurs enfiévrés de haine et de ressentiment, on trouve juste derrière les Algériens, les Français, ces «veaux», ces «dhimmis», ces «naïfs», ces «masochistes», opposés aux membres d'autres peuplades plus nobles et plus farouches, plus conscientes d'être «Blanches» justement : les Serbes ou les Allemands à une certaine époque malheureusement révolue. Des «Français» parfois même considérés, sur le premier site d'extrême droite, comme inférieurs à l'ennemi juré, le «you-pin» et le «bougnoule», soudé aux siens et prêt à la guerre de civilisation.

Et puis «Blanc», c'est abstrait, c'est ahistorique, c'est pratique.

Même si, désormais, il est de bon ton de reprocher à quiconque évoque le passé colonial de la France, ou sa responsabilité dans la destruction des Juifs d'Europe, d'avoir la mémoire trop longue, si l'on exige des minorités opprimées de faire du passé table rase sans garantie aucune sur l'avenir, il n'est pas difficile de comprendre en quoi le sentiment anti-Français, même mal dirigé, n'est pas du tout un racisme, mais au pire une **réaction** inappropriée au racisme et à l'antisémitisme.

C'est en ce sens qu'il ne peut y avoir aucun signe d'égalité tracé entre les communautarismes minoritaires, même lorsqu'ils évoluent vers le fascisme, et l'oppression majoritaire fondée sur des critères raciales.

La notion piège de «racisme anti-Blancs» est une notion qui abolit l'Histoire tout autant que les mensonges négationnistes : elle entend inverser le cours du temps et le déroulement des événements.

Dans la logique démente des négationnistes, l'extermination des Juifs d'Europe est un mensonge inventé par le nationalisme juif, lequel aurait existé indépendamment de l'oppression millénaire d'une minorité culturelle et religieuse.

De la même manière, imposer le concept de «racisme anti-Blancs» évacue immédiatement ce qu'est le racisme concrètement : ses victimes désarmées devant un Etat, ses lois discriminatoires, sa police, sa justice et son potentiel de domination culturelle.

Il évacue pour le présent le fait que celui qui, éventuellement, se ferait traiter de «sale Blanc», à l'occasion, ne peut pour autant se comparer à celui qui est un «sale

Noir», de sa naissance à sa mort, de l'école au commissariat en passant par le boulot.

Il évacue pour le passé la cause des guerres d'indépendance nationale menées par les minorités opprimées, qui, effectivement ne furent pas toujours parfaites, et toujours sanglantes. Les colons deviennent des victimes d'une haine sans cause objective, motivée uniquement par la volonté de domination, comme le projet sioniste dans toutes ses composantes, même socialistes et progressistes, est qualifié de «raciste» par les antisémites.

Mais le concept de «racisme anti-Blancs» neutralise aussi et surtout la réflexion. Très vite, sous ce vocable, l'imaginaire collectif qui va se créer va englober des phénomènes qui n'ont pas grand-chose à voir.

D'un côté, les conséquences de la guerre entre les pauvres entretenue par le système capitaliste, qui ne tient pas seulement par le pouvoir de la bourgeoisie sur le prolétariat, mais aussi sur la délégation de l'oppression : le pouvoir laissé à une partie des prolétaires d'opprimer d'autres prolétaires.

La vie des petits «Franco-Français» pauvres est effectivement parfois un retournement temporaire des rapports de pouvoir principaux : l'existence du patriarcat ne se réduit pas à la soumission des femmes, elle est également matérialisée par le phénomène viriliste, et l'oppression des hommes qui ne peuvent, temporairement, être les plus forts. Dans ce contexte, là où plusieurs hommes s'identifient comme des semblables, la chasse à «l'autre» est une activité quasi constituante. Et l'espace d'une soirée, d'un échange de regards dans les transports en commun, «l'autre» peut effectivement être le «Franco-Français», exactement comme il peut être celui d'un autre quartier.

Mais ces phénomènes restent une oppression temporaire, pour le Franco-Français pauvre : son principal souci au quotidien reste bien l'oppression de classe, et le principal obstacle à sa prise de conscience, justement le préjugé raciste, ou plutôt, **une tolérance relative dictée par le racisme.**

Les sales regards, la moquerie et les coups sont le lot quotidien de tous les jeunes hommes qui ne correspondent pas au modèle viriliste. Mais si le bizutage est le plus souvent accepté comme un rite de passage, que le petit garçon qui se plaint d'être la tête de turc de ses camarades déclenche le plus souvent l'inquiétude de ses parents «s'il ne réagit pas», **les mêmes comportements émanant d'hommes ou de garçons des minorités seront perçus comme inacceptables envers le petit «Franco-Français».**

Les phénomènes englobés sous le terme «racisme anti-Blancs» n'ont donc absolument rien de nouveau.

Ce qui ressort, c'est le jeu pervers instauré entre la bourgeoisie culturellement dominante, sa composante fasciste et la bourgeoisie en devenir issue des minorités : la tentative croisée de créer un sujet «blanc».

De l'autre côté, les bourgeoisies «indigènes» puisqu'elles se dénomment elles-mêmes ainsi ont tout intérêt à valider elle aussi cette essentialisation : le concept de «Blanc» ou de «souchien» leur va fort bien : elles n'ont naturellement pas

l'intention de se lancer dans le «racisme à l'envers», mais par contre, figer l'identité de leur public issu des minorités pour le canaliser fait partie de leurs objectifs.

Le «Blanc» du discours indigène en effet est «le raciste», mais pas seulement : dans la majeure partie des cas, sa caractéristique majeure est l'universalisme progressiste, ou révolutionnaire. Le «Blanc» qui est visé, ce n'est pas l'identitaire de gauche qui essentialise ses «concitoyens», mais souvent toute personne qui critique le sexisme, ou le communautarisme ou la religion en elle-même, au nom de valeurs non identitaires.

Ceci permet en premier lieu de neutraliser les discours minoritaires de classe : ceux qui n'épargnent pas la bourgeoisie réactionnaire issue des minorités, et refusent de se ranger derrière sa bannière, sous prétexte de lutte contre l'oppression raciste. Ceux-là sont les traîtres contaminés par la pensée «blanche». La droite du FLN les appelait «les buveurs d'anisette», leurs héritiers directs (les Indigènes de la République) leur reprochent de «s'intégrer par le jambon».

Racistes et bourgeoisie minoritaire ont donc un intérêt mutuel à ce qu'émerge une identité «blanche», comme refuge pour les uns, comme fantasme pour les autres.

Seulement, les faits sont tenaces : en France, aujourd'hui, il n'est pas de faits qui soient explicables correctement avec la thèse du racisme «anti-Blancs». Et le salmigondis de faits divers le plus souvent relatés par la presse dominante, et de questions abstraites formulées en guise de démonstration par ceux qui prétendent qu'il existe, n'a rien de convaincant.

Le plus souvent, une fois les faits disséqués, l'interlocuteur, d'extrême droite ou pas, en reviendra toujours à la bonne vieille question : et pourquoi ça ne pourrait pas exister, dans l'absolu ?

Dans l'absolu, oui : l'esclavage aurait pu être le fait d'hommes noirs sur des hommes blancs.

Mais dans le réel, les notions qui pourraient être vraies dans l'absolu sont des créations fascistes irrationnelles propres à empoisonner les débats et à remplir un seul objectif, celui de leurs créateurs : renforcer l'oppression sur les minorités réellement opprimées et entraver l'unification des prolétaires dans leur combat contre la bourgeoisie.

Luftmenschen

Quelques questions aux Luftmenschen

NPNF : Dès le départ votre texte – avec lequel je suis d'accord sur l'essentiel (le racisme anti-Blancs est un mythe réactionnaire) – déclare qu'il y aurait une «offensive culturelle fasciste». Pourriez-vous préciser qui sont exactement ces «fascistes», les noms de leur groupes, leur taille, etc. ? Est-ce seulement le Bloc Identitaire ? Incluez-vous ou pas le Front national dans les «fascistes» et si oui pourquoi ? Si non, quelle différence faites-vous entre extrême droite et fascistes ?

Alors d'abord la réponse à la question la plus simple : oui nous incluons le Front national dans les fascistes, évidemment pourrait-on dire. Il n'y a aucune raison objective de se poser cette question maintenant, comme le font les médias et les politologues officiels. On a beaucoup glosé sur la soi-disant détermination de Marine Le Pen de rompre avec le passé, notamment en se fondant sur l'affrontement entre elle et la tendance qualifiée de «traditionnelle» incarnée par Bruno Gollnisch et ses partisans.

Mais d'une part, Bruno Gollnisch et la majorité de ses partisans sont restés au Front national où ils ont remporté le tiers des voix exprimées lors du congrès, et d'autre part Marine Le Pen a proposé une vice-présidence à Gollnisch, ce qui relativise la prétendue rupture incarnée par cette femme.

En réalité, le Front national fonctionne comme une rupture permanente avec le passé, au sens où en son sein, se sont toujours affrontées des lignes divergentes en apparence : la période mégrétiste, les grandes lignes de fracture entre catholiques traditionalistes et racistes plus ou moins païens, entre les partisans d'un capitalisme décomplexé et les tenants du nationalisme révolutionnaire, entre ceux qui pensent que la ligne révisionniste est un atout et ceux qui, au contraire veulent se réclamer de la Résistance.

A la finale, la direction du Front a toujours su réaliser une synthèse des «divergences» comme le fait Marine Le Pen aujourd'hui en intégrant en même temps l'offensive des partisans de la «guerre des civilisations» ; l'antisémitisme codé qui s'exprime dans la dénonciation du capitalisme «mondialisé» et du complot immigrationniste organisé d'en haut ; la dimension prétendument sociale inspirée par Alain Soral et consorts...

La question se pose souvent de la «mutation» des partis fascistes européens qui ont accédé à des responsabilités récemment, comme la Ligue du Nord ou le MSI en Italie. Mais ces questions apparemment cohérentes si l'on s'en tient au discours apparent des dirigeants, plus «soft», non pas sur le racisme ou le sexisme, mais sur le «système» auquel ils participent désormais comme ministres ou parlementai-

res de gouvernement de coalition avec la droite classique, ces questions trouvent vite une réponse lorsqu'on a une vision d'ensemble de la mouvance fasciste.

Les liens organiques et d'intérêt réciproques entre les fascistes new look et les fascistes classiques et revendiqués comme tels apparaissent immédiatement. En Italie, la prise de certaines mairies par La Ligue du Nord permet que des groupes fascistes violents et rupturistes aient des subventions municipales, par exemple. Le Front fonctionne aujourd'hui encore comme un sas d'entrée et de découverte de la mouvance fasciste plus confidentielle, plus «radicale», et inversement, ces groupes plus radicaux constituent souvent un lieu de formation idéologique et pratique pour les futurs cadres du Front ou du Bloc Identitaire.

Le fascisme organisé est comme une bête à plusieurs têtes : les têtes peuvent se mordre entre elles, paraître très dissemblables, et même en conflit, mais il y a bien un corps commun et à chaque fois qu'une des têtes se nourrit, elle alimente toute la bête et donc toujours un peu les autres têtes.

Sur ta deuxième question : non nous ne pouvons pas préciser le nombre de groupes, les noms, la taille... Ou alors il faudrait un numéro spécial de ton journal et encore... Et le temps de finir, tout aurait déjà changé, car le fascisme organisé est en pleine mutation, en pleine synthèse. L'importance numérique de tel ou tel groupe ne reflète pas forcément son rôle décisif ou pas dans l'élaboration de cette synthèse. Le meilleur exemple récent de ça est sans doute fdesouche : au départ fdesouche a réellement commencé comme le blog personnel d'un jeune militant, probablement cadre très supérieur dans la communication. Trois ans plus tard, c'est le lieu où s'élabore le discours frontiste, il suffit pour s'en convaincre de lire régulièrement, et d'écouter ensuite Marine Le Pen, les angles d'attaque comme les «anecdotes du réel» choisies dans ses interventions sont toujours celles de ce journal en ligne.

Nous parlons d'«offensive culturelle», pour plusieurs raisons : le terme lui-même a été développé ces dernières années essentiellement par des groupes à dominante maoïste qui ont créé un réseau appelé Action Antifasciste. Bien que nous ne partagions pas toutes les analyses de ces groupes, loin s'en faut, leur perspective d'analyse est ce qui correspond le plus à la nôtre.

Nous avons créé ce blog Luftmenschen, non pas en réaction à l'avancée des groupes fascistes classiques organisés, mais en réaction à un autre phénomène : l'émergence à une vaste échelle à l'extrême gauche de thématiques racistes et/ou antisémites, doublée d'un soutien à des mouvements objectivement réactionnaires.

Dans la deuxième moitié des années 2000, nous avons perçu personnellement ces phénomènes que toi et quelques autres aviez repérés et analysés bien avant : sous couvert de «soutien» à la Palestine et de combat contre l'«antisémitisme», revenaient par la grande porte à la fois les thèses du «complot juif» organisé à l'échelle mondiale, contrôlant notamment la politique américaine, mais également les médias capitalistes. Mais aussi le négationnisme rampant au travers de comparaisons incessantes de tout et n'importe quoi avec le génocide nazi.

Et puis petit à petit s'y est ajouté le racisme de plus en plus ouvert à travers les prises de position anti-voile de LO ou d'autres, mais aussi le déferlement de dis-

cours hallucinés comparant «les jeunes de banlieue» à des SA pendant le mouvement du CPE, une absence totale de recul face aux agressions qui s'étaient réellement déroulées mais méritaient une véritable analyse.

Ensuite, le reste a suivi : le discours de critique de l'industrie pharmaceutique qui devient un discours anti-scientifique et complotiste encore une fois, ce qu'on a très bien vu avec la grippe A, par exemple.

Au début, quand tout ceci a commencé à s'installer, on pensait à des infiltrations «fascistes», mais petit à petit tu te rends compte que ces idées ne choquent presque personne dans ton propre camp, que l'offensive se fait à partir de celui-ci, pas de l'extérieur, pas seulement en tout cas.

Faurisson n'est pas allé chercher Dieudonné, et le Bloc Identitaire n'est pas allé draguer Riposte Laïque à la base.

Pour notre part, nous étions plutôt de culture «anti-antifasciste» : pour nous l'antifascisme c'était surtout le prétexte de toutes les alliances avec la gauche, et de plus nous étions très influencés par la culture de l'«hypercritique» qui prévaut chez pas mal d'anarchistes et de gens d'ultra-gauche. Critique outrée du féminisme, de l'anti-racisme, situationnisme vulgarisé et mal digéré, qui t'amènent à toujours privilégier la critique des idéologies progressistes : critiques utiles mais si tu sais te souvenir que le progressisme, quand même, ce n'est pas la même chose que la réaction.

Donc notre antifascisme ne se confond pas avec l'antifascisme réactif qui connaît un regain de succès à l'extrême gauche : on ne va pas se plaindre que tel ou tel meeting, telle ou telle manifestation des fachos soit perturbée par une contre-manifestation, ni que des groupes analysent en détail la mouvance fasciste organisée.

Mais en même temps, cet activisme, caractéristique classique de l'extrême gauche française, a quelque chose d'absurde : aujourd'hui, tous les jours des initiatives fascistes ont lieu, et on sait tous que l'on n'empêchera rien, qu'on ne manifestera pas partout, et qu'en plus la répression sera pour nous et pas pour eux. L'autre constat, c'est que le mouvement ne s'étend pas beaucoup et qu'à côté de ça, le terrain culturel est totalement laissé au communautarisme en termes de production prétendument antiraciste, notamment.

Et ça c'est notre faute : si l'extrême gauche, par exemple avait su réagir correctement et dignement à l'assassinat d'Ilan Halimi au lieu de continuer à nier l'antisémitisme en France, et pire à le propager, notamment à propos de ce crime, la LDJ ne réunirait pas des centaines de jeunes qui se vivent désormais comme Juifs menacés par tous les autres prolétaires.

De la même manière, qui peut s'étonner de trouver des militants frontistes à la CGT quand le discours de sa bureaucratie mais aussi celui de la quasi-totalité des organisations du mouvement social à propos des délocalisations est un discours objectivement nationaliste, où l'ennemi désigné est «la mondialisation» comme si un capitalisme maison était finalement mieux ? Pourquoi s'étonner du succès des Identitaires et de leur discours bidon sur le vilain fast-food et la menace qui pèse sur NOS saucisses et NOS fromages, quand l'icône de l'extrême gauche a été des

années durant José Bové, et NOTRE roquefort menacé par les méchants Américains ?

Voilà le genre de messages que l'extrême gauche a propagé quand elle a eu son heure de popularité médiatique au début des années 2000. Alors qui a dédiabolisé le Front national ?

Nous sommes d'accord avec l'analyse selon laquelle le fascisme originel trouve bien une partie de ses racines à gauche : on ne peut pas considérer que des gens comme George Sorel sont des soldats perdus, en même temps faire du syndicalisme révolutionnaire sa doctrine d'action, et prétendre que ce type serait brusquement devenu cinglé le jour où il contacte l'Action Française.

On ne peut pas prétendre que les collusions avec les boulangistes, puis l'enthousiasme d'une partie du mouvement socialiste pour Drumont, puis l'histoire d'hommes politiques comme Doriot, puis celle de la Vieille Taupe dans les années 70, puis celle de gens comme Alain Soral et Dieudonné ne sont que des «accidents» sans rationalité. A un moment, il faut bien admettre qu'il y a en partie une matrice commune et en chercher les raisons : ensuite on peut le faire selon une analyse de classe pure en pointant le rôle de la petite bourgeoisie en période de crise ; on peut penser que le fascisme est l'évolution inéluctable du capitalisme et donc aussi de sa composante politique social-démocrate ; on peut faire une analyse «nationale» sur l'histoire spécifique de l'extrême gauche française, son rapport aux colonies, à la prétendue question juive... Là-dessus, les différents courants du mouvement ouvrier ont développé chacun leurs propres arguments.

Mais la nécessité antifasciste commune aujourd'hui, c'est de comprendre ce qui, dans notre camp, alimente le fascisme organisé, ce qui ne doit pas avoir sa place dans le discours et la pratique révolutionnaires.

Sinon, de toute façon, on se condamne à la défaite, on nourrit la bête tout en la combattant, c'est absurde : de fait aujourd'hui on parle beaucoup de la droite «décomplexée», mais assez peu de tout ce peuple de gauche «décomplexé» qui aimait bien José Bové, se vit comme résistant à l'ordre mondial et «vraiment» révolutionnaire tout en étant raciste,sexiste et antisémite.

Cette réflexion n'enlève rien à la nécessité de l'autodéfense car désormais tout le mouvement de classe est menacé et confronté aux actions violentes de l'extrême droite organisée : mais là c'est pareil, depuis des années, la majorité de l'extrême gauche a prétendu que les «vrais fascistes» étaient au pouvoir, et que le reste était des «groupuscules sans intérêt» et beaucoup moins dangereux que Brice Hortefeux.

Il ne s'agit pas, en réalité de dire que tel ou tel est plus ou moins dangereux : oui un commissaire de police de la République a plus de moyens qu'un «bonehead» chômeur. Maintenant il n'empêche que lorsque le bonehead est ami avec le commissaire lui-même au Front national, on est doublement dans la merde.

On peut se faire tabasser illégalement par des fachos ET en plus finir en garde à vue et se faire tabasser à peu près légalement, c'est ce que sont en train de découvrir un paquet de gens, et forcément quand on a crié au nazisme et banalisé le

terme pour la droite réactionnaire, l'apparition de VRAIS nazis revendiqués ne crée plus d'indignation réelle.

NPNF : Vous écrivez un truc un peu mystérieux et tarabiscoté à mon avis: «il ne peut y avoir aucun signe d'égalité tracé entre les communautarismes minoritaires, même lorsqu'ils évoluent vers le fascisme, et l'oppression majoritaire fondée sur des critères racialisés». Qui sont ces «mystérieux communautarismes minoritaires» qui «évoluent vers le fascisme» ? Et surtout à partir de quel degré «d'évolution» les considérez-vous comme similaires au fascisme ? Où placez-vous la barre ? Car sinon cela implique que vous considérez certains fascismes comme moins dangereux que d'autres, sous prétexte qu'ils seraient d'origine «communautaire». Et dans ce cas le terme de fascisme n'a plus aucun sens, du moins pour moi.

Quand on parle de majorité et de minorité, on parle du pouvoir. La minorité n'a pas le même pouvoir que la majorité.

On peut être xénophobe que l'on soit majoritaire ou minoritaire. Mais si on considère que le racisme est la possibilité de mettre en œuvre ses sentiments xénophobes, il est évident que majoritaires et minoritaires ne sont pas égaux devant le racisme. De même que femmes et hommes ne sont pas égaux devant le sexisme, qu'un homosexuel hétérophobe aura beaucoup moins d'occasions d'exprimer sa haine qu'un hétérosexuel homophobe, et ainsi de suite...

Si tout le monde a la possibilité de détester l'autre, tout le monde n'a pas le pouvoir de s'en prendre à l'autre avec les mêmes armes. La tyrannie des minorités n'existe pas, c'est un non-sens, comme le racisme anti-Blancs, la tyrannie est nécessairement l'expression de la majorité, étant bien entendu que le terme «majorité» renvoie à une position sociale dominante et pas forcément au nombre d'individus qui la composent.

Il ne s'agit pas de nier, d'excuser ou de justifier des comportements fascisants chez les minorités, mais de rationaliser, et de ne pas surévaluer l'influence des minorités.

D'ailleurs on remarquera que les fascistes, dans leur entreprise de retournement victimaire aiment dire que le pouvoir est entre les mains tantôt des «juifs», tantôt des «pédés», tantôt des «gonzesses».

Ce qui nous semble mystérieux et tarabiscoté, c'est bien la tendance actuelle chez des gens qui se disent progressistes à cautionner en permanence ce retournement victimaire : quand on a commencé à bosser sur ce texte sur le «racisme anti-Blancs», on a eu vraiment de nombreux doutes sur sa publication, au sens où tu te dis «Vraiment est-ce qu'on en est arrivés là ? Est-ce qu'il faut revenir sur des absurdités pareilles, expliquer qu'un concept forgé de toutes pièces par les fascistes est faux ? Est-ce qu'il faut vraiment repartir de zéro ? Est-ce qu'on en est, nous aussi, à l'analyse de la rubrique faits divers, est-ce que tout le monde a oublié que le principe de la rubrique faits divers, c'est de mettre en avant ceux qui arrangent les capitalistes et les fascistes, et que même si UN seul mec s'est fait traiter de "sale Blanc" dans ce pays, ça aura plus de retentissement que si quatre mille se sont fait traiter de sales bougnoules ou de sales youpins dans la même journée ?»

Et puis, oui, tu te rends compte qu'il faut, même pour les gens des minorités concernées. On écoutait une émission sur RMC avec Tarek Yildiz, un «sociologue» par ailleurs salarié pour un site de Plaines Communes, géré par un ex du PCF, Braouezec, qui fait son buzz avec un opuscule sur le «racisme anti-Blancs». Et ce qui nous a marqué, c'est une auditrice d'origine maghrébine qui expose une expérience raciste : elle était dans un café avec son ami, celui-ci est agressé avec propos racistes par un Franco-Français, et c'est lui qui se retrouve au commissariat, notamment parce que tout le monde dans le bar a pris parti contre son ami. Et cette dame dit : «Maintenant, pour la première fois de ma vie, je me méfie des institutions françaises, je me méfie des Français, j'ai peur, je suis en colère, j'avoue je suis devenue "raciste anti-Blancs"»...

Voilà, ce n'est qu'un témoignage, mais il illustre un peu la tendance qui peut aussi expliquer certains discours tenus par des membres des minorités notamment les plus jeunes : on impose l'idée que l'antiracisme est un racisme anti-majorité et du coup, l'identification se fait aussi «à l'envers», des gens vont se penser eux mêmes comme communautaristes et racistes. On les pousse vers un certain choix, finalement, celui de la revendication d'une identité, qui au départ ne leur convenait pas du tout.

NPNF : Vous écrivez : «Dans l'absolu, l'esclavage aurait pu être le fait d'hommes noirs sur des hommes blancs». Sous-entendez-vous que seuls les Européens «blancs» auraient réduit des millions d'hommes en esclavage et justifié l'esclavage ? Quelles preuves historiques apportez-vous à cette thèse ? Il me semble que l'esclavage a été pratiqué pendant des siècles sur plusieurs continents, et que la traite orientale n'a rien à envier à la traite atlantique, et les justifications musulmanes (y compris chez le grand intellectuel Ibn Khaldoun) pas très différentes du Code noir, si j'en crois le livre de Malek Chebel à ce sujet, pour ne pas parler du pamphlet tendancieux mais troublant de Tidiane Ndiaye (*Le génocide voilé*).

On en revient au même sujet, le retournement victimaire imposé par le poids culturel fasciste. Objectivement et historiquement, tu as tout à fait raison.

Mais, nous, on écrit comme des habitants de la France du XXI^e siècle à propos du «racisme anti-Blancs» ; c'est-à-dire par rapport aux événements historiques dont le poids est encore socialement vivant aujourd'hui, de manière dominante. Le fait que la traite négrière, comme la colonisation ait encore une résonance énorme dans les politiques, dans les imaginaires sociaux relatifs aux minorités concernées.

Oui, on a pas pensé au fait que d'autres populations aient pratiqué l'esclavage sur les Noirs, et notamment les Arabes et les musulmans...Pourquoi ? Tout simplement, parce que depuis tous petits, ce qu'on vit entre Arabes, Noirs, Juifs, c'est une oppression commune, le racisme et l'antisémitisme, et que franchement, cette oppression commune nous rend bien lointaine ce qui a pu nous opposer ailleurs et avant.

C'est marrant, en France, tout le monde ou presque se moque de l'histoire précise des décolonisations d'Afrique noire et même de celle des pays d'Afrique du Nord. Mais cette affaire de l'esclavage pratiqué par les Arabes sur les Noirs a pas-

sionné médiatiquement et tu as là-dessus des articles super précis sur tous les sites racistes depuis quelques années. Et naturellement, tout cela est utilisé pour contrer le discours d'autodéfense antiraciste : tu parles de la colonisation en Algérie, on te dit «Et alors, vous aussi, vous étiez des salauds et des conquérants»...

Après attention : il y a effectivement des gens issus de la minorité arabe qui font preuve de racisme envers ceux de la minorité noire, seulement si tu analyses objectivement leurs préjugés, ce sont les mêmes que ceux de la majorité dominante, qui présentent le Noir comme un être inférieur, et ça nous semble un peu tiré par les cheveux d'expliquer cela par le passé musulman, plutôt que par les préjugés ambiants et actuels contre les Noirs.

Donc cette phrase dans notre texte encore une fois, elle vise à dire l'absurdité de ce concept de «racisme anti-Blancs», ici et maintenant, dans un pays où un vieux parfumeur peut encore conter avec délices ses expériences de vieux colon, et blaguer sur les «nègres» au journal télévisé.

NPNF : Votre texte est traversé par l'idée que le racisme anti-Blancs aurait été une idée inventée par l'extrême droite. Il me semble (mais il faudrait vérifier la chronologie et surtout l'impact médiatique) que ce sont surtout les intellectuels antiracistes ayant soutenu SOS Racisme (Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner, Jacques Julliard, Bernard Kouchner, Pierre-André Taguieff et quelques autres sont par exemple les signataires d'une pétition à ce sujet en mai 2005) qui ont lancé ce truc bidon du racisme anti-Blancs dans les médias de gauche après la razzia opérée sur une manif de lycéens parisiens en mars 2005 par des groupes de jeunes en capuche venus des banlieues et étiquetés «noirs» ou «arabes». Si c'est exact, cette thématique n'est pas tant d'extrême droite que beaucoup plus large, et surtout venant des antiracistes officiels de gauche...

L'impact médiatique de la reprise par les gens que tu cites d'un concept d'extrême droite traduit encore une fois le glissement raciste et sécuritaire de la classe politique dans son ensemble, mais pas l'origine du concept, pas plus que l'antisémitisme de Dieudonné, au départ lié aussi à la gauche «antiraciste» ne traduirait une quelconque originalité de ses thèses par rapport à ceux des fascistes.

Les sources contemporaines de cette notion sont à aller chercher principalement dans la mouvance regroupée autour de l'AGRIF (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne), créée par Bernard Antony...en 1984. Tout le combat de cette association, qui regroupe catholiques intégristes et nostalgiques de l'Algérie française va justement être celui du retournement victimaire. La filiation historique est très claire, ce sont des gens qui, au départ, tentent de faire des colonisés des barbares obsédés par le massacre des colons, et qui vont ensuite tenter de faire des victimes du racisme, les «vrais» bourreaux, les «vrais» colonisateurs qui veulent détruire la civilisation blanche et chrétienne.

Au sein du Front, ce courant va en croiser d'autres et essaimer, notamment parce que sa méthode des combats juridiques pour que les lois antiracistes soient applicables au prétendu «racisme anti-Blancs» va beaucoup plaire.

Et puis ensuite, au fur et à mesure que la gauche au pouvoir reprend le discours et la pratique sécuritaire et raciste, elle en vient naturellement à adopter aussi cette dimension-là. En 2005, on est dans l'après avril 2002, dans l'obsession électorale partout partagée de récupérer les voix du Front national, donc cela explique la reprise du concept, et sa banalisation. Banalisation qui est possible aussi, encore une fois à cause de l'histoire de la gauche française, et de son rapport jamais réglé au racisme et au nationalisme.

Guadeloupe La résistible ascension d'Ibo Simon et la montée de l'extrême droite xénophobe

Depuis plusieurs mois, on assiste en Guadeloupe à la montée d'un politicien réactionnaire, Ibo Simon. Sa xénophobie s'exerce en particulier à l'encontre de la communauté haïtienne, même si elle n'épargne pas au passage les immigrés de l'île proche de la Dominique et tous les immigrés de la Caraïbe en général. Sa démagogie trouve un certain écho, comme en témoigne le nombre de voix obtenu par le personnage dans différentes élections depuis six ans. Que dans cette petite île des Caraïbes sous tutelle française, comptant 420 000 habitants, une fraction de la population s'en prenne à d'autres originaires des Caraïbes, voilà qui paraît surprenant, voire surréaliste à première vue.

Mais à première vue seulement, car, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, c'est la même xénophobie qu'on peut observer dans de nombreux pays du monde. L'installation d'une forte communauté d'immigrés, à une époque où la population défavorisée du pays d'accueil elle-même connaît des difficultés économiques et sociales, est utilisée par des politiciens sans scrupules pour susciter et attiser des haines ethniques ou raciales. On l'a vu en France avec Le Pen ou en Côte-d'Ivoire avec les violences contre les immigrés originaires du Burkina Faso. En Guadeloupe, le phénomène est nouveau, du moins dans son ampleur actuelle. Il est apparu avec la formation et l'installation d'une assez forte communauté d'immigrés haïtiens ayant fui le chômage et la misère en Haïti. Cette immigration s'est accrue après le coup d'État du général Cédras en septembre 1991.

Et comme dans beaucoup de pays, des politiciens démagogues tentent d'utiliser à leur profit politique les sentiments xénophobes et les préjugés plus ou moins forts dans certaines couches de la population guadeloupéenne qui rendent les immigrés responsables de leurs difficultés ou de leurs déboires. Ces politiciens exploitent cette situation pour se faire une place et gagner des voix aux élections. Ibo Simon a, en quelque sorte, adapté la démagogie de l'extrême droite aux conditions de la

Guadeloupe par une mixture mélangeant un “noirisme” façon Duvalier en Haïti avec de la xénophobie anti-haïtienne et anti-dominiquaise.

Quelques exemples d'actes et de propos racistes et xénophobes

Au mois de juillet dernier, la maison d'un immigré de la Dominique fut mise à sac par un groupe d'individus, assisté d'Ibo Simon. Lui et sa famille ont été expulsés. La propriétaire s'était plainte au groupe d'Ibo Simon du fait que son locataire dominiquais ne payait pas son loyer et de son prétendu mauvais comportement en général. Quelque temps auparavant, Ibo Simon avait lancé des appels à des rassemblements pour aller expulser des Haïtiens des lopins de terre sur lesquels ils travaillaient. Ses appels ne se comptent plus pour aller sur le marché de Pointe-à-Pitre faire la chasse aux marchands clandestins immigrés ou pour chasser les marchandes ambulantes de la principale rue commerçante de Pointe-à-Pitre. Ces tentatives de mobilisation active ont généralement mobilisé entre 20 et 50 personnes et les actions n'ont pas vraiment abouti. Mais elles ont néanmoins impressionné et effrayé un certain nombre d'immigrés haïtiens. Et surtout elles ont reçu l'approbation d'un nombre important de gens venant d'un milieu hétérogène composé de petits commerçants, de petits agriculteurs, de transporteurs, de petits cadres, de chômeurs, de déclassés divers et parfois, malheureusement, aussi de certains travailleurs.

A Pointe-à-Pitre, l'action d'Ibo Simon et de ses partisans contre les vendeuses ambulantes dans la rue principale a été discutée au conseil municipal à majorité “progressiste” (ex-communiste). Ce dernier a pris une délibération pour interdire la vente ambulante à tous les vendeurs de cette rue, leur réservant un autre emplacement pour leur commerce.

Les déclarations haineuses et ordurières d'Ibo Simon à l'égard de la communauté haïtienne sont légion. Et elles trouvent un relais complaisant dans les médias. Voici quelques extraits des propos d'Ibo Simon entendus le 28 mars 2001 au cours d'une émission télévisée sur Canal 10, intitulée “Tous les jours 13 heures”. Il qualifie les Haïtiens de “racaille”, de “vermine”, d’ “indésirables”.

“Les Haïtiens de Guadeloupe se battent contre les Guadeloupéens de Marie-Galante pour une place sur le marché”, “Ils ne paient pas leur loyer”, “Ils n'apportent rien à la Guadeloupe, ils ne dépensent pas un centime en Guadeloupe, ils n'achètent rien des Guadeloupéens, ils pratiquent le Vaudou, ils ont des pratiques de malédiction, satanique et machiavélique”. “Ils habitent à soixante dans une case et ne paient pas leur loyer”. “C'est la racaille, ils font bloc pour prendre les maisons des Guadeloupéens qui ont peur d'eux à cause du sortilège..., les Guadeloupéens pensent qu'ils peuvent les empoisonner”, “ils vont se coucher à l'hôpital sur le compte des contribuables, ils ne paient pas d'impôts”, “ils touchent le RMI, les allocations de la Sécurité sociale sans être déclarés, avec de faux papiers”.

“Ils mangent leur propre nourriture et ne vont jamais dans les restaurants guadeloupéens”, “ils ne font rien pour les Guadeloupéens en cas de cyclone et de catastrophe”, “un chien a plus de valeur qu'un Haïtien... et en général, un parasite, un indésirable, une racaille, c'est un chien...”, etc.

Ces propos ont été versés au dossier d'une plainte en justice déposée contre Ibo Simon par plusieurs associations haïtiennes soutenues par des groupes, partis, associations guadeloupéens. Ils ne sont qu'un extrait des ignominies quotidiennes de cet individu qui, à longueur d'émission, à longueur de propos, un peu partout, à l'antenne comme dans ses meetings, distille son venin xénophobe et raciste. Parmi les derniers propos en date, il y a l'appel à la constitution de groupes de surveillance en uniforme.

Il faut noter aussi qu'Ibo Simon s'en est déjà pris à la communauté d'origine hindoue de Guadeloupe, ce qui lui a valu une plainte en justice.

Quand le noir Ibo Simon dénigre les noirs

Mais bien qu'étant lui-même un Noir, Ibo Simon ne perd pas une occasion de traiter les Noirs de bons à rien, de fainéants, d'incapables. Ce dénigrement systématique lors des émissions télévisées qu'il anime chaque jour sur Canal 10, une télévision privée, s'il est dénoncé par certains militants politiques, intellectuels ou par des journalistes, est par contre toléré par une large fraction de la population, noire dans sa grande majorité. La population réagit généralement très vivement au moindre propos raciste et n'accepterait pas d'un Européen le millième de ce que dit Ibo Simon. Elle laisse pourtant passer ses diatribes et ses propos orduriers quotidiens contre les Noirs en général.

Comment le comprendre sinon par le fait qu'Ibo Simon reprend à son compte des propos que les gens de la population échangent entre eux de façon habituelle et quotidienne. Ces propos constituent une forme d'autodénigrement qui traduit surtout le manque de confiance en elle-même de cette population noire, après des dizaines d'années d'esclavage et de colonialisme, violent ou paternaliste. Ibo Simon rappelle sans cesse qu'il est lui-même d'origine populaire et en lui se reconnaissent bien des gens. Pour excuser ses propos, certains d'entre eux expliquent qu'Ibo Simon "est dur envers les Noirs pour mieux les faire progresser et s'améliorer". Qui aime bien châtie bien, en somme...

Mais lorsque Ibo Simon reprend à son compte des propos d'autodénigrement venant des milieux populaires, c'est une manière d'établir un lien, de créer une connivence avec les milieux populaires en leur disant : "Voyez, nous sommes pareils ! Vous pouvez me faire confiance ! Entre Noirs, nous devons nous dire nos quatre vérités". Il cherche ainsi à s'assurer des soutiens forts, à créer des fidélités envers sa personne, lui qui se dit "le Noir le plus intelligent, le plus clairvoyant, le plus..." etc. Son verbiage est une mixture de "noirisme" duvalériste et d'un zeste de garvéisme ou de farakhanisme. Il ne cesse de proclamer son admiration pour Marcus Garvey, ex-prophète noir américain du "retour en Afrique", et pour Farakhan, l'actuel leader noir américain des Musulmans noirs.

Évidemment, les propos anti-immigrés d'Ibo Simon, l'autodénigrement amplifié dans les émissions télévisées, ne peuvent que satisfaire les milieux patronaux et tout ce que l'île peut compter de racistes, masqués au sein de l'administration française qui est loin d'avoir perdu les comportements colonialistes d'antan. Maintenir ou accroître le manque de confiance de la population en sa propre capacité à agir

ne peut que satisfaire les patrons. C'est un frein dans ses luttes pour transformer ses conditions de vie.

Derrière la xénophobie, une politique anti-ouvrière

Ce n'est pas par hasard si Ibo Simon et ses sbires qui ont fait de la xénophobie anti-haïtienne leur principal cheval de bataille, s'en prennent en même temps aux grèves et aux manifestations ouvrières. Ibo Simon a déclaré à plusieurs reprises qu'il fallait constituer des groupes pour aller demander aux travailleurs en grève des comptes sur leurs mouvements. Il a comme projet d'intervenir systématiquement lors des mouvements sociaux pour qu'ils durent moins longtemps et ne perturbent pas la vie économique ! D'une manière générale, il prend toujours position d'emblée contre tout mouvement, toute manifestation de travailleurs.

Certes, pour le moment, le mouvement créé autour de lui est minoritaire et n'a pas les moyens de s'opposer de front aux travailleurs. Mais son orientation est délibérément anti-ouvrière. Derrière la propagande xénophobe, il y a clairement le désir de mettre au pas les travailleurs du pays. C'est pour cette raison que les travailleurs heureusement peu nombreux, quoique pas inexistantes qui soutiennent Ibo Simon et sa clique jouent contre leur propre camp, contre leur propre classe. Ibo Simon déclare vouloir le bien de tous et travailler "pour la Guadeloupe", mais lui et ses amis politiciens de droite défendent des intérêts bien précis, ceux des patrons et des exploités.

Derrière Ibo Simon, patrons et politiciens de la droite réactionnaire

Alors, à qui profite le crime ? Sans aucun doute au lobby patronal et possédant, béké et blanc en général, à certains possédants syro-libanais (dont le directeur de Canal 10). Pour ces gens-là, plus il y a de divisions dans les rangs des classes pauvres, selon leur origine géographique, ethnique ou autre, mieux ils peuvent régner. Et les propos d'Ibo Simon contre les Noirs rejoignent ce que pensent en général les patrons (en majorité des Blancs à la forte mentalité colonialiste et raciste !) mais qu'ils ne peuvent exprimer publiquement, sans risque de réactions peut-être violentes. Et puis, tout ce qui affaiblit moralement les travailleurs ne peut que renforcer les patrons. Il n'est donc pas étonnant qu'un certain nombre d'entre eux aient impulsé et soutenu financièrement les campagnes électorales d'Ibo Simon. Aux élections régionales de 1995, Ibo Simon a constitué une liste avec un vieux politicien blanc issu d'une riche famille békée, personnage très réactionnaire de la vieille droite RPR, liée aux milieux patronaux.

Ce cheval de retour, en deuxième position sur la liste, a pu se faire élire et se refaire ainsi une virginité politique, alors même qu'il avait perdu depuis longtemps tous ses mandats électoraux. Lors des dernières élections municipales à Pointe-à-Pitre, Ibo Simon a reçu le soutien d'un autre vieux prétendant de la droite chiraquienne, à la recherche depuis longtemps du moindre poste électif. Dans les fourgons d'Ibo Simon, il a pu se faire élire conseiller municipal de Pointe-à-Pitre. Ce sont ces gens-là qui servent à Ibo Simon de conseillers politiques, ainsi que certains patrons qui, de manière occulte, lui fournissent la logistique nécessaire.

L'ascension de "Ti George-Ibo Simon"

Ibo Simon est né il y a plus de soixante ans et a vécu dans le quartier pauvre de Basse-Terre. Il le revendique avec fierté, comme il assume avec fierté le fait d'avoir très peu fréquenté l'école et de n'avoir même pas le certificat d'études. "Ti George" (petit Georges), comme on l'appelait familièrement dans les quartiers au cours de sa jeunesse, a commencé une carrière de chanteur dans les orchestres locaux et les bals populaires.

Ensuite, il a passé plusieurs années en France comme beaucoup de jeunes immigrés de Guadeloupe. Il avoue lui-même son passé de petit voleur et dealer de drogue, ce qui lui valut un séjour à la prison de la Santé à Paris.

De retour en Guadeloupe, il s'est forgé une popularité de chanteur et d'acteur après avoir joué dans des films de Christian Lara (cinéaste antillais) et sorti quelques chansons retransmises à la radio. C'est un personnage original, par sa façon excentrique de s'habiller, par le choix d'un nouveau nom africain (Waka Danaka) qu'il abandonna par la suite, par son verbe haut dans les rues des villes où il discute avec un peu tout le monde. Et surtout Ibo Simon n'en finit pas de mettre l'accent sur sa couleur noire et ses traits africains, ce qui lui vaut d'autant plus la sympathie d'une fraction du petit peuple noir des quartiers pauvres.

Ensuite, est venue la période Canal 10, une télévision locale où Ibo Simon gagne vraiment en popularité. A tel point qu'il s'est présenté aux élections municipales de Pointe-à-Pitre en 1995 et a créé la surprise avec 8 % des suffrages. Il put alors siéger au conseil municipal. Aux élections législatives de 1997, il obtint 14,53 % des voix, devançant bien des hommes politiques connus. Il fit notamment beaucoup mieux que le Parti Communiste Guadeloupéen qui ne rassembla que 2,78 % des voix dans cette circonscription. Aux élections régionales, par deux fois, il parvint à obtenir deux sièges avec plus de 7 % des voix. Aux dernières élections municipales, en mars 2001, sa progression sur Pointe-à-Pitre a été spectaculaire avec plus de 22 % des voix au second tour, puisqu'il réussit à mettre le vieux maire progressiste en place en ballottage.

Fort de ses résultats électoraux, Ibo Simon tente aujourd'hui de structurer son mouvement : "Gwadeloup doubout" (Guadeloupe debout). Il a reçu de nouveaux soutiens de quelques personnes et notabilités ayant pignon sur rue dans l'île, une pharmacienne, des membres de professions libérales, des avocats. Parmi ces avocats, on compte l'un des avocats indépendantistes les plus en vue. Ses appels à la mobilisation, notamment par le biais de Canal 10, lors d'une première affaire en justice le 5 septembre dernier, ont été entendus puisque près de 1500 personnes se sont rassemblées devant le tribunal de Pointe-à-Pitre. Ce qui est important et représentatif, par exemple, un nombre comparable à celui de certaines manifestations syndicales. L'affaire ayant été reportée au 14 novembre, les partisans de "Gwadeloup doubout" ont lancé de nouveaux appels à la mobilisation pour ce jour-là au même endroit. Ils annoncent aussi la création d'un journal du mouvement.

Voilà donc "Ti George" aujourd'hui conseiller municipal de Pointe-à-Pitre et conseiller régional, bénéficiant d'une certaine base sociale, petite mais remuante et

menaçante. Lui et ses partisans déclarent à tout propos que ceux qui le critiquent ne sont que des "intellectuels" coupés de la réalité et qui jalouent les succès du "petit nègre". Derrière son aspect original et folklorique, Ibo Simon est donc un politicien populiste roué, démagogue et dangereux. Il aime se vanter en affirmant que Jean-Marie Le Pen "est un petit garçon par rapport à lui". Lors d'un des voyages de Le Pen dans l'île de Saint-Martin, qui fait partie de l'archipel guadeloupéen, Ibo Simon le reçut devant les caméras de Canal 10, lui serra chaleureusement la main avec force louanges. Le représentant du Front national en fut lui-même médusé.

Le terreau sur lequel a poussé Ibo Simon

La fraction de la population sur laquelle s'appuie Ibo Simon est généralement constituée de petits artisans, de vendeurs sur les marchés, de petits agriculteurs, membres d'une petite bourgeoisie, pas toujours riches ou parfois en difficulté. Ce sont ceux-là qui sont les plus prompts à dénoncer la concurrence des Haïtiens, l'argent donné aux Rmistes qui sont taxés de fainéantise, d'être des assistés. C'est avec ceux-là qu'Ibo Simon entretient des relations très suivies, les rencontrant, les invitant dans ses émissions, leur donnant des responsabilités dans son mouvement. Mais il bénéficie aussi du soutien ou de l'approbation de beaucoup de petites gens des quartiers pauvres, notamment de chômeurs (il existe en Guadeloupe un volant permanent de 35 % de chômeurs).

Ces petits bourgeois, ces petites gens, ces pauvres qui nourrissent rancœur et colère contre l'administration et l'État cultivent toute une série de préjugés et ont vite fait de trouver aussi dans l'immigré le bouc émissaire responsable de tous leurs problèmes. Ce sont ces préjugés qu'utilise Ibo Simon.

La montée importante de l'insécurité et de la délinquance est une autre source importante de mécontentement. Aussi, Ibo Simon flatte-t-il constamment les sentiments sécuritaires de la population.

Mais le vote Ibo Simon est aussi un vote protestataire de gens déçus par les politiciens des partis de gauche et de droite classiques. Ces partis n'ont pas combattu la dégradation économique et en particulier le chômage, responsable d'une situation sociale qui pèse lourdement sur la vie des couches les plus pauvres. De plus, les politiciens classiques impliqués dans une série de scandales petits et grands, de détournements de fonds publics, sont de plus en plus discrédités aux yeux d'une fraction de la population, en particulier cette frange marginale, exclue, pauvre. Parmi elle, beaucoup, qui ne votent jamais, sont allés voter Ibo Simon pour montrer leur mécontentement.

La responsabilité de l'État français dans le développement de l'extrême droite raciste dans son ex-colonie devenue juridiquement "département français" est donc capitale. En laissant perdurer chômage et misère, il a créé les conditions favorables à l'éclosion de la xénophobie et à son exploitation démagogique par un individu cynique et sans scrupules. Les partis de gouvernement de la droite chiraquienne ou de la gauche mitterrand-jospinienne en portent aussi la responsabilité.

Combattre les idées xénophobes mais en combattre aussi les causes

Les travailleurs n'ont donc aucun intérêt à laisser se développer la xénophobie et à rester sans réagir face à un mouvement comme celui d'Ibo Simon. Car, en cas de

besoin, demain, les patrons et la bourgeoisie pourraient l'utiliser comme une véritable machine de guerre contre la classe ouvrière.

Les patrons peuvent jouer sur les deux tableaux : utiliser les anti-immigrés contre les grèves, contre les travailleurs, et utiliser des immigrés pour leur main-d'œuvre à bon marché, pour certains travaux agricoles délaissés par les Guadeloupéens. Ce qui gêne les patrons, ce sont les luttes, les grèves, ce n'est pas l'immigration. Bien au contraire. Ils la favorisent quand elle peut servir leurs intérêts. Lors des grandes grèves de la canne de 1970 à 1975, ils sont eux-mêmes allés chercher ces travailleurs haïtiens pour leur proposer du travail et tenter ainsi de faire échec aux grèves. Bon nombre d'entre eux exploitent des travailleurs haïtiens, notamment dans les champs de banane. Certains travaillent sans inscription à la Sécurité sociale et pour des salaires dérisoires.

Il faut donc dénoncer et expliquer en quoi la politique xénophobe et un mouvement comme "Gwadeloup dubout" peuvent être utilisés demain contre les travailleurs et les pauvres par les patrons et par la bourgeoisie pour tenter de briser leurs luttes et les mettre au pas.

Quant à la démagogie "noiriste", Duvalier et ses tontons macoutes l'ont utilisée dans le passé en Haïti pour instaurer l'une des pires dictatures qui aient existé. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, bien entendu. Le phénomène Ibo Simon peut être passager et pourrait se dégonfler demain. Mais il serait irresponsable de parier là-dessus et de ne rien faire.

C'est donc une raison supplémentaire pour que les travailleurs en profitent pour renforcer leurs rangs, leurs organisations et leurs luttes.

D'autant plus qu'il pourra être nécessaire de s'opposer par tous les moyens à certaines actions musclées contre les immigrés haïtiens.

Il est indispensable que les travailleurs parviennent à comprendre le jeu retors d'Ibo Simon pour mieux le combattre. C'est un politicien caméléon, capable on l'a vu de critiquer, de dénigrer les indépendantistes, les Noirs, mais en même temps, il embouche parfois les trompettes de l'identité noire. Demain, au gré des événements, il pourrait très bien aller plus loin dans cette voie-là malgré ses déclarations anti-indépendantistes d'aujourd'hui.

S'il parvient à conserver ou agrandir sa base sociale, il est certain que les sacrifices que les politiciens classiques rêvent d'imposer aux salariés pour le bénéfice du patronat, lui, Ibo Simon pourra les imposer avec ses bandes agissantes. Alors, même si nous en sommes loin, il faut prendre ces perspectives menaçantes au sérieux.

Face à ce mouvement d'extrême droite, ce proto-fascisme noir, le mouvement des travailleurs doit se renforcer moralement et se donner une organisation de lutte capable de s'opposer à toute mise au pas, capable de rendre des coups pour se faire respecter.

Seule une telle organisation pourra conduire des luttes permettant de rendre stérile le terrain même sur lequel poussent l'influence d'Ibo Simon et les idées xénophobes. Seule la lutte des travailleurs contre les licenciements, contre le chômage et la misère, contre la déchéance de la société actuelle pourra redonner confiance

à la frange démoralisée du monde du travail. Car le découragement est aussi un terrain favorable au développement des idées xénophobes. C'est dans cette voie-là, celle de la lutte pour la transformation sociale, que les travailleurs, les organisations ouvrières, partis et syndicats, les militants du mouvement ouvrier pourront rallier à eux les exclus, les pauvres, les défavorisés, les déclassés dont une fraction fournit à Ibo Simon et à ses sbires un terrain favorable.

Le rôle de Canal 10

Cette chaîne de télévision parallèle a fait depuis plusieurs années d'Ibo Simon son animateur vedette. Jusqu'au mois de juillet dernier, il y tenait une émission quotidienne en direct, qui était rediffusée au cours de la journée. Depuis trois mois, elle est interrompue, de peur qu'Ibo Simon n'aggrave le dossier juridique contre lui et Canal 10. L'affaire devrait être jugée le 14 novembre. En attendant, ce sont les partisans d'Ibo Simon qui occupent l'antenne. Avec plus d'habileté, pour éviter les plaintes en justice, ils n'en continuent pas moins de répandre propos et explications xénophobes à l'encontre des Haïtiens. L'émission d'Ibo Simon était très écoutée par le petit peuple. Il faut dire que l'homme sait parler le langage du peuple des quartiers défavorisés, qu'il s'exprime entièrement en langue vernaculaire, le créole, et que, bon orateur, il sait capter l'attention d'un tel public. De plus, Canal 10 est en général une chaîne populaire. Elle retransmet les événements de la rue. Ses animateurs ne ratent pas une occasion de filmer et de faire parler les petites gens : travailleurs, chômeurs, artisans. Elle retransmet aussi intégralement les séances de conseils municipaux, celles du conseil général et du conseil régional, les concerts populaires. La population est très souvent invitée à intervenir soit dans les studios, soit par téléphone à l'antenne. Le taux d'écoute de Canal 10 est donc important au sein de la population. On comprend mieux comment cette chaîne de télévision a pu jouer un rôle important dans la popularité d'Ibo Simon et, dans le même temps, conforter bien des gens dans leurs préjugés xénophobes.

Combat ouvrier

Sur les convergences politiques entre l'extrême droite et la gauche laïco-xénophobe

Depuis 2007, la revue *Ni patrie ni frontières* a dénoncé à plusieurs reprises les laïques et les athées qui flirtaient avec Riposte laïque ou avec la xénophobie – comme Mireille Popelin (membre du PCF) quand elle participait encore au site Respublica, site républicain de gauche où elle publia en 2007 un article vicieusement xénophobe à partir d'un fait divers impliquant des jeunes du 9-3 dans une colonie de vacances.

Cela nous a valu quelques échanges très vifs avec Jocelyn Bézecourt, responsable du site *atheisme.org* et un animateur de Radio libertaire lors du Salon du livre libertaire de juin 2008 (Il est intéressant de noter que Pierre Cassen écrit, dans le torchon qui s'appelle *Les dessous du voile*, qu'il quitta le site Respublica en été 2007 pour fonder Riposte Laïque avec M. Bézecourt, ce qui montre bien les liens étroits entre ces deux personnages.) Ce «débat-traquenard» se trouve reproduit sur le site *anarsonore.free.fr*; il est intéressant parce qu'il montre qu'en juin 2008

Riposte laïque était encore en «odeur de sainteté» auprès d'un animateur de Radio Libertaire et de Jocelyn Bézecourt ; il montre aussi que sous prétexte de rester, eux, dans le concret, contrairement à moi qu'ils accusaient de planer trop haut dans le ciel des idées, ils ne voyaient pas ce que pouvait avoir de pernicieux le fait de colporter des anecdotes ou spéculer sur des faits divers concernant un prétendu «terrorisme religieux» musulman (et accessoirement chrétien pour faire bonne mesure) dans les écoles et les quartiers populaires de France.

Bézecourt se réclamait très sérieusement de la tradition anarchiste anticléricale appelant au meurtre des prêtres, comme si ces positions avaient le moindre intérêt aujourd'hui, de surcroît face à l'islam et l'islamisme actuel. Et comme si elles avaient été justes au XIX^e siècle, sous prétexte qu'elles avaient été avancées par des libertaires...

Riposte laïque continua d'ailleurs à être invité sur la radio de la Fédération anarchiste par le même animateur qui me porta la contradiction en juin 2008.

En effet, presque un an après ce débat, en avril 2009, cet animateur invita deux personnes de Riposte laïque (cf. l'article des Luftmenschen à ce sujet et notre propre commentaire dans ce numéro). Une telle invitation prouve que certains militants de la Fédération anarchiste n'avaient pas encore compris le danger que représentait Riposte laïque, et qu'ils l'ont compris seulement **en juin 2010** quand Riposte laïque fit alliance avec les Identitaires.

Il n'était désormais plus possible de prétendre qu'il s'agissait de laïques qui se trompaient, avec lesquels on pouvait discuter gentiment, il était devenu évident qu'ils avaient basculé de l'autre côté de la barricade. Il aura donc fallu à certains anarchistes **trois ans** pour déceler le virus de la xénophobie et du racisme dans une prose et des discours pourtant très explicites dès le départ !

Notre critique de Riposte laïque nous valut aussi une correspondance virulente avec Jean-François Chalot, ce trotskyste qui réalisa une version inédite du «Front unique ouvrier» avec l'UMP locale contre l'ouverture d'une mosquée salafiste à Champs-sur-Marne (cf. notre anthologie n°2 *Islam, islamisme, «islamophobie»*, 2008).

Depuis 2007, la collaboration entre Riposte laïque, la droite et l'extrême droite n'a fait que s'approfondir et ce ne sont pas les propos de Marine Le Pen, en décembre 2010, qui nous contrediront. En effet, la dernière comparaison de l'avocate frontiste entre la période de l'Occupation nazie et le fait que quelques rues en France soient «bloquées» une fois par semaine, durant une heure, par des musulmans qui ne trouvent pas de salle assez grande pour prier, cette comparaison avait d'abord été rodée sur le site de Riposte laïque pendant des mois.

Riposte laïque agit donc bien en poisson pilote, en passerelle entre l'extrême droite et la gauche. Ce groupe teste en direction d'un public de gauche des formules xénophobes pour qu'ensuite le FN les balance dans les médias avec un effet démultiplié par son poids électoral, évidemment sans commune mesure avec le petit lectorat de Riposte laïque.

Le samedi 11 décembre 2010, à Lyon, a eu lieu un débat sur le thème des convergences politiques entre l'extrême droite et la gauche laïco-xénophobe. Nous

reproduisons ci-dessous le canevas de la présentation, puis plusieurs articles écrits à l'occasion de ce débat.

Y.C.

Post scriptum : Selon deux journalistes du Monde (http://droites-extremes.blog.le_mond... [NL_Titresdujour]-20101214- [zoneb]), cette comparaison entre l'Occupation et l'immigration est beaucoup plus vieille: «le 15 mai 1993. Le FN, sous l'égide de son conseil scientifique, organisait un "colloque" intitulé "d'une résistance à l'autre, l'Histoire en question de 1940 à 1993". Le délégué général, Bruno Mégret, y avait alors fait une intervention "remarquable", racontée par Renaud Dely dans son Histoire secrète du Front national (Grasset, 1999), traçant un parallèle abject entre l'occupant nazi de 1940 et les immigrés. "Le combat de la résistance visait à s'opposer à la fois à l'invasion allemande et à l'oppression nazie. Or, aujourd'hui il y a invasion et il y a oppression. Certes, il s'agit de formes molles, non militaires de ces deux fléaux, mais les deux mots peuvent être valablement utilisés." "L'invasion, c'est naturellement l'invasion liée à l'immigration" poursuivait Bruno Mégret, la France étant, à ses yeux, "victime, depuis de nombreuses années, d'une authentique invasion silencieuse et pour le moment pacifique. Il ajoutait que si "l'établissement adopte une attitude de collaboration avec l'envahisseur", "le Front national adopte, lui, une attitude de résistance".»

Les positions de la gauche laïco-xénophobe ne sont qu'un copier-coller de la «pensée» d'extrême droite.

Et l'on peut situer le tournant xénophobe de la gauche et de la droite parlementaires au tout début des années 1980, comme le rappelle N. Lebourg dans son livre *Le monde vu de plus la extrême droite*. C'est ainsi qu'en 1983, à Marseille, le Parti socialiste édita une affiche : «*La droite, 30 ans d'immigration sauvage. Avec la gauche des contrôles vigilants dont on commence à mesurer les effets.*»

Et le PCF ne fut pas en reste. Georges Marchais écrivit en effet dans *L'Humanité* du 6 janvier 1981 : «*En raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut les regarder en face et prendre rapidement les mesures indispensables. La cote d'alerte est atteinte. (...) C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il faut résoudre l'important problème posé dans la vie locale française par l'immigration. Se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos, des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficiles leurs relations avec les Français. Les HLM font cruellement défaut et de nombreuses familles françaises ne peuvent y accéder. Les charges d'aide sociale nécessaires pour les familles immigrées plongées dans la misère deviennent insupportables pour les budgets des communes.*»

Le PCF publia un tract intitulé «L'immigration un vrai problème», tract distribué à un million d'exemplaires et dont Alain Soral rappelle encore le contenu près de trente ans après dans son torchon antisémite *Comprendre l'Empire*.

Lors de son retour au pouvoir, la gauche continua sa politique de «contrôle de l'immigration» avec Edith Cresson qui décida d'expulser les «sans-papiers» dans des charters et les lois Chevènement.

Introduction

Avant de commencer, je crois qu'il faut se mettre d'accord sur 6 points fondamentaux qui devraient permettre de fixer un cadre et un contexte au débat de ce soir :

1. Les religions et les Eglises ont évolué, leur place dans les sociétés occidentales a changé, et on ne peut plus les critiquer de la même façon qu'au XIX^e siècle – ce qui n'enlève rien à l'importance de l'athéisme et du matérialisme scientifique, bien au contraire ;

2. L'idéologie de l'extrême droite a subi des changements importants, notamment sous l'influence de la Nouvelle Droite. L'antifascisme traditionnel – quelles que soient par ailleurs ses limites démocratiques-bourgeoises – doit donc renouveler son argumentaire s'il souhaite être convaincant ;

3. Il existe en France, depuis le XIX^e siècle, un courant «socialiste-national», à la fois athée et anticapitaliste, laïque, chauvin et raciste, en clair une «gauche réactionnaire», que l'on ne peut réduire ni à l'extrême droite ni au fascisme, ce qui ne la rend pas moins nocive.

4. Derrière les discussions sur la laïcité et l'islam, ce sont des convergences ou des divergences sur la nature de la nation et la pertinence de la défense de l'Etat-nation qui jouent un rôle essentiel.

5. La montée des «national-populismes» en Europe coïncide avec la construction de «l'Europe forteresse». C'est dans ce contexte social et politique qu'il faut situer les débats sur la laïcité et l'islam, les contrôles des «flux migratoires» et la définition de qui est «européen» et qui ne l'est pas.

6. À l'échelle internationale, le débat sur le «conflit de civilisations» est intimement lié aux interventions des Etats-Unis et de leurs alliés au Koweït, en Irak et en Afghanistan ; à la volonté des grandes puissances de contrôler les sources d'énergie et les grands axes commerciaux ; au jeu des puissances intermédiaires (Iran, Turquie) et des Etats pétroliers qui souhaitent se tailler une part du gâteau ; et, last but not least, aux activités militaires ou politiques des mouvements islamistes au Proche-Orient, au Moyen-Orient et au Maghreb qui donnent une tonalité religieuse à ce qui sont avant tout des conflits d'intérêts matériels.

On assimile traditionnellement la droite française à la dénonciation des Lumières, à l'obscurantisme religieux, à l'homophobie, au sexisme, à l'antisémitisme, au racisme et à la défense d'un «Etat fort», voire des dictatures militaires ou fascistes ; et on assimile la gauche à la défense de la laïcité, de la République, de la démocratie, du féminisme et des droits des homosexuels, et des minorités nationales ou ethniques. Or, depuis quelques années, les frontières idéologiques semblent s'être brouillées entre la droite, l'extrême droite et la gauche en France, notamment à l'occasion des débats passionnés sur le contenu «totalitaire» de l'islam comme religion et de l'islamisme comme doctrine politique.

La tenue de plusieurs «apéros saucisson-pinard» dans différentes villes en juin et juillet 2010 a été l'occasion d'observer une inquiétante convergence entre des républicains de gauche (Riposte laïque), des gaullistes, des villiéristes, des souverainistes de droite et de gauche, et des «Identitaires (1)» (en clair des nationalistes fascisants ou néofascistes) au nom de la défense de la laïcité et du féminisme, et de l'expulsion des immigrés – musulmans ou pas (2). Cette coalition hétéroclite prétend rassembler de pseudo-«résistants» face à «l'invasion» supposée des immigrés et de l'islam. Et ils n'hésitent pas à traiter leurs adversaires de «collabos», ou de «collabobos».

Comment expliquer de telles convergences entre militants de droite et de gauche? Sont-elles vraiment nouvelles?

Il nous semble que cette évolution (apparemment) récente a été précédée et préparée, à droite, par le long travail souterrain des idéologues de ce qu'il est convenu d'appeler la «Nouvelle Droite» ou les «nouvelles droites». Cette étiquette a été inventée pour qualifier une mouvance aux contours vagues, qui va du GRECE (et surtout de son animateur Alain de Benoist, atteint d'une «incontinence de l'encrier» comme le dit l'un de ses copains fachos) au Club de l'Horloge en passant par de nombreux clubs, revues et colloques. Les individus formés ou influencés par ces différentes structures ont à leur tour réinterprété les messages qu'ils lisaient ou entendaient, ce qui a donné naissance à une certaine cacophonie idéologique – parfois volontaire, les néodroitiers se plaisant à proclamer tout et son contraire et à puiser chez des intellectuels aussi divers que Georges Dumézil, Claude Lévi-Strauss, Julius Evola, Louis Rougier, Robert Jaulin et Carl Schmitt.

Je n'entrerai pas ici dans le détail de tous les courants et sous-courants de la «Nouvelle Droite» et du «nationalisme révolutionnaire» (c'est-à-dire des héritiers des courants nationaux-bolcheviks et «*völkisch*» – mystiques, populistes et racistes à la fois – qui donnèrent naissance au nazisme). Il importe seulement de souligner ici qu'un certain nombre d'intellectuels et de cadres militants des groupuscules d'extrême droite ont efficacement contribué à «brouiller les lignes» et à semer la confusion entre droite et gauche, en récupérant beaucoup de thèmes que la gauche avait mis à la mode dans les années 60-70, même si la droite avait déjà exploité certains de ces thèmes : écologie profonde, régionalisme anti-jacobin, anti-impérialisme, bien sûr, mais aussi altermondialisme, multiculturalisme (3) et féminisme (4).

C'est sans doute aux Pays-Bas (5) que ce brouillage des lignes est allé le plus loin, puisqu'il existe dans ce pays un parti d'extrême droite, «national-populiste», important (24 députés sur 150), le PVV, Parti pour la liberté (6), qui prône l'expulsion de tous les immigrés musulmans (ce qui est plutôt banal chez ce genre de réacs), mais défend aussi les Lumières, les droits des gays et des lesbiennes, ce qui est plus rare à l'extrême droite : Théo Van Gogh, le démagogue qui succéda à Pim Fortuyn (7), et précéda Geert Wilders dans la dénonciation du multiculturalisme néerlandais, de l'immigration et de l'islam, avait coutume d'apostropher ses critiques de gauche en leur lançant : «*Vous prétendez connaître les immigrés mag-*

hrébins, mais moi, je les connais mieux que vous car je les baise régulièrement dans les back-rooms.» On imagine mal Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret ou même Marine Le Pen tenir ce genre de propos, quelle que soit leur volonté de moderniser leur discours et leur look...

Pourtant, si l'on parcourt la production «théorique» des groupuscules racistes et fascisants de la «Nouvelle Droite» française depuis les années 60, particulièrement des «néo-païens», on découvre que certains d'entre eux ne s'opposent pas à l'homosexualité... tant qu'elle est discrète (8). Cette position est pour eux «cohérente» dans la mesure où ils vantent les mérites de la civilisation grecque antique et des sociétés «indo-européennes» avant le christianisme. Dans leur vision mythifiée de cet Age d'Or «indo-européen», ou «indo-germanique», la notion de péché n'existait pas encore ; la sexualité n'était donc pas soumise à autant d'interdits ; l'homosexualité et le lesbianisme constituaient des formes de relations sexuelles socialement admises. Et un tel changement de position face à l'homosexualité n'est pas du tout anodin, car il touche à un élément central pour toutes les extrêmes droites : la défense de la famille. Pour un parti d'extrême droite, et a fortiori pour un parti fasciste, reconnaître (même timidement) l'homosexualité c'est reconnaître implicitement qu'un des points fondamentaux de son programme et de son idéologie n'est plus soutenable dans les sociétés occidentales modernes.

Si certains historiens et politologues ont déjà commencé à décrire l'évolution de la droite et de l'extrême droite depuis 30 ans, il n'en est pas de même à gauche. À part le filon sensationnaliste qui consiste à dénoncer tous les antisionistes comme des antisémites (cf. les ouvrages de P.A. Taguieff qui tournent malheureusement aux pamphlets approximatifs dès qu'ils abordent les positions de l'extrême gauche et de l'ultragauche ; ou le livre de Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche*, qui croit qu'en remplaçant la préposition «de» par «à» on résoudra un problème épineux et séculaire qui touche à la nature de l'anticapitalisme, et qui se permet lui aussi de lancer des accusations infondées contre Lutte ouvrière et certains ultragauches), on ne peut pas dire que les universitaires se soient beaucoup intéressés aux rapprochements récents entre la gauche et la droite.

Plus exactement, on trouve de nombreux essais à propos de «l'islamophobie» qui prétendent que la gauche a toujours été colonialiste, que la majorité des philosophes des Lumières étaient racistes, et que l'universalisme de la gauche conduit à une impasse «eurocentriste». Le problème est que ces auteurs de la gauche «postmoderne» abandonnent tout esprit critique face aux religions, particulièrement face à l'islam, mais aussi face à l'islamisme, présentant ce dernier comme un mouvement émancipateur. La question de la religion étant intimement liée à celle de la nation, on ne s'étonnera pas que ces intellectuels, qui ont un regard totalement acritique sur le nationalisme des Etats et des mouvements de libération nationale des pays non occidentaux, soient incapables de critiquer les religions qui rythment la vie quotidienne des peuples concernés.

En dehors de Zeev Sternhell, violemment critiqué par la plupart des historiens français, Marc Crapez est l'un des rares auteurs, à ma connaissance, qui aient apporté quelques pistes intéressantes sur la gauche réactionnaire du XIX^e siècle et

ses connivences idéologiques profondes avec ce qui allait devenir l'extrême droite. Il montre dans son livre qu'au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, il existait déjà en France des courants athées et racistes (à l'époque antisémites), anticapitalistes et nationalistes : ces blanquistes et ces communards boulangistes de gauche étaient en quelque sorte reconnus comme des «camarades dans l'erreur» par les autres tendances socialistes de l'époque. Ils formaient la branche «socialiste-nationale» de la famille, et Riposte laïque aujourd'hui (l'antisémitisme en moins le racisme anti-arabes en plus) en est l'héritière.

Il faut donc dénoncer ces rapprochements idéologiques entre droite et gauche qui sont mortifères pour tout changement social, mais aussi souligner que la critique des religions doit tenir compte de leur évolution, et de l'évolution des comportements politiques des croyants et des fidèles. Sinon il est impossible affronter la question de l'islam dans les pays capitalistes occidentaux, et les problèmes qui peuvent être posés par l'influence néfaste de cette religion sur un certain nombre de travailleurs et d'exploités.

Et cela concerne bien sûr d'autres religions que l'islam : il suffit d'observer l'apathie et la résignation encouragées par les pentecôtistes dans l'émigration haïtienne en France depuis le tremblement de terre du 13 janvier 2010, et la façon dont sur place ils prétendent que le séisme serait une punition divine pour la pratique du vaudou par le peuple haïtien !

Y.C.

Notes

1. Le terme d'identitaire a été choisi pour éviter d'utiliser le mot «nationaliste». Il existe des groupes identitaires dans différents pays d'Europe.

2. La même coalition réactionnaire organise des Assises internationales contre l'islamisation le 18 décembre 2010.

3. C'est ainsi que le Vlaams Blok, devenu plus tard le Vlaams Belang, se réclame d'une «Europe multiculturelle de peuples monoculturels (et monoraciaux)» de structure confédérale.

4. La «Nouvelle Droite», en reconnaissant les genres et en invoquant un «universel féminin» a pu faire illusion.

5. Ce n'est pas un hasard si le groupe De Fabel van de illegal a étudié en détail comment l'extrême droite néerlandaise s'est emparée de thèmes comme l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (cf. *La Fable de l'illégalité* publié par *Ni patrie ni frontières* en 2004).

6. Cf. les articles suivants publiés sur le site mondialisme.org et dans la revue *Ni patrie ni frontières* : «Geert Wilders et le PVV aux Pays-Bas : Le «Parti pour la Liberté» vous exclura aussi !» (dans ce numéro) ; «De Geert Wilders à Riposte laïque, l'Internationale de la xénophobie» ; «Geert Wilders, un politicien populiste et d'extrême droite» ; «Qui est vraiment Geert Wilders ?».

7. Pim Fortuyn fut assassiné le 6 mai 2002 par un déséquilibré se réclamant de l'écologie, et Théo van Gogh le 2 novembre 2004 par un Marocain musulman.

8. L'extrême droite actuelle, aidée par Riposte laïque, rejoue la même partition, cette fois contre «l'islamisation» imaginaire de l'Europe.. Dans un article de *Pouvoirs* (n° 87, novembre 1998), Piero Ignazi signale qu'au début des années 90 le MSI néofasciste, qui se transforma en Alleanza Nazionale en 1994, adopta, à une courte majorité, une position hostile aux discriminations contre les homosexuels en Italie.

Des Ligues à la «Nouvelle Droite*»

Avant la Première guerre mondiale, ce sont les ligues qui inaugurent une tradition d'organisation des masses à partir d'une idéologie nationaliste, xénophobe et souvent antisémite. Il faut notamment mentionner :

- la Ligue des patriotes fondée en 1882 par le républicain Déroulède et qui devient rapidement hostile à la Révolution française et à la république parlementaire ; elle prône un régime autoritaire organisé sur le modèle militaire. Elle soutient donc le général Boulanger à partir de 1888 et mène des combats de rues, en mobilisant les artisans, les boutiquiers, les petits commerçants, la petite bourgeoisie traditionnelle, spécialement à Paris. Elle est dissoute en 1889, mais se reconstitue dix ans plus tard pour participer à l'agitation antidreyfusarde ;
- la Ligue antisémite de Jules Guérin, créée en 1896, qui ne se développa jamais beaucoup mais eut une intense activité journalistique au moment de l'Affaire Dreyfus ;
- la Ligue de la patrie française créée en 1898 restera une organisation d'intellectuels antidreyfusards et cessera ses activités en 1904 ;
- et enfin, celle qui aura la plus longue vie, l'Action Française, monarchiste et anti-républicaine.

Les militants de ces différentes ligues sont hostiles au mouvement ouvrier naissant, aux grèves et aux syndicats, à l'exception d'une fraction de l'Action française (le Cercle Proudhon [9]) ; ils défendent l'armée et le budget militaire, soutiennent la propagande gouvernementale contre l'Allemagne et pour la récupération de l'Alsace-Lorraine et bien sûr appuient les entreprises coloniales. Ils rêvent encore de renverser la République par un coup de force car ils n'acceptent pas la démocratie parlementaire.

Les partisans de l'Action française sont plus particulièrement obsédés par «l'épuisement de la race» française, la baisse de la fécondité, l'exode rural. Leur utilité pour la bourgeoisie est assez évidente : même s'ils sèment un peu le désordre dans les rues, ils peuvent servir de briseurs de grève et de police supplétive en cas de nouvelle insurrection populaire (la Commune est dans toutes les mémoires). Et surtout ils prônent l'union nationale, excellent ciment contre la lutte des classes. C'est pourquoi ils ne manquent jamais de généreux bailleurs de fonds et d'officiers prêts à prendre place dans leurs comités directeurs.

Entre les deux guerres mondiales, l'Action française continue à sévir mais de nouvelles formations d'extrême droite apparaissent. Les ligues d'avant-guerre continuent à vivoter, notamment la Ligue des patriotes mais elles apparaissent comme des machines à faire élire des politiciens, ou, en ce qui concerne l'Action française, comme un mouvement entièrement centré autour d'un groupe d'écrivains et de salonards incapables de mettre ses actes en concordance avec la violence de ses dénonciations politiques. C'est ce qui explique la création du premier mouvement fasciste le Faisceau de George Valois, issu d'une scission de l'Action fran-

çaise qui fusionne avec une Ligue d'anciens combattants. Le Faisceau arrive à compter environ 25 000 militants (contre 55 000 au PCF en 1926), mais il s'écroule au bout d'un an, malgré de formidables soutiens financiers.

Les ligues d'anciens combattants constituent la base sociale d'autres mouvements d'extrême droite plus durables comme les Croix de feu du colonel de la Rocque (1927-1936), très légalistes, et le Parti populaire français (1937-1945) de Doriot, même si le second attire aussi d'ex-militants stalinien et des néo-socialistes de la SFIO. Quant aux paysans, Dorgères les organise dans un mouvement de masse : les Comités de défense paysanne avec ses Chemises vertes, mais il ne remporte du succès que pendant une période très brève (1934-1937).

L'extrême droite est fort utile à la bourgeoisie puisqu'elle lutte contre l'influence formidable de la révolution russe dans la population, donc à la fois contre le PC français et contre la politique internationale de l'URSS. Elle fait régulièrement le coup de poing contre les militants de gauche, et sera un adversaire résolu des grèves du Front populaire et des conquêtes arrachées par les prolétaires en 1936. Le fascisme italien l'inspirera davantage que le nazisme, étant donné le passif des guerres franco-allemandes de 1870 et de 1914-1918. Cet engagement profasciste se traduira pendant la Seconde Guerre mondiale par le soutien actif au régime de Vichy, l'entrée dans la Milice, la lutte contre la Résistance et parfois même l'engagement dans la SS.

La collaboration avec Vichy et le soutien inconditionnel au nazisme vont compromettre, pour une longue période, les chances de l'extrême droite de conquérir à nouveau une base de masse. Dans l'immédiat après-guerre, la bourgeoisie française lâche les collaborateurs les plus compromis et accepte une épuration limitée ; elle met en prison, déchoit de leurs droits civiques ou parfois fusille un certain nombre de pétainistes qui ne réussissent pas à se cacher ou à s'enfuir à l'étranger ; elle interdit les partis ouvertement fascistes qui tentent de se reconstituer. Mais cette sévérité ne dure guère car la bourgeoisie permet aussi à des ex-pétainistes de se recycler politiquement notamment au sein du RPF et surtout du CNI à partir de l'amnistie de 1951.

Après-guerre, les ex-vichystes et collaborateurs essaient à la fois de criminaliser la Résistance (sans grand succès), d'avancer la théorie du « glaive et du bouclier » (De Gaulle étant le glaive et Pétain le bouclier) et de créer la fable d'un « Vichy résistant » et d'une « Résistance maréchaliste », en faisant porter la responsabilité de la guerre aux Juifs, à la gauche et aux Munichois. Ils se présentent comme des hommes ayant combattu, pour leurs idées, « puis comme des victimes et des martyrs, et enfin comme les seuls vrais résistants qui essaient de sauver la France du communisme » (C. Baudinière, « L'extrême droite française de 1944 à 1951 », *Contretemps* n° 8). Ils soutiennent bien sûr la guerre d'Indochine, ce qui leur vaut une certaine popularité parmi les « anciens de l'Indo » qui feront le coup de poing avec eux. Ils essaient de miser sur les petits commerçants avec l'aventure Poujade, mais celle-ci tourne rapidement court, car la droite réussit à créer un grand parti, l'UDR, qui occupe une grande partie de l'espace occupé par le poujadisme. Ils pensent profiter de la guerre d'Algérie, mais, dans ce cas comme dans le cas de

l'Indochine, leurs choix politiques ne leur rapportent rien, puisque le personnel politique de la bourgeoisie met progressivement fin à la domination directe de la France et à sa présence militaire dans son empire. Le soutien fervent à l'OAS et la volonté d'abattre physiquement De Gaulle s'avèrent catastrophiques pour les militants de la «droite radicale» qui récoltent des mois ou des années de prison, quand ils ne sont pas fusillés. Leurs groupuscules sont interdits à plusieurs reprises. Leur seule utilité pour la bourgeoisie réside dans leur anticommunisme, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

Après 1963, ils tentent de miser sur les rapatriés d'Algérie mais l'intégration relativement rapide des «pieds noirs» dans la société française empêche sans doute la création d'un parti fasciste ou fascisant de masse, même si une fraction d'entre eux soutiendront plus tard le Front national et le MNR dans le sud de la France.

Dans les années 60 et 70, une partie des membres des groupuscules d'extrême droite (les anciens d'Occident comme Madelin, Longuet Devedjian) choisissent de vivre aux crochets de partis de la droite institutionnelle, surtout les Républicains indépendants de Giscard (formation qui compte plusieurs dirigeants ayant été de chauds partisans de l'Algérie française comme Poniatoski, Bassot, Dominati, Griotteray). Ils offrent leurs services comme colleurs d'affiches, cogneurs contre les groupes d'extrême gauche, suppléants du Service d'Action Civique de Pasqua (RPR), sous-traitants des services secrets, barbouzes, sans trouver un véritable débouché politique et construire un mouvement indépendant de la droite traditionnelle. Ils servent aussi de force d'appoint non négligeable dans la propagande contre le Programme commun, le PCF et le danger de «soviétisation de la France» sous Mitterrand. Mais encore une fois, leur vision politique catastrophiste s'avère fantaisiste : les chars soviétiques ne défilent pas sur les Champs-Élysées et le PCF respecte la propriété privée et le grand capital.

La percée du FN à partir de 1983 et surtout des élections européennes de 1984, neuf ans après le début de la crise économique mondiale, met fin à l'isolement politique de l'extrême droite française. La droite gaulliste, s'effrite, la bourgeoisie ne dispose plus d'un grand parti capable de marginaliser ses fractions les plus extrêmes. Pour la première fois depuis quarante ans, s'ouvre un cycle favorable aux idées réactionnaires et xénophobes ; un certain nombre de personnalités d'extrême droite acquièrent enfin une certaine respectabilité, à travers l'élection à des responsabilités, municipales, régionales, nationales ou européennes. Elle réussit à «lépéniser les esprits», c'est-à-dire à mettre ses propres thèmes politiques (immigration, insécurité) au cœur des débats de tous les partis, et à faire pénétrer insidieusement d'autres idées typiques du fascisme : existence d'«ethnies» (ou de «cultures») aux capacités différentes ; danger de la cohabitation et du mélange de populations d'origine différente, etc. Si la majorité de l'extrême droite (le FN) mise désormais sur une stratégie parlementaire, ce n'est bien sûr pas sans arrière-pensées. Mais pour le moment elle est divisée quant à l'opportunité de continuer à jouer les trouble-fêtes (par exemple en se maintenant au deuxième tour, quitte à faire élire la gauche), ou de poursuivre une évolution semblable à celle de Gianfranco Fini et d'Alleanza Nazionale (10) en Italie et de réintégrer le giron de la droite (11).

Fascistes, nationaux-populistes ou Droite radicale ?

La droite française s'est montrée plutôt habile au cours des trente dernières années, en occupant le pouvoir de façon presque ininterrompue, mais aussi sur le terrain de la lutte idéologique. Quant à l'extrême droite, elle est l'objet de querelles académiques entre, d'un côté, ceux qui comme Zeev Sternhell la présentent comme le précurseur, voire l'inventeur du fascisme, et d'autres (la majorité des historiens français) qui soutiennent que le fascisme n'a jamais vraiment pris racine en France. Selon ces derniers historiens, il faudrait donc trouver d'autres qualificatifs pour qualifier les courants dominants de l'extrême droite, du boulangisme au Front national en passant par les Croix de feu ou l'Action française. Les historiens et politologues anglo-saxons, suivis par bien d'autres, préfèrent employer le terme de «droite radicale» plutôt que celui d'extrême droite. En France, à l'initiative de P.A. Taguieff, c'est le concept de national-populisme, encore plus vague que celui de droite radicale, qui semble s'être pour le moment imposé chez les spécialistes de science politique et les historiens des droites.

Pour notre part, nous nous contenterons de remarquer que trouver la bonne étiquette pour désigner un groupuscule ou un parti d'extrême droite compte moins que le fait de savoir si cette organisation se fixe pour but d'éliminer physiquement tous ses adversaires dès le jour de la prise du pouvoir, voire avant – que celle-ci soit légale et démocratique ou pas.... C'est par exemple l'objectif que se fixaient certains groupes fascistes français dans leurs bulletins intérieurs (liquider les «chefs gauchistes» à un moment ou à un autre de la lutte).

On peut, comme le fait par exemple Mouvement communiste (12), énumérer quelques critères simples pour caractériser un mouvement fasciste : existence d'un chef charismatique ; formation de groupes paramilitaires qui utilisent la violence contre les syndicats et partis ouvriers ; volonté de fusionner le Parti et l'Etat ; organisation de la petite-bourgeoisie non salariée (artisans, commerçants) mais aussi des petits patrons et des cadres ; formation de syndicats de salariés ; infiltration de la police et de l'armée et constitution de noyaux organisés, au sein des forces de répression, «organisation en partis interclassistes uniques de masse, pourvus d'une base ouvrière», «favorisation, dans certaines conditions, du développement du capital», «négation absolue du conflit de classe», «constitution d'un mouvement violent foncièrement nationaliste, mais qui n'hésite pas à utiliser la démocratie bourgeoise comme instrument pour s'emparer de l'exécutif», etc. Et on peut ensuite confronter ces critères à chaque mouvement existant, qu'il s'agisse du Front national français, d'Alleanza Nazionale en Italie ou du Vlaams Belang (alias le Vlaams Blok) en Belgique. Et considérer que tel mouvement est en train de se transformer rapidement en un véritable parti fasciste. Mais si le processus dure près de 40 ans comme pour le Front national, ce type de démarche n'est guère intéressant...

L'attribution d'une étiquette à un mouvement ou un parti politique ne remplacera jamais l'observation concrète à la fois de son évolution idéologique, ce qui est généralement compliqué quand on n'a pas des taupes ou des informateurs à l'intérieur d'une formation qui tient un double ou un triple discours, et de sa pratique, ce qui suppose d'avoir des militants un peu partout (13).

Nous n'entrerons donc pas ici dans des querelles de définitions, bien qu'elles soient parfois fructueuses, mais nous intéresserons plutôt à l'évolution des positions de la droite et de l'extrême droite françaises, notamment face à la laïcité et la religion.

Y.C.

* Le terme de «Nouvelle Droite» a été inventé par les journalistes en 1979 puis repris par Alain de Benoist, son principal inspirateur, même si ce courant a fait des émules en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Portugal. Depuis, cette «Nouvelle Droite» s'est elle-même scindée en plusieurs sous-courants, comme l'explique Jean-Yves Camus dans «La Nouvelle Droite : bilan provisoire d'une école de pensée», *La Pensée*, n°345, janvier-mars 2006, que l'on trouve sur le site Fragments sur les temps présent. Contrairement à ce qu'avancait à l'époque ce spécialiste (mais peut-être a-t-il révisé son jugement depuis ?), il nous semble que ce courant protéiforme a plutôt réussi à pousser la droite et l'extrême droite à faire leur «révolution culturelle», à condition, bien sûr, de ne pas mesurer son influence en termes d'influence électorale ou de nombre de militants.

Notes

9. Ce Cercle rassemblait quelques syndicalistes de la CGT et des royalistes soucieux de trouver un terrain commun, mais il n'eut pas vraiment de succès même si Maurras salua le geste de syndicalistes de la CGT qui avaient brûlé l'effigie de Marianne.

10. Sans idéaliser les post-fascistes italiens, il faut noter que «lorsque le problème de l'immigration se manifeste pour la première fois à l'attention de l'opinion publique, à la charnière entre les années 1980 et les années 1990, le MSI refuse catégoriquement d'adopter une position xénophobe, au nom d'un tiers-mondisme populiste et anticapitaliste et d'une image édulcorée, non raciste, du colonialisme fasciste. En effet, à cette période, c'est plutôt la Lega Nord (à l'époque Lega Lombarda) qui véhicule un discours aux relents xénophobes» (Piero Ignazi, «La recomposition de l'extrême droite en Italie», *Pouvoirs* n° 87, numéro sur l'extrême droite en Europe).

11. La plupart des partis d'extrême droite, «nationaux populistes» et autres formations de la «droite radicale» ou des «droites extrêmes» en Europe se sont donnés des titres «respectables» : Confédération espagnole des Amis de l'Europe, CEDADE, la plus importante organisation néonazie espagnole ; Républicains (Republikaner) en Allemagne ; Centrumdemokraten et Centrumpartij (néonazi) aux Pays-Bas ; Nouvelle démocratie et Démocrates suédois en Suède ; Parti du progrès au Danemark ; Union démocratique du centre, Démocrates suisses et Parti de la liberté, en Suisse ; Parti libéral d'Autriche (FPÖ), etc. Une façon habile de brouiller les pistes en faisant disparaître l'adjectif «national» de son appellation politique, alors que la défense de la nation est au cœur de l'idéologie d'extrême droite.

12. Mouvement communiste : «Fascisme et démocratie», dans ce numéro.

L'apéro saucisson-pinard du 18 juin 2010 et sa signification

Pourquoi s'intéresser à l'évolution des positions de la droite et de l'extrême droite françaises face à la laïcité et la religion ?

En ce qui me concerne, j'ai pu constater qu'il était urgent de clarifier ces questions en participant à une réunion «unitaire» de la gauche et de l'extrême gauche du XVIII^e arrondissement de Paris organisée contre la tenue d'un «apéro saucisson-pinard» le 18 juin 2010 à la Goutte d'or, apéro qui fut finalement interdit à cet endroit et qui eut lieu sur les Champs-Élysées, sous protection policière.

La coalition des organisateurs de cet événement «festif» allait du Bloc identitaire fascisant à des groupuscules gaullistes en passant par les partisans de Philippe de Villiers (le Mouvement pour la France) et de Nicolas Dupont Aignan (Debout la République) (qui se sont ensuite rétractés) ou les militants républicains de gauche de Riposte laïque.

Je surveille les élucubrations des futurs militants de Riposte laïque depuis 2007, depuis qu'ils ont commencé à sévir à l'intérieur de l'UFAL (13) et avant qu'ils ne la quittent. Mon premier article polémique (14) contre cette mouvance portait sur la contribution d'une certaine Mireille Popelin, membre du PCF. Le texte que je dénonçais avait été publié sur le site de Respublica sans susciter la moindre réaction publique de l'UFAL ou des militants républicains de gauche. Cet article ressassait pourtant tous les lieux communs xénophobes (et implicitement racistes) que propagent le Front national et l'UMP sur les prétendus «jeunes de banlieue» et autres «sauvageons». L'UFAL prit tout son temps pour condamner la dérive de Riposte laïque et en septembre 2009 quatre présidents locaux de l'UFAL signaient encore une pétition de Riposte laïque («Halte à la burqa et au voile»), c'est dire que les liens sont loin d'être rompus, et surtout que cette condamnation morale n'est guère efficace...

Pour revenir donc à cette réunion unitaire contre l'apéro saucisson-pinard en juin 2010, j'avais été frappé par le fait que les participants (un curé, un pasteur, un député PS, des militants du PS, du PCF, du NPA, d'Alternative libertaire et de la FASE [15]) analysaient les apéros saucisson-pinard comme une action uniquement menée par des fachos purs et durs (16), dans le style des années 30... Ils ignoraient totalement la diversité des soutiens de cette opération anti-musulmane et anti-immigrés.

Je rappelle qu'il s'agissait, pour les organisateurs de cet événement xénophobe à Paris (17) de bouffer du saucisson et de boire du vin devant une mosquée dont les adeptes sont obligés de prier dans la rue, faute de place à l'intérieur du bâtiment, et bloquent donc une rue pendant une heure, pour la prière correspondant au coucher du soleil, en fin d'après-midi. Les participants à cette réunion unitaire du XVIII^e ar-

rondissement réduisaient les motivations de ces «22 salopards» à une opération «fasciste et raciste» sans se demander le moins du monde si la gauche ne portait pas une lourde part de responsabilité dans cette xénophobie rampante.

Suite à cette réunion, je me suis mis à enquêter sur cette coalition réactionnaire, et me suis demandé quelle était la relation entre la droite et l'extrême droite, d'un côté, le christianisme de l'autre. En clair, l'hostilité de la droite et de l'extrême droite françaises vis-à-vis non seulement des islamistes, mais aussi des musulmans, voire de façon encore plus générale vis-à-vis des travailleurs immigrés originaires de pays dits musulmans était-elle fondée sur les convictions chrétiennes des militants de droite et d'extrême droite, ou le problème était-il plus complexe ?

Il me semble que l'hostilité de la droite et de l'extrême droite face à l'islam, au sens le plus général, ne peut s'expliquer seulement, voire même principalement, par leurs rapports privilégiés avec la religion ou les Eglises chrétiennes.

C'est vrai uniquement pour les nationaux-catholiques de Chrétienté Solidarité (dirigés par Bernard Antony, alias Romain Marie) ou les lefebvristes (Lehideux) dont les partisans sont progressivement sortis ou ont été exclus du FN après 2003 et se retrouvent maintenant au sein du Parti de la France qui défend les «valeurs communes, helléniques, latines, humanistes et chrétiennes qui fondent la civilisation européenne». Mais ce n'est pas vrai pour les autres courants de l'extrême droite : solidaristes, néo-païens, «Nouvelle Droite», etc. Ces courants antichrétiens et souvent (mais pas toujours [18]) antisémites n'ont pas de liens particuliers avec les Eglises chrétiennes.

Cela permet peut-être d'expliquer pourquoi en France et aux Pays-Bas, et sans doute dans d'autres pays mais à une échelle beaucoup moins significative, on constate une convergence de plus en plus claire entre des militants de gauche et d'extrême droite, comme en témoignent l'organisation des apéros saucisson-pinard en France, ou des Assises contre l'islamisation à Paris le 18 décembre 2010.

Y.C.

Notes

13. UFAL : Créée en 1988, l'Union des familles laïques prétend regrouper 4 000 familles adhérentes. «L'UFAL est anticléricale (elle s'oppose au fait qu'un groupe puisse imposer son dogme au reste de la société), mais elle n'est pas antireligieuse : elle protège toutes les libertés religieuses, toutes les croyances, à condition qu'elles restent dans la sphère privée.» C'est vraiment en avril 2009, dans un texte intitulé «Du relativisme culturel à l'assignation identitaire et au racisme» qu'elle se démarqua clairement de Riposte laïque en ces termes : *«Le choc des civilisations a malheureusement pénétré certains secteurs antiracistes. Il n'imprègne plus seulement l'extrême droite et la droite la plus atlantiste mais aussi malheureusement certaines franges se réclamant de la démocratie et du progressisme, parmi elles des courants tiers-mondistes de gauche ou d'extrême gauche, mais aussi des courants se réclamant de la laïcité. Commençons par les secteurs laïques, car lorsque l'on défend un principe aussi fondamental que la laïcité, encore faut-il le faire sans ambiguïté.*

On voit ainsi des tendances se réclamant de la laïcité, dériver dans un racisme anti-musulmans virulent. J'entends par racisme anti-musulman l'incitation à la discrimination à l'encontre de ces croyants ou ces campagnes qui visent à les priver de lieux de culte ou droit à la pratique de leur foi.

C'est là une laïcité borgne, axée principalement contre les pratiquants de la deuxième religion de France, qui parfois confine au racisme à l'égard des populations arabes ou d'origine arabe soupçonnées d'être la cinquième colonne de l'islamisme politique.

Quand Riposte laïque publie sur son site Internet un article dont le titre est : "Construction de mosquées : pourquoi il faut dire non (argumentaire pour les maires), elle relaye ainsi les pires campagnes d'extrême droite et appelle à la discrimination au mépris du droit républicain au libre exercice de la croyance.

Quand elle dénonce le « métissage » dans un article qui se termine ainsi "Serai-je la seule à refuser de coucher avec les amants allochtones que veulent m'imposer Yannick Noah et Yazid Sabeg ? Certainement pas, et je prends le pari que mon avis est partagé par une très large majorité de mes concitoyens qui sont restés d'irréductibles Gaulois de cœur et d'esprit."

Ce fantasme d'une France menacée par les hordes allochtones qui viennent, pour métisser la race gauloise, relève du choc des civilisations de l'ethnocentrisme et du racisme, c'est tout sauf de la laïcité. (...) Et de l'assignation identitaire on passe très vite au racisme ! L'assignation identitaire vue par l'islam politique est très proche de celle vue par Riposte laïque. L'identité des uns ce sont les racines musulmanes, l'identité des autres ce sont les racines "gauloises".»

14. Dans un billet d'humeur publié en mars 2007 sur le site mondialisme.org, j'écrivais : « *Respublica* est le site de la "Gauche laïque, républicaine et sociale" qui a publié le 2 mars 2007 un article de Mireille Popelin, collaboratrice régulière de ce site et membre de l'UFAL (l'Union des familles laïques). Dans la rubrique "Débats républicains" elle intitule son billet crapuleux "Des violences urbaines sur piste de ski". On remarquera le sensationnalisme du titre. "Huit adolescents (15 à 17 ans) de Seine-Saint-Denis qui bénéficiaient d'un séjour ski (les veinards !) géré par Vacances Voyages Loisirs ont remercié à leur façon les généreux donateurs qui leur ont payé ces vacances à la montagne."

» Dès le début de l'article, l'auteur souligne l'opposition entre les "généreux donateurs" et des ados forcément ingrats et (comme la suite le montrera) barbares. "Sur la piste d'abord : un pauvre vacancier néerlandais accusé d'avoir fait tomber le snowboard de l'un d'eux, le ton monte, un skieur de 20 ans s'interpose. Il est roué de coups, poings, bâton, chaussures de ski. Interceptés par les gendarmes. Retour au centre. Le directeur leur annonce qu'ils vont être renvoyés chez eux. Que croyez-vous qu'ils firent, ces adolescents ? (Sûrement victimes de discrimination en Seine-Saint-Denis.) "

Mireille Popelin ne se pose aucune question sur la version des témoins et des gendarmes. Les braves skieurs et les gentils flics disent toujours la vérité, c'est bien connu. Plus grave, elle introduit hypocritement une allusion à la couleur de la peau ou à l'origine étrangère des agresseurs ou de leurs parents. Pour couronner le tout,

elle se permet de disqualifier l'idée même qu'il puisse y avoir des discriminations racistes en Seine-Saint-Denis. (...) Mais Mireille Popelin, en insinuant qu'il existe un lien de cause à effet entre l'origine ethnique ou nationale des agresseurs et leur acte condamnable franchit la ligne jaune qui sépare la dénonciation d'un acte de violence d'une interprétation raciste de cet acte.

"Ils s'en prennent aux locaux, ils cassent tout, les vitres, le mobilier, un cuisinier est blessé par un verre. Les gendarmes arrivent à huit : caillassés, insultés, jets de bouteilles, comme dans leur quartier, en Seine-Saint-Denis !" Et rebelote, sur la Seine-Saint-Denis, le 9-3 : puisque ces jeunes proviennent de ce département, tout s'explique, pas besoin de réfléchir plus loin. Dans leur quartier, ils utilisent la violence, à la montagne ils continuent. Ben voyons... (..)

"Les adolescents ont fini par être maîtrisés par 38 gendarmes arrivés en renfort. Et ce sera 48 heures de garde à vue. Peut-être à leur arrivée, dans leur quartier de Pierrefitte-sur-Seine, y aura-t-il une marche de soutien à ces pauvres adolescents victimes de brutalités policières ?"

Notre "laïque" antiraciste récidive : non seulement il n'existe pas de discriminations en France, mais pas non plus de brutalités policières !

"Vous souvenez-vous du nombre des adolescents ? Ils étaient huit. Ils ont provoqué ces violences dans la station de ski de Châtel contre 2 skieurs, 1 directeur de Centre de vacances et 38 gendarmes. Croyez-vous que ces adolescents (comme en Seine-Saint-Denis) craignent le karcher de Sarkozy ? Non seulement ils jouent les caïds dans leur quartier et imposent leur loi, mais ils jouent les caïds aussi ailleurs, quand les communes compatissantes leur offrent des vacances que bien des travailleurs précaires NE PEUVENT PAS SE PAYER ! Ils n'ont pas peur de Sarko, auraient-ils peur de Ségo ? Il faudra bien faire autrement pour régler les problèmes des banlieues !"

Cette militante "de gauche" oppose d'un côté les "caïds" de Seine-Saint-Denis (car bien sûr le 9-3 n'est peuplé que de "caïds") et de l'autre les enfants des "travailleurs précaires". Pas besoin d'être très malin pour reconnaître ici l'opposition classique entre les jeunes "Maghrébins" ou les "enfants d'immigrés" (tous chefs de gang évidemment), d'un côté, et les enfants des "travailleurs précaires" "franco-français de l'autre (tous victimes du "racisme anti-Blancs"). Et Mme Popelin de conclure : "Il y a des statistiques dont on ne parle pas (est-ce un hasard ?). Les derniers chiffres publiés par l'Observatoire national de la délinquance : + 9,9% en Seine-Saint-Denis, + 9,7% dans le Rhône." Que cette dame se rassure. Le Pen et de Villiers en parlent tous les jours de ces fameuses statistiques qui seraient occultées, selon elle !»

15. FASE : La Fédération pour une alternative sociale et écologique rassemble plusieurs petits groupes. Selon ses propres termes, en «**regroupant la pluralité des cultures et parcours politiques anticapitalistes, la Fédération veut être un outil dans la lutte pour la transformation émancipatrice et écologiste, et à cette fin un instrument pour le rassemblement de toute la gauche de gauche dans sa diversité**». En clair, ils risquent fort d'être des rabatteurs pour un futur gouvernement de la gauche pourrielle.

16. À leur décharge, je dirais que Riposte laïque se donne de plus en plus des bâtons pour se faire battre puisque leur éditorialiste Cyrano salue, le 22 novembre 2010, «l'efficacité organisationnelle et le savoir-faire du Bloc Identitaire». Effectivement, ce monsieur a raison : les fascistes ont toujours été efficaces en matière de bourrage et d'explosion des crânes...

17. L'extrême droite a voulu aussi en organiser dans d'autres villes ; à notre connaissance, ils ont été interdits à Lille, Lyon et Avignon mais ont pu se tenir le 12 juillet 2010 à Nantes avec les «jeunes Gollnishiens» (*sic*) du FN, et le 16 juillet 2010 à l'appel du «Comité Toulon nation» du FN.

18. Il faut en effet se méfier des motivations pro-israéliennes de certains groupes d'extrême droite. Nombre d'«antisionistes» se plaisent à souligner le prétendu «sionisme» de certains groupes fascistes ou fascisants. Mais ils ne se donnent pas la peine de creuser les raisons de ce philosionisme apparent et superficiel : cette position découle de leurs théories ethnoracistes et non de leur compassion supposée pour les Juifs ou de leur hostilité à l'antisémitisme d'hier ou d'aujourd'hui ! En effet, les néofascistes actuels pensent que chaque pseudo «race» doit être cantonnée dans son aire géographique «naturelle» afin de ne pas contaminer les autres... Comme l'écrivit le nazi français Saint-Loup (alias Marc Augier), qui combattit sur le Front de l'Est dans la Waffen SS : : *«chacun chez soi et les vaches seront bien gardées... mais gardées par la SS, bien entendu, car la masse reste incapable de s'autogérer»* ! (*Défense de l'Occident* n° 136, mars 1976, «Une Europe des patries charnelles».) La référence à «l'autogestion» dans la bouche d'un nazi illustre bien les tentatives de brouillage des frontières politiques...

La gauche laïque réactionnaire : une vieille tradition française dont Riposte laïque n'est que l'ultime avatar

Il existait, au XIX^e siècle, un «socialisme national» qui s'inscrivait dans le sillage «d'un certain héritage refoulé des Lumières et de la Révolution française» (M. Crapez, «Le socialisme moins la gauche...», *Mots*, juin 1998, n° 55). Refoulé par le récit officiel de l'histoire du mouvement ouvrier, concocté par les partis socialiste et communiste, avec l'aide des historiens (en général de gauche) qui se sont intéressés à l'histoire du mouvement ouvrier. A part les quelques brèves années qui suivirent la révolution russe, années pendant lesquelles un véritable internationalisme fut prôné comme stratégie officielle d'une fraction significative du mouvement ouvrier (d'où la propagande antimilitariste et anticolonialiste du jeune Parti communiste français, par exemple), les partis socialiste et communiste tentèrent toujours d'établir une différence entre un nationalisme de gauche (progressiste, patriote) et un nationalisme de droite (chauvin, dictatorial, fascisant), un «nationalisme des Lumières, cosmopolite et ouvert» et un «nationalisme du romantisme, chauvin et clos» (Crapez, *idem*).

Le nationalisme «de gauche» prétendait être un nationalisme citoyen, fondé sur l'adhésion à des valeurs républicaines et aux idéaux de la Révolution de 1789 (liberté, égalité, fraternité) ; le nationalisme «de droite» revendiquait la supériorité, ou au moins la spécificité, du «génie» national, du sang, de la «race» française, c'était et c'est donc toujours un nationalisme quasiment génétique.

En réalité, ces deux formes de nationalisme, le nationalisme républicain-démocratique et le nationalisme réactionnaire-chauvin, ont toujours eu des points communs transcendant leurs différences supposées : c'est pourquoi des courants de droite et de gauche ont soutenu successivement le bonapartisme, le boulangisme, la Résistance gaulliste, la politique extérieure du général De Gaulle après 1958, toujours au nom d'un héritage politique et civilisationnel commun à tous les «Français», au-delà des frontières politiques

Il n'est pas du tout indifférent de savoir que Benoît Malon, communard, animateur de *La Revue socialiste* entre 1885 et 1893 qui joua un rôle fondamental dans l'éducation de milliers de militants socialistes, était un antisémite acharné, admirateur de Drumont. Il est important de souligner que les trois quarts du groupe parlementaire socialiste, c'est-à-dire les «socialistes indépendants» en 1893 (Jaurès, Millerand, Viviani, etc.), se proclamaient patriotes et adversaires de l'internationalisme. Il ne faut pas oublier qu'à la fin du XIX^e siècle anticléricalisme, athéisme, antisémitisme et nationalisme faisaient très bon ménage dans les publications des libres penseurs. À la fin du XIX^e siècle, ni l'antisémitisme ni le nationa-

lisme ne constituaient une ligne de démarcation idéologique infranchissable entre monarchistes, républicains de gauche et socialistes. Aujourd'hui, Riposte laïque prône l'arrêt de l'immigration, et ne fait en cela qu'imiter ses prédécesseurs républicains de gauche. Citons ici Marc Crapez et son livre *La gauche réactionnaire* :

«L'agitation contre les étrangers se développe en 1883-1889, dans la rue avec diverses rixes et manifestations, mais aussi à la Chambre. Pally [député radical-socialiste] fait une proposition pour de loi» pour que, dans les marchés de travaux publics les employeurs soient obligés d'employer uniquement des ouvriers français. «Malon [membre de l'AIT et communal] soutient cette initiative. Peu après, Vailant [blanquiste] et le [socialiste] possibiliste Chabert déposent au Conseil municipal une proposition pour que, dans les services de la ville, la "proportion des étrangers ne puisse être que d'un dixième des ouvriers employés". L'initiative n'est pas désapprouvée par Guesde [dirigeant "marxiste" du POF].»

«Ce type de mesures restrictives est préconisé par tous les blanquistes-rochefortistes. Granger [communal et boulangiste] refuse "sous prétexte d'internationalisme" de permettre aux Italiens et aux Allemands de "chasser des chantiers français les ouvriers français". Gaston Da Costa [communal et boulangiste] "estime que l'on doit donner du travail aux ouvriers français avant d'occuper les étrangers".»

«Paulin-Méry [boulangiste et fondateur de la Ligue des patriotes], pour sa part, lance en avril 1894 une feuille exclusivement xénophobe, *L'Idée Nationale*, afin d'offrir une tribune à sa Ligue pour la défense du travail national. (...) il se déclare "partisan de l'égalité sociale la plus absolue". Dès lors, il est "contre les étrangers et contre l'esprit internationaliste", mais n'incrimine aucunement les ouvriers : "Les seuls coupables en toutes ces affaires sont les patrons qui emploient des étrangers parce qu'ils se contentent d'un salaire moindre que celui de nos nationaux. "» Où l'on voit que le FN, avec sa «préférence nationale», n'a rien inventé puisqu'il a piqué l'idée aux républicains de gauche du XIX^e siècle. Quant à plaindre hypocritement le sort des travailleurs immigrés exploités par les patrons, on trouve ce type de discours sur tous les sites d'extrême droite actuels un peu «subtils»...La ficelle est grosse mais cela permet de se dire «anti-bourgeois», anti-«ploutocrates», anti-«mondialistes», à peu de frais.

Quant au racisme (hier, antijuif, aujourd'hui anti-Maghrebins ou anti-Turcs), il a lui aussi de lourds antécédents à gauche. Comme l'écrit Marc Crapez («Le socialisme moins la gauche», *idem*) : «Au début des années 1890, l'anticapitalisme de Drumont est tellement accentué qu'il passe parfois pour un socialisme virtuel ou potentiel. (...) Le député socialiste Clovis Hugues [communal, guesdiste, puis boulangiste], qui a collaboré à *La Délivrance du Peuple de Morès* (19) et à *La Libre Parole*, assure que les partisans de Drumont ont rendu un grand service à la cause de la Révolution sociale, parce qu'en créant des antisémites, ils ont créé des socialistes dans un milieu religieux.»

Quant au communal Benoît Malon «il protège [Auguste] Chirac (20) et lui laisse toute latitude pour développer son antisémitisme économique. En 1886, dans un article intitulé «La question juive», Malon fait même vœu d'allégeance à

l'antisémitisme antichrétien, avant de permettre à Albert Regnard de publier sept articles dans ce sens.» En 1890, Gustave Rouanet intervient timidement dans les colonnes de *La Revue socialiste* : il doute qu'une campagne antisémite puisse engendrer du socialisme, mais sa protestation limitée reste isolée. De toute façon, il considère que l'anti-antisémitisme est d'origine bourgeoise, position qui ne contribue pas à clarifier les choses.

Où l'on voit que certains antisionistes actuels, qui refusent de condamner clairement l'antisémitisme sous prétexte que l'Etat d'Israël ou des organisations bourgeoises (juives ou pas) le condamnent aussi et l'instrumentalisent, ne font, eux aussi, que perpétuer une vieille tradition prudente, et couarde, «de gauche».

Y.C.

Notes

19. Le marquis de Morès a un parcours politique intéressant puisque, après avoir fondé la Ligue antisémite de France avec Drumont et mené de nombreuses campagnes contre les Juifs, il fut compromis dans le scandale financier de Panama, et s'installa en Algérie en 1894 pour créer le Parti antisémite algérien dans l'espoir de recruter des... musulmans, notamment parmi les confréries des Senoussis et des Tidjane, ainsi que des Touaregs pour combattre les Anglais. On a là un exemple parfait d'anti-impérialisme réactionnaire à sens unique (ici anti-britannique et pro-français) accommodé à la sauce antisémite et de surcroît philomusulman. Toute ressemblance avec des personnages ou des mouvements politiques actuels ne saurait être que fortuite...

20. Auguste Chirac, socialiste proudhonien, grand dénonciateur des «féodalités financières», et disciple d'Alphonse Toussenel, socialiste utopique, disciple de Fourier et antisémite.

Les religions évoluent

– ce qui ne les rend pas moins nocives

Face à l'offensive idéologique et politique multiforme des religions et des Eglises, les rares militants anarchistes ou d'extrême gauche qui défendent encore l'athéisme et le matérialisme scientifique au XXI^e siècle ont souvent une vision fautive, ou caricaturale, des positions politiques de la droite et de l'extrême droite vis-à-vis des religions ainsi qu'une vision erronée des positions des religions face à la science et à la séparation des Eglises et de l'Etat. Les rapports entre les Eglises instituées et l'Etat se sont distendus et modifiés ; notre critique de la religion doit donc savoir estimer correctement les changements intervenus si nous souhaitons être compris.

Ce qui frappe, quand on lit les textes des anarchistes et des marxistes du XIX^e et du XX^e siècles sur la religion, c'est à quel point les sociétés occidentales ont changé en un siècle, et spécialement après la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, en Europe, la plupart des sociétés sont en voie de sécularisation et d'individualisation accélérées, même si ces processus prennent des formes différentes suivant les réalités nationales. Dans un tel contexte, considérer les Eglises ou les courants religieux en bloc, comme le faisaient par exemple les auteurs de *L'Encyclopédie anarchiste* ou les marxistes des XIX^e et XX^e siècles ne permet pas de comprendre ce que signifie être croyant aujourd'hui, pour les croyants eux-mêmes, et donc aussi, par ricochet, pour les athées qui souhaitent critiquer leurs convictions religieuses, ou en tout cas le poids de ces idées réactionnaires dans la vie sociale ou politique. Désormais, dans un monde capitaliste occidental totalement dominé par les valeurs de la réussite et de l'épanouissement individuels, les croyants ont un rapport de plus en plus distant avec les textes fondateurs, qu'il s'agisse de l'Ancien Testament, du Nouveau Testament ou même du Coran.

La formation religieuse est de plus en plus légère parce que les cours dispensés par les institutions religieuses sont de moins en moins fréquentés, même si la situation n'est pas la même en Italie et en France, par exemple. De plus, les croyants picorent de plus en plus dans des idéologies ou des disciplines connexes à leur religion, que ce soit la psychologie, la chiromancie, les médecines douces ou l'écologie profonde à dominante mystique. Les courants New Age illustrent jusqu'à la caricature cette confusion et ces assemblages d'idées hétéroclites, mais il serait trompeur de croire que ce bricolage religieux n'est réservé qu'aux adeptes de certaines sectes plus ou moins loufoques.

Dans les Eglises catholique ou protestantes, de plus en plus de fidèles bricolent les principes de leur foi. Parmi les musulmans qui vivent dans les sociétés occidentales, de plus en plus de fidèles inventent des accommodements avec leurs principes religieux les plus stricts, soit sous l'influence de superstitions très anciennes (l'excision étant, par exemple, pré-islamique et pas du tout « musulmane »), soit au

contraire par souci de composer avec les mœurs et obligations légales modernes dans les pays occidentaux.

Il ne s'agit pas simplement de la duplicité, de l'hypocrisie, de la double vie qui ont toujours caractérisé les croyants, particulièrement ceux de sexe masculin. Par exemple, on sait depuis toujours que le respect de la virginité avant le mariage, de la fidélité pendant le mariage, ou l'interdiction de l'homosexualité ou de l'avortement par toutes les religions n'ont jamais été mis en pratique par tous les croyants. Mais désormais, dans les sociétés capitalistes occidentales, les fidèles ont beaucoup moins honte de faire des choix moraux ou éthiques en opposition avec le credo de leur Eglise.

Dans une enquête sur la religiosité en Italie, 45% des sondés se déclarent favorables au célibat des prêtres, plus de la moitié considèrent qu'il y a «quelque chose de vrai dans toutes les religions et que l'une vaut l'autre». Les enquêtes donnent le même pourcentage dans les pays nordiques. Si presque la moitié des habitants de la Scandinavie «pensent que les Eglises nationales répondent à leurs besoins spirituels, seule une minorité considère qu'elles sont en mesure de répondre à ses préoccupations morales. Même au sein du noyau dur des fidèles, rares sont ceux qui affirment que les Eglises peuvent apporter une réponse à des problèmes sociaux ou familiaux» (*Religions et identités en Europe*, p. 78).

C'est pourquoi il est souvent vain de polémiquer contre une lecture littérale des écrits sacrés, de démontrer leur caractère fantaisiste sur le plan historique ou scientifique. Comme l'explique le directeur des Editions La Vie, Jean-Pierre Denis, auteur d'un livre au titre involontairement comique – *Pourquoi le christianisme fait scandale* : «*Désormais, on sait distinguer dans les livres bibliques ce qui relève du mythe de la légende, du conte, ce qui ressortit à la narration historique, comment fonctionnent les effets proprement littéraires. Mais cette distinction des genres, cette analyse du texte comme texte, ces apports de la psychanalyse, de l'archéologie, de la linguistique, de l'histoire, ont permis de rouvrir la porte du sens, débarrassant la Bible des couches de superstition qui la recouvraient.*»

Diable, si même les catholiques savent reconnaître la superstition dans les textes sacrés, on se demande ce qui reste à faire aux athées...et ce qu'il reste des Ecritures saintes !

Mais, aussi ridicules que puissent nous paraître cette posture pseudo-scientifique et ce système de défense malhonnête, il faut que les marxistes et les anarchistes se rendent compte que nous ne vivons plus à l'époque de Galilée.

Y.C.

La droite et l'extrême droite évoluent, ce qui ne les rend pas moins dangereuses

De même que nous devons changer notre regard sur les croyants, nous devons aussi modifier notre façon de considérer les liens entre la droite et l'extrême droite, d'un côté, les religions de l'autre.

Soyons clairs. Pour l'essentiel, la droite et l'extrême droite ne sont pas devenues athées, ou des partisans enthousiastes du rationalisme, du matérialisme scientifique et des Lumières. Mais elles ont évolué idéologiquement, tous comme les croyants de base, en particulier les catholiques dans un pays comme la France.

Il est d'usage de brocarder Sarkozy (deux fois divorcé) pour ses convictions religieuses, de le comparer aux néo ou aux théoconservateurs américains ou à Berlusconi. Mais peu de gens ont remarqué ce qu'il écrivit dans son livre *La République, les religions, l'espérance* à propos de l'homosexualité ; ni le fait qu'il considère que la droite a fait une erreur en s'opposant au PACS ; ou qu'il critiqua les déclarations du député UMP Christian Vaneste (pour qui «l'homosexualité menace la survie de l'humanité» et il n'existe pas de différence notable «entre pédérastie et pédophilie» !) en ces termes : «Je condamne fermement ce qu'il a dit. Je ne veux ni de près ni de loin être associé à des propos homophobes.» Evidemment un peu plus tard, il se prit de nouveau les pieds dans le tapis en évoquant l'hypothèse que l'homosexualité était génétique, ce qui mit en fureur les associations gays...

Quoi qu'il en soit, on est quand même très loin du «Il vaut mieux avoir la passion des belles femmes qu'être gay» de Berlusconi ou des discours théo-conservateurs de tout poil ou des néo-conservateurs américains qui veulent censurer ou interdire tous les livres, films, émissions de télévision, etc., qui offrent une vision positive de l'homosexualité.

Cette prise de position de Sarkozy vis-à-vis de l'homosexualité n'est pas simplement liée à un trait national, au «libertinage» qui serait, selon la légende, une caractéristique française voire gauloise ; elle reflète une évolution profonde de la droite, et peut-être demain de l'extrême droite dans ce pays.

L'extrême droite française est souvent assimilée à ses fractions national-catholiques, celle du courant Chrétiens Solidarité, du journal *Présent* et de Bernard Anthony, ou des lefebvristes (Lehideux), ou des catholiques «tradi» du FN (Gollnisch). Or, cette extrême droite catholique ou celle de l'Action française (qui s'est récemment distinguée par une affiche prônant un «nationalisme intelligent» !) sont en pleine régression. La seconde, la droite monarchiste, a pratiquement disparu depuis la Libération et ne survit qu'à l'état hyper groupusculaire ; quant à la première – les partisans de Mgr Lefebvre (par ailleurs récemment réintégrés dans l'Eglise) – ou les nationaux-catholiques de *Présent*, ils ne constituent qu'une minorité des catholiques. Seuls 20% des catholiques (pratiquants) votent pour l'extrême

droite, et on trouve beaucoup plus d'électeurs catholiques chez ceux du MPF (de Philippe de Villiers), que chez ceux du FN ou du MNR.

Cela ne veut pas dire que les autres courants de l'extrême droite, qu'ils soient païens (Alain de Benoist et la nébuleuse de la «Nouvelle Droite»); nationaux-révolutionnaires, nationaux-bolcheviques partisans d'une Troisième voie entre le capitalisme et le socialisme, ou solidaristes; ou «nationaux-populistes» (le FN) n'essaient pas d'instrumentaliser la religion et en particulier le christianisme.

Le Pen se vante d'être catholique, d'aller à la messe et fait souvent référence à Dieu et à l'Eglise dans ses discours. Il perpétue le mythe de la «France, fille aînée de l'Eglise», défend la conception d'un «nationalisme intégral» chère à Maurras et reposant sur les valeurs chrétiennes, fondatrices de la civilisation occidentale. Mais il a également fait entrer au Front national toutes sortes de groupuscules ou d'intellectuels, devenus ensuite des dirigeants du FN comme Bruno Mégret (jusqu'à son départ en 1999 et à la fondation du Mouvement national révolutionnaire), ou Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou qui faisaient partie des courants païens ou de la «Nouvelle Droite», beaucoup plus proches des «droites révolutionnaires» (GRECE, Identitaires et néo-nazis de tout poil) que des cathos intégristes.

L'extrême droite européenne est en pleine évolution idéologique depuis au moins trente ans. La fraction des nostalgiques purs et durs du nazisme, du fascisme et du pétainisme, du franquisme ou du salazarisme se réduit avec le temps. Ceux qui ont connu cette période et en ont été des acteurs sont morts ou grabataires. Leurs enfants, s'ils ont suivi le même chemin politique, atteignent aujourd'hui les 70 ans. Et même si les fascistes, comme le chiendent, sont une espèce particulièrement résistante, ils ne se reproduisent pas en assez grand nombre pour constituer la majorité de l'extrême droite actuelle. Il n'y a pas, en Europe, de parti de masse qui fasse explicitement référence au fascisme ou au nazisme et recueille suffisamment de voix pour être présent au Parlement.

En dehors de ses raisons généalogiques, il y en a une plus importante : depuis trente ans, sous l'impulsion de la «Nouvelle Droite» française, un peu partout en Europe, l'extrême droite a récupéré, ou tenté de récupérer, une partie des thèmes lancés par les «gauchistes» et la gauche des années 60 et 70 : le droit à la différence, le multiculturalisme, le soutien aux mouvements régionalistes, la critique de l'impérialisme américain, la dénonciation du sionisme et de la politique d'Israël, le soutien aux Palestiniens et bien sûr l'écologie, profonde ou à tonalité mystique, selon les courants.

En récupérant ces thèmes, l'extrême droite n'a pas seulement procédé à une manœuvre tactique habile consistant à occuper le terrain de l'adversaire, en lui piquant ses mots et ses thèmes de prédilection; elle a aussi modernisé, relooké, de vieilles idées qu'elle avait toujours défendues mais qui commençaient à paraître complètement «ringardes» : le lien à la terre et au terroir; la défense des langues nationales et régionales; la peur de toute influence étrangère (que ce soit sur le plan économique ou culturel; la défense de la nature (considérée comme étant la source de l'identité, de l'«ethnie», de la «race»); les risques occasionnés par les mélanges entre peuples (l'extrême droite se penche désormais avec tendresse sur

l'acculturation, le «drame de la transhumance et du déracinement» des immigrés, ce qui lui permet de mettre la pédale douce sur sa haine du métissage tout en tenant un langage semblable à celui des gauchistes et des multiculturalistes). Cela fait longtemps que la droite et l'extrême droite françaises ont repris à la gauche et à l'extrême gauche la défense d'un thème comme celui de la nation : depuis l'Affaire Dreyfus, au moins la droite gauloise se présente comme plus nationaliste, plus patriote que la gauche. Mais la droite et l'extrême droite sont-elles capables de reprendre à leur compte la défense de la laïcité, surtout de la laïcité à la française, des Lumières et du matérialisme scientifique ?

Du côté de l'UMP, il est assez évident que la droite a évolué : tous ses discours sur le voile, sur la burqa, sont accompagnés d'une défense non seulement de la laïcité «à la française» mais aussi des droits de la femme (aussi hypocrite soit-elle, cette orientation est nouvelle). Mais pour l'extrême droite c'est moins évident, surtout si l'on pense aux intégristes catholiques. Mais cela n'a pas semblé poser le moindre problème à Fabrice Robert, ex-conseiller régional du Front national devenu dirigeant du Bloc Identitaire, partenaire très apprécié par les républicains de gauche de Riposte laïque. Les Identitaires sont certainement le courant le plus imaginaire au niveau culturel, en fidèles disciples du GRECE et d'Alain de Benoist. Ils perpétuent la tradition des néo-païens, courant qui ont toujours été influents dans des groupuscules violents comme Jeune Nation, Occident, Ordre Nouveau, le Parti des Forces nouvelles, le GUD, le PNFE, Troisième Voie, Unité radicale et maintenant le Bloc identitaire.

Il ne faut donc pas s'étonner que cette fraction de l'extrême droite n'ait eu aucun mal à s'allier aux militants de gauche de Riposte laïque, puisqu'elle est radicalement antichrétienne depuis toujours – donc aussi antimusulmane.

Il est par contre un peu plus étonnant que les villiéristes, très proches des traditionalistes catholiques, se soient alliés à Riposte laïque. Dans ce cas, c'est effectivement l'opposition à l'islam, combinée bien sûr à la xénophobie, qui explique leur participation à la coalition raciste des apéros saucisson-pinard.

Y.C.

Riposte laïque : un groupe charnière entre la gauche et l'extrême droite

Il peut sembler incongru de comparer la «Nouvelle Droite» à Riposte laïque. En effet, on ne souligne pas assez que les différents courants de la «Nouvelle Droite» ont marqué l'histoire des idées et des programmes de l'extrême droite et de la droite françaises depuis quarante ans. Quant à Riposte laïque, ce groupuscule né en 2007 ne doit sa petite renommée médiatique qu'à l'organisation d'un apéro saucisson-pinard le 18 juin 2010 sur les Champs-Élysées en compagnie de 27 autres salopards, villiéristes, gaullistes marginaux, souverainistes de droite et Identitaires fascisants.

Nous tenons pourtant à ce rapprochement, voire à cet amalgame, car dans le cas du GRECE comme celui de Riposte laïque, il s'agit de groupes qui jouent, ou cherchent à jouer, une fonction de charnière: les différents courants ou revues de la «Nouvelle Droite» ont servi de charnière entre l'extrême droite et la droite ; Riposte laïque, quant à elle, prétend servir de charnière entre la gauche et l'extrême droite.

Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de semer la confusion, de brouiller les lignes, et ce à partir d'un certain nombre d'idées étrangement communes :

1. La critique de la religion :

– Les courants païens de la «Nouvelle Droite» critiquent le christianisme à partir de la mythologie d'un peuple indo-européen, de «race» blanche, dont les valeurs, les liens avec la nature, l'organisation sociale auraient été pervertis par une religion égalitaire (un «bolchevisme antique» – *sic* !), venu d'Orient, le christianisme, qui serait à l'origine du «totalitarisme communiste».

– Riposte laïque remonte beaucoup moins loin dans le temps et se contente de se réclamer de l'héritage des Lumières et de la laïcité française républicaine. Anticléricale, elle critique en principe autant le catholicisme, le judaïsme, le protestantisme que l'islam. Elle trouve, elle aussi, toutes les religions «totalitaires», mais en réalité la majorité de ses textes antireligieux s'attaquent à l'islam, religion minoritaire en France.

La critique de la religion est bien sûr indispensable mais nous devons absolument éviter de puiser nos arguments matérialistes dans les poubelles de l'extrême droite, comme le fait Riposte laïque en copiant-collant ses arguments xénophobes, ou en diabolisant l'islam par rapport au christianisme.

2. L'apologie des peuples ethniquement, culturellement ou racialement homogènes :

– La «Nouvelle Droite» fait l'apologie des peuples ethniquement homogènes à partir d'une vision ethno-différencialiste, c'est-à-dire qu'elle considère que l'héritage

culturel spécifique de chaque peuple (ou «ethnie») mérite d'être reconnu et préservé par les institutions politiques. Elle a ainsi récupéré le fameux «droit à la différence» qui venait de la gauche et l'a habilement retourné contre cette dernière. Elle concède qu'il existe des aspects positifs dans toutes les «cultures» et toutes les «ethnies», mais pour qu'ils perdurent, elle affirme que les peuples ne doivent surtout pas se mélanger (ce refus du mélange, Taguieff l'appelle gentiment de la «mixophobie», car, soucieux de ménager Alain de Benoist, il se refuse à utiliser le mot de racisme). La «Nouvelle Droite» prétend n'être ni raciste ni antisémite. Sur la question du relativisme culturel, la «Nouvelle Droite» a évolué considérablement et s'est même divisée en courants opposés. Sans entrer dans une description détaillée de ce milieu glauque, il faut souligner l'essentiel : tous les néo-droitiers qui militent dans des groupes d'extrême droite ou de droite sont opposés à l'immigration de peuples «non européens», en clair des Africains, des Turcs, des Maghrébins, des Asiatiques et des Arabes. Leur «mixophobie» a la couleur, l'odeur et le goût du racisme, mais les deux n'auraient rien à voir ? À d'autres !

– Riposte laïque, quant à elle, critique féroce le droit à la différence, le relativisme culturel, au nom du mythe républicain gaulois mais (officiellement) pas au nom de l'homogénéité ethnique européenne. Le raisonnement est différent mais le résultat final est le même : elle considère l'islam comme une religion totalitaire, les musulmans vivant en France comme des partisans potentiels du «totalitarisme islamiste» et l'immigration comme un poids insupportable pour «la France», pour de prétendues raisons économiques, mais aussi d'incompatibilités «culturelles». Donc il faut que les musulmans rentrent chez eux. Prudente et hypocrite, Riposte laïque se défend, elle aussi, d'être raciste.

3. L'hostilité radicale contre l'immigration, menace pour la pureté et la pérennité des peuples indo-européens ou pour chaque Etat-nation d'Europe occidentale.

Les courants de la «Nouvelle Droite» se réclament le plus souvent d'une Europe des régions, des «patries charnelles» ; Riposte laïque prône, quant à elle, une Europe constituée de solides Etats-nations. Cependant, tous partagent l'idée qu'il y aurait trop d'immigrés en France et que l'immigration serait source d'insécurité, de criminalité, d'incivisme, de parasitisme social. Tout comme la «Nouvelle Droite» et le Front national, Riposte laïque pratique l'art de la litote raciste (cf. notre «Abécédaire de la xénophobie de gauche» dans ce numéro).

4. Le brouillage des frontières entre droite et gauche

La «Nouvelle Droite» s'est construite en prétendant dépasser les frontières entre droite et gauche. Si elle a de fait formé intellectuellement un certain nombre de ministres, de députés, de conseillers municipaux ou régionaux à droite, et si elle a influencé intellectuellement de nombreux cadres d'extrême droite et apparemment peu à gauche, la plupart de ses membres prétendent que les clivages droite/gauche sont dépassés.

Riposte laïque n'a guère la tête théoricienne mais en créant son groupuscule, puis son clone à vocation plus large (Riposte républicaine), elle a toujours tenu à souligner qu'il y avait des hommes de valeur à droite, puis maintenant à l'extrême droite, avec lesquels elle pouvait mener des combats communs. Tout en se réclamant de la gauche républicaine, ses militants, exactement comme les penseurs de la «Nouvelle Droite», brouillent les cartes : Riposte laïque le fait au nom du républicanisme laïc, la Nouvelle Droite au nom de l'anti-égalitarisme. Le résultat final est exactement le même.

5. La défense des prétendus «aspects positifs» de la colonisation française.

Riposte laïque, les néo-droitiers et l'extrême droite défendent tous le bilan «civilisateur» de l'impérialisme français. Aucune divergence significative ne les sépare.

6. La dénonciation des anticolonialistes (21) comme des anti-Français, des «collabos» de l'islam, des «dhimmis», etc. Riposte laïque participe ainsi à la banalisation de la collaboration sous l'Occupation, tout comme les nostalgiques de Vichy et Pétain, les groupes fascisants ou d'extrême droite depuis 1945. Elle dénonce l'extrême gauche, les Indigènes de la République, les altermondialistes, les anticolonialistes avec les mêmes mots que l'extrême droite. Elle ne cherche nullement à se démarquer de celle-ci dans sa critique de l'anticolonialisme.

7. La dénonciation de la mondialisation et de l'américanisation du monde selon une problématique nationaliste, à partir de la défense des intérêts de chaque capitalisme national. Riposte laïque et la «Nouvelle Droite» font, sur ce terrain, chorus avec leurs ennemis : la plupart des altermondialistes et les néo-staliniens. Leur argumentaire populiste, anti-américain primaire, renvoie à un supposé Age d'Or des nations, celui qui a provoqué deux guerres mondiales et des dizaines de millions de morts, au nom de la défense des patries. Néo-fascistes et républicains de gauche xénophobes perpétuent la vieille tradition de l'extrême droite française chauvine. Riposte laïque cite Jaurès, et la «Nouvelle Droite» cite Barrès ou Maurras, mais le résultat est le même. Tous prônent l'union de toutes les classes sociales, exploités et exploités, contre l'ennemi intérieur (les prolétaires immigrés et leurs amis français «collabos» ou «dhimmis») et extérieur (l'hyperpuissance américaine, en «oubliant» les autres puissances européennes et surtout l'impérialisme français).

Par contre, un certain nombre de points séparent (pour combien de temps ?) Riposte laïque de la «Nouvelle Droite» :

1. La défense de l'Etat nation : toutes les tendances de la «Nouvelle Droite» sont hostiles à l'Etat-nation, héritage des Lumières et de la Révolution française, contraire à «l'ordre naturel» et inégalitaire, aux «patries charnelles» que constituent les régions et que l'Etat jacobin aurait cruellement séparées, précipitant ainsi la décadence de la France. Elles préfèrent la notion d'«Empire indo-européen»,

d'«Europe des ethnies» ou des régions culturellement et ethniquement semblables ou très proches.

Riposte laïque reste, quant à elle, sur une ligne souverainiste, socialiste-nationale dans le style de Chevènement ou de Dupont-Aignan (Debout la République). Néanmoins les néo-droitiens, l'extrême droite et Riposte laïque se retrouvent sur la défense des vertus de l'Etat français quand il colonise et exploite des peuples... en dehors de ses frontières !

2. La défense de la République : Riposte laïque est, pour le moment, farouchement républicaine. Elle défend les libertés démocratiques, alors que les groupes d'extrême droite et néo-droitiens sont plutôt favorables à un régime autoritaire, plébiscitaire, fondé sur une dictature des élites, une aristocratie du mérite, la répression étatique et paraétatique (milices) contre toute opinion différente des leurs.

3. La défense de la politique d'Israël. Riposte laïque soutient inconditionnellement les gouvernements israéliens, quels qu'ils soient, tandis que les néo-droitiens, les Identitaires fascistes et l'extrême droite sont plutôt enclins à soutenir les Etats arabes, les mouvements islamistes (type Hamas ou Hezbollah) ou l'OLP. Leur anti-judaïsme (surtout pour les composantes néo-païennes puisque la religion juive est censée être responsable de tous les maux, à commencer par la décadence des sociétés européennes une fois qu'elles furent christianisées) et leur antisémitisme (pour les nostalgiques de Vichy au FN, ou ailleurs) les incitent à se montrer beaucoup plus sévères vis-à-vis d'Israël que Riposte laïque.

Y.C.

Notes

21. Nos divergences abyssales et irréconciliables avec les Indigènes de la République reposent non pas leur anticolonialisme parfaitement justifié, mais sur ses aspects réactionnaires (apologie de l'union nationale dans les pays du Sud derrière les mouvements de libération nationale hier, derrière les mouvements islamistes aujourd'hui), et de leur volonté de créer ou d'approfondir une barrière entre les prolétaires de différentes origines au sein des pays capitalistes occidentaux, selon une frontière de couleur (ce qu'aux Etats-Unis on appelle la «*color line*») séparant les «Blancs» des «non-Blancs». Nous ne pouvons que dénoncer les basses attaques personnelles auxquelles se livre Riposte laïque contre Houria Bouteldja, le souhait qu'elle rentre en Algérie si elle n'apprécie pas les vertus du colonialisme français et autres propos xénophobes et racistes que tiennent ces républicains de gauche contre leurs adversaires politiques qui ne sont pas des «Français de souche».

Quelques références pour comprendre l'extrême droite et les ancêtres de la gauche réactionnaire actuelle

Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle Droite. Le GRECE et son histoire*, Presses de la FNSP, 1988

Pierre-André Taguieff, *Sur la Nouvelle Droite*, Descartes et Compagnie, 1994

Marc Crapez, *La Gauche réactionnaire, mythes de la plèbe et de la race*, Berg International, 1996

«L'extrême droite en Europe», revue *Pouvoirs* n° 87, novembre 1998

Gilbert Casasus, *La Nouvelle Droite allemande*, Editions Desjonquères, 2001

Pierre Milza, *L'Europe en chemise noire*, Fayard, 2002.

«Nouveaux monstres et vieux démons : déconstruire l'extrême droite», revue *Contretemps* n° 8, septembre 2003

Collectif, *Rock Haine Roll, Origines, histoire et acteurs du Rock Identitaire Français*, Editions No Pasaran, 2004

Frédéric Charpier, *Génération Occident*, Le Seuil, 2005

Stephane François, *Les néo-paganismes et la Nouvelle Droite*, Archè, 2008

Jean-Paul Gaultier, *Les extrêmes droites en France*, Syllepse, 2009

Et téléchargeable sur le site Internet www.religion.info qui contient beaucoup d'infos utiles en français et en anglais sur les interventions politiques des différents courants religieux :

Olivier Moos, *Les intellectuels de la Nouvelle Droite et la religion. Histoire et idéologie d'un antichristianisme de droite (1968)-2001*. L'avantage de ce texte est qu'il est plus récent que les livres de Taguieff et Duranton-Crabol et rend donc compte des ultimes évolutions d'Alain de Benoist et de ses divers disciples. L'inconvénient du parti-pris de son auteur est que, tout comme Taguieff, il refuse d'appeler un chat un chat et fait comme si les élucubrations d'Alain de Benoist, malgré toutes ses précautions et ses protestations d'innocence, ne pouvaient pas nourrir l'antisémitisme de ses lecteurs voire donner des armes sophistiquées aux antisémites actuels. On me permettra d'en douter.

N. Lebourg, *Le monde vu de la plus extrême droite. Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire*. Presses universitaires de Perpignan. Un livre indispensable pour comprendre la mouvance «identitaire» fascisante actuelle. Un peu touffu parfois, pour ceux qui ne connaissent pas toutes les scissions et tous les sigles de ces groupuscules, mais bien informé et stimulant pour la réflexion. Un point de vue critique sur les convergences entre extrême droite et extrême gauche, dont l'auteur dénonce l'amplification par les médias ou certains intellectuels. Pour lui, il s'agit bien davantage de stratégies de positionnement au sein du camp nationaliste lui-même que de véritables convergences, convergences qui lui semblent difficiles à réaliser en France, pays de grande polarisation, selon lui.

L'anti-universalisme et le pseudo front anti-impérialiste

(Post-scriptum de S.J. à «Laïcité : le ver est dans le fruit», texte de 2005 sur le site Ensemble)

L'ethnodifférencialisme est un anti-universalisme fondé par la «Nouvelle Droite» qui s'est diffusé depuis, dès lors qu'il devenait commode. *«Le discours ethno-différencialiste absolutise les identités et défend un modèle social dans lequel chaque communauté ethnique (ou religieuse) peut s'organiser de manière autonome autour de ses propres normes éthiques et juridiques.»* (site antifasciste REFLEXes).

Chez les partisans de Tariq Ramadan, cet anti-universalisme s'exprime d'une façon qui ne laisse aucun doute : *«Oui, l'internationalisme prolétarien peut être raciste. De même que le slogan «Travailleurs français-immigrés : même patron, même combat» est faux et juste à la fois, le mot d'ordre «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous» est lourd d'ambivalences. Il est vrai qu'il a pour finalité l'abolition de toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme mais, outre qu'il plonge ses racines dans un certain universalisme idéaliste, il présuppose une homogénéisation de l'espace et du temps par la domination capitaliste»* (Sadri Khiari, sur le site du collectif Les mots sont importants de Pierre Tevanian et ses amis).

La qualification de l'internationalisme prolétarien comme (potentiellement) raciste renvoie directement à l'anathème «islamophobe». Le fait que ces jonglages idéologiques s'effectuent chez des défenseurs d'un front anti-impérialiste entre une certaine extrême gauche [le Socialist Workers Party britannique, organisation trotskyste, en avait lancé l'idée (1)] et la réaction islamiste, alors que les principes anti-universalistes sont issus de l'extrême droite, ne doit pas nous surprendre. Dans un article paru dans *Le Monde libertaire* en 2003, Cynthia Fleury et Emmanuel Lemieux comparaient déjà les postures de Tariq Ramadan et d'Alain de Benoist, le fondateur de la Nouvelle Droite : réaction dissimulée derrière le discours différencialiste et anti-impérialiste.

Dans une étude sur des mouvements d'extrême droite parue sur le site de la revue *Le Banquet*, on lit notamment : *«l'évolution est grande depuis le temps où Fabrice Robert distribuait dans les banlieues des tracts négationnistes rédigés en arabe, ou, avec des militants tout à la fois maghrébins et communistes, contre la Guerre du Golfe. À l'époque, les NR [nationalistes-révolutionnaires] considéraient que "des rapprochements/collaborations avec des cercles arabes ou musulmans*

anti-impérialistes (a priori les futurs facteurs de déstabilisation du Système) sont probables et souhaitables. Dans ce cas, on insistera sur un discours ethnodifférentialiste".»

L'extrême droite avait effectivement déjà expérimenté ce genre d'alliances opportunistes que Sadri Khiari (dirigeant des Indigènes de la République) exprimait dans la revue théorique de la LCR, *Critique communiste* n°172 (mars 2004) : «*Les convergences sur le terrain (contre les discriminations, le racisme et l'islamophobie, contre les guerres de Bush et Sharon, contre la mondialisation et l'uniformisation culturelle...) ont montré que des synergies étaient souhaitables et possibles entre la gauche et certains mouvements français se réclamant de l'islam.*»[2]

Chaque fois, l'ethnodifférentialisme sert avant tout de cache-sexe. Les «identitaires» d'extrême droite y dissimulent leur racisme en visant un front anti-impérialiste d'un type particulier, de type fasciste (contre un impérialisme «américano-juif»), les tiers-mondistes couramment appelés «islamo-gauchistes» (les appeler «gauchistes» c'est encore leur accorder trop d'honneur) y dévoient leur antiracisme en visant un chimérique front anti-impérialiste avec la réaction théocratique, ignorant superbement les leçons de la révolution iranienne.

S.J. (sur le site Ensemble)

Notes

1. «Là où les islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : «avec les islamistes parfois, avec l'Etat jamais», Chris Harman, 1994. Cette phrase se trouve dans «Le Prophète et le prolétariat», texte reproduit dans la revue *Contretemps* (n° 12, février 2005, «À quels saints se vouer ? Espaces publics et religions») et sur de nombreux sites Internet.

2. Il ne s'agit évidemment pas d'une prise de position isolée. Dans un article sur l'Irak dans le n° 495-496 de juillet 2004 d'*Inprecor* et le n° 360-361 d'*International Viewpoint* (les revues de la IV^e Internationale), Gilbert Achcar, après avoir qualifié le Parti communiste-ouvrier d'Irak d'ultra-sectaire, propose de «frapper ensemble en marchant séparément» avec les islamistes. Quant aux leçons de l'Iran, le site belge de la IV^e Internationale publie en 2005 qu'«il n'y a pas eu de contre-révolution ni usurpation de la révolution par Khomeiny».

Encore et à nouveau sur la gauche laïco-xénophobe

(Discussion avec S.J. du site La Bataille socialiste)

Yves, tu es allé faire un topo à Lyon le 11 décembre 2010 sur les convergences laïques-extrême droite. Comment s'est passée cette réunion ?

La proposition des copains de la librairie La Gryffe était que je vienne introduire un débat sur les rapports entre religion et politique. Je leur ai proposé de le faire sous un autre angle qu'il y a deux ans (l'offensive multiforme des religions sur tous les continents), et de nous intéresser aux nouvelles positions adoptées par la droite et l'extrême droite européennes face à la laïcité, aux homosexuels aux droits des femmes, etc. Je remarque d'ailleurs que quelques jours plus tard, Eric Fassin, que j'avais épinglé dans un texte sur «Les 6 péchés capitaux de la gauche identitaire postmoderne» (cf. la sixième anthologie de NPNF : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes*) soulignait lui aussi dans *Libération* que l'extrême droite européenne avait commencé à changer son fusil d'épaule sur ces questions jusque-là chasse gardée de la gauche (défense du féminisme et de la laïcité, dénonciation de l'homophobie et de l'antisémitisme), et que ce n'était pas du tout une bonne nouvelle à cause de la confusion que cela crée.

En ce qui me concerne, la partie la plus intéressante de la discussion de Lyon a été constituée par le débat avec des camarades athées, d'origine maghrébine ou se disant de «culture musulmane». Militant dans des quartiers populaires de Lyon, ils ont posé d'excellentes questions qui montrent que les «islamogauchistes» (qui sont en fait des opportunistes droitiers de la pire espèce), les multiculturalistes et les identitaires de gauche ou les Indigènes de la République n'ont rien compris ou font semblant de ne rien comprendre à ce qu'est la religion, et en particulier l'islam politique.

Ces camarades athées se demandaient comment politiser, sur des bases de classe, les problèmes de la vie sociale et du travail dans les «quartiers». Ils souhaitent savoir s'il existait en Israël/Palestine et plus généralement au Proche et au Moyen-Orient des groupes qui voulaient dépasser le terrain du combat nationaliste, etc. Ils se demandaient comment lutter au coude à coude, sur des bases de classe encore une fois, avec des prolétaires portant le hijab, ou tout autre «signe religieux ostensible». Quand et comment discuter des convictions religieuses – ou ne pas en discuter. Quelles alliances politiques étaient possibles avec des groupes religieux,

et sur quelles bases, etc. Bref, «que du bonheur», car pour une fois on était loin et du discours victimaire antiraciste des bobos ou de la gauche caviar, mais aussi à des kilomètres des discours tiersmondistes dominants à gauche.

Dis-moi si je me trompe : j'ai le sentiment qu'alors que j'interprète ces convergences, que les Assises de Riposte laïque et des Identitaires ont remises d'actualité, comme plutôt une expression du terrain du «choc des civilisations», tu y vois davantage une vieille tentation pré-existante, récurrente, dans l'histoire de la gauche. C'est sûrement pour ça que tu posais cette question qui peut sembler si curieuse, si étonnante : «Peut-on être de gauche, raciste et xénophobe ?»

Il y avait bien sûr un peu de provoc' dans cette interrogation qui annonçait le débat, mais aussi une part de vérité.

Quand on parle du racisme et de la xénophobie, je crois qu'il faut faire la différence entre les préjugés quotidiens, les petites conneries que n'importe quel individu peut dire sous le coup de la colère, de la fatigue, ou par ignorance, et les discours politiques savamment construits, ou les discriminations collectives imposées par l'Etat ou massivement pratiquées par des individus ou des groupes d'individus, même s'il existe parfois une continuité entre les deux phénomènes.

Donc quand je parle de la xénophobie et du racisme de la gauche, je parle de vieux courants politiques qui ont toujours existé, pas de la remarque stupide et passagère de tel mec ou nana de gauche vis-à-vis d'un collègue «étranger» ou à l'apparence «non européenne».

Je crois que les gens de Riposte laïque sont – hélas ! – sincères. Ils pensent qu'on peut être de gauche et tenir des propos racistes et xénophobes. En le théorisant, en le proclamant ouvertement, ils légitiment, tout comme le Front national l'a fait à une échelle massive depuis trente ans, la «xénophobie d'Etat» (expression qui relève du pléonasme pour nous puisque tout Etat est xénophobe, mais pas pour la gauche réformatrice et ses alliés d'extrême gauche) mais aussi la xénophobie d'une partie du «peuple de gauche» qui serait tentée de voter contre «l'UMPS» (dixit le FN) aux prochaines élections.

Si on se contente, comme l'immense majorité des militants de gauche et d'extrême gauche, de traiter Riposte Laïque de «fachos», on ne comprend rien, non seulement à ce groupuscule qui n'a aucune implantation réelle, mais surtout aux millions de travailleurs ou de petits bourgeois de gauche qui tiennent, ou risquent de tenir, le même langage qu'eux. Et qui désormais vont pouvoir le faire en toute bonne conscience puisque des gens de gauche reprennent un discours xénophobe.

Pour ce qui concerne le «choc des civilisations» que tu évoques dans ta question, on peut dire qu'il a toujours existé. Les invasions militaires, les guerres de conquêtes, les massacres de masse, les déportations, les mises en esclavage de peuples entiers ne datent pas du XX^e siècle ou du 11 septembre 2001.

La question qui se pose est plutôt de savoir quelle est la portée aujourd'hui de ces conflits entre «civilisations» différentes, et pourquoi «on» y attache une telle

importance au XXI^e siècle. Il est évident que les attentats meurtriers du 11 septembre 2001 ont permis à cette thématique de devenir dominante dans les médias, même si la critique de l'islam et la dénonciation de l'islamisme sont beaucoup plus anciennes, et même si les conflits inter-religieux, les contacts rugueux entre peuples, et les interventions des grandes puissances européennes n'ont pas commencé sous Bush.

Mais cela ne me semblait pas utile de revenir sur ces évidences-là (voire ces discours automatiques-là), à propos desquelles n'importe quel militant de gauche, d'extrême gauche ou libertaire ne soulèvera jamais d'objections. Il me semblait plus intéressant de revenir sur nos limites, à nous qui prétendons vouloir l'avènement d'un autre monde, sans classes, sans États, sans argent, sans salaires et sans frontières.

Si nos ancêtres politiques (à commencer par une partie des blanquistes et des communards français (1) – nos «héros» !) n'ont pas eu des positions claires sur le nationalisme, sur l'importance des migrations et du mélange de différentes populations en «Occident», et si nous n'en tirons pas le bilan, pas étonnant alors que le chauvinisme, le patriotisme, ou le nationalisme continuent à faire des ravages dans nos rangs.

Le nationalisme universaliste français a des caractéristiques très spécifiques qu'il faut décortiquer sous peine de dérapage constamment, d'ignorer la richesse et les apports des combats de classe dans d'autres régions que l'Hexagone et de soutenir inconsciemment le racisme institutionnel en France qui nuit aux combats des prolétaires en les segmentant en unités rivales.

De l'éloge de la Résistance bourgeoise durant la Seconde Guerre mondiale à l'apologie du Hamas et du Hezbollah, du refus de soutenir efficacement les luttes des travailleurs immigrés au silence total sur la question de l'immigration pendant les campagnes électorales de la gauche et de l'extrême gauche, il y a une inquiétante continuité et surtout une absence totale de réflexion, sauf dans de minuscules cercles ultragauches qui malheureusement n'ont jamais mis leurs idées en pratique dans les quartiers ouvriers et dans l'immigration.

Nous avons tous deux dénoncé Riposte laïque depuis ses débuts. Ce groupe est arrivé en quelque sorte à la fin de son cycle de floraison, ce qu'il portait en germe a éclos, il ne saurait plus guère surprendre personne, quand bien même il appellerait à voter pour Marine Le Pen en 2012. Mais n'est-on pas pour autant à l'abri d'autres dangers (voire pièges) à l'avenir sur le terrain des convergences instrumentalisées avec l'extrême droite ?

J'ai des copains anarchistes communistes qui sont persuadés que le fascisme monte en Europe, à la fois dans les esprits et dans ses tentatives d'infiltration de tous les milieux de gauche et d'extrême gauche, et dans ses capacités d'organisation. Au début, quand je les ai rencontrés, je les trouvais un peu monomaniaques voire paranos. Mais depuis que j'ai commencé à m'intéresser un peu plus à l'extrême droite en France et en Europe, je me dis qu'ils ont certainement perçu un phénomène important, que j'avais sous-estimé tant ce thème de la «fascisation» me rappelait les stupidités des maos dans les années 70 et les unes de La

Cause du Peuple ou de *L'Humanité Rouge*. D'ailleurs, c'est un élément que les camarades communistes libertaires du groupe De Fabel van de illegal (aujourd'hui au sein du groupe néerlandais Doorbraak) décrivent depuis une dizaine d'années, à propos de l'altermondialisme, de certaines formes antisémites d'antisionisme, de certains discours contre l'Union européenne, des partis dits nationaux populistes, etc., comme en témoignent leurs textes qu'a traduits en français et publiés la revue *Ni patrie ni frontières* depuis 2003.

Donc effectivement la vigilance s'impose, mais surtout la clarification politique et théorique dans nos milieux. Vaste chantier !

1. Un livre récent, *La Commune de Paris, 1870-1871*, écrit par un collectif (descommunards@yahoo.fr), précise en effet : « Cette incapacité à se reconnaître dans la lutte des prolétaires menée à l'autre bout du monde s'est manifestée par exemple lors de l'insurrection kanake en 1878. Ce sont les mêmes prolétaires qui ont combattu en France contre la bourgeoisie qui, une fois déportés en Nouvelle-Calédonie, ont participé à la répression de cette révolte. » Le souci des communards était « de vouloir intégrer les Kanaks dans une politique d'assimilation dans la "grande famille blanche" par le biais de l'instruction et de "l'amour pour le travail" (*sic*) ».

Riposte laïque ?

Une poubelle xénophobe !

«Riposte laïque», tel est le nom d'un site Internet créé en mars 2007 et dont les positions politiques se rapprochent, sur certains points, de celles défendues par les sites de Respublica (dit de la Gauche républicaine) et de l'UFAL (Union des familles laïques), même s'il y a désormais de l'eau dans le gaz entre ces différents défenseurs de la «laïcité républicaine».

Pendant toute une période on retrouvait d'ailleurs en partie les mêmes signatures sur ces sites (y compris un trotskyste et un libertaire notoires), sans que l'on comprenne s'il s'agissait de collaborateurs réguliers, d'articles simplement «empruntés» à des sites jugés proches ou plus prosaïquement d'individus sans principes qui publiaient leur prose n'importe où.

Même si la revue *Prochoix* – qui fait elle aussi partie du «camp» des républicains laïques et féministes de gauche – s'est clairement démarquée de Riposte laïque dans son numéro de novembre 2007, et si depuis la polémique est devenue de plus en plus violente entre *Prochoix* et Riposte laïque, la dérive xénophobe était en cours depuis beaucoup plus longtemps dans ces milieux dits «féministes républicains laïques» qui ont absolument tenu à soutenir la loi contre les «signes religieux ostensibles» votée en 2005. Rappelons que cette loi était mauvaise non pas parce qu'elle réaffirmait le principe parfaitement sain d'une séparation entre les Eglises et l'Etat, mais

- parce qu'elle ciblait, sans le dire, une religion (l'islam) et non toutes les religions, sources égales d'obscurantisme,
- parce qu'elle intervenait dans un contexte international de criminalisation de l'islam et des musulmans,
- et tout simplement parce qu'elle visait à exclure des jeunes filles de l'enseignement public pour mieux les remettre entre des mains de musulmans intégristes qui se réjouissent de pouvoir les présenter comme des victimes de l'intolérance «laïcarde» voire du racisme – ce qu'ils appellent improprement, et à dessein, «l'islamophobie».

Et cette loi fut adoptée tout en maintenant le principe de subventions publiques à l'enseignement privé (à 90% catholique) et à l'Eglise catholique (directement en Alsace, et indirectement à travers l'entretien des églises qui sont considérées à la fois comme propriété de l'Etat et comme patrimoine national prêté aux catholiques).

Cette dérive xénophobe et sécuritaire (où l'on voit Sarkozy, Hortefeux, Villiers et Le Pen, à droite, communier avec Chevènement, Royal, Dray, Valls et Boutin, à gauche, dans l'apologie de la police «républicaine» – de proximité ou pas –, des «centres fermés» pour jeunes délinquants et la dénonciation des «sauvageons» d'origine étrangère et de leurs parents jugés laxistes ou irresponsables) est en fait parallèle à une autre dérive, tout aussi catastrophique, celle de la gauche et de

l'extrême gauche théocompatibles (1) qui voient dans l'islam la «religion des pauvres» ou des «opprimés» et dans le port du hijab à l'Ecole un symbole de protestation contre les carences... de l'Education nationale ou de révolte identitaire (2) !

Ces deux dérives se nourrissent mutuellement, chacune renforçant les absurdités de l'autre, et plus les «républicains» vont vers la droite, plus les «gauchistes» (en réalité, des opportunistes sans principes) dans une fuite en avant éperdue, se livrent à une surenchère verbale qui les mène parfois, eux aussi, vers la droite, voire l'extrême droite. C'est ainsi que les Indigènes de la République se sont fendus d'un communiqué de soutien à Kemi Seba (dirigeant du groupuscule raciste et antisémite La Tribu Ka, groupuscule dissous aujourd'hui), après sa condamnation pour antisémitisme. Ce communiqué ne protestait pas contre la gravité de la peine (protestation qu'on aurait pu à la limite «comprendre» au nom d'une conception radicale de la liberté d'expression par exemple, comme lorsque Chomsky défendit le droit d'expression des négationnistes français tout en condamnant leurs thèses), mais ce texte prétendait qu'on n'avait condamné Kemi Seba que parce qu'il était «noir» !

Et les Indigènes de la République de lister – avec raison – tous ceux (Finkielkraut, Sevrin, Carrère d'Encausse, etc.) qui n'avaient pas été poursuivis pour leurs propos racistes anti-Africains. Le même communiqué ne faisait aucune mention des propos antisémites de Kemi Seba, ne les condamnait pas, et faisait l'impasse sur les alliances politiques passées par Kemi Seba avec le Front national. Si l'on suit le raisonnement tortueux des Indigènes de la République, il faudrait rester muet devant l'antisémitisme et ne pas le dénoncer (le fait que l'on soit opposé à la condamnation judiciaire de propos ou d'écrits antisémites n'empêche tout de même pas de prendre position contre l'antisémitisme !) sous prétexte que le racisme anti-Africains, lui, n'est pas condamné par la justice !

Quant à la rhétorique de Riposte laïque, elle est proche, toute proche, de celle des nationaux-républicains et des souverainistes de droite ou d'extrême droite. Ces gens de gauche dissimulent mal leur xénophobie inconsciente sous une légère couche de «féminisme laïque» ; ils expriment sans le moindre complexe les mêmes obsessions antimusulmanes (et l'on sait qu'en France de l'anti-musulmans à l'anti-«Arabes» il n'y a qu'un pas, passé colonial et présent néocolonial obligent) et participent à la même criminalisation de la jeunesse franco-maghrébine ou franco-africaine que prônent la droite et l'extrême droite.

Avec cependant deux différences non négligeables :

– côté négatif, Riposte laïque pratique un peu plus la litote, les sous-entendus, les insinuations et les allusions codées que ses adversaires politiques ouvertement réactionnaires. Il est donc parfois difficile de savoir si ce sont des xénophobes inconscients ou des manipulateurs habiles [depuis que ce texte a été écrit, en 2008, RL a dévoilé beaucoup plus clairement sa xénophobie] ;

– côté (un peu plus) positif : Riposte laïque affirme vouloir lutter contre les effets délétères du «libéralisme» et surtout ce site se montre solidaire des grévistes et

des mouvements sociaux, ce qui n'est pas le cas des Villiers, Le Pen, Mégret, etc., ni de l'UMP bien sûr.

De l'opposition au port du hijab et de la burqa dans l'espace public au refoulement des sans-papiers de l'Hexagone en passant par l'exploitation d'un crime odieux (l'assassinat de Ghossane, aspergée d'essence et brûlée vive) et de la douleur de sa mère, des fantasmes sur la Mafia chinoise aux divagations sur des «islamistes» de 8 ans qui terroriseraient leurs petits camarades franco-gaulois dans les cours d'école en y instituant des tribunaux islamiques, les militants de gauche de Riposte laïque font flèche de tout bois, de n'importe quel anecdote ou fait divers douteux.

Mais leur vernis «social» cache mal leur sens unilatéral de la laïcité, car il est fondamentalement anti-islamique alors qu'en France ce sont les chrétiens qui sont majoritaires non seulement au niveau du nombre des lieux de culte, mais au niveau de la pratique religieuse sous toutes ses formes, et de la présence au sein des élites politiques et économiques.

Par ses arguments douteux Riposte laïque renforce ainsi le camp des obscurantistes réactionnaires musulmans (Tariq Ramadan) ou des multiculturalistes théo-compatible de gauche ou d'extrême gauche (MRAP, Indigènes de la République, Blédardes, Ecole pour tous, collectif Les mots sont importants, certaines tendances de la LCR aujourd'hui au NPA, la liste est hélas longue et sans doute incomplète) qu'ils prétendent combattre au nom de la laïcité, voire de l'universalisme républicains.

Loin de clarifier des questions déjà suffisamment complexes et délicates à traiter et à démêler, ils surfent – consciemment ou pas – sur la xénophobie et le racisme d'une bonne partie des électeurs de gauche. Rappelons que les électeurs de gauche les plus «républicains» (ceux du PCF, de LO et de la LCR, et maintenant du NPA) sont aussi les plus sensibles à l'idée qu'il y aurait «trop» d'étrangers en France (cf. les sondages sur la xénophobie marquée – 50 % – de l'électorat d'extrême gauche, sondages cités dans les ouvrages de deux profs réactionnaires : Dominique Reynié, auteur de *Le Vertige social-nationaliste, la gauche du non*, 2005 et Philippe Raynaud, *L'extrême gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, 2006).

Cette xénophobie molle des électeurs de gauche nous offre sans doute une clé d'interprétation. Elle permet d'éclairer les motivations de ces «républicains» aux accents chevènementistes et souverainistes, qui cherchent à flatter les préjugés les plus bas de l'électorat de gauche. Et cela nous explique pourquoi la majorité de cette même gauche républicaine a toujours marginalisé (sous le gentil prétexte que tous les hommes et les femmes sont égaux, et que donc il n'y avait aucune raison de «privilegier» qui que ce soit en raison de son origine «ethnique» ou nationale) les militants d'origine africaine, asiatique, turque, antillaise ou maghrébine dans ses rangs, dans ses cadres, et à sa direction.

On comprend pourquoi la gauche républicaine s'est majoritairement opposée à l'indépendance des colonies françaises, à commencer par celle de l'Algérie (rappelons-nous «L'Algérie c'est la France» de Mitterrand et les positions du PCF avant

l'indépendance), et s'oppose toujours à l'indépendance des DOM-TOM. Et, par contrecoup, on comprend mieux (comprendre n'est pas approuver) les réactions «communautaristes» de groupes comme les afro-bourgeois du CRAN et les petits-beurgeois des Indigènes de la République (3) aujourd'hui.

De nombreux militants et militantes du camp «républicain de gauche» ne cessent de dénoncer le «communautarisme» : ce concept n'est pas inutile pour comprendre certaines réalités, du moins anglo-saxonnes, mais il faut en user prudemment, dans la mesure où il a été popularisé par la droite conservatrice et parce que l'on est encore très loin d'un fonctionnement communautaire en France – même s'il n'est pas exclu qu'on y arrive un jour. Les arguments de cette «gauche républicaine» sont parfois justes en surface, mais ils seraient beaucoup plus crédibles si ces hommes et ces femmes ne niaient pas systématiquement l'existence du racisme et de la xénophobie en France, contrairement à ce que nous enseignent tous les sondages et toutes les enquêtes sur la question, mais aussi notre expérience individuelle et quotidienne, en tout cas pour tous ceux d'entre nous qui sont d'origine «étrangère» et dont le physique indique clairement aux Franco-Gaulois qu'ils côtoient les origines africaines, asiatiques ou latino-américaines.

Le bêtisier qui suit («Abécédaire de la xénophobie de gauche») donne quelques échantillons de la prose national-républicaine de gauche aux tendances nettement xénophobes.

Y.C., 1/08/2008

Post-scriptum de décembre 2010 :

Ce texte a été écrit en août 2008 alors que Riposte laïque n'était pas encore invitée à Radio Courtoisie (média aux mains des catholiques traditionalistes) ni au «Local» lieu de réunion de l'extrême droite parisienne, mais était par contre invitée à... Radio Libertaire. Depuis, sa dérive de plus en plus xénophobe et ouvertement raciste n'a fait qu'augmenter, mais il n'est pas inutile de rappeler quel genre de gens (dont bon nombre de féministes, de gens de gauche et même une «anarcha-féministe» !) soutenaient par exemple sa pétition contre le port du voile dans l'espace public en 2007. La liste des premiers signataires nous révèle très bien comment on peut lentement glisser de la critique de l'islam à la xénophobie, voire pire, dans des milieux dits progressistes. Le Front Unique entre la droite, la gauche franc-maçonne, les centristes et quelques libertaires, féministes et staliniens, que prônait Riposte laïque se dessinait déjà dans la diversité des orientations politiques des individus ci-dessous :

«Les premiers signataires : Michèle Vianès, présidente de Regards de Femmes, Anne Zélenky, présidente de la ligue du droit des femmes, Annie Sugier, présidente de la ligue internationale du Droit des femmes, Pierre Cassen, animateur de Riposte Laïque. Yvette Roudy, ancienne Ministre, Présidente de l'Assemblée des femmes, Corinne Lepage, ancienne Ministre, Présidente de Cap 21, Françoise Hostalier, ancienne Ministre, députée, Jean-Robert Ragache, ancien Grand Maître du Grand Orient de France, Nadia Amiri, responsable d'Histoires de mémoires, Jacques Myard, Député des Yvelines, André Gerin, Député, maire de Vénissieux

(Rhône), Nicolas Dupont-Aignan, Député, maire de Yerres (Essonne), Robert Redeker, philosophe, Philippe Esnol, conseiller général des Yvelines, maire de Conflans-Sainte-Honorine, André Bercoff, écrivain, journaliste, Olga Trostiansky, Maire adjoint Paris, Saïd Ould-Khelifa, Cinéaste, Maryam Youssefi, militante féministe, Mohamed Pascal Hilout, initiateur du Nouvel Islam en France, Kébir Jbil, Président de l'UFAL, Strasbourg, Halim Akli, Militant laïque en Algérie, Bernice Dubois, Conseil européen des fédérations Wizo, Jean-Paul Brighelli, enseignant, écrivain, Karim Labidi, Apostat tunisien de l'islam orthodoxe : <http://www.islamla.com>, Malka Marcovich, historienne, consultante internationale droits des femmes, Evelyne Rochedereux, Présidente de CIBEL, Simon Blumental, Président d'Algérie ensemble, Stéphane Arlen, Président de l'association Faire Le Jour, Brigitte Bré Bayle, Présidente de l'UFAL d'Aix-Marseille, Françoise Pelissolo, militante féministe, Louis Chagnon, chargé de recherche, Robert Albarèdes, porte-parole des «Laiques en Réseau», maire honoraire (13850 Gréasque), Juliette Mincés, Ecrivain, Micheline Montot, vice présidente du Comité du Vendômois de Défense de la Laïcité, Frédéric Bard, Président de Collectif Respect, Mireille Mavrides, élue PCF Marseille, Jean Michel Reynaud, Conseiller Economique et Social, Christine Tasin, Présidente de l'UFAL du Poitou-Charentes et militante du MRC, Claude Jean Lenoir, Président du cercle Condorcet Voltaire du pays de Gex et de Genève, Pierre Baracca, président de l'UFAL de Lille, Maguy Girerd, Présidente de Talents de Femmes, Farida Gaëlle Kadi, militante anarcha-féministe, Alice Braitberg, sociologue, Philippe Granarolo, philosophe, Suzy Candido, Présidente de l'UFAL de Toulouse, Genovefa Etienne, ESISC, Huguette Chomski Magnis, responsable associative, Rosa Valentini, trésorière de l'UFAL du 78, Maurice André, Amis de la Laïcité en Conflent 66, Harold Grenier, syndicaliste, Laurence Vuillemot, initiatrice de la pétition «Pour une laïcité pleine et entière», Yves Pialot, Président du «Cercle de Défense de la Laïcité» (34 – Saint Jean de Védas), Jean Claude Jullien, membre de «L'Observatoire de la Laïcité du Pays d'Aix en Provence», Jean-Claude Santana, UFAL Rhône, Antoine Thivel, militant laïque, Simon Midal, président de COL, Paule Segal, militante féministe, Odile Vernhet-Parrimond, militante féministe, Léon Tourtewitch, militant laïque, Jean Cantel, libre penseur, Anne Leroy, femmes en colère, psychologue, Mireille Popelin, secrétaire de l'UFAL du Rhône, Françoise Flamant, auteure, réalisatrice, Jacques Delemontez, Président de l'UFAL 21 et penseur libre, Serge Goldberg, Président Comité MRAP Saintes 17, retraité, Jocelyn Bézecourt, responsable du site www.atheisme.org»

Une autre pétition de Riposte laïque contre le hijab, et beaucoup plus récente celle-là (septembre 2009 : <http://www.ripostelaïque.com/Halte-a-la-burqa-et-au-voile.html>) montre que les réseaux de l'UFAL n'ont guère été affectés par sa dérive de plus en plus ouvertement xénophobe et ses discussions polies avec l'extrême droite, comme en témoignent les noms des «Premiers signataires : Yvette Roudy, ancienne ministre, Corinne Lepage, ancienne ministre, Jean-Pierre Placade, sénateur de Haute-Garonne, Antoine Sfeir, directeur des *Cahiers de l'Orient*, Pierre-André Taguieff, directeur de recherche au CNRS, Anne-Marie Lizin, présidente honoraire du Sénat belge, Robert Redeker, philosophe, etc.»

Que du beau linge !!!

On remarquera de plus qu'un certain nombre de responsables de l'UFAL (organisation qui désormais condamne officiellement les positions de Riposte laïque) ont gardé de bonnes relations avec Riposte laïque puisque leurs responsabilités à l'UFAL apparaissent dans cette pétition (il s'agit du président de l'UFAL de l'Ardèche, du président de l'UFAL de l'Ouest Grenoblois, de la présidente de l'UFAL de Champ-sur-Marne et de la présidente de l'UFAL de Saint-Egrève). Comme quoi il n'y a pas qu'au PS que prospèrent les apprentis Frèche, Boutih, Valls, Amara et tous ceux qui pratiquent le double langage vis-à-vis des travailleurs immigrés et des Français d'origine étrangère : républicain et laïque d'un côté, implicitement ou explicitement xénophobe de l'autre.

Notes

1. «Les dix commandements de la Gauche théocompatible» (*Ni patrie ni frontières* n° 21-22 et anthologie n° 5 *Religion et politique*).

2. «Un sociologue au service du voile ou un paternalisme respectable», à propos d'un article de Said Bouamama (*Ni patrie ni frontières* n° 10 et anthologie n° 1 de la revue, Islam, islamisme, «islamophobie»).

3. «Indi...gènes, indi...génat, indi...génisé, indi... gent» "Indi...gènes" ? "Indi...génat" ? "Indi...génisé" ? Des "concepts" indi...gents ! (*Ni patrie ni frontières* n° 10)

Abécédaire de la xénophobie de gauche

Les citations ci-dessous sont extraites du site Riposte laïque qui prétend diffuser sa prose à 20 000 internautes ou de livres publiés par ce site – notamment Maurice Vidal, *La Colère d'un Français* et *Les dessous du voile*, recueil de chroniques xénophobes dont deux auteurs furent chaleureusement accueillis sur Radio Libertaire en 2009. Il est pénible de reproduire cette incroyable florilège de propos racistes et/ou xénophobes mais cette corvée est malheureusement nécessaire pour comprendre ce qu'est RL depuis ses débuts. Il est probable que ce groupuscule a des effectifs très limités (ils prétendent être une vingtaine), mais dans la mesure où il exprime crûment ce que certains «Français de souche» pensent tout bas, il nous a semblé utile de démonter leurs «raisonnements» et leurs «arguments». Les commentaires de cet abécédaire ne caractérisent pas tous Riposte laïque de la même façon, dans la mesure où ce groupuscule xénophobe a évolué de plus en plus vers l'extrême droite et que les entrées de cet abécédaire ont été écrites à des périodes différentes, entre 2007 et 2011.

A comme Allah akhbar

«*Les émeutiers ne criaient-ils pas Allah akbar (Dieu est le plus grand)*» en 2005 ? Je crains que Maurice Vidal n'ait consommé trop de «produits illicites» avant d'écrire ses lignes.

A comme Annexion des régions françaises

Maurice Vidal envisage sérieusement que le Maghreb (on remarquera le flou de l'appellation) ne revendique bientôt les Bouches-du-Rhône, certaines villes du Nord et de l'Est de la France. «*À Marseille, Toulon, Aix-en-Provence, Lille/Roubaix/Tourcoing, Nancy, Strasbourg, Mulhouse... sommes-nous si loin de cette éventualité ?*» Et d'ajouter à son catalogue apocalyptique les départements du 93, 95, 92, 94, 78, 91 et 77, dont 50 villes sont «marquées du sceau de la diversité»...

A comme Assimilation à la française

Selon Maurice Vidal, «s'assimiler c'est devenir semblable au point de n'être plus différent». Effectivement, avec ce genre de principe, on comprend que les Franco-Gaulois racistes soient favorables à l'épuration ethnique, d'autant plus que l'immigration «incontrôlée» est «si étrangère à nos croyances [curieux, je croyais ce monsieur laïque] et à nos lois»... D'ailleurs les enfants d'une mystérieuse «Christine» (un prénom prédestiné !) dont l'un d'entre eux s'est «récemment

converti à l'islam» «ne veulent pas être français, ils ne veulent pas s'intégrer dans la société : ils voudraient être blacks et beurs comme tout le monde» !

B comme « barbus »

Pour Riposte laïque, un musulman est forcément un « barbu ». On remarquera la stupidité de cette appellation pour désigner une religion qui comporte une multiplicité de courants et d'interprétations du Coran.

B comme Burkinis

« *Quand les burkinis envahiront nos plages, il faudra riposter, mesdames, en passant au nudisme intégral.* » Brigitte Bré Bayle perce le « mur du çon » comme on dit au Canard Enchaîné...!

C comme « Caillassages du Diable »

« *Les jeunes musulmans qui lancent des pierres sur les pompiers ou les policiers ne les caillassent pas, ils les lapident, les victimes étant perçues comme des infidèles, c'est-à-dire l'incarnation du Mal. (...). En 2005, Nicolas Sarkozy, visant une cité difficile d'Argenteuil, a été caillassé comme s'il était le Diable.* » M. Vidal devrait être des romans policiers. Son imagination est débordante...

C comme « Coloré »

« *Il ne doit pas suffire de s'appeler Kamel, Rachida ou Rama et arborer une nuance épidermique colorée pour avoir vocation irrépressible à être élu (s) au nom du peuple tout entier* »

Le procédé est tout à fait le même que celui utilisé par le Front national pour parler de « racisme antifrçais ». Il consiste à faire croire aux gens que les quelques miettes chichement distribuées à quelques Franco-Africains aux sommets du pouvoir sarkozien seraient distribuées sur des critères (nom, couleur de peau) n'ayant rien à voir avec les capacités professionnelles des personnes suscitées et seraient suffisamment importantes pour empêcher des Franco-Français de représenter le « peuple tout entier ».

Un argument particulièrement absurde quand on connaît la composition des conseils municipaux, généraux et régionaux, du Parlement, de l'Assemblée nationale, de la direction des partis politiques et des syndicats, des rédactions des grands quotidiens, des radios et des télévisions.

On nage en plein fantasme raciste.

C comme Cantine scolaire

Comme chacun sait les « nourritures rituelles » introduites dans la restauration scolaire permettent d'introduire dans les écoles un « chapelet de produits illicites » en attendant l'imposition des « repas sans viande ». Mais, selon M. Vidal, ce ne serait pas tout on obligerait les pensionnaires d'internat à manger après le coucher du soleil, durant le ramadan, ou bien on impose des menus végétariens, des omelettes ou du poisson à tous les repas !

C comme «Collabos» ou «Collabobos»

Comme son nom l'indique, Résistance républicaine (un clone de Riposte laïque) se revendique de la Résistance nationaliste-bourgeoise gaullo-stalinienne. Il est donc normal qu'elle injurie ses adversaires en les traitant de «collabos» ou de «collabobos», ce dernier terme étant l'équivalent du «souchiens» des Indigènes de la République.

C comme Culture banlieue

«*Résolument anti-occidentale*» «*cette culture a ses territoires appelés cités, ses pratiques, faites de seringues et d'armes, ses négoce frauduleux et sa bonne parole qui porte l'islam de place en place et d'immeuble en immeuble*» (M. Vidal). De toute façon, selon le même auteur, la dimension matérielle des cultures détermine leur «incommunicabilité» car chaque culture ne comprend que ce qu'elle contient...

C comme coût de l'immigration

Riposte Laïque croit dur comme fer aux approximations et aux mensonges de Jean-Paul Gourévitch à ce sujet. Ceux qui souhaitent lire une réfutation détaillée se reporteront à l'article de Mustapha Harzoune sur cette question : <http://letaodumigrant.hautetfort.com/archive/2011/02/07/l-immigration-ca-coute-ou-ca-rapporte.html>.

F comme France, « fille aînée de l'Eglise »

«*Les incendiaires des banlieues ont attaqué la France parce qu'elle est la fille aînée de l'Eglise et la mère des idéaux de 1789*», nous dit le très laïque M. Vidal.

F comme Formation linguistique accélérée

«*Chaque nouvel arrivant légal bénéficiera désormais d'une formation linguistique et civique accélérée*». M. Vidal répète bêtement les propos de Sarkozy qui sont mensongers comme la plupart des informations diffusées par Riposte Laïque. Les seuls pays qui offrent une telle formation (payée 1000 euros par mois pendant neuf mois) sont les pays scandinaves. La France «offre» trois heures par semaine...

H comme «Haine»

«*Voiles, burqas, tchadors, je vous hais*», écrit Pascal Hilout dans Riposte laïque du 30 août 2007.

Il serait plus utile de comprendre les causes de l'essor de ces prisons de tissu que portent ces jeunes filles et ces femmes musulmanes plutôt que de les «haïr», mais admettons un instant la légitimité de sa détestation. Pourquoi M. Hilout ne rajoute-t-il pas à sa liste la soutane des prêtres, la bure des moines, la croix des croyants et le voile des bonnes sœurs ? Car si l'on ouvre son poste de télévision, ou si l'on se balade dans les rues en France, on a quand même sacrément plus de chances de voir ou de rencontrer des chrétiens et des chrétiennes arborant des

«signes religieux ostentatoires», des ecclésiastiques chrétiens, que des musulmanes emprisonnées dans un niqab ou une burqa... !

La haine de M. Hilout le pousse à réclamer l'interdiction des tenues vestimentaires dites «musulmanes» (en fait anté-islamiques ou traditionnelles) dans les rues (il mentionne complaisamment des «citoyens qui se désolaient de voir se multiplier les tchadors sur la place publique» et un photographe qui explique que «la présence des tchadors, dans l'espace esthétique et social de France m'insupporte») et à vouloir expulser du territoire français («jusqu'en Arabie», nous dit-il, toujours précis dans ses indications géographiques de purificateur ethnique) ceux qui ne respecteraient pas les lois antimusulmanes qu'il appelle de ses vœux sur le territoire français.

On remarquera que son ami photographe ne s'indigne pas de la présence policière massive et provocatrice dans les rues lors des manifestations, et dans certains quartiers, des contrôles policiers au faciès, des rafles pour ramasser les sans-papiers ni des taudis dans lesquels on entasse les pauvres, d'origine étrangère ou pas, en France. Tout cela ne choque pas le «sens esthétique et social» de ce républicain de gauche à l'œil si délicat ! Quant à ceux qui se désolent de voir se multiplier les «tchadors» (en fait, il s'agit de hijabs car les tchadors iraniens pendent jusqu'à la taille alors que le hijab s'arrête au cou ou aux épaules ; on ne peut pas demander à un fin connaisseur de l'islam comme M. Hilout de connaître la différence...) dans l'espace public, ils ont raison, c'est consternant mais ils feraient mieux de se préoccuper de la multiplication des SDF et des mendiants dans les rues...

S'il n'y avait ni chômage ni misère, s'il l'on n'entretenait pas la concurrence entre les travailleurs de différentes origines (comme le fait de façon criminelle Riposte laïque), si l'on mettait fin au racisme institutionnel, si l'on instaurait une éducation publique de qualité pour tous, il y aurait aussi beaucoup moins de raisons de se réfugier dans le giron de l'obscurantisme religieux, qu'il soit chrétien, juif ou musulman.

I comme «Islamisation rampante»

«*Non à l'islamisation rampante de la société*», s'exclame un certain Cyrano (alias Pierre Cassen) dans l'éditorial du 26 décembre 2007, reprenant à son compte un des thèmes favoris du Mouvement pour la France et du Front national. Pour faire bonne mesure il poursuit : «*non à l'emprise chrétienne sur le politique, non à la ratification sans référendum du Traité de Lisbonne, ce texte qui est une aubaine pour les Eglises*», ce qui lui permet de faire passer la première pilule xénophobe. Et M. Vidal d'ajouter dans *La colère d'un français* : «*le musulman a vocation d'islamiser tous les êtres humains de ce monde (...) qu'il faut aujourd'hui comme hier convertir ou soumettre*». Ou encore : «*Je sais que la charia peut nous être imposée demain.*» D'ailleurs, ce monsieur est bien informé puisqu'il nous apprend que l'arrivée de la finance islamique en Europe annonce la conquête de «nos nouveaux maîtres» ; qu'en Angleterre il existe des «zones musulmanes interdites aux chrétiens» (ce qui est faux) ; et qu'une jurisprudence islamique aurait été mise en place au

Canada (ce qui est partiellement faux car il «oublie» de dire qu'il ne s'agit pas d'un «privilège» réservé aux musulmans mais de l'extension d'une procédure – effectivement néfaste – de règlement à l'amiable de certaines procédures civiles qui existait déjà pour les juifs et les chrétiens).

I comme Invasion

Comme le souligne M. Vidal c'est le président «*Valéry Giscard d'Estaing [qui lança] le concept d'immigration-invasion*». Riposte Laïque n'est donc pas «extrémiste», selon ce brave Gaulois. Il peut tranquillement invoquer la «capitulation du monde occidental devant la mahométanisation de l'Europe» et se réfugier derrière la déclaration d'un chirurgien dentiste de Bruxelles (un certain Basma Mohamed) au *Figaro* : «*Certains Français oublient que l'islam est la seconde religion de France, et que d'ici 50 ou 10 ans, les musulmans imposeront leur droit grâce à leur poids démographique !*» Comment une population de musulmans pratiquants équivalant à 1 % de la population de la France actuelle (en étant larges) parviendra-t-elle à devenir démographiquement majoritaire, voilà un des mystères de la démagogie xénophobe...

J comme Jeunesse haineuse

Pour Riposte Laïque, la « bobocratie » « fabrique une jeunesse haineuse, qui « siffle la Marseillaise », « crache sur le drapeau français » et « saccage tout ce qui symbolise la République ».

K comme Kärcher

«*Eh oui, n'en déplaise à ceux qui n'ont toujours pas saisi la nature du péril qui nous guette, il est des situations où le kärcher ne suffit pas : il faut aussi le charter.*» (M. Vidal)

L comme Litotes (xénophobes)

Mireille Popelin est l'auteure d'un article : «Des violences urbaines sur piste de ski» paru sur le site de Respublica avant la création de Riposte laïque. Ce texte offre une excellente illustration des techniques utilisées par certaines personnes (habituellement d'extrême droite) pour éviter de tomber sous les coups de la loi... républicaine qui réprime l'incitation à la haine, au racisme et à la xénophobie. On notera que **Mme Popelin est membre...du PCF** comme en témoigne son site Faire vivre le PCF : <http://lepcf.fr/Mireille-Popelin>! Et la récente sortie d'André Gérin contre l'immigration qui ne serait « pas une richesse pour la France » confirme qu'elle n'est pas toute seule au Parti « communiste » français à défendre des positions xénophobes.

M comme «Mosquées clandestines»

Les musulmans ont le droit, comme tous les autres individus vivant sur le territoire français, à bénéficier de lieux de réunion. Il est assez évident en France que l'Etat et particulièrement les maires ont, depuis des décennies, empêché la cons-

truction de mosquées ou la transformation de locaux privés en lieux de culte. Dans un tel contexte, même si, en tant qu'athées, nous ne pouvons nous réjouir de la multiplication des mosquées, nous n'avons pas non plus à nous solidariser des réactions xénophobes des riverains, des élus municipaux, ou des partis locaux qui souhaitent tirer parti du racisme anti-Arabes et des préjugés antimusulmans.

Il reste cependant une question délicate : celle du financement public des lieux de culte, par l'intermédiaire de baux préférentiels ou de cessions de terrains à des prix défiant toute concurrence. Il est évident que les révolutionnaires y sont opposés, en tant que partisans de la séparation de l'Etat et des Eglises, MAIS à condition que cette mesure s'applique rétroactivement à tous les cultes. En clair que l'Etat remette en cause l'application du concordat en Alsace et cesse de payer pour l'entretien des églises.

Cela supposerait donc une bagarre politique de longue haleine dont, pour le moment, on ne voit guère la possibilité et surtout l'issue (une telle campagne pourrait très bien aboutir à une loi encore plus favorable à l'obscurantisme religieux... au nom de la «tolérance» et du «respect des identités»). Il est donc plus avisé à l'heure actuelle d'expliquer ce que signifierait une véritable séparation des Eglises et de l'Etat sans pour autant se focaliser sur l'islam, et en rappelant les inégalités qui existent entre les religions en France. Sinon, la dénonciation des «cadeaux financiers» faits à l'islam apparaît clairement pour ce qu'elle est : une expression de préjugés contre une seule religion.

M comme Mariages de complaisance, forcés ou polygames

Selon Riposte Laïque, chez les musulmans français, les mariages sont forcément de «complaisance» pour que le conjoint obtienne «*les documents administratifs nécessaires à l'acquisition de la nationalité française*» (la loi ne prévoit rien de tel !) ou forcés : «*de très jeunes Françaises sont contraintes de se marier*» (M. Vidal).

M comme Meurtre

«*Qu'un chrétien tue son prochain, croyant ou non, et le voilà en contradiction avec les enseignements de l'Evangile ; qu'un musulman tue un infidèle, et le voilà en accord avec l'esprit et la lettre du Coran.*» (M. Vidal). Heureusement que les militants de RL se disent laïques, sinon on aurait des doutes...

M comme « monde obscur »

Pour Riposte Laïque, les femmes qui portent le hijab sont des « *êtres sans visage, prisonnières consentantes venues d'un monde obscur* ». Ce sont pratiquement des zombies puisque « *avec le niqab ou la burqa, nous n'avons peu d'indices visibles permettant de constater qu'il s'agit bien d'un être humain qui est dessous* »...

N comme «Nuances épidermiques»

«*il ne doit pas suffire d'arborer (...) une nuance épidermique colorée pour avoir vocation irréprouvable à être élu (s) au nom du peuple tout entier*».

Nous nous permettons de citer cette perle raciste une seconde fois car elle dévoile un racisme d'une naïveté confondante. En effet, le «blanc» est une couleur. Toute nuance épidermique est par définition «colorée». Ce qui gêne Riposte laïque, ce n'est pas donc pas la couleur (puisque le blanc en est une), mais certaines couleurs de peau qui ne sont pas blanches.

O comme Obsession des «Origines»

«Entre deux Français, il semble donc que la gauche a une préférence marquée pour le Français d'origine immigrée.»

Un des principes de l'universalisme, notamment de l'universalisme républicain dont prétend se réclamer Riposte laïque, c'est de considérer les êtres humains, avant tout en tant qu'êtres humains, et non en fonction de leur carte d'identité, de leur lieu de naissance ou du lieu de naissance de leurs parents.

O comme Occupation

«Martine [Aubry] s'occupe à peu près de tout en ce bas monde, si ce n'est de la vie des Français sous l'Occupation». Au cas où vous ne le sauriez pas, amis lecteurs, vous vivez sous une «Occupation» semblable à celle de l'armée allemande après 1940. Où sont les soldats, les camps de concentration, les poteaux d'exécution, les locaux de torture, la police politique de ces «occupants» actuels ? Mystère. Mais ce qui compte, dans les discours de Riposte laïque, ce n'est ni la vérité ni même la vraisemblance des comparaisons brandies, c'est uniquement de récupérer la rhétorique antifasciste (ambiguë car favorable à l'union de toutes les classes sociales) et de la retourner contre tous ceux qui ne pensent pas comme eux, les «collabobos».

P comme «Prestations sociales» indues

«On pourrait faire à l'égard des prestations sociales une remarque convergente, le premier budget des départements étant celui de l'action sociale, dont les journées d'hôtel que coûte l'accueil de familles sans logement avec enfants, y compris sans papiers dont le [nombre d'] enfants qui sont scolarisés ne cesse de croître, s'inscrivent dans des dépenses publiques qui ont leurs limites et dont l'explosion met en grave danger le système de solidarité lui-même, dès aujourd'hui. Rappelons que ce système bénéficie à bien des familles d'origine immigrée ou étrangères souvent en difficulté en raison du caractère économique de leur immigration, dans des proportions ainsi bien supérieures à ce qu'elles représentent vis-à-vis de la population dans son ensemble.»

Riposte Xénophobe recycle un des thèmes classiques de l'extrême droite. Elle «oublie» de mentionner que la plupart des personnes secourues travaillent et contribuent à faire fonctionner le «système de solidarité» dont elles «bénéficient». Elle «oublie» d'expliquer que la plupart des hôtels sont des taudis, souvent insalubres, et que l'accord financier entre les marchands de sommeil et les municipalités (de gauche ou de droite) ne peut que reposer sur des complicités et des intérêts sordides de part et d'autre (y compris des pots-de-vin). Enfin, elle attise les rivalités

entre trois fractions de la population les Franco-Gaulois, les Français d'«origine immigrée» et les étrangers, selon une logique fondée sur la préférence nationale – et même «ethnique» puisqu'elle cible les Français d'«origine immigrée» exactement comme le Front national qui veut leur retirer la nationalité française.

P comme preneurs d'otages

Pour Riposte Laïque un musulman est forcément complice des « corélionnaires preneurs d'otages ». Un peu comme si, chaque fois qu'un catholique tuait son épouse ou violait une femme, les journalistes écrivaient les « catholiques corélionnaires des tueurs et des violeurs »...

R comme Religion *«Une religion peut être porteuse d'une éthique émancipatrice : il est des genuflexions qui sont d'authentiques élévations» ; «(...) nos églises et nos temples participent de nos valeurs. Le triptyque Liberté Egalité Fraternité – que l'on peut voir éventuellement sur le tympan de nos églises – n'a-t-il pas été fondé par le Christ» ? «Comme le fait remarquer le prêtre François Coudreau, Dieu n'inflige la mort à personne.»* Où l'on voit que M. Vidal, loin d'être un défenseur des Lumières, est en fait l'apôtre de la religion chrétienne comme la plupart des pseudos laïques de RL. Ce qui ne l'empêche pas d'écrire à la page suivante : «Il ne faut donc pas compter sur les religions pour vivre ensemble». Un lefebvriste y perdrait son latin !

R comme Reconquista

« Les musulmans ont occupé l'Espagne de 711 à 1492 : cela ne nous est-il d'aucune leçon ? (...) la vie intercommunautaire était-elle idyllique ? Si oui, pourquoi la Reconquista ? » M. Vidal oublie c'est le « décret d'Alhambra » pris par Isabelle la Catholique qui ordonna aux juifs de quitter l'Espagne s'ils refusaient de se convertir au catholicisme.... Les références historiques de Riposte Laïque sont toujours douteuses... d'un point de vue laïque.

R comme Résistance

En dehors de son clone, Résistance républicaine, Riposte Laïque manie beaucoup le terme de «Résistance» et de Résistants. Or, ce concept n'a pas seulement un écho à gauche, mais aussi, ce que l'on sait moins, à l'extrême droite (notamment dans le courant nationaliste-révolutionnaire ou celui des Identitaires, qui sont potes avec Riposte Laïque depuis qu'ils ont co-organisé l'apéro saucisson-pinard et les Assises contre l'islamisation. «Résistance» (*Widerstand* en allemand) était en effet le titre de la revue du national-bolchevik pro-nazi Ernst Niekisch. Un des groupes fascistes créés après 1968 (en 1991) s'est appelé la Nouvelle Résistance. Et quand ils parlent de «partisans» les adeptes de la prétendue «troisième voie» entre capitalisme et socialisme pensent très fort à Carl Schmitt, autre idéologue philonazi : ils se battent contre les Etats-Unis et l'afflux d'immigrés (deux thèmes que l'on retrouve chez Riposte laïque). Ils dénoncent le capitalisme multinational, soulignent les risques de guerre civile en Europe et notamment en France, et les tensions poli-

tiques, sociales et « raciales » provoquées par les immigrés notamment musulmans, tout comme Riposte Laïque.

S comme «Salafistes fascistes»

Il existe plusieurs formes de salafisme, certes aussi réactionnaires les unes que les autres d'un point de vue athée, matérialiste et à fortiori révolutionnaire, mais il est difficile de les réduire toutes au « fascisme ». Certains salafistes sont partisans de vivre en communautés fermées – pas plus « fascistes » que les monastères catholiques, les communautés amish, ou celles des loubavitch juifs... D'autres prônent le terrorisme djihadiste comme al-Qaïda ou le GSPC algérien, mais cette mouvance est-elle un courant religieux représentatif du salafisme ou un courant politique réactionnaire qui manipule la religion pour des objectifs terrestres ? Cela vaudrait la peine de réfléchir un peu à ces questions avant de mettre tous les salafistes (voire tous les musulmans) dans le même sac...

T comme tournantes

Les tournantes sont bien souvent des « *viols rituels, destinés à punir la musulmane occidentalisée ou encore la non-musulmane, cette dernière devant être châtiée parce qu'elle est occidentale* » (M. Vidal). Si ces propos ne tombent pas sous le coup des lois antiracistes, je ne sais pas bien à quoi ces lois servent.

T comme «Travailleurs, Travailleuses»

« *On en assez du fameux Travailleuses, travailleurs d'Arlette Laguiller qui, ouvrant un discours sur la dénonciation des exclusions et autres licenciements, exclut d'entrée de jeu les exclus du travail* »... La dialectique de M. Vidal est poilante tout comme les affirmations de Pierre Cassen, son préfacier, qui nous « informe » que Vidal se rendait en 1968 à l'université à vélo « *quand les leaders contestataires s'y rendaient en voitures de sport* »... Chez l'un comme chez l'autre, on sent une forte haine de toute idée révolutionnaire : pas étonnant qu'ils n'aient pas le terme de « travailleurs » !

U comme Union nationale

On l'avait déjà compris en lisant leur prose national-républicaine mais c'est désormais parfaitement clair puisque Riposte laïque se réjouit d'avoir tenu une réunion avec Nicolas Dupont-Aignan, représentant du mouvement La France debout. Et la campagne en faveur des « apéros saucisson-pinard » menée en mai-juin 2010 a encore élargi cette union qui englobe désormais les post-fascistes du Bloc identitaire.

V comme valeurs charnelles

« *Et à supposer que nos droits soient l'expression de la saisie objective de l'homme de quel droit les imposerions-nous à ceux, qui ne vivent pas chez nous et ne voulant pas y vivre n'en veulent point ? Quel poids démographique aurions-nous pour réussir pareille gageure ? Lorsqu'en 1789, la France déclarait les Droits de*

l'Homme, elle possédait à elle une population presque égale au reste de l'Europe : cela œuvrait en sa faveur. Mais que peut-elle en 2006, avec ses 63 millions d'habitants, face à l'Afrique, qui atteint le milliard, l'Inde qui suit le même chemin, la Chine qui dépasse largement ce nombre ? l'universalité n'est-elle pas aussi quantitative ?» Sous couvert de gros bon sens, M. Vidal rejoint ici le raisonnement des Indigènes de la République et de tous les tiersmondistes réactionnaires.

V comme Varaut (Alexandre)

On lira la version très jésuitique de Maître Varaut (<http://www.resiliencetv.fr/modules/...>) qui explique comment Philippe de Villiers a appelé Fanny Truchelut en 2006 (une jeune femme qui avait refusé que des femmes portent le voile dans les parties communes de son gîte rural, et qui a sans doute été victime d'une provocation) et lui a gentiment proposé l'avocat du Mouvement pour la France. D'après lui, un avocat ne prend pas parti pour les idées de ses clients, et ce monsieur de nous expliquer qu'il défend aussi bien des «femmes violées» que des «violeurs». On croirait plus volontiers à son absence d'arrière-pensées politiques si cet avocat n'avait pas été député européen du MPF, parti xénophobe, entre 1999 et 2004.

Ce qui est curieux c'est que Riposte laïque décèle immédiatement le danger du fascisme quand il est «étranger» et musulman (cf. sa campagne contre la mosquée salafiste de Champs-sur-Marne), mais devient aveugle quand il s'agit de Maître Varaut, avocat de Fanny Truchelut, leur copine «républicaine» et «féministe». Sans doute me rétorquera-t-on que M. Varaut n'est pas un «fasciste», mais seulement un «conservateur» d'extrême droite.

C'est sans doute pour la même raison que les nationaux-républicains de Riposte laïque ne demandent, à ma connaissance, l'interdiction ni du Front national de Le Pen, ni du Mouvement national républicain de Mégret ni du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers... ? Vous savez ces partis qui réunissent les suffrages de 5 millions de Franco-Français catholiques et «bien de chez nous»... Des partis qui sont sans doute, pour Riposte laïque, bien moins dangereux que les quelques centaines ou, soyons larges, quelques milliers de gens influencés par le «salafisme».

V comme Voile

Le hijab serait un prétexte pour que les étudiantes dissimulent des «*écouteurs et autres instruments frauduleux*» (M. Vidal). Le délire xénophobe de ce monsieur n'a pas de limites.

W comme Geert Wilders

Qui est donc cet individu dont Riposte laïque assure régulièrement la promotion et que ce site a même interviewé ? C'est le dirigeant aux Pays-Bas, du PVV (Parti libéral conservateur), organisation qui a remporté les élections municipales à Almere (une banlieue d'Amsterdam de salariés ne souhaitant pas se mélanger aux travailleurs immigrés) et est arrivé second à La Haye en mars 2010. Cette forma-

tion créée en 2006 a actuellement 24 sièges de députés sur 150 au Parlement néerlandais.

Ce parti xénophobe, sous la direction de Wilders, veut

- faire voter au Parlement une loi imposant le paiement de 1000 euros par an à celle qui portent le hijab dans la rue,
- former des «commandos urbains» qui patrouillent dans les rues pour «augmenter la sécurité»,
- priver les gens ayant des problèmes psychologiques, et ceux travaillant depuis moins de 5 ans, de la Sécurité sociale,
- réduire les impôts, ce qui aurait pour effet de licencier un tiers des fonctionnaires (300 000),
- supprimer l'article n° 1 de la Constitution des Pays-Bas qui défend le principe d'égalité entre tous et interdit les discriminations,
- enlever la nationalité néerlandaise aux personnes naturalisées qui ne s'intègrent pas assez vite et les expulser,
- réduire le montant du salaire minimum,
- appliquer le principe du «*3 strikes, you are out*», selon lequel toute personne qui enfreint la loi à trois reprises est automatiquement condamnée à une peine d'emprisonnement à perpétuité, quel que soit le délit commis,
- diviser par deux la (maigre) aide néerlandaise au tiers monde, etc.

Tout comme Riposte laïque, Wilders mène croisade contre l'islam depuis des années. Pour arrêter la prétendue «islamisation de la culture néerlandaise», il faut, d'après lui, stopper l'immigration ; de plus, tout immigrant qui n'est pas intégré doit quitter les Pays-Bas. «Adaptez-vous ou partez !», proclame-t-il. Wilders justifie également le racisme : «Si des émeutes raciales devaient se produire, ce que je ne souhaite pas, elles n'auront pas forcément des conséquences négatives.» Comme tous les populistes, Wilders n'est pas franchement hostile aux actions musclées de l'extrême droite et aux provocations policières, du moment qu'elles visent des «étrangers».

Z comme Zemmour (Eric)

Même si Eric Zemmour n'avait pas vraiment besoin d'eux tant il dispose d'amis haut placés, les militants de Riposte laïque ont organisé un petit rassemblement de soutien au Xénophobe n° 1 de la Télé (On lira à ce propos de livre de Mohammed Sifaoui qui, s'il est politiquement nul, souligne les tares de ce journaliste.)

Y.C., 2008-2011

Les 22 salopards de «l'apéro saucisson-pinard»

Une petite enquête sur Internet donne une image assez précise de ce rassemblement hétéroclite de gaullistes indépendants de l'UMP, villiéristes, libéraux, identitaires, réactionnaires de droite et de gauche, tous xénophobes. L'article qui suit constitue essentiellement un florilège de citations édifiantes pour comprendre ce qui unit cette Coalition xénophobe qui souhaite se réunir à la Goutte d'or, le 18 juin 2010 pour crier sa haine des étrangers.

Le chiffre de 22 salopards est sans doute très exagéré car plusieurs de ces groupes ou associations ne sont en fait que des poupées russes, emboîtées les unes dans les autres. Ainsi l'Initiative gaulliste (de Brive) et l'Union gaulliste sont toutes deux membres de l'Union du peuple français. Riposte laïque est à l'origine de Résistance républicaine. Le Bloc identitaire et les Apaches sont les deux têtes de la même hydre réactionnaire avec sans doute les Titis parisiens.

Donc en fait de 22 salopards, il s'agit sans doute d'une quinzaine de salauds xénophobes qui tentent d'avancer masqués.

Certains de ces groupes ou groupuscules ont des sites très bien faits d'un point de vue technique (François de souche), et disposent donc de moyens financiers conséquents ou de beaucoup de temps libre (ce qui va généralement de pair), d'autres ne sont sans doute que le cache-misère d'une dizaine de racistes en mal de notoriété sur la Toile. Certains pratiquent les actions coups de poing, comme les Identitaires, d'autres, ou les mêmes, le lobbying «culturel» et politique dans les cercles laïques de droite et de gauche. Certains se présentent aux élections comme les gaullistes indépendants, d'autres soutiennent parfois Chevènement. Certains éditent des cartes postales pour les nostalgiques de Vichy et la Waffen-SS française ou de l'OAS et de l'Algérie française, d'autres sont des nostalgiques de la Résistance gaulliste. Mais tous ont un point commun, derrière leur «féminisme», leur «républicanisme», ou leur critique de l'islam et de l'islamisme : la xénophobie, la haine des étrangers, en particulier des étrangers qui viennent du Maghreb ou de Turquie.

C'est cette haine, et rien d'autre, qui les unit et les réunit pour l'apéro saucisson-pinard du 18 juin 2010.

1. Action Sita

Le mystérieux sigle SITA signifie «sensibilisation à l'islam tous azimuts». Selon son site, ce groupe prétend mobiliser les «riverains de futures mosquées pour inciter des groupes de citoyens ou des associations défendant la laïcité comme la Libre Pensée à lancer des recours devant les tribunaux administratifs pour faire an-

nuler des décisions municipales qui ne respectent pas la loi de 1905 et cela avec beaucoup de succès. Les actions SITA sont variées et peuvent être dirigées contre : les mosquées, l'entrée de la Turquie dans l'UE, le clergé de l'Eglise catholique en grande partie islamophile».

On voit que, comme beaucoup d'autres associations de la Coalition xénophobe du 18 juin, il s'agit pour ces gens-là de surfer sur le ressentiment anti-musulman et hostile à l'immigration. Et on a l'impression que ce sont plutôt des catholiques intégristes, vu leur allusion à l'Eglise catholique «en grande partie islamophile».

Avec cynisme, ils affirment d'ailleurs s'inspirer de l'islamisme radical pour mieux le combattre :

«Nous nous inspirons d'Al Qaïda en souhaitant décentraliser le plus possible les plateformes d'actions SITA pour arriver à une nébuleuse de plateformes indépendantes que les pouvoirs gouvernementaux ne pourront jamais toutes neutraliser vu leur nombre et leur dissémination, surtout si ces plateformes sont hébergées à l'étranger.»

2. **Bivouac-ID** est un «Blog d'information» qui se la joue intello et brode sur le thème du «conflit des civilisations», des problèmes «psychologiques des musulmans», etc.

Voici quelques extraits de leur prose ou plutôt des auteurs qu'il cite.

«Il n'est pas possible d'intégrer des masses de musulmans dans nos sociétés occidentales» selon le psychologue danois Nicolai Sennels qui a mené des thérapies sur 150 criminels musulmans emprisonnés au Danemark et écrit un livre sur le sujet. Ce monsieur «étudie la relation de la culture musulmane à la colère, à la gestion des émotions et à l'islam». «L'islam est la religion parfaite pour fournir des justifications à ceux qui se sentent attaqués et pour maintenir le fantasme de l'éternelle "victime"», écrit Sennels. Mais aussi : «tous les groupes musulmans sont plus criminels que tout autre groupe ethnique».

Et pour finir on a droit à l'Apocalypse selon saint Sennels : «Nous ne devons pas permettre la destruction de nos villes par des sociétés parallèles sans loi et leurs bandes criminelles de pillards musulmans qui surchargent nos systèmes d'aide sociale, et la peur croissante et justifiée des non-musulmans devant la violence.»

Mais il n'y a pas que ce psychothérapeute danois pour nous assener des poncifs xénophobes.

«Sennels insiste sur le fait que l'Occident doit tracer des frontières parce qu'autrement ils vous tueront», déclare une certaine Nancy Kobrin, qui a écrit un ouvrage sur les auteurs d'attentats suicides.

Comme on le voit, ce blog part de considérations très générales, à l'allure théorique, pour finalement jouer sur les peurs les plus primaires : «ils vont tous nous tuer».

Après cela, on s'étonnera que certains mous du bulbe se mettent à faire des rondes dans les rues et à blesser ou tuer des immigrés...

3. Bloc Identitaire

Sur leur blog, les Identitaires sont prudents, en tout cas au niveau de leur langage. C'est ainsi qu'ils cherchent d'abord à endormir notre méfiance :

«Le Bloc identitaire est un mouvement politique qui réunit tous ceux pour qui la défense des identités charnelles et historiques est la priorité. Favorable à l'idée d'une France des régions dans une Europe des nations, le Bloc identitaire entend aussi mettre l'accent sur l'action sociale avec pour objectif simple : aider les nôtres avant les autres.»

En lisant ces lignes, un lecteur peu averti les prendra sans doute pour des gaullistes ou des souverainistes, un peu «hard».

À la question «Etes vous racistes ?» ils répondent bien évidemment :

«Non, les Identitaires ne méprisent ni ne détestent aucun peuple ni aucune culture. Notre slogan "100% identité, 0% racisme" résume notre position. Chaque peuple doit pouvoir s'épanouir sur sa terre.»

Mais le lecteur qui serait rassuré par cette proclamation antiraciste a pourtant intérêt à poursuivre sa lecture :

«En revanche, nous considérons comme racistes tous ceux qui cherchent à gommer les différences – et donc la diversité ethnique et culturelle qui font la richesse de notre planète – au profit d'un monde uniformisé, sans repères et sans racines. Selon nous, les sociétés multiculturelles et multiraciales se transforment souvent en sociétés multiracistes. En défendant les identités, nous luttons finalement pour une société plus harmonieuse.»

Ici, le Bloc identitaire se dévoile un peu plus. En fait ils ne sont pas racistes, mais... ils voudraient que chaque «race» reste dans son pays d'origine !!! La conclusion politique ne se fait pas attendre :

«Il faut maintenant être clair : une bonne partie des populations d'origine immigrée ne pourront jamais s'intégrer en France. Il faut dire à celles-ci qu'elles devront faire un choix, et que la meilleure des choses qu'elles peuvent faire, c'est d'aller travailler pour le bien de ce qu'on appelle improprement leur "pays d'origine", et qui n'est rien d'autre que leur patrie.»

En clair, les étrangers, les immigrés et leurs descendants, DEHORS !!! Voilà au moins qui les situe sans ambiguïté dans le camp des xénophobes.

Et si le lecteur a encore des doutes sur leurs sympathies fascisantes, il suffit de consulter un des blogs amis qu'ils recommandent, celui d'un mystérieux «Comité d'entraide aux prisonniers européens» qui édite des cartes avec la tronche des salopards suivants :

- les membres de l'OAS (Jean-Marie Bastien-Thiry, Antoine Argoud, Roger Degueldre, Pierre Château-Jobert et Raoul Salan) ;
- Corneliu Zelea Codreanu, dirigeant de la Garde de fer roumaine nationaliste et antisémite ;
- Ramiro Ledesma Ramos, intellectuel phalangiste espagnol ;
- Louis-Ferdinand Céline, écrivain antisémite ;
- Charles Maurras, fondateur de l'Action française et antisémite ;
- José-Antonio Primo de Rivera, dictateur espagnol ;

- Carlo Terracciano, intellectuel d'extrême droite italien ;
- Pierre Drieu La Rochelle, écrivain antisémite, profasciste et collaborateur ;
- Slobodan Milosevic, dirigeant stalinien puis nationaliste serbe, mort avant d'être condamné par le Tribunal pénal international pour complicité de génocide ;
- Robert Brasillach, intellectuel collaborateur et antisémite ;
- le dictateur hongrois Miklos Horthy ;
- l'avocat pétainiste Jean-Louis Tixier-Vignancour qui participa à tous les combats de l'extrême droite gauloise après-guerre,
- le maréchal Philippe Pétain, que l'on ne présente plus ;
- et Saint Loup, écrivain membre du PPF de Doriot et de la Waffen SS française.

Comme on le voit, Les Identitaires n'ont rien à voir avec la racaille antisémite, pronazie et profasciste occidentale !

4. Le **Cercle Aristote** est une «association pour la diffusion de la culture politique et civique», dont Radio Courtoisie, proche à la fois des intégristes chrétiens et du Front national, fait régulièrement la promotion. Pour le moment ils organisent des conférences très discrètes...

5. Le **Comité de Lépante** est un «observatoire de l'islamisation des sociétés européennes» qui s'oppose à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Sur leur site on trouve en exergue une citation de Claude Imbert, de l'hebdomadaire *Le Point* : «L'islam, dans son messianisme – dans sa volonté spécifique de diriger non seulement les âmes, mais les mœurs et les lois –, n'est pas, ne peut pas, ne veut pas être une religion comme les autres.»

On retrouve là un des thèmes communs au Front national, aux villiéristes, à Ri-poste laïque et à l'extrême droite gauloise.

6. **François De Souche** est un site bien fait et fourni, donc d'autant plus dangereux, qui mélange des textes, des vidéos, des dépêches d'agence, souvent sans commentaire, ou alors des commentaires très brefs du genre l'«immigration massive (notamment marocaine) va de pair avec une explosion de la délinquance» en Espagne.

Il s'agit bien évidemment d'un site xénophobe mais qui est très prudent comme en témoigne cette «mise au point» dont nous publions des extraits révélateurs de son double langage.

«Nous ne sommes pas les héritiers de Maurras mais la génération "petits Blancs de banlieue". Nous ne sommes pas des idéalistes, des utopistes, des révolutionnaires, des géostratèges, des intellectuels... et encore moins des idéologues.

«En ce qui me concerne, j'ai constaté dans ma vie quotidienne que l'immigration massive avait de nombreuses conséquences négatives. Que tout le monde le savait, s'adaptait mais que personne n'en parlait. Puis, en lisant, en me renseignant, en recherchant, je me suis aperçu que ces conséquences ne se limitaient pas au domaine sécuritaire ou à celui des rapports de voisinage. Mais qu'elles influèrent aussi sur le système social, les salaires, la qualité de vie, la nourriture, le logement,

la santé, l'éducation, l'ambiance générale, les mœurs, les libertés, la religion... bref sur la nature même de notre civilisation...

«Mais surtout de la menace qu'un tel tsunami migratoire, sans équivalent dans l'histoire par son ampleur et sa rapidité, fait peser, de manière irréversible, sur ce qui fait notre substance de Français et d'Européens de souche, et ce sans que personne ne semble en mesurer les réelles conséquences. Puis, j'ai observé quelles étaient les conséquences tangibles d'une expérience multiculturelle et multiraciste sur le long terme, aux Antilles mais aussi au Brésil, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, etc. Partout où des expériences du "vivre ensemble" ont été tentées, elles n'ont produit qu'inégalités, violence, racismes multiples, pauvreté et tensions tout en anéantissant ce qui fait la saveur des peuples, leurs particularismes héréditaires et leur mémoire.

«Or, dans un contexte de progrès formidables mais surtout de crise économique, de médiocrité uniformisatrice et d'acculturation télévisuelle, scolaire, de repentance, comment peut-on sérieusement espérer que cela se conclura mieux en France ? Faire ce constat, que nous étayons chaque jour sur notre blog, n'est ni le résultat d'une idéologie, ni du nationalisme, ni du racisme, et encore moins l'expression d'une quelconque haine vis-à-vis de qui que ce soit mais ce qui me semble, très sincèrement, être du bon sens quand on réunit toutes les pièces du puzzle.»

L'un des effets pervers des lois limitant l'expression du racisme et de l'antisémitisme est qu'elles permettent à des racistes, des antisémites et des xénophobes de se livrer à une propagande haineuse, sous couvert d'objectivité, de bon sens, de mise en valeur de faits divers épars, quand ce n'est pas au nom de la «saveur» et de la «substance» de chaque peuple.

7. *L'Initiative Gaulliste de Brive* est, selon Wikipedia, «un mouvement fondé en juin 1997 et présidé par Étienne Patier, petit-fils d'Edmond Michelet (ancien ministre du général de Gaulle). C'est un des principaux mouvements gaullistes indépendants de France (non affilié à l'UMP). Son siège se trouve à Brive en Corrèze. (...). À l'élection présidentielle de 2002, Initiative gaulliste a apporté son soutien à Jean-Pierre Chevènement et à Nicolas Dupont-Aignan pour celles de 2007. En 2007, Initiative gaulliste est aussi devenue l'une des composantes majeures de l'Union du Peuple français (Confédération gaulliste et républicaine)»

Il est intéressant de noter que ces gaullistes très particuliers ont soutenu une fois Chevènement, un souverainiste de gauche, et qu'ils se rallient à une initiative xénophobe comme celle du 18 juin 2010.

8. *Jeunes Pour la France* est l'organisation de jeunesse du MPF de Philippe de Villiers.

Son programme doit être lu entre les lignes, bien sûr. En effet, il affirme que «Le Mouvement Pour la France ne veut pas qu'on oppose les hommes, les religions et les cultures. Il s'élève contre le multiculturalisme, qui conduit à une France fragmentée, divisée en regroupements ethniques, et qui sape les fondements de l'ordre social en provoquant le drame de la transhumance et du déracinement. Le Mouve-

ment Pour la France est attaché au patriotisme comme principale expression du sentiment d'appartenance à la France. Il veille à l'unité de la République. Il combat les idéologies qui gangrènent la vie politique, en particulier le communautarisme et le mondialisme.» Bref ce sont des xénophobes masqués. Le MPF s'est à la dernière minute désolidarisé de l'initiative, sans doute par peur du retentissement médiatique, mais cela ne change rien, bien sûr, à ses positions.

9. **La Ligue internationale du Droit des Femmes** est un groupe qui se prétend féministe et qui (au nom de la critique de l'islam, du rôle politique du hijab et de la burqa), se permet toutes sortes d'alliances douteuses et crapuleuses comme l'apéro-saucisson du 18 juin. Finalement, il n'y a pas que les mâles qui sont dans un trip de toute-puissance et croient avoir toujours raison (on lira dans ce numéro l'article des Luftmenschen sur les positions de Dame Zelensky, présidente de la LIDF).

10. **Novopress** est une «agence de presse indépendante», marquée à l'extrême droite, dont le responsable (Bruno Labévière) est un dirigeant du Bloc Identitaire.

11. **L'Observatoire de l'Islamisation**, dirigé par Joachim Véliocas, est obsédé par l'islam, à l'instar des 21 autres salopards.

L'Observatoire de l'Islamisation est présidé par le «chercheur indépendant» Joachim Véliocas qui se demande «Comment séduire une population quand celle-ci nous voit fêter la Gay Pride, nous entend dénigrer nos racines chrétiennes et nous excuser de tout, voit s'ériger le droit à l'avortement comme LA grande victoire du "combat féministe", etc. L'ethnomasochisme et la révolte contre Dieu sont les deux grands poisons contemporains.»

On voit bien où ce monsieur puise son inspiration d'autant qu'il se dévoile dans cette interview à Novopress en faisant la louange des Identitaires : «Je tiens à féliciter le Bloc identitaire pour son coup d'éclat à Bordeaux sur le site de la future mosquée. Des amis qui ne sont pas du tout politisés et habitant à 800 kilomètres de Bordeaux m'ont fait tourner un courriel relatant l'affaire. Si eux ont pu être au courant, potentiellement, tous les Français peuvent être touchés par des opérations de sensibilisation menées avec très peu de moyens, mais avec une poignée de militants courageux et imaginatifs.» Effectivement c'est un des dangers de la stratégie du Bloc Identitaire.

12. **Le Parti de l'In-nocence** est le cache-sexe de Renaud Camus, écrivain qui confond la «quête de la vérité» (*sic*), et le déballage de sa vie intime (14 volumes au moins de son journal), jusque dans les détails les plus insignifiants, car ce monsieur très imbu de lui-même pense que le moindre détail de sa vie intime doit nous passionner. Il s'est rendu célèbre dans les médias en affirmant que l'émission «Panorama» de France Culture était monopolisée par des collaborateurs juifs et ne parlait que de problèmes intéressant les Juifs. Cette «quête de la vérité» est en fait une nouvelle version de la défense de la pureté des nations et des peuples (d'où son hostilité affichée au métissage), de la défense et de la fermeture des frontières,

et accessoirement du vieil antisémitisme franchouillard. Son langage châtié n'est que l'habillage «élégant» de la xénophobie la plus crasse.

Le Parti de l'In-nocence a un titre intrigant mais un programme qui ne l'est pas du tout, même s'il est camouflé dans un langage fleuri. Il est d'ailleurs amusant de noter que ces pourfendeurs du politiquement correct, utilisent eux-mêmes un langage extrêmement codé. «Le Parti de l'In-nocence est constitué autour des valeurs de civisme, de civilité, de civilisation, d'urbanité, de respect de la parole et d "in-nocence".»

Mais dans la rubrique immigration, ces canailles se lâchent et tombent le masque xénophobe :

«Le parti de l'In-nocence remarque d'autre part que le considérable afflux d'immigrés en France, au cours des trente dernières années, n'a pas coïncidé avec un accroissement de la douceur de vivre, de la civilité dans les échanges sociaux et de l'harmonie dans la vie quotidienne ; mais qu'au contraire la coexistence sur un même territoire de populations aux usages et aux valeurs très différents, travaillées les unes et les autres par de sérieuses rancunes historiques et sociales, paraît bien concourir pour une part importante au développement de la nocence civile, à la montée sans cesse accrue et plus préoccupante de l'insécurité, de la criminalité et de la violence, au délabrement accéléré de l'espace commun ; et se manifester par des tensions inédites, qui sont souvent plus proches, malgré les assurances des experts et les pudeurs des commentateurs, du conflit ethnique et des balbutiements d'une guerre civile que de l'accumulation de faits divers.»

Criminalité, insécurité, violence, guerre civile les mots chocs sont lancés. Mais nos «in-nocents» ne s'arrêtent pas là :

«Le parti de l'in-nocence observe que partout dans le monde le caractère multiethnique, multiculturel ou multiconfessionnel des sociétés est un facteur de violence accrue, et que, dans la plupart des cas, il finit par se traduire par des affrontements meurtriers ; qu'au demeurant la presque totalité des conflits armés dans le monde aujourd'hui oppose les sociétés islamiques aux sociétés juives, judéo-chrétiennes ou animistes.»

Et pour le bouquet final un catalogue de mesures xénophobes : «En conséquence le Parti de l'In-nocence demande qu'il soit mis un terme effectif et rigoureux à l'immigration illégale, et que l'immigration légale, quant à elle, soit étroitement limitée aux strictes exigences du droit d'asile. (...) Il entend que soit réduite de façon radicale la pratique des naturalisations, et d'abord qu'il soit mis fin définitivement aux vagues de naturalisations massives d'immigrés clandestins.» «Exception faite pour les ressortissants de l'Union européenne, l'accès des non-citoyens au territoire national doit être dans tous les cas limité dans le temps. Il sera mis fin, de façon légale, à la pratique du regroupement familial.» «D'autre part, le seul fait d'être né sur le territoire national, quand ce n'est pas de parents qui eux-mêmes sont déjà citoyens français, n'entraînera plus de droit à la citoyenneté française.»

Ce parti fantôme a bien d'autres centres d'intérêt : la culture et la communication, la démographie, l'écologie, l'éducation, l'Europe, la fiscalité, les institutions et la politique internationale. Mais il faut croire que seul compte leur programme xéno-

phobe car ils écrivent candidement que leur Parti n'aura plus de raisons d'exister si le gouvernement reprend à son compte son programme d'expulsion des étrangers. Ben voyons, la ficelle est grosse !

13. **Le Poste de Veille**, est un «blog québécois sur l'islamisme, le multiculturalisme, la liberté d'expression et la langue de bois». On ne voit pas très bien ce qu'il vient faire à la Goutte d'Or. Mais la xénophobie n'a pas de frontières...

14. Le **Projet Apache** des jeunes Identitaires franciliens et parisiens est l'organisation des jeunes du Bloc Identitaire (voir ci-dessus).

Leur prose habile est un mélange de thèmes rétros («les Apaches»), de rhétorique antibourgeoise voire anticapitaliste, antiflics (eh oui), vaguement écolo et hostile à la société de consommation (ils sont même contre la télé), et de xénophobie.

«C'est sous le double patronage du dernier grand chef d'un peuple d'hommes libres et de la figure du mauvais garçon en lutte contre la société bourgeoise nourrie de misère et d'injustice que nous plaçons notre action qui est avant tout un cri de révolte. Révolte contre la grisaille de l'avenir que l'on nous construit, révolte contre l'uniformisation et l'indifférenciation d'un cosmopolitisme sans âme, révolte contre une société matérialiste pour qui la nature n'est synonyme que de terrain d'exploitation, projet immobilier ou espace de loisirs, n'offrant aux familles parisiennes que l'intoxication alimentaire et environnementale et les mirages consuméristes, révolte contre la violence qui menace nos frères et nos sœurs au coin des rues et au bas des immeubles, révolte contre l'Etat complice des barbares qui sont la fausse justification de son omniprésence flicarde dans nos vies, révolte contre la tyrannie financière qui nous voudrait moutons acculturés, asexués et déneuvés. Nous, enfants de Paris et d'Ile-de-France, fiers de notre histoire, de notre identité et de nos racines, refusons d'être les derniers mohicans d'une réserve assiégée de toutes parts, soumise au joug de la grande surface, de la perversité, du croissant et de la bannière étoilée. Parce que nous agissons par amour (des nôtres, de nos aïeux, de la création, de la polyphonie du monde...), nous combattons avec force et détermination tout ce et tous ceux qui portent atteinte à notre droit imprescriptible de vivre sur notre sol, selon nos valeurs et nos lois. Tu refuses toi aussi d'être un pion à jamais coincé entre esclavage salarié, abrutissement télévisuel et échappatoire virtuel : rejoins le Projet Apache !»

15. **Résilience TV**, site de l'Observatoire international des libertés, est un média d'information ultraconservateur et favorable aux courants réactionnaires internationaux. Comme ils le disent eux-mêmes ils défendent inconditionnellement le capitalisme, le libéralisme, l'Etat américain et Israël, quelle que soit la politique de leurs dirigeants...«L'Observatoire International des Libertés a pour but de veiller tant en France qu'à l'étranger au bon exercice des libertés fondamentales. L'image, complexe, des entreprises, des entrepreneurs, mais aussi de toutes celles et de tous ceux qui pensent que le libéralisme, le Droit, les USA, Israël, ne représentent pas l'horreur absolue, cette image se trouve de plus en plus ternie en France.»

16. **Résistance Républicaine** est un pseudopode récemment créé par Riposte laïque pour ratisser sans doute encore plus à droite qu'auparavant

17. **Riposte Laïque** est un regroupement de militants de gauche et de droite dont le cheval de bataille est une imaginaire «islamisation de la France» et le nombre trop important d'immigrés dans ce pays et en Europe (comme en témoigne leur soutien au raciste xénophobe Geert Wilders).

18. **Solidarité Des Français** est une organisation proche du Front national qui distribue des soupes populaires aux SDF avec le slogan transparent et xénophobe «Les nôtres avant les autres !»

Sur son site on trouve une interview de Sylvie François (co-organisatrice de l'apéro saucisson-pinard) qui nous balance sa haine des étrangers en ces termes : «Je suis extrêmement mal à l'aise face à la progression rapide, très rapide, de l'islam en France. A La Goutte d'Or, en tant que femme, j'ai l'impression que l'on me regarde comme si j'étais une traînée ! Et cela uniquement parce que je suis "de type européen", blonde, pas voilée et que j'essaye de m'habiller avec un minimum d'élégance ! Donc maintenant : stop !»

19. *Les Titis Parisiens* : je n'ai pas trouvé de qui il s'agit, mais il y a fort à parier qu'on a affaire ici à un pseudopode des Jeunes identitaires.

20. **L'Union Gaulliste** est un groupuscule gaulliste qui est entré dans l'Union du peuple français, voir l'Initiative gaulliste de Brive, ci-dessus.

21. **L'Union du Peuple Français** est un rassemblement de groupuscules gaullistes, voir ci-dessus l'Initiative gaulliste de Brive.

22. **Vérité Valeurs & Démocratie**

Les quelques lignes qui suivent montrent comment les xénophobes savent habiller leur haine sous de belles paroles :

«Comme beaucoup ces dernières années nous regardions, désemparés, nos sociétés se fissurer dans le choc des civilisations Islam/Occident. Tissu social déchiré, tensions religieuses croissantes, contestation et attaques contre notre culture et notre mode de vie, presque à chaque fois derrière tout cela on trouve une idéologie anti-démocratique porteuse d'un message de conquête : l'idéologie islamique. (...) Au cœur de l'Islam il y a des valeurs de discrimination, de haine et de négation des droits de l'Homme qui le rendent totalement incompatible avec notre civilisation. (...) Nous n'utilisons que la vérité et les lois pour défendre nos institutions et notre civilisation, ni racisme, ni xénophobie, ni discrimination d'aucune sorte dans notre discours, nous affirmons haut et fort que les hommes et femmes de culture musulmane sont les premières victimes de l'Islam et que notre combat vise aussi à les protéger et les aider à se libérer de l'emprise de cette idéologie totalitaire et sectaire. Nous accueillons fraternellement tous ceux et celles qui désirent se défaire de

l'oppression islamique en choisissant le camp de la Démocratie, de la Liberté et des droits de l'Homme.»

On remarquera que ces «démocrates» glissent insensiblement de la critique de l'islam politique, à celle de l'islam tout court, pour finalement appeler les musulmans à se débarrasser de leur religion. Comme par hasard, toutes les autres religions sont épargnées malgré leur sinistre bilan politique, culturel et humain.

Y.C., 13/06/2010

Post-scriptum du 19 juin et 15 novembre 2010

Alléchés par la rumeur médiatique un quarteron de xénophobes s'est agglutiné aux 22 salopards initiaux. Voici donc les 7 groupes plus ou moins fantomatiques qui ont rejoint la Coalition xénophobe du 18 juin. Ce ralliement de dernière minute a au moins un mérite, celui de démasquer certaines «féministes» ou certains athées....

23. Le **Cercle d'étude de réformes féministes** (Cerf), est une association militante pour «la défense des intérêts des femmes, l'étude et la promotion de réformes féministe» et qui «a pour objet : l'étude de la philosophie du droit des femmes ; l'étude et la promotion de réformes féministes ; la défense des intérêts des femmes ; la lutte contre les idées et actes relevant du sexisme, de l'homophobie, du racisme ou de l'antisémitisme».

Tout cela est fort intéressant mais que nous dit le CERF de la prétendue «islamisation de la France» ?

Rien du tout, du moins sur son site qui se contente d'une proclamation très générale : «Face à tous les intégrismes ou coutumes obscurantistes, nous affirmons la prééminence des droits humains fondamentaux. Contre l'enfermement au nom de l'identité nationale, de "peuples minoritaires" ou de l'identité religieuse, contre l'aliénation au groupe, nous affirmons la liberté de la personne humaine, féminine comme masculine, et le principe universel d'égalité en droit. Par rapport au voile nous estimons qu'il n'y a pas à parler de "liberté de choisir de se soumettre" mais de Devoir d'être Libre, et de ne pas porter l'étendard actuel de l'islamisme totalitaire...»

Il est comique que ces féministes prétendent s'opposer à «l'enfermement au nom de l'identité nationale» tout en rejoignant certains des pires représentants du chauvinisme gaulois...

24 **Debout la République-Paris**, fédération de Paris (présidée par Dominique Mahé) de Debout la République présidé par Nicolas Dupont-Aignan et Debout les Jeunes-Paris, fédération de Paris du mouvement de jeunes de DLR

Voilà le type de propagande xénophobe que l'on trouve sur le site du sinistre Dupont-Aignan : «Aide médicale d'Etat (AME) pour les clandestins, Couverture Maladie Universelle (CMU), Aide pour le logement (APL), Revenu Minimum d'Insertion (RMI), pour les réguliers, sont autant d'attraits pour ces personnes ayant fui la misère de leur pays d'origine, même si bien sûr la plupart d'entre eux veulent travailler.»

Il ne fournit aucun chiffre, ne connaît rien à la réalité des conditions de vie des travailleurs immigrés étrangers, qu'ils soient en situation «régulière» ou «irrégulière» mais les traite implicitement de parasites et de feignants.

Cette canaille ne s'arrête pas là puisque, tout comme le Front national il assimile violence à immigration («les ghettos urbains et scolaires avec leur lot de violences») et au chômage («favoriser l'assimilation d'individus à nos valeurs et à notre société, sans permettre qu'un afflux désordonné ne favorise la pression à la baisse sur les revenus du travail en France»).

Comme les Roms n'ont aucune représentation politique, Dupont Aignan se lâche en ces termes : «ces populations tsiganes, qui pratiquent volontiers la mendicité des enfants et des femmes, vivent dans une misère noire, sont un facteur d'insécurité évident (trafics en tout genre)».

À gerber !

P.S. : A la dernière minute (le 16 juin alors que l'initiative était connue depuis le 7 juin et la signature de son mouvement depuis le début juin) Dupont-Aignan s'est désolidarisé de l'initiative, tout comme son ami De Villiers. Un sympathisant de Debout la République m'a exprimé son indignation à plusieurs reprises, par mail, à propos du fait que j'ai dénoncé la participation de son mouvement à l'opération des «22 salopards de l'apéro saucisson pinard». Il m'a même menacé de poursuites judiciaires pour diffamation contre son Guide Bien-Aimé (Nicolas Dupont-Aignan, NDA pour les intimes). J'ai donc essayé de comprendre les relations politiques entre Riposte laïque et Debout la République.

Debout la République a-t-elle oui ou non signé et soutenu l'appel à l'apéro saucisson pinard du 18 juin à la Goutte d'Or ? Si l'on en croit les sites de Riposte laïque du 14 juin oui. De Novopress (agence du Bloc Identitaire) du 17 juin, non (mais il faut se méfier car on peut corriger après coup une falsification sur Internet). Riposte laïque s'est-elle trop avancée en annonçant le soutien de Debout la République Paris et de à son initiative ? Je l'ignore. Ce que je constate c'est qu'une partie des amis très proches de Riposte laïque viennent de Debout la République, notamment le clone de Riposte laïque qui s'appelle Riposte républicaine et est dirigé par Christine Tasin.

Je constate également que M. Dupont-Aignan a donné, en toute connaissance de cause, une interview au site raciste Riposte laïque en 2009 et qu'à aucun moment dans son interview il ne se démarque de la campagne xénophobe que mènent ces souverainistes de gauche depuis 2007.

Il n'est donc pas invraisemblable de penser que Riposte laïque n'a pas bidonné la signature de Debout la République Paris au bas de leur appel à l'apéro saucisson pinard du 18 juin. Il est vraisemblable que Dupont Aignan, alerté par le buzz médiatique très négatif créé autour de gens qu'il connaissait bien (il a accordé une interview à Riposte laïque en 2009 ; Michèle Viannès, membre de Riposte laïque, a été CANDIDATE sur les listes de son mouvement ; Christine Tasin, membre de Riposte laïque, a été à la fois sa candidate et membre de Debout la République jusqu'en MAI 2010, donc un mois à peine avant l'apéro saucisson pinard) a demandé

à ses petits camarades de retirer leur signature, tout comme De Villiers l'a fait avec les jeunes villiéristes.

Simplement, c'était plus difficile pour De Villiers puisque le dirigeant de son groupe jeunes a participé à l'émission à Radio Courtoisie qui a annoncé, le 14 juin, la manifestation du 18 juin 2010 et le lieu de ce rassemblement xénophobe, que pour Debout la République qui, apparemment, n'a pas laissé de traces visibles de sa coopération avec Riposte laïque et le Bloc identitaire entre le 4 juin, date de l'annonce de l'apéro saucisson-pinard et le 17 juin, date du démenti de Nicolas Dupont-Aignan. À part l'annonce de sa participation par Riposte laïque...

Passons maintenant au fond. Qu'y a-t-il de commun dans les arguments déployés par les souverainistes de droite et gauche ? À notre avis leurs positions sont parfaitement interchangeable, du moins pour l'essentiel, et ne peuvent qu'encourager la xénophobie. De plus, rappelons que Nicolas Dupont Aignan a été membre de l'UMP jusqu'en janvier 2007, parti qui a toujours pratiqué sans cesse l'amalgame entre immigration, délinquance et insécurité. Que je sache, M. Dupont-Aignan n'a jamais dénoncé la xénophobie du parti auquel il appartenait. M. Dupont-Aignan se réclame du général de Gaulle mais n'a jamais dénoncé les propos racistes de son idole, propos que l'on retrouve reproduits en première page du site d'un groupuscule gaulliste....

25 La Droite libre, «mouvement libéral-conservateur associé à l'UMP» réagit en ces termes à l'interdiction : «Les bien-pensants actuels qui qualifient "d'extrême droite" ceux de toutes tendances qui veulent vivre librement dans leur pays ne pourraient-ils pas se trouver des "ancêtres" dans les propagandistes de la France occupée qui qualifiaient de "terroristes communistes" les résistants de droite comme de gauche ?»

Plus la ficelle est grosse, plus elle marche. On remarquera que Riposte laïque utilise le même argument, montrant qu'à l'extrême droite comme à l'extrême gauche, on ne sait pas faire autre chose que traiter l'autre de pétainiste, de collabo ou de fasciste.

Et de continuer : «Pour ne pas revoir, d'une manière différente mais tout aussi dramatique notre pays tomber sous la dépendance d'une culture, d'une politique religieuse, bref, d'une vie qui n'est pas la nôtre.»

On nage en plein fantasme : il y a en France 50% de gens qui se disent catholiques, soit plus de 32 millions, face à un maximum de 3,5 millions de «musulmans» (selon les calculs mêmes de la sociologue Michèle Tribalat qu'apprécie tant Riposte laïque) dont 20% sont pratiquants. Donc 700 000 musulmans pratiquants (estimation haute) vont imposer leur culture à 32 millions de Français catholiques ? ? ? ? N'importe quoi !!

26 Free World Academy, «think tank» de «diffusion d'études, d'essais et de concepts destinés aux décideurs et aux intellectuels du monde libre»

Ceux qui ont la patience liront l'article de Gérard Pince «Bilan économique de l'immigration en France en 2004» sur Internet [http://www. freeworldacade-](http://www.freeworldacade-)

my.com/glo.... Pince est membre du mouvement pour une «révolution bleue» (les Schtroumpfs doivent être furieux d'une telle récupération xénophobe...) partisan d'un dialogue de la droite avec (devinez qui ?...) le Front national. Ces gens-là n'ont même pas l'habileté de dissimuler leurs intentions !

27. Institut Européen de Socialisation et d'Education (I.E.S.E), association d'éducation populaire ayant pour but de «promouvoir les attitudes, les comportements, les compétences et les pratiques pro-sociales».

En fait il s'agit d'individus qui reproduisent sans le moindre commentaire un long article d'un antisémite nostalgique de l'OAS qui n'hésite pas à écrire : «Les intellectuels juifs (BHL se nomme lui-même ainsi) et les hommes politiques, qui protégeaient auparavant les immigrés contre le "nationalisme" français, font désormais tout pour que les Français retournent leur colère contre eux.»

Ce salopard anonyme appelle en fait de ses vœux à une «Grande Ratonnade» tout en prétendant seulement l'annoncer... Source : <http://semanticien.blogspot.com/a...>

28. Rassemblement pour l'indépendance de la France (RIF), présidé par Paul-Marie Coûteaux, ancien député au Parlement européen.

Coûteaux est un habitué des plateaux de télévision et un copain de Dupont-Aignan, député UMP de l'Essonne. «Le souverainisme c'est la volonté d'être maître chez soi», selon ce grand penseur. Tout un programme !

On ne s'étonnera pas qu'il se soit solidarisé avec son «ami très proche» Eric Zemmour, victime, selon lui, du «flicage de la pensée». C'est une des tactiques bouffonnes des individus omniprésents dans les médias, comme Zemmour, de se plaindre d'être persécutés...

MDR (Mort de rire) !

29. Union des athées, présidé par Johannès Robyn.

On découvre sur le site du négationniste Robert Faurisson qu'il a fait partie de cette association mais en a été exclu en 1987, ce qui nous rendrait l'Union des athées plutôt sympathique, mais on note aussi (du moins c'est ce que prétend Faurisson) qu'une centaine de personnes ont démissionné par solidarité à l'époque avec lui, ce qui nous apprend que les milieux athées abritent d'étranges zigotos.

Vingt-trois ans plus tard, en 2010, le fondateur de l'Union des athées, Albert Beaugnon est mort, mais son successeur n'a semble-t-il pas le même flair politique....

Mais il est plus prudent, du moins sur son site, puisqu'on ne trouve que des allusions légères à la question de l'immigration et de l'islam dans un article qu'il reproduit sur les «perturbations qui en découlent» sans plus de détails et une tribune libre d'un ambassadeur de France «Ecoute, homme blanc» qui nous fait part d'une découverte renversante d'originalité : «"L'Occidental est athée dans le fond", (Alain). L'Oriental, lui, est religieux et refuse la désacralisation de l'univers et la perçoit comme une mutilation.» Bref, M. Fosse nous sert la thèse une énième version

du conflit des civilisations mais on ne constate pas d'outrance raciste ou haineuse vis-à-vis des musulmans, du moins selon le sondage rapide que j'ai pu effectuer sur ce site.

De plus, tous les articles s'attaquent clairement au christianisme et à la Religion, sans obsession particulière pour l'islam. On se demande donc si l'Union des athées ne s'est pas ralliée à la Coalition xénophobe par pur opportunisme....

La dénonciation de la xénophobie de gauche et du racisme anti-Arabs qui se cachent derrière certaines pseudo-critiques de l'islam nous a valu quelques courriels de protestation. En voici trois exemples :

Lettres de lecteurs mécontents

Mail de Cyrano (Riposte laïque)

Date : mercredi 26 décembre 2007 19:50
De : <ripostelaique@orange.fr>
À : <yvescoleman@wanadoo.fr>
Conversation : Notre réponse à votre prose

On a donc bien fait de vous qualifier de pseudo-anarchistes dans notre édito de Riposte Laïque numéro 19.

J'espère que vous aurez pris connaissance de cet édito, qui rend hommage à ces suppôts de l'extrême droite que sont les paisibles habitants de Champ-sur-Marne, ces horribles racistes qui s'émeuvent de voir les disciples des talibans s'imposer dans leur quartier, en toute illégalité.

J'espère que vous aurez pris connaissance de l'hommage appuyé que nous rendons à cet autre suppôt de l'extrême droite qu'est notre ami Jean-François Chalot, militant trotskisant, qui a choisi de soutenir les laïques contre les intégristes islamistes.

Dire, avec un tel compte-rendu, que vous avez l'audace de donner des leçons de déontologie à Mireille Popelin !

Heureusement qu'à Radio Libertaire et à la FA, il reste de vrais anarchistes, qui connaissent les réalités de terrain, et pas des phraseurs utilement idiots comme vous qui font la joie des islamistes.

Je fais donc suivre votre commentaire à Mireille, à Jean-François, à l'animatrice du collectif contre la mosquée salafiste **et à quelques amis anarchistes que nous avons dans nos relations militantes.**

Cyrano

(Les passages soulignés en gras l'ont été par nous. Cyrano est le pseudonyme que l'on trouve au bas des éditoriaux de Riposte Laïque. Il s'agit sans doute de Pierre Cassen. NPNF)

Courriel d'un membre de l'Union des Athées

Suite à la parution de l'article précédent sur Internet, nous avons reçu le mail suivant :

«*Bonjour,*

Dans votre article intitulé 22 salopards etc. vous mentionnez l'Union des Athées et, comme tous ceux qui veulent nous chercher des poux dans la tête, l'affaire Faurisson. Il faut savoir qu'à cette époque, nos statuts ne prévoyaient pas l'exclusion et le montant de la cotisation était libre. L'arrivée de Faurisson a effectivement provoqué le départ d'un certain nombre d'adhérents, mais c'était pour protester contre son arrivée ! Cela nous amenés à modifier nos statuts libertaires pour des normes plus "bourgeoises". Quant à l'Islam, nous avons le droit de critiquer une religion qui dans ses textes fondateurs nous traite plus bas que des chiens. Nous ne sommes pas chrétiens et ne tendons pas la joue droite quand on nous frappe la gauche. Enfin, vous voudrez bien faire la distinction entre race et religion. Musulman n'est pas Arabe, ceux-ci sont même minoritaires au sein de cette foi. Bien à Vous.»

«Peuple élu» (?), «immigration musulmane» et «race (!!!) arabe»

Notre "athée" distingué ne répond pas à ma critique concernant la position de son association sur le conflit (ou la guerre) des civilisations, lecture qui correspond à celle initiée par la Nouvelle Droite, le GRECE, et ensuite le Front national et la plupart des groupes identitaires (racistes honteux). Le racisme biologique étant déconsidéré, la droite et l'extrême droite prônent depuis une quarantaine d'années un "racisme différencialiste", fondé sur l'idée que les "cultures" (dans leur esprit, les cultures constituent des produits "naturels" issus de peuples enracinés dans un terroir précis et qui ne peuvent être exportés sous peine d'extinction et de disparition) ne doivent surtout pas se mélanger, se "contaminer" les unes les autres. Chacun doit rester (ou rentrer) chez soi pour que sa culture s'épanouisse dans de bonnes conditions.

Et si l'Union des athées considère que "L'Occidental est athée" et "L'Oriental est religieux" comme le prétend l'article de M. Fosse qu'ils reproduisent sur leur site, alors, il en découle forcément que les Orientaux – religieux – sont mieux en Orient...et les Occidentaux – athées – mieux en Occident.

Où l'on voit que, derrière des considérations pseudo-culturelles, se cache – bien mal – la xénophobie traditionnelle des courants politiques les plus réactionnaires.

D'ailleurs, dans un article intitulé "DE LA SPÉCIFICITÉ HISTORIQUE D'UNE IMMIGRATION MUSULMANE" Johannès Robyn, président de l'Union des athées, nous explique que l'islam serait une religion plus totalitaire et plus dangereuse que le christianisme, exactement ce que prétend l'extrême droite.... (<http://atunion.free.fr/chroniq/chro101.htm>).

Voici quelques citations caractéristiques de cette prose xénophobe :

– “une nouvelle vague d’immigration de populations de religion islamique nous fait retourner des siècles en arrière”

“L’immigration de populations de religion musulmane aujourd’hui pose un problème bien plus ardu.”

– “Et voici maintenant l’islam qui monte à l’assaut de pays dont la laïcité pantelante est déjà pratiquement effondrée,” (on retrouve ici le thème de la prétendue “islamisation de l’Europe” et de la conquête musulmane qui serait en train d’envahir le vieux continent) :

– les immigrants actuels sont des “musulmans – adeptes d’une religion ouvertement intolérante dans les pays où elle sévit” et “porteurs d’une religion aussi intolérante et victorieuse”

– “Ces expatriés ne sont donc en général pas victimes de leur religion dans leurs pays d’origine” (les chiïtes et les sunnites irakiens apprécieront cette analyse...)

Et pour finir le prétendu athée Robyn fait ni plus ni moins l’éloge du catholicisme (“totalitaire” comme toutes les religions selon lui mais nettement moins dangereux si l’on en croit ses propos...) :

– “A-t-on jamais vu les mêmes problèmes se produire avec cette ampleur et d’une manière aussi persistante – plusieurs siècles ! (et ce n’est pas fini...) – avec les immigrations italiennes ou espagnoles plus récentes, par exemple, dans les pays européens plus industrialisés ? À la deuxième génération déjà, ce n’était souvent plus que le nom qui indiquait la nationalité d’origine du père.”

Ces deux dernières affirmations sous-entendent

1) que tous les ressortissants immigrés des pays dits musulmans seraient génétiquement musulmans (transmettant donc leur religion par le sang à leurs descendants ?), et en plus qu’ils seraient automatiquement des adeptes de l’interprétation la plus fascisante de leur religion. Cela revient à nier l’existence de courants athées et laïques dans les pays dits musulmans ; nier l’évolution des “communautés” musulmanes en Occident dont la pratique religieuse est en pleine évolution en “Occident” et nier l’existence de courants réformateurs au sein de l’islam occidental qui ne pourront qu’avoir, à moyen terme, un effet désagrégateur (1) comparable à ce qui s’est passé avec le christianisme – et salutaire pour tous les athées.

et 2) que les autres immigrés catholiques (italiens, espagnols, portugais) se seraient eux déchristianisés par miracle et qu’ils n’auraient pas amené avec eux les conceptions les plus réactionnaires. Quiconque connaît les conflits entre les prêtres polonais immigrés en France et l’Eglise catholique dans les années 20 et 30, ne peut qu’éclater de rire devant les affirmations fantaisistes de cet athée philocatholique.

L’Union des athées, en l’occurrence son président, ne comprend pas non plus grand-chose au judaïsme puisqu’il nous sert dans ce même article des poncifs sur le “peuple autoproclamé élu par son propre dieu”. Ce thème antisémite traditionnel repose sur un contresens : “peuple élu” pour les juifs ne signifie pas du tout peuple supérieur aux autres (d’autant plus que le judaïsme a pratiqué la conversion et l’admet de plus en plus), mais peuple qui doit faire preuve de la plus grande humili-

té devant Dieu et subir et accepter toutes les persécutions en raison de son élection. On est loin du "peuple sûr de lui et dominateur" selon le général de Gaulle... Robeyn a aussi le cynisme d'affirmer que les juifs sont en partie responsables de l'antisémitisme ("le racisme antisémite, qui trouve indubitablement son origine dans l'exclusivisme de la religion judaïque") rejoignant ainsi les explications des antisémites passés, actuels et futurs.

Quant à la remarque sur la "race" arabe de notre correspondant, l'Union des athées ferait bien de mettre ses conceptions en harmonie avec l'évolution des sciences et notamment de la génétique. Il y a déjà plus de 50 ans que la théorie des races n'est plus reconnue par la communauté scientifique....

1. Cet effet désagrégateur est surtout fonction des conditions économiques et sociales de la société "d'accueil" qui ne peuvent que casser, par exemple, la domination traditionnelle des femmes (mère, fille, sœur) par les hommes (père, oncle, fils), pousser les enfants à s'autonomiser de leur famille, etc. Il peut aussi être accéléré par une critique intelligente de l'islam, critique qui doit se garder de toute dimension xénophobe pour être efficace, et qui doit surtout ne pas privilégier la critique d'une religion par rapport aux autres. **Y.C.**

Un petit mot d'un crétin, ou d'un salopard, comme tu veux!

Bonjour,

J'ai pris connaissance de tes textes qui veulent assimiler tous les critiques de la barbarie islamiste, c'est à dire, selon tes termes, les "crétins" et les "salopards", à de méchants extrémistes de droite ! Il est sans doute plus important pour toi de dénoncer ceux qui dénoncent l'idéologie islamiste, que d'analyser le développement de l'obscurantisme religieux qui est selon moi une réalité.

La plupart de tes textes visent à soutenir le contraire, et tu vas même jusqu' à dénoncer les "attaques" contre les Indigènes de la République, dont j'ai apprécié le vocabulaire "Sous-Chiens", eux qui assimilent le Hamas aux résistants antinazis, etc... ainsi que tes virulentes diatribes contre Bezancourt et Zanaz.

Je constate que de nombreux anarchistes soutiennent même les islamistes comme pratiquant la religion des "exploités" !!!

Je sais bien qu'en écrivant cela, je me condamne à tes yeux comme ayant rejoint les méchants extrémistes de droite ! Je le regrette car j'avais cru, à tort, partager avec toi le souci de témoigner de la réalité de l'islamisation et de ses conséquences.

Mais, tant pis, je prends le risque. Ceux et celles qui sont menacés, agressés, brûlés vives, envoilés sont toujours ceux et celles qui s'affrontent aux islamistes, ceux qui les soutiennent ne risquent jamais grand-chose !

Cordialement,

Daniel

Réponse à Daniel

Je n'ai aucune raison de te traiter de crétin ou de salopard puisque je ne te connais pas et qu'en plus tu es... abonné à la revue depuis plusieurs années, ce qui ne fait pas de toi, a priori, le crétin ou le salopard moyen !

Dénoncer l'idéologie islamiste, je le fais depuis le n°3 de *Ni patrie ni frontières* en donnant régulièrement la parole aux militants des PCOI d'Irak et d'Iran, et en critiquant le Hamas et le Hezbollah depuis 9 ans.

Je n'ai jamais écrit les mots que tu m'imputes, en te livrant de plus à une falsification puisque les Indigènes de la République parlent de "souchiens" à partir du terme "Français de souche" (et non de «sous-chiens» comme tu l'écris, même si le jeu de mots est évident). J'ai simplement trouvé que pour une fois ils avaient de l'humour, même si c'est un humour douteux.

Je ne suis pas anarchiste et ne l'ai jamais été, donc je n'ai à répondre ni de leurs actes ni de leurs écrits.

Ce qui m'inquiète le plus dans le climat actuel des «discussions», c'est l'incapacité d'avancer des arguments politiques, de faire des citations exactes, de réfuter une analyse avec autre chose que des insultes.

Si mon texte contre les "22 salopards" porte un titre provocant, tu remarqueras qu'il comporte des citations, des références et pas seulement des invectives....

Si tu t'intéresses à la gauche réactionnaire de la fin du XIX^e siècle et à leurs écrits, tu verras qu'il n'est nul besoin d'être d'extrême droite ou fasciste pour tenir des discours xénophobes. Toute la propagande antisémite des années 1880-1890, donc avant l'Affaire Dreyfus, joue sur les peurs des conséquences de la crise économique, de l'étranger, et particulièrement du Juif ou du juif.

Dans la dénonciation des musulmans aujourd'hui (musulmans étant un mot codé pour Arabe, Turc, Iranien, Maghrébin) on retrouve tous les poncifs qui ont servi contre les Juifs: parasite, lâche, hypocrite, menteur, envahisseur, manipulateur, etc. Lis la propagande des différentes composantes de l'Apéro saucisson-pinard, vois la vidéo faite pour annoncer les Assises contre l'islamisation, lis les textes de l'English Defence League, ou tout simplement lis Riposte laïque, et tu verras que tous les fantasmes du 19^e siècle contre les Juifs sont à l'œuvre maintenant contre les "musulmans", encore une fois terme codé pour désigner non pas les partisans d'une religion (en ignorant la diversité de ses courants, de ses pratiques, ses contradictions) mais les personnes originaires de pays dits "musulmans", leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants qui vivent en France.

Récemment il y avait un article bourré de chiffres sur Riposte Laïque expliquant tranquillement qu'il y avait AU MOINS 20 MILLIONS d'immigrés en France. En clair toutes les Françaises de souche sont stériles depuis 1960 et seules les Extra-Européennes font des enfants à la chaîne.

C'est exactement les mêmes peurs qu'exploitait la droite nationaliste et l'extrême droite en gestation à la fin du XIX^e siècle en fonction du déficit démographique français.

Je ne peux que t'inciter à lire et relire les textes des gens dont tu te sens proches et à décrypter sur quelles passions, ressentiments, haines recuites ces gens-là jouent. D'ailleurs lors de l'apéro saucisson pinard quand Fabrice Robert du Bloc Identitaire a pris la parole un certain nombre de manifestants présents ont crié "La France aux Français".

C'était dire clairement l'enjeu: ce n'est ni l'islam, ni l'islamisation qui est en jeu, dans toutes ces discussions car ces salauds-là n'ont jamais rien fait et ne font rien du tout pour soutenir les laïques et la gauche dans les pays dits "musulmans". C'est l'expulsion de France des étrangers, et des descendants de plusieurs générations d'étrangers qui est en jeu. C'est l'accentuation des discriminations qui les visent déjà, à commencer par ceux qui ont la carte d'identité française.

Là effectivement il faut prendre parti. Pour ma part, je sais de quel côté je me situe.

Y.C.

Fascisme/antifascisme

Le fascisme est une dictature qui s'appuie sur une doctrine de réconciliation des classes au service de la Nation, articulant une organisation corporatiste et verticale des travailleurs à un Etat militarisé tout puissant. Il professe un anticapitalisme qui n'est que façade puisqu'en réalité il est toujours parvenu au pouvoir avec l'aide et l'aval du grand capital et d'une grande partie de la bourgeoisie, comme Daniel Guérin l'a parfaitement démontré dans *Fascisme et grand capital*. Le fascisme est donc une forme particulière de l'Etat, un mode de gestion du rapport entre les citoyens et cet Etat qui peut, parfois, s'appuyer sur une théorie des races. Mais c'est une forme délimitée dans l'Histoire, une forme particulière de totalitarisme adaptée à un certain développement de l'économie.

Le racisme, quant à lui, parcourt l'histoire des relations humaines à travers de multiples formes d'organisation sociale. Autrement dit, un Etat fasciste peut être, en plus, raciste, mais toute société raciste n'est pas obligatoirement fasciste.

La cause historique du fascisme a été, dans les années 30, la crise du capitalisme, l'absence de dynamique révolutionnaire, l'effondrement de l'ancien mouvement ouvrier et la montée d'une nouvelle révolution industrielle non maîtrisée par le libéralisme. Appelé de ses vœux par un capitalisme en crise et menacé, il est très souvent parvenu au pouvoir de la manière la plus légale qui soit, c'est-à-dire grâce au vote des parlementaires (Rappelons-nous qu'en France même, les pleins pouvoirs furent votés à Pétain par la quasi totalité des députés, y compris socialistes !) Cela veut dire que non seulement la démocratie parlementaire n'est pas un rempart contre le fascisme mais encore que ces deux formes de gestion de l'Etat qui se plaisent à s'opposer l'une à l'autre ont en fait en commun de servir au mieux de ses intérêts le Capital. Lorsque l'alternative était entre révolution sociale et fascisme, la social-démocratie, chantre du système parlementaire, a toujours préféré combattre la révolution, au risque avéré de faire triompher le fascisme (cf. l'Allemagne au début des années 20 et l'Espagne en 1936-1937).

Depuis 1945 les démocraties occidentales nées de la victoire militaire sur le régime nazi allemand, légitiment leur existence par un caractère antifasciste intrinsèque. En fait, pour elles, il ne s'agissait que de faire triompher un impérialisme sur un autre en s'appuyant sur le nationalisme français, même si, pour une partie des résistants, il s'agissait de combattre le nazisme comme forme de gestion totalitaire et raciste de l'Etat, et non les Allemands, et pour une plus faible part, en plus, de prolonger un mouvement révolutionnaire né au début du siècle.

Ces mêmes démocraties s'accommodèrent fort bien des régimes fascistes en Allemagne, en Italie, puis en Espagne (et ensuite au Chili et en Argentine...) dès lors que ces derniers offraient des garanties d'ordre et de stabilité pour le capital en général et contre les mouvements ouvriers en rébellion contre l'ordre établi... et jusqu'à ce qu'ils ne heurtent pas d'autres fractions du capital. Depuis 1945 la gauche crie "Le fascisme ne passera pas" à la moindre occasion : contre De Gaulle ou les

généraux putschistes, contre les CRS et la police, contre Le Pen, bref contre tout ce qui semble s'opposer aux valeurs de gauche. L'extension est même parfois admise dans les invectives qui ponctuent la vie de fractions rivales au sein de la gauche ou de l'extrême gauche. On conjure ainsi le démon pour ne pas avoir à analyser plus précisément le poujadisme, le gaullisme, le lepénisme, le stalinisme, les systèmes policiers. Ce faisant on banalise le vrai fascisme, celui qui est apparu dans les années 30, et on reste aveugle sur d'autres formes de dictatures qui apparaissent dans d'autres contextes (c'est ainsi qu'une grande partie de l'intelligentsia française se fit indulgente envers le régime soviétique au prétexte qu'il avait vaincu l'armée nazie à Stalingrad !).

On évite tout simplement de voir que *1984* d'Orwell n'était ni une description de la barbarie nazie, ni une caricature de l'ordre stalinien, mais bel et bien la pente banale et obligée de nos belles démocraties occidentales sous la férule de la troisième révolution industrielle. Malgré la responsabilité aveuglante des Etats occidentaux dans les tueries récentes ou passées, les médias ont célébré le cinquantième de l'arrêt des atrocités nazies en toute bonne conscience ! Une manière de passer sous silence les liens qui existent entre démocratie parlementaire, social-démocratie, droite classique... et fascisme.

L'antifascisme associé à une stratégie frontiste (et non bien sur comme un des multiples éléments de notre engagement politique dans la société actuelle) a toujours consisté à lutter non pour détruire le capitalisme et construire une société sans classe, mais pour le forcer à renoncer à se faire totalitaire. Il occulte et évite la critique de l'Etat pour accrédiéter une autre forme d'Etat ("démocratique" ou "populaire") à la place de la forme fasciste.

La mise au premier plan de l'antifascisme, maintenant comme avant, tend à :

- occulter les causes du fascisme, voire des totalitarismes en général.
- considérer que, puisqu'il "vaut mieux vivre en démocratie que sous une dictature", il convient en définitive de conforter la démocratie parlementaire, alors que la seule possibilité pour que celles-ci ne basculent pas vers des dictatures c'est qu'il existe des mouvements révolutionnaires forts.
- à constituer des Fronts dits démocratiques, en fait des alliances de classes avec des fractions de la bourgeoisie, au seul bénéfice de ces dernières qui n'hésiteront pas à verser dans le totalitarisme si leurs intérêts l'exige. Cet antifascisme-là, non seulement n'a pas permis de battre en brèche le fascisme (ni en France, ni en Espagne, ni en Allemagne), mais encore a favorisé l'écrasement de la révolution sociale, seule possibilité alors de triompher du fascisme.

L'antifascisme comme plus petit dénominateur commun à des regroupements militants amène inévitablement à placer l'alternative centrale de la société entre totalitarisme et démocratie parlementaire alors que nous la situons, nous, entre capitalisme et révolution sociale. Cela explique pourquoi, dans la période actuelle, il est plus facile de rencontrer des antifascistes que des anticapitalistes !

L'intérêt que nous portons à la critique de l'extrême droite réside en ce que cette dernière est un recours ultime entre les mains des dirigeants politiques et économi-

ques pour qui la “démocratie”, “la défense des libertés”, “les Droits de l’Homme”, ne valent que si chacun accepte de tenir sa place dans la hiérarchie sociale sans rechigner. Par contre nous ne pensons pas que des regroupements dont l’antifascisme serait le seul ciment puissent, ni à court ni à long terme, contribuer à constituer des pôles de rupture anticapitalistes et à réhabiliter l’idée d’une société communiste, sans classe, sans Etat, sans salariat.

Organisation communiste libertaire (2008)

Stalinisme et Antifascisme

L’article des camarades de l’OCL nous semble pertinent à une exception près, et de taille, il passe complètement sous silence le rôle de l’URSS et du Parti communiste allemand (le KPD) dans l’avènement du nazisme.

Pourtant ces camarades savent que la politique du KPD était, à l’époque, d’assimiler la social-démocratie au fascisme et qu’ils baptisaient les sociaux-démocrates de «sociaux-fascistes» (la notion idiote de «social-fascisme» sera d’ailleurs reprise par les maoïstes occidentaux dans les années 60 et 70 pour désigner le PCF) ; qu’ils refusaient toute unité d’action avec les ouvriers socialistes au nom de l’idée que les sociaux-démocrates étaient plus dangereux que les fascistes ; qu’ils attaquaient parfois les meetings socialistes en même temps que les nazis (comme le raconte Jan Valtin dans *Sans patrie ni frontières* et comme le raconte aussi Trotsky), et que la direction du KPD expliquait cyniquement «Après Hitler, ce sera nous» ! Il existe à ce sujet de nombreux articles de Trotsky disponibles sur Internet et un livre *Comment vaincre le fascisme* dont nous publions la conclusion dans les pages suivantes.

Cette politique du KPD était soutenue et imposée par la direction de l’Internationale communiste qui tenait à l’époque un discours pseudo-gauchiste, appelant à créer «des soviets partout». On ne peut comprendre le Pacte germano-soviétique d’août 1939 que si l’on sait ce qui a précédé et suivi : les purges massives dans l’Armée rouge, la décapitation du corps des officiers par Staline jusqu’à la veille même de l’offensive nazie contre l’URSS en juin 1941, etc.

Et il faut aussi mentionner les conséquences de ce Pacte sur le KPD lui-même, notamment la livraison de centaines de communistes allemands par Staline aux nazis, et de 60 000 Allemands de gauche et antifascistes, juifs pour la plupart comme l’a révélé Arkadi Vaksberg qui a consulté les archives du ministère des Affaires étrangères stalinien. L’accord secret germano-soviétique (publié en Russie cinquante ans plus tard) stipulait en effet dans son article 14 que «tous les citoyens allemands qui se trouvent encore sur le territoire soviétique, dans les prisons ou les

colonies, ou exilés, doivent être sans aucun retard renvoyés en Allemagne». Voici ce qu'écrivit le vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Vladimir Dekanozov, après sa rencontre, le 19 mai 1940, avec von Schulenburg: «L'ambassadeur allemand rappela que, au début des pourparlers entre les gouvernements allemand et soviétique, ce dernier avait demandé que la partie allemande puisse accueillir 20 000 réfugiés allemands installés sur le territoire de l'URSS. Mais, au cours des discussions, la partie soviétique a augmenté ce chiffre jusqu'à 60 000 (...). Le conseiller de l'ambassade allemande Tippelskirch rappela que Potemkine – l'ancien vice-commissaire aux Affaires étrangères, passé depuis à l'Education – avait bien précisé que, parmi ces 60 000 personnes, **seulement une petite partie est d'origine ethnique allemande.**» (C'est nous qui soulignons.)

Comme le remarque le journaliste de *L'Express* qui interviewa Arkadi Vaksberg en janvier 1998 (http://www.lexpress.fr/informations/quand-staline-livrait-des-juifs-a-hitler_626360.html): «C'est donc très clair pour Berlin et le Kremlin: il s'agit d'Allemands non ethniquement allemands. Autrement dit des juifs. Et pourtant les Allemands n'hésitent pas à afficher une vocation humanitaire auprès des Soviétiques, qui font semblant de les croire!»

Et ce n'est pas tout : les juifs allemands qui se présentaient à la frontière russe étaient refoulés par les flics de Staline !

Le 17 décembre 1939, Vladimir Potemkine, vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, écrit à l'ambassadeur de Berlin : «J'ai invité Schulenburg pour l'informer de cas qui nous inquiètent. De temps en temps, de très nombreux groupes de population juive essaient – parfois jusqu'à 5000 personnes – de passer la frontière. Ils sont entre l'armée allemande et l'armée soviétique. Nous ne pouvons pas accepter ces groupes et nous faisons tout pour les refouler. Or les soldats allemands commencent à tirer et en conséquence nous dénombrons des dizaines de cadavres. Nous ne pouvons pas accepter ces groupes de population juive. J'ai donc prié M. l'Ambassadeur de contacter Berlin pour faire cesser ces incidents, car à l'avenir nous ne les accepterons plus. Les Allemands doivent les régler» (Archives Allemagne 1939/4/92/32/102.).

Un des fondements de l'antifascisme stalinien ou pseudo-gauchiste est de faire croire que l'URSS aurait contribué à éradiquer le nazisme. C'est certainement vrai, **MAIS pas avant l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS** en juin 1941, un «point de détail» qu'il est impossible de passer sous silence quand on parle de l'antifascisme.

Y.C.

Qu'est-ce que le national-socialisme ?

10 juin 1933

Les esprits naïfs pensent que le titre de roi tient dans la personne même du roi, dans son manteau d'hermine et sa couronne, dans sa chair et son sang. En fait, le titre de roi naît des rapports entre les hommes. Le roi n'est roi que parce qu'au travers de sa personne se réfractent les intérêts et les préjugés de millions d'hommes. Quand ces rapports sont érodés par le torrent du développement, le roi n'est plus qu'un homme usé, à la lèvre inférieure pendante. Celui qui s'appelait jadis Alphonse XIII pourrait nous faire part de ses impressions toutes fraîches sur ce sujet.

Le chef par la grâce du peuple se distingue du chef par la grâce de Dieu, en ce qu'il est obligé de se frayer lui-même un chemin ou, du moins, d'aider les circonstances à le lui ouvrir. Mais le chef est toujours un rapport entre les hommes, une offre individuelle en réponse à une demande collective. Les discussions sur la personnalité d'Hitler sont d'autant plus animées qu'elles cherchent avec plus de zèle le secret de sa réussite en lui-même. Il est pourtant difficile de trouver une autre figure politique qui soit, dans la même mesure, le point convergent de forces historiques impersonnelles. N'importe quel petit bourgeois enragé ne pouvait devenir Hitler, mais une partie d'Hitler est contenue dans chaque petit bourgeois enragé.

La croissance rapide du capitalisme allemand avant la guerre ne signifia nullement la disparition pure et simple des classes intermédiaires ; en ruinant certaines couches de la petite bourgeoisie, il en créait de nouvelles : les artisans et les boutiquiers autour des usines, les techniciens et les administrateurs à l'intérieur des usines. Mais en se maintenant et même en se développant – elles représentent un peu moins de la moitié du peuple allemand – les classes intermédiaires se privaient de leur dernière parcelle d'indépendance, vivaient à la périphérie de la grande industrie et du système bancaire et se nourrissaient des miettes qui tombaient de la table des trusts monopolistes et des cartels, et des aumônes idéologiques de leurs théoriciens et politiciens traditionnels.

La défaite a dressé un mur sur le chemin de l'impérialisme allemand. La dynamique extérieure s'est transformée en dynamique intérieure. La guerre se changea en révolution. La social-démocratie, qui aida les Hohenzollern à mener la guerre jusqu'à son issue tragique, ne permit pas au prolétariat de mener la révolution jusqu'à son terme. La démocratie de Weimar a passé quatorze ans à essayer de se faire

pardonne sa propre existence. Le Parti communiste a appelé les ouvriers à une nouvelle révolution, mais s'est avéré incapable de la diriger.

Le prolétariat allemand est passé par les hauts et les bas de la guerre, de la révolution, du parlementarisme et du pseudo-bolchevisme. Alors que les vieux partis de la bourgeoisie s'épuisaient complètement, la force dynamique de la classe ouvrière était minée.

Le chaos de l'après-guerre frappait les artisans, les marchands et les employés aussi durement que les ouvriers. La crise de l'agriculture ruinait les paysans. La décadence des couches moyennes ne pouvait pas signifier leur prolétarianisation, car le prolétariat sécrétait lui-même une armée gigantesque de chômeurs chroniques. La paupérisation de la petite bourgeoisie, à peine dissimulée sous les cravates et les bas de soie synthétique, savait toutes les croyances officielles et surtout la doctrine du parlementaire démocratique.

La multiplicité des partis, la fièvre froide des élections, les changements constants de gouvernements exacerbaient la crise sociale par un kaléidoscope de combinaisons politiques stériles. Dans l'atmosphère chauffée à blanc par la guerre, la défaite, les réparations, l'inflation, l'occupation de la Ruhr, la crise, le besoin et la rancune, la petite bourgeoisie se rebella contre tous les vieux partis qui l'avaient trompée. Ces vexations, vivement ressenties par les petits possédants qui ne pouvaient échapper à la faillite, par leurs fils qui sortaient de l'université et ne trouvaient ni emploi, ni client, et par leurs filles qui restaient sans dot et sans fiancé, réclamaient l'ordre et une main de fer.

Le drapeau du national-socialisme fut brandi par des hommes issus des cadres moyens et subalternes de l'ancienne armée. Couverts de décorations, les officiers et les sous-officiers ne pouvaient admettre que leur héroïsme et leurs souffrances aient été perdus pour la patrie, et surtout qu'ils ne leur donnent aucun droit particulier à la reconnaissance du pays. D'où leur haine pour la révolution et pour le prolétariat. Ils ne voulaient pas prendre leur parti du fait que les banquiers, les industriels, les ministres les reléguaient à des postes insignifiants de comptables, d'ingénieurs, d'employés des postes et d'instituteurs. D'où leur «socialisme». Pendant les batailles de l'Yser et de Verdun, ils ont appris à risquer leur vie et celle des autres, et à parler la langue du commandement qui en impose tant aux petits bourgeois de l'arrière. C'est ainsi que ces hommes sont devenus des chefs.

Au début de sa carrière politique, Hitler ne se distinguait, peut-être, que par un tempérament plus énergique, une voix plus forte, une étroitesse d'esprit plus sûre d'elle-même. Il n'apportait au mouvement aucun programme tout prêt, si ce n'est la soif de vengeance du soldat humilié. Hitler commença par des injures et des récriminations contre les conditions de Versailles, la vie chère, le manque de respect pour le sous-officier méritant, les intrigues des banquiers et des journalistes de la foi de Moïse. On trouvait dans le pays suffisamment de gens qui se ruinaient, qui se noyaient, qui étaient couverts de cicatrices et d'ecchymoses encore toutes fraîches. Chacun d'eux voulait frapper du poing sur la table. Hitler le faisait mieux que les autres. Il est vrai qu'il ne savait pas comment remédier à tous ces malheurs. Mais ses accusations résonnaient tantôt comme un ordre, tantôt comme une prière

adressée à un destin inflexible. Les classes condamnées, semblables à des malades incurables, ne se lassent pas de moduler leurs plaintes, ni d'écouter des consolations.

Tous les discours d'Hitler étaient accordés sur ce diapason. Une sentimentalité informe, une absence totale de rigueur dans le raisonnement, une ignorance doublée d'une érudition désordonnée : tous ces moins se transformaient en plus. Cela lui donnait la possibilité de rassembler toutes les formes de mécontentement dans la besace de mendiant du national-socialisme, et de mener la masse là où elle le poussait. De ces premières improvisations, l'agitateur ne conservait dans sa mémoire que ce qui rencontrait l'approbation. Ses idées politiques étaient le fruit d'une acoustique oratoire. C'est ainsi qu'il choisissait ses mots d'ordre. C'est ainsi que son programme s'étoffait. C'est ainsi que d'un matériau brut se formait un « chef ».

Dès le début, Mussolini s'adressa de façon plus consciente à la matière sociale, qu'Hitler, qui se sent plus proche du mysticisme policier d'un quelconque Metternich que de l'algèbre politique de Machiavel. Du point de vue intellectuel, Mussolini est plus audacieux et cynique. Il suffit de nous rappeler que l'athée romain ne fait que se servir de la religion, comme il le fait de la police et de la justice, alors que son collègue berlinois croit réellement à la protection particulière de la Providence. A l'époque où le futur dictateur italien considérait encore Marx comme « notre maître immortel à tous », il défendait, non sans habileté, la théorie qui voit avant tout dans la vie de la société actuelle l'interaction de deux classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat.

Il est vrai, écrivait Mussolini en 1914, qu'entre elles se placent des couches intermédiaires très nombreuses, qui forment une sorte de « tissu conjonctif du collectif humain » ; mais « dans les périodes de crise, les classes intermédiaires sont attirées, selon leurs intérêts et leurs idées, vers l'une ou l'autre des deux classes fondamentales ». Généralisation très importante ! De même que la médecine scientifique permet de soigner un malade, mais aussi d'envoyer, de la manière la plus expéditive, un homme bien portant *ad patres*, l'analyse scientifique des rapports de classes, destinée par son auteur à mobiliser le prolétariat, a permis à Mussolini, quant il fut passé dans le camp adverse, de mobiliser les classes intermédiaires contre le prolétariat. Hitler accomplit le même travail, en traduisant dans la langue de la mystique allemande la méthodologie du fascisme.

Les bûchers, sur lesquels brûle la littérature impie du marxisme, éclairent vivement la nature de classe du national-socialisme. Tant que les nazis agissaient en tant que parti et non en tant que pouvoir d'Etat, l'accès de la classe ouvrière leur était presque entièrement fermé. D'autre part, la grande bourgeoisie, même celle qui soutenait financièrement Hitler, ne les considérait pas comme son parti. La « renaissance » nationale s'appuyait entièrement sur les classes moyennes – la partie la plus arriérée de la nation, fardeau pesant de l'histoire. L'habileté politique consistait à souder l'unité de la petite bourgeoisie au moyen de la haine pour le prolétariat. Que faut-il faire pour que ce soit encore mieux ? Avant tout écraser ceux qui sont en bas. La petite bourgeoisie, impuissante face au grand capital, espère désormais reconquérir sa dignité sociale en écrasant les ouvriers.

Les nazis baptisent leur coup d'Etat du nom usurpé de révolution. En fait, en Allemagne comme en Italie, le fascisme laisse le système social inchangé. Le coup d'Etat d'Hitler, en tant que tel, n'a même pas droit au titre de contre-révolution. Mais on ne peut pas le considérer isolément : il est l'aboutissement d'un cycle de secousses qui ont commencé en Allemagne en 1918. La révolution de novembre, qui donnait le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats, était fondamentalement prolétarienne. Mais le parti qui était à la tête du prolétariat, rendit le pouvoir à la bourgeoisie. En ce sens, la social-démocratie a ouvert une ère de contre-révolution, avant que la révolution n'ait eu le temps d'achever son œuvre. Toutefois, tant que la bourgeoisie dépendait de la social-démocratie, et par conséquent des ouvriers, le régime conservait des éléments de compromis. Mais la situation intérieure et internationale du capitalisme allemand ne laissait plus de place aux concessions. Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie. Le coup d'Etat d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires.

Le petit-bourgeois est hostile à l'idée de développement, car le développement se fait invariablement contre lui : le progrès ne lui a rien apporté, si ce n'est des dettes insolubles. Le national-socialisme rejette le marxisme mais aussi le darwinisme. Les nazis maudissent le matérialisme, car les victoires de la technique sur la nature ont entraîné la victoire du grand capital sur le petit. Les chefs du mouvement liquident «l'intellectualisme» non pas tant parce que eux-mêmes possèdent des intelligences de deuxième ou de troisième ordre, mais surtout parce que leur rôle historique ne saurait admettre qu'une pensée soit menée jusqu'à son terme. Le petit bourgeois a besoin d'une instance supérieure, placée au-dessus de la matière et de l'histoire, et protégée de la concurrence, de l'inflation, de la crise et de la vente aux enchères. Au développement, à la pensée économique, au rationalisme – aux XX^e, XIX^e et XVIII^e siècles – s'opposent l'idéalisme nationaliste, en tant que source du principe héroïque. La nation d'Hitler est l'ombre mythique de la petite bourgeoisie elle-même, son rêve pathétique d'un royaume millénaire sur terre.

Pour élever la nation au-dessus de l'histoire, on lui donne le soutien de la race. L'histoire est vue comme une émanation de la race. Les qualités de la race sont construites indépendamment des conditions sociales changeantes. Rejetant «la pensée économique» comme vile, le national-socialisme descend un étage plus bas : du matérialisme économique il passe au matérialisme zoologique.

La théorie de la race, qu'on dirait créée spécialement pour un autodidacte prétentieux et qui se présente comme la clé universelle de tous les secrets de la vie, apparaît sous un jour particulièrement lamentable à la lumière de l'histoire des idées. Pour fonder la religion du sang véritablement allemand, Hitler dut emprunter de seconde main les idées du racisme à un Français, diplomate et écrivain dilettante, le comte Gobineau. Hitler trouva une méthodologie politique toute prête chez les Italiens. Mussolini a largement utilisé la théorie de Marx de la lutte des classes. Le marxisme lui-même est le fruit de la combinaison de la philosophie allemande, de l'histoire française et de l'économie anglaise. Si l'on examine rétrospectivement la

généalogie des idées, même les plus réactionnaires et les plus stupides, on ne trouve pas trace du racisme.

L'indigence infinie de la philosophie nationale-socialiste n'a pas empêché, évidemment, la science universitaire d'entrer toutes voiles déployées dans le chenal d'Hitler, une fois que sa victoire se fut suffisamment précisée. Les années du régime de Weimar furent pour la majorité de la racaille professorale, un temps de trouble et d'inquiétude. Les historiens, les économistes, les juristes et les philosophes se perdaient en conjectures pour savoir lequel des critères de vérité qui s'affrontaient, était le bon, c'est-à-dire quel camp resterait finalement maître de la situation. La dictature fasciste dissipe les doutes des Faust et les hésitations des Hamlet de l'Université. Sortant des ténèbres de la relativité parlementaire, la science entre à nouveau dans le royaume des absolus. Einstein fut obligé d'aller chercher refuge hors des frontières de l'Allemagne.

Sur le plan politique, le racisme est une variété hypertrophiée et vantarde du chauvinisme associé à la phrénologie. De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite bourgeoisie paupérisée s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race. Il est intéressant de remarquer que les chefs du national-socialisme ne sont pas de purs Allemands, mais sont originaires d'Autriche comme Hitler lui-même, des anciennes provinces baltes de l'empire tsariste, comme Rosenberg, des pays coloniaux, comme l'actuel remplaçant d'Hitler à la direction du parti, Hess. Il a fallu l'école de l'agitation nationaliste barbare aux confins de la culture pour inspirer aux «chefs» les idées qui ont trouvé par la suite un écho dans le cœur des classes les plus barbares de l'Allemagne.

L'individu et la classe – le libéralisme et le marxisme – voilà le mal. La nation c'est le bien. Mais cette philosophie se change en son contraire au seuil de la propriété. Le salut est uniquement dans la propriété individuelle. L'idée de propriété nationale est une engeance du bolchevisme. Tout en divinissant la nation, le petit bourgeois ne veut rien lui donner. Au contraire, il attend que la nation lui distribue la propriété et le protège de l'ouvrier et de l'huissier. Malheureusement, le III^e Reich ne donnera rien au petit bourgeois, si ce n'est de nouveaux impôts.

Dans le domaine de l'économie contemporaine, internationale par ses liens, impersonnelle dans ses méthodes, le principe de race semble sorti d'un cimetière moyenâgeux. Les nazis font par avance des concessions : la pureté de la race qui se contente d'un passeport dans le royaume de l'esprit, doit surtout prouver son savoir-faire dans le domaine économique. Cela signifie dans les conditions actuelles : être compétitif. Par la porte de derrière le racisme revient au libéralisme économique, débarrassé des libertés politiques.

Pratiquement, le nationalisme en économie se réduit à des explosions d'antisémitisme impuissantes, malgré toute leur brutalité. Les nazis éloignent du système économique actuel, comme une force impure, le capital usurier ou bancaire : la bourgeoisie juive occupe précisément dans cette sphère, comme chacun sait, une place importante (1). Tout en se prosternant devant le capitalisme dans son entier, le petit bourgeois déclare la guerre à l'esprit mauvais de lucre, personni-

fié par le juif polonais au manteau long et, bien souvent, sans un sou en poche. Le pogrome devient la preuve supérieure de la supériorité raciale..

Le programme avec lequel le national-socialisme est arrivé au pouvoir, rappelle tout à fait, hélas, le magasin «universel» juif dans les trous de province : que n'y trouve-t-on pas, à des prix bas et d'une qualité encore plus basse ! Des souvenirs sur le temps «heureux» de la libre concurrence et des légendes sur la solidité de la société divisée en Etats ; des espoirs de renaissance de l'empire colonial et des rêves d'économie fermée; des phrases sur l'abandon du droit romain et le retour au droit germain et des proclamations sur le moratoire américain ; une hostilité envieuse pour l'inégalité, que symbolisent l'hôtel particulier et l'automobile, et une peur animale devant l'égalité, qui a l'aspect de l'ouvrier en casquette et sans col ; le déchaînement du nationalisme et sa peur devant les créanciers mondiaux... Tous les déchets de la pensée politique internationale sont venus remplir le trésor intellectuel du nouveau messianisme allemand.

Le fascisme a amené à la politique les bas-fonds de la société. Non seulement dans les maisons paysannes, mais aussi dans les gratte-ciel des villes vivent encore aujourd'hui, à côté du XX^e siècle, le X^e et le XII^e siècles. Des centaines de millions de gens utilisent le courant électrique, sans cesser de croire à la force magique des gestes et des incantations. Le pape à Rome prêche à la radio sur le miracle de la transmutation de l'eau en vin. Les étoiles de cinéma se font dire la bonne aventure. Les aviateurs qui dirigent de merveilleuses mécaniques, créées par le génie de l'homme, portent des amulettes sous leur combinaison. Quelles réserves inépuisables d'obscurantisme, d'ignorance et de barbarie ! Le désespoir les a fait se dresser, le fascisme leur a donné un drapeau. Tout ce qu'un développement sans obstacle de la société aurait dû rejeter de l'organisme national, sous la forme d'excréments de la culture, est maintenant vomi : la civilisation capitaliste vomit une barbarie non digérée. Telle est la physiologie du national-socialisme.

Le fascisme allemand, comme le fascisme italien, s'est hissé au pouvoir sur le dos de la petite bourgeoisie, dont il s'est servi comme d'un bélier contre la classe ouvrière et les institutions de la démocratie. Mais le fascisme au pouvoir n'est rien moins que le gouvernement de la petite bourgeoisie. Au contraire, c'est la dictature la plus impitoyable du capital monopoliste. Mussolini a raison : les classes intermédiaires ne sont pas capables d'une politique indépendante. Dans les périodes de crise, elles sont appelées à poursuivre jusqu'à l'absurde la politique de l'une des deux classes fondamentales.

Le fascisme a réussi à les mettre au service du capital. Des mots d'ordre comme l'étatisation des trusts et la suppression des revenus ne provenant pas du travail, ont été immédiatement jetés pardessus bord dès l'arrivée au pouvoir. Au contraire, le particularisme des «terres» allemandes, qui s'appuyait sur les particularités de la petite bourgeoisie, a fait place nette pour le centralisme policier capitaliste. Chaque succès de la politique intérieure et extérieure du national-fascisme marquera inévitablement la poursuite de l'étouffement du petit capital par le grand. Le programme des illusions petites bourgeoises n'est pas supprimé ; il se détache simplement de la réalité et se transforme en actions rituelles. L'union de toutes les classes se ra-

mène à un demi-symbolisme de service de travail obligatoire et à la confiscation «au profit du peuple» de la fête ouvrière du premier mai. Le maintien de l'alphabet gothique contre l'alphabet latin est une revanche symbolique sur le joug du marché mondial. La dépendance à l'égard des banquiers internationaux, parmi lesquels des juifs, ne diminue pas d'un iota ; en revanche, il est interdit d'égorger les animaux selon le rituel du Talmud. Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, les chaussées du Troisième Reich sont couvertes de symboles.

Une fois le programme des illusions petites bourgeoises réduit à une pure et simple mascarade bureaucratique, le national-socialisme s'élève au-dessus de la nation, comme la forme la plus pure de l'impérialisme. L'espoir que le gouvernement de Hitler tombera, si ce n'est aujourd'hui, demain, victime de son inconsistance interne, est tout à fait vain. Un programme était nécessaire aux nazis pour arriver au pouvoir ; mais le pouvoir ne sert absolument pas à Hitler à remplir son programme. C'est le capital monopoliste qui lui fixe ses tâches. La concentration forcée de toutes les forces et moyens du peuple dans l'intérêt de l'impérialisme, qui est la véritable mission historique de la dictature fasciste, implique la préparation de la guerre ; ce but, à son tour, ne tolère aucune résistance intérieure et conduit à une concentration mécanique ultérieure du pouvoir. Il est impossible de réformer le fascisme ou de lui donner son congé. On ne peut que le renverser. L'orbite politique du régime des nazis bute contre l'alternative : *la guerre ou la révolution ?*

Léon Trotsky

Prinkipo, le 10 juin 1933

1. Trotsky, même s'il n'a jamais été antisémite, comme en témoignent tous ses écrits et ses combats politiques jusqu'à sa mort, cède ici à un cliché «marxiste» traditionnel et ne cite aucun chiffre précis pour étayer cette «importance» supposée (*Ni patrie ni frontières*).

Démocratie et fascisme : deux formes politiques unifiées de la dictature du Capital *(extraits)*

AVERTISSEMENT

Le texte contenu dans cette brochure est le premier résultat d'une élaboration consécutive à l'influence grandissante du F.N. en France et aux séquelles politiques et syndicales du mouvement de Novembre-Décembre 1995. Pour mener à bien ce travail, il nous est apparu nécessaire de faire le point sur les mouvements fascistes du passé et d'affiner, voire critiquer, les analyses effectuées sur ce sujet par les courants révolutionnaires de l'époque. Une étude détaillée devrait suivre dans des délais raisonnables. Elle sera publiée par épisodes dans la revue MOUVEMENT COMMUNISTE.

“Ainsi, Kautsky était convaincu que l'épisode fasciste serait suivi d'un ‘retour à la normale’, à une démocratie abstraite toujours plus socialiste qui parachèverait les réformes amorcées à la glorieuse époque de la participation des socialistes au gouvernement. Or il crève les yeux que la réforme fasciste est aujourd'hui la seule réforme du capitalisme qui soit objectivement possible. De fait, le ‘programme de socialisation’ que les sociaux-démocrates n'osèrent jamais réaliser du temps qu'ils détenaient le pouvoir, a été en grande partie réalisé par les fascistes. De même que les revendications de la bourgeoisie allemande ne furent pas satisfaites en 1848 mais après, par la contre-révolution qui suivit, le programme de la social-démocratie a été accompli par Hitler. C'est à Hitler en effet, non à la social-démocratie, que de vieilles aspirations socialistes comme l'Anschluss de l'Autriche et le contrôle étatique de l'industrie et des banques, doivent d'être rentré dans les faits. C'est Hitler, non la social-démocratie, qui a proclamé le Premier Mai jour férié. Et d'une manière plus générale, il suffit de comparer ce que les socialistes disaient vouloir mais ne firent jamais, avec la politique pratiquée en Allemagne depuis 1933, pour s'apercevoir qu'Hitler a bel et bien réalisé le programme social-démocrate mais en se passant de ses services. Comme Hitler, les sociaux-démocrates combattent à la fois le bolchevisme et le communisme et, comme lui, préfèrent la mise en place d'instances de contrôle étatique à un système de capitalisme d'Etat aussi poussé que le système russe. Mais les sociaux-démocrates n'eurent jamais

l'audace de prendre des mesures qu'exigeait l'exécution de ce programme et c'est Hitler qui s'en chargea. De même que Kautsky s'était révélé incapable d'imaginer seulement que la théorie marxiste pouvait déboucher sur une pratique marxiste, il n'arriva pas à comprendre qu'une politique de réforme capitaliste doit avoir des effets pratiques et que telle fut précisément l'œuvre du fascisme. Si la vie de Kautsky peut enseigner quelque chose aux travailleurs, c'est que la lutte contre le fascisme se double nécessairement d'une lutte contre la démocratie bourgeoise, contre le kautskysme. Cette vie, en vérité, il n'y a rien d'exagéré à la résumer par ces mots : de Marx à Hitler."

Paul Mattick, *De Marx à Hitler*, publié dans *Living marxism*, IV juin 1939, n°7 republié dans *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI Paris, 1972, p. 60-61.

Le FN, un étrange objet politique

La permanence et l'expansion relativement régulières, d'une échéance électorale à l'autre, du vote pour le Front National, son implantation (35 % du vote ouvrier exprimé aux présidentielles de 1995 ; 25 % aux législatives de 1997), ses récents succès à Vitrolles et à Mulhouse, semblent indiquer que, bien plus qu'un vote de protestation, nous sommes en face d'un vote dit d'adhésion. Certaines des rengaines du FN commencent à pénétrer les consciences des prolétaires "français".

Il suffit de songer à ce propos au nationalisme foncier des revendications "*anti-Maastricht*" et pour le "*service public à la française*" du mouvement de Novembre-Décembre 1995 ; au début d'une implantation du FN en milieu ouvrier (transports en commun de Paris (RATP), de Lyon (TCL), etc.) ; à sa percée aux élections des représentants des locataires (à La Sablière, aux HLM de Clamart, etc.) ; à l'indifférence voire à l'approbation affichée par la population "française" des mesures frappant les immigrés (plan Vigipirate, lois contre l'immigration clandestine et le travail au noir, loi de la nationalité, dispositifs "anti-fraude" des réformes de la Sécurité sociale, etc.).

Loin de constituer un moment particulier, voire marginal de la dictature politique du capital, les idées et les actions inspirées par le FN imprègnent désormais tous les niveaux de la forme politique et administrative actuelle de la domination de classe de ce pays. Elles sont la prolongation de ce qu'a commencé la "gauche" aux affaires, qu'a poursuivi la droite au gouvernement et que relance maintenant la "gauche" revenue au pouvoir. Le Pen dit tout haut ce que la démocratie du capital en France fait depuis bien longtemps. Celle-ci franchit un palier supplémentaire dans le sens de sa crispation, laquelle est notamment marquée par la restriction de certains droits administratifs et sociaux dont bénéficiaient les immigrés, et notamment lesdits clandestins. Entre-temps, les "Français" et certains secteurs de l'immigration "en situation régulière" demeurent encore formellement protégés par un filet, en voie de rétrécissement rapide (diminution du salaire réel ; diminution du salaire indirect et différé ; diminution des "droits" sur le lieu de travail ; augmentation du chômage et de la précarité), d'instituts et de mécanismes de garantie. Du point de vue du droit bourgeois, c'est en quelque sorte la constitution d'une société civile explicitement duale qui se met progressivement en place.

L'une des parties est déjà régie par la répression ouverte de l'appareil de force du capital, tandis que l'autre reste encore arrimée par des liens plus ou moins ténus à la démocratie sociale et politique. En temps de crise fiscale de l'Etat, la nature et le fonctionnement du dispositif diversifié de contrôle social va bien au-delà, on l'aura compris, du racisme ordinaire du "petit Blanc" et de la ligne politique à l'apparence souvent caricaturale du FN. Toutefois, émergent deux caractéristiques majeures de la phase actuelle de la démocratie politique et sociale du capital, aboutissant inéluctablement à la création d'un "ennemi intérieur" capable de souder et unifier contre lui toutes les classes sociales du pays.

La militarisation rampante du rapport social de production frappe en premier chef les prolétaires étrangers "invisibles". Ceux-ci deviennent de véritables esclaves à la merci de leurs patrons négriers. Traqués par les flics, les inspecteurs du travail, la Sécurité sociale, l'administration scolaire, hospitalière, de jour comme de nuit, 365 jours par an, les "clandestins" n'ont qu'à bien se tenir.

L'ensemble des césures raciales, sexuelles, religieuses, nationales qui traversent de part en part, en le mutilant, le corps prolétarien, jaillissent de la lutte "naturelle" à laquelle se livrent entre eux les ouvriers sur le marché du travail. Cette compétition mortelle entre sans-réserves est largement déterminée par celle qui a cours entre les capitalistes eux-mêmes (concurrence). Les polarisations internes à la classe exploitée sont le produit de la division de la société civile en classes antagoniques et ne constituent aucunement le fruit de l'injection artificielle dans la société d'une idéologie surannée et étrangère (le racisme) aux rapports sociaux. La xénophobie sourd spontanément du sous-sol de la société capitaliste.

Mais périodiquement, en amplifiant démesurément les effets pernicieux de cette réalité de la domination de classe, l'administration civile et militaire de l'Etat capitaliste (fasciste ou démocratique) prend en charge et donne une forme politique organisée, contre le prolétariat et son unité objective face à l'exploitation, à ce qui n'était que tendances plus ou moins spontanées. Si ces découpages additionnels, définis *a priori* par l'Etat avec la force de la loi, sont relativement indépendants, extérieurs au procès immédiat de production et au marché du travail, ceux-ci relèvent néanmoins pleinement de la division de la société en classes opposées. A certaines périodes, le plus souvent à proximité de crises graves de la valorisation, lorsque le développement de l'accumulation du capital ralentit nettement et de ce fait affecte pour longtemps les caisses de l'Etat, l'action d'approfondissement de la division au sein de la classe exploitée se fait sur des bases de plus en plus extérieures au procès direct de travail.

Et c'est naturellement l'Etat, en tant que garant et ordonnateur des rapports sociaux dominants, qui prend l'initiative dans ce sens. Ainsi, en ces circonstances spécifiques, les multiples différences raciales, sexuelles, religieuses et nationales qui traversent la société civile prennent le dessus sur celles induites par la division objective des salariés suivant les lignes internes de la division capitaliste du travail et la fragmentation croissante du marché du travail.. Aujourd'hui, c'est la situation qui prévaut dans la plupart des pays capitalistes forts.

Ces caractéristiques rappellent certains aspects des années 30 et notamment des régimes politiques fasciste et nazi. C'est pour cela que nous pensons que ce phénomène a, tendanciellement, la possibilité d'évoluer vers un *national-socialisme à la française*. Si on veut le combattre, il faut l'appréhender dans toute sa complexité. Cependant, pour le cerner suffisamment, il est nécessaire de ne pas le réduire à une caricature du passé, ni, du reste, de caricaturer le passé lui-même. Tout d'abord parce que la mise en évidence d'analogies non négligeables entre la situation politique de l'entre-deux guerres et celle qui existe aujourd'hui ne pourrait aucunement être lue comme une simple répétition.

Et ce parce que la condition essentielle du fascisme en tant que mouvement distinct, occupant une place centrale dans l'échiquier politique bourgeois, solution possible de gouvernement, n'est pas présente à ce jour. Cette condition consiste, bien entendu, en l'existence d'une classe ouvrière combative, bien mobilisée et engagée dans un processus l'amenant à l'indépendance politique des classes dominantes. En ces hauts moments du cycle politique prolétarien, la bourgeoisie et ses représentants politiques adoptent, en dernier recours, la suppression de toute forme d'apparition légale du prolétariat qui se déclinerait sur un mode conflictuel.

Il n'est pas inutile de rappeler que, si la crise financière ("fiscale") des Etats capitalistes forts a été l'une des conditions de l'avènement des régimes fasciste et nazi, la profondeur de la crise actuelle n'a pas de commune mesure avec celle d'autrefois. Comme du reste, on ne peut assimiler l'ampleur et la gravité des crises périodiques de ces trente dernières années aux crises que les pays capitalistes forts ont traversé au cours des quarante premières années de ce siècle. Mais ces considérations liminaires, fondées sur des constats relativement aisés, ne suffisent pas. Il faut sans délai remettre les points sur les i de l'analyse critique des fascismes et de la démocratie effectuée par le mouvement communiste du passé. C'est à cela qu'est consacré le prochain chapitre. Sous forme de points synthétiques, il vise à en ordonner et clarifier certaines catégories et jugements politiques.

Fausse alternance des régimes politiques de la dictature du capital

Aujourd'hui, couramment, fasciste, nazi ne sont pas des qualificatifs employés pour désigner des mouvements politiques et sociaux et des régimes déterminés, appartenant à une époque précise et/ou ayant des caractéristiques distinctives propres. Tels des anathèmes à forte charge émotionnelle, on les jette tout aussi volontiers qu'autrefois à la figure du contradicteur pour le faire taire. Selon cette solide habitude, le nazi est la tête de Turc du démocrate, le totalitaire celle du partisan des *Droits de l'homme* comme autrefois l' "*hitléro-trotskyte*" l'était du stalinien, etc.

Croyant mieux lutter contre l'ensemble des aspects de l'exploitation et des oppressions en les réduisant à certaines horreurs particulières du présent ou/et du passé de la domination du capital (ex. : fascisme, nazisme), nombreux sont ceux qui – consciemment ou en désespoir de cause – se cantonnent à demander à l'Etat qu'il élimine l'excroissance fasciste.

Ceux-ci cautionnent d'une part l'idée selon laquelle les fascismes sont des épisodes isolés et historiquement dépassés de la dictature bourgeoise et, d'autre part,

semblent oublier ou passent sous silence que l'Etat capitaliste dans sa forme démocratique n'a pas non plus hésité à massacrer les prolétaires révolutionnaires (cf. : Allemagne 1918-1921) et les populations colonisées insurgées (cf. : les 8000 Algériens assassinés à Sétif et Guelma le 8 mai 1945 ; les insurgés malgaches en avril 1947, où la répression fit plus de 50000 morts). En schématisant à l'extrême, on pourrait ainsi résumer quelques points fermes, issus, entre autres, de la maturation de la réflexion communiste de l'après-guerre, sur fascisme et démocratie.

Elimination/Intégration des organisations politiques et syndicales

Si les fascismes éliminent les organisations politiques et syndicales à base sociale prolétarienne, cela ne stoppe pas le processus d'intégration de ces organisations à l'Etat. Au contraire, les fascismes démolissent des organes souvent déjà à la botte de l'Etat lorsque ceux-ci ne parviennent pas à adhérer complètement et en temps voulu aux impératifs spécifiques de valorisation du capital social. Les fascismes, en quelque sorte, contribuent à accélérer par la force le développement d'un mouvement ouvrier-bourgeois docile et parfaitement aligné sur l'exécutif.

L'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat est possible avec l'avènement et la généralisation de la grande industrie moderne mécanisée, spécialement fondée sur l'extorsion de plus-value relative, propre à la phase historique de la soumission réelle du travail au capital. Au cours de cette seconde – et ultime – période du capitalisme, par-delà les aléas des cycles industriels singuliers, l'accumulation atteint de tels sommets qu'elle permet l'octroi à des pans entiers du prolétariat, pour de longues durées, de "miettes" relativement conséquentes. En d'autres termes, la possibilité de l'existence de la "démocratie sociale" est contenue dans la contiguïté de cette série de conditions : augmentation de la plus-value sociale, notamment via l'extorsion de la plus-value relative ; augmentation du salaire nominal et réel ; augmentation de la journée sociale de travail ; diminution de la journée individuelle de travail.

Dans le processus d'intégration des organisations politiques et syndicales à base sociale prolétarienne, nous isolons ici tout particulièrement le phénomène de l'extension institutionnelle de la démocratie politique au "social" : démocratie sociale. Les fascismes développent la démocratie impérialiste dans les conditions de la défaite prolétarienne (cycle politique prolétarien contre-révolutionnaire) et de la transformation de la guerre économique en guerre militaire. Si les régimes fascistes ont tous désigné un bouc émissaire politique (les Rouges pour Franco, les socialistes et les communistes antinationaux pour Mussolini) ou ethnique/religieux (les Juifs et les Gitans pour le nazisme) et ont été condamnés pour cela par les partisans de la démocratie bourgeoise, ce qui constitue pour nous leur premier et plus important trait commun, c'est **la fin décrétée, légale, de la concurrence politique et syndicale s'exprimant au travers du conflit entre les classes**.

L'atténuation de la concurrence économique obtenue par l'organisation étatique de l'effort de guerre peut également être poursuivie, mais n'est aucunement une constante des régimes fascistes d'hier et d'aujourd'hui. Jamais absente jusqu'ici, mais pas exclusive de ces régimes politiques, l'une de leurs caractéristiques saillantes demeure la mise en œuvre de politiques économiques visant à obtenir une

plus grande “nationalisation” des capitaux individuels. L’emploi de moyens et de mouvements politiques extralégaux pour assurer la paix civile, n’est pas leur lot exclusif.

Parti/Etat

Si dans un premier temps les fascismes suppriment d’abord dans les faits puis légalement l’expression politique et syndicale de la concurrence économique, celle-ci renaît inéluctablement du sous-sol bouillonnant de la production capitaliste. Le plus souvent, c’est le parti-Etat qui devient le lieu d’expression de ces conflits, avec à sa tête le chef en tant qu’arbitre suprême et garant de la stabilité. Ce parti est alors le lieu exclusif d’étouffement, par des moyens le plus souvent expéditifs, des conflits économiques et sociaux existants. Après quoi le régime jette en pâture au bon peuple les perdants, invariablement désignés comme corrompus ou vendus à l’étranger.

Les fascismes sont des régimes qui postulent l’uniformité à tout prix et l’identification extrême. Ils doivent reposer donc sur un chef suprême. Cette identification anachronique et quelque peu ridicule de l’exécutif au parti-Etat et du parti-Etat au “l’ider maximo” fragilise peu à peu le régime en réduisant sa capacité d’action, de représentation et de synthèse des intérêts des classes dominantes. Une telle situation institutionnelle contient un risque grave d’autonomisation excessive du politique de l’économie qui, à la longue, se révèle insupportable pour le capital lui-même.

C’est notamment pour cette raison que la forme politique “canonique” du capitalisme, la meilleure et la plus efficace pour la bourgeoisie dans les périodes “normales” de sa dictature, demeure celle de la république démocratique. *“La toute-puissance de la ‘richesse’ est plus sûre en république démocratique parce qu’elle ne dépend pas d’insuffisance du mécanisme politique, des défauts de l’enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital ... assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d’institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.”* (Lénine, *L’Etat et la Révolution*, pp. 17-18, Editions Sociales)

Des partis interclassistes de masse

Les fascismes s’appuient sur toutes les classes de la société civile. Jusqu’à présent, leur base prolétarienne a été principalement constituée par des chômeurs, des prolétaires et des paysans en uniforme démobilisés et déclassés – souvent regroupés dans les associations d’anciens combattants – et des salariés de l’Etat. Dans certaines circonstances, à l’instar des social-démocraties et du stalinisme, les mouvements fascistes peuvent devenir les porte-parole d’une partie déboussolée et affaiblie du prolétariat cherchant à défendre – violemment s’il le faut – sa condition dans le cadre imposé par la configuration spécifique de la communauté illusoire du capital (société civile).

Le nazisme, qui affichait le programme de la création d’une communauté de sang allemande rassemblée autour de l’Etat, promettait de protéger le travail salarié “al-

lemand". Pour ce faire, il s'est alors assuré le soutien de secteurs non négligeables de la classe ouvrière. Il ira très loin sur cette voie, jusqu'à participer et soutenir les grèves sauvages de l'automne 1932 contre les décrets von Papen. Cette attitude n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Allemagne.

En Italie, en 1919-1920, les fascistes affirment comprendre les raisons qui sont à l'origine des émeutes du pain et des occupations d'usines. En 1924, toujours en Italie, l'aventurier fondateur du mouvement politique des *Arditi* (troupes d'assaut) Gabriele D'Annunzio, phare idéologique du premier mouvement fasciste et dirigeant incontesté de la Régence autoproclamée de Fiume, prône l'unification syndicale et la création d'un grand parti du travail, idée partagée jusqu'à la marche sur Rome par Benito Mussolini lui-même. Plus près de nous, en septembre 1970, l'extrême droite flamande soutint la grève des mineurs du Limbourg. La même année, en été, les fascistes italiens n'eurent aucun mal à se placer à la tête de la révolte prolétarienne de Reggio Calabria

Des partis au service du Capital

La spécificité locale du développement capitaliste détermine largement les étapes de l'implantation des fascismes au sein des classes de la société civile. A l'origine, on relève toujours une forte emprise de ces mouvements sur les secteurs de la petite-bourgeoisie non salariée réactionnaire (commerçants, artisans, paysans) et sur les secteurs les plus faibles des classes dominantes (petits patrons, rentiers, propriétaires terriens).

C'est seulement ultérieurement, lorsque leur mutation en partis de gouvernement atteint son terme, que les courants politiques fascistes parviennent à attirer le soutien explicite des représentants de la grande industrie moderne mécanisée. Après la très grave crise industrielle de 1931 qui a suivi la crise financière de 1929, l'objectif obsessionnel de tous les patrons du monde était de diminuer les salaires et d'accélérer la taylorisation de la production (quantification, standardisation et mécanisation des séquences du procès de travail).

Pour ce faire, dans certains pays exsangues comme l'Allemagne, la classe ouvrière, pourtant battue en 1918-1921 par la social-démocratie au pouvoir, demeurait aux yeux des patrons locaux encore trop dangereuse. Ils considéraient que, pour la faire définitivement capituler face aux diktats de la restructuration, il fallait, en ce moment particulier, l'aide d'un Etat très, très fort.

Ainsi, tout naturellement, avec le soutien des classes dominantes l'alternative politique nazie devint Etat. En Italie, ces mêmes considérations et l'ampleur de la crise économique de l'immédiat après-guerre amenèrent le patronat à "choisir" le fascisme dès 1921.

Dans les années 1930, au delà de l'existence de différences secondaires et de rythmes partiellement asynchrones, du *New Deal* américain au Front populaire français, en passant par le fascisme, le nazisme et le stalinisme, les Etats capitalistes ont agi de la même façon : a) en soutenant massivement l'économie capitaliste et en favorisant son adaptation par l'intervention de l'Etat ; b) en soumettant davantage le travail au capital, en développant de façon significative l'intégration du mou-

vement ouvrier à l'Etat (*New Deal*, Front Populaire) ou en étatisant directement ses fonctions (syndicats fascistes et corporations italiennes, Front du travail nazi).

Négation absolue du conflit de classe

Le fondement philosophique universel des fascismes, contrairement à la démocratie bourgeoise, repose sur le postulat de la négation absolue de l'existence du conflit de classes. Le rejet de toute expression politique de ce conflit s'accompagne de l'exaltation de certains éléments idéologiques de la communauté illusoire du capital.

Ces éléments peuvent indifféremment être la race, la nation, la religion, le territoire, le sexe. L'un de leurs traits permanents, c'est la définition d'un périmètre central dépourvu de conflits politiques et sociaux, à l'intérieur duquel on maintient certains droits et d'où on bannit une ou plusieurs catégories d'indésirables, indignes d'en faire partie.

Cet aspect, si stigmatisé par les démocrates, n'est cependant nullement l'apanage exclusif des fascismes. Il suffit de penser à ce propos à la criminalisation dont sont victimes actuellement les immigrés sans-papiers dans tous les pays capitalistes forts et plus particulièrement en France, pays "berceau" de la démocratie moderne et patrie autoproclamée des *Droits de l'Homme*.

Contre le fascisme : le prolétariat mondial

Le seul véritable ennemi des fascismes, des nationalismes, du racisme, de la xénophobie, du sexisme et des discriminations religieuses, c'est la communauté réelle du prolétariat mondial. Une communauté qui se constitue dans et par la lutte, indépendante des partis et syndicats bourgeois, qui se bat pour l'émancipation de l'homme social des sociétés divisées en classes. Gagner la guerre contre le fascisme n'est possible que lorsque le prolétariat se met en mouvement pour la révolution communiste. En cas contraire, si le prolétariat prend les armes contre le fascisme sans faire la révolution (Espagne 1936), il ne fait que creuser sa propre tombe sous la bannière de tel ou tel camp bourgeois.

Continuité fascisme/démocratie

Les fascismes n'entretiennent pas une relation de rupture avec la démocratie. Ils se posent en un rapport de parfaite continuité avec celle-ci. La transition de l'un vers l'autre, puis de l'autre vers l'un, peut se faire, et s'est faite, selon toutes les configurations, avec ou sans violence, mais toujours en préservant l'essentiel de l'appareil administratif de l'Etat. Les fascismes ne sont pas issus d'autre chose que du capitalisme et ne sont pas l'horreur absolue de sa domination.

Le prolétariat révolutionnaire a appris à ses dépens que dès qu'il en ressent le besoin, l'appareil de l'Etat démocratique le réprime et le massacre tout aussi efficacement que la machine à broyer fasciste, et que la démocratie s'est historiquement avérée le meilleur convoyeur des fascismes. En toute cohérence, le prolétariat révolutionnaire ne doit donc pas s'encombrer de la défense de la démocratie contre le fascisme.

Celui-ci ne doit pas non plus se battre contre le fascisme en employant les méthodes inspirées par la démocratie. La démocratie est à la fois le principe et le

mode de représentation politique le mieux adapté à la dictature capitaliste triomphante. La démocratie totale, que certains plus ou moins sincèrement prônent aujourd'hui encore, est une sanglante utopie qui désormais appartient entièrement et exclusivement au capital.

Historiquement (principalement au XIX^e siècle), celui-ci n'a accordé les libertés démocratiques acclamées (droit de vote, droit d'association, etc.) que sous la contrainte de luttes acharnées menées le plus souvent par un prolétariat bien seul. Aussi, nous ne sommes pas "anti-antifascistes" parce que nous n'avons pas besoin de doper notre combat par l'identification du "véritable" ennemi, d'un adversaire charismatique et absolu, qui, une fois éliminé, ouvrirait *ipso facto* le chemin de la révolution. Si nous ne sommes pas indifférents aux formes de domination, et encore moins à leur assise sociale, on ne peut critiquer le fascisme et l'antifascisme qu'en prenant parti pour la nécessité de la révolution communiste, dûment préparée par la critique théorique matérialiste de la démocratie.

Mouvements violents mais pas révolutionnaires

Les fascismes ne sont pas des mouvements révolutionnaires. Cela n'exclut ni qu'ils utilisent la pire violence lors de leur conquête de l'exécutif, ni qu'ils agissent en actifs briseurs de grève. Si les fascistes et les nazis ont fait couler du sang prolétarien, ils ne se sont cependant pas emparés de l'exécutif puis de l'administration de l'Etat par la violence. Après en avoir reçu l'autorisation explicite ou implicite de la part des suprêmes autorités démocratiques, les fascismes ont investi la direction politique de l'Etat sans coup férir, adoués par ses grands commis et par une partie importante de la bourgeoisie.

En 1922 en Italie, comme en 1933 en Allemagne, la forme démocratique de l'Etat a été mise entre parenthèses, sans remous majeurs, par les classes dominantes de ces pays. De même, après la guerre, lors du passage dans ces pays du régime fasciste au régime démocratique, l'appareil d'Etat a été conservé fondamentalement *in extenso*, y compris naturellement ses organes répressifs. L'Etat russe fit de même dans les pays de l'Est, où nombre de policiers ayant participé à la chasse aux "rouges" furent maintenus en place et leurs compétences largement utilisées au service de la terreur stalinienne.

Mouvements réactionnaires et modernes

Les fascismes italien et allemand ont incarné à la fois des tendances à la réaction et à la modernité.

Réaction, parce qu'ils se nourrissent des ressentiments des classes touchées par le mouvement du capitalisme moderne : petits commerçants victimes de la grosse distribution ou des coopératives ouvrières de consommateurs, paysans victimes de l'effondrement des prix et concurrencés par la grosse exploitation, fonctionnaires de l'Etat regrettant le temps de la splendeur des maîtres qu'ils servaient, aristocrates ennemis du travail et de l'argent, mais aussi ouvriers victimes du taylorisme ne voulant pas voir empirer leur situation professionnelle ou chômeurs concentrant leur haine contre ceux qui ont du travail. En somme, tous ceux qui voulaient un retour à

une époque idéalisée, bouleversée par le développement capitaliste (grande usine mécanisée).

Modernité, non seulement pour leurs côtés spectaculaires (mise en scène du chef et des foules, utilisation "industrielle" de l'audio-visuel), mais surtout pour leurs réalisations pharaoniques (autoroutes, villes nouvelles, etc.) et la concrétisation de pans entiers du programme social de la social-démocratie, pour leur culte du renforcement de l'Etat moderne au prix de la destruction des communautés et des rapports sociaux pré-capitalistes.

Le stalinisme, un fascisme spécifique

Le régime stalinien est autant un ordre fasciste typique avec quelque chose de plus. Au plan idéologique, le stalinisme efface progressivement le concept de lutte des classes pour l'incorporer dans celui de patrie socialiste. Sa première expression aboutie, c'est le "socialisme dans un seul pays". Sur le plan institutionnel, il décrète la fin des conflits sociaux par l'affirmation de la disparition des classes antagoniques.

A la différence des fascismes italien et allemand, il ajoute la faculté de pénétrer en profondeur et durablement le mouvement ouvrier afin d'y compléter la domination social-démocrate. En ce sens, il peut à la fois œuvrer directement pour dévitaliser le mouvement ouvrier indépendant dans sa phase politique ascensionnelle et contribuer en première personne à la répression de celui-ci lorsque les conditions politiques générales ont changé au détriment du prolétariat.

Le stalinisme peut agir indifféremment en parti social-démocrate et en parti fasciste. Cette qualité lui est largement conférée par la spécificité de son origine, étroitement corrélée au plus fort mouvement ouvrier révolutionnaire de tous les temps (Révolution d'Octobre). Les fascismes "classiques" allemand et italien, quoique non dépourvus d'attaches prolétariennes, ne peuvent revendiquer à aucun moment de leur histoire des liens aussi intimes avec le mouvement ouvrier.

Le cas de la seconde guerre mondiale

La coalition de la démocratie impérialiste anglo-saxonne et du fascisme "rouge" russe a gagné la confrontation armée (Seconde Guerre mondiale) contre les fascismes européen et japonais. Cela était inévitable en raison d'une supériorité économique écrasante. Cependant, durant et après la guerre, la démocratie impérialiste anglo-saxonne n'a pas hésité à faire siennes les petites et grandes recettes appliquées par les fascistes en Allemagne et en Italie et par le stalinisme en Russie.

Dans le désordre, nous rappellerons la militarisation du travail, l'élimination des "droits" syndicaux, le parachèvement de l'intégration des syndicats et des organisations professionnelles à l'appareil étatique, la relance productive pilotée par le marché étatique des armements, les camps de concentration pour les communautés dangereuses, l'extermination "industrielle" de masse et la terreur militaire à l'encontre des populations des pays ennemis, etc..

C'est pour cela que, comme le fit dès cette époque la gauche communiste, on peut à juste titre parler d'une victoire politique des fascismes et du stalinisme sur la

démocratie impérialiste anglo-saxonne. C'est pour cette raison encore que la même gauche communiste se refusa d'appuyer un camp impérialiste contre l'autre pendant la deuxième boucherie planétaire et prôna le défaitisme révolutionnaire. Et c'est toujours à la suite d'une telle analyse que la gauche communiste d'Italie, en l'absence d'un mouvement prolétarien indépendant contre la guerre, exprima le souhait, en avant-dernière instance, d'un enlisement du conflit impérialiste et celui, en toute dernière instance, d'une victoire militaire du camp impérialiste le plus faible.

Depuis longtemps désormais, la démocratie impérialiste a digéré le fascisme et, nourrie par ses apports originaux, a confirmé sa faculté de meilleure enveloppe de la dictature du capital. Pourtant, si la situation l'exigeait à nouveau et si le schéma des années 1930 se représentait, elle entamerait une nouvelle fois sa mue fasciste.

Deux conditions nécessaires, quoique nullement suffisantes, régiraient une telle métamorphose. D'une part, la réémergence du prolétariat révolutionnaire décidant les classes dominantes à l'écraser par tous les moyens, légaux comme extra-légaux. D'autre part, l'avènement d'une crise mondiale majeure de la valorisation du capital du type de celle de 1931 qui imposerait à certains impérialismes de conquérir les armes à la main des marchés vitaux. Ces deux conditions pourraient évidemment être balayées par un facteur "exogène" : la révolution communiste. (...)

Bruxelles, Paris 1^{er} novembre 1997.

La fidélité absolue à la liberté d'expression: un piège pour les anarchistes ?

Plutôt que de tomber dans les invectives ou les critiques sectaires, il faut s'interroger sur la défense de la liberté d'expression telle que la conçoivent les militants de la Fédération anarchiste et de Radio Libertaire, bien que les deux structures ne se confondent pas. Raison pour laquelle nous publions plusieurs contributions, y compris celle des Luftmenschen dont nous ne partageons pas toutes les accusations contre la FA et Radio Libertaire, même si nous trouvons scandaleux les propos diffusés sur cette radio à plusieurs reprises. Il nous semble que la question de la «liberté d'expression totale» est complexe (nous avons publié un autre texte des Luftmenschen sur le sujet dans notre anthologie n° 6 *Polémiques et antidotes* et le republions ici), mais que le silence embarrassé sur des propos xénophobes tenus sur les ondes d'une radio anarchiste est particulièrement choquant.

Nous publierons bien sûr toute réponse que des militants de la FA voudront bien nous envoyer, en dehors des communiqués de cette organisation que nous reproduisons déjà ici. Un très long débat (357 messages !) existe sur <http://forum.anarchiste.free.fr> sous le titre provocateur de «Radio Libertaire : La voix de ses maîtres». Il est dommage que s'y règlent toutes sortes de comptes entre individus ou tendances anarchistes, car le sujet méritait de prendre plus de distance pour mieux approfondir les problèmes. *Ni patrie ni frontières !*

Ce premier texte, reproduit dans l'excellente revue *À contretemps*, qui semble n'avoir a priori aucun rapport avec l'actualité «islamophobe» de Radio Libertaire, nous semble intéressant car il montre que certains anarchistes tiennent depuis longtemps à prendre le contre-pied de ce que l'extrême droite appelle «la bien-pensance», la droite le «politiquement correct» et la gauche la «pensée unique», bref à jouer les trouble-fête dans le consensus médiatico-politique. Or, la position de l'éternel trublion contestataire, que ce soit celle du dandy élitiste, du populiste qui dénonce les élites tout en rêvant d'en faire partie, du complotiste qui nous chante l'air du «On nous cache tout, on nous dit rien», ou de l'anarchiste caricatural qui prétend être «contre tout ce qui est pour et pour tout ce qui est contre» (Pierre Dac) ne va pas sans inconvénients, le plus grave étant que les positions politiques défendues deviennent incompréhensibles... (*Ni patrie ni frontières*).

Un peu d'histoire

(Extrait du blog de Floréal Melgar à propos du *Libertaire* et de Céline)

La présence de l'écrivain Louis-Ferdinand Céline dans la liste des personnages célèbres devant être honorés cette année par la République française, puis le retrait de son nom de cette même liste, sur décision du ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, a, ces jours derniers, fait couler un peu d'encre (voir à ce sujet l'article de Jean-Victor Verlinde, «Cinq poids, deux mesures», sur ce blog, rubrique «Mon ami Jean»).

Que cela soit l'occasion, ici, d'offrir une page d'histoire du «Libertaire», à travers l'enquête que ce journal, alors hebdomadaire, consacra sur trois numéros, au mois de janvier 1950, à cet auteur sulfureux.

Le 15 décembre 1949 s'ouvrait à Paris le procès intenté contre l'écrivain Louis-Ferdinand Céline, alors en exil au Danemark et accusé d'avoir, par ses écrits, «porté atteinte au moral de la nation en temps de guerre». Le comité de rédaction du *Libertaire* va s'intéresser à cette affaire et confier à Maurice Lemaître le soin de mener une enquête auprès d'un certain nombre de personnalités de l'époque.

Le 13 janvier 1950, dans un article intitulé «Que pensez-vous du procès Céline ?», d'où émane une bienveillance certaine à l'égard de l'écrivain, le rédacteur du *Libertaire* présente ainsi son enquête : «Le procès de l'auteur du Voyage au bout de la nuit est en cours. Fidèles à notre tradition et pensant que ce procès est plus significatif qu'il apparaît à première vue, nous ne laisserons pas passer l'occasion de mettre devant leurs responsabilités tous les petits conspirateurs du silence, tous les «dans son intérêt il vaut mieux pas...», tous ceux qui ne veulent pas se mouiller, en un mot. Nous poserons la question bien franchement : Que pensez-vous du procès intenté à Louis-Ferdinand Céline ?»

Après avoir énuméré les accusations lancées contre Louis-Ferdinand Céline (lettres parues dans la presse de la collaboration, relations littéraires avec l'Allemagne, position prise contre la Résistance, fuite sous protection allemande, antisémitisme virulent), Maurice Lemaître conclut son article en ces termes : *«Céline a sans doute à se justifier, voire même à répondre de certaines «maladresses», mais à se justifier devant qui ? devant quoi ? La justice en France, aujourd'hui, n'est que dérision. Et le procès Céline, s'il s'ouvre, ne peut être, comme tous les autres procès de même nature, qu'un procès dérisoire. Car la culpabilité de l'auteur du Voyage n'atteint pas la hauteur de celle de bien notoires profiteurs et tortionnaires de la collaboration, libres aujourd'hui, d'écrivains «dédouanés», de politiciens et généraux blanchis. On essaie, sans doute, par le silence fait autour de lui, de lui faire payer, expier ses livres d'avant-guerre, ses succès de littérature et de polémique d'avant-guerre. Par souci d'objectivité et d'information ainsi que pour permettre aux écrivains et personnalités que Céline met en cause de se justifier de cette accusation, nous ouvrons nos colonnes à ceux-ci, consultés pour vous.»* Apparemment, certaines des personnalités contactées ne répondront pas à la question du *Libertaire*.

Dans le même numéro, le journal publie les toutes premières réponses reçues. On peut y lire les lettres de Jean Paulhan, écrivain et éditeur célèbre, longtemps animateur de la *Nouvelle Revue française*, Louis Pauwels, journaliste et écrivain, Albert Paraz, écrivain et ami de Céline, Albert Béguin, écrivain suisse, directeur de la revue *Esprit* de 1950 à 1957, Charles Plisnier, écrivain belge d'abord communiste, puis proche du trotskisme et enfin adepte d'un christianisme social, Aimé Patri, directeur de la revue *Paru*, Paul Rassinier, présenté ici comme «*ex-concentrationnaire*», Paul Lévy, directeur de l'hebdomadaire *Aux écoutes*, l'écrivain Marcel Aymé, ainsi que celle de la rédaction du *Populaire*, une publication socialiste de l'époque. Il s'y dégage une certaine unanimité pour célébrer le talent littéraire de l'accusé, son génie même, pour certains, et estimer que ce procès est inutile, ridicule ou même honteux. Seuls Charles Plisnier et Albert Béguin s'attachent à faire la différence entre l'écrivain et l'homme, «*l'un des plus grands pourrisseurs de la conscience libre*» pour le premier nommé, tandis que le second affirme «*qu'après le Voyage Céline n'a plus écrit une ligne valable. Tout le reste est divagation d'un cerveau malade ou ignoble explosion de bassesse. Tout antisémitisme est répugnant, mais celui de Céline, gluant de bave rageuse, est digne d'un chien servile. Aussi être cet écrivain et finir par aboyer : telle est la vraie tragédie de cet homme, à quoi sa condamnation ou son acquittement ne changeront rien, ni les contre-jappements de ses ennemis, ni les lamentos de ses laudateurs, apologistes et correspondants*».

Dans le numéro suivant du *Libertaire*, daté du 20 janvier 1950, Maurice Lemaître, toujours aussi bienveillant envers le paria, précise que «*notre enquête a suscité des réactions très diverses. C'est tout ce que nous désirions. C'était une occasion pour beaucoup de se prononcer une bonne fois sur un sujet qui tient à cœur tout le monde. Ceux qui nous ont répondu ont montré leur courage. Certains ne l'ont pas fait. Nous leur en tiendrons toujours rigueur car ils ne pourront plus invoquer l'ignorance. Que l'on aime ou pas L.-F. Céline, là n'est pas la question. Une occa-*

sion leur était offerte de dire ce qu'ils pensent de ces procès de sorcellerie». Dans une note située en fin d'article, son auteur signale la création d'un «Comité des Israélites, amis de Céline». *Le Libertaire* reproduit par ailleurs, dans un encadré, la lettre que Louis-Ferdinand Céline, informé de l'enquête menée par ce journal, vient de lui adresser. En voici le contenu : «*Cher ami. Voilà qui fait du bien dans l'état crevant où je me trouve ! et la meute au cul nom de Dieu ! Quel hallali ! Dix ans qu'on me traque. Pante, voué à toutes les routes du monde ! Quelle vie ! de cachots en huttes glacées ! Ah, «hors la loi», cher Libertaire, c'est moche ! Surtout vioque – cinquième fois grand-père, vous imaginez ! Ils vont quand même me passer bientôt au pal, j'imagine. – Je suis promis à la foule – animal d'arène – la foule, la plus grande hypocrite du monde. Je voudrais me traîner là-bas pour voir, si je peux... mais je suis à bout... à plus tenir debout... même pour la curée faut encore une bête à peu près sur pattes ! Je voudrais pourtant les voir en face... Votre bien amical, L.-F. Céline.*»

Ce même numéro du 20 janvier 1950 fournit une deuxième fournée de réponses à la question posée par *Le Libertaire* à ses correspondants. On y trouve les lettres d'André Breton, Jean Galtier-Boissière, directeur du *Crapouillot*, Albert Paraz à nouveau, le peintre Jean Dubuffet, l'écrivain René Barjavel, Gaëtan Picon, Morvan Lebesque, alors rédacteur en chef de la revue *Carrefour* et futur collaborateur du *Canard enchaîné*, ainsi qu'un courrier de l'Union alsacienne des anciens combattants et victimes de la guerre, signée par son président, un dénommé Chont-Luchont. Parmi toutes ces personnalités, seul André Breton, qui ne dit pas un mot sur le procès lui-même, ne témoigne d'aucune sympathie pour Céline, qu'il s'agisse de l'homme ou de son œuvre. «*Mon admiration, écrit-il, ne va qu'à des hommes dont les dons (d'artiste, entre autres) sont en rapport avec le caractère. C'est vous dire que je n'admire pas plus M. Céline que M. Claudel, par exemple. Avec Céline, l'écœurement pour moi est venu vite ; il ne m'a pas été nécessaire de dépasser le premier tiers du Voyage au bout de la nuit, où j'achoppai contre je ne sais plus quelle flatteuse présentation d'un sous-officier d'infanterie coloniale. Il me parut y avoir là l'ébauche d'une ligne sordide.*» Après avoir affirmé toute son horreur pour cette «*littérature à effet qui très vite doit en passer par la calomnie et la souillure*», André Breton termine sa lettre en ces termes : «*A ma connaissance, Céline ne court aucun risque au Danemark. Je ne vois donc aucune raison de créer un mouvement d'opinion en sa faveur.*»

Les autres réponses, là encore, s'attachent à mettre en valeur l'œuvre littéraire de Céline, «*le plus grand génie lyrique que la France ait connu depuis Villon*» (René Barjavel), «*le plus grand romancier vivant avec Faulkner*» (Morvan Lebesque), «*un des plus merveilleux poètes de notre temps*» (Jean Dubuffet), «*l'écrivain le plus important de l'entre-deux-guerres*» (Jean Galtier-Boissière). Si Gaëtan Picon s'en tient prudemment à une appréciation positive du seul *Voyage au bout de la nuit*, considéré comme «*l'un des cris les plus farouches, les plus insoutenables que l'homme ait jamais poussés*», il n'en va pas de même avec Albert Paraz, qui demande à être condamné lui aussi si Céline doit l'être, dénonce avec fougue ce «*procès en sorcellerie*» et s'en prend violemment à ce qu'il appelle «*les tartuffe-*

ries» d'Albert Béguin, qui s'était exprimé sur le sujet la semaine précédente (*voir plus haut*). Paraz lui reproche notamment d'évoquer l'antisémitisme de Céline alors que le procès qui lui est intenté ne fait état que d'«*actes de nature à nuire au moral de la nation, c'est-à-dire, en gros, de démoralisation de l'armée*». «*Ce pharisien, écrit Paraz, crée un doute pour accabler un homme crucifié dans sa chair. Si c'est ce genre de bourrique qu'on est exposé à rencontrer au détour d'un bénitier à la veille de l'année sainte, ce n'est pas demain qu'on me verra hanter les églises.*» Cette «*atteinte au moral de la nation en temps de guerre*» fait également réagir avec vigueur le président de l'Union alsacienne des anciens combattants et victimes de la guerre : «*Quelle sinistre rigolade ! Il faudrait d'abord que cette «nation» ait une morale. A moins qu'on appelle «morale» une situation qui consiste à permettre à quelques parasites, visqueux et pleins de suffisance de vivre et de s'engraisser du profit des périodiques tueries qu'ils provoquent, qu'ils bénissent et qu'ils fêtent.*»

L'enquête lancée quinze jours plus tôt prend fin dans le numéro du *Libertaire* du 27 janvier 1950. Il est permis de penser qu'elle ne fut pas du goût de tout le monde au sein de l'organisation anarchiste. Ce n'est plus au seul Maurice Lemaître, très favorable à Louis-Ferdinand Céline dans les deux numéros précédents, qu'est laissé le soin de présenter le troisième volet de cette enquête. L'encadré qui chapeaute les dernières réponses adressées au journal et le courrier des lecteurs est cette fois signé par la rédaction. Voici ce qu'on peut y lire : «*Il ne s'est jamais agi pour nous de défendre Céline, non plus de l'attaquer. Simplement, à travers son cas, nous avons voulu nous élever contre les procès d'opinion. Certains de nos camarades travailleurs ont été étonnés de nous voir lancer cette enquête au moment où tant de révolutionnaires tombent en Espagne, derrière le Rideau de fer et ailleurs, au moment où, pour un Céline réduit à la misère, des millions d'hommes sont enfermés dans des camps de concentration, dans les prisons, pour simple délit d'opinion. Eh bien ! Céline l'antisémite, mais aussi l'inoubliable écrivain, est victime aujourd'hui de ces procédés, car le délit d'opinion est cousin germain du racisme. Mais nous n'admettons pas que les juges qui condamnent les insoumis, les objecteurs, qui gardent en prison les mineurs, condamnent un homme qui au moins a eu, lui, le courage de ses opinions.*»

Pour sa dernière livraison de courriers, *Le Libertaire* offre cette fois les contributions d'Albert Camus, de l'écrivain surréaliste Benjamin Péret, d'Alain Sergent, écrivain, et de Jean-Gabriel Daragnès, peintre et illustrateur, ami de Céline. Les deux derniers nommés se rangent sans hésiter au côté de Céline, Alain Sergent estimant que, «*dans une situation nouvelle, la plupart des "juges" seront prêts à condamner ceux qu'ils servent aujourd'hui, et à filer doux devant un Doriot quelconque*», quand Daragnès s'inquiète du sort réservé à «*l'un des plus grands écrivains actuels (...) menacé dans sa santé, dans sa vie, dans son œuvre pour avoir été en rébellion contre une époque qui ne tolère pas la liberté de penser*». Comme André Breton avant lui, Benjamin Péret, avec plus de vigueur encore, ne fait preuve d'aucune indulgence envers l'écrivain en exil. Il commence par s'étonner de «*l'intérêt soudain*» que porte *Le Libertaire* envers Céline, rappelant que ce dernier «*a joué, avant et*

pendant la guerre, un rôle tout à fait néfaste. Toute son œuvre constitue une véritable provocation à la délation et, de ce fait, devient indéfendable à quelque point de vue qu'on se place car la poésie ne passe pas, quoi qu'en disent ses thuriféraires, par la bassesse et l'ordure». S'insurgeant contre «une campagne de «blanchiment» des éléments fascistes et antisémites qui se développe sous nos yeux», Benjamin Péret ne cherche aucune circonstance atténuante à l'accusé, souhaitant simplement «qu'il reste au Danemark où il ne risque rien s'il n'ose pas se présenter devant un tribunal dont il n'a guère à attendre qu'une condamnation de principe». Quant à Albert Camus, voici ce que dit sa courte lettre : «La justice politique me répugne. C'est pourquoi je suis d'avis d'arrêter ce procès et de laisser Céline tranquille. Mais vous ne m'en voudrez pas d'ajouter que l'antisémitisme, et particulièrement l'antisémitisme des années 40, me répugne au moins autant. C'est pourquoi je suis d'avis, lorsque Céline aura obtenu ce qu'il veut, qu'on nous laisse tranquilles avec son cas.»

Pour compléter ce dernier volet de l'enquête consacrée au procès Céline, *Le Libertaire* reproduit également sept lettres de lecteurs. Bien que la rédaction ait précisé qu'«une très grande diversité d'opinions» caractérise les réactions des lecteurs, six des sept lettres publiées se montrent, à des degrés divers, favorables à l'écrivain et hostiles au procès qui lui est fait. Un seul lecteur, J. Tomsin, sera très critique : «Je ne suis pas un coco, un bouffeur de sang... *Le Céline*, je proposerais même pas de le livrer en pâture à la seule justice convenable : celle des Juifs qui en sont revenus... du Bout de la nuit...» Après avoir offert un florilège d'écrits antisémites glanés dans l'ouvrage *Bagatelles pour un massacre*, ce lecteur conclut ainsi : «Non, vraiment, y a pas de quoi bramer... *Le Céline* est au Danemark, qu'il y reste... Et nous, fermons-la...»

Enfin, à la suite de ce courrier des lecteurs, *Le Libertaire* publie la longue lettre, signée de leurs initiales, qu'adressent au journal cinq militants du groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste. Ceux-ci font part de leur indignation devant l'importance que leur journal a pu accorder à ce qu'ils appellent «*la défense de L.-F. Céline*». Sans, bien sûr, approuver le procès en cours, ces militants prétendent, contrairement à ce qu'affirme Maurice Lemaître dans son premier article, se foutre «comme d'une guigne» du sort de Céline et n'avoir pas attendu les points de vue des Rassinier, Aymé et Paraz pour se faire une idée de ce que valent les tribunaux de justice. «En admettant même que Céline ait «*la meute au cul*», écrivent-ils, cette meute ne nous paraît pas comparable à celle qui s'acharne contre les persécutés sociaux d'Espagne, de Bulgarie, de Bolivie, de Grèce, d'Europe orientale, des Indes, du Vietnam ou, sans aller si loin, d'Afrique du Nord et de France (voir mineurs, déserteurs, etc.), ce sont ceux-là, ces lampistes, ces révolutionnaires, ces inconnus sans panache, qu'il est dans la tradition du *Libertaire* de défendre et non ceux qui ont le mépris de la masse, ceux qui sont bien assez grands pour se tirer des mauvais draps dans lesquels ils se mettent».

Maurice Lemaître, à l'origine de l'enquête, signera quant à lui un dernier petit écho signalant le changement d'attitude du *Canard enchaîné* qui, d'abord critique

envers *Le Libéraire* et sa «*drôle d'idée de s'intéresser à ce peu ragoûtant personnage*», va, à la suite des très nombreuses réactions de ses lecteurs, réviser son jugement, sous la plume de Treno, «*en posant le problème d'une façon beaucoup plus objective*»...

Floréal Melgar, mercredi 26 janvier 2011

Radio Courtoisie, en direct sur 89.4 FM

Le «racisme libertaire» est une expression que nous aurions aimé n'avoir à jamais employer. Pourtant, il n'y a pas moyen de faire autrement, en ce qui concerne l'objet de cet article : une émission diffusée sur Radio Libertaire, le 27 avril 2009. Ce jour-là, l'animateur de «La Philanthropie de l'Ouvrier Charpentier» invite deux membres du groupe Riposte Laïque à propos de la publication de leur dernier ouvrage *Les dessous du voile : 1989-2009, vingt ans d'offensive islamiste*.

Nous ne nous étendrons pas ici, sur le groupe en lui-même, dont le discours et l'objectif sont dépourvus d'ambiguïté. Riposte Laïque assume parfaitement la hiérarchie entre le danger représenté par les différentes religions monothéistes, et donc, la dénonciation prioritaire de l'islam, au nom d'une «offensive» de celui-ci contre la République.

Actuellement, Riposte Laïque s'est engagée dans un combat contre ce qui est appelé l'«islamisation» du quartier Barbès, publiant notamment de nombreuses photos de personnes musulmanes parfaitement reconnaissables, et les désignant comme les membres d'une «police Paris-lamiste».

On pourrait donc s'interroger sur le sens d'une invitation à un tel groupe, sur la radio de la Fédération Anarchiste. Mais, pourquoi pas, s'il s'agit d'en faire une critique sans concession, au nom d'une autre laïcité, d'un anticléricalisme universel, qui est à la base du mouvement anarchiste.

Mais ce 27 avril 2009, il s'agit de toute autre chose : pendant l'émission, Philippe Raulin, l'animateur, par ailleurs secrétaire mandaté par les adhérents de la FA pour Radio Libertaire, reçoit les deux animateurs de Riposte Laïque comme des compagnons de route, avec lesquelles les divergences existent, mais sont secondaires. Et ces divergences, comme nous le verrons, ne concernent en rien le discours objectivement raciste qui va être tenu pendant une heure, sous couvert d'anticléricalisme.

Chacun peut écouter l'intégralité de l'émission, en recopiant le lien suivant dans son navigateur (1). Et constater que les propos reproduits ici ne sont pas sortis de leur contexte.

L'argument le plus «modéré» qui sera évoqué dans cette émission est celui de la particulière nocivité de l'islam, au regard des autres religions. Ainsi, Anne Zelensky affirme-t-elle très vite : «Les trois religions monothéistes sont sexistes, mais il y en a des moins pires.»

Cette affirmation, à aucun moment, évidemment ne sera étayée par des arguments objectifs. La seule «preuve» de cette nocivité particulière résiderait dans l'«offensive islamique» sur la laïcité, dont la tentative d'imposer le voile dans l'espace public constituerait le cœur stratégique. D'entrée donc, est affirmée une critique différenciée des religions, une échelle de valeurs, une prise de parti.

Pour Riposte Laïque et l'animateur, l'«islamophobie» n'est qu'une critique spécifique de l'islam et une hiérarchisation fondée sur un état actuel des stratégies des différentes religions. Cela n'aurait rien à voir de près ou de loin, avec du racisme, puisque toutes les autres religions pourraient, en fonction de leur évolution, être critiquées sur la même base.

Mais les propos tenus pendant toute l'émission démentent cette affirmation, et permettent de tracer clairement la frontière entre la critique spécifique de l'islam et l'islamophobie, forcément raciste.

Car tout au long de cette émission, avec une hargne sans faille des deux membres de Riposte Laïque et la complaisance de l'animateur, ce n'est pas seulement l'islam qui va être attaqué mais les individus musulmans, et parmi eux les jeunes femmes et les adolescentes.

Anne Zelensky n'hésite pas ainsi, à développer longuement les réactions de rejet PHYSIQUE que lui inspirent les femmes voilées : «C'est vraiment quelque chose de physique le voile, on ne peut pas le comparer avec les autres religions», «J'ai mal au ventre, le cœur qui bat.» A de nombreuses reprises, elles sont qualifiées, également par l'animateur, de «Fantomas», de «Belphegor», de «fantômes». Certains partisans de l'interdiction du voile font au moins mine de prétendre le faire pour les femmes voilées, pour eux toutes des victimes. Sur Radio Libertaire, on ne prend pas de ces précautions oratoires que même l'UMP utilise.

En effet, pendant toute l'émission, chacun va revenir sans arrêt sur la complicité de ces femmes dans l'offensive en cours, et notamment en ce qui concerne les mineures. A plusieurs reprises, elles sont présentées comme des «petites soldates».

«Creil 1989, tu as trois jeunes filles de treize ans qui veulent imposer le voile à l'école.» «Des personnes de 12/13 ans qui connaissent parfaitement les lois.» «Tu vas avoir immédiatement la petite soldate de service qui vient avec son voile.»

Du simple port du voile, il est déduit bien plus qu'une conviction religieuse. Riposte Laïque martèle sans cesse sa thèse de l'«offensive structurée et programmée», et notamment à propos des femmes qui refusent d'être examinées par un homme à l'hôpital, de celles qui portent plainte pour discrimination lorsqu'on leur interdit, en raison du port du voile, l'accès à un lieu public ou même privé.

Les mots ont un sens : évoquer des prises de position individuelles, comme reflétant une offensive «structurée et organisée», ce n'est pas autre chose que faire de chaque musulman l'agent conscient d'un «complot islamiste». Raisonement qui a une parenté évidente avec celui du «complot juif» et, comme nous le verrons, cette parenté ne s'arrête pas là.

On est bien en tout cas dans un discours raciste qui s'attache à la personne et non à la religion. D'ailleurs, à plusieurs reprises, les deux animateurs tombent le voile, et emploient le terme «arabe», à la place de celui de musulmans, sans qu'une quelconque correction, même de forme, soit apportée par l'animateur. «La façon de faire des garçons arabes, leur machisme ouvert confortent le sexisme latent des autres», «Les garçons arabes ne supportent pas les jupes». Ces propos sont présentés comme inattaquables car émanant notamment de Fadela Amara, elle-même d'origine maghrébine, là encore une rhétorique usée à l'extrême droite

raciste et antisémite. Mais au fil de l'émission, on va aller encore bien plus loin dans le fascisme ouvert : il ne s'agit pas seulement de décréter des «inférieurs», religieux et culturels, mais de faire l'apologie des «supérieurs». Et l'alibi de la critique religieuse tombe au cours de l'émission : il ne s'agit pas seulement de présenter le christianisme comme moins dangereux que l'islam, mais bien d'exalter une civilisation : l'Occident.

«Il y a CHEZ NOUS une espèce de crispation honteuse, Il faudrait abandonner la conscience malheureuse de l'ex-colonisé (*sic*).» «Y'a des cultures plus avancées que d'autres, ça dépend des domaines. Incontestablement la culture occidentale est plus avancée sur la question des libertés individuelles, et du droit des femmes.» Puis, le cheminement se poursuit : «Tant qu'on est culpabilisé d'être occidental, on va droit dans le mur et on est grignotés, et les AUTRES se permettent de faire du chantage.» Et enfin : «Y'a une espèce de chantage des enfants de colonisés sur les ex-colonisateurs». «NOTRE culture occidentale est tout à fait admirable, oui, il y a une hiérarchie dans les cultures.»

On est bien dans le racisme systémique : un NOUS et un EUX, avec une hiérarchie fondée sur la culture dans son ensemble et pas sur l'un de ses aspects. Et bien au-delà des «musulmans», des «Arabes», le EUX ce sont en France les «ex-colonisés», les «petits-enfants des colonisés». Vaste catégorie, qui divise donc les individus, non pas en vertu d'un choix culturel de leur part, mais sur la base de la filiation familiale. Le camp des coupables englobe bien tous ceux qui sont nés quelque part et leurs parents.

L'ensemble de cette émission est donc une accumulation d'amalgames grossiers, de discours racistes dont la banalité ne mériterait aucune analyse spécifique s'ils avaient été tenus sur Radio Courtoisie, mais dont l'absence totale d'ambiguïté rend plus répugnante encore leur diffusion sur la radio de la Fédération Anarchiste.

Et malheureusement, les interventions de l'animateur, bien loin d'aller à l'encontre de cette hallucinante profession de foi frontiste, y ajouteront un élément qui y manquait pour en faire un modèle du genre : l'antisémitisme.

Notre secrétaire national de la FA, en effet a bien une divergence avec Riposte Laïque : certes il reconnaît que le «djihad est dans la rue», il déplore que le voile ne soit pas d'ores et déjà interdit à l'université, il ne bronche à aucun moment même quand on passe de «musulmans» à «arabes».

Mais voilà, Riposte Laïque, au cours de l'émission, ne tape pas sur les Juifs. Or notre animateur partage la répugnance qu'inspire à Anne Zelensky «les petites soldates de treize ans» et sa réaction physique devant la femme voilée.

Mais Philippe Raulin ajoute : «Moi quand je vois un gamin de cinq ans avec une kippa, j'ai la même claque. Il me pose le même souci qu'une bonne sœur.» Dans la bouche d'un anarchiste prétendu, de celui qui se revendique d'un courant pour qui les membres du clergé, quels qu'ils soient sont des ennemis politiques, les mettre sur le même plan que des enfants de cinq ans porteurs d'un signe religieux, c'est sans ambiguïté aucune.

Et par la suite, Philippe Raulin va montrer à Riposte Laïque qu'il n'est pas en reste sur les clichés racistes propres à chaque culture minoritaire. A plusieurs repri-

ses, il évoquera le judaïsme, comme une religion qui pratique elle aussi une offensive, mais «en se cachant». Il opposera ainsi le «djihad mené dans la rue» et le «terrorisme interne» de la religion juive.

On notera que les deux membres de Riposte Laïque, qui prétendent fréquemment dénoncer l'islam au nom de la lutte contre l'antisémitisme, viscéral selon eux dans la population «musulmane» notamment des quartiers populaires, ne relèveront pas le cliché pourtant traditionnel du Juif «qui se cache» pour mieux régner.

Le sabre arabe et le goupillon juif (2), en quelque sorte, à chacun selon les «capacités» de sa race, le djihad ouvert pour les Arabes, primitifs au sang chaud, et la dissimulation sournoise pour les Juifs.

Mais le secrétaire national de la FA croit déceler bien plus inquiétant dans la situation actuelle : il semblerait que les minorités, déjà nuisibles en elles-mêmes, s'inspirent désormais mutuellement pour leurs complots réciproques. En fin d'émission, Philippe Raulin explique donc qu'aujourd'hui la Shoah est instrumentalisée pour neutraliser toutes les critiques contre le judaïsme et Israël, en les réduisant à de l'antisémitisme. Evidemment, Raulin ne précise pas quelles seraient ces critiques, ni dans quel contexte elles seraient qualifiées d'antisémitisme.

Malheureusement, dans le contexte de cette émission, ces critiques en courent effectivement le risque : par exemple quand la Shoah est qualifiée, sans plus, de «massacre ignoble», une banalisation pas anodine après l'énoncé des clichés précédents. D'ailleurs, un des deux intervenants était déjà allé extrêmement loin, dans la banalisation du nazisme, en comparant le voile à l'étoile jaune.

Donc, la thèse de Raulin, est celle-ci : «L'islam essaie de se positionner, par rapport à la Shoah, qui a été un massacre ignoble, on ne peut pas critiquer. On a une tentative d'arriver à peu près à la même démarche de la part de l'islam.»

Et là où les Juifs neutraliseraient la critique religieuse et politique en culpabilisant avec le génocide, les musulmans eux, feraient la même chose, avec...la colonisation.

Heureusement pour la France, sur Radio Libertaire, on ne se laisse pas culpabiliser, comme le démontrent cette courageuse émission, ses invités et son animateur.

Les défenseurs officiels de la France aux Français ne s'y sont pas trompés. C'est avec plaisir que le site FrançoisdeSouche, l'un des leaders de l'Internet d'extrême droite, diffuse donc une partie de l'émission le 28 septembre 2009. Plaisir partagé dans les commentaires où l'éloge de Riposte Laïque voisine avec le contentement de voir des propos de ce type sur une radio anarchiste. Comme le résume bien un certain «Personne», «Radio libertaire sur Fdesouche, c'est dire si la situation est sentie comme dramatique par tous, au-delà des orientations politiques traditionnelles.»

Depuis cette diffusion, Riposte Laïque a réagi, en disant très clairement qu'elle ne voit aucun problème politique à voir repris ses propos par fdesouche. Rien d'étonnant.

Quant à Radio Libertaire et à la Fédération Anarchiste, nous avons cherché, en vain, une réaction individuelle ou collective à cette émission, et aux propos qui y ont été tenus, par les invités comme par l'animateur.

Pourtant le problème va bien au-delà de la simple question de la tribune donnée à des thèses racistes et antisémites : même l'argument éculé de la liberté d'expression et du débat démocratique contradictoire ne tient pas une minute, dans la mesure où, à aucun moment, les propos racistes de Riposte Laïque ne seront contredits sur le fonds principal. L'animateur renchéra dans le sens de ses invités, et y ajoutera ses propres délires.

Pourtant, le contenu de cette émission engage bien au-delà de son animateur, dans la mesure où celui-ci exerce de longue date un mandat national qui lui a été conféré par l'ensemble des membres de la Fédération anarchiste. Une organisation où ces mandats sont en très petit nombre, et donc absolument pas anodins. Une organisation dont les membres ne peuvent se réfugier derrière «la trahison du mandaté», dans la mesure où il s'agit de mandats directs et révocables à tout moment, si besoin est, et selon un mécanisme qui peut être demandé par tout adhérent.

A ceux qui prétendent que la perméabilité actuelle d'une partie de l'extrême gauche aux thèses d'extrême droite est une pure invention paranoïaque et diffamatoire, cette émission oppose un nouveau démenti, d'autant plus cinglant, qu'encore une fois elle n'a donné lieu à aucune réaction à l'extrême gauche six mois après sa diffusion.

Elle démontre aussi l'absurdité des discours visant à démontrer que le racisme et l'antisémitisme sont deux phénomènes distincts, qui n'évolueraient pas forcément de concert.

De fait, c'est bien de manière concomitante que les discours antisémites (sous couvert de lutte «antisioniste») et les discours racistes (sous couvert de lutte «anti-islamistes») progressent depuis quelques années à l'extrême gauche, comme dans le reste de la société.

Et l'entente cordiale entre l'animateur et les invités de cette émission, dont les priorités de stigmatisation sont pourtant différentes, en est le meilleur exemple.

Qu'un tel cas d'école du discours fasciste ait eu une radio qui se revendique comme anarchiste pour l'accueillir, devrait avoir des conséquences immédiates sur les rapports à entretenir avec l'organisation politique responsable de cette radio.

Luftmenschen

Notes

(1) <http://www.ripostelaïque.com/Anne-Zelensky-et-Pierre-Cassen.html>

Nous ne publions pas de liens cliquables vers les sites d'extrême droite. Merci de respecter cette mise en page si vous reprenez nos textes [Depuis que cet article a été écrit il n'est plus possible d'entendre l'émission en entier, seules 8 minutes ont été conservées. Pour l'entendre, il faut explorer le site forumanarchiste.free.fr. arriver à la 3^e page du débat «Radio Libertaire : La Voix de ses maîtres» et cliquer sur le lien proposé par «Denis». voir les explications à la page. *NPNF*].

(2) Expression visant à qualifier l'encerclement des esprits évolués en France, dont la paternité revient également à des militants de la FA, qui traduisaient de cette manière imagée leur conception de la situation actuelle mais aussi de

l'Histoire de France. Le tout dans un texte à propos des manifs pour la Palestine, où les dérives antisémites indéniables étaient cependant indistinctement attribuées à l'ensemble des musulmans présents décrits, dans un style banalement lepéniste comme «Un flot continu de femmes voilées et de barbus sortant toujours des bouches du métro». Texte publié par *Le Monde libertaire* n° 1539 et visible également sur le site de fdesouche, décidément en passe de devenir un fidèle et efficace relais de la FA (<http://www.fdesouche.com/articles/21475>)

Accords et désaccords avec les Luftmenschen

Les Luftmenschen commencent leur article sur Radio Libertaire en parlant de «racisme libertaire» et même d'«antisémitisme» à propos d'un animateur de la Fédération anarchiste que j'avais moi-même traité de «crétin», ainsi que son ami, Jocelyn Bézécourt, à la fin d'un pseudo-«débat» sur Radio libertaire, entre autres, parce que ces deux libertaires croyaient que la charia régnait dans certaines écoles élémentaires en France et était pratiquée par des enfants de 8 ans (la discussion se trouve sur le site anarsonore).

Il me semble qu'il y a de la marge entre :

- d'un côté, l'ignorance abyssale de l'islam qui caractérise les militants «révolutionnaires», le refus d'analyser concrètement quelles sont les pratiques des musulmans en France et de quels droits démocratiques ils doivent bénéficier au même titre que n'importe quels croyants, la stupidité ou l'entêtement de tel ou tel individu, voire le trip de toute-puissance de nombreux militants (trip dans lequel n'importe lequel d'entre nous peut tomber à un moment ou à un autre),

- et, de l'autre, le racisme ou l'antisémitisme qui sont des idéologies solidement constituées, et dont il ne me semble pas que la Fédération anarchiste ou même Radio libertaire soient le vecteur principal, ou même secondaire, en France. Lancer ce type d'accusations contre un individu et accuser toute une organisation d'en être complice me semble à la fois inexact, dans ce cas précis, mais surtout contre-productif, si l'objectif est de pousser les membres de la Fédération anarchiste à clarifier leurs positions.

Radio libertaire invite toutes sortes de gens sur ses ondes et même si cette «ouverture» me déplaît souverainement car elle ne peut que semer la confusion, on ne peut amalgamer les invités, les animateurs et la FA dans la même réprobation ou la même critique. Quant à la cuisine interne de cette organisation, et aux raisons pour lesquelles d'autres positions ne se sont pas exprimées publiquement, j'ignore pourquoi une telle émission a été suivie d'un silence public inquiétant (et malheureusement d'autres émissions lamentables ont suivi comme le montrent deux autres articles publiés dans ce numéro). Pour expliquer ce silence, je tendrais plutôt à penser (mais je n'ai pas de «Gorge profonde» au sein de la FA) qu'il s'agit d'une tare de fonctionnement que l'on retrouve dans toutes les organisations «révolutionnaires» : peur de nuire à l'image du groupe si l'on met certaines divergences sur la place publique, difficultés à exprimer des positions nuancées sur des questions complexes, volonté de respecter de mystérieux équilibres internes pour des raisons tactiques quitte à s'asseoir sur ses principes, etc.

Il y a peut-être aussi un problème par rapport à la conception de la liberté d'expression qu'a la FA et la façon dont cette conception influe sur la programmation de la radio, les animateurs qui y participent, etc. Cela ressemble parfois, pour

moi, observateur extérieur, et auditeur irrégulier, à un grand n'importe quoi mais je n'en ai jamais discuté avec des militants pour qu'ils m'expliquent les raisons de leurs choix.

Pour ma part, je connais peu les militants de la FA, mais chez ceux que j'ai rencontrés et avec lesquels j'ai le plus de désaccords je verrais plutôt les traces d'une proximité idéologique bizarre avec l'idéologie républicaine laïque et franc-maçonne qu'avec le racisme ou l'antisémitisme. Cette proximité politique et philosophique date du XIX^e siècle et on la retrouve aussi chez certains marxistes et trotskystes actuels.

Second désaccord, plus important, car il touche à une question de fond et non d'appréciation tactique : les Luftmenschen gobent la thèse de l'islamophobie imposée à l'échelle internationale par les 57 Etats musulmans membres de l'Organisation de la Conférence islamique et désormais vérité première à la fois pour l'ONU et l'Union européenne.

On me permettra de me montrer sceptique sur cette confusion étatique délibérée entre critique virulente de la religion (donc y compris blasphème) et «racisme», contre ceux qui la pratiquent. Dans le cas précis de la France, au-delà des petites phrases, il n'y a pas d'islamophobie d'Etat, bien au contraire, par contre il y a bel et bien un racisme institutionnel contre les personnes originaires d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, qu'elles soient musulmanes ou pas. Confondre systématiquement l'hostilité d'une partie de la population française contre l'islam (pour de bonnes et de mauvaises raisons) avec du racisme me semble particulièrement maladroit, surtout de la part de libertaires qui habituellement justifient sans le moindre problème les massacres de religieux en Espagne durant la Guerre civile de 1936.

De plus, avant la Seconde Guerre mondiale, les anarchistes espagnols, ou français, ne propageaient-ils pas une véritable «religiophobie» ? J'emploie à dessein le terme de phobie, car il me semble particulièrement approprié, du moins ici. Et d'ailleurs l'animateur de L'Ouvrier Charpentier ainsi que Pierre Cassen se déclarent dans l'émission «catholicophobes», «bouddhistophobes», etc. Ce qui est réduire l'athéisme, une conception philosophique matérialiste scientifique à une phobie, c'est-à-dire si les mots ont un sens, à un problème psychologique qui empêcherait ceux qui en souffrent de vivre à côté de catholiques ou de bouddhistes... La phobie est une souffrance pas une position philosophique ou politique ! Une telle vision de l'athéisme n'est pas seulement réductrice, elle est tout simplement ridicule.

L'article sur les «jésuites» de *l'Encyclopédie anarchiste* (qui n'est pas reproduit dans le recueil *La Raison contre Dieu*, publié aux Editions *Ni patrie ni frontières*, mais que l'on peut lire en ligne) est digne des pires théories du complot actuelles – et cela n'a rien à voir avec l'antisémitisme dénoncé par les Luftmenschen et tout à voir avec la prégnance des théories du complot chez les «révolutionnaires» depuis les débuts de l'histoire du mouvement ouvrier. Il serait bon que les Luftmenschen s'interrogent sur les limites de la critique des religions telle qu'elle est pratiquée depuis le XIX^e siècle par les anarchistes et les marxistes (cf. notre anthologie n°5 *Religion et politique*) plutôt que de recourir à une explication aussi facile que celle du racisme.

Adopter la thèse de l'islamophobie, c'est aussi renforcer involontairement la thèse du conflit, voire de la guerre, des civilisations. En effet, si tous les Etats occidentaux sont engagés dans une guerre contre l'islam et contre les musulmans, comment ne pas penser qu'il existe bien (au moins) deux civilisations opposées et inconciliables ? Ce n'est certainement pas ce que pensent les Luftmenschen, mais c'est de fait ce que pensent les défenseurs de gauche et gauchistes qui propagent leur version de la thèse de l'islamophobie, puisque ce sont les mêmes qui défendent le relativisme culturel et le multiculturalisme comme solution au problème de «coexistence» entre les communautés, et qui dénoncent l'«occidentalisme» de tous ceux qui prônent la lutte de classe.

Quant aux réflexions sur les juifs émises par l'animateur de Radio libertaire, je ne ferai pas exactement les mêmes critiques que les Luftmenschen, à part effectivement que j'ai été choqué, tout comme eux, par sa colère déplacée contre les enfants de 5 ans qui portent la kippa (il tint les mêmes propos sur le «terrorisme» supposé des enfants musulmans de 8 ans dans les écoles élémentaires lors de notre discussion en 2008). Philippe Raulin pense visiblement aux Loubavitch quand il parle des juifs puisqu'il évoque des coutumes pratiquées seulement par les courants les plus sectaires. Il n'évoque pas la grande diversité des courants du judaïsme en France et s'acharne sur les courants ultra-orthodoxes qui, s'ils connaissent malheureusement un certain succès, ne sont pas majoritaires pour le moment. C'est un peu comme si un athée critiquait l'Eglise catholique en évoquant uniquement les partisans de Mgr Lefebvre et en prétendant que tous les curés portent des soutanes et récitent la messe en latin. Ses critiques tombent à plat et relèvent effectivement d'un amalgame grossier entre une minorité obscurantiste et la majorité de la communauté juive française qui n'a pas du tout les mêmes pratiques (téfilins, papillottes, barbes et chapeaux pour les hommes ; perruques et robes longues pour les femmes) ni les mêmes conceptions..

Quand il introduit la question d'Israël, il souligne l'impossibilité de critiquer la politique de cet Etat en France, ce qui est tout à fait absurde : il suffit de se rendre à la FNAC ou d'ouvrir son poste de télé pour constater le contraire. Mais surtout, il tient le même raisonnement que les sionistes religieux, puisqu'il confond la question nationale israélienne, susceptible d'être débattue politiquement et rationnellement, et celle d'une identité religieuse. Bref il confond identités juives (et les positions à ce sujet sont multiples), identités israéliennes, judaïsme et sionisme, ce qui est assez habituel dans les milieux gauchistes et libertaires, mais ne relève pas de l'antisémitisme, plutôt de la caricature et de l'approximation.

Enfin, autant je partage la colère des Luftmenschen contre Riposte Laïque, autant il me semble qu'il y a quelque chose de très dangereux dans cette émission, comme dans toutes les vidéos que l'on peut voir sur Internet, et dans lesquelles intervient Pierre Cassen, un élément formel que les Luftmenschen n'ont pas décelé. C'est la capacité de ce xénophobe de gauche d'énoncer le plus calmement et le plus doucereusement possible des énormités racistes qu'il égrène dans le cadre d'un discours républicain centré sur un prétendu bon sens. Sa force de persuasion, et l'empathie qu'il peut faire naître chez ses auditeurs sont plus fortes parce qu'il

garde toujours son calme, ne hausse pas la voix, ne traite pas ses adversaires dans un débat de «crétin» ou de «salopard», comme peut le faire quelqu'un emporté par l'indignation... Dans une émission d'Arrêt sur images («Les ultraïcs vers l'extrême droite ?» : <http://www.arretsurimages.net/vite.php?id=8153>) où il est confronté à Nadia Geerts et à un dirigeant de l'UFAL, Bernard Teper, qui avait refusé de lui serrer la main et refusait même de le regarder, Cassen marqua à mon avis des points parce qu'il apparut comme une «victime» de «l'intolérance» de son interlocuteur. Alors que sa camarade Anne Zelenski, toujours outrancière et énermée, fut beaucoup moins convaincante dans son rôle de raciste de gauche.

Ce sont des facteurs que nous ne devons pas ignorer si nous devons combattre la propagande de la gauche laïco-xénophobe.

Y.C., juin 2011

P.S. Il est désormais impossible d'écouter cette émission sur le site de Riposte laïque qui y figurait, en bonne place, depuis deux ans. On ne peut plus en écouter qu'un résumé de moins de 10 minutes, et ces extraits recourent ceux cités par les Luftmenschen, mais on n'entend pas dans ce «digest» les remarques de l'animateur de Radio Libertaire. Pour la dénicher, il faut explorer le site forumanarchiste.free.fr. arriver à la 3^e page du débat «Radio Libertaire : La Voix de ses maîtres» et cliquer sur le lien proposé par «Denis». Un périple complexe... Il serait donc bon que la Fédération anarchiste mette l'intégralité de l'émission en ligne... et s'explique enfin sur ces dérapages inadmissibles. Reconnaître son erreur coupe l'herbe sous les pieds aux critiques. Se taire permet toutes les spéculations, y compris les plus mal intentionnées.

Réponse des Luftmenschen

L'affaire «Riposte Laique sur Radio Libertaire» aura décidément fait couler beaucoup d'encre, même longtemps après, puisque *Ni patrie ni frontières* y consacre un nouveau texte.

Pour notre part, si notre texte de l'époque était si long, c'est qu'il était descriptif et reprenait le contenu de l'émission avec des citations précises. S'il n'avait été question que de donner notre analyse, il aurait été fort court : en effet, ne différant pas de n'importe quel contenu de Radio Courtoisie et de Fdesouche, nous n'avions pas de raison de nous y attarder, hormis pour dire qu'effectivement il y a bien un GROS problème à qualifier tout ceci de «gauche» ou d'«extrême gauche» ou d'«anarchiste».

Depuis, Riposte Laique a été à l'origine de nombreuses campagnes racistes avec le Bloc Identitaire et quelques autres officines fascistes. Depuis, Radio Libertaire a organisé dans un lieu militant, la CIP-IDF, une réunion sur la liberté d'expression, dont le contenu convenait tellement à l'extrême droite qu'il a été reproduit sur le site d'une des officines fascistes qui y assistaient, Enquête et Débat.

Naturellement, tout analyste extérieur et objectif ne verrait aucune exagération, aucune «contre-productivité» dans notre analyse de l'époque, simplement un triste constat. Mais les remarques de *Ni patrie ni frontières* se placent sur un autre plan, et nous reprochent en fait de ne pas avoir adopté un point de vue intérieur : la FA, c'est la «famille», en quelque sorte, une famille dont nous ferions partie. Nous devrions donc nous livrer à une analyse approfondie, non des faits et de leurs conséquences, mais des raisons profondes, de l'âme torturée et égarée de ces militants qui colportent et reprennent les clichés racistes et antisémites les plus éculés ou les tolèrent dans leur organisation et de manière durable. Nous serions «contre-productifs» vis à vis de «camarades» qu'il s'agirait de ramener, doucement dans le droit chemin.

Il y a un malentendu : nous ne faisons pas partie de la «famille».

Nous sommes des militants et les liens qui nous rattachent à d'autres sont fondés sur des théories et/ou des pratiques communes. Les divergences et les affrontements également.

Il serait présomptueux de nier que les combats communs ne créent pas également une familiarité et des rapports personnels avec des individus, et qu'il est dans ce contexte souvent très difficile d'être «objectif» avec des camarades avec qui on a lutté ou partagé des échéances communes et également, souvent, pris des cafés ou dîné. Effectivement, on a toujours tendance à chercher les «raisons» du glissement de tel ou tel quand on le connaît, alors qu'on traitera de fachos un inconnu qui tient les mêmes propos.

Et c'est bien cela qui a abouti à la situation actuelle à l'extrême gauche, mais aussi à ce qui s'est passé précédemment, notamment l'affaire de la Vieille Taupe. On ne peut pas croire, on ne veut pas croire que le camarade de longue date ait mal tourné. On cherche donc des «interprétations alternatives» de son discours, on se dit qu'il «ignorait» ceci ou cela, qu'il «s'est fait piéger».

Et puis, le jour où les choses sont sans ambiguïté aucune, où le camarade de trente ans fait un meeting avec le Bloc Identitaire, on pond, enfin, un communiqué gêné. Le «camarade», comme l'a fait Fabien Engelmann avec ses ex-amis de la CGT, de LO et du NPA, a alors beau jeu de s'étonner de cette réaction soudaine et de ressortir toutes les traces des occasions qu'il a eues d'exposer clairement ses idées sans recevoir de contradictions, ou du moins sans subir un quelconque ostracisme.

Et l'on se demande ensuite pourquoi la confusion règne ? Pourquoi des sites comme Alter Infos et tant d'autres, qui mêlent textes d'extrême gauche et d'extrême droite ne sont pas démasqués par leurs lecteurs ? Pour nous c'est tout simplement parce que ces sites reflètent, non pas seulement une «manipulation», une «infiltration» fasciste, mais une réalité qui ne tient pas tant au machiavélisme des fascistes qu'à la complaisance de l'extrême gauche dont on peut trouver mille exemples (1).

Il va sans dire que notre approche nous exclut de la «famille». Depuis cette fameuse émission, l'extrême gauche s'est un peu réveillée et a pris l'habitude de dénoncer l'«infiltration fasciste», dans les rassemblements des Indignés, sur des sites comme le Grand Soir et ainsi de suite. Cette thèse de l'«infiltration» est commode et soulageante, elle permet de mettre sous le boisseau le débat sur la responsabilité de ceux-là mêmes qui la dénoncent, et sur le FONDS des idées et des pratiques qui perdurent.

En refusant l'excuse de «crétinerie» et de «bonne foi», nous ne risquons pas d'être réintégrés dans la famille. Mais au moins, cela nous évite-t-il de l'être, pourrait-on dire.

Ni patrie ni frontières fait une fleur à M. Raulin en lui trouvant une belle justification à son antisémitisme : le monsieur pensait en fait aux «Loubavitch»Et Alain Soral pense à la LDJ, bien sûr. Outre que M. Raulin n'a à aucun moment évoqué les Loubavitch, il se trouve que le port de la kippa n'est absolument pas le propre de cette mouvance, mais celui de tous les enfants qui grandissent dans un environnement plus ou moins religieux, notamment les jours de fête juive, pendant lesquels effectivement, on croise beaucoup de gamins habillés ainsi dans les rues. De plus, cette charge contre des gosses n'est qu'un aspect des propos que nous dénonçons dans notre texte, notamment ceux sur l'extermination des Juifs d'Europe. De toute façon, même si l'on souscrit à l'idée que l'antisémitisme est seulement une «idéologie constituée», malheureusement il a bien existé, il existe bien une forme d'antisémitisme qui se pense anarchiste depuis Proudhon...jusqu'au *Monde Libertaire* qui revendique cette filiation par exemple dans un article ignoble paru dans le Monde Libertaire en décembre 2010 (<http://www.monde-libertaire.fr/expressions/13083-lantisemitisme-pretendument-de-gauche>)

Nous ne ferons pas la critique détaillée de cet article ici, il n'y en a pas besoin, chacun pourra constater l'arrière-plan idéologique du contenu du discours tenu lors de l'émission concernée dans cet article.

Reste le point sur l'erreur que nous commettrions concernant l'«islamophobie», qui serait contradictoire avec nos convictions révolutionnaires. Et qui ferait de nous, involontairement les idiots utiles de l'islam politique et de ses diverses manifestations françaises.

Luftmenschen n'est pas autre chose qu'une expression antifasciste occasionnelle sur quelques thèmes, faite par des militants qui ont leurs engagements ailleurs. Raison pour laquelle, en deux ans et demi, notre production se limite à une dizaine de textes. Mais nous sommes, certes un peu puérilement, extrêmement fiers d'une chose : avoir réussi le tour de forces d'être accusés à la fois de sionisme et d'islamisme, de faire le jeu des «communautaristes» lorsque nous écrivons sur le racisme anti-Blancs et celui des «racistes» lorsque nous écrivons sur les Indigènes de la République. A la finale, nous avons donc une jolie liste de ceux dont nous ne serons jamais les camarades qui va des antisémites aux racistes d'extrême gauche et cela nous va très bien comme ça.

La phobie se définit comme la peur morbide de certains actes ou de certains objets. Il suffit de relire les propos de Raulin et de Riposte Laique, pour entendre littéralement la peur de l'islam : le mal de ventre de Christine Tasin, la répulsion devant des ENFANTS.

Il y a bien phobie au sens où les autres religions ne font pas l'objet des mêmes sentiments exagérés : il suffit de lire l'abondante prose de la FA sur le catholicisme pour y trouver de la raillerie, de l'analyse objective, et des attaques certes violentes mais qui sont dirigées essentiellement vers le clergé, ou vers les franges militantes et intégristes de l'Eglise.

Certainement pas contre l'ensemble des croyants : concernant l'islam, nous remettons notamment en lien dans notre texte un autre texte de militants de la FA, qui concerne le «flot des BARBUS et des VOILEES» s'écoulant du métro à l'occasion d'une manifestation pro-palestinienne.

Si ce n'est pas là une phobie qui tend à l'irrationnelle crainte de la «noyade» et de l'«invasion» par des individus uniquement définis par leur apparence extérieure...de la part de militants souvent eux-mêmes barbus. Nous pensons donc qu'il y a bien une «islamophobie», naturellement liée au racisme ordinaire mais qui ne se confond pas totalement avec ce racisme.

Confondre ce phénomène avec le combat anti-religieux est impossible, notamment dans le contexte de l'extrême gauche libertaire française : si besoin est, nous pouvons ressortir des dizaines d'exemples de cohabitation pacifique entre les libertaires et les catholiques de gauche notamment dans la lutte des sans-papiers, dans lesquelles des membres du clergé catholique ont pu évoluer des années durant sans que le problème ne soit même posé comme problème. Des mecs en soutane comme Gaillot ont été des «stars» de ce mouvement et les rares militants refusant par exemple de les saluer ont été largement stigmatisés comme «excessifs» en de nombreuses occasions.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle depuis des années, des groupes proches de l'islam politique comme les Indigènes parviennent aisément à neutraliser et à ridiculiser les critiques faites contre Ramadan et consorts, en pointant la réaction totalement différente entre deux clergés différents.

Cette phobie s'exprime aussi de manière très frappante à propos du voile : il y a une séparation jamais interrogée qui a lieu dans les luttes et les débats. Alors que de nombreux critiques de l'islam et de cette pratique militent quotidiennement avec des femmes voilées et aussi avec des hommes qui prient collectivement dans les lieux occupés, par exemple dans les luttes de sans-papiers, aucun débat public n'a jamais lieu avec ces camarades sur le sujet. On n'en parle pas dans ces occasions, comme si cela devait déclencher on ne sait quelle catastrophe. On se sent camarade du sans-papiers, mais on a peur du musulman qui est en lui, au point de faire comme s'il n'existait pas et de n'aborder ces questions QUE dans un environnement complètement séparé, celui des débats «spécifiques» entre militants d'extrême gauche ou avec des militants de l'islam politique.

C'est bien un comportement parfaitement irrationnel qui a d'ailleurs sûrement empêché des initiatives réellement intéressantes et une véritable avancée pratique et idéologique sur cette difficile contradiction contemporaine.

Voilà pourquoi nous parlons d'islamophobie. Et il faudra demander aux tenants de l'islam politique et à la gauche théo-compatible si nous lui avons rendu service, pourquoi dans ce cas, elle ne nous fait pas plus de publicité. Même si ce terme n'est pas le meilleur possible, même s'il a été forgé dans des circonstances historiques que nous ignorions, nous n'en trouvons pas d'autre qui exprime le phénomène dans sa dimension globale.

Luftmenschen, 19 juin 2011

1. Par exemple, si l'on revient sur l'affaire Enquête et débat qui intervient et filme à la CIP-IDF dans une journée consacrée à la liberté d'expression : il suffit de relire les commentaires postés à la suite de l'annonce de l'évènement qui, pour certains, s'étonnent que Philippe Raulin soit annoncé comme grand animateur du débat. AVANT ce débat, tout le monde est donc au courant du problème posé par les antécédents de cet animateur concernant l'extrême droite mais tergiverse, et en premier lieu la CIP-IDF.

2. Mais comme l'explique très bien un intervenant sur la liste publique de la CIP-IDF, les gens ont été «trop peu nombreux» à écouter l'émission incriminée, on a respecté un «consensus», et donc pas formulé de droit de veto. Bref, on s'est tourné les pouces et on a tourné la tête en espérant que la situation ne s'aggrave pas, mais sur Indymedia comme sur la liste, on traite ceux qui n'ont pas cette attitude de «Khmers noirs», ou de «dénonciateurs», expressions qui traduisent pour le moins l'idée que les propos tenus dans l'émission initiale ne sont pas si graves et que certains en font «toute une embrouille». Résultat, la tolérance avec l'extrême droite amène l'extrême droite à s'inviter tranquillement à ce nouveau débat libre. Et six mois plus tard, les fascistes se baladent tranquillement dans des initiatives

comme celles des Indignés au milieu de jeunes militants à qui l'on a appris les vertus de la tolérance, et du relativisme pour le maintien de la cohésion d'un mouvement.

<http://archives.rezo.net/archives/cip-idf.mbox/P5ZSU34ZEY6XKEEE5PTZCIQZB5YTWQE4/>

<http://paris.indymedia.org/spip.php?article4450>

Radio libertaire

ou

«Radio Français d'abord» ?

Hier, mercredi 2 décembre 2009, j'ai failli m'étouffer d'indignation en écoutant l'émission "Femmes libres" sur les ondes de Radio libertaire aux alentours de 19 heures. J'ai découvert de nouveaux partisans de l'identité nationale en la personne de l'animatrice (ou d'une des animatrices, j'ai pris l'émission en route) et d'une chanteuse de jazz "d'origine algérienne" (*sic*) mais "citoyenne française" (*resic*).

Toutes deux ont harcelé pendant plusieurs minutes et cherché systématiquement à coincer deux jeunes ados, parce que la première s'était présentée à l'antenne comme "Tunisienne" (alors que selon l'animatrice et la chanteuse elle devrait se dire "Française d'origine tunisienne") et un "Egypto-Marocain" (même réflexion ridicule à son propos).

Les deux ados étaient venus parler d'un spectacle qu'ils doivent présenter prochainement, parler de leurs rêves de devenir comique, acteur, footballeuse ou actrice, dire tout le bien qu'ils pensent des profs qui les ont poussés à faire du théâtre. Nos deux ados ne savaient pas qu'ils allaient passer devant le Grand Tribunal libertaire de l'identité nationale. En effet ces deux jeunes se sont fait rappeler à l'ordre par la chanteuse et par l'animatrice parce qu'ils ne se disaient pas français.

Pour les coincer, elles leur ont posé des questions à deux balles du genre "Où sont tes amis, où joues-tu au foot?", etc., dignes d'un questionnaire bessonien. Ils ont dû subir des réflexions du type "Un mois de vacances au pays cela compte moins que 11 mois en France." Et cerise sur le gâteau "Vous croyez que dans vos pays d'origine vous pourriez dire ce que vous dites" ? De Villiers a dû se frotter les mains...

Nos "libertaires" et "féministes" n'ont même pas pris la peine d'écouter ce que disaient maladroitement ces deux jeunes, à savoir que les autres (les Franco-Gaulois et apparemment aussi les libertaires de l'émission) leur renvoyaient tellement à la gueule leurs origines qu'ils avaient décidé de les revendiquer fièrement sans se préoccuper de savoir s'ils avaient ou non la carté d'identité ou le passeport du pays dont ils se réclamaient les ressortissants.

Le plus choquant dans cette émission, en dehors de l'abus de pouvoir caractérisé commis par ces adultes prétendument libertaires vis-à-vis d'ados invités sans doute pour la première fois dans une radio, ce fut la phrase de la chanteuse "Si je n'accepte pas ma nationalité (sous-entendu française, Y.C.) comment pourrais-je revendiquer mes droits" ? Ainsi, en plein débat sur l'identité nationale, des "libertaires" peuvent tranquillement expliquer que, en tant que "citoyens" d'un pays (en clair, en tant que personnes reconnaissant l'autorité d'un Etat ! Bakounine a dû se

retourner dans sa tombe... s'il écoute Radio libertaire) il est normal qu'ils aient des droits (ce qui est juste) sans ajouter aussitôt que tout individu vivant dans ce pays, ou même y passant quelques jours, devrait avoir LES MEMES DROITS qu'eux, ces braves citoyens et citoyennes français et libertaires ?

Ne pas dénoncer clairement le mythe de l'identité nationale, lier la jouissance de droits démocratiques comme la liberté d'expression à LA SEULE CITOYENNETE (de surcroît française), culpabiliser ces jeunes, c'est reconnaître implicitement qu'il est normal qu'un prétendu "étranger" ait moins de droits qu'un prétendu "citoyen" d'un pays, ici la France.

Ce qu'il y a de sinistre dans tout cela, c'est qu'à un moment la même chanteuse (ou l'animatrice je ne sais plus) a déclaré : "Vous nous apportez ce qu'il y a chez vous", sans se rendre compte qu'ainsi elle donnait raison à ces jeunes qui ne veulent pas se dire Français, même s'ils ont toujours leur carte d'identité en poche pour éviter le prochain contrôle policier au faciès. Preuve qu'effectivement les Franco-quelque chose sont plus "quelque chose" que "franco" pour ces citoyennistes libertaires.

Cette émission montre que les libertaires (tout comme la gauche ou l'extrême gauche) feraient bien de réfléchir un peu à ce que signifient des termes comme "identité", "nationale", "citoyen" ou "français" avant de sermonner des ados dont les parents viennent d'autres pays et qui se sentent rejetés par la «patrie des droits de l'homme».

Et l'allusion des participantes au "retour à la religion" (en clair à l'islam) a bien montré que les adultes libertaires présents n'ont rien compris aux mécanismes de l'exclusion raciste qui fonctionnaient en France bien avant la construction de quelques mosquées, l'ouverture de centaines de salles de prière pour les musulmans ou la progression du port du voile dans les quartiers populaires.

Avec des adversaires aussi confus, Besson, Hortefeux et Sarko n'ont pas grand-chose à craindre. Leur propagande sur l'identité nationale a un boulevard devant elle....

Y.C., 3/12/2009

P.S. : L'une des participantes à ce débat faisant aussi les ados parce qu'ils confondaient les racines et la citoyenneté. Les racines (sous-entendu les fameuses origines) sont justement ce qui pose problème à toute personne victime du racisme en France : que ce soit le nom ou l'apparence physique supposée non française (ceux que les cons appellent les «basanés», les «Noirs», les «jaunes» ou les «gris»), c'est justement cela qui fait que l'on est un demi-Français ou un quart de Français aux yeux de ceux qui se jugent Français "de souche", mais n'aiment qu'on les surnomme des «souchiens».

Il est donc normal que par réaction, ou pour d'autres raisons, qu'il serait trop long d'explicitier ici, des jeunes "d'origine X" préfèrent se dire "X" que français. Il est consternant d'avoir à expliquer de telles évidences à des libertaires qui sont traditionnellement plus sensibles aux diverses formes d'oppression que leurs concurrents marxistes....

Ni religion, ni racisme, ni xénophobie

La lutte antireligieuse est plus que jamais à mener face au retour en force des communautarismes religieux, à la revendication d'une «laïcité ouverte» ou «laïcité positive», où hiérarchies et appareils religieux interviendraient directement dans les institutions, face aux attaques contre le droit à l'avortement orchestrées par des lobbys religieux, aux financements publics des institutions religieuses notamment dans l'Éducation, etc.

De plus, le gouvernement utilise le combat pour la laïcité, celle qui retire aux religieux leur droit d'action obscurantiste et irrationnel, notamment contre les plus jeunes, afin de faire des amalgames xénophobes contre certaines personnes, de confessions et plus généralement de cultures différentes.

D'une part, l'État instrumentalise les fondamentalismes religieux afin d'instaurer sa politique sécuritaire, d'autre part, il veut faire croire que ces mêmes religions dans leurs versions «soft» seraient nécessaires à la société. Selon nous, le retour du religieux révèle surtout de l'exclusion croissante d'une part importante de la société.

En conséquence la Fédération anarchiste rappelle :

- qu'elle combat, a combattu et combattra toujours toutes les religions quelles qu'elles soient ;
- que les religions n'ont jamais, ne sont pas et ne seront jamais des facteurs d'émancipation : qu'elles instaurent un rapport de domination politique, sexuelle, économique et nationaliste.

Pour cette même raison :

- nous refusons tout amalgame entre les religions et les origines ;
- nous affirmons que les interdictions et répressions perpétrées par l'État contre certaines religions, qui sont souvent le prétexte à des politiques xénophobes, ne peuvent être un moyen souhaitable de combattre la religion ;
- nous affirmons que ceux qui, sous couvert d'un nécessaire combat antireligieux, véhiculent des idées racistes, xénophobes et nauséabondes, seront toujours les ennemis de la Fédération anarchiste.

Fédération anarchiste

Motion adoptée au 67^e congrès de la Fédération anarchiste
réuni à Rennes les 22, 23 et 24 mai 2010.

Quand l'Union rationaliste dérape à propos de l'immigration sur Radio libertaire

Pierre Tevanian était l'invité de l'émission «Raison présente», le vendredi 12 mars 2010, sur Radio Libertaire. Il a su, avec patience et pédagogie, répondre aux questions de ses interlocuteurs, surtout de Bernard Graber, secrétaire général de l'Union rationaliste, questions qui portaient sur l'islam, l'islamisme, la laïcité, l'immigration et «l'intégration» des «étrangers» en France (on peut écouter l'intégralité de cette émission sur le site www.union-rationaliste.org). Bien que M. Graber ait fait l'éloge d'une chanson de Sébastien Faure qui traitait de «pourriture» les patrons, l'Etat et la magistrature, il ne se montra guère vigilant face à ces autres «pourritures» que sont la xénophobie et l'identité nationale.

Le second animateur, Guy Bruit, semblait très copain avec P. Tevanian et intervint beaucoup moins pendant l'émission, sinon pour expliquer pourquoi il était hostile à une loi interdisant le port de la burqa dans la rue. Selon lui, il serait temps d'en finir avec la «victimisation» (*sic*) des femmes musulmanes ; si des adultes veulent porter la burqa, c'est leur problème, et l'Etat n'a pas à intervenir dans leur choix vestimentaire, aussi condamnable fut-il d'un point de vue rationaliste. Il rappela aussi son opposition à la loi sur les «signes religieux ostensibles», soulignant que cette loi avait réussi à supprimer un problème en le rendant invisible, et en obligeant les collégiennes et lycéennes à étudier chez elles par correspondance, ce qui n'était pas la meilleure façon de le résoudre. Sur ce point, nous ne pouvons qu'être d'accord.

Ce qui nous intéresse plutôt dans cet article, c'est le florilège de questions ambiguës, frôlant sans cesse la xénophobie, que nous offrit l'interviewer (M. Graber) qui avait le monopole des questions à P. Tevanian. À première vue, on aurait pu croire que ses questions relevaient d'une forme de journalisme provocateur, faussement naïf, ou qu'il se faisait l'avocat du diable, malheureusement, les rares fois où il tenta de développer un «raisonnement», ce «rationaliste» du dimanche servit la soupe à la xénophobie la plus ordinaire.

Dès le départ de l'émission, M. Graber interpella P. Tevanian d'un «Vous avez peut-être des bonnes classes», cette remarque étant censé indiquer que le «recrutement social et racial» (*sic*) de ses élèves (Tevanian est prof de philo dans un ly-

cée à Drancy) expliquerait la position de son invité sur les questions en débat. Il nous servit ensuite des propos typiquement multi-cucul, rappelant un vieux projet de «construire des médinas en France» ou des HLM pour «acclimater les immigrés», bref de gentils ghettos... Evidemment tout cela au nom du souci de «garder le tissu social» et de «continuer une vie plus conviviale comme dans les médinas». Les racistes ou les xénophobes distingués aiment tellement les coutumes des «indigènes» qu'ils veulent toujours les enfermer dans leur «culture»... pour leur bien. M. Graber se livra ensuite à une diatribe contre les «jeunes immigrés» (il voulait sans doute dire les jeunes Français dont les parents ont immigré en France, mais, comme nous le verrons plus loin, il ne connaît pas les lois sur le séjour des étrangers et sur la naturalisation) qui auraient bien réussi socialement, selon lui, comme la droite classique, par mimétisme, en imitant la classe au pouvoir dont ils auraient copié les valeurs et les comportements. Le pseudo-«rationnaliste» Graber nous offrit alors une autre facette de gauche de la xénophobie : les enfants d'immigrés qui réussissent ne sont pas (officiellement) détestés par des messieurs comme Graber parce qu'ils sont d'origine étrangère, mais parce qu'ils imiteraient les salopards de la classe dominante. Dans ce cas pourquoi diable mentionner leurs origines ?

Puis il embraya sur une métaphore que l'on retrouve souvent chez les xénophobes, celle de l'enfant «étranger» que l'on invite à manger chez soi (quand on est un parent descendant en droite ligne de Vercingétorix comme M. Graber), car c'est bien connu les immigrés sont... de grands enfants.

Tevanian lui répondit alors très justement que cette métaphore exprimait un certain paternalisme, et que le langage de «l'hospitalité» était suspect quand on abordait les questions de l'immigration. Ce qu'il faut pour tous les citoyens, c'est un respect mutuel et une égalité devant la loi, point barre.

Pour se défendre Graber prétendit alors que tout enfant d'étranger né en France était automatiquement français, ce qui prouva qu'il ne connaissait rien aux lois françaises. Poursuivant sur sa lancée, il affirma ensuite qu'il fallait demander à «l'arrivant» (encore une fois, il mélangea allégrement immigrés en voie d'être naturalisés et étrangers nés en France) de montrer qu'il souhaitait vraiment faire partie du «pays d'accueil», donc le soumettre à des épreuves de français, à une cérémonie de naturalisation, à un «geste volontaire», etc. À croire que M. Graber est un disciple de Geert Wilders ou de Charles Pasqua. (C'est en effet la loi Pasqua du 24/29 août 1993 qui a soumis l'obtention de la nationalité française, pour un mineur né en France de parents étrangers en situation régulière, à sa majorité, à une déclaration préalable (dite «manifestation de volonté») faite entre 16 et 21 ans. Pour la première fois depuis 1889, l'obtention de la nationalité à la majorité n'était donc plus automatique.)

Face aux réponses justes de Tevanian, Graber brandit alors le fameux argument de la «réciprocité» : selon lui, l'immigré moyen (*sic*) qui est là depuis 10 ans devrait se livrer à certains gestes d'acceptation de la société française, car «quand on va en terre d'islam on a intérêt à respecter» les coutumes locales... La fausseté du parallèle saute immédiatement aux yeux : pourquoi donc comparer les règles d'un Etat laïque, qui donne des leçons en matière de droits de l'homme à toute la pla-

nète, avec celles d'un Etat régi par la charia, ou qui reconnaît la religion musulmane comme religion d'Etat ?

S'échauffant, il s'exclama que les «enfants d'immigrés» ne parlaient pas le français et criaient «Nique la France» (ce qui témoignerait plutôt, à notre avis, d'une maîtrise des subtilités de la langue de Molière), puis il fit marche arrière pour revenir encore à des comparaisons douteuses entre les musulmans qui prient plusieurs fois par jour, jeûnent durant le mois de Ramadan, alors que d'autres religions seraient plus «intérieures» (*sic*). Ce «rationaliste» de pacotille n'a jamais entendu parler des JMJ, des visites du pape en France, des pèlerinages à Lourdes, des rassemblements à la sortie des églises, etc.

Abordant la question du port du voile dans les écoles, M. Graber affirma que les jeunes filles portant le hijab l'avaient «bien cherché» (comprenez : l'hostilité dont elles étaient victimes). Malheureusement Tevanian lui répondit par une comparaison absurde entre le viol et la loi contre le port du hijab, absurde puisqu'un violeur agresse physiquement une femme, lui causant des dommages physiques et psychologiques graves, alors que la loi «anti-hijab» ou même celle contre la burqa provoquent des «dommages» dont la portée n'est pas du tout la même, même si, pour ma part, je désapprouve ces deux lois.

Pour résumer, cette émission n'avait aucunement sa place sur Radio libertaire et il est absolument incompréhensible que des propos xénophobes puissent être tenus sur une radio se réclamant de l'anarchisme.

Y.C., juin 2011

P.S. Lors de l'émission «Il y a de la fumée dans le poste», le dimanche 14 mars 2010 aux alentours de 19h15, j'ai eu le plaisir d'entendre un des animateurs déclarer que Radio Libertaire était la «radio de l'Anti-France» et que «l'identité nationale, nous, on la nique, on s'en contrefout». Apparemment, y a encore des libertaires (sans guillemets) dans cette radio ! Ouf !

Pierre Tevanian : «intégriste de l'égalité» ou opportuniste de l'égalité ?

Signataire de l'Appel des Indigènes de la République, coordinateur d'un livre extrêmement complaisant vis-à-vis de l'obscurantisme religieux et des courants les plus rétrogrades de l'islam, *Les femmes voilées parlent* et grand défenseur de la thèse bidon de l'islamophobie propagée par l'Organisation de la conférence islamique*, la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'UNESCO, et toute une palette d'intellectuels tiers-mondistes, altermondialistes et/ou multiculturalistes, sans compter une pléthore de groupes gauchistes, Pierre Tevanian n'est pas vraiment ma tasse de thé. C'est pourquoi j'ai été agréablement surpris par la qualité de ses interventions sur Radio libertaire.

Je suis néanmoins en total désaccord avec P. Tevanian quand il prétend ne pas voir où est le problème quand on mélange religion et politique. Ce qui lui pose problème, paraît-il, ce n'est pas le côté «religion» mais le côté politique. Et de citer comme exemple, lors de cette émission sur Radio libertaire, les chrétiens qui ont caché des Juifs en France ou soutenu le FLN pendant la guerre d'Algérie.

Pour ce qui concerne l'attitude aussi bien des catholiques et des protestants on ne voit pas bien en quoi l'antisémitisme serait étranger au christianisme. Rappelons quand même à M. Tevanian (professeur de philosophie et normalien...) que pour les catholiques les Juifs sont les descendants des responsables de la mort de Jésus-Christ, c'est-à-dire rien moins que le Fils de Dieu. Ce n'est certainement pas le pape Pie XII qui ne s'opposa pas à Hitler ni au judéocide qui a pu armer intellectuellement les fidèles de l'Eglise catholique contre l'antisémitisme ; quant à l'Eglise française, elle fut un pilier du régime de Vichy, pas l'organisatrice de la Résistance ou des quelques maigres réseaux de protection des Juifs de France.

Du côté protestant, il en est de même car tout le monde sait (ou devrait savoir) que Luther, le fondateur du protestantisme, a écrit des pamphlets antisémites, que Calvin s'en prit lui aussi aux Juifs, et que les Eglises protestantes allemandes ne s'opposèrent pas massivement au nazisme, même si certains protestants français protégèrent des enfants juifs.

Il faut donc avoir un certain culot, quand on est athée comme Tevanian, pour prendre pour argent comptant les explications des catholiques et des protestants sur leur opposition à l'antisémitisme. Nous ne doutons pas qu'ils soient sincères, mais nous avons le droit de leur dire que l'Eglise catholique a entretenu et justifié l'antisémitisme pendant presque 2000 ans ; quant aux Eglises protestantes, on attend toujours qu'elles fassent le ménage parmi les écrits de Luther et de Calvin, leurs pères fondateurs, ou qu'elles nous expliquent pourquoi elles ont presque attendu la fin de l'apartheid pour le dénoncer !

En colportant la fable selon laquelle les fondements théologiques de la religion chrétienne pourraient justifier des comportements «progressistes», on n'aide pas du tout les chrétiens à faire le bilan historique et politique des Eglises auxquelles ils appartiennent. C'est bien sûr aux croyants de faire ce travail, mais si on veut leur

«tendre la main», ce n'est pas leur rendre service que de renforcer leurs conceptions obscurantistes comme le fait Tevanian !

En ce qui concerne la guerre d'Algérie, ni l'Eglise catholique, ni les Eglises protestantes de France ni la papauté ne furent des fers de lance de la lutte contre le colonialisme français.

Quant à l'islam politique, Pierre Tevanian prétend ne pas être un spécialiste des questions de l'islam. Tout en affirmant que ce n'est pas le côté islam qu'il veut interroger mais le côté politique, pour se demander si l'islam politique est oui ou non un partenaire dans une lutte intransigeante pour l'égalité.

Tout d'abord P. Tevanian devrait savoir que le Coran fourmille de réflexions négatives contre la religion juive et contre les juifs. Réflexions qui n'ont pu que former un terreau très favorable à l'antisémitisme dans les pays dits «musulmans». Quant à la lutte intransigeante pour l'égalité, il sait parfaitement que les partis de l'islam politique, de l'AKP aux Frères musulmans, en passant par le Hamas et le Hezbollah ne sont pas des partisans de l'égalité, mais respectent la propriété privée, la division de la société en classes, le salariat, l'exploitation capitaliste.

Lorsqu'il se présente fièrement comme un partisan «intégriste de l'égalité», P. Tevanian nous semble plutôt incarner parfaitement la figure d'un **opportuniste** de l'égalité... Ce qui n'est pas tout à fait la même chose !

* L'OCI regroupe les dirigeants de 57 Etats (dont certains où l'islam est religion d'Etat, d'autres pas). Elle est l'auteur d'une Déclaration des droits de l'homme de l'islam qui considère que la charia (le corpus juridique inspiré du Coran) est LA référence juridique incontestable.

Ignorant les enseignements de l'histoire et de la science elle considère que «tous les êtres humains (...) sont unis par leur appartenance à la postérité d'Adam».

Après avoir reconnu, de façon purement rhétorique, l'égalité des hommes et des femmes, elle affirme que la famille est le fondement de la société et que «la charge d'entretenir la famille et la responsabilité de veiller sur elle incombent au mari» !

Comme toutes les religions, elle défend bien sûr la propriété privée ; et elle interdit toute critique contre la religion musulmane puisqu'«il est prohibé de l'utiliser [l'information] ou de l'exploiter pour porter atteinte au sacré et à la dignité des prophètes ou à des fins pouvant nuire aux valeurs morales et susceptibles d'exposer la société à la désunion, à la désintégration ou à l'affaiblissement de la foi». Sa conception de l'éducation est particulièrement autoritaire et obscurantiste puisque celle-ci a pour fonction de «consolider sa foi en Dieu». De même elle prétend respecter les droits des enfants tout en voulant leur imposer une éducation religieuse musulmane : «Les parents et les tuteurs légaux ont le droit de choisir le type d'éducation qu'ils veulent donner à leurs enfants, tout en ayant l'obligation de tenir compte des intérêts et de l'avenir de leurs progénitures, conformément aux valeurs morales et aux dispositions de la Charia».

La Déclaration des droits de l'homme de l'islam s'oppose totalement à la liberté de conscience, et donc à l'athéisme et à l'agnosticisme, même si sa rédaction est particulièrement hypocrite puisque tous les articles reposent sur la contrainte et

l'imposition d'une seule religion. En effet, elle affirme : «Aucune forme de contrainte ne doit être exercée sur l'homme pour l'obliger à renoncer à sa religion pour une autre ou pour l'athéisme», ce avec quoi tout défenseur des libertés démocratiques ne peut qu'être d'accord...s'il lit un peu trop rapidement ces quelques lignes.

**Extrait de l'éditorial du *Monde Libertaire* n° 1631 du 14 au 20 avril 2011
(trouvé sur le site forumanarchiste.free.fr)**

«Riposte laïque, organisation hyper-républicaine dissimulant un discours profondément xénophobe et raciste derrière le voile (sic) de la laïcité, s'est associée à deux autres groupuscules nauséabonds (le Bloc identitaire et Résistance républicaine) le temps d'une conférence de presse sur le débat gouvernemental autour de l'islam et de la laïcité, où la haine de l'étranger s'est exprimée avec ferveur. Riposte laïque ne fait encore que confirmer sa posture politique, le camp dans lequel elle se trouve : celui de la réaction, dans ce qu'elle a de plus extrême, à savoir l'extrême droite. Ces trois guignols, derrière un discours qui se veut non conformiste, font, en réalité, pleinement le jeu du pouvoir. Dans le sillage turbide de l'UMP, ils stigmatisent à qui mieux mieux l'immigration, favorisant l'émergence – si ce n'est l'enracinement – d'un climat xénophobe, entre autre destiné à noyer la lutte des classes, en pointant l'étranger comme principal responsable du problème social. Si l'islam, comme n'importe quelle autre religion, est une entité à combattre au nom de l'émancipation individuelle et collective, nous autres anarchistes n'entrerons pas dans les logiques de l'État en mettant en avant la critique d'une religion au détriment des autres. Ce n'est pas les musulmans en tant que tels qui doivent être combattus, mais les valeurs qu'ils portent quand ils se réclament d'une religion qui, à l'instar du christianisme, du judaïsme, etc., est une insulte à l'intelligence et un dérivatif fatal à la nécessaire lutte des classes.»

En lisant ce communiqué, on pourrait croire que la question des rapports entre Radio Libertaire et Riposte Laïque est enfin (mal) réglée par ce communiqué, malheureusement le fait d'avoir autorisé, en décembre 2010, le site d'extrême droite Enquête et Débat à filmer la «journée sur la liberté d'expression» organisée par Radio Libertaire montre que la confusion est profonde malgré les communiqués de la FA qui rappellent de beaux principes....

Libertaires et «liberté d'expression totale»

Les Rencontres libertaires sur la liberté d'expression se sont tenues le samedi 11 décembre 2010. Elles étaient organisées par Radio Libertaire à la CIP de Paris avec la participation du *Monde Libertaire*, de CQFD, de La Mèche, et Creuse citron, groupes de la Fédération anarchiste. Le programme prévu était le suivant

13h30 : La liberté d'expression (avec P. Raulin, N. Baillargeon, C. Passevant)

15h30 : La critique des médias (avec N. Baillargeon, Acrimed, S. Troplain)

* 17h30 : Les alternatives en actes (avec La Mèche (C. Santulli), CQFD (M.A. Boutolea), *Le Monde Libertaire* (F. Mercier, T. Porré), Creuse Citron (F. Laveix)

Plus des films et des concerts le soir.

P. Raulin, C. Passevant et N. Baillargeon ont été filmés par les caméras du site d'extrême droite «Enquête et débat» ce jour-là : <http://www.enquete-debat.fr/archives/conference-organisee-par-radio-libertaire-sur-la-liberte-dexpression>. On peut déjà s'étonner que des représentants de ce site xénophobe aient pu filmer des libertaires «pur sucre» comme N. Baillargeon, P. Raulin et C. Passevant sans que ceux-ci ne leur bottent les fesses et leur demandent d'aller planter leurs caméras ailleurs. On me dira peut-être qu'ils se sont fait piéger. Apparemment, d'après Enquête et Débat, ce n'était pas le cas puisque Jean Robin a écrit le 10 avril 2011 : «Je rappelle que même Radio Libertaire nous avait ouvert leurs portes pour leur journée sur la liberté d'expression.» (<http://www.enquete-debat.fr/archives/blanrue-et-ses-copains-censurent-enquete-debat>) Pourtant Jean Robin, n'est pas vraiment un inconnu : passé par les Verts, il a soutenu successivement Dupont-Aignan, l'Union populaire républicaine de François Asselineau, et se définit désormais comme un «gaulliste libéral, anti-Islam, pro-musulmans, anti-colonisation, pro-Israël», bref du grand n'importe quoi.

Concrètement il est opposé à la loi Gayssot (qui condamne le négationnisme), scandalisé par le discours du Vel' d'Hiv' de Chirac (qui reconnut la culpabilité de Vichy dans l'extermination des Juifs, ce qui était le minimum pour un républicain ou un démocrate bourgeois, 50 ans après les faits), défend les antisémites Renaud Camus et Dieudonné, a soutenu l'opération raciste de l'apéro saucisson-pinard organisée par Riposte Laïque, les Identitaires et une brochette de salopards, etc. (On remarquera que M. Robin n'a jamais mis les pieds à la Goutte d'Or car il écrit dans l'un de ses articles que des «milliers de musulmans» prient devant la mosquée du quartier. Il a dû confondre la Place de la Concorde et la petite rue Myrha. C'est as-

sez cocasse pour un monsieur qui prétend lutter pour une «information» honnête et de qualité.)

C'est donc sous les caméras de ce site favorable à l'extrême droite que nos trois libertaires ont débattu et que N. Baillargeon (fidèle à la position de son ami Noam Chomsky) a annoncé qu'il avait signé la pétition contre la loi Gayssot mais il ne précisa pas que cette pétition portait apparemment aussi sur la libération du négationniste Vincent Reynouard (du moins c'est ainsi qu'est libellé cette pétition). Décidément, Radio Libertaire a de curieuses fréquentations : Riposte laïque, l'Union rationaliste (qui devrait plutôt s'appeler l'Union nationaliste), et maintenant un site qui ne cache pas ses sympathies pour l'extrême droite.

Pour semer la confusion, Enquête et débat prétend que l'extrême droite ce serait la gauche plus l'UMP, mais je doute que les camarades de la FA aient gobé une telle interprétation loufoque si on la leur a servie. Ont-ils alors été filmés à leur insu, les cameramen se présentant sous une étiquette plus anodine, voire mensongère ? En admettant même que nos trois mousquetaires libertaires n'aient pas su que l'équipe d'Enquête et Débat les filmait, ils auraient pu demander que l'on retire leur vidéo de ce site d'extrême droite et s'expliquer de ce flirt tout à fait involontaire avec un site crapuleux. Pour le moment (18 juin 2011) la vidéo se trouve toujours sur le site d'Enquête et Débat. Seule réaction de la FA, un communiqué diffusé TROIS MOIS plus tard et incompréhensible (le premier militant de la FA qui m'en expliquera la teneur gagera un abonnement gratuit pour 6 numéros de la revue !) :

**«Communiqué de la Fédération anarchiste du mardi 8 février 2011 :
LA LIBERTE D'EXPRESSION NE SERA JAMAIS A GEOMETRIE VARIABLE !**

«La Fédération anarchiste tient à condamner l'usage que peuvent faire des médias d'extrême droite de ses prises de position en matière de liberté d'expression. Elle dénonce le procédé qui consiste à laisser croire dans l'opinion publique que la lutte contre la répression vaut acceptation des idées des réprimés, en particulier par l'adjonction de liens renvoyant à des propos tenus récemment par des militants ou des personnalités invitées sur Radio Libertaire.

«La Fédération anarchiste est fermement opposée à l'emprisonnement et à toutes les privations de liberté, quel que soit le motif invoqué. En revanche, elle réaffirme sa détermination à faire disparaître de la surface de la planète le fascisme et les idées nauséabondes qu'il véhicule pour permettre au capitalisme de perdurer sur un mode encore plus totalitaire quand il estime que les circonstances l'exigent. Il va sans dire que, si la situation lui devenait favorable, la peste brune "oublierait" au détriment des forces d'émancipation sociale tous les préceptes dont elle se prévaut pour réclamer la libération de ses intellectuels révisionnistes et négationnistes de tout poil, il est donc exclu de rejoindre dans une lutte, fût-elle minime et ponctuelle, ceux dont les conceptions en matière de liberté d'expression sont à géométrie variable.»

Je suis donc perplexe : non seulement des propos réactionnaires se seraient exprimés sur Radio libertaire (lesquels ? Quand ? Qui les a tenus ? le communiqué ne le dit pas, ce qui est quand même très ennuyeux) mais, plus grave, trois libertaires ont été filmés pour le site d'un extrême droitier comme Jean Robin (qui se fait interviewer par *Actualité juive* afin de se donner une image casher), qui donne la parole à toutes sortes de xénophobes pseudo-républicains sur son site, tout comme son concurrent fdesouche.

Ma seule explication (charitable, je dois le reconnaître, si on la compare à celle des Luftmenschen dans ce même numéro) est que ces trois libertaires mettent la défense de la liberté d'expression au-dessus de toute autre considération, comme l'indique d'ailleurs le titre du communiqué «La liberté d'expression n'est pas à géométrie variable !»

Admettons donc que, comme Chomsky, la Fédération anarchiste pense qu'il faut laisser s'exprimer en toute liberté les nazis, les négationnistes, les antisémites, les fascistes et que l'Etat n'a pas à interdire leurs livres, leurs journaux, leurs manifestations et leurs réunions, ni à mettre ces crapules en prison pour leurs idées. Admettons aussi que la loi Gayssot soit une mauvaise loi, comme le pensent de nombreux historiens que l'on ne peut suspecter de tendresse pour les fascistes ou les néofascistes actuels.

Cela ne m'explique pas pourquoi Radio Libertaire donne la parole à des individus xénophobes sur ses ondes, comme en témoignent les articles de ce numéro. La défense des idées anarchistes serait-elle «à géométrie variable»?

Cela ne m'explique pas non plus pourquoi nos trois mousquetaires libertaires ont accepté d'être filmés par un site d'extrême droite ou, en tout cas, pourquoi, s'ils ont été manipulés par Enquête et Débat, ils n'ont pas obtenu que leurs propos soient retirés de ce site. Mais peut-être en apprendrons-nous davantage en écoutant les interventions de C. Passevant, P. Raulin et N. Baillargeon ?

La première à s'exprimer, C. Passevant ne nous apprend malheureusement pas grand-chose, sinon que la liberté d'expression serait menacée et que le Grand Penseur Libertaire Universel Chomsky considérerait que les Français n'ont rien compris. Raison pour laquelle ce monsieur préfère défendre la liberté d'expression des négationnistes Pierre Guillaume et Vincent Reynouard que réclamer la libération de ses camarades anarchistes ou libertaires qui sont en prison... Comprenez qui pourra !

Par la suite C. Passevant soulignera l'intérêt de Wikileaks et des révélations que ce site a permises, ou plus généralement l'intérêt de pouvoir prendre connaissance de documents secrets qui retracent les débats au sein des classes dirigeantes. On me permettra d'exprimer mon scepticisme sur ce point, tout comme le fit d'ailleurs P. Raulin (de la FA) lors de ce débat. Il souligna à juste titre que l'abondance des documents les rendait pratiquement inconsultables, que le temps passé à les lire ne pouvait qu'être un temps précieux soustrait à des réflexions plus utiles, et qu'il n'excluait pas une manipulation derrière cette opération de prétendue contre-information.

C. Passevant rappela à plusieurs reprises que Chomsky n'était pas antisémite (ce qui est évident), mais oublia de dire

- qu'il avait été piégé par les négationnistes Thion et Guillaume (Thion raconte lui-même dans un film apologétique consacré à Chomsky comment il l'a piégé ; la lettre de Chomsky n'était pas destinée à être une préface) ;

- qu'il refuse toujours, plus de trente ans après les faits, d'admettre qu'il a été piégé comme un débutant,

- et qu'il n'avait même pas lu les écrits de Faurisson avant de lui envoyer sa lettre, ce qui est quand même peu rigoureux pour un intellectuel qui fait la leçon à tout le monde....

C. Passevant cita ensuite le superbe combat des IWW avant et après la Première Guerre mondiale, mais pour le réduire à un simple combat pour la liberté d'expression et l'usage du Premier Amendement !!! Elle oublia de nous dire que les militants des IWW furent lynchés, emprisonnés, assassinés et qu'ils ne se battaient pas, eux, en permanence pour la liberté d'expression des patrons, des journalistes, des politiciens qui voulaient les faire taire par la force et la calomnie... Passevant et Baillargeon firent référence au mouvement des droits civiques aux Etats-Unis en «oubliant» de dire que Martin Luther King et le mouvement des droits civiques ne passaient pas leur temps à signer des pétitions pour les militants du Ku Klux Klan ou les nazis américains qui les tabassaient, les lynchaient ou les pendaient...

Au cours du débat, C. Passevant et N. Baillargeon mentionnèrent plusieurs fois l'existence de «différences culturelles» entre le monde anglosaxon et la France. Je ne nie pas qu'il y ait des différences entre les lois américaines et les lois françaises, mais il est quand même incroyable d'entendre des libertaires nous parler de la liberté d'expression qui régnerait aux Etats-Unis sans évoquer une seule fois ni la condamnation à mort des Rosenberg, ni le maccarthysme ni l'interdiction du Parti communiste américain à plusieurs reprises dans l'histoire des Etats-Unis, ni les licenciements, emprisonnements, meurtres et expulsions de militants communistes (staliniens) américains ! L'argument des «différences culturelles» entre les Etats-Unis présentés comme un pays où l'on s'approcherait d'une liberté d'expression totale, et la France, pays qui ferait la chasse aux pauvres négationnistes en permanence et dont l'Etat voudrait seul écrire l'histoire de l'antisémitisme et de la Seconde Guerre mondiale est pour le moins frelaté et relève en fait d'une forme de chauvinisme étatsunien.

N'importe quelle personne qui regarde les chaînes américaines de télévision et lit les grands quotidiens américains sait qu'on y trouve une beaucoup moins grande variété d'opinions (notamment à gauche et à l'extrême gauche) que dans les médias français. On peut faire la même constatation pour les grosses maisons d'édition d'ailleurs si on compare les Etats-Unis et la France. Ces remarques ne visent pas à vanter une quelconque supériorité de «la France», mais simplement à constater l'existence d'un mouvement syndical (aussi bureaucratisé soit-il), de partis de gauche et d'extrême gauche (aussi réformistes soient-ils), d'un mouvement libertaire (aussi confus soit-il), d'une intelligentsia de gauche ou «radicale» (aussi carriériste soit-elle) qui sont plus puissants en France qu'aux Etats-Unis. D'où leur

présence plus forte dans les débats publics, comme P. Raulin lui-même le souligna à propos du travail d'ATTAC pendant la campagne contre le non au TCE, quoique je pense des aspects chauvins de l'argumentation altermondialiste par ailleurs (cf. l'anthologie n° 6 *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes* et *La Fable de l'illégalité*).

Aucun des intervenants ne fit allusion à l'expérience du mouvement anarchiste, notamment espagnol, quant à la liberté d'expression. Aucun des intervenants ne cita les écrits de Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Berneri, etc. sur cette question. Comme si jamais les anarchistes n'avaient réfléchi à ce problème avant le Pape du mouvement libertaire Noam Chomsky.

On eut droit seulement à un exposé de N. Baillargeon sur... John Stuart Mill, ce théoricien du libéralisme capitaliste, à propos duquel Marx écrivait déjà «*Sur une plaine toute plate, un petit tas de terre semble une colline ; on jugera de la platitude de notre bourgeoisie actuelle en prenant le calibre de ses "grands esprits".*» On ne saurait mieux dire.

Car que nous apprit N. Baillargeon en puisant dans la pensée de ce «grand esprit» ? Qu'il y avait d'un côté le «principe de préjudice» et de l'autre le «principe d'offense». Le principe de préjudice étant qu'il fallait à tout prix protéger la liberté d'expression sauf quand une idée peut causer un tort immédiat et grave à quelqu'un (le meurtre ou le viol, par exemple). Et le principe d'offense étant selon N. Baillargeon un mauvais principe car toute personne peut se déclarer offensée par une opinion contraire à la sienne et vouloir l'interdire.

Ni Baillargeon ni aucun des libertaires présents n'évoqua la question des «idées» fascistes et nazies. Peuvent-elles, oui ou non, causer un tort immédiat et grave à autrui, et pas simplement aux militants libertaires ou gauchistes qui les combattent – enfin quand ils ne luttent pas contre l'horrible répression dont seraient victimes les fascistes ? Quand Jean Robin (animateur du site Enquête et Débat) intervint dans la salle pour évoquer la «dictature des minorités», aucun des trois libertaires présents à la tribune ne fit remarquer qu'il s'agissait là d'une des expressions codées de l'extrême droite pour dénoncer la présence de minorités «étrangères» indésirables, les droits des homosexuels, les grèves des transports, le pouvoir des syndicats ou les lois contre les discriminations. Seul P. Raulin eut un tout petit peu plus de flair que ses deux amis libertaires en soulignant qu'aujourd'hui le combat pour la liberté d'expression était surtout un combat de la droite pour la liberté d'entreprendre et d'exploiter. Mais il ne souligna pas que les caméras qui étaient en train de le filmer appartenaient justement à un site d'extrême droite qui défend la liberté d'expression des fascistes, des racistes, des négationnistes et des antisémites !!!

Aucun de nos trois libertaires ne nous expliqua s'ils étaient d'accord, oui ou non pour protester contre des meetings fascistes, des librairies négationnistes, des tracts fascistes. Aucun ne nous dit quelles étaient les formes d'action libertaires permises par leur conception selon laquelle la liberté d'expression pour les fascistes devrait être totale. Sont-ils oui ou non pour des manifestations musclées contre des meetings fascistes ? Sont-ils oui ou non pour chasser les fascistes d'un mar-

ché, d'une sortie de métro, des portes d'une entreprise ? Dans ce cas, de telles pratiques ne sont-elles pas contradictoires avec leur défense abstraite de la liberté d'expression pour toutes les idées, quelles qu'elles soient ?

Ou alors souhaitent-ils simplement organiser de gentils piquets de protestation, évidemment protégés par la police de l'Etat démocratique, chaque fois que les fascistes occupent l'espace public ?

Restant dans le ciel éthéré des idées d'un philosophe libéral-capitaliste du XIX^e siècle, ou se contentant d'égrener les atteintes à la liberté d'expression commises par les multinationales ou les trusts de l'édition, nos libertaires n'ont jamais abordé, en tout cas durant les 90 minutes qui sont retransmises sur le site d'extrême droite Enquête et Débat, les questions qui nous intéressent vraiment.

Que faire face à la présence des fascistes dans l'espace public ? S'agit-il simplement d'un combat d'«idées» poli entre Julius Evola (ou Adolf Hitler) d'un côté et John Stuart Mill (ou Noam Chomsky) de l'autre ? Les arguments frappants utilisés par les fascistes sont-ils seulement faits de papier, ou utilisent-ils le nunchaku, la barre de fer, le Semtex et le flingue pour mieux marquer des points dans les «débats d'idées» ?

Y.C., juin 2011

Contre leur liberté d'expression

Dans les moments de lutte, les pauvres se fichent de la liberté d'expression de l'ennemi :

- Quand des travailleurs séquestrent un patron, accessoirement, ils l'empêchent d'expliquer benoîtement à la télé pourquoi il lui est nécessaire de briser leurs vies.

- Quand des chômeurs occupent une administration, y interrompant le travail en cours, on ne se préoccupe pas de savoir que ladite administration ne pourra pas édicter en temps et en heure la circulaire qui nous prive de nos droits, c'est même l'un des objectifs de l'occupation.

- Quand on se bat dans la rue, quand on y érige des barricades, on bloque physiquement d'autres hommes, mais on récupère aussi un territoire où leur voix modèle le paysage et l'atmosphère en temps normal.

Mais les pauvres engagés dans la lutte concrète contre la bourgeoisie n'ont guère le temps de s'exprimer longuement, même s'ils en ont le droit, au moins formel.

D'autres en ont fait métier : professeurs d'université ou de grandes écoles, ils sont les penseurs de ce temps, se vivent comme *«la voix des sans-voix»* sans jamais s'interroger sur leur légitimité.

Pierre Bourdieu avait inauguré cette manière de faire pendant le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-98: l'Ecole Normale Supérieure était occupée depuis plusieurs jours par des centaines de précaires, cernés par des escadrons de flics dont l'objectif premier était bien d'empêcher la diffusion de la lutte et de son contenu à l'extérieur.

Le prestigieux professeur s'était planté là, dos à l'Ecole, dos aux occupants, face à des dizaines de caméras, pour expliquer pourquoi les autres affrontaient la police, cette même police qui le laissait s'exprimer, lui.

Devenu spécialiste après cet épisode, le digne homme se vit cité par les organisations «représentatives» des chômeurs et précaires quand il s'agissait d'expliquer le sens profond de la lutte. Les concernés, ceux qui vivaient la précarité dans leur peau, se trouvèrent vite réduits au statut d'exemples illustrant les théories des professeurs, car Bourdieu n'était pas seul en lice, de Moulier-Boutang à Negri, beaucoup de gens avaient des mots à mettre dans la bouche de ceux qui faisaient le mouvement.

A la fin des années 1990, au moment où l'attaque capitaliste contre les acquis sociaux entraînait économiquement la chute des catégories sociales intermédiaires, et notamment des professions intellectuelles, une petite niche d'emploi innovant commença ainsi à se développer : parler à la place du mouvement social du haut

de sa chaire d'universitaire devint un moyen commode de se distinguer des concurrents, dans un contexte de privatisation des universités.

Le modèle était évidemment celui de l'intellectuel révolutionnaire d'autrefois. Mais si Lénine ou Trotsky étaient pourchassés par toutes les polices européennes pour leur activité d'écriture, si la réunion dans un café où fut élaborée la plateforme makhnoviste au milieu des années 20 fut interrompue par les flics, si empêcher la diffusion des brochures et des écrits fut l'un des principaux objectifs des structures répressives jusqu'au milieu du siècle dernier, aujourd'hui, l'intellectuel «révolutionnaire» n'a pas ce souci.

Invité à la télé, il peut y dénoncer la censure atroce qui s'exerce contre ses idées car *«il passe à Ce soir ou jamais, certes, mais pas au journal de Jean Pierre Pernaut.»*

Certes ses journées sont épuisantes: entre son emploi à l'Université, les tribunes à rédiger pour les médias internet, Rue 89 ou Mediapart, et les débats du mouvement où ouvriers, sans papiers ou étudiants en lutte sont conviés à l'écouter,...sa vie n'est pas de tout repos.

Une vie de mots sans importance mais bien payés et reconnus socialement.

Mais comme toute marchandise en monde capitaliste, le commerce des mots est livré à la concurrence. A l'extrême gauche, pour une lutte médiatisée, trente «intellectuels» désormais pour vouloir en parler.

Ainsi le jeune émeutier de banlieue comme son alter ego palestinien sont-ils des cibles très convoitées. Tout le monde a quelque chose à en dire, mais on tourne vite en rond. La sphère médiatique se lasse vite des idées neuves, le concept d'Indigène seul a fait son temps, le scandale bien réel enfin dévoilé du «post-colonialisme» ne suffit plus à lui seul. Récemment, dans *Libération*, nombre d'intellectuels et d'universitaires ont innové à propos du procès de Villiers-le-Bel en annonçant l'évènement comme le passage à la lutte armée des classes dangereuses «noires et arabes».

Accessoirement, aucun jeune de Villiers-le-Bel, aucun habitant n'avait formulé les choses de cette manière à propos des tirs contre des policiers. Accessoirement, cette tribune libre intervenait dans un procès où l'objectif des inculpés était justement de démonter une version selon laquelle des groupes parfaitement organisés auraient prémédité de «tuer du flic». Accessoirement, la tribune de libre expression provocatrice de nos intellectuels «pas habitants» de Villiers-le-Bel fut-elle reprise par une partie des media d'extrême droite et présentée comme la parole de la banlieue.

Les jeunes inculpés qui n'avaient pas parlé de lutte armée ont été condamnés à des peines de dizaines d'années de prison.

Pour les intellectuels universitaires, la question est surtout celle de la prochaine provocation, de la prochaine surenchère sur les luttes, du prochain usage de la liberté d'expression qui leur est concédée.

Ils en ont le droit, ils savent s'en servir, et ils en vivent.

Là-dessus, la liberté d'expression ne diffère pas des autres libertés bourgeoises inscrites dans le marbre des constitutions des pays démocratiques. Les libertés sont exactement comme les produits dans les rayons du supermarché, la question n'est pas la pénurie, mais la possibilité d'acheter la marchandise disponible.

Personne ne remettra cette idée en cause pour certaines libertés, ainsi personne à gauche n'ira dire que chacun dispose à parts égales de la liberté d'entreprendre ou d'être propriétaire. Bien au contraire, tout anticapitaliste, même modéré, part du principe que ces libertés fonctionnent sur le principe d'un exploiteur et d'un exploité, d'une partie qui fait ce qu'elle veut et de l'autre qui subit forcément et se fait déposer.

De fait, l'ensemble du mouvement révolutionnaire, et même une grande partie du réformisme socialiste originel, se sont construits sur un objectif : priver la bourgeoisie de ces deux libertés, celles de s'approprier la marchandise et le travail des autres.

Et pour tous les révolutionnaires, il ne s'agissait pas de se réapproprier ces libertés, de les transmettre d'une classe à une autre, mais d'abolir le salariat et la propriété.

Le rêve révolutionnaire repose sur la destruction sociale de ces deux libertés bourgeoises, c'est celui d'un monde où personne ne pourra plus entreprendre d'exploiter les autres.

Dans le cadre de la lutte des classes, la liberté d'expression du prolétariat est elle aussi muselée, tout naturellement. La destruction des moyens de communication de l'ennemi de classe est donc une nécessité immédiate pour les prolétaires. Virer des espaces de décision collective du mouvement, ceux qui ne partagent pas la volonté de lutter aussi. Ne pas laisser la parole à tout le monde, c'est même la base du combat. Quand cette base n'existe pas ou est remise en cause, très vite le mouvement s'effondre: ainsi dans ces AG d'université où on laisse s'exprimer ceux qui sont contre la grève ou le blocage, où l'on revient en arrière en débattant sur l'existence même du mouvement. Ainsi en est-il aussi lorsque le syndicalisme passe de la négociation, où chacun expose l'état du rapport de forces et les revendications qui vont avec, à la concertation où les représentants des patrons et des ouvriers sont censés s'exprimer, s'écouter et s'entendre...sur le dos du prolétariat.

«Le prolétaire s'exprime mal», c'est un lieu commun entendu durant toute notre scolarité. Et pour cause, cela ne fait pas partie des savoirs que l'on veut bien nous transmettre, et individuellement, l'exploitation ne nous permettra pas de les développer plus tard.

La liberté d'expression est donc une liberté virtuelle au niveau individuel: seule la lutte, la construction d'outils collectifs, le partage des savoirs permettent aux pauvres de pouvoir dire et communiquer efficacement entre eux.

Mais dans le cadre capitaliste, ils ont toujours un train de retard et ne sont jamais à égalité car il ne s'agit pas seulement de dire, mais d'être entendu. Tout le monde peut faire son blog, tout le monde peut envoyer des communiqués de presse, tout le monde peut donner son avis, mais tout le monde ne sera pas repris, pas référen-

cé, et pas entendu de la même manière. Comme pour toutes les autres libertés, l'accès aux moyens de production, le côté de la barrière de classe où l'on est, détermine tout. C'est la raison pour laquelle l'extrême droite et les mouvements fascistes règnent quasiment sans partages sur le net, en termes d'audience et de nombre de sites, en termes de participation au débat «libre et ouvert» sur les forums des grands médias.

C'est la raison pour laquelle aucune loi ne peut contrer cette domination: loi Gayssot ou pas, il n'y a rien de plus facile, malheureusement qu'accéder aux discours révisionnistes ou négationnistes, il est même difficile d'y échapper. Des centaines de commentaires sont postés chaque jour sur les plateformes vidéos, sur les forums généralistes avec des liens vers les sites néonazis, ou plus subtilement vers des sites apparemment neutres mais qui renvoient à leur tour vers la propagande raciste et antisémite. Il arrive que des sites soient fermés: ils mettent généralement quarante-huit heures à rouvrir ailleurs, parfois un tout petit peu plus.

Dans ce contexte, on peut comprendre que l'extrême droite fasse du foin autour de la loi Gayssot et déclare la liberté d'expression «menacée». Le propre du fascisme est de se présenter comme une rébellion anticapitaliste, comme l'ennemi du système et d'utiliser les quelques freins étatiques à son développement pour entretenir cette image.

De la même manière, lorsqu'un ministre d'Etat va un peu trop loin et trop ouvertement dans l'enrichissement personnel, lorsqu'un chef d'entreprise abuse un peu sur le nombre de valises de billets qu'il balade à droite à gauche, lorsque des conflits de pouvoir au sein même de la bourgeoisie donnent lieu au sacrifice de quelques lampistes, les lampistes en question hurleront au «populisme», à la remise en cause de la «liberté» de l'industrie, voire au retour des «rouges» qui criminalisent le brave producteur et crient haro sur l'argent.

Aucun anticapitaliste n'ira les prendre au sérieux, évidemment.

Pourtant, lorsqu'il arrive qu'un néonazi, un fasciste ou un révisionniste soit condamné pour ses propos et la diffusion de sa propagande, lorsqu'il arrive que l'un d'eux se retrouve en prison, toute une partie de l'extrême gauche, et une partie des libertaires se sentent brusquement investis d'une mission : défendre la liberté d'expression, au prétexte que cette épisodique répression des propos de leurs ennemis fascistes serait une atteinte aux fondements éthiques du combat révolutionnaire, et menacerait leur propre liberté d'expression.

A chaque fois, les mêmes arguments ressortent : l'attaque étatique contre des négationnistes ou des fascistes serait le prélude et le prétexte à un muselage du camp adverse, et des Noam Chomsky, des Jean Bricmont, seraient d'une lucidité salvatrice lorsqu'ils les défendent. Depuis dix ans, l'on nous annonce que la loi Gayssot sera suivie de bien d'autres.

Mais c'est bien là un point de vue externe à la lutte, un point de vue qui émane d'une classe qui a elle-même le privilège de la liberté d'expression.

-Les délits d'outrage, les délits d'incitation à l'émeute, les délits de manifestation non autorisée existent depuis que la république est née et répriment invariablement

les mêmes, les prolétaires en révolte qui n'ont jamais eu le droit de dire ce qu'ils voulaient.

-La diffamation et l'injure sont des infractions qui ont toujours permis de faire taire ceux qui s'attaquaient aux intérêts de la bourgeoisie et n'avaient pas les moyens financiers de faire face à de longues et coûteuses procédures juridiques, pas les moyens de se payer des avocats spécialisés.

-Le devoir de réserve dans la fonction publique a toujours été utilisé pour imposer le silence aux agents de l'Etat sur le véritable fonctionnement des administrations ou ils travaillent.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie, les lois d'amnistie votées à cette occasion ont un effet particulier sur la liberté d'expression. Si l'on dénonce les crimes commis par un membre de l'Etat français à cette époque, et que l'on est attaqué en diffamation, on ne pourra pas se défendre en apportant la preuve des crimes allégués car ceux-ci sont couverts par la loi d'amnistie.

Ce dernier exemple montre bien que des lois existent dans ce pays contre la liberté d'expression des victimes du racisme et du colonialisme. Elles n'ont jamais donné lieu à une levée de bouclier comparable à celle contre la loi Gayssot, qui après tout ne s'attaque qu'à la liberté d'expression des bourreaux et de leurs soutiens, et de manière bien peu efficace.

La question qui se pose aujourd'hui à tout prolétaire en lutte menacé par la montée du fascisme est donc simple : comment faire taire les bourgeois et les fascistes, comment détruire ou neutraliser les moyens de propagande de l'ennemi ?

La «liberté d'expression» doit être détruite, au même titre que toutes les libertés bourgeoises, il ne s'agit pas de les reprendre pour nous, c'est impossible.

Le monde que nous voulons sera celui de la liberté d'apprendre, de la liberté d'accès à la vérité scientifique, celui de la liberté de réflexion, qu'entrave nécessairement la liberté d'exprimer des mensonges, de manipuler le prolétariat en laissant libre cours aux manipulations des charlatans de l'irrationnel.

Reconnaître à nos ennemis le droit de s'exprimer, c'est leur reconnaître le droit de gagner la bataille : car les mots sont des armes mortelles.

-En Europe de l'Est, les antifascistes tombent sous les coups de la liberté d'expression capitaliste, parce que les néonazis publient leur nom et leur adresse sur des sites hébergés aux Etats Unis.

-En France, des femmes voient leur vie brisée par la culpabilité parce qu'elles ont cherché sur Internet des informations sur l'avortement et sont tombées sur les sites des anti-IVG, bien mieux référencés que ceux du planning familial.

Des jeunes Juifs se font tabasser parce que se répand sur toute la toile le négationnisme qui les présente comme les plus grands manipulateurs de l'Histoire.

La révolution, c'est nécessairement bâillonner la bourgeoisie et ses alliés fascistes.

Nécessairement donc, ceux qui défendent le droit de nos ennemis à propager leur haine sont dans leur camp, volontairement ou pas.

En ce qui concerne les «intellectuels» progressistes qui défendent Faurisson ou Reynouard, peu nous importe qu'ils ne soient pas des fascistes : sans doute défendent-ils leur bout de gras pour la plupart, ce qui leur reste de privilèges concédés par la bourgeoisie : parler à tort et à travers, provoquer sans rien risquer.

Concernant Chomsky, le cas est plus grave.

Nous n'avons pas de temps à perdre à nous interroger longuement sur le hasard étrange, qui fait qu'un écrivain et universitaire américain, par deux fois, signe une pétition en faveur de révisionnistes français, qui ne sont pas si nombreux tout de même, sans les avoir lus. Nous nous contenterons de remarquer que Noam Chomsky ne connaît pas non plus les précaires français mis en examen suite à des plaintes de la CFDT pour leurs propos sur cette confédération, qu'il ne connaît pas non plus les antifascistes russes réprimés depuis août pour leur simple appartenance revendiquée à des mouvements d'opposition à l'extrême droite, qu'il ne connaît pas non plus les nombreuses personnes condamnées pour outrage au chef de l'Etat français, qu'il n'a pas lu les textes antipatronaux pour lesquels des syndicalistes et des travailleurs sont régulièrement condamnés suite à une plainte de leur boîte. Et que Noam Chomsky n'a pas signé les pétitions de soutien à leur sujet, et ce bien que leur liberté d'expression soit aussi directement mise en cause

De ceci, l'on ne peut déduire que deux choses: ou Noam Chomsky a lu Faurisson et Reynouard, et trouve un intérêt spécifique à les défendre, eux et pas d'autres, ou Chomsky ne les a effectivement pas lus, auquel cas il semblerait que ses contacts en France, qui l'amènent à signer des pétitions parmi d'autres sont manifestement prioritairement des antisémites et pas des militants révolutionnaires.

Mais peu importe : on peut défendre les fascistes parce qu'on l'est soi-même ou seulement parce qu'on y trouve un intérêt matériel, ou même parce qu'on s'est laissé manipuler.

Mais de toute façon, dans la lutte à mort entre le fascisme et les prolétaires, il n'y a pas de troisième voie, pas plus qu'il n'y a de «troisième voie» entre le capitalisme ou la Révolution sociale.

Les soldats perdus de l'extrême gauche qui défendent la liberté d'expression des fascistes sont des soldats quand même, au service des généraux de l'extrême droite.

Etre liberticide c'est une nécessité, faire fermer leur gueule aux fascistes une priorité vitale.

Luftmenschen, 2010

Politica Hermetica

L'étude qui suit est loin d'être exhaustive et n'est qu'un début de réflexion sur les enjeux d'une vigilance accrue dans le domaine de l'ésotérisme.

L'ésotérisme, une composante de l'idéologie rétrograde

Il existe peu d'articles antifascistes traitant in extenso des connivences que l'idéologie droitière entretient avec la pensée hermétiste et occultiste. Ce manque d'intérêt nuit à la compréhension des enjeux de certains mouvements réactionnaires, traditionalistes ou nationalistes-révolutionnaires. L'incapacité à saisir l'opportunité du sujet "ésotérisme et extrême droite" est le résultat d'un refus à porter allégation à ces "fumisteries", affabulations, contes, en bref l'habituel mépris pour tout ce qui touche au domaine de l'occulte. Cette attitude suffisante ne permet pas de comprendre la logique de cet engouement pour ces "délires imbéciles" et sa répercussion sur une idéologie qui, elle, touche du monde bien au-delà des petits cénacles ésotériques. Et, à force d'ignorer, on en devient complaisant (...).

Pourtant il appert que l'ésotérisme joue un rôle non négligeable dans une volonté de cohésion intellectuelle et politique de la droite, de l'extrême droite et de la Nouvelle Droite. Cette tentative de cohésion tient à satisfaire des besoins exigeants sur l'utilité de l'action au-delà de l'histoire positive et aiguise aussi bien la pensée des catholiques que celles des polythéistes* en leur fournissant des objectifs "supérieurs", que les uns qualifient de théologiques et les autres de métapolitiques. Son rôle porteur est, à mon sens, déjà daté, présent depuis le XIX^e siècle (courants monarchistes, utopistes). On peut toutefois observer depuis les seventies un resserrement idéologique autour d'un besoin "ésotérique" très circonscrit : nationalisme, révolution, royalisme, traditionalisme, élitisme, pouvoir, racisme. Ce recentrage enrichit les idéologies réactionnaires en se polarisant sur quelques domaines comme les théologies ou l'ésotérisme dit traditionnel mais appauvrit l'ésotérisme en général, puisqu'on écarte de ces réutilisations tout un pan de la *philosophia perennis* pouvant se rattacher à la gauche : l'ésotérisme devient une philosophie de droite.

Si l'on revient au mépris des antifascistes pour l'ésotérisme, c'est que les spéculations ésotériques ne sont pas nécessairement associées à la culture antifasciste. Pas nécessairement, car on pourrait objecter que le premier surréalisme, marqué à l'extrême gauche, s'est intéressé à la question dans un cadre politique et onirique. Ce manque de curiosité me paraît aujourd'hui un lourd handicap pour la compréhension de la Nouvelle Droite et son impact dans le domaine culturel et ses réseaux de sociabilité. En effet, éviter d'étudier ces terrains, c'est ignorer une bonne part des activités des droitières et se refuser à admettre qu'il existe parfois des lieux perméables à d'autres rencontres politiques, bien loin des classiques clubs politiques ou des meetings électoraux. Finalement, cette cohésion philosophique se fait au détriment de l'ensemble du domaine de l'ésotérisme et ce qui peut lui être rattaché : elle se l'approprie de manière exclusive, recomposant à l'envi une nouvelle histoire, travestissant des sources par leurs interprétations généralement erronées.

Cette appropriation s'accompagne bien entendu d'une révision idéologique de l'histoire ésotérique et par là de l'Histoire. La tactique s'avère payante puisqu'elle bénéficie d'un accaparement des "lieux de savoirs" comme l'Université ou le CNRS. Cette appropriation permet de légitimer leurs propos et monopoliser des champs de recherches parfois en bénéficiant de subventions, d'une reconnaissance sur un public non averti (médias, publications) et la formation de futurs chercheurs.

Nous verrons par exemple que cette quête théorique est l'enjeu de plusieurs courants de pensée, très variés : chrétiens, néognostiques, orthodoxes, intégristes, musulmans, polythéistes, etc. Divisés, ces groupes s'échinent cependant à trouver régulièrement des terrains d'entente comme l'est, en France, l'association *Politica Hermetica*, véritable laboratoire idéologique de la Nouvelle Droite, objet de la présente étude.

Politica Hermetica, la politique du pire

L'association *Politica Hermetica* organise des colloques annuels portant sur l'histoire de l'ésotérisme et en édite les actes. Elle a été lancée en 1985. Son allure générale se veut universitaire : haut patronage universitaire de qualité (?), comités scientifique et de rédaction. Depuis sa création, ses réunions annuelles se passent à la Sorbonne dans des locaux aimablement prêtés en cette occasion par l'École Pratique des Hautes Études (deux exceptions à ce rituel, une réunion au Centre Plaisance à Paris et une autre au Sénat grâce à Paul Girod, sénateur de droite de l'Aisne).

Un athanor pour la pensée traditionnelle

Suite à une première réunion fort prometteuse en 1986, le projet associatif se concrétise autour d'un colloque annuel thématique accompagné d'une publication des diverses communications. Le discours d'intention est d'institutionnaliser un lieu de rencontres permettant d'étudier de manière historico-critique tout un pan de la pensée occidentale, c'est-à-dire l'ésotérisme, régulièrement négligé par les historiens, philosophes et sociologues. Nous verrons que ces colloques seront le fruit de rencontres plus ou moins fructueuses entre universitaires, érudits influencés par les idées de Julius Evola ou de René Guénon.

Politica Hermetica est éditée par L'Age d'Homme, maison d'édition suisse romane connue pour ses orientations éditoriales axées sur la littérature fantastique, l'histoire de l'art mais aussi pour la publication de textes anarchistes de droite (par exemple, Stirner). Vladimir Dimitrievicj, son éditeur, est connu pour ses amitiés à l'extrême droite (on le voit se montrer par exemple avec des intégristes catholiques comme ceux du centre Charlier) et a affiché clairement ses positions pro-serbes lors de la guerre du Kosovo.

«Autorité spirituelle et pouvoir temporel»

Dans le n° 1/1987 de *Politica Hermetica*, un éditorial de Victor Nguyen mais signé sous un collectif "*Politica Hermetica*" présente les objectifs sans aucune ambiguïté. Pour lui et ses collègues, les études scientifiques consacrées "aux doctrines secrètes et aux philosophies hermétiques" doivent "dépasser le plan descriptif". Il faut montrer la "toute-puissance" de ces groupes minoritaires et leurs influences sur l'opinion publique, c'est-à-dire exposer et étudier en prenant en compte la sphère

dite de l'ésotérisme comme complémentaire de celle du politique. Pour l'auteur de cet éditorial, cette "toute-puissance" se rattache à la "notion du pouvoir".

Cette matérialisation de l'ésotérisme dans le politique, à savoir puissance et pouvoir, passerait, d'après eux, notamment par des groupes comme la maçonnerie, la synarchie et la politique du Complot (ce discours d'intention est d'autant plus amusant qu'ils fustigent régulièrement dans leurs colonnes l'interprétation marxiste comme trop dogmatique...).

Nous trouvons ici des éléments connus des discours réactionnaires : pouvoir, puissance et complot. Ce besoin d'affirmer une réflexion théorique supervisant l'Histoire se retrouve dans d'autres secteurs de la Nouvelle Droite. Pour eux, le rôle de l'intellectuel est primordial dans le combat et l'élaboration d'une nouvelle société. Il faut avant tout lancer un combat théorique alimentant des luttes plus directes. L'objectif est d'élaborer une organisation politico-spirituelle, ayant à son sommet une sorte de clergé composé d'intellectuels et de théoriciens. Leurs idées doivent être ensuite diffusées par cercles concentriques de plus en plus élargis.

Dans une stratégie d'organisation pyramidale, il n'y a effectivement pas besoin que les théories soient massivement diffusées et vulgarisées mais bien dispensées aux bonnes personnes qui les vulgariseront ensuite auprès d'un public profane voire éveilleront une écoute attentive auprès d'une population idéologiquement de gauche. Ce procédé peut s'avérer assez efficace puisqu'il bénéficie, à mon sens, d'un repli idéologique de la part de la "gauche" et de l'extrême gauche (par exemple, je renvoie aux conclusions de l'enquête des Mots sont Importants de S. Tissot et P. Tevanian).

Cette stratégie apparaît aussi dans des secteurs scientifiques où l'on s'aperçoit de l'utilisation de méthodologies et préjugés suspects (par exemple, débats sur les traditions européennes, omnipotence de certains auteurs de la Nouvelle Droite comme Gilbert Durand, Antoine Faivre, Mircea Eliade, etc.).

«Pour que Guénon rime avec Evola...»

"A travers *Éléments*, *Nouvelle Ecole*, *Cartouches*, etc, on voit apparaître très clairement un vecteur traditionnel, majoritairement catholique. Luc-Olivier d'Alange*, André Coyné*, Giovanni Monastra*, Christophe Levalois, Philippe Baillet*, Janis Trisk, et votre serviteur, collaborent à ces revues. [...] La ND n'est pas un parti monolithique. C'est pour beaucoup de traditionalistes un espace de liberté exceptionnel. A la périphérie de la Nouvelle Droite, David Gattegno*, Jean-Paul Lippi, Jean-François Mayer*, Jean Parvulesco, Paul Sérant*, Luc Saint-Etienne, Pierre-Marie Sigaud*, Bernard Marillier, Paul-Georges Sansonetti*, Dominique Lormier, etc., en font également parti.." Arnaud Guyot-Jeannin dans son interview dans *Résistance !* n° 3, mars 1998, pp 18-23 au sujet de la modernité d'Evola [les noms suivis d'un astérisque sont des participants de *Politica Hermetica*]

Dès sa création, plusieurs tendances se retrouvent au sein de cette association d'intellectuels. Il serait vain d'y voir un courant de pensée unique. *Politica Hermetica* apparaît comme la façade d'approches multiples dont les dénominateurs communs sont l'ésotérisme et le traditionalisme révolutionnaire et/ou intégral. Une constante semble apparaître, c'est la fascination des uns et des autres pour l'idée

d'empire européen : on la retrouve chez Paul Sérant, chez les catholiques traditionalistes (la quête du monarque caché), mais aussi chez les "polythéistes" ou parmi certains gaullistes. Cette notion d'Empire est assez particulière puisqu'elle s'attache à concilier l'autorité spirituelle et le pouvoir temporel en la personne du roi-prêtre. On retrouve cette idée dans les écrits de Guénon ou d'Evola mais aussi dans ceux de Raymond Abellio, lui aussi référence sous-jacente et ambivalente de *Politica Hermetica*.

L'extrême droite et la droite traditionnelle sont donc très composites mais tentent de se réunir sous la bannière impériale. Le premier numéro donne le ton puisqu'il est à la fois consacré à l'œuvre de René Guénon et aux études évoliennes, les deux pendants de la droite extrême. Si ces deux principaux courants de pensée sont loin d'être identiques, cela montre la tentative de vouloir les concilier afin de redéfinir un ésotérisme "vu de droite" et une politique traditionaliste.

Maintenant en ce qui concerne la tentative de rapprochement entre évoliens et guénoniens, peut-on parler vraiment de réussite ? De l'aveu de Philippe Baillet, catholique de la Nouvelle Droite, traducteur et exégète de la pensée évoliennne, celle-ci semble être un échec. Il y aurait plutôt à nuancer ce point de vue. L'échec est surtout dû à la difficulté d'associer des "polythéistes" avec des chrétiens. L'évolution des centres d'intérêt de l'association *Politica Hermetica* peut être étudiée à travers ses invités.

Par exemple, il semble qu'il y ait eu une tentative de rapprochement avec le dirigeant national-bolchévique Alexandre Douguine, qui intègre le comité de Rédaction de *Politica Hermetica* en tant que correspondant russe en 1992 suite à sa communication dans le volume consacré au Complot. Je pense que ce rapprochement s'est réalisé grâce aux bons soins du révolutionnaire-conservateur Alain de Benoist (collaborateur de la revue). Depuis cette tentative d'entrisme avortée, il semble que l'on assiste à un resserrement idéologique autour d'un ésotérisme plus catholique, peut-être que la rencontre avec Douguine a inquiété ou dérangé certains membres de l'association. Suite à cela, on voit les interventions se fédérer autour de thèmes chers aux ésotéristes chrétiens comme la vie et l'œuvre de Charbonneau-Lassay, le Hiéron du Val d'Or, les mystiques jansénistes, l'anti-maçonnisme et parmi les intervenants, nous trouvons le «Légionnaire du Christ» Massimo Introvigne ou le dominicain Rouse-Lacordaire.

Depuis trois ans, on voit apparaître des études sur Crowley, suite peut-être à la présence de Massimo Introvigne, auteur d'ouvrages sur le satanisme contemporain et de Marco Pasi. Ce dernier, doctorant à l'EPHE, spécialiste de Crowley est collaborateur à *Orion*, revue que Jean-Yves Camus et René Monzat qualifient d'«organe italien de la droite subversive, négationniste, philo-khomeiniste, membre du courant le plus radical de la Nouvelle Droite européenne» (*Les droites radicales et nationales en France*, p. 297). Pasi paraît plutôt fasciné par les premiers textes d'Evola alors fasciste italien et partisan d'une Rome impériale et païenne. "Il ne faut pas trop insister sur l'athéisme magique d'Aleister Crowley" (p. 210, n°1996) explique-t-il, par ailleurs.

Il semble aussi que l'incompréhension entre chrétiens et polythéistes soit aggravée par un conflit générationnel liée à l'interprétation politique de la pensée d'Evola. Dans le dernier numéro publié (1998), Philippe Baillet attaque Arnaud Guyot-Jeannin suite à l'interview de ce dernier donné à *Résistance*. Arnaud Guyot-Jeannin a dirigé le Dossier H sur Evola. Il est clair que Philippe Baillet ne veut surtout pas être rattaché à la jeune clique de Guyot-Jeannin. Il semble ne pas apprécier le tournant politique de cette jeunesse fasciste en "nationalistes-révolutionnaires". Christophe Boutin, de Jean-François Mayer se rangent à ses côtés lorsqu'il qualifie ces jeunes évoliens "d'électrons libres", "aujourd'hui aux amateurs, demain à la *lunatic fringe* et – pourquoi pas ? – après-demain à l'underground néo-nazi d'Europe et d'ailleurs [...] On observera aussi que les pratiques et le style des "électrons libres" (sous-culture, prétentions ridicules d'autodidactes, "sloganisation" des idées, goût pour la provocation, confusion entre action et agitation, etc.) répondent parfaitement aux objectifs des tenants du "politiquement et culturellement correct", trop heureux de pouvoir désigner à la vindicte et au sarcasme pareils repoussoirs." (pp. 269-70). En les attaquant, la première génération d'évoliens (Philippe Baillet, Christophe Boutin, J.-F. Mayer) ne désire pas être assimilée aux partis pris politiques des jeunes néo-fascistes, nuisibles à leur image. La peur aussi d'être inséré dans un militantisme un peu trop plébéen ?

Ce sont des intellectuels qui se réfugient dans un monde clos, c'est la noblesse de l'esprit. Dans *Politica Hermetica* 1998, Philippe Baillet et Christophe Boutin présentent une historiographie du courant évolien en France et exposent clairement la "stratégie de séduction" entreprise depuis une vingtaine d'années auprès des milieux universitaires par l'intermédiaire de *Politica Hermetica*.

Politica Hermetica est un reflet des nouveaux changements de la Nouvelle Droite, ses nouvelles tentatives de cohésion.

Evola et le terrorisme néofasciste

Certaines méthodes ou travaux de recherches seront écartées de la ligne : la plus flagrante est l'intervention de Ferraresi "Julius Evola et la droite de l'après-guerre" (in n° 1/1987, pp.95-117, trad. Philippe Baillet), ce spécialiste italien du terrorisme d'extrême droite subit des attaques assez virulentes notamment sur le rôle intellectuel d'Evola sur le spontanéisme armé de petits groupes néofascistes dans les années 1970. Cette intervention soulève clairement le problème de la lutte armée comme expression du "traditionalisme révolutionnaire".

Suite à l'intervention de F. Ferraresi, certains auditeurs rejettent en bloc le rôle intellectuel d'Evola sur Movimento Politico Ordine Nuovo et le MSI parce «qu'un grand nombre de ces affaires de terrorisme n'ont pas été éclaircies, que bien souvent on a retrouvé comme simple "main-d'œuvre" terroriste à la base des gens qui n'étaient pas des intellectuels, des gens qui, s'ils avaient lu ou cherché à lire Evola, n'en auraient pas compris une ligne : vraiment la basse main-d'œuvre terroriste. Vous savez en outre que dans l'affaire de la bombe déposée le 13 janvier 1981 dans un certain train, le train Tarente-Milan, au terme de l'enquête ce ne sont pas des néofascistes qui ont été inculpés, mais deux officiers supérieurs des services

secrets militaires italiens [...] Donc, s'il est vrai que des néofascistes ou des "évoliens" italiens, des évoliens de quatrième zone, des inconscients, ont été manipulés, ont joué un rôle de provocateurs, il n'en demeure pas moins qu'on ne peut pas établir l'équation : "culture évolienne = culture de la droite radicale = terrorisme". C'est là un raisonnement simpliste et malhonnête qui est absolument infirmé par les faits» (dixit Philippe Baillet, pp. 122-23).

A quoi répond F. Ferraresi : "Ce que je veux dire, c'est que nous ne pouvons bien sûr examiner un revolver du point de vue esthétique, mais qu'il est important de se rappeler, lorsqu'on parle de la ligne élégante d'un revolver, que c'est une arme qui tue. Dans cette perspective, on peut dire que l'influence politique d'Evola a été une influence néfaste dans l'Italie de l'après-guerre." (p. 123) Ce passage est tout à fait intéressant, il montre bien d'une part, la fascination de certains groupes néofascistes pour la lutte armée et, d'autre part, la peur de l'instrumentalisation d'Evola de la part des évoliens comme Philippe Baillet.

Lieux de savoir, lieux de pouvoir

Le moins surprenant est que ces colloques ne rencontrent aucun obstacle de la part d'autres universitaires, d'institutions scientifiques. Depuis quelques années, les interventions proviennent de plus en plus de milieux universitaires, et j'y vois surtout le souci de se trouver une légitimité intellectuelle. Cette stratégie de l'entrisme semble réussir puisque l'on voit de plus en plus *Politica Hermetica* citée comme référence absolue en la matière dans des livres de vulgarisation scientifique (Victor Stoskowski, Jean Baubérot, etc.).

Entrisme à l'EPHE ?

L'École Pratique des Hautes Études est un établissement d'enseignement public préparant DEA, doctorat et diplômes de l'école. Ces derniers ne sont pas à proprement parlé un titre universitaire mais sont attribués à des travaux qualifiés. Trois sections composent cette institution : une orientée sur les Sciences de la Vie et de la Terre, une autre d'histoire et de philologie et une troisième s'occupant de sciences religieuses (c'est-à-dire de l'histoire des religions dans une perspective non théologique). Cette dernière section semble connaître depuis quelques années des tentatives d'OPA plus ou moins réussies de certains groupes de pression d'extrême droite, de mouvements sectaires. La section sciences religieuses de l'École Pratique des Hautes Études est une institution complaisante avec certains personnalités de l'extrême droite. Elle leur ouvre ses portes pour les inscrire sur des doctorats ou des diplômes reconnus et validés par le ministère de la Recherche. Munis de leurs titres universitaires, il est ensuite bien plus facile de s'inviter à des colloques scientifiques, de publier et d'obtenir des financements publics. Ainsi, Arnaud d'Apremont est diplômé de l'EPHE sciences religieuses [Ce passage a été modifié à la demande de Monsieur Marco Pasi. Voir sa lettre]. Polythéiste odiniste et extrémiste notoire, Arnaud d'Apremont étudie les groupes odinistes sous la direction de Jean-Pierre Laurant. En 1998, la section des sciences religieuses invita Jean-François Mayer (ancien Opus Dei puis évolien, invité régulier de Moon, expert de l'Office Central de la Défense en Suisse). Celui-ci donna une série de conférences sur les

“nouveaux mouvements religieux”. Suite au succès de ses conférences, certains enseignants de l’EPHE tentèrent d’imposer Mayer au sein de l’école en lui offrant une nouvelle chaire portant sur lesdits nouveaux mouvements religieux. Cette tentative d’entrisme semble avoir échoué. En attendant l’EPHE est l’un des avant-postes du CESNUR, puisque une partie de ses enseignants appartient à cette organisation internationale (par exemple, Régis Dericquebourg, A. Faivre, J. Baubérot, J-P. Willaime, etc.). *Politica Hermetica* aimerait bien voir dans la section des sciences religieuses un lieu de formation pour jeunes théoriciens de Nouvelle Droite.

Politica Hermetica est aussi l’un des maillons pour comprendre les connexions qui puissent exister entre la Nouvelle Droite, des réseaux “universitaires” et le CESNUR, qualifié par les associations antisectes d’officine d’extrême droite et projectaire (cf. le constat du centre Roger Ikor). *Politica Hermetica* n’est donc pas un simple laboratoire de la Nouvelle Droite mais une véritable pépinière de réactionnaires militant pour une Tradition primordiale qui va au-delà des différences religieuses ou sectaires pour lutter contre la laïcité, l’athéisme et la “gauchisation” de la société...

La caste des méta-barons

Tous cherchent à légitimer leurs actions, leurs modes de pensée par une “méta”. Cette méta est avancée pour justifier leur opposition à ce qu’ils surnomment le matérialisme scientiste, le positivisme, etc. Or, loin de se consacrer à un travail historico-critique, les colloques *Politica Hermetica* observent l’histoire à travers le prisme guénonien, parfois changeant, se déclinant en un superbe arc-en-ciel de teintes plus ou moins subtiles : Evola, Jünger, les peurs de la Trilatérale, l’anti-maçonnisme, le philosémitisme, le naundorffisme, etc. Sujets somme toute passionnants, dignes d’attention à condition qu’ils soient l’objet d’une méthode historico-critique ! Mais pour ces adeptes des choses obscures, celle-ci est parfois si réductrice, si entachée de matérialisme historique qu’ils répugnent à s’y arrêter. Car pour la plupart d’entre eux, comment comprendre l’Histoire sans s’attacher à l’étude des faits au-delà de l’Histoire, l’Histoire n’est qu’un épiphénomène de la méta-histoire ou bien celle-ci n’est qu’un méta-épiphénomène... on s’embrouille. Dans la méta, le Temps perd de sa consistance, sa linéarité est plus confuse, il n’existe pas. En s’appuyant sur une citation de Salluste, Julius Evola définit le traditionalisme comme être “Cela ne fut pas une fois, mais toujours” (in la *Révolution contre le Monde moderne*, traduit de l’italien par Philippe Baillet, L’Age d’Homme, 1991.p. 28). Les distances temporelles raccourcies, les événements comparés à travers des périodes éloignées et puis derrière l’Histoire il existerait d’après eux quelque chose de supérieur : dieux, déesse-mère, christ, légendes, mythes, complots millénaires,... sinon comment comprendre ces incidents étranges comme la Révolution française ou russe, le nazisme, le capitalisme, etc. Complots... complots. Quelles sont ces puissances qui nous assujettissent ? Les Juifs à travers la Trilatérale, le Rex Mundi. Mais la Tradition est là pour les aider à démêler l’écheveau des méta-puissances. La Tradition primordiale est une constante dans ces discours droitiers, syncrétistes, polythéistes ou chrétiens. Certains évoquent les castes, d’autres

les sociétés secrètes élitistes ou bien un gouvernement de prêtres-rois. Le terme de méta-historique est utilisé comme synonyme de mythologique par Julius Evola. "Ainsi la Rome légendaire, nous parlera plus clairement que la Rome temporelle, et les légendes de Charlemagne nous feront mieux saisir que les chroniques et les documents positifs de l'époque ce que signifiait le roi des Francs" (Julius Evola, *Révolte contre le monde moderne*, 1991. p. 30). La méta-histoire explique la méta-politique. Car la théorie des complots est pour eux une évidence, il suffit d'interpréter. On saisit mieux pourquoi Evola a pu séduire certains spécialistes en littérature légendaire ou d'autres s'essayant à l'anthropologie historique. Cependant on précisera que Julius Evola n'a guère innové puisque le traitement des sources légendaires ou mythiques est déjà pratiqué depuis quelques temps par les néo-positivistes de l'École des Annales (cf. Marc Bloch, sur lequel il s'appuie de temps à autre).

D'étranges compagnons de route

Chaque colloque est une nouvelle tentative de séduction envers des intellectuels et des scientifiques reconnus. Par exemple, Léon Poliakov, spécialiste de l'anti-sémitisme est invité à discourir sur "Racisme et antisémitisme" (pp. 39-41 in n° 2/1988). A vrai dire, Émile Poulat lui pose une question à laquelle L. Poliakov donne une réponse courte (il semble que Léon Poliakov ait été invité par Pierre-André Taguieff, vu l'admiration qu'il a pour ce dernier). Par ailleurs son intervention est résumée de manière critique. On peut rapprocher cet incident avec ceux qui ont jalonné la tactique de la droite concernant les intellectuels classés à gauche (cf. Alain de Benoist). Léon Poliakov signe quelques mois plus tard une pétition sur les récupérations par l'extrême droite. On lit dans la rubrique activités de la revue, un dîner-débat avec Alain Joxe, socialiste et Grand Orient. Certains thèmes invitent plus que d'autres à la diversité des auditeurs et des auteurs. Par exemple, le colloque consacré à la franc-maçonnerie permet de montrer que tout le gotha maçonnique est au rendez-vous, des stricts écossais aux philalèthes athées (comme Charles Porset, André Combes). Un autre colloque ayant plus de rapport avec l'anthropologie historique est l'occasion d'avoir comme auditrices Françoise Duchet ou Michèle Riot-Sarcey.

Il serait donc vain d'y rencontrer quelques "personnalités de gauche" à ces quelques exceptions près. On retrouve Charles Porset, intervenant ici comme historien de la franc-maçonnerie, lui-même au Grand Orient et proche de la Libre Pensée (actuellement encadrée par les nationaux-trotskyistes du Parti des Travailleurs). Sur sa présence, on pourrait alors avancer irresponsabilité, manque de vigilance, communauté d'intérêts (histoire de la franc-maçonnerie) voire méconnaissance du problème. Cela est fort possible même si l'on sait tous les appels à la vigilance qui existent depuis plusieurs années dans les milieux intellectuels et scientifiques. Quant aux quelques personnes qui ont eu le malheur de s'aventurer dans ces colloques, elles ont dû affronter le rejet systématique des défenseurs de la pensée traditionnelle. Il ne semble pas qu'il y ait eu de boycott généralisé de ces colloques de la part d'invités ou d'institutions scientifiques.

On ne peut que déplorer cette attitude qui est de s'associer à cette mascarade. Attitude d'autant plus déplorable qu'il y a eu depuis plusieurs années suffisamment de pétitions et d'appels à la vigilance.

La présence de Pierre-André Taguieff

Le public des colloques semble rassembler principalement des écrivains, universitaires dont le trait dénominateur paraît être la pensée de droite (sa pratique ou son étude). C'est un étrange ballet que celui de *Politica Hermetica* puisque nous y trouvons depuis sa création Pierre-André Taguieff. Ce chercheur du CNRS apparaît systématiquement dans les comités de lecture et scientifique de la revue. "La présence, dans la même revue, de contributions de Pierre-André Taguieff, ou de Franco Ferraresi, chercheurs ouvertement engagés contre l'extrême droite explique les différences de ton assez radicales qui donnent sa physionomie à cette publication" (Camus et Monzat, 1992, p. 361). Je n'adhère pas au jugement de Camus et Monzat (il semble d'ailleurs que Monzat soit devenu plus sceptique sur le cas de P.-A. Taguieff). Il suffit d'ailleurs de lire l'article de P.-A. Taguieff abondamment annoté paru dans le n° 1/1987 de P.H. "J. Evola penseur de la décadence : une métaphysique de l'histoire dans la perspective traditionnelle et l'hypercritique de la modernité" (pp. 11-48). A la lecture de son article, on remarque que son objet est une critique en règle de l'antifascisme : "des démonisations de propagande qui, à gauche (chez certains bavards professionnels d'une gauche d'autant plus arrogante qu'elle est ignorante et sûre de "bien penser" à défaut de penser bien), ne visent que la dévalorisation systématique de tout ce qui est "de droite'(ou assimilé) [...] Il faut donc démythologiser sur tous les fronts, le néo-fasciste résiduel (voire le néo-nazi) et l'anti-fasciste instrumental (dont on sait les liens avec un certain antiracisme institutionnel). Ne pas se contenter d'être étranger à la célébration : oublier aussi la dénonciation. Le lieu, la Sorbonne, faisant symbole : les exigences intellectuelles doivent ici primer toutes les autres.

L'importance de ce colloque réside dans la mise à distance qu'il opère de son objet, et dans sa neutralité idéologico-politique qu'implique sa déontologie autant que ses règles épistémologiques." (p. 13) Cette déclaration prête à sourire lorsque l'on lit les noms des autres intervenants de ce colloque consacré à Evola et Guénon : Jean-Pierre Brach, Philippe Baillet, Jean Robin, Jean-Pierre Laurant, Gérard Boulanger. Hormis Franco Ferraresi qui d'ailleurs a subi les foudres de l'intelligentsia évolienne, tous ont des accointances avec la Nouvelle Droite. Peut-on vraiment parler de "neutralité idéologico-politique" ? Par la suite, P.-A. Taguieff participe principalement à la revue à travers les deux comités de rédaction (il semble que dans le n°2/1988 une communication de P.A. Taguieff ait été omise, cf. Émile Poulat, p. 41). On a effectivement du mal à comprendre comment ce champion de la lutte contre l'extrême droite se retrouve ingénument avec des gens comme Paul Serant, Jean-Pierre Laurant, Massimo Introvigne, Marco Pasi, etc. D'ailleurs dans le n°2/1988 de P.H., Jean-Pierre Laurant fait un compte rendu élogieux de *La Force du Préjugé* de P.-A. Taguieff. Lorsque l'on jette un coup d'œil sur les divers écrits de ce politologue, écrits très diffusés au sein de la gauche social-démocrate, on remarque que souvent ses écrits sur la Nouvelle Droite ou le FN servent avant

tout d'attaques contre ce qu'il surnomme les gauchistes antifascistes qui en feraient trop (cf. les critiques acerbes dans son livre *La Nouvelle Droite*). Aujourd'hui Pierre-André Taguieff est le grand spécialiste officiel de la Nouvelle Droite, de l'histoire du racisme, un militant actif (proche du Mouvement des Citoyens et signataire de la pétition en faveur des lois Chevènement sur la régularisation des sans-papiers) : on voit aussi son nom régulièrement apposé en bas de pétitions contre le négationnisme ou pour défendre des professeurs "injustement" condamnés. Pierre-André Taguieff est aussi le directeur d'une collection à Berg International intitulée "Pensée politique et sciences sociales" qui édite certains familiers de *Politica Hermetica* comme Emile Poulat et Jean-Pierre Laurant mais aussi Jérôme Rousse-Lacordaire, le dominicain auteur d'ouvrages sur l'antimaçonisme aux éditions Pardès. Pierre Tevanian et Sylvie Tissot considèrent P.-A. Taguieff comme le cheval de Troie de l'extrême droite.

Émile Poulat, Antoine Faivre, Jean Baubérot, Jean-Pierre Laurant et le CESNUR

Émile Poulat apparaît au bout de quelques années comme un disciple très assidu de *Politica Hermetica*. Il est l'auteur d'une thèse sur le modernisme dans l'Église catholique et était jusqu'à peu spécialiste du catholicisme contemporain à l'EHESS. Son aura est indéniable au sein des historiens contemporanistes mais aussi auprès d'un plus large public. Il est difficile à cerner mais il semble qu'à travers ses recherches sur certaines formes d'intégrismes catholiques (comme la Sapinière) il se soit intéressé à toute cette mouvance d'ésotéristes chrétiens. Quel est, pour lui, l'enjeu de *Politica Hermetica* ? A vrai dire l'aboutissement d'une certaine fascination pour ces domaines. Émile Poulat semble ne pas daigner fréquenter les milieux catholiques réactionnaires (tout en refusant d'adhérer au lefebvrisme), il donne à ce titre une interview dans *A la Droite du Père* éditée par Pardès. Sa caution scientifique semble être un enjeu pour *Politica Hermetica* et ses amis. De l'aveu même du CESNUR lorsque cet éminent universitaire défend l'ouvrage controversé d'Alain Garay, *L'activisme anti-sectes. De l'assistance à l'amalgame* : "Émile Poulat (peut-être l'historien de la religion le plus connu en France) signe la préface" (c'est moi qui souligne dans le texte). Peut-être que les objectifs d'Émile Poulat sont d'élargir l'œcuménisme de Vatican II aux sectes et aux lefebvristes ?

Antoine Faivre est plus discret mais sa présence transparaît par le choix de certains intervenants étant, pour certains, des thésards de Faivre. On se souvient de ses positions plutôt douteuses sur la Nouvelle Acropole dans *Pour en Finir avec les sectes* (Dervy, 1996). Son objectif semble être le même que le CESNUR dont il est l'un des représentants français. Faivre semble être considéré comme une sommité incontesté au sein de toute une population de francs-maçons et d'universitaires. Cette position lui confère une certaine tranquillité.

Conclusion

Des connexions apparaissent lorsque par exemple, on lit la pétition de la Grosse Berta (dont le directeur de publication est Arnaud Guyot-Jeannin), parue lors de la guerre du Kosovo. Sous sa manchette "Non à la Guerre !", de nombreuses personnalités ont signé dont une quasi-unanimité appartient aux réseaux de droite. Ras

L'Front (Numéro 65 - Mai 1999) a proposé une enquête pour les identifier. Or ce sont des personnes que l'on retrouve parmi les familiers de *Politica Hermetica*.

Syb (28/04/2000)

* En avançant l'idée des "Doctrines de la Haine", il me semble que Jean Baubérot donne une réponse théologique (en quelque sorte, les doctrines de la Haine s'opposent aux apôtres de la Charité) à un problème politique, ce qui peut être en partie une impasse sur la question de l'antiprotestantisme voire de l'antisémitisme (puisqu'il veut amalgamer les deux). Jean Baubérot apparaît assez tardivement dans le paysage de *Politica Hermetica*. Son adhésion est peut-être plus tactique. En tant que directeur d'études à l'EPHE (1991) mais aussi depuis son adhésion aux travaux du CESNUR (cf. lui aussi un des auteurs de *Pour en finir avec les sectes*). Toutefois son adhésion ne doit pas être négligée. Difficile de l'excuser en lui invoquant une naïveté. Jean Baubérot est un militant de longue date, revendiquant un christianisme de gauche non marxiste et pas trop extrême. Il est aujourd'hui le spécialiste universitaire de la laïcité et frère du GODF. Il prêche pour une laïcité ouverte, c'est-à-dire prenant en compte le pluralisme religieux comme vital à la république française. Dans son dernier ouvrage sur *L'Antiprotestantisme* (en collaboration avec Valentine Züber, ancienne thésarde de Baubérot), il compare l'antiprotestantisme à l'antisémitisme et s'appuie sur les positions émises par Pierre-André Taguieff sur la critique des antifascistes (nous le retrouvons lui aussi signataire de la pétition pour l'application des lois Chevènement contre les sans-papiers). De là, il reprend la théorie sur les Doctrines de la Haine*. On retrouve bien là la patte du Cesnur !

Auteurs cités régulièrement comme référence intellectuelles par *Politica Hermetica* : René Guénon; Julius Evola ; Mircea Eliade ; Ernst Jünger ; Ananda Coomaraswamy ; Louis Charbonneau-Lassay ; Raymond Abellio ; Jorge Luis Borges ; Bruno Etienne ; Joséphin Péladan

Les revues commentées par *Politica Hermetica* appartiennent toutes à la nébuleuse de la Nouvelle Droite. Certains en sont des collaborateurs réguliers : *Les Deux Etendards*, *Krisis*, *Antaios* (fondée par Ernst Jünger et Mircea Eliade), *Politica Romana*. *Quaderni dell'Associazione di Studi Tradizionali*. Ce sont des revues à la fois politiques et de réflexions théoriques. Maisons d'édition : **L'homme moderne** d'Alain de Benoist, **Le Trident** de Malliarakis, le *Bulletin des Amis de Pierre Leroux* présidé par Jacques Viard (pour un socialisme chrétien et non marxiste) ; *I quaderni di avallon*. *Rivista di studi sull'uomo e il sacro* ; la revue italienne **IGNIS**.

Bibliographie

Ras L'Front, n° 65, mai 1999, René Monzat, «Quand l'extrême droite s'affiche pacifiste»

Serge Faubert, Evènement du Jeudi

Jean-Yves Camus et René Monzat, *Les Droites nationales et radicales en France. Répertoire critique*, Presses Universitaires de Lyon, 1992

A La Droite du Père, Pardès

Evènement du Jeudi, novembre 1993

La pétition de La grosse bertha

Vlaams Blok : Changement dans la continuité d'une formation xénophobe

INTRODUCTION

Il est un thème récurrent dans la vie politique démocratique, c'est celui de la dénonciation du danger fasciste afin de favoriser l'union nationale. Qu'on se souvienne de l'entre deux tours de l'élection présidentielle française de mai 2002 (1) ou de la participation au pouvoir de Jörg Haider en Autriche.

Pourtant, en même temps, un autre pays connaissait et connaît encore une extrême droite à 20 % des suffrages aux diverses élections, sans que les antifascistes se déchaînent : c'est l'Italie, où AN (*Alleanza Nazionale*), le parti de Fini, et les divers mussoliniens maintenus recueillent respectivement 15 et 5 % des suffrages, encadrent certains mouvements de chômeurs napolitains et dont les syndicats participent aux grèves comme à Fiat Melfi, en mai 2004 (2).

À compter de 1996, directement issue du MSI (*Movimento Sociale Italiano*), parti fasciste reconstitué en 1945, *Alleanza Nazionale*, sous la direction de Massimo Fini, dauphin de Giorgio Almirante, ancien ministre de la République sociale de Salò et fondateur du même MSI, a commencé une longue mue qui l'a conduite, pèle-mêle, à abandonner toute référence idéologique et mythique à Benito Mussolini, à adopter une ligne politique nationale et libérale, à épouser le cadre démocratique et constitutionnel directement issu de la défaite du fascisme au pouvoir, à prôner l'intégration de secteurs importants de l'immigration et, *in fine*, à participer au gouvernement de Silvio Berlusconi avec une place de choix (Massimo Fini a été récemment promu vice-président du Conseil des ministres). Son secrétaire général est même allé à Jérusalem s'excuser officiellement des crimes commis par le régime fasciste contre les Juifs de la Péninsule et condamner sans appel les lois raciales et antisémites édictées à partir de septembre 1938 par le royaume d'Italie dominé par le Parti national fasciste, sur le modèle de celles déjà en vigueur dans l'Allemagne nazie.

L'abandon presque total de ses références politiques et idéologiques constitutives ne s'est cependant pas fait sans conserver trois piliers du fascisme historique : la primauté de l'Etat national, quelle que soit sa forme constitutionnelle ; la famille

hétérosexuelle catholique et un interclassisme travailliste intégral d'où est expurgée (ou, au mieux, tolérée en vue de temps meilleurs) toute notion de conflit social. En somme, la bonne vieille triade Travail, Famille, Patrie. Logiquement, dans son long chemin de mutation, *Alleanza Nazionale* a perdu quelques morceaux périphériques composés par des fascistes orthodoxes sans, pour autant, abandonner l'encadrement politique et militaire qui caractérisait l'ancien MSI. Restée parti de militants majoritairement fascistes, *Alleanza Nazionale* n'hésite pas à faire le coup de poing avec les «rouges», employant, le plus souvent, ses organisations de jeunesse ou les fidèles et nombreuses associations de supporters de clubs de football, dont la plus connue est celle de l'équipe du *Lazio* de Rome.

Aujourd'hui, c'est au tour du *Vlaams Blok* (VB) flamand de faire peau neuve. S'agit-il du même phénomène que la version transalpine?

RADIOGRAPHIE DU FASCISME

Dans une ancienne brochure de notre mouvement (3), nous avons indiqué les critères généraux permettant la définition du fascisme accompli. Les voici :

- Réalisation de l'intégration des partis et des syndicats ouvriers à l'appareil d'Etat,
- Fusion du parti fasciste avec l'appareil d'Etat,
- Organisation en partis interclassistes uniques de masse, pourvus d'une base ouvrière,
- Favorisation, dans certaines conditions, du développement du capital,
- Négation absolue du conflit de classe,
- Constitution d'un mouvement violent foncièrement nationaliste, mais qui n'hésite pas à utiliser la démocratie bourgeoise comme instrument pour s'emparer de l'exécutif.

Il est évident que l'ensemble de ces caractéristiques ne se retrouvent réunies que dans le cadre d'un mouvement fasciste mûr et potentiellement ou réellement victorieux. Une formation fasciste dans sa phase ascendante – c'est le cas actuellement pour le *Vlaams Blok* et pour *Alleanza Nazionale* –, en revanche, se définit en rapport à seulement deux des six aspects énoncés plus haut : la négation principale de toute lutte de classes (même si, parfois, elle est utilisée comme instrument tactique de recrutement ouvrier et/ou de déstabilisation, par le parti fasciste) et la revendication active et pratique du nationalisme au travers de moyens légaux et extralégaux. Cela impose à toute formation fasciste de se doter d'un appareil politique militant et militaire capable d'évoluer à la fois dans le cadre de la démocratie bourgeoise et d'agir de façon indépendante et percutante dans les rues. À cet égard, les modifications de surface ou d'habillage idéologique, quoique parfois profondes, des groupes fascistes n'ont que peu d'incidence dans la définition de leur nature et de leur rôle.

SEISME EN BELGIQUE

Le mardi 9 novembre 2004, c'est le séisme politique en Belgique. Après la condamnation, obtenue en cassation, d'associations proches de lui, le *Vlaams Blok*

est reconnu coupable d'être une organisation raciste. Il est donc considéré, au sens de la loi belge, comme une organisation criminelle.

Ce sont le «Centre pour l'égalité des chances», structure para étatique, et la «Ligue flamande des droits de l'homme» qui ont été, il y a quatre ans, à l'origine de la plainte contre le *Blok* qui a conduit à sa condamnation.

Le *Blok*, créé en 1978 par son leader historique, Karel Dillen, perpétue une vieille tradition nationaliste et fasciste en tant qu'héritier du fameux VNV (*Vlaams National Verbond*), parti nationaliste, antisémite, collaborationniste et pro-nazi de la Seconde Guerre mondiale, dirigé alors par Staf De Clercq. Karel Dillen déclarait en 1984: «*Le racisme et le fascisme sont des titres honorifiques*» (*Le Soir*).

C'est pourquoi le *Vlaams Blok* a toujours défendu, en la plaçant au centre de sa politique, la question de l'amnistie pour tous les collaborateurs pro-allemands et la restitution de leurs avoirs.

À sa création, le *Blok* réalisa le modeste score électoral de 2,01 %. Depuis, d'élections en élections, il n'a cessé de progresser pour atteindre, aux régionales de juin 2004, 24 % des voix exprimées. Selon certains sondages, il recueillerait maintenant près de 25 % des intentions de vote. Si tel était réellement le cas, il représenterait le premier parti de Flandre et ce, dans un contexte où le vote est obligatoire.

En ce qui concerne le vote «ouvrier», Jacques Billiet, dans son article : «*Qui vote pour le Vlaams Blok ?*», notait en 1998 : «*On note une probabilité nettement plus élevée de vote pour le Vlaams Blok auprès des peu qualifiés occupant des positions plus vulnérables sur le marché du travail, et le fait de se sentir menacés par les immigrés joue un rôle décisif.*»

Donc, le *Vlaams Blok* a progressé chez les travailleurs manuels et les chômeurs. L'âge moyen de ces votants est relativement jeune, la tranche d'âge des 18-24 ans étant largement la mieux représentée. Il est néanmoins important de souligner que, d'une manière générale, le *Vlaams Blok* – aujourd'hui *Belang* – est un parti typiquement attrape-tout.

J. Billiet conclut d'ailleurs son article en indiquant : «*Ce constat pourrait indiquer que le message nationaliste flamand de ce parti séduit toutes les couches sociales de son électorat.*»

Selon le baromètre politique publié par *La Libre Belgique*, et RTL-TVI, en novembre 2004, Filip Dewinter, le nouveau leader charismatique du *Vlaams Blok*, est le deuxième homme le plus populaire en Flandre, juste derrière le Premier ministre libéral Guy Verhofstadt.

Malheureusement, la condamnation du *Blok* pour racisme n'entravera nullement sa progression et son implantation. Bien au contraire. Jouant à fond la carte de la victimisation, le *Vlaams Blok* en a profité pour toiletter son programme politique. Son auto-dissolution, prononcée le dimanche suivant la sentence, ne l'a pas empêché de renaître immédiatement sous le nom de *Vlaams Belang*, le 14 novembre.

Après le *Blok*, c'est «l'intérêt» qui devient flamand (*Belang* signifiant intérêt).

«Mais je redoute l'effet de victimisation du parti que cet arrêt aura auprès de la population en Flandre. Cet arrêt de cassation risque d'avoir un autre effet contre-productif. Le Blok va se contenter de nettoyer son programme et il sera désormais plus difficile, voire impossible, de le condamner.» (B. Brickman, *Standaard*)

R. Van Cauwelaert écrit de son côté, dans *Knack* : «Ce procès, c'est de la pub pour le Vlaams Blok.» Même le bourgmestre socialiste d'Anvers, cité par *Le Soir*, a dû admettre que «les chefs du Vlaams Blok passent pour des martyrs. Ils ont bénéficié d'une incroyable publicité».

Cet instant de lucidité est assez exceptionnel car, d'une manière générale, nous avons assisté à un déluge de propos antifascistes et démocratiques visant à démontrer que c'est par la voie légale et pacifique que le fascisme peut être vaincu, et que la condamnation du Blok coïnciderait avec le début de sa fin. «Cette leçon servira à l'avenir», pronostiquait le représentant du «Centre pour l'égalité des chances», initiateur des plaintes anti-Blok.

Il est vrai que cette leçon a servi essentiellement au Blok dans sa tentative de blanchissement des idées et des formules d'agitation les moins présentables et de re-légitimation politique.

AUX SOURCES DE L'EVOLUTION

Le glissement électoraliste à l'origine de la transformation en *Vlaams Belang* correspond à la victoire interne de la tendance moderniste plus pragmatique (lire opportuniste). Mussolinienne, elle est représentée par le très charismatique Filip Dewinter, au détriment de la tendance catholique traditionaliste représentée par son principal concurrent, Gerolf Annemans.

Cette division interne entre un courant catholique intégriste et une fraction plus païenne et libre-échangiste, influencée, ici comme ailleurs, par l'apport idéologique de la Nouvelle Droite du philosophe Alain De Benoît, le GRECE et le club de l'Horloge n'est cependant pas une spécificité du Blok, car elle traverse des nombreux partis fascistes actuels. À celle-ci, s'ajoutent les séparations traditionnelles de l'extrême droite, transversales et transnationales elles aussi, entre interventionnistes et libéraux en économie, entre nationalistes étroits (régionalistes et/ou défenseurs des frontières actuelles) et nationalistes paneuropéens, entre populistes et élitistes.

Mais, pourquoi pouvons-nous caractériser une telle formation dans sa version nouvelle tout comme dans celle plus ancienne, de fasciste ? Les voici :

- Le nationalisme flamand exacerbé, avec son culte des martyrs tombés au combat chauviniste et belliciste, pendant la Première Guerre mondiale, comme chaque année lors du pèlerinage de la tour de l'Yser (4).
- La haine pour tout ce qui, même de loin, ressemblerait à des théories marxistes, avec la tendance à s'intégrer dans les différentes «organisations ouvrières», pour y défendre justement «l'intérêt flamand», comme lorsque les ancêtres du Blok, dans les années 70 avaient soutenu la grève sauvage des mineurs du Limbourg, au nom de la défense du «charbon flamand» !

- L'ensemble de cette politique est articulée autour de la désignation d'un bouc émissaire, d'abord, francophone, puis rapidement, sous l'influence grandissante de Filip Dewinter, la désignation du «danger immigré» à forte composante marocaine, comme cause de toute «l'insécurité sociale». Cette politique franchement xénophobe et raciste, n'est, en revanche, nullement axée contre la communauté juive d'Anvers sur-représentée dans l'électorat *Vlaams Blok*, à Anvers même.

- L'appareil de combat, représenté encore il y a peu, avant sa dissolution formelle, par la milice du VMO (*Vlaams Militanten Orde*), dont est issue une grande partie de la nouvelle direction, agit encore, de temps à autre, par l'intermédiaire de sous-groupes plus activistes tels le *Were Di* ou le *Voorpost* (5).

- La montée en puissance charismatique du chef, Filip Dewinter, qui, non seulement a succédé au vieux patron Dillen, mais a également réussi à marginaliser ses concurrents Filip De Man, Frank Vanhecke ou Gerolf Annemans. La nouvelle direction a renforcé la structuration du parti en tant qu'organisation politique de masse, réellement implantée dans toute la Flandre, rurale et urbaine.

Hier, formation politique dont on se tenait à l'écart (du moins en public), le nouveau *Vlaams B... Belang* devient enfin un parti fréquentable. Les grands discours sur le cordon sanitaire démocratique dressé contre le *Blok* se dissolvent grâce à la magie de sa condamnation pour racisme !

Ayant réussi le passage de témoin entre son leader historique et son nouveau chef, le *Blok* a aujourd'hui la possibilité bien réelle d'accéder aux commandes de l'Etat, tout au moins à ses échelons locaux et régionaux, au travers d'unions explicites avec les autres partis démocratiques flamands (SP-A, VLD, CD&V). Le *Blok* participe déjà largement à la gestion de l'Etat (dans les communes, les CPAS, les intercommunales d'eau et d'électricité, dans la direction de la BRT) mais, jusqu'ici, cela s'était fait en dehors de tout accord politique avoué avec ses détracteurs démocratiques.

La loi d'interdiction du financement des partis racistes (loi Moureaux) existe depuis 1984. À la chambre, une grosse majorité des partis traditionnels ont voté pour son application au *Vlaams Blok*. Pour que cette loi soit applicable, il faut qu'elle soit également adoptée au Sénat.

Il n'empêche que, récemment, tous les sénateurs, ont «oublié» de mettre à l'ordre du jour de leur assemblée la loi contre le financement des partis antidémocratiques. Même les élus du *Vlaams Belang* n'en croyaient pas leurs yeux. Le sénateur PS, Philippe Moureaux, a déclaré qu'ils n'étaient pas là uniquement pour le *Vlaams Belang*.... La loi existe..., mais pas son application !

La stratégie de sortie de crise par le haut avait été planifiée par le *Blok*, car ce dernier avait préparé certaines modifications de ses statuts et de sa déclaration de principe. Il a notamment remplacé le «Livre orange» de K. Dillen, trop ouvertement fasciste, par des formules plus compatibles avec le cadre légal belge.

Les autres partis démocratiques n'attendaient que ça pour envisager à nouveau des alliances avec un *Blok* aseptisé, union électoralement nécessaire pour accéder aux commandes de la ville d'Anvers. D'une part, on ne peut pas impunément et indéfiniment se passer, dans le cadre du fonctionnement de ce régime démocratique,

du premier parti de Flandre et, d'autre part, le *Vlaams Belang*, parti dans l'opposition depuis une vingtaine d'années, est aussi contraint par une frange importante de son électorat de passer à la vitesse supérieure et de faire ses preuves.

UN NOUVEAU PROGRAMME

Les points programmatiques amendés par le *Blok* sont, en cela, hautement symboliques et significatifs. Ils touchent quatre questions sensibles.

1) L'immigration

Alors que le *Vlaams Blok* préconisait des expulsions et le rapatriement général de tous les étrangers extra-européens, le nouveau *Blok* injecte le critère de la sélectivité, parfaitement soluble dans la pratique anti-immigrée de l'Etat démocratique et anti-fasciste belge (cf. les lois anti-terroristes, les critères d'admission dans l'espace Schengen et le nouveau mandat de recherche européen).

«On expulserait seulement ceux qui rejettent, nient et combattent les principes traditionnels européens comme la séparation de l'Eglise et de L'Etat, la démocratie, la liberté d'expression et l'égalité entre les sexes.» (in *Le Soir*)

Compte tenu de son influence électorale parmi la communauté juive d'Anvers, le *Vlaams* la caresse dans le sens du poil. Filip Dewinter affirme ainsi : *«Qu'un certain nombre de Juifs auraient voté pour son parti, probablement par souci sécuritaire.»* *«Une distinction nette doit être faite entre d'une part les Juifs anversoïses, appartenant socialement aux classes moyennes et à la bourgeoisie, qui parlent le néerlandais dans l'espace public, fournissent une importante contribution à la prospérité économique de la ville portuaire et contrôlent strictement leurs jeunes, et d'autre part les minorités turque et marocaine»,* lesquelles, déclare le *Blok*, *«ne font pas partie du paysage national»* mais sont au contraire *«la cause d'à peu près tous les maux et fléaux sociaux qui menacent la population.»* La religion juive est reconnue par le *Blok* comme apparentée au christianisme européen, tandis que l'islam *«serait totalement étranger»* (6).

2) Le nationalisme et le séparatisme flamand

Si le nationalisme reste la colonne vertébrale du *Vlaams Belang*, celui-ci ne réclame plus la constitution d'un nouvel Etat «thiois» (7).

En façade, il renie le vieux mythe fasciste à la faveur de la revendication du renforcement des liens entre les néerlandophones. En revanche, le nouveau *Blok* maintient son positionnement historique anti-royaliste et républicain synthétisé dans le vieux slogan «Crève la Belgique» contrairement aux fascistes francophones pour qui, à l'instar du très marginal et divisé Front national créée par le docteur Féret – le nationalisme wallon étant la propriété quasi exclusive du PS –, il ne restait que la défense de la royauté et de la belgitude (unionisme).

Parallèlement, le *Vlaams Belang* propose un statut linguistique spécial pour Bruxelles, et ce afin de poursuivre sa stratégie de développement dans l'ensemble du pays et, avant tout, dans la capitale largement francophone. C'est pourquoi le *Vlaams Blok* a présenté aux dernières élections le candidat bilingue, Johan Demol,

ancien commissaire principal de police de Schaerbeek, commune de Bruxelles à très forte concentration d'immigrés.

La lutte anti-francophone, cheval de bataille historique du *Blok* du temps de Dillen et des partis nationalistes flamands d'avant-guerre (cf. la question des Fourons), se transforme ainsi progressivement en lutte contre l'immigration extra-européenne, fonds de commerce partagé par tous les partis fascistes d'Europe. Cette politique de conquête fédérale (la Belgique a désormais adopté une structure étatique fédérale) par la constitution d'une filiale francophone, lui permet également de combler l'espace électoral d'extrême droite laissé vide dans le sud du pays.

Cela se traduit dans le domaine social où le *Vlaams Blok* veut agir dans la redistribution entre Flamands et Wallons. Il veut scinder la Sécurité sociale en deux organismes distincts et financés indépendamment l'un de l'autre pour mettre fin à «*la soi-disant solidarité avec la Wallonie*» qui n'est rien d'autre qu'un «*vol organisé*» au détriment des Flamands.

3) Une politique économique pleinement libérale

Le vieux programme du *Blok* comportait un autre reliquat par trop voyant et surtout inefficace : la revendication du solidarisme en économie. Ce concept relève d'une politique interventionniste et keynésienne matinée de corporatisme fasciste mussolinien. Ce corporatisme se dote d'une organisation sociale verticale, les «*standen*» (états), imprégnée de paternalisme catholique. Il est clair qu'aujourd'hui ce type de politique n'est plus à l'ordre du jour et le *Vlaams Belang* a franchement opté pour l'approche libérale en économie. Cela devrait lui permettre le ralliement de certains grands patrons flamands, dont la quasi-totalité est encore très opposée au *Vlaams Belang*, n'en déplaise aux gauchistes.

Comme l'écrit *L'Écho* (anciennement *de la Bourse*) : «*La montée du parti raciste flamand pourrait provoquer une instabilité politique néfaste aux affaires. Pour la première fois, les patrons, du nord du pays, s'en inquiètent ostensiblement. (...) C'est moins l'idéologie du Vlaams Belang en tant que telle que les risques de longs blocages politiques qui suscitent l'inquiétude.*»

En affirmant sa foi libérale, surtout dans le domaine fiscal, le *Vlaams Blok* coupe davantage d'herbe sous les pieds de son concurrent copieur libéral du VLD. Une fraction de ce parti vient de déclarer sa disponibilité à une alliance, hier tant décriée, avec le *Blok* (8).

Il en va de même pour la tendance nationaliste de Gert Bourgeois, des sociaux-chrétiens flamands du CD&V. En résumé, les partis flamands étant presque tous ouvertement nationalistes, le vrai problème n'est désormais plus l'arrivée du *Vlaams Blok* au pouvoir politique, mais avec quel allié !

Cette conversion libérale n'est pas, elle non plus, si nouvelle. Déjà en 1998, Serge Govaert écrivait dans son article «*Le programme économique du Vlaams Blok*» : «*Le mélange d'un libéralisme économique de principe et d'un interventionnisme public plus circonstanciel (même si le parti refuse l'idée de subsides aux entreprises, il estime que les pouvoirs publics ont un rôle à jouer dans le maintien de*

secteurs vitaux de l'économie) – étant entendu que les interventions émanent d'un pouvoir flamand, et non plus d'un pouvoir belge – caractérise la doctrine économique du Vlaams Blok.»

4) La politique et les «valeurs»

Hier encore catholique fervent, le *Vlaams Blok*, sous l'impulsion de son chef Dewinter, a adopté un profil laïc, libéral et toujours républicain. L'avortement, l'euthanasie, les familles recomposées, etc., deviennent des questions de choix individuel, cantonnées au domaine strictement privé. Le *Vlaams Belang* affiche désormais la défense de la liberté de pensée, d'association et d'expression. Pour faire bonne mesure et ne pas irriter excessivement ses composantes catholiques traditionalistes, il garde néanmoins un rappel aux «valeurs européennes de la famille».

Enfin, bien entendu, le *Vlaams Belang* met l'accent sur «le droit à la sécurité», plaidant pour une politique répressive bien musclée, à l'instar des autres formations politiques bourgeoises présentes.

C'est l'inénarrable L. Onkelinx, ministre de la Justice, encarté PS, qui, à la fin du mois de novembre, proposait des peines pour les parents de délinquants. Ce qui s'inscrit parfaitement dans la lignée des punitions collectives chères à tous les fascismes.

Il est par ailleurs de notoriété publique que les années passées par le *Vlaams Blok* dans l'opposition ont permis de faire passer bon nombre de ses positions par le simple fait d'influencer les autres partis flamands et de leur faire appliquer son propre programme par la peur que la concurrence électorale induit.

La «Blokisation» du jeu politique en matière d'immigration

Aujourd'hui, presque tous les partis flamands sont pour un contrôle de l'immigration, et un renforcement de la politique sécuritaire. Ils sont également partisans d'une «flamandisation» de la plupart des aspects de la vie sociale : politiques culturelles, enseignement, transports, assurance maladie, pensions, etc.

Tout cela est l'œuvre «indirecte» du *Blok*. Bien qu'il ne soit pas au pouvoir, il est la référence politique obligée au nord mais également au sud du pays. Sur chaque question, c'est le *Vlaams Blok* qui faisait, pro ou contra, la différence, tout en continuant à progresser. Il devenait donc temps de le mouiller et, pour ce faire, un lifting politique était nécessaire.

«Les thèmes de campagne abordés par les partis démocratiques flamands ont également servi le Vlaams Blok à plusieurs reprises. Dans un premier temps, ceux-ci ont refusé de se positionner par rapport à la «problématique de l'immigration», laissant le champ libre au parti d'extrême droite pour répandre ses thèses dans ce domaine. Après le succès électoral du Vlaams Blok en 1991, ces partis ont changé d'attitude et ont intégré cette thématique au débat public, précédés et aiguillonnés en cela par les médias. Le Vlaams Blok est, dès lors, apparu comme un parti respectable, digne de défendre ses positions sur cette question, mais également dans d'autres domaines. Peu à peu, les partis démocratiques flamands ont tenté d'intégrer à leurs propres programmes politiques, en les atténuant quelque peu, certains des thèmes de campagne mis en avant par le Vlaams Blok. Dans certains cas, ces prises de position se sont traduites dans l'action gouvernementale. Cela

est apparu clairement dans la politique menée en matière de droit d'asile par les dirigeants socialistes flamands qui se sont succédé au ministère de l'Intérieur. Les idées défendues sur le plan communautaire par les exécutifs flamands dirigés par L. Vanden Brande semblent elles aussi avoir joué en faveur du Vlaams Blok et de ses slogans flamingants. Car, comme l'a affirmé lui-même Jean-Marie Le Pen, «les électeurs préfèrent l'original à la copie».

«Il faut ajouter que si le cordon sanitaire ne semble guère menacé côté francophone, il l'est en revanche beaucoup plus en Flandre. Plusieurs dirigeants libéraux et sociaux-chrétiens flamands locaux, dont certains sont parfois des membres importants de leur parti, ont laissé entendre qu'il n'était pas impossible qu'ils s'allient un jour au Vlaams Blok pour gouverner leur commune. Certains verraient même dans l'implication du Vlaams Blok dans la gestion d'une commune l'occasion de discréditer ce parti en montrant son incapacité à diriger de manière efficace les affaires d'une cité. Ce serait «une manière démocratique de le combattre». Jusqu'à présent, ces prises de position ont toutefois le plus souvent fait l'objet de rappels à l'ordre de la part des états-majors de partis, qui ont renouvelé leur engagement à maintenir le cordon sanitaire peu avant les élections d'octobre 2000.»

VOYAGE AU CŒUR DU VLAAMS BLOK (9)

Elections

Indubitablement, c'est sur ce terrain que la réussite du *Blok* a été éclatante depuis 1991. En effet, que ce soit aux élections européennes (1994, 1999 et 2004 où le *Vlaams Blok* passe de 12,6 à 15,8 % des voix), aux élections provinciales (1994 et 2000 où il passe de 10,88 à 15,75 % des voix) ou aux élections législatives (1995, 1999 et 2003 où il passe de 7,8 à 9,9 et 11,7 % des voix), son ascension est constante et régulière, surtout si on ramène les chiffres nationaux (des élections européennes et surtout législatives) à la seule Flandre son score passe de 15,5 % à 20 % des voix avec des pointes à 30 % dans l'agglomération d'Anvers. Ramenés en chiffres, au niveau national et toutes élections confondues, le *Vlaams Blok* est passé de 475 000 à 990 000 voix entre 1995 et 2004 !

Et ce phénomène n'a pas encore atteint son plus haut niveau : lorsqu'on compare les résultats des scrutins régionaux de 2004 avec l'élection de la Chambre en 2003, on s'aperçoit qu'en treize mois, le *Vlaams Blok* passe de la cinquième à la deuxième place et gagne près de 215 000 voix, sur un total d'environ 3,9 millions d'électeurs en Flandre.

Selon les analyses, en Flandre, et plus particulièrement dans la province d'Anvers, le *Vlaams Blok* est passé d'un vote dans les milieux populaires et ouvriers à un vote général où il recueille indifféremment en moyenne 30 %, que ce soit dans les banlieues pauvres ou les banlieues riches (Schoten, Deurne, etc.).

Effectifs

Début 1999, le *Vlaams Blok* comptait environ 12 000 membres. En 2002, il en comptait 17 544. Aujourd'hui, son effectif est estimé à 20 000 membres. Sociologi-

quement, cet effectif est similaire à la composition de son électorat et s'élargit de plus en plus à toutes les classes de la société.

Le *Vlaams Blok* est structuré en sections locales regroupées en secrétariats d'arrondissement. De plus, le secrétariat national à Bruxelles comprend un grand nombre de services, comme un service juridique, un service études et un institut de formation.

Influence dans la classe ouvrière

Depuis une dizaine d'années, le *Vlaams Blok* a adopté une stratégie en direction de la classe ouvrière principalement dans son discours électoral en prônant la défense du travail et de l'emploi flamand. Il était présent en 1997, lors de la fermeture du chantier naval Boelwerf à Tamise et, en 1998, lors de la fermeture de Renault Vilvoorde, essentiellement sous la forme de distribution de tracts et de quelques tentatives de prises de paroles. Le contenu portait sur la sauvegarde des emplois flamands contre les autres «parasites». Le *Vlaams Blok* n'a pas ou peu d'implantation dans les grosses entreprises et est surtout présent dans les PME. Sa politique porte ses fruits, puisque, lors des dernières élections, environ 30 % des voix étaient des votes ouvriers.

Pour l'instant, le *Vlaams Blok* ne s'est pas lancé dans la constitution de cellules d'entreprises ni dans la création d'un syndicat flamand (10) mais pratique plutôt un travail de taupe au sein des deux centrales existantes, la CSC et la FGTB, ce qui a provoqué des réactions des directions syndicales.

Le cas de Nadine Lemmens, élue du FN au conseil communal de Bruxelles et affiliée au SETCA (11), est plutôt isolé. Lors de son élection, elle avait fait le salut fasciste lors de sa prestation de serment. En conséquence de quoi, elle avait été exclue de la FGTB en même temps que d'autres adhérents. Par ce biais, la question des infiltrés de l'extrême droite dans les syndicats est revenue à l'avant-plan.

Il ne s'agit cependant pas là de cas isolés. Il y a de cela déjà huit ans, le cas de militants de la FGTB de Volkswagen à Forest, actifs au sein du groupe d'extrême droite Delta (groupe Défense de l'Europe, de ses libertés, de son travail et de son autonomie) s'était déjà posé. Pour l'instant, l'étendue du travail du *Vlaams Blok* en usine n'est pas perceptible mais un sondage révélait, en 1994, qu'à Anvers, un tiers des électeurs du *Vlaams Blok* étaient ouvriers. Il en ressortait également que, dans cette même ville, 30 % des électeurs du *Blok* étaient affiliés à la FGTB et 20 % à la CSC.

LES RACINES DU MAL

Les succès électoraux constants du *Vlaams Blok* montrent qu'une fraction conséquente des prolétaires en Flandre a mûri des idées racistes et xénophobes appelant à un Etat policier renforcé et à une répartition discriminatoire de la protection sociale : emplois et aides sociales diverses devraient ainsi échoir en priorité aux Flamands d'abord contre les Wallons ensuite, et surtout contre les immigrés. Il ne s'agit pas pour autant d'un vote de protestation mais bien d'un vote réactionnaire, enraciné, flamand, et qui traverse toutes les classes de la société.

Comme en France, ces revendications éminemment réactionnaires et xénophobes se sont développées dans un cadre pourtant marqué par l'absence d'une quelconque concurrence sérieuse sur le marché du travail entre les prolétaires «flamands» et les autres. Depuis longtemps, profitant également des années fastes de la reconstruction d'après-guerre, les classes dominantes belges ont organisé une division «raciale» du travail relativement étanche, de telle sorte que la segmentation du marché de l'emploi qui en a résulté n'a pas, ou peu, contribué à exacerber les conflits intercommunautaires.

Il en va autrement pour ce qui est de la protection sociale (indemnités diverses, scolarisation, logement social, transports, etc.). L'essor, dès la fin des années 70, du chômage de masse – produit de l'extraordinaire accroissement historique de la productivité du travail – a largement déterminé les conditions objectives de l'enracinement des idées du *Vlaams Blok*.

Le chômage de masse a conduit à la nécessité de l'extension de la couverture sociale des secteurs les plus fragilisés de la population, alors même que l'Etat devait s'engager sur la voie de la maîtrise des dépenses budgétaires pour conjurer tout risque de crise fiscale grave, aggravée par les couches successives d'organisation étatique spécifiquement belges : Etat fédéral, régions, provinces. Une rude concurrence entre prolétaires d'origines diverses naît alors sur le terrain des dits droits sociaux, exacerbée par des nouveaux flux migratoires peu ou pas maîtrisés par les Etats et, surtout, moins cohérents avec les exigences de l'accumulation du capital.

C'est de cette concurrence directe ou de l'inquiétude qu'elle suscite que naît le succès du *Vlaams Blok* en l'absence, bien sûr, de luttes ouvrières autonomes capables de réunifier les prolétaires vivant en Belgique qu'ils soient «Flamands», «Wallons» ou «immigrés». C'est justement cette absence, ou de quasi absence, de luttes s'affrontant aux patrons, aux syndicats, aux partis et à l'Etat qui ne pousse pas le *Vlaams Blok* à se structurer plus rapidement dans les usines pour s'opposer aux grèves frontalement ou pour les accompagner en partie pour mieux les dévoyer, ni par ailleurs à occuper la rue de façon violente.

C'est avant tout un parti à base électorale qui aujourd'hui n'agit pas en tant que tel dans les usines ; il n'a pas de participation active dans des grèves (comme *Alleanza Nazionale*, en Italie) ou d'action ouverte dans certains secteurs (police, gardiens de prison comme le FN, en France).

QUEL AVENIR POLITIQUE POUR LE VLAAMS B... ?

Au total, s'il est vrai que la condamnation du *Blok* a servi à le rendre plus compatible avec l'échiquier politique normal d'une démocratie bourgeoise classique, elle va se révéler une arme à double tranchant. En effet, encouragé par voie de justice à adopter une image et des objectifs solubles dans le jeu démocratique, le nouveau *Blok* obtient, en échange, une plus grande liberté de manœuvre qu'il va exploiter pour parfaire son œuvre de pénétration dans le corps social belge.

C'est dans ce cadre fédéral que doit se comprendre l'évolution du *Vlaams Belang* car il peut facilement arriver au pouvoir dans la région flamande et bloquer ainsi l'ensemble de la structure précaire de l'Etat belge dont le seul ciment constitution-

nel permanent est la monarchie. C'est pourquoi, par ailleurs, le *Vlaams Belang* est si ouvertement pro-républicain.

Pour rappel, lors d'un voyage en Chine, début décembre 2004, le prince Philippe (futur roi) a déclaré à un journaliste : «*Certains hommes et certains partis sont contre la Belgique et veulent détruire le pays. Je peux vous assurer qu'ils auront affaire à moi (...). Quand cela est nécessaire, je peux être un dur. Je ne me laisse pas marcher dessus*». Respectueux des usages, le journaliste a, affirme-t-il, interrogé deux fois le palais de Laeken pour savoir s'il pouvait publier ces mâles affirmations. Il aurait reçu l'aval de l'entourage du futur roi, qui l'aurait même «encouragé» à le faire. Sous-entendu : Philippe entend prendre la tête des opposants au *Vlaams Blok*, le parti qui n'a pas renoncé à l'un de ses mots d'ordre : «*België barst !*» («*Que la Belgique crève !*»). Favorable à l'instauration d'une république flamande et à la scission du pays, la formation d'extrême droite prône l'abolition de la monarchie des Saxe-Cobourg (12).

Il s'agit bien là du rappel à tous de la part de la maison royale, qu'elle est et reste bien le pilier fondamental de l'Etat belge, et que si le *Vlaams Belang* veut accéder au pouvoir, il faudra qu'il tienne compte de cette dernière.

Le marchandage sous-jacent entre le parti fasciste en complet trois-pièces et des partis démocratiques bourgeois déclinants et, eux-mêmes, rongés par le nationalisme le plus étriqué apparaît évident si l'on observe la situation sans les lunettes déformantes de la démagogie démocratique antifasciste.

Le nouveau scénario institutionnel qui peut en découler ne promet rien de bon pour le prolétariat et, notamment, pour ses composantes les plus fragilisées d'origine étrangère. Sous couvert de légalité et de défense du droit, des lois et des pratiques étatiques davantage conformes aux préceptes explicitement plaidés jusqu'ici uniquement par le *Blok* vont être adoptées. Renoncer à des principes surannés pour achever sa conquête de l'Etat, voilà le nouveau programme du *Blok* renouvelé. Ses idées, lavées de l'infamie du racisme, vont enfin pouvoir déferler, y compris sous la marque de l'antifascisme d'Etat. La compénétration et le conditionnement réciproque entre fascisme et démocratie font un pas supplémentaire après l'acte formel d'allégeance du premier à la deuxième.

Deux exemples ? La loi prétendument anti-raciste – loi Moureaux – de l'Etat belge, n'a en rien empêché la création des centres fermés pour «immigrés clandestins», véritables camps de concentrations démocratiques, la loi contre le *Vlaams Blok* a servi essentiellement à l'adaptation de ce parti en vue de sa venue prochaine au pouvoir. De la même manière, la loi contre les milices fascistes adoptée il y a presque 70 ans a, depuis son adoption, surtout permis de traîner devant les tribunaux les piquets de grève et les manifestations ouvrières «sauvages».

Bruxelles-Paris, le 30 décembre 2004.

Notes

1. Voir *Lettre de Mouvement Communiste* n°3, mai 2002.
2. Voir *Lettre de Mouvement Communiste* n°13, mai 2004.
3. Voir Supplément au n°7 de la revue *Mouvement Communiste* «Fascisme et Démocratie : deux formes politiques unifiées de la dictature du capital», décembre 1997.
4. Historiquement, le mouvement national flamand était pacifiste, et ses martyrs étaient aussi des ouvriers et des paysans qui refusaient d'aller au front. La bourgeoisie flamande était alors francophile et unitariste. Par la suite, le mouvement flamand a subi une involution classiquement nationaliste, transformant et reniant son origine pacifiste et plébéienne.
5. «*Voorpost*» joue un rôle essentiel au sein du nationalisme flamand, version «*Vlaams Blok*» : entretenir la flamme du souvenir des «héros» d'hier. C'est ainsi qu'il participe activement aux hommages rendus aux leaders du «mouvement national flamand», comme celui organisé en l'honneur de Staf De Clercq, le 19 septembre dernier.

Pilier à la fois structurel et idéologique du *Vlaams Blok* (VB), cette organisation se revendique comme étant un groupe d'action nationaliste. Elle a été fondée, en 1976, par des militants du groupe de réflexion «*Were Di*», ouvertement nostalgique de l'Ordre nouveau nazi. Sœur jumelle de l'ex-milice paramilitaire néonazie «*Vlaamse militante orde*» (VMO), «*Voorpost*» s'occupe toujours aujourd'hui, entre autres, du service d'ordre du VB.

Vouant un culte aux «héros» de la Flandre historique, y compris à ceux de la SS flamande, ce groupe est basé à Gand, mais est fort de plusieurs sections locales réparties sur le territoire flamand. Ses responsables occupent des postes importants au sein du *Vlaams Blok* : Roeland Raes fut le vice-président de 1978 à 2001 de ce parti, Francis Van den Eynde est l'un de ses «vieux» députés et Luc Vermeulen, le responsable de la sécurité du VB.

«*Voorpost*» est également connu pour ses célébrations païennes et ses liens avec la plupart des mouvements «racialistes» actifs en Europe, comme l'organisation française «Terre et Peuple».
6. Citations extraites de «Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique», sous la direction de Hugues Le Paiges, Ludo Abicht, p.154. 1995.
7. Nom donné depuis plus d'un siècle par les nationalistes flamands à leur Etat idéal. Sa traduction la plus proche est «*Grand Nederland*», regroupant le Nord de la France, la Flandre et les Pays-Bas.
8. Lors de l'élection, en décembre, du nouveau président du VLD, Jean-Marie Dedecker qui prêche ouvertement pour l'alliance avec le Vlaams Belang, a obtenu 38 % ce qui révèle la tendance à faire monter le Vlaams Belang au pouvoir.
9. Il est à noter que la Belgique est un Etat fédéral comportant sur trois régions et deux communautés linguistiques. Bruxelles a un statut garantissant des droits à la minorité flamande. C'est dans ce cadre fédéral que doit se comprendre l'évolution du *Vlaams B.* car il peut facilement arriver aux commandes de la Région flamande

et bloquer ainsi l'ensemble de la structure précaire de l'Etat belge. Le seul ciment constitutionnel permanent du pays n'est autre que la monarchie. C'est pourquoi le *Blok* est si ouvertement républicain.

10. En Belgique, les syndicats sont des associations de fait, sans identité juridique spécifique. Tout le monde peut donc en créer mais ne sera pas reconnu comme représentatif dans les élections pour les organismes sociaux et dans la négociation des conventions collectives.

11. Branche des employés de la FGTB qui, elle-même, est une confédération de syndicats de métier.

12. *Le Monde* du 02/12/2004.

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Sur la Fraternité lefebvrisme à l'extrême droite de Dieu

(Tous les articles de ce dossier sur la Fraternité lefebvrisme sont extraits du site ResistanceS.be)

Par la volonté du pape Benoît XVI, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X vient d'être réintégrée au sein de l'Eglise catholique. Fondée en 1970 par Monseigneur Lefebvre (1905-1991), cette «fraternité» représente le courant intégriste catholique le plus réactionnaire. De «droite national-catholique», il est proche des idéologies fascistes et a de nombreux contacts avec l'extrême droite contemporaine.

La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX) est le résultat d'une réaction oppositionnelle virulente au Concile de Vatican II (1962 à 1965). Ce concile exceptionnel avait adapté les principes et les pratiques religieuses à l'époque moderne. En réaction, une mouvance traditionaliste va immédiatement s'organiser et refuser les nouvelles orientations du Vatican. Dès 1970, la FSSPX voit le jour. Et se développera, à partir de la Suisse, où elle a installé son fief central.

En 1988, Monseigneur Lefebvre, son dirigeant-fondateur, est excommunié par le pape Jean-Paul II, avec quatre de ses «lieutenants», après l'ordination de prêtres de façon non conforme avec les règles religieuses en vigueur. Depuis, devenus dissidents, les lefebvrisme agissaient en dehors de l'Eglise catholique officielle.

Proches sur le plan idéologique des formes autoritaristes étatiques, les lefebvrisme se sont alliés à l'extrême droite et à l'ultradroite conservatrices. En France et en Belgique, plusieurs disciples et dirigeants de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X ont rejoint les rangs du Front national. Des élus frontistes belges, un député fédéral de 1995 à 1999 par exemple, proviendront de ladite «Fraternité».

Franco, Salazar, Pétain...

Son corpus politico-religieux partage des principes et des valeurs avec la droite extrême. Rejetant catégoriquement l'œcuménisme, le lefebvrisme considère le catholicisme comme la seule véritable religion. Les autres – le judaïsme, l'islam, le protestantisme... – sont rangés dans la catégorie des «fausses religions». Leurs adeptes doivent donc être convertis. Un par un. Comme à l'époque de l'Inquisition. La torture en moins pour les récalcitrants ? C'est à voir...

Revendiquant la création d'Etats théocratiques, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X prend pour modèles historiques les dictatures de type national-catholique qui régnaient en Espagne sous Franco, au Portugal sous Salazar et en France sous Pétain.

Aujourd'hui, dans un but unificateur et après des négociations secrètes de plusieurs années, le Vatican, sur la volonté du pape Benoît XVI, réintègre ce courant incarnant l'extrême droite catholique pure et dure. Selon plusieurs observateurs, la FSSPX pourrait désormais devenir une «prélature personnelle» du pape, comme

l'est déjà l'Opus Dei, un autre mouvement catholique réactionnaire, intégriste, conservateur et rétrograde. Ainsi, Benoît XVI aura des alliés de taille pour mener les nouvelles croisades de l'Eglise catholique.

CARTE D'IDENTITE DE LA FRATERNITE SACERDOTALE SAINT-PIE X

- ▶ Date officielle de fondation : 1^{er} novembre 1970
- ▶ Lieu de fondation : Ecône (Suisse)
- ▶ Fondateur : Monseigneur Marcel Lefebvre (1905-1991)
- ▶ Siège international : Ecône (Suisse)
- ▶ Initiales : FSSPX
- ▶ Appartenance religieuse d'origine : le catholicisme romain
- ▶ Excommunié par le Vatican en 1988

– **Orientation religieuse** : Catholicisme traditionaliste se voulant fidèle au Vatican. Malgré l'excommunication de son fondateur en 1988, elle reconnaît l'autorité du pape, contrairement à d'autres groupes intégristes. Son objectif est sa réintégration dans l'Eglise catholique.

– **Liturgie, rites et pratiques** : La Fraternité est fidèle aux «rites de la Tradition». Les prêtres et les religieuses doivent respecter les coutumes vestimentaires traditionalistes : longue soutane, col romain... La messe, exclusivement dite en latin, se fait dos aux fidèles. Les exercices spirituels sont ceux de Saint-Ignace de Loyola.

– **Opposition religieuse** : Elle s'oppose aux réformes religieuses d'adaptation au monde moderne apportées par le Concile de Vatican II (1962 et 1965). Opposition inconditionnelle à l'œcuménisme. A l'instar des groupes sectaires intégristes ne reconnaissant pas l'autorité de Rome, la FSSPX considère toutes les autres religions (protestantisme, judaïsme, islam, etc.) comme étant des «fausses religions» (*sic*). La franc-maçonnerie est également prise pour cible par la Fraternité lefebvrisme, comme le communisme et le capitalisme international.

– **Implantations géographiques** :

La FSSPX serait, selon ses propres sources, présente en 2009 dans plus de 63 pays. Les principaux districts nationaux (implantations) se trouvent en France, en Suisse, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Allemagne, en Belgique, en Pologne, en Italie, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et en Australie. La FSSPX est également présente dans des pays du tiers monde.

– **Nombre de fidèles** :

Les chiffres lefebvrisme affirment que la FSSPX rassemblerait dans le monde 600 000 fidèles, dont 100 000 en France. Mais d'autres sources évoqueraient en réalité un nombre bien inférieur : entre 100 000 à 150 000 personnes dans le monde. En comparaison, l'Opus Dei (un autre mouvement politico-religieux traditionaliste, reconnu et proche du pape Jean-Paul II) regrouperait, selon le quotidien *Le Soir* du 21 décembre 2001, 82000 membres et 1 600 prêtres.

– Nombres de prêtres et d'infrastructures :

En 2006, la FSSPX avait officiellement 463 prêtres. Ses séminaristes étaient au nombre de 215. Dans le monde, il y a plus de 450 lieux de culte lefebvrisme. La formation de ses futurs cadres étant une priorité, la FSSPX a ouvert 86 écoles privées et deux instituts universitaires. Elle dirige encore cinq maisons de retraites.

– Médias lefebvrismes :

Presse écrite

Dans la plupart des pays où elle bénéficie d'un district (une implantation nationale), la FSSPX édite (ou a édité) des journaux et des bulletins de type paroissiaux. Quelques exemples : *Controverses* (siège : Bulle, en Suisse), *Nouvelles de Chrétienté* (ex- «*Bulletin Saint Jean-Eudes*», Caen, France)... Ceux-ci sont complétés par des périodiques thématiques : *Lettre à nos frères prêtres* (sous-titre : «Lettre trimestrielle de liaison de la Fraternité Saint-Pie X avec le clergé de France»), *Lettre aux amis et bienfaiteurs* (édition par implantation géographique), «Le Croisé» (revue de la Croisade eucharistique, France), *Savoir et Servir* (publication du Mouvement de la jeunesse catholique de France, MJCF), *Courrier de Rome – Si si No no* («mensuel d'informations religieuses, documents et commentaires», Versailles), *Le Chardonnet* (bulletin paroissial de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, Paris)...

Le district belge édite le bimestriel *Pour qu'Il Règne*.

Sur Internet

Depuis l'ouverture d'Internet au grand public (vers 1995), la Fraternité a mis en ligne de nombreux sites. Les districts nationaux possèdent en général leur propre site. Son principal site Internet est celui de la «Maison Généralice» (réalisé par la direction internationale). Autres sites : «Séminaire International Saint-Pie X» (Ecône), «Le Combat catholique», les sites du Mouvement de la jeunesse catholique de France (MJCF) et de la Jeunesse du Christ-Roi (JCR, Suisse).

Journal électronique : «Documentations Informations Catholiques internationales» (DICI). Cet «organe de communication» est réalisé par la maison générale de la FSSPX. Officiellement, il «propose de donner un éclairage sur l'actualité dans l'Eglise». En réalité, DICI vise à propager les orientations religieuses du mouvement lefebvrisme.

Manuel Abramowicz

LES PRINCIPES DE BASE DU LEFEBVRISME

Au programme de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X de feu monseigneur Lefebvre : des messes traditionnelles en latin et le rêve de l'instauration d'une monarchie nationale-catholique pure et dure pour diriger le «peuple de Dieu»...

«Si la Fraternité a été fondée, c'est pour sauver le Saint Sacrifice de la Messe, et pour cela former de saints prêtres dans les bons séminaires fidèles à l'esprit traditionnel», rappelle l'abbé Jürgen Wegner, un des responsables de la FSSPX-Belgique dans son bimestriel, *Pour qu'Il Règne*, du mois de mars-avril 2008. Jusqu'en 1988, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, apparue 18 ans plus tôt, fait partie de l'Eglise catholique officielle. Après avoir ordonné, selon son propre rite

traditionaliste, quatre évêques, le 30 juin 1988, monseigneur Lefebvre, le fondateur de la FSSPX, est excommunié, avec ceux-ci, par le pape Jean-Paul II. Le mouvement lefebvrisme va alors se développer de façon autonome, jusqu'à son actuelle ré-intégration dans le giron du Vatican.

Communisme, «haute finance apatride»...

Pour les lefebvristes il n'y a qu'une seule religion : le catholicisme. Avec un seul Dieu et un seul guide du nom de Jésus-Christ, qu'elle a érigé en véritable roi. «Pour qu'il règne sur la terre comme au ciel», cette fraction intégriste radicale issue de l'Eglise romaine mène un combat acharné contre l'œcuménisme.

Cette Fraternité dénonce avec acharnement les «mains tendues» par Jean-Paul II aux autres religions, qu'elle considère comme fausses. Le judaïsme, l'islam, le protestantisme, l'œcuménisme, la modernisation des pratiques religieuses catholiques... sont donc les cibles principales des lefebvristes. Dans leur «croisade», ils s'attaquent pêle-mêle, aujourd'hui encore, au communisme, aux idéaux de la Révolution française, à la franc-maçonnerie et à la «haute finance apatride» (terme codé pour désigner la prétendue «Internationale juive», si chère aux antisémites de tous poils) qui complot contre l'Occident chrétien, selon leurs thèses obsessionnelles.

Etat national-catholique

Comme pour les fondamentalistes musulmans et juifs, la religion est pour la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X l'axe principal – la colonne vertébrale – de la société. L'Etat doit être exclusivement empreint de l'enseignement octroyé par l'institution religieuse. C'est pour cette raison qu'il faut mettre fin, au plus vite, à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Comme en Espagne et au Portugal à l'époque des dictateurs Franco et Salazar, les deux modèles idéaux d'Etat national-catholique pour le mouvement lefebvrisme. Autres références : l'antisémite Charles Maurras et le Maréchal Pétain.

La guerre de 1940 n'est pas finie pour cette mouvance politico-religieuse traditionaliste. Qui dans ses écrits, ici et là, reprend encore le flambeau idéologique et la défense des collaborateurs catholiques pronazis.

Manuel Abramowicz

DE 1969 A NOS JOURS

Chronologie d'une histoire intégriste en Belgique

Un retour dans l'histoire de la Fraternité Saint-Pie X nous permet de prouver, une fois de plus, ses connexions intimes avec l'extrême droite belge et française.

29 novembre 1905

Naissance de Marcel Lefebvre.

1969

Après avoir milité dans les rangs de la Cité catholique, Marcel Lefebvre ouvre une «maison spirituelle» à Fribourg, en Suisse. La Cité catholique était une organisation traditionaliste visant au noyautage des élites. En Belgique, elle était soutenue par *Le Nouvel Europe magazine*, le principal journal d'ultradroite de l'époque.

1970 (1^{er} novembre)

Le prêtre intégriste, avec l'autorisation de sa hiérarchie, met sur pied la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX), dans le diocèse de Fribourg. Le groupe politico-religieux s'installe à Ecône, dans le Valais suisse.

1971

Le mouvement lefebvriste s'installe en Belgique sous la forme d'une ASBL, les «Amis belges de la Fraternité sacerdotale Saint Pie X». Ses premiers partisans proviennent du CEPIC, l'aile d'ultra droite du Parti social-chrétien (PSC) proche de l'extrême droite. *Le Nouvel Europe magazine*, journal de cette mouvance, va servir de tribune médiatique aux lefebvristes belges.

1972

Ouverture de la première chapelle belge. Marcel Lefebvre rencontre Bernard Antony (alias Romain Marie), le futur leader des intégristes catholiques du Front national français.

1973

Des fidèles de la FSSPX participent en Belgique à la création de Pro Vita. A la base de ce lobby anti-avortement, on retrouve une belle brochette d'extrémistes de droite, dont un ancien responsable de la propagande du parti fasciste d'avant-guerre Rex de Léon Degrelle. Pro Vita s'illustrera par la diffusion de pamphlets où l'antisémitisme sera au rendez-vous. Ghislain Van Houtte, ancien collaborateur pronazi et responsable inoxydable de Pro Vita, restera un pilier assidu de la Fraternité.

1974

Premières frictions avec le Vatican. Mgr Marcel Lefebvre affirme vouloir «refuser de suivre Rome dans la tendance néo-moderniste et néo-protestante clairement manifestée au cours de Vatican II». Sa Fraternité publie ses positions religieuses dans une «Déclaration du 21 novembre 1974». A l'heure actuelle, cette dernière reste son manifeste de base.

1975

L'agrément canonique est retiré à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X.

1976

Marcel Lefebvre est suspendu *a divinis*. Cette année-là, au cours d'une homélie à Lille devant 6 000 fidèles, il va prendre publiquement la défense de la sanglante dictature militaire alors en place en Argentine.

1977

Les lefebvristes occupent illégalement l'église parisienne Saint-Nicolas-du-Chardonnet. C'est toujours le cas en 2009.

1978

François Duprat est assassiné lors d'un mystérieux attentat (les auteurs de celui-ci n'ont toujours pas été identifiés à l'heure actuelle). Ce leader néonazi du FN

français est enterré selon le rite traditionaliste des lefebvristes. L'office religieux se déroule dans leur fief parisien, à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

1979

La Fraternité ouvre à Ixelles, une commune bruxelloise, sa première «maison», qui prend le nom de Prieuré du Christ-Roi. Par la suite, des succursales lefebvristes seront installées à Anvers, Gand, Liège et Namur.

1982

Marcel Lefebvre passe la conduite de son mouvement à l'abbé allemand Schmidberger. Il est nommé pour une période de douze ans et est secondé par l'abbé Paul Aulagnier. En 2001, ce dernier sera envoyé en Belgique pour y diriger le district local de la FSSPX.

1985 Dans l'édition du 3 avril de *Présent*, quotidien des intégristes du Front national français menés par Bernard Antony, Marcel Lefebvre apporte son soutien à Jean-Marie Le Pen.

1987

Gérald Wailliez, l'un des fondateurs du mouvement lefebvrisme en Belgique, s'adresse à Daniel Féret, le président-fondateur du Front national belge, pour lui exprimer son soutien.

1988

En juillet, la FSSPX de Marcel Lefebvre est excommuniée par le Vatican pour avoir ordonné, le 30 juin de la même année, quatre évêques selon son rite.

En octobre, le district belge du mouvement lefebvrisme organise une manifestation à Bruxelles contre la sortie de *La Dernière tentation du Christ*, un film de Martin Scorsese jugé comme blasphématoire aux yeux des traditionalistes. Francesco Catania, du Parti libéral chrétien (fondé par des ex-CEPIC) et directeur-fondateur du mensuel *Le Cri du Citoyen* (où l'antisémitisme et le racisme anti-Arabs n'étaient jamais très loin), ainsi que des activistes néonazis du Parti des forces nouvelles (PFN) forment également le cortège intégriste. En France, des cinémas ayant programmé le dernier Scorsese seront victimes d'attentats commis par des commandos catholiques.

La même année, création à Liège de l'ASBL Belgique & Chrétienté. Tombée ensuite sous le contrôle d'Alain Escada, cette association traditionaliste se lancera dans une croisade exclusivement contre le «racisme anti-Blancs» et le «racisme anti-catholique». Alain Escada est alors déjà un assidu des messes lefebvristes.

1989

L'ancien chef collaborationniste nazi français Paul Touvier, recherché depuis la fin de la guerre 1940-1945, est retrouvé et arrêté par la police dans un couvent lié au mouvement lefebvrisme. En 1994, il sera condamné par la justice française pour crimes contre l'humanité. Décédé le 17 juillet 1996, une messe d'hommage sera ensuite organisée pour Paul Touvier dans l'église lefebvrisme parisienne Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Rien d'étonnant à cela : la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X considère les anciens collaborateurs des nazis comme ayant été des «croisés» de l'Occident chrétien contre le «bolchévisme athée».

1990

Marcel Lefebvre est condamné en appel, le 21 mars, pour des propos anti-musulmans tenus en novembre 1989.

1991

Le 25 mars, le fondateur de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X meurt en Suisse.

1994

En avril, dans une chapelle qui fut proche des lefebvristes (1), située à Drogenbos (près de Bruxelles), un service religieux est célébré à la mémoire de l'ex-SS belge Léon Degrelle, décédé quelques jours auparavant en Espagne. Des anciens de la «Division SS Wallonie», des ex-collaborateurs, des jeunes nationalistes flamands et des membres du groupe néonazi l'Assaut y participent.

Aux élections communales du mois d'octobre, plusieurs fidèles de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X sont élus sur des listes du Front national de Daniel Féret.

1995 Hugues Wailliez, fils de Gérard Wailliez (revoir 1987), est nommé vice-président du Front national belge. La même année, il devient également député fédéral pour ce parti d'extrême droite, dont le programme sera jugé plus tard raciste par la justice.

1996 Des dissidents du FN fondent un nouveau parti d'extrême droite : le Front nouveau de Belgique (FNB). Alain Escada devient son porte-parole. Président de Belgique & Chrétienté, ce dernier est un adepte incondicional de la FSSPX.

1997

Les vingt ans de l'installation des lefebvristes à Paris dans l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet sont fêtés en grand pompe. L'extrême droite est présente à cet anniversaire. Bruno Gollnisch, le numéro deux du Front national français, figure en bonne place au sein des invités.

2001

Via la Fondation Japhet Sion, une association sans but lucratif, fondée en janvier pour servir de paravent, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X acquiert, pour plus d'un million d'euros, l'église Saint-Joseph. Situé au cœur du quartier européen de Bruxelles, ce lieu de culte était fréquenté jusqu'alors par la communauté immigrée syriaque-orthodoxe. Des recours judiciaires seront déposés par cette dernière pour tenter de récupérer son église. Sans succès.

2005

Le président du FN belge, Daniel Féret, dans un article consacré au décès de Jean-Paul II et à la désignation du nouveau pape, publié dans *Le National*, l'organe mensuel de son parti, écrit : «Fallait-il (...) excommunier Monseigneur Lefèvre, les prêtres et les fidèles de sa Fraternité ? J'ai eu le privilège de déjeuner à deux reprises avec son successeur, Monseigneur Tissier de Malleret, et j'ai, à chaque fois, éprouvé le sentiment que j'avais, en face de moi, un saint homme.»

2008

Le 29 novembre, une nouvelle messe est dite, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, en l'honneur d'anciens leaders du fascisme européen : le chef des phalangistes José Antonio Primo de Rivera et le général Franco. La célébration re-

ligieuse est proposée par le Cercle franco-hispanique (dirigé par un ancien militant du parti Ordre nouveau) et promotionné notamment par *Synthèse Nationale*, revue visant à la formation d'un «parti nationaliste et identitaire» pour remplacer le Front national, désormais considéré comme trop modéré... **Manuel Abramowicz**

(1) Il s'agit de la Chapelle Notre-Dame du Rosaire, située à Drogenbos, dans la périphérie de Bruxelles. Connue pour son culte traditionaliste de type «mariste» et des conceptions liturgiques identiques à celles des lefebvristes, elle ne fait toutefois pas partie de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Agissant sous le statut d'une ASBL, la Chapelle Notre-Dame du Rosaire reconnaît l'autorité du pape. Elle rassemble des anciens de la branche belge de la Fraternité de Monseigneur Lefebvre. Son site Internet est repris par ailleurs dans la page «liens» du site «Saint Pie X», lié aux traditionalistes d'Ecône.

Les connexions avec l'extrême droite : les croisés de l'Occident chrétien

Les dignitaires de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X démentent tout lien avec le monde politique. A les en croire, leur but ne serait que spirituel. Pourtant, force est de constater que ce courant religieux catholique anime bel et bien, depuis sa création, un courant politico-religieux actif au sein de l'extrême droite. A ce niveau-là, la Belgique fournit des preuves irréfutables.

«Je suis content d'être à Bruxelles, moi qui déteste la république et qui hais la démocratie.» Cette phrase terrible et significative d'une orientation politique radicale est extraite d'une interview de Paul Aulagnier, alors «Supérieur du district belge» de la FSSPX. Une interview exclusive accordée, en septembre 2001, à *Polemique-Info*, un opuscule d'extrême droite catholique belge, aujourd'hui disparu, lié au mouvement lefebvriste.

Avec Paul Aulagnier (depuis lors victime d'une purge interne) et ses compagnons de croisades, la messe est bien dite, et pas seulement en latin, la langue usitée lors des offices religieux par ces traditionalistes. Un parfum bien idéologique se mélange aux dogmes catholiques les plus traditionnels ; et ce malgré les déclarations de bonnes intentions tenues à l'occasion d'interviews accordées aux médias. Avec le sourire en option, pour mieux masquer un discours rétrograde. A en croire ses représentants les plus illustres, la Fraternité en question serait «apolitique» et son message purement religieux. Info ou intox ?

Un agglomérat intégriste d'extrême droite

L'ex-dirigeant des lefebvristes de Belgique, Paul Aulagnier, répéta le discours bien tenu de son mouvement lors d'un entretien accordé, le 3 novembre 2001, à la chaîne de télévision privée belge AB3. Une fois de plus, les capacités d'intoxication des intégristes seront mises en œuvre pour tromper l'opinion.

Dans l'ombre des projecteurs, cette Fraternité, groupe religieux dissident de l'Eglise catholique de 1988 à 2009, tient un autre langage. Et expose sa vraie nature. Pour s'en convaincre, il suffit de se plonger dans ses écrits «intra muros». Ses orientations politiques sont alors très vite identifiables. Ils sont clairement situés à l'extrême droite de l'échiquier idéologique. Les principes élémentaires des droits de l'Homme et le système démocratique y sont royalement bannis. Fondée par un di-

gnitaire religieux catholique en marge, monseigneur Marcel Lefebvre, la Fraternité Saint-Pie X est clairement liée à l'extrême droite.

En Belgique, ses liens avec ceux qui rêvent comme elle d'instaurer un régime d'Ordre nouveau, remontent à son apparition chez nous, au début des années 1970. Ses dirigeants-fondateurs proviennent de plusieurs officines politico-religieuses de la droite chrétienne. Intégrées dans l'extrême droite de l'époque, ces officines forment une véritable chaîne.

On y trouvait par exemple : l'Ordre du Rouvre (créé par des étudiants de l'Université catholique de Louvain), la ligue anti-avortement Pro Vita, le *Bulletin indépendant d'Information Catholique* (BIDIC, apparu en 1965), les correspondants belges de la Cité catholique de Jean Ousset et du journal antisémite *Lectures françaises*, les éditions du Baucens, les *Cahiers Européens-Belgique*...

En réalité, ces organisations et publications forment un même agglomérat intégriste agissant sous divers masques pour mieux tromper l'ennemi. Ensemble, sur différents fronts et visant différentes générations, leur objectif reste le renforcement des «forces nouvelles» pour sauver les valeurs de l'Occident chrétien. Durant près d'une décennie entière, un journal largement diffusé leur servira de tribune médiatique commune et de plaque tournante. C'est *Le Nouvel Europe magazine*, alors dirigé par Emile Lecerf, un ancien collaborateur de l'Institut culturel de la SS, durant l'occupation nazie de la Belgique.

Dans ce journal, le lecteur pouvait se procurer par correspondance les livres de monseigneur Lefebvre et ceux de son «église». A la base de cette diffusion se trouvait 3A Diffusion. Cette maison d'édition wallonne publiait, au même moment, les discours politiques de Jean-Marie Le Pen et de Léon Degrelle, les chants de guerre des Phalanges libanaises ou ceux des jeunesses hitlériennes... Le responsable de 3A Diffusion, Arkady Arianoff (décédé le 5 décembre dernier), s'occupait par ailleurs de l'édition belge des *Cahiers Européens*. Cette publication française néonazie était dirigée en France par François Duprat, le leader de la tendance radicale du Front national lepéniste et meneur du «mouvement» négationniste. (...)

Comme ce bref rappel historique nous l'enseigne, au cours des années, les connexions fraternelles entre ce courant intégriste et l'extrême droite belge vont se renforcer. Et quand le Front national va apparaître en Belgique, en 1985, toujours à la recherche d'une expression politique pour défendre ses intérêts, le clan lefebvriste va lui apporter un soutien direct. Quelques exemples.

La Fraternité monte au Front

Le Front national [belge] va vite recevoir l'appui de plusieurs membres de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Un de ses dirigeants historiques, le magistrat militaire Gérard Wailliez (aujourd'hui à la retraite), prend directement contact, dès 1987, avec Daniel Féret, le président-fondateur de ce nouveau parti d'extrême droite. L'intégriste Wailliez veut apporter son soutien au FN, et surtout quelques conseils stratégiques pour qu'il puisse se développer dans le paysage politique et séduire l'électorat conservateur et catholique. Ensuite, plusieurs membres de la Fraternité vont adhérer au FN belge.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, les liens entre cette formation politique et la Fraternité sont, entre autres, entretenus via les activités culturelles organisées par «Racines et Civilisation», une association culturelle lefebvrisme bruxelloise. Mais aussi via la ligue Pro Vita, le sommet de l'iceberg du lobby anti-IVG, dirigée par un fidèle de monseigneur Lefebvre qui s'était engagé dans la collaboration durant l'occupation nazie.

En 1995, l'un des fils de Gérard Wailliez, Hugues, reçoit de Daniel Féret la vice-présidence du FN [belge]. Il est ensuite élu député fédéral aux élections législatives. D'autres élus frontistes sont également issus de la Fraternité. Pour sceller sa fidélité à l'Eglise dissidente lefebvrisme, Daniel Féret, prêt à tout, va aussi participer personnellement à ses manifestations publiques. Malgré un mode de vie en total contradiction avec les valeurs d'ordre moral prônées par ces compagnons traditionalistes. Mais dans leur milieu, l'hypocrisie et l'opportunisme font bon ménage... Les intégristes fermeront les yeux sur les quelques «péchés» répétés de leur disciple Féret.

Par ailleurs, Daniel Féret n'est pas le seul atout politique des intégristes. D'autres militants d'extrême droite sont directement aux ordres des lefebvrismes. C'est le cas d'un certain Alain Escada. Activiste politique de longue date, Escada s'illustre au fil des années comme l'un des principaux propagandistes d'ultradroite. Après un passage dans les rangs «belgicains», il lance en 1995 *Polémique-Info*. Ce journal confidentiel ouvrira ses colonnes à plusieurs rédacteurs de l'extrême droite pure et dure. En 1995, avec le groupe néonazi l'Assaut (dans lequel il y a des sympathisants du lefebvrisme), Escada rejoint la direction du Front nouveau de Belgique (FNB) pour en devenir son porte-parole officiel. A la suite de divers conflits internes (et d'une plainte déposée au sujet d'une mauvaise gestion de *Polémique-Info*), le jeune lefebvrisme quitte le FNB pour se rapprocher, à nouveau, du Front national [belge] de Daniel Féret.

A plusieurs reprises, l'ex-patron de *Polémique-Info* se présentera comme un des porte-paroles de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Ce fut le cas, en novembre 2001, lors de l'ouverture de son église Saint-Joseph, dans le quartier européen de Bruxelles. Dans le cadre de ses activités politico-religieuses, Alain Escada dirige encore l'association Belgique & Chrétienté. Via cette dernière, il tente de recruter des jeunes fidèles lefebvrismes pour ses propres intérêts politiques. Ce qui n'est pas du goût de tout le monde au sein de la FSSPX.

«Formé à l'école maurassienne»

Comme on peut le constater : les liens de cette Fraternité avec l'extrême droite sont évidents et nombreux. Ses partisans de base n'ont d'ailleurs jamais nié cet état de fait. En avril 1998, *Polémique-Info* d'Alain Escada mentionnait à propos de la Fraternité : «le combat des traditionalistes est bien évidemment celui de la droite nationale, toutes nuances confondues». Le terme «droite nationale» est ici celui utilisé, dans un esprit «politiquement correct» par l'extrême droite pour s'auto-désigner.

Pour en revenir à l'abbé Aulagnier, cité au début de cet article, en plus de l'expression de ses sentiments monarchistes antidémocratiques, il exprimait en

septembre 2001, toujours dans *Polémique-Info*, au moment où il dirigeait le district de Belgique de la FSSPX, sa fierté d'avoir été «formé à l'école maurassienne», du nom de Charles Maurras, l'idéologue du «nationalisme intégral», dont l'axe central est le racisme et l'antisémitisme.

Manuel Abramowicz

A la source, l'Ordre nouveau vichyste

JEAN OUSSET, LE «PENSEUR» DU MOUVEMENT LEFEBVRISTE

L'un des principaux idéologues et stratèges politico-religieux de feu Marcel Lefebvre et de ses actuels dévots est un certain Jean Ousset. Un personnage inconnu de la grande histoire, qui marqua néanmoins la galaxie intégriste et la collaboration française pronazie.

Jean Ousset est, entre autres, à la base d'un plan stratégique théorisant à long terme la prise de contrôle de la France. Avec pour méthode préconisée : l'infiltration des élites (militaire, policière, politique et administrative, ainsi que la magistrature.). Jean Ousset reste toujours d'actualité chez les lefebvristes : le bulletin de liaison de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X de Belgique porte en effet le titre de son ouvrage de référence, *Pour qu'Il Règne*.

Légion française des combattants

C'est dans les années 1930 que l'on retrouve la trace politique de Jean Ousset. Il gravite dans le sillage de l'Action française, le mouvement national-royaliste animé par l'antisémite Charles Maurras. Durant la Deuxième Guerre mondiale, Ousset devient le «chef du bureau d'étude» de la Jeune Légion, un pseudopode de la Légion française des combattants (LFC), un des bras armés du régime de Vichy. Pour la petite histoire, un de ses collègues vichystes de l'époque se nomme... François Mitterrand.

Jean Ousset est l'auteur de deux livres respectivement publiés en 1943 et en 1944 : *Histoire et génie de la France* et *Fondement d'une doctrine*. Après la guerre de 1940-1945, il se retrouve parmi les dirigeants de la Cité catholique, que rejoindra un certain Marcel Lefebvre. Cette organisation héritière de l'Action française maurrassienne a pour objectif d'infiltrer les rouages de la République.

Des intégristes dans l'armée

«Comme la Cagoule (NDLR : un réseau terroriste d'extrême droite anti-Front populaire) avant la guerre, l'organisation d'Ousset se fonde sur le noyautage des élites, seules capables de mener la reconquête d'une société en perdition», notent Sophie Coignard et Marie-Thérèse Guichard dans leur livre *Les Bonnes fréquentations : Histoire secrète des réseaux d'influence* (éditions Grasset, 1997). L'armée française sera ainsi «en grande partie formée par une officine intégriste». Ce lobby intégriste catholique choisira par la suite un nouveau nom : ICTUS. Son dirigeant principal sera Jacques Trémollet de Villiers, l'ancien avocat du milicien nazi Paul Touvier, également «compagnon de route» de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X.

Alexandre Vick

Honneur à l'Ordre nouveau

LA MESSE LEFEBVRISTE EST DITE POUR LES MORTS FASCISTES

Dans son église parisienne, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X organise des célébrations religieuses en l'honneur d'anciens dirigeants du fascisme européen de jadis, mais aussi pour des néonazis. Inventaire.

Des messes «en fidélité» ou «en l'honneur» ont été célébrées en l'église parisienne Saint-Nicolas-du-Chardonnet pour :

* **Le général Franco**

Le dictateur espagnol, de 1939 à 1975, est un des modèles politiques de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Le 29 novembre 2008, le Cercle franco-hispanique, fondé par un ancien militant du parti Ordre nouveau, à la base de la création en 1972 du Front national français, proposait encore une messe en l'honneur du général Franco dans l'église parisienne occupée par les lefebvristes.

* **José Antonio Primo de Rivera**

Des messes en son honneur ont encore été célébrées, le 30 novembre 2007 et le 29 novembre 2008, dans l'église parisienne de la FSSPX, toujours sous l'égide du Cercle franco-hispanique. José Antonio Primo de Rivera fut le chef national de la Falange Espanola de la JONS, le parti fasciste des années 1930 et pilier de la dictature franquiste.

* **Francisco Franco Bahamonde**

«Chef d'Etat et généralissime» de l'armée espagnole à l'époque franquiste, il est décédé à Madrid le 20 novembre 1975. Une messe en son honneur eut lieu le 30 novembre 2007 en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet. A l'initiative de celle-ci : à nouveau le Cercle franco-hispanique.

* **Maurice Bardèche**

Pronazi français, il va devenir après la guerre l'un des plus importants idéologues du néofascisme européen. Il fut également un négationniste acharné. En 1948, Maurice Bardèche publie *Nuremberg ou la Terre promise*, un livre considéré comme le premier ouvrage visant à nier le génocide des Juifs commis par les hitlériens. Bardèche diffusera sa «pensée politique» dans *Défense de l'Occident*, la revue de réflexion politique qu'il avait fondée en 1952 et qu'il dirigera jusqu'à sa disparition définitive en 1982. Sa revue favorisa l'unification de l'extrême droite française groupusculaire dans le Front national en 1972. Suite à sa mort le 30 juillet 1998, une messe en l'honneur de Maurice Bardèche eut lieu le 12 septembre 1998 en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

* **Henri Coston**

Antisémitisme des années 1930 jusqu'à son décès, il fut un collaborateur très actif dans la «chasse aux Juifs» durant l'occupation nazie de la France. Catholique traditionaliste, Henri Coston anima après la guerre 40-45 la mouvance national-catholique et théorisa diverses «thèses complotistes» nourrissant ainsi les fantasmes de l'extrême droite voyant la «haute finance vagabonde et anonyme» (les Juifs) partout. Lors de sa disparition, le 27 juillet 2001, des hommages lui seront également rendus, en Belgique, dans *Polémique-Info*, journal d'Alain Escada, l'actuel dirigeant de l'association Belgique & Chrétienté, et fidèle de la Fraternité le-

febvriste, et dans *Nation-Info*, le mensuel du mouvement «identitaire» Nation, dont le dirigeant-fondateur est l'ancien leader du groupe néonazi L'Assaut.

*** Paul Touvier**

Un des plus illustres collaborateurs français, il a entre autres été un des chefs régionaux de la Milice, force militaro-policière du régime dictatorial de Vichy et au service des nazis. Paul Touvier participe alors activement à la lutte contre les résistants et à la persécution des Juifs qui se cachent pour éviter la déportation vers les camps de la mort. Après la débâcle nazie, il va passer en clandestinité avec le soutien d'un réseau d'entraide catholique traditionaliste. L'ex-dirigeant milicien n'est arrêté qu'en 1989. Il se trouvait alors à Nice, dans un prieuré proche de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X. Conduit devant les tribunaux en 1994, il a été le premier Français condamné pour crimes contre l'humanité. Il mourut le 17 juillet 1996 à la prison de Fresnes. Huit jours plus tard, une messe sera célébrée en son honneur en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

*** François Duprat**

Idéologue français des néofascistes et autres néonazis négationnistes européens, François Duprat devient, dans les années 1970, le «numéro deux» du Front national français de Jean-Marie Le Pen, mais aussi le leader de son courant radical. Depuis son mystérieux assassinat, en 1978, il est toujours vénéré par l'extrême droite, belge comprise. François Duprat a été enterré selon le rite traditionaliste des lefebvristes, à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Manuel Abramowicz

(Tous les articles de ce dossier sont extraits du site ResistanceS.be)

Les soutiens du nouvel archevêque de Belgique **L'extrême droite catholique pro-Léonard**

Le nouvel archevêque de Belgique, monseigneur Léonard, n'est pas populaire chez les catholiques belges. Seuls 17% lui sont favorables, selon un sondage du journal *Le Soir*. Parmi ceux-ci, le nouveau chef de l'Église belge peut cependant compter sur des partisans acharnés de sa cause. Militants ou dirigeants de mouvements et de partis d'extrême droite, ces fidèles inconditionnels partagent avec lui une même vision de la religion et parfois même de la politique.

Du Vlaams Belang au Front national

Monseigneur André-Joseph Léonard, désigné il y a quelques jours comme archevêque de Belgique par le très conservateur pape Benoît XVI, n'est certes pas un homme d'extrême droite. Mais l'extrême droite catholique le considère désormais comme «son homme». En effet, depuis qu'il a été nommé à la tête de l'Église catholique belge par le chef du Vatican, plusieurs personnalités et organisations se situant à la droite de la droite dans le paysage politique de notre pays se sont exprimées pour lui apporter leur soutien inconditionnel. Ses positions conservatrices bien connues sur l'homosexualité, l'avortement ou encore l'euthanasie l'ont popularisé chez les traditionalistes et les intégristes catholiques.

Monseigneur Léonard est considéré comme un radical, un ultra et le gardien d'une religion qui devrait poursuivre, contre vents et marées, sa croisade contre les adversaires et les ennemis historiques de la chrétienté. Les jusqu'au-boutistes de l'Église catholiques se trouvent souvent sur le front politique de la lutte contre les autres religions (décrites comme de «fausses religions»), l'œcuménisme, la société multiculturelle, l'immigration, la démocratie parlementaire...

Courant national-catholique du Vlaams Belang

Dès la confirmation que Benoît XVI avait désigné monseigneur Léonard à la tête des catholiques de Belgique, le *Beweging voor Christelijke Solidariteit* (BCS) salua cette «bonne nouvelle». Pour ce Mouvement pour la solidarité chrétienne : «*Le temps des expériences dans la foulée de Mai 68 est fini. Nous pouvons maintenant espérer la conclusion définitive de cette époque en faveur d'une Église catholique ouverte, fière, fidèle à la foi catholique et de la Bonne Nouvelle de Notre Seigneur*».

Le BCS est présidé par Philippe Van der Sande, un des dirigeants anversoises du Vlaams Belang (VB), le parti d'extrême droite séparatiste flamand. La devise officielle de cet ancien proche de Filip Dewinter, le numéro deux du Vlaams Belang, est «*Vivre pour Jésus*». En 2007, son *Beweging voor Christelijke Solidariteit* s'était

déjà prononcé en faveur de monseigneur Léonard après que celui-ci eut tenu des propos considérés par beaucoup comme homophobes et qui provoquèrent pour cette raison un véritable scandale à l'époque. La même année, Van der Sande, en tant que conseiller provincial du Vlaams Belang, avait proposé d'interdire l'organisation de «Gays Games» à Anvers, manifestation homosexuelle qui allait selon lui *«mettre la ville à la merci d'une scène homo extravagante et décadente»*.

Actuellement, le BCS de Van der Sande est à l'initiative, en Flandre, d'une campagne contre l'avortement. Une campagne de propagande orchestrée avec les Vrije Christen Democraten (VCD, Chrétiens-démocrates libres) et le collectif Mars voor het Leven. Le Nationalistische Studentenvereniging (NSV), l'association des étudiants d'extrême droite radicaux – creuset des futurs cadres du Vlaams Belang, dont fut membre lors de ses études Philippe Van der Sande – apporte son appui aux actions communes du Mouvement pour la solidarité chrétienne, du VCD et du collectif «Mars pour la vie» qui se concluront en mars prochain. Depuis sa création, voici quelques années, la promotion des activités politico-religieuses du BCS se fait par ailleurs dans les médias du Vlaams Belang. Ce mouvement chrétien d'extrême droite peut être considéré comme le «courant national-catholique» du parti de la droite nationaliste flamand indépendantiste. Auparavant, ce courant était conduit par la députée fédérale du Vlaams Belang.

Pétition pro-Léonard

Avec l'appui du Beweging voor Christelijke Solidariteit, la mobilisation principale et la plus large en faveur de monseigneur André-Joseph Léonard a été lancée à partir d'Anvers, le fief historique du Vlaams Belang. La semaine passée, un habitant de cette ville, Koen Thomeer, était à l'initiative d'une «pétition pro-Léonard». Elle a été mise en ligne sur un site Internet spécialement dédié à ce sujet. La raison du lancement de cette pétition s'explique par le fait que *«depuis la désignation de Mgr. Léonard comme successeur au cardinal Danneels, les journalistes ne cessent de répandre des réactions négatives au sujet de sa personne. Il est frappant de constater que l'on passe sous silence 20 ans de travail de restauration de son diocèse de Namur. Par cette pétition, nous désirons en tant que fidèles apporter un contrepoids à ces réactions. Nous souhaitons également soutenir fortement notre nouvel archevêque dans la tâche qui l'attend»*.

Les médias sont directement désignés comme les principaux responsables de la mauvaise image que récolte monseigneur Léonard dans l'opinion publique. Les accusations démagogiques formulées contre la presse constituent une vieille rengaine de la droite nationaliste, populiste et réactionnaire.

A la date du 24 janvier, 6 038 Belges néerlandophones et francophones, ainsi que plusieurs étrangers (vivant en France, aux États-Unis, etc.) ont apporté leur signature à la pétition pro-Léonard. Après un rapide «scanning», RésistanceS.be, le webjournal de l'Observatoire de l'extrême droite, a retrouvé la trace de plusieurs personnes appartenant à l'extrême droite, à la droite ultra ou à leur mouvance. Quelques exemples.

Signatures d'extrême droite & C°

Le dirigeant du Vlaams Belang et président du Beweging voor Christelijke Solidariteit, Philippe Van der Sande, fait bien entendu partie des signataires. Il arrive même dans le peloton des premiers de ceux-ci, à la place n°136. D'autres membres ou sympathisants du Vlaams Belang figurent encore dans la liste de la pétition pro-Léonard. Comme des militants de groupes anti-IVG et des membres de communautés religieuses traditionalistes actives en Flandre.

Du côté francophone, on trouve en règle générale le même profil socio-religieux. Beaucoup de ses signataires font partie le «majorité silencieuse» de l'Église catholique de Belgique. Il y a une majorité de fidèles de base, mais aussi des notables et des «hommes d'Église», dont plusieurs prêtres relativement connus. L'extrême droite et l'ultra droite conservatrice y sont aussi représentées. Comme le démontre la présence d'Alain Escada à la place 2131 de cette pétition. Escada est actif depuis près de 20 ans dans les milieux nationaux-catholiques belgiques. Il a été, dans les années 1990, l'un des dirigeants-fondateurs du Front nouveau de Belgique, une dissidence radicale du Front national. En 1999, le journal qu'il dirigeait alors, *Polémique-Info*, deviendra un des partenaires officiels de ce parti d'extrême droite présidé par Daniel Féret. Depuis, Alain Escada poursuit ses croisades dans le cadre de l'association Belgique & Chrétienté, qu'il préside, ainsi que de collaborations épisodiques avec le groupuscule nationaliste-identitaire Nation et de l'animation de l'Institut Civitas, la branche politique de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Escada est membre de cette fraternité, fondée par feu monseigneur Lefebvre et de nos jours toujours excommuniée de l'Église catholique par le Vatican (*Depuis que cet article a été écrit, les quatre évêques excommuniés sont désormais seulement «suspendus» et les négociations continuent avec le Vatican pour la réintégration de FSSPX, Ni patrie ni frontières*). D'autres lefebvristes ont encore signé la pétition pro-Léonard.

Un peu plus loin dans la liste de la pétition pro-Léonard, en 2144^e position, se trouve Christophe Buffin de Chosal, un proche ami et «compagnon de route» d'Alain Escada. Cet historien, notamment spécialiste des Croisades, participait à la fin des années 1980 à la rédaction du journal poujadiste, nationaliste et raciste *Le Cri du Citoyen* et se rapprocha du Front national {-[belge] de Daniel Féret. Il est toujours proche de l'association Belgique & Chrétienté.

Ghislain Dubois, fondateur de l'association Belgique & Chrétienté et cofondateur en 2007 du Comité belge de soutien à Jean-Marie Le Pen, fait aussi partie des signataires de la pétition pro-Léonard. Tout comme Bernard Mercier, membre de la Milice de Jésus-Christ et ancien dirigeant du Cepic, l'aile d'ultra droite de l'ex-Parti social-chrétien (PSC) qui soutenait alors l'extrême droite subversive ; Pascal de Roubaix, responsable de petites structures politiques nationales-catholiques libérales dont la signature se retrouva dans le journal *Le Cri du Citoyen* ; Daniel Canivet, conseiller communal du Front national [belge] à Falisolle et vice-président de la Fédération des nationalistes de Wallonie, branche wallonne du FN ; Charles Pire, ancien responsable wallon du PSC passé au Front national en 2004 et actuellement secrétaire général et politique du FN-Wallonie... Ce dernier est aussi un ardent par-

tisan du père Samuel, le chef d'un groupe religieux catholique nonreconnu par les autorités religieuses belges, mais néanmoins présent parmi les six milles signataires de la pétition pro-Léonard !

Renforcement mutuel

Autre «trouvaille» de RésistanceS.be, le nom d'un abbé ucclois qui, en 1994, avait accepté de célébrer une messe pour le repos de l'âme de Léon Degrelle qui venait de disparaître dans son exil espagnol. La messe fut finalement «avortée» suite à la trop grande publicité qu'en avait faite les Bourguignons, l'amicale des anciens de la SS «Wallonie» à son initiative.

Ces quelques noms dans la longue liste des signataires de la pétition lancée la semaine dernière pour soutenir monseigneur Léonard, le nouveau primat de Belgique, sont caractéristiques du maintien d'un activisme régulier et bien rodé chez les ultras du catholicisme belge. Mais également de leur bonne intégration parmi l'ensemble des fidèles. L'extrême droite et la droite conservatrice catholiques, composées d'intégristes lefebvristes et de traditionalistes vaticanistes, restent mobilisées et poursuivent leur croisade politico-religieuse. L'arrivée de monseigneur Léonard à la tête de l'Église belge ne pourra que les renforcer. Et grâce à leur militantisme, celui-ci pourra consolider son pouvoir ébranlé aujourd'hui par l'opinion majoritaire, qui lui est défavorable.

Manuel Abramowicz

(Article extrait du site ResistanceS.be)

Pays-Bas : un modèle pour Sarkozy et la droite gauloise ?

(Ce dossier reprend et développe un topo présenté dans les locaux de L'Étincelle à Angers, le 18 juin 2008. Merci aux membres du «Collectif de soutien aux sans-papiers du 49» – Maine-et-Loire – pour leur accueil chaleureux.)

L'objectif de ce dossier est de montrer qu'il existe de nombreux points communs entre le programme actuel de la droite française et les politiques menées aux Pays-Bas depuis les «accords de Wagenaar» (1). Ces similitudes concernent non seulement le traitement gouvernemental des migrations mais aussi toute la restructuration de l'Etat-providence que veulent aujourd'hui accélérer le gouvernement Sarkozy-Fillon et l'UMP, en jouant à la fois sur l'apologie de la mondialisation et sur la carte de la défense de «l'identité nationale».

Loin d'être un émule de Le Pen, le partisan d'un mythique «Vichy II», le fourrier d'une «fascisation rampante» ou d'un «totalitarisme mou», Sarkozy a l'intention, comme d'ailleurs lui et ses ministres ne cessent de nous le répéter, de «rattraper le retard qu'a pris la France par rapport à ses voisins européens».

C'est pourquoi il est utile de se pencher sur l'histoire récente des Pays-Bas, qui ont fait subir à leurs prolétaires plusieurs thérapies de choc en matière économique et sociale, avec l'accord et le soutien des syndicats et du parti socialiste local (le Parti du travail, PvdA), et augmenté son arsenal répressif contre l'immigration, tout comme souhaite le faire la droite gauloise.

Une telle démarche nous semble plus efficace et plus riche d'enseignements que d'agiter le chiffon rouge d'une hypothétique menace «fasciste» ou «totalitaire», devant des travailleurs de plus en plus sceptiques. Si l'on veut avoir une idée précise

des mauvais coups que «nos» dirigeants nous préparent au XXI^e siècle, il vaut mieux sortir de l'Hexagone et ne pas s'enfermer dans des comparaisons avec les années 30 ou la Seconde Guerre mondiale qui ne servent que les politiciens de la gauche pourrielle...

1. Accords tripartites signés entre le patronat, l'Etat et les syndicats, en novembre 1982, et à la base du «modèle polder»

Introduction

Contrairement à ce que croient beaucoup de gens de gauche et d'extrême gauche, la compréhension des migrations et des politiques migratoires n'est pas liée à de bons ou de mauvais sentiments, elle ne se réduit pas à un combat entre «racistes» crapuleux et «antiracistes» vertueux, ou entre d'ignobles «fascistes» et des «antifascistes» parés de toutes les qualités morales. La question ne se résume pas à la «tolérance de l'Autre» (version intello de gauche), ou au «respect des valeurs humaines» (version chrétienne).

On ne peut pas non plus s'en tenir à une opposition binaire et simpliste entre méchants «libéraux» et gentils «antilibéraux». Il suffit de rappeler la politique qu'a menée Jean-Pierre Chevènement quand il était ministre de l'Intérieur, ou les déclarations du Premier ministre socialiste Rocard sur «toute la misère du monde» que «la France» ne pouvait, paraît-il, pas «accueillir».

On a également vu, avec la position prise par certains patrons de l'hôtellerie-restauration en France, que des capitalistes peuvent parfaitement soutenir la légalisation d'une partie des travailleurs «clandestins» dans un pays donné, tant que cela leur permet d'accumuler des profits supplémentaires. Quitte à les licencier plus tard...

Et pour définitivement sortir des raisonnements simplistes, on pourrait aussi citer les régularisations massives des gouvernements Berlusconi (690 000 en 2003, et 170 000 en 2006, même s'il s'agit de titres salariés annuels et précaires), gouvernements soutenus par un parti xénophobe (La Ligue du Nord) et un parti dit «post-fasciste» (Alleanza Nazionale), auteurs de la crapuleuse loi Fini-Bossi, du nom de leurs deux dirigeants, et dirigés par un chantre du «libéralisme» que la gauche et l'extrême gauche assimilent d'ailleurs souvent à Sarkozy, quand ce n'est pas à Mussolini.

Pour nous orienter dans les questions liées à l'immigration et au durcissement des politiques gouvernementales en Europe à l'égard des «clandestins» ou des «étrangers», un petit voyage aux Pays-Bas nous aidera à mieux comprendre ce qui se passe en France, notamment depuis l'élection présidentielle de 2007.

Un tel voyage nous permettra aussi de mieux comprendre l'existence et la persistance, en France, d'une droite dure et xénophobe, de 6 millions d'électeurs qui votent pour des candidats xénophobes. En effet, cette droite xénophobe existe aussi aux Pays-Bas, même si c'est sous une forme différente, populiste, médiatique et spectaculaire (Pim Fortuyn, Theo Van Gogh, Geert Wilders). Si l'extrême droite fascisante ou néofasciste néerlandaise n'a pas de représentation parlementaire, les idées xénophobes sont malheureusement répandues dans la population néerlandaise.

daise.

Signalons toutefois deux particularités locales : une bonne partie de la droite se réclame du combat des Lumières pour donner un vernis respectable à ses attaques contre les « musulmans » ; et les politiciens populistes comme Fortuyn ou Wilders ne sont pas homophobes. Ils combinent un (très relatif) « progressisme » en matière de mœurs avec un nationalisme délirant. Cela s'explique-t-il parce que le combat pour les droits des gays a été mené par des « hommes blancs, bourgeois et parfois de droite » et que « leurs demandes ne faisaient que renforcer le modèle sociétal néerlandais (individualiste, capitaliste, séculier, égalitaire et patriarcal) » comme l'écrit un analyste ? Ou bien, faut-il aller encore plus loin, et affirmer que, dans les grands pays impérialistes, la répression de l'homosexualité n'est pas (n'est plus ?) un enjeu pour la bourgeoisie, y compris pour ses fractions les plus réactionnaires ? Les gays et lesbiennes sont-ils devenus un banal marché de consommateurs pour le Capital ? Les 500 000 personnes qui participent à la Gay Pride chaque année en France (et qui ne se mobilisent jamais en aussi grand nombre pour la cause des sans-papiers) renforceraient plutôt cette dernière hypothèse...

Les populistes néerlandais sont bien sûr, engagés dans une lutte contre l'« islamisation » imaginaire de leur pays et plus précisément contre le péril « islamoterroriste » (1). Par leurs discours provocateurs, les populistes néerlandais ont contaminé la droite « libérale » (en français, on dirait la droite humaniste, social-chrétienne, ou même laïco-républicaine) mais aussi la gauche néerlandaise, exactement comme dans l'Hexagone.

D'ailleurs, le terme de « contamination » n'est pas adéquat : en réalité, les populistes comme Wilders, Van Gogh et Fortuyn ont sans doute réveillé un nationalisme latent qui se cachait depuis longtemps dans les partis de droite et de gauche respectables : ceux-ci se vantaient du fait que les Néerlandais manquaient d'esprit national (pour la gauche) ou défendaient des valeurs pacifistes (la droite libérale), et cela a pu créer l'illusion que les Pays-Bas étaient vaccinés contre le chauvinisme, maladie qui n'affectait que ses grands voisins (France, Allemagne, Royaume-Uni) (2).

Ce nationalisme exacerbé des populistes a rencontré un grand succès dans une partie croissante de la population néerlandaise qui s'est mise à exprimer ouvertement quelques idées de base comme : « il faut faire le ménage (en clair : expulser les criminels étrangers ou les mettre en prison) ; la tolérance a assez duré ; il faut chasser les étrangers qui ne veulent pas s'intégrer ; tout le monde devrait savoir parler le néerlandais », etc.)

Ce dossier abordera également quelques aspects de l'histoire un peu plus lointaine des Pays-Bas, qui sont importants pour comprendre la situation des immigrés et des descendants d'immigrés, des « allochtones » aujourd'hui et les fondements historiques de l'actuel renouveau du nationalisme néerlandais.

Une dernière précision terminologique, celle-là : il faut savoir que les Néerlandais rangent les habitants de leurs pays en trois catégories, les « autochtones » et les « allochtones occidentaux » et les « allochtones non occidentaux (3) », et ils ont tendance à opposer de plus en plus ces populations.

«Allochtones» (sous-entendu non-Occidentaux) est souvent un mot codé pour «musulmans» ou pour désigner les Turcs et les Marocains vivant aux Pays-Bas, y compris ceux qui ont désormais la nationalité néerlandaise. Ce mot a une connotation plutôt xénophobe, un peu comme, chez certaines personnes, le terme «immigrés» en français qui, dans la bouche de la plupart des gens, qualifie rarement les Américains ou les Australiens blancs travaillant en France. Officiellement, le mot d'allochtone désigne toute personne qui a au moins un parent né à l'étranger, et n'a donc pas de rapport avec la définition de sa nationalité.

Si les statistiques officielles aux Pays-Bas sont «ethniques» et non religieuses, les citoyens ordinaires et les politiciens mélangent et confondent, sciemment ou pas, les deux dimensions.

Notes

1. Ce dernier danger est assez limité, puisque, de l'aveu même des flics néerlandais, il existerait, aux Pays-Bas, entre 100 et 200 «islamistes radicaux» qui sont allés se battre en Afghanistan ou en Tchétchénie, et 1 000 à 1 500 sympathisants. Aucun d'eux n'a jusqu'ici organisé d'attentat sur le sol néerlandais (à part l'assassinat de Theo Van Gogh), contrairement à ce qui s'est passé en France, en Espagne et en Angleterre.

2. Les dangers du patriotisme et du nationalisme ne sont pas mieux compris par les intellectuels de gauche en France qu'aux Pays-Bas, puisque dans *Comment Sarkozy écrit l'histoire de France*, publié en 2008 aux Editions Agone, la vingtaine d'historiens qui ont contribué à ce livre «oublie» de mentionner que, depuis le XIX^e siècle, la gauche s'est autant servi que la droite des symboles du nationalisme pour «construire le roman national» français et une «identité nationale». Elle a parfois utilisé exactement les mêmes symboles – il suffit de mentionner l'usage de Jeanne d'Arc par le Parti communiste français durant la Résistance, ou l'usage du drapeau tricolore par le PCF et le PS dans leurs manifestations et réunions, sans compter la cérémonie patriotique que propose Mme Ségolène Royal dans son livre *Si la gauche veut des idées : «J'ai assumé, défendu, illustré l'identité nationale et l'hymne national»* durant la campagne présidentielle, dit-elle. «Je propose, pour renforcer le sentiment d'appartenance à la nation, une cérémonie républicaine» aux jeunes qui vont avoir 18 ans et obtenir le droit de vote.

La cécité de ces historiens va jusqu'à juger positives les déclarations chauvines d'un Mitterrand, mais à juger négatives celles de Sarkozy, sous prétexte que le premier était «cultivé», ce qui ne serait pas le cas du second (argument peut-être exact d'un point de vue factuel, mais politiquement indigent). Depuis quand la maîtrise de la «culture» empêche-t-elle de défendre les intérêts des classes dominantes ?

3. Ce terme désigne les Américains, les Australiens, les Néo-Zélandais mais aussi les Japonais qui viendraient vivre et travailler aux Pays-Bas.

Assimilation française contre multiculturalisme néerlandais ?

On présente généralement la France comme un pays «assimilationniste», qui oblige les étrangers venant vivre et travailler sur son sol à abandonner la «culture» de leur pays d'origine, alors que les Pays-Bas seraient un pays «multiculturel» qui respecterait parfaitement les cultures des pays d'origine et voudrait les préserver. Les Pays-Bas serait beaucoup plus ouverte à ses «étrangers», comme le prouve, affirment certains, le fait qu'elle a donné le droit de vote aux élections locales aux non-Européens depuis 1985, donc il y a déjà plus de vingt-cinq ans. Et il est vrai qu'en France, depuis 1981, on attend toujours la réalisation des promesses électorales de la gauche sur ce terrain-là...

Or, depuis quelque temps, on a un peu l'impression que les élites dirigeantes de chacun de ces deux Etats, la France et les Pays Bas, sont en train de s'inspirer du «modèle» de l'autre.

Les Pays-Bas seraient tentés par une démarche de plus en plus «assimilationniste», tandis qu'une partie de la droite, et en particulier Sarkozy, mais aussi de la gauche lorgnerait plutôt du côté du multiculturalisme (*). Cette reconnaissance par la droite des aspects «multiculturels de la société française», s'est traduite notamment par la nomination très médiatisée au gouvernement de Rachida Dati, Rama Yade et Fadela Amara, censées incarner symboliquement ce nouveau tournant respectueux de la «diversité». On pourrait aussi citer le livre insipide de Sarko *La République, les religions, l'espérance* ou son discours au Palais de Latran, dans lesquels il n'a pas hésité pas à proclamer haut et fort ses convictions catholiques et son soutien au rôle positif de toutes les religions ; son forcing pour faire aboutir les négociations autour de la création du Conseil français du culte musulman ; ou encore sa mention (ou son lapsus ?) concernant un préfet «musulman». Le tout étant d'ailleurs en totale contradiction avec le gaullisme, idéologie nationaliste, chauvine, assimilationniste, aux antipodes du multiculturalisme. Rien d'étonnant, car comme on le sait, incohérence, contradictions et démagogie sont inséparables du sarkozysme.

Mais commençons d'abord par nous intéresser au passé des Pays-Bas.

* La droite et la gauche ont depuis vingt ans systématiquement associé les Eglises à des discussions «éthiques», quand elles ne leur pas ont accordé des avantages matériels. Nous reviendrons sur cette question dans un numéro suivant.

Une histoire nationale un peu chaotique jusqu'au XIX^e siècle

Le pays que l'on appelle aujourd'hui la Hollande, ou plus exactement le royaume des Pays-Bas, a eu une histoire plutôt compliquée, que nous ne pouvons exposer ici en détail. Il nous suffira de préciser que la notion de «Pays-Bas» (appelés aussi «Provinces unies») a sensiblement évolué, sur le plan géographique, entre le XIV^e et le XIX^e siècle. La Belgique fit partie des Pays-Bas jusqu'en 1830 et le Luxembourg jusqu'en 1839. Il y eut de fortes tendances germanophiles jusqu'en 1940, date de l'invasion des Pays-Bas par les armées d'Hitler. Et encore récemment on a pu entendre un homme politique suggérer que les Pays-Bas devrait fusionner avec l'Allemagne ! Rappelons enfin que le père et mari de la reine actuelle (Beatrix, qui règne depuis 1980) étaient tous les deux des Allemands et que la dynastie régnante est une dynastie d'origine allemande depuis plusieurs siècles – reconnaissons au moins une qualité à l'aristocratie : elle a toujours été «internationaliste» dans ses pratiques matrimoniales.

Pour résumer ce premier point, les frontières définitives des Pays-Bas sont relativement récentes, ce qui peut expliquer pourquoi le nationalisme néerlandais a des fondations plus fragiles que celui d'autres nations européennes.

Second point, et il s'agit là d'une différence importante avec la France, les Pays-Bas n'ont été une République que pendant une période très courte, onze ans, soit de 1795 à 1806. Auparavant, la Hollande était un comté qui a toujours dépendu, pendant plusieurs siècles, de rois étrangers et était constitué d'une fédération de villes libres ayant chacune ses lois. La République de la période 1795-1806 dut subir une très pesante tutelle militaire et fiscale française avec son cortège de viols, de corruption et de pillage éhonté, ce qui ne rendit sans doute pas le modèle républicain très populaire. Si c'est la République française qui a donné un coup de pouce aux libéraux néerlandais lors de leur seconde tentative pour se débarrasser du stadthouder et prince Guillaume V d'Orange (la première tentative des républicains néerlandais avait eu lieu deux ans avant la prise de la Bastille), c'est aussi un Français de sinistre mémoire, Napoléon I^{er}, qui a rétabli la monarchie en plaçant sur le trône son frère Louis Bonaparte en 1806 qui régna jusqu'en 1810 avant d'être remplacé par son fils Louis II, lui aussi roi de Hollande. Il fut remplacé en 1815 par Guillaume I^{er} de la dynastie d'Orange-Nassau, premier roi des Pays-Bas.

Paradoxalement, c'est donc la France républicaine, celle de Bonaparte, puis le Premier Empire de Napoléon qui ont donné le coup d'envoi d'un système monarchique stable qui a perduré jusqu'à aujourd'hui.

Les Pays-Bas sont donc un Etat-nation très particulier qui a eu du mal à se créer un imaginaire national aussi «cohérent», ou du moins qui ait une apparence aussi cohérente, et aussi ancienne, par exemple que la France avec les mythes de Clovis, Saint Louis, Jeanne d'Arc ou Vercingétorix.

Certains Néerlandais ont pourtant essayé puisque, au XVI^e siècle certains, à la

suite d'Erasmus, inventèrent l'existence d'un peuple batave, lui-même issu d'un descendant... de Noé. Mais la mayonnaise nationaliste ne prit pas.

Cette carence en traditions aristocratiques et royales suffisamment anciennes a des conséquences politiques très concrètes aujourd'hui, maintenant qu'une partie croissante de la population est «étrangère» ou d'origine étrangère, «allochtone» comme disent les bureaucrates néerlandais – soit environ 3 millions de personnes sur 16 millions.

Histoire, valeurs et normes «typiquement néerlandaises»

Les politiciens populistes, les partis de droite et du centre, les médias mènent campagne depuis quelques années pour défendre les «valeurs et les normes» néerlandaises.

Le gouvernement a même créé trois tests de langue et de culture néerlandaises pour les étrangers.

Le premier est destiné à ceux qui vivent dans un autre pays et veulent immigrer aux Pays-Bas, le plus souvent pour épouser un(e) citoyen (ne) néerlandais (e). Il coûte 350 euros et la plupart des Néerlandais seraient d'ailleurs bien incapables de répondre aux questions qu'il contient. On passe ce test en téléphonant à un logiciel de reconnaissance vocale, mais il n'est pas remboursé si on le rate et nécessite, paraît-il, 300 heures de préparation, qui ne sont évidemment ni payées ni remboursées. Au départ, il était accompagné d'un film de présentation montrant des filles se baladant les seins nus sur une plage, et des hommes en train de s'embrasser, mais ces plans ont finalement été coupés. La ficelle était trop grosse.

Le deuxième type de test est destiné aux étrangers qui résident aux Pays-Bas depuis longtemps (ceux qui sont arrivés depuis 1975) et dont l'Etat considère qu'ils ne parlent pas suffisamment bien et ne connaissent pas suffisamment la «culture néerlandaise».

Le troisième type de test est destiné à ceux qui veulent devenir Néerlandais.

Sont dispensés de tests les filles au pair, les étudiants étrangers et...les «immigrés» gagnant plus de 4 500 € mensuels !!! Les capitalistes savent reconnaître les «bons» immigrés à l'épaisseur de leur compte en banque !

Comme les Pays-Bas n'ont pas une longue tradition guerrière, d'invasions, de conquête, des pays européens voisins au nom de la «civilisation», des droits de l'homme, ou de la «défense de la patrie», tradition qui aurait pu leur servir à étayer la construction d'une mémoire nationaliste, les cercles dirigeants mobilisent d'autres artifices comme la célébration des monarques étrangers qui avaient la Hollande sous leur coupe, bien que ce procédé soit très récent.

D'après l'historien Christophe de Voord, le culte du prince Guillaume d'Orange s'est seulement développé après 1933, la gauche et la droite communiant désormais dans sa célébration pendant la Seconde Guerre mondiale, pour donner du souffle à la Résistance antinazie. [Au XVI^e siècle, Guillaume d'Orange combattit la monarchie espagnole, lutte qui aboutit à détacher les Pays-Bas – à l'époque les Provinces Unies regroupant la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et le nord de la France – du royaume d'Espagne à la suite de la guerre de 80 Ans (1568-1648).]

Aujourd'hui, les compétitions sportives où les Pays-Bas affronte d'autres équipes européennes (notamment l'Allemagne), y compris le récent Euro 2008, sont aussi l'occasion de stimuler le patriotisme. Le pays se couvre de drapeaux néerlandais arborant l'orange (couleur de la monarchie). On voit partout des porte-clés avec

une paire de sabots, ou bien des tasses, des assiettes, des soucoupes arborant des images de moulins ou des tulipes (1). Une intense propagande se déploie autour des événements sportifs pour créer une mystique nationale néerlandaise, et inciter les «autochtones» à se raccrocher à des «valeurs néerlandaises» que la plupart des habitants de ce pays ont bien du mal à définir.

Les mensonges des intellectuels et politiciens néerlandais

Quand on demande aux intellectuels ou aux politiciens néerlandais de définir ces fameuses «valeurs» (cf. *Les identités néerlandaises, de l'intégration à la désintégration*, Presses universitaires du Septentrion, 2006, livre collectif qui ressemble par moments à un bêtisier nationaliste), les notions citées sont en fait les valeurs de la société bourgeoise capitaliste moderne. Elles pourraient presque toutes servir à définir «l'essence éternelle» de tous les Etats, ou Etats-nations, européens, mais aussi non européens : le sens de l'économie, le goût du travail, la discrétion, la liberté d'expression, l'interdiction de toute discrimination, la liberté de foi et de religion, la tolérance, un pragmatisme «marchand», le sens de la mesure, un tempérament «industriel», l'antihéroïsme, le goût du compromis, le pacifisme, l'aide aux pays plus pauvres, etc.

Il n'est pas question ici de démystifier la prétendue «néerlanditude» de toutes ces valeurs mais nous signalerons trois mensonges grossiers à propos du pacifisme, du sens du compromis et de l'égalité des femmes.

Sur le premier point, s'il est exact que les Pays-Bas ont défendu une politique de neutralité pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale (la seconde fois cette attitude leur a coûté très cher, mais entre 1914 et 1918 cela leur a été très bénéfique), c'était autant par «amour de la paix» que pour défendre leurs intérêts commerciaux.

De plus, après la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements néerlandais ont eu une attitude hypocrite puisque, dans les années 50 ils ont accepté d'héberger en secret des armes atomiques américaines sur leur sol ; qu'ils ont pris le parti de l'OTAN contre l'URSS pendant la guerre froide ; et qu'en 1984, ils ont menacé d'installer des missiles contre l'URSS. Cela n'empêche pas les politiciens ou les intellectuels aux ordres d'affirmer que leur pays aurait toujours eu des intentions «pacifiques».

On soulignera enfin que le commerce des armes se porte bien aux Pays-Bas comme l'expliquent des ONG néerlandaises dont OXFAM : *«Les Pays-Bas sont un partisan du plaidoyer des Lauréats du Prix Nobel de la Paix et de la campagne pour le Contrôle des armes en vue d'un Traité international juridiquement contraignant sur le commerce des armes. (...) Toutefois, même si des comptes rendus complets des licences d'exportation ne sont pas rendus publics, on sait que les Pays-Bas ont fourni des armes et des équipements militaires à des pays qui ne se conforment pas au Code de conduite de l'UE. Ainsi, les Pays-Bas ont fourni des armes à l'Indonésie, alors que l'armée indonésienne a été accusée d'atteintes systématiques aux droits humains. Ces armes sont peut-être utilisées actuellement par l'armée à Aceh. Au moins 20% des garanties de crédit à l'exportation officielles*

sont actuellement accordées pour des commandes militaires, encourageant ainsi les expéditions internationales d'armements – notamment vers l'Indonésie, la Jordanie, la Turquie, le Venezuela et la Corée du Sud, où les forces armées ont des antécédents contestables en matière de droits humains. Au cœur de l'Europe de l'Ouest, les Pays-Bas sont un pays de transit important, en particulier à travers le port de Rotterdam (le plus grand port maritime au monde) et l'aéroport de Schiphol (le quatrième aéroport européen). Il y a peu de contrôle ou d'information sur le volume du transit des équipements militaires. Contrairement à leurs politiques d'exportation restrictives, les Pays-Bas permettent toujours le transit d'armes vers des pays qui ne se conforment pas au Code de conduite de l'UE, tout particulièrement Israël.»

En ce qui concerne le sens du «compromis», qui serait incarné par le système de la «pilarisation» que nous expliquerons plus loin, il s'agit d'une vaste blague. En fait de compromis, on a affaire à un processus très sophistiqué de cooptation des élites (on appelle en néerlandais les notables des *regenten* du nom des régents qui gouvernaient les villes au XVI^e/XVII^e siècles) et d'arrangements entre les chefs des communautés religieuses puis des partis, le tout en secret dans les coulisses du pouvoir.!

Enfin, ce qui concerne l'égalité hommes-femmes, cette référence à une «néerlanditude» féministe est plutôt douteuse quand on sait que jusqu'en 1954, dans la fonction publique, et jusqu'au début des années 60, dans le secteur des services, on licenciat les femmes qui se mariaient... De plus, la majorité des femmes ne travaillaient pas encore pendant les années 50, et restaient à la maison pour faire des enfants et s'occuper des tâches ménagères. Il a fallu attendre 1973 pour que le Parlement vote une loi interdisant aux employeurs de licencier leurs employées à l'occasion de leur mariage ou d'une grossesse. Et 2004 pour que l'on envisage de supprimer les subventions accordées à un parti monarchiste et protestant, le SGP (Staatkundig Gereformeerde Partij, Parti politique calviniste), qui s'opposait à ce que des femmes exercent des responsabilités dans leur mouvement. Là aussi, il y a loin des belles paroles à la réalité.

D'ailleurs les militants du groupe De Fabel van de illegaal (aujourd'hui dans le groupe Doorbraak) combattent cette vague chauvine en rappelant sans cesse, dans leurs publications, non seulement le passé colonial et le présent post-colonial des Pays-Bas, mais aussi en critiquant les connivences et les passerelles idéologiques entre les écologistes, l'extrême gauche (le SP) ou les altermondialistes, d'un côté, et les thèmes défendus par la classe dominante néerlandaise et ses chiens de garde dans les médias, de l'autre.

1. Ce mot n'a d'ailleurs rien de «typiquement néerlandais» puisqu'il est d'origine turque, *tulban*.

Le pays de la «tolérance» ?

En général quand on parle des Pays-Bas, on a l'impression qu'il s'agit, du moins depuis les années 60, d'un pays très libéral, au sens de libertin voire de libertaire. D'ailleurs récemment, sur Radio libertaire, un animateur matinal a tranquillement expliqué aux auditeurs qu'il «respirait (*sic*) la liberté» quand il allait fumer un joint dans un coffee shop néerlandais ! En dehors de la vente libre de drogues douces, d'autres clichés circulent comme ceux concernant la liberté de l'avortement, l'absence de préjugés vis-à-vis de l'homosexualité, de la pornographie, de la prostitution (les sinistres vitrines), le mariage homosexuel, les facilités accordées à l'euthanasie (qui aboutissent d'ailleurs à une situation très dure pour les vieux dans les maisons de retraite), ou le multiculturalisme.

Et si l'on remonte plus loin dans le temps, dès le XVII^e siècle les Pays-Bas sont apparus comme un pays où les individus persécutés pour leurs convictions religieuses (les catholiques, les juifs, voire certaines minorités protestantes dissidentes), les anticléricaux ou les écrivains et penseurs persécutés (Descartes, Erasme, Spinoza) trouvaient asile ou pouvaient se faire éditer plus facilement que nulle part ailleurs en Europe.

Selon certains historiens ou hommes politiques néerlandais, la société néerlandaise aurait toujours été «tolérante», c'est notamment la thèse de Frits Bolkestein dans *Les identités néerlandaises*. En fait, la société autorisait les membres des religions persécutées à venir se réfugier aux Pays-Bas à condition qu'ils forment une communauté fermée obéissant à de strictes lois religieuses formulées par les plus orthodoxes et les plus réactionnaires. En clair, les juifs ou les catholiques qui se réfugiaient aux Pays-Bas devaient obéir aux principes religieux orthodoxes de leur communauté.

Comme l'explique un historien néerlandais, la tolérance ne signifie pas le respect. C'est une attitude que l'on adopte quand on n'a pas le choix et qu'on ne peut ni convaincre ni éliminer l'autre. On tolère ce qu'on voudrait dénoncer, mais cela ne signifie pas du tout que l'on respecte pas ce qui est toléré. Ou comme l'explique un autre historien : la tolérance «consiste à prendre ses distances vis-à-vis d'autrui, plutôt qu'à s'intéresser à ses convictions et à ses idées». Voilà qui remet un peu les pendules (néerlandaises) à l'heure (de la norme capitaliste moderne).

«Pilarisation» et «dépilarisation» de la société

Du XVII^e siècle au milieu des années 1960, la société néerlandaise a été, divisée entre plusieurs communautés religieuses puis politiques. Comme aucune communauté n'arrivait à triompher de l'autre, elles ont fini après la Première Guerre mondiale par établir des règles de coexistence pacifique, règles qui se sont plus ou moins perpétuées jusqu'à aujourd'hui.

Les deux premières grandes communautés regroupaient les protestants et les catholiques, puis de façon très minoritaire les juifs au XVII^e siècle, ensuite au XIX^e siècle les libéraux (qu'on appellerait en France les républicains laïques ou les agnostiques humanistes), et enfin les sociaux-démocrates.

C'est en 1848 que les Pays Bas adoptent la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais cette mesure n'a pas grand rapport avec la loi sur la laïcité de 1905 en France. En fait, la constitution de 1848 reconnaît l'égalité des groupes confessionnels devant la loi. Cette reconnaissance était en effet importante pour les catholiques (38% de la population au XIX^e siècle) qui étaient traités comme des citoyens de seconde zone. Ils devaient être discrets, ne pas troubler l'ordre public, ne pas faire de processions religieuses, ni avoir des églises «ostentatoires» (cela ne vous rappelle rien... ?), ni faire sonner les cloches pour ne pas gêner les protestants. Ils n'avaient pas le droit d'être fonctionnaires, etc.

La «pilarisation»

La période 1917-1967 marque l'apogée de la «pilarisation» (que l'on appelle aussi «cloisonnement», «compartmentation», et que certaines mauvaises langues qualifient même d'«apartheid confessionnel» avant la fin du XIX^e siècle) de la société néerlandaise. Ce processus, selon ses partisans, aurait permis une certaine «mobilité verticale». Selon C. de Voord, l'émancipation de chaque pilier «jouait au profit des groupes et non des individus, soumis en contrepartie à un très fort contrôle social au sein de leur *zuil*» (pilier). Comme l'écrit un analyste : «Chaque pilier accompagne l'individu depuis le jardin d'enfants jusqu'aux pompes funèbres.» Mais un dicton néerlandais affirme aussi, à propos des communautés, «L'isolement fait la force» et un célèbre écrivain néerlandais a vanté la «distance qui n'attire pas les ennuis». Tout un programme pour une société présentée comme un modèle de tolérance !

«Piliers» et nationalisme

Il faut souligner un autre aspect : l'influence de ce système de compartimentation sur la création d'une forme particulière de nationalisme. Selon C. de Voogd (qui n'est pas du tout un antinationaliste) : «le cloisonnement reposait également sur des valeurs communes à tous les groupes sociaux. Les "piliers" supportaient un toit abritant toute la nation néerlandaise, dont les matériaux étaient un patriotisme, un moralisme et un civisme partagés par tous».

Religions, hiérarchie et passivité

La société néerlandaise s'est structurée suivant des divisions fondamentalement religieuses qui se sont traduites sur le terrain politique au point que le premier parti politique protestant (créé en 1879) s'appelait le Parti contre-révolutionnaire – tout un symbole.

Comme l'explique C. de Voogd, cette structuration en piliers s'est faite selon un très fort principe hiérarchique et – ajouterons-nous – contre-révolutionnaire dans toutes ses dimensions

– «chez les catholiques, les évêques n'hésitaient pas à intervenir pour assurer la discipline sociale et politique des fidèles»,

– «chez les protestants et les libéraux» s'exerçait «l'ascendant traditionnel de la bourgeoisie urbaine»,

– et chez les socialistes «la discipline de parti» et le «prestige des leaders».

Bref, conclut l'historien, «tout concourait à ce respect de l'autorité» – indispensable au bon fonctionnement de la société capitaliste, ajouterons-nous.

Aucun militant révolutionnaire ne s'étonnera des conséquences et des bases d'un tel système : «passivité des masses, respect des autorités, monopole du jeu politique par les élites, ignorance entretenue des autres groupes sociaux» (C. de Voogd)

Les effets concrets de la «pilarisation»

Pour comprendre ce qu'a pu signifier cette «pilarisation», nous allons citer un certain nombre d'exemples qui montreront à quel point les Pays-Bas ont eu une histoire différente de celle de la France, en ce qui concerne les questions religieuses.

– Les écoles étaient organisées au départ sur une base confessionnelle et financées par l'Etat. Ce qui signifie par exemple qu'il y avait des manuels d'histoire protestants et catholiques et que l'on n'apprenait pas la même chose sur l'histoire des Pays-Bas suivant le choix éducatif que l'on opérait ; heureusement les écoles publiques connaissaient plus de mélanges, même si elles ne regroupaient qu'un tiers des élèves en 1940. Au XIX^e siècle, donc au commencement de l'instruction publique, c'était l'inverse puisqu'il y avait 2 800 écoles publiques sur 3 800.

Mais encore aujourd'hui les parents peuvent demander des cours religieux pour leurs enfants dans les écoles publiques. De plus, dans beaucoup d'écoles primaires et secondaires publiques, on dispense des cours d'orientation sur les «grands courants spirituels» pour promouvoir la fameuse «tolérance». On notera que les propositions de Régis Debray et de beaucoup d'universitaires «spécialistes des religions», soutenues par les différentes Eglises en France, vont exactement dans le même sens.

– Au XIX^e siècle les catholiques ont créé des banques, des syndicats, des coopératives agricoles, des conservatoires de musique, etc., sur une base confessionnelle et évidemment les protestants les ont imités. «Un bon catholique s'adressait de préférence aux commerçants et aux artisans de sa confession, qui eux-mêmes recrutaient une main d'œuvre coreligionnaire.» (C. de Voogd).

– «En 1964, 90% de l'électorat du KVP [parti catholique] étaient des catholiques pratiquants, et inversement 84% des catholiques votaient KVP, tout comme 81%

des membres du syndicat confessionnel NKV (anciennement KAB). La société KRO comptait parmi ses auditeurs et spectateurs 89% de catholiques.» (C. de Voogd)

– Il est intéressant de souligner que le poids de la religion était tel au XIX^e siècle que «la section néerlandaise de la l'Internationale [l'AIT, la Première Internationale] adopta un profil bas et un programme vague» (C. de Voogd) ; quant au premier syndicat significatif regroupant des travailleurs qualifiés (typographes, ouvriers du diamant, la Fédération Générale des travailleurs des Pays-Bas (ANWV) créée en 1871, elle «écarta toute référence au socialisme et se concentra sur les aspects matériels et éthiques de la condition ouvrière : temps de travail, protection des enfants, éducation et élévation morale. Cette orientation la rapprocha des libéraux les plus ouverts à la question sociale» (*Idem*).

– Les Néerlandais se mariaient à 95% avec un partenaire de la même religion, et avaient peu de relations sociales avec des individus d'autres religions puisque les scouts, les associations sportives, les fanfares, les bibliothèques, étaient aussi organisés sur une base confessionnelle. Et cela a duré jusqu'au début des années 1960 !

– Les universités ont été confessionnelles jusqu'en 1923.

– Les partis politiques étaient au départ confessionnels (donc soit catholiques, soit protestants). Avant la Seconde Guerre mondiale 90% des catholiques votaient pour le parti catholique. Puis sont apparus les libéraux (appelés aussi «neutres») et les socialistes, chacun formant de ces courants un des 4 principaux piliers ou compartiments (*zuilen*) de la société néerlandaise.

À ces quatre piliers certains historiens proposent d'ajouter 2 mini-piliers, le pilier juif avec ses écoles et ses organisations communautaires (en grande partie détruites par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, puisque 100 000 Juifs furent déportés et assassinés) et le pilier communiste (stalinien donc) très minoritaire, sauf pendant les quelques années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale (10 députés en 1945 mais 6 en 1952 et plus que 3 en 1959).

Encore aujourd'hui il existe des partis dont la référence est le christianisme (le CDA, par exemple) En 2005, le CDA a longuement discuté pour s'avoir s'il pouvait accepter des adhérents... musulmans. Quant à Bolkestein, il est un des fervents défenseurs de l'idée que l'Europe a des «fondements chrétiens».

– Les temps de parole à la radio puis à la télévision publique étaient partagés suivant les quatre principaux «piliers» (protestants, catholiques, libéraux et socialistes) et le nombre d'adhérents de leurs associations d'auditeurs, associations qui existent encore. Aujourd'hui, par exemple, il existe un réseau de télévision islamique financé par l'Etat depuis le début des années 1980. Et des heures sont attribuées plusieurs fois par semaine aux imams, aux prêtres, aux rabbins, aux pasteurs, sur le réseau public de radio et de télévision.

– En 1954, l'Eglise catholique interdisait encore à ses fidèles, sous peine de refus des sacrements, l'adhésion à un syndicat socialiste, la lecture de journaux socialistes, l'audition de programmes de radio et la participation à des rassemblements socialistes !

– Jusqu'en 1986, donc il y a un peu plus d'une vingtaine d'années, l'Etat subventionnait la construction des lieux de culte. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, mais les associations musulmanes peuvent obtenir des subventions si elles peuvent prouver qu'elles contribuent à «l'intégration» des fidèles.

– Encore aujourd'hui l'ouverture de l'année parlementaire reçoit la bénédiction non seulement du clergé protestant, et catholique mais aussi de prêtres hindous et musulmans

Cette division de la société néerlandaise en 4 «piliers» fondamentaux, 2 piliers religieux (protestants et catholiques) et 2 piliers non religieux (les libéraux et les socialistes), a influencé la façon dont les élites dirigeantes ont déterminé la place qu'elles voulaient donner – ou ne pas donner – aux nouveaux arrivants depuis les années 70 et surtout aux dits «musulmans».

Dans le système néerlandais, traditionnellement, les notables se sont toujours arrangés pour trancher les grandes questions politiques. Pour eux les questions liées à la famille, au mariage, à l'éducation, au travail ou à la propriété devaient se régler au sein des quatre piliers, l'Etat n'intervenant qu'un minimum. En fait, chaque pilier était, comme le dit un historien, une sorte d'«île autonome», avec tout ce que cela suppose de mentalité particulière, voire séparatiste.

La «dépillarisation» : causes et conséquences

Le processus de «dépillarisation», ou de «décompartimentage», a commencé à partir des années 60. Il avait été précédé par un combat minoritaire mené par le Parti du travail (un parti «socialiste» qui avait abandonné la lutte des classes, reconnu la monarchie, etc, avant la Seconde Guerre mondiale) puis par Démocrates 66, parti social-libéral ou démocrate-libéral. Le fait que les pratiques religieuses chrétiennes aient considérablement reculé a certainement joué un rôle, même si les Néerlandais sont «culturellement chrétiens» comme les Français sont «culturellement catholiques». Il faut signaler que l'Eglise catholique a connu une crise très importante à peu près à l'époque du Concile Vatican II.

Mais les Provos et plus généralement les mouvements de révolte de la jeunesse des années 60 contre toutes les formes d'autorité, donc aussi contre la monarchie et le système des piliers, l'ont aussi beaucoup affaibli.

Si la Constitution de 1983 donne la priorité à l'individu et non plus au collectif religieux ou philosophique, en même temps un texte du programme gouvernemental de la même année concernant les minorités ethniques reconnaît que «la religion a des vertus structurantes et civiques car elle permet de renforcer la dignité et de stimuler l'émancipation des immigrés et de leurs descendants» ! On voit donc que ces questions sont loin d'être claires et tranchées.

Aujourd'hui, 40 à 60% des Néerlandais ne revendiquent aucune appartenance religieuse. Seulement 21% des Néerlandais se disent protestants.

Sur la question des rapports entre religion et identité nationale, on peut distinguer deux positions opposées :

1) les Pays-Bas ont toujours été un pays d'immigration (catholiques, juifs, Flamands protestants des Pays-Bas du Sud) – c'est la version de Bolkestein par exemple ; on pourrait croire que cela inciterait les politiciens qui partagent cette vi-

sion à accueillir à bras ouverts les «musulmans» aux Pays-Bas, mais ce n'est pas du tout le cas ;

2) une position plus réaliste, du moins à mon avis : les Pays Bas deviennent vraiment un pays d'immigration après la Seconde Guerre mondiale, et surtout depuis les années 70. Et cela n'a été reconnu officiellement par l'Etat néerlandais qu'en 1998.

Les Pays-Bas ne sont pas du tout dans la même situation qu'en France, pays d'immigration depuis un siècle, même si, ici aussi, les élites dirigeantes françaises ne l'ont reconnu timidement qu'à la fin du XX^e siècle – et encore pas toutes. Mais le fait de le reconnaître officiellement n'est qu'un minuscule premier pas.

Les Pays Bas, ex-puissance coloniale, sont devenus un pays d'immigration

Même si les Pays-Bas n'ont jamais eu un empire aussi important que la France ou la Grande-Bretagne, ils ont eu leur siècle d'or (à l'époque ils étaient la plus grande puissance maritime du monde avec 14 000 navires contre 4000 à la France et 5000 à l'Angleterre). Et ils ont tenu sous leur coupe l'Indonésie jusqu'en 1948, le Surinam jusqu'en 1975 et une partie des Antilles jusqu'à aujourd'hui.

«Le système des cultures créé en 1830 imposa [aux indigènes] de consacrer un cinquième de leurs terres et de leur temps de travail aux cultures d'exportation (thé, café, épices) livrables à l'Etat néerlandais. Grâce à ce système de travail forcé, dès 1831, l'exploitation de la colonie redevint bénéficiaire (...) Chaque année les revenus [de l'Indonésie] contribuaient pour un cinquième du budget de l'Etat».

Cette exploitation se faisait bien sûr au nom de la civilisation et de la morale. C'est ainsi que E.H. Kossmann écrit «L'impérialisme éthique (*sic*) était un succès économique pour la mère patrie» et que C. de Voogd commente, sans rire : «La politique éthique (*sic*) fut l'une des premières manifestations de cette aptitude au consensus, dont les Néerlandais ne devaient cesser de faire preuve jusqu'à nos jours et qui forme, au regard de l'apparente vigueur des oppositions de principe, l'un des plus curieux paradoxes de la mentalité nationale.» Difficile de trouver une description plus claire de la bonne conscience coloniale et néocoloniale aux Pays-Bas – comme dans tous les pays qui en exploitent d'autres directement, ou indirectement.

La guerre coloniale d'Indonésie a donné lieu à la même situation que celles des harkis en Algérie puisque les 35 000 Moluquois (les Moluques sont des îles de l'archipel indonésien) ont servi en Indonésie de supplétifs de l'armée néerlandaise lors de la guerre d'Indépendance de 1945-1948. Ils ont donc dû venir vivre aux Pays-Bas en 1948 puisqu'ils avaient fait le mauvais choix. Pour les remercier, l'Etat néerlandais a commencé par les mettre dans les ex-camps de concentration qu'avaient utilisés les nazis, puis il leur a distribué beaucoup d'aides sociales et peu de travail (du moins, selon Ian Buruma qui ne semble guère s'en réjouir). Apparemment, ils se sont intégrés tant bien que mal dans la société néerlandaise, si l'on en juge par le taux de mariage hors communauté : plus de 40%. Mais cela ne s'est pas passé non plus sans violence, puisqu'un groupuscule (le Front de libération moluquois), dans l'incapacité de se faire entendre par d'autres moyens, a procédé à des prises d'otages en 1975 et 1977, qui se sont terminées par plusieurs morts à chaque fois. Les Moluquois ne représentaient qu'une petite partie des Néerlandais-Indonésiens ou des Néerlandais qui ont émigré aux Pays-Bas entre 1945 et 1964.

La seconde vague d'immigration a eu lieu après l'indépendance du Surinam en 1975 : un tiers de la population est partie, il s'agissait d'une émigration économique de gens pauvres. 308 000 Surinamiens vivent aux Pays-Bas (et 450 000 au Suri-

nam aujourd'hui) mais, selon Ian Buruma, il y aurait 30% de chômeurs, soit dix fois plus que les «Souchiens» néerlandais. Si c'est vrai, ce n'est pas le signe d'une «intégration réussie», mais d'un racisme persistant à leur égard. Les optimistes mettent en avant qu'il y aurait 40% de mariages avec des «autochtones».

La troisième vague d'immigration, celle des Turcs et des Marocains durant les années 70, est celle qui a provoqué le plus de débats politiques et continue à en susciter.

La quatrième vague d'immigration, celle des années 80, a vu arriver 115000 Néerlandais des Antilles (Aruba, Bonaire, Curaçao). Et la cinquième vague, dans les années 90, a concerné surtout des demandeurs d'asile (200 000).

Donc pour résumer la situation à l'aide de quelques chiffres, les Pays-Bas comptent 16 millions d'habitants avec 17 «minorités ethniques» et 3 millions d'«allochtones» dont certains n'ont pas la nationalité néerlandaise

920 000 «musulmans», dont 328 000 Turcs et 296 000 Marocains.

65 000 Tunisiens

16 000 Pakistanais

309 000 Surinamiens

117 000 Antillais (qui ont la nationalité néerlandaise)

200 000 réfugiés dont 35% seulement ont pu trouver un emploi. On peut les répartir grosso modo selon leur pays d'origine : Yougoslavie : 71 000, Irak : 38 000, Somalie : 30 000, Afghanistan : 26 000, Iran : 25 000.

Situation des «musulmans»

Apparemment, selon certains sociologues, les Turcs ont réussi, grâce à leurs associations, grâce aussi à la politique multiculturaliste des Pays-Bas, grâce à leurs traditions commerciales, à leurs origines plus citadines, ils ont réussi, donc, à trouver plus ou moins une place dans la société néerlandaise. Sur le plan religieux ils sont bien organisés puisqu'ils contrôlent 206 mosquées sur 453.

Par contre, les Marocains (92 mosquées sur 453) de la «première génération», en majorité d'origine berbère, très souvent illettrés et venant de petits villages, ont eu plus de mal à trouver leur place. Et ce sont surtout ceux de la «deuxième ou de la troisième génération» (donc des Néerlandais) qui sont au centre de toutes les polémiques et des attaques, de la gauche antimulticulturaliste (qui est favorable – comme les chevènementistes français – à un usage positif du nationalisme) à l'extrême droite. On les accuse de ne pas vouloir étudier à l'école, de traîner dans les rues, de considérer les Néerlandaises comme des filles faciles, de vivre de petits délits, bref vous connaissez la chanson des xénophobes et des racistes, c'est la même partout en Europe ou aux Etats-Unis.

Certains «spécialistes» citent des statistiques loufoques suivant lesquelles 33% des «suspects» seraient nés à l'étranger ! D'autres affirment que 55% des prisonniers seraient, eux aussi, nés à l'étranger mais ces statistiques ne veulent rien dire, puisque l'immigration illégale est un crime aux yeux de la loi. D'ailleurs, on sait bien que les «allochtones» (en français, on dirait les «basanés») sont toujours plus arrêtés et condamnés que les «Blancs» dans les sociétés occidentales. À crime ou délit similaire, les «allochtones» sont toujours condamnés plus souvent et à des peines

plus lourdes que les autochtones. Un sociologue a calculé que, pour les jeunes, la différence était de 53 jours de prison supplémentaires pour la même infraction quand elle est commise par un allochtone.

Par contre, il est exact que c'est parmi la communauté marocaine que les islamistes ont essayé de recruter soit des jeunes pour aller se battre en Afghanistan et en Tchétchénie, soit des soutiens logistiques pour le GIA, pour la Résistance irakienne, etc. C'est de cette communauté que vient le meurtrier de Theo Van Gogh assassiné en novembre 2004. C'est aussi parmi cette communauté marocaine que les fondamentalistes musulmans ont essayé de faire du prosélytisme non seulement pour le hijab mais aussi pour la burqa, même si cette dernière reste statistiquement très minoritaire (une centaine dans le pays, paraît-il) (1).

Certains spécialistes pensent que les musulmans se sont servis du système des 4 piliers (catholiques, protestants, socialistes et libéraux) pour en quelque sorte chercher à devenir le 5^e pilier de la société néerlandaise. C'est même ce que Job Cohen, le maire travailliste d'Amsterdam, a proposé aux musulmans, et qui a provoqué un énorme scandale.

Quoi qu'il en soit, puisque l'enseignement confessionnel était – et est toujours – financé par l'Etat aux Pays-Bas, les musulmans ont créé des écoles maternelles, collèges et lycées musulmans financés par des fonds publics ; il existe aussi deux universités islamiques financées par des fonds étrangers, etc. Certaines associations musulmanes ont aussi réclamé (comme en France) la non-mixité dans les cours de sport, le droit à porter le voile dans la fonction publique, le droit à l'abattage rituel toute l'année, mais ils n'ont pas obtenu satisfaction.

Par contre les musulmans ont obtenu beaucoup de droits dont ils ne disposent pas en France ou qu'ils ont du mal à mettre en œuvre :

- la possibilité de prendre des jours de congé pour des motifs religieux,
- l'enseignement coranique est autorisé dans les écoles publiques, mais ce n'est nullement un «privège» puisque toutes les religions jouissent de ce droit,
- l'appel public à la prière est autorisé une fois par jour (et il peut être amplifié le vendredi et pour les fêtes religieuses),
- l'égorgement rituel seulement une fois par an (le reste du temps l'animal doit être anesthésié),
- les enseignantes sont autorisées à porter le hijab dans les écoles publiques... tout comme les gardiennes dans les prisons !
- le droit de prier sur le lieu de travail, notamment pendant le Ramadan,
- il existe des «aumôneries» musulmanes dans les prisons et les hôpitaux,
- le droit de construire des mosquées (500 en tout) beaucoup plus facilement qu'en France.
- le droit – au nom de la liberté d'expression – de tenir des discours homophobes (cas de plusieurs imams). La justice a considéré qu'ils avaient tenu ses propos en fonction d'une «interprétation de leur foi» et que les juges n'avaient pas à se mêler de questions religieuses.
- Et bien sûr de nombreuses subventions aux associations, aux médias, aux écoles musulmanes.

De fait une bonne partie des «musulmans» (ou plutôt ceux que l'Etat néerlandais classifie de cette façon) habitent de plus en plus dans des quartiers où ils vivent entre eux, car il s'est passé à peu près la même chose que dans les HLM françaises. Les «autochtones» (les Néerlandais «de souche») sont partis dans d'autres quartiers, et les zones d'habitation les plus pauvres sont progressivement devenues des zones d'«allochtones». Les écoles ont suivi le même chemin, on est passé d'écoles «blanches» à des écoles «noires» (c'est le terme administratif officiel !), donc de fait ethniquement séparées, comme le reconnaît cyniquement le vocabulaire technocratique ou politique. Et la méfiance et l'intolérance des Néerlandais n'ont fait que croître avec ce processus de ségrégation toléré ou encouragé par les municipalités. Apparemment 90% des Turcs et des Marocains choisissent leur conjoint dans leur pays d'origine. Mais, quand on cite ce type de chiffres, il faut aussitôt préciser que la plupart des Néerlandais préfèrent se marier avec un conjoint «batave» – en clair, bien «blanc». Le multiculturalisme a eu pour conséquence d'aider à l'islamisation des «musulmans» turcs et marocains, le deal étant qu'ainsi les religieux feraient régner l'ordre dans les quartiers, une idée que partage aussi le président Sarkozy.

Cette ségrégation silencieuse a été accompagnée par un processus de «communautarisation» voulu par les éléments les plus religieux des communautés turques et marocaines. Ils gagnaient ainsi la possibilité de devenir les intermédiaires et les représentants de ces communautés, d'exercer, selon une vieille expression néerlandaise, la «souveraineté dans leur propre groupe». Mais ce fragile «cinquième pilier» musulman naissant, la Droite, la Gauche et le Centre vont rapidement chercher à l'abattre après avoir contribué à l'ériger. Le multiculturalisme a en fait surtout servi à donner de bonnes raisons aux Néerlandais pour qu'ils ne se mélangent pas avec les autres populations dites «allochtones».

En dehors du racisme institutionnel, qui a marginalisé une partie des Marocains et des Turcs, il faut signaler aussi en même temps la formation d'une petite-bourgeoisie marocaine et turque composée de travailleurs sociaux, assistantes sociales, fonctionnaires locaux chargés de distribuer des subventions. Tous ces gens-là se sont heurtés au plafond de verre qui existe dans la société néerlandaise comme dans la société française. D'où parfois de grosses frustrations et un retour vers la religion de leurs pères.

Notes

1. Incidemment le fait même que des «spécialistes» recensent le nombre de burqas dans les rues montre à quel point le contrôle social et policier est étendu, et jugé légitime. On imagine mal un sociologue sérieux recenser le nombre d'adolescentes portant une minijupe ou d'hommes portant des bottes. La burqa est, bien sûr, beaucoup plus qu'un simple attribut vestimentaire, c'est une prison de tissu, mais si l'on souhaite lutter contre l'intégrisme religieux et les traditions patriarcales, il vaudrait mieux s'intéresser à ce que pensent les femmes que de se focaliser sur leur tenue.

On est tombé dans le même piège en France à propos des discussions sur le hi-

jab, symbole politico-religieux notamment au Moyen et au Proche-Orient, mais qui a été apparemment utilisé par des adolescentes et des jeunes femmes aux idées très confuses et étonnamment ignorantes de la diversité des courants au sein de l'islam voire même ignorantes du contenu du Coran. À ce sujet, on lira avec profit *Des filles voilées parlent*, ouvrage édité par La Fabrique et leurs soutiens athées. Ces gens de gauche, voire d'extrême gauche (deux sont membres de la LCR), ne connaissent rien à l'islam (ou alors ils se sont tus par opportunisme politique), en tout cas c'est ce qui ressort de leurs questions et de la préface du livre qui se contente de dénoncer – justement – le racisme dont ces jeunes femmes ont été victimes sans aller plus loin, et sans relever les innombrables contradictions qui parsèment ces témoignages par ailleurs très émouvants. On voit ici un éditeur de gauche (Eric Hazan) procéder, sur une question politique, aux mêmes procédés que la télé-réalité : il joue sur l'émotion et l'indignation des lecteurs (réelles face aux innombrables brimades dont été victimes ces jeunes femmes) pour mieux échapper aux questions politiques qui dérangent : la religion est-elle une forme d'obscurantisme ? l'islam est-il une religion monolithique ou comporte-t-il une pluralité d'interprétations ? Dans ce cas, certaines interprétations ne sont-elles pas plus intéressantes et plus progressistes que d'autres ? etc.

France et Pays-Bas : «problèmes» communs et solutions réactionnaires similaires

La situation des Pays-Bas depuis 1982 est très proche de celle de la France depuis quelques années et notamment depuis 2007.

D'ailleurs, sur le Net, on trouve toute sorte de rapports d'économistes qui cherchent à expliquer comment les Pays-Bas auraient réussi miraculeusement à diminuer le chômage alors qu'ils avaient un taux de 13% (sans compter les 13% d'«inaptes au travail») au début des années 80 et qu'il est aujourd'hui de 6% (mais deux fois plus faible pour les Néerlandais «de souche» que pour les «étrangers»).

Ce qu'il y a d'intéressant c'est que les recettes appliquées aux Pays-Bas depuis 1982 sont très proches du programme de l'UMP. Et cela est parfaitement normal, si l'on replace les questions du chômage dans un cadre plus large.

Depuis les chocs pétroliers de 1973-1974 et 1979-1980, le chômage ne fait qu'augmenter en Europe. Le milieu des années 70 (le premier choc pétrolier), c'est aussi le moment où, aux Pays-Bas comme en France, on stoppe officiellement l'immigration tout en autorisant le regroupement familial et, en principe, «l'accueil» des réfugiés politiques (de façon beaucoup moins «généreuse» en France qu'aux Pays-Bas, même si les camarades du groupe De Fabel van de illegaal critiquent aussi sévèrement la politique d'accueil de plus en plus restrictive des réfugiés politiques, voire leurs expulsions vers des dictatures).

Offensive contre l'immigration et intégration forcée

Donc, à partir du milieu des années 70, on a vu deux phénomènes concomitants : d'une part l'immigration de travail (pour simplifier : les célibataires), qu'on appelait les «travailleurs invités» (expression technocratique qui marquait bien leur statut provisoire), se transformer en une immigration familiale ; d'autre part, la question de l'immigration, surtout de l'immigration musulmane, est devenue progressivement un enjeu politique central en France comme aux Pays-Bas. Et tout cela bien avant le 11 septembre 2001.

Aux Pays-Bas il y a eu une montée en puissance de la xénophobie à partir du début des années 90. Cette offensive a été menée par la Gauche, le Centre et la Droite, exactement comme en France.

Cela a commencé par une campagne de l'extrême droite qui n'a obtenu que 3% des voix dans les années 1980. Il s'agissait des Démocrates du centre et de leur dirigeant Janmaat

En 1991 Frits Bolkenstein écrit un article pour expliquer que l'islam prônerait, selon lui, des «normes et des valeurs incompatibles» avec la société néerlandaise.

A partir de 1998, la WIN (loi relative à l'intégration des «nouveaux venus») oblige tout «nouvel immigrant» à souscrire à une «étude d'intégration» pour savoir s'il a besoin de cours de néerlandais, d'orientation sur la société néerlandaise et accessoirement de cours d'orientation professionnelle. Ces cours sont obligatoires sous peine de sanctions financières sur les allocations chômage, etc.

En 2000 Paul Scheffer (ancien maoïste devenu social-démocrate) publie un article – qui deviendra célèbre – sur «le drame multiculturel» : il y souligne que le chômage des jeunes «Marocains» et «Turcs» est trois fois supérieur à celui des «autochtones», mais il les rend responsables de cette situation tout en dénonçant en quelque sorte l'«angélisme de la gauche», comme dirait Sarkozy. «Nous vivons aux Pays-Bas les uns à côté des autres sans nous rencontrer, chacun a son café, son école, ses idoles, sa musique, sa foi, son boucher et bientôt sa rue et son quartier.» Il «oublie» d'expliquer que ce système de ségrégation «culturelle» a été mis au point par les «Blancs bataves» et non par les immigrés venus travailler aux Pays-Bas.

En mai 2002 Pim Fortuyn est assassiné par un écologiste. Chef d'un parti rassemblant des investisseurs immobiliers, des publicitaires, un ex-DJ, etc., Fortuyn vendait de «la nostalgie d'une Hollande qui n'a jamais existé», selon Ian Buruma. Ses trois thèmes principaux étaient l'«arrêt de l'immigration», la «néerlandisation de la société» et une «réforme politico-administrative» (en clair, la lutte contre la bureaucratie des fonctionnaires jugée envahissante). Il s'attaquait bien sûr au système fiscal jugé trop lourd et à la protection sociale jugé trop généreuse. Tout comme Le Pen, il attaquait «l'establishment», l'islam et l'Europe, avec une seule particularité par rapport à l'extrême droite française, il préférait fréquenter «les back-rooms que les églises» ! En 2002, il conquiert la majorité du conseil municipal de Rotterdam avec 34% des voix et, suite à son assassinat, son parti (la LPF) obtient 26 députés sur 150 en 2002 et 4 ministres dans un gouvernement qui durera quelques mois et dont ils sortiront discrédités. 50 000 personnes se réunissent dans un stade pour lui rendre un vibrant hommage. L'hystérie collective, spontanée ou organisée, autour de sa mort est à la fois impressionnante et consternante.

Selon Ian Buruma, Fortuyn serait celui qui a réussi à briser le consensus multiculturaliste en remettant en cause l'intégration et en introduisant cette question dans le débat politique.

En 2003, la double nationalité est supprimée par Rita Verdonk.

Des restrictions de plus en plus grandes sont apportées à l'entrée des «allochtones», par exemple l'âge pour faire venir son conjoint est relevé à 21 ans en 2004.

Les immigrés de moins de 65 ans installés de longue date aux Pays-Bas mais qui y ont fait moins de 8 ans d'études doivent suivre des cours d'intégration ou d'«acclimatation» comme disent les technocrates. Les médias ont avancé à un moment que 700 000 immigrés ne maîtrisaient pas la langue mais ce chiffre a été considérablement revu à la baisse.

En 2006, à Utrecht, la ville décide de supprimer les allocations chômage aux femmes qui portent la burqa lors d'entretiens d'embauche. Ce qui permet à Rita Verdonk, ex-directrice de prison et alors ministre de l'Intérieur, de proposer l'interdiction du port de la burqa dans les lieux publics (tout comme d'ailleurs les xénophobes républicains de gauche de Riposte laïque en France). Sa proposition sera débattue mais pas adoptée. En 2006, à Rotterdam, des camps de travail (qui durent 6 mois et sont organisés selon un régime militaire) sont pour tous les mi-

neurs en échec scolaire. De fait ils sont destinés pour l'essentiel aux Antillais et aux Marocains. Ils n'ont commis aucun délit mais sont envoyés dans ces camps simplement parce que la police les a repérés en train de «tenir les murs».

L'offensive contre l'Etat providence

En dehors de ces mesures vexatoires et répressives contre les immigrés, la bourgeoisie néerlandaise a aussi essayé de s'attaquer à tous les aspects de l'Etat providence, mais cela avec 20 ans d'avance sur les gouvernements Sarkozy.

Loin d'avoir une politique «fasciste» ou «totalitaire», la bourgeoisie néerlandaise a au contraire cherché à mobiliser l'Etat, les patrons, les partis (y compris le Parti socialiste), et les syndicats dans une grande union nationale pour sauver l'économie néerlandaise qui était en crise depuis la moitié des années 70. Et des accords dits pudiquement de «modération salariale» ont plusieurs fois été renouvelés, la dernière fois en 2002.

C'est ce qu'on appelle le fameux «modèle polder», qui, selon la légende, repose sur une culture du «compromis». En réalité, ce modèle repose sur la collaboration entre toutes les classes (un vieux classique qui n'a rien de «typiquement néerlandais»), et sur la conviction de la fin des affrontements idéologiques.

Ce modèle appliqué à partir de 1982 a des origines plus lointaines puisqu'il remonte à des pratiques inaugurées pour la reconstruction du pays après la Seconde Guerre mondiale (1/3 des richesses avaient été détruites entre 1940 et 1945). Depuis cette époque, deux organismes, la Fondation du travail et le Conseil économique et social (qui comprend 45 membres équitablement répartis entre représentants des patrons, de l'Etat et des syndicats) ont pour fonction d'organiser un dialogue permanent entre patrons et syndicats. Ils bénéficient du soutien du gouvernement (ou subissent ses pressions amicales) pour mettre au point des propositions qui sont ensuite discutées, soit dans le cadre des conventions collectives (décisives aux Pays-Bas), soit au Parlement. Plusieurs auteurs très modérés parlent à ce propos de «corporatisme» ou de «néo-corporatisme» ; en effet le système de régulation des conflits sociaux néerlandais permet que les syndicats se soumettent au bon vouloir des capitalistes et aux pressions du gouvernement, le tout dans une entente cordiale entre gens du même monde.

«Aux Pays-Bas (et en Autriche) prévaut l'idée que les familles de pensée (camps ou piliers) se sont largement dissoutes ou se trouvent au stade terminal de leur érosion. Les grands partis sont devenus, par effritement, des partis de taille moyenne. Les phénomènes d'identification à un parti se sont affaiblis», note justement un analyste.

Il est intéressant d'étudier la liste des mesures prises depuis 1982 aux Pays-Bas parce que ce sont exactement celles qui sont au cœur du programme de l'UMP :

Les femmes au boulot !

Tout d'abord une mesure spécifiquement néerlandaise, pour une fois, et qui n'avait pas de raison d'être appliquée en France, du moins à la même époque. La bourgeoisie néerlandaise a mis les femmes au travail. On considère généralement les Pays-Bas comme un pays libéral au niveau de ses mœurs, un peu comme la Suède fantasmée par les Français à une époque (à la différence que la majorité

des Suédoises travaillaient déjà dans l'industrie ou les services avant la Première Guerre mondiale). En fait, les Pays-Bas étaient un pays profondément rétrograde, machiste et religieux jusque dans les années 50 puisque jusqu'en 1954 toute fonctionnaire qui se mariait perdait automatiquement son emploi. Donc, la première mesure qu'a prise la bourgeoisie néerlandaise au début des années 80 a été de mettre les femmes au boulot, et évidemment de leur réserver des travaux peu qualifiés et surtout à temps partiel : aujourd'hui 68% des femmes travaillent à temps partiel et c'est le cas de 80% des femmes mariées qui ont un emploi. Bien sûr les spécialistes expliquent qu'il s'agit d'un temps partiel «volontaire», à grands renforts de sondages, mais dans ce cas on peut se demander pourquoi, dans une société prétendument égalitaire et non sexiste, ce serait comme par hasard les femmes qui feraient ce «choix» !

Gel des salaires

Avec le soutien des syndicats, l'Etat et les patrons ont imposé un gel puis une diminution des salaires, surtout dans le public (- 25% entre 1982 et 1996), un peu moins dans le privé (- 5%). Ils ont supprimé le lien qui existait entre les deux secteurs au niveau des augmentations de salaires. Il y a un rapport évident entre ces attaques contre les salaires et la mise au travail des femmes. Un couple avec deux salaires réduits peut survivre mais pas s'il n'a qu'une seule paie. D'ailleurs, le schéma le plus répandu aujourd'hui aux Pays-Bas, dans un couple, c'est que l'élément masculin travaille à plein temps, et l'élément féminin à mi-temps, coutumes patriarcales obligent.

Généralisation du temps partiel dans tous les secteurs.

C'est pourquoi aujourd'hui les Pays-Bas sont le pays qui compte le plus de salariés à temps partiel en Europe (37%), soit 2,5 millions sur 6,8 millions de salariés. Et qui dit temps partiel dit des semaines de 10 à 15 heures de boulot (300 000 personnes travaillent moins de 12 heures par semaine), boulots réservés aux jeunes (pour la moitié) et aux femmes. Il y a même eu, pendant une période, des contrats de «travail à l'appel» (sans mention d'aucun horaire), dont les patrons ont évidemment usé et abusé, au point que les contrats ont fini par être «encadrés juridiquement» comme disent les économistes ! Conséquence : le développement fulgurant des agences d'intérim dans toutes les professions.

«Réforme» de la fonction publique

Cela abouti à une baisse des salaires des fonctionnaires (25% entre 1979 et 1996) et à une diminution du nombre absolu des petits salariés de l'Etat. Ils ont été soumis à un contrôle croissant et à une augmentation de leur productivité. Exactement le programme de l'actuel gouvernement Fillon. Par contre, pour les cadres de la fonction publique l'Etat s'est mis à embaucher des gens en intérim, ou avec des contrats temporaires, ce qui coûte bien sûr très cher. Mais cela réduit la dette publique, et c'est tout ce qui compte.

Les conséquences ne se sont pas faites attendre :

- baisse de la qualité des services publics,
- pénurie grave d'enseignants mal payés et subissant des horaires très lourds (- de 5% du PNB est investi dans l'enseignement, pourcentage très faible, même par

rapport aux besoins de l'économie capitaliste)

– «dysfonctionnements» dans les chemins de fer, etc.

«Réformes» des assurances-chômage et invalidité

Le système social néerlandais est assez compliqué à décrire, car il mélange des institutions privées, semi-publiques et publiques, avec en plus une division complexe des tâches et des responsabilités entre l'Etat et les municipalités. Grosso modo, on peut dire que l'Etat a «dégraissé le mammoth» de ce qui correspondrait en France au Pôle Emploi. Il a sous-traité une bonne partie de leurs fonctions antérieures soit au privé soit aux municipalités, et obligé les patrons à souscrire des assurances privées pour leurs salariés.

Il existe aujourd'hui près de 600 entreprises qui prennent en charge les chômeurs et servent de bureaux de placement : en fait 10 grosses boîtes traitent 75% des chômeurs, les petites boîtes de placement travaillant surtout avec les municipalités et «gérant» des quantités beaucoup plus faibles de demandeurs d'emploi. Elles touchent 5000 € par chômeur. 2500 € à l'ouverture du dossier, et 2500 € si le chômeur trouve un boulot. Dans de telles conditions, il est évident que la boîte privée qui s'occupe d'un chômeur a tout intérêt à ce que celui-ci retrouve un boulot rapidement, comme cela elle empochera les 5000 € que lui donne l'Etat ou la municipalité.

Alors, bien sûr, on parle aux Pays-Bas, comme en France au PS et à l'UMP, de «formation tout au long de la vie» et autres attrape-nigauds, mais les boîtes privées font surtout ce qu'elles appellent du «coaching» et pas de la formation. En clair, leurs salariés harcèlent le demandeur d'emploi jusqu'à ce qu'il accepte n'importe quel boulot (pour une somme correspondant à 50% du salaire minimum soit environ 600 euros bruts ; 70% pour parent isolé, 100% pour les couples ; le temps de transport aller peut théoriquement atteindre 3 heures, soit la totalité des Pays-Bas !), en le culpabilisant, en exerçant un contrôle très strict sur ses recherches d'emploi et en évitant surtout d'investir dans une vraie formation professionnelle coûteuse qui avalerait les 5000 euros.

L'assurance maladie a été sous-traitée au privé.

Cela a commencé par une diminution progressive des cotisations patronales et une augmentation des cotisations salariales, le rapport s'établissant à 20% pour l'employeur et 80% pour l'employé. Puis on a institué un système d'assurance individuelle et privée. Conséquences : déremboursement de nombreux médicaments ; augmentation du prix des médicaments ; instauration d'une concurrence entre les médecins, les hôpitaux et les assurances privées obligatoires (compter 1 200 €/an ; et si l'on n'est pas assuré on paie des amendes) ; augmentation des frais d'hospitalisation et du coût des interventions chirurgicales ; nécessité d'attendre plusieurs mois dans les hôpitaux y compris pour les analyses, etc. Donc les pauvres (1 million aux Pays-Bas) se soignent moins et attendent d'être gravement malades pour aller à l'hôpital, ce qui coûte, plus cher, à la collectivité. Contrairement aux prévisions gouvernementales les dépenses de santé ont augmenté.

L'Etat a baissé les impôts sur les revenus et sur les sociétés.

Conséquence : les inégalités de revenus sont en hausse depuis 25 ans (les

écarts dans ce pays dit égalitaire sont au moins de 1 à 100).

Le montant du salaire minimum a été réduit.

Les «spécialistes» prétendent que, le plus souvent, les salaires effectivement payés sont supérieurs au SMIC en raison des conventions collectives, mais le plus important, pour les travailleurs, est que le nombre d'emplois à bas salaires est monté en flèche.

L'Etat a cherché par tous les moyens – et échoué – à diminuer le nombre de personnes dites «inaptes au travail» (il en existe environ 900000 aujourd'hui et c'était le même chiffre il y a 20 ans) : on impose aux «inaptes au travail» un examen médical chaque année, car la pension étant constante jusqu'à la retraite il faut à tout prix «faire des économies». L'objectif est de remettre sur le «marché» entre un tiers et la moitié des «inaptes» au travail. Mais cela n'a pas fonctionné !

La durée d'indemnisation du travail des jeunes a tout d'abord été réduite, puis on leur a imposé un job s'ils ne trouvaient pas de travail dans les 6 mois, boulot avec une paie très basse. C'est ce que l'on appelle la philosophie du «Work first» (le travail d'abord) censée remplacer celle de la «Solidarité d'abord».

Les programmes de formation ont été encouragés. Conséquence : les employeurs n'ont pas de charges à payer pendant un temps pour les personnes qu'ils forment. Cela leur permet de les licencier puis d'en reprendre d'autres pour les «former», et ainsi de suite.

Le droit de licenciement a été considérablement «réformé». Aucune indemnité n'est versée si le plan social est discuté avec les syndicats, et comme les syndicats sont particulièrement peu combatifs on imagine les conséquences de ces plans «sociaux». Les partis de droite et du centre veulent en ce moment supprimer tout contrôle administratif préventif sur les licenciements (de toute façon les salariés portaient déjà rarement plainte), plafonner les indemnités de rupture de contrat et même déduire les indemnités de rupture des frais de formation !!!

La flexibilité du travail été introduite le dimanche, ce qui a entraîné évidemment l'ouverture des magasins durant le «jour du Seigneur».

Les CDD bénéficient désormais de la plus grande flexibilité. En théorie 3 CDD successifs doivent aboutir à un CDI, mais en pratique la situation est bien différente, et les patrons, souvent avec l'accord des syndicats de l'entreprise, tournent la loi de toutes sortes de façons.

Les Postes et télécommunications ont été privatisées.

Les bourses d'études pour les étudiants ont été diminuées, ce qui les oblige à accepter des «petits boulots», voire des «mini boulots» (moins de 12 heures par semaine) ou à contracter des prêts (là aussi on voit que Mme Péresse n'a rien inventé quand elle fait l'apologie des prêts bancaires pour les étudiants).

Le système judiciaire est devenu plus sévère pour les mineurs. Les enfants des migrants sont systématiquement punis plus sévèrement que les enfants des autochtones. Il faut signaler aussi que les peines de prison sont 50% plus élevées pour eux, qu'ils sont moins souvent condamnés à des travaux généraux, que les mineurs fils d'autochtones sont plus souvent soupçonnés de vol, par exemple dans les supermarchés.

Un juge peut décider qu'une grève est illégale. Il faut négocier avant de faire grève.

Face à toutes ces mesures de régression sociale il y a au moins DEUX ASPECTS POSITIFS en dehors des grèves qui ont éclaté depuis vingt ans mais qui malheureusement n'ont jamais pris une ampleur suffisante pour stopper la restructuration de l'Etat providence :

- la baisse de la productivité aux Pays-Bas. Elle découle certes du fait que les patrons investissent peu dans les machines et les installations, mais elle est sans doute aussi le fruit de la résistance des travailleurs, notamment de ceux qui ont été contraints à accepter un emploi sous-payé, précaire, etc.

- le nombre de personnes «inaptes au travail» reste aux alentours de 900 000, une partie de ces «inaptes» étant des gens qui refusent de se faire exploiter.

Y.C.

Sources d'information

Articles disponibles sur Internet

À part 3 articles provenant du World Socialist Website (trotskyste), le rapport de Human Rights Watch, les contributions de Marie Wierink sur les Pays-Bas dans *Chronique internationale de l'IRES* (n° 36, 92, 97, 99, 108, 109 et 110), et un article de Dominique Vidal dans *Le Monde diplomatique*, presque toutes les informations disponibles sur les Pays-Bas, en anglais comme en français, sont noyées dans des textes charabiesques écrits par des spécialistes des sciences sociales dont les travaux serviront, en dernière analyse, à mieux «contrôler les flux migratoires», donc à réprimer les prolétaires «étrangers» venant s'installer ou se réfugier en Europe. En tapant sur un moteur de recherche, le lecteur intéressé les trouvera facilement.

Livres

- Christophe de Voogt, *Histoire des Pays-Bas, des origines à nos jours*, Fayard, 2005. Une histoire très utile des Pays-Bas – il n'y en a pas d'autre sur le marché ! L'auteur est très modéré politiquement, bien sûr, et ignore la lutte des classes, même si – bien malgré lui – il en décrit les effets.

- Thomas Beauvils et Patrick Duval (ouvrage collectif), *Les identités néerlandaises, De l'intégration à la désintégration*, Presses universitaires du Septentrion, 2006. Une compilation de points de vue divergents, et d'intérêt très divers, de Frits Bolkenstein (intellectuel et dirigeant de droite) à Job Cohen (maire de gauche d'Amsterdam) en passant par des spécialistes des littératures d'expression néerlandaise. L'article de C. de Voogt est très utile (du point de vue antinationaliste qui est le nôtre) car il décrit comment le roman national néerlandais a été réécrit plusieurs fois, selon les périodes et les courants politiques, et contredit totalement ce que raconte Bolkenstein dans le même ouvrage.

- Ian Buruma, *On a tué Theo van Gogh, Enquête sur la fin de l'Europe des lumières*, 2006, 289 p. L'auteur cite beaucoup de propos racistes et xénophobes (notamment au début de chaque chapitre) sans jamais dire ce qu'il en pense, ce qui est insupportable. On a l'impression qu'il est favorable à une politique beaucoup

plus répressive contre l'immigration et spécialement contre les « musulmans » et les « allochtones », ce qui ne nous le rend pas sympathique. L'intérêt de ce livre, pour quelqu'un qui ne connaît pas du tout les Pays-Bas, est qu'on apprend à mieux connaître qui étaient Theo Van Gogh, Pim Fortuyn ainsi que leurs deux assassins. On réalise à quel point les deux démagogues étaient populaires aux Pays-Bas (le culte organisé autour de ces deux crapules depuis leur mort est consternant), mais l'auteur tente de les faire passer surtout pour des provocateurs flamboyants « typiquement néerlandais », en minimisant les aspects ultraréactionnaires de leurs idées, et surtout les conséquences pratiques de leur propagande : le mur de haine qu'ils ont contribué à ériger contre les immigrés et leurs descendants naturalisés néerlandais. À signaler une piste intéressante (et qui ne concerne pas seulement les Pays-Bas) indiquée par Buruma : l'auteur montre rapidement comment les Lumières sont utilisées (manipulées en fait) par certains politiciens ou intellos de droite. Cela nous aide à comprendre pourquoi – par ignorance, par calcul et par esprit de contradiction infantile (le contraire d'une position réactionnaire est, pour ces gens-là, forcément révolutionnaire – toute une partie de la gauche anticolonialiste et de l'extrême gauche multiculturaliste a abandonné la lutte pour le matérialisme, le rationalisme et l'athéisme (cf. en France, les Indigènes de la République, le Collectif Une Ecole pour tous, les tendances de la LCR proches du SWP britannique, etc.)). Et aussi pourquoi, de l'autre côté de la barricade, on constate des rapprochements douteux entre des politiciens ou intellectuels de droite et de gauche, par exemple en France chez les « républicains laïques ».

– De Fabel van de illegaal, La Fable de l'illégalité, *Immigration et intégration forcée 1998-2008*, recueil de textes traduits de l'anglais et publiés par *Ni patrie ni frontières*, 2008, 380 p.

– *Amsterdam au XVII^e siècle*, Autrement, 230 p.

Geert Wilders et le PVV aux Pays-Bas : Le «Parti pour la Liberté» vous exclura aussi !

Cet article anonyme a été traduit (avec des logiciels de traduction automatique, donc il contient peut-être quelques inexactitudes !) du site néerlandais wilderssluitookjouuit.nl/onzevisie.html.

Dans la mesure où Wilders est régulièrement cité et soutenu en France par des nationaux-républicains comme ceux de Riposte laïque et bien sûr par l'extrême droite gauloise, il n'est pas inintéressant de connaître les véritables positions de ce sinistre et dangereux politicien dont le parti a obtenu 24 sièges sur 150 au Parlement néerlandais, aux dernières élections, et dont le programme n'est pas très éloigné de celui de l'UMP — qu'il s'agisse des «écoles de la seconde chance», de l'équation immigration = délinquance et criminalité, du féminisme étatique ou de la loi sur la burqa (1). Où l'on voit que le prétendu «sarkozysme» s'inspire beaucoup plus d'autres modèles capitalistes européens actuels, que d'un hypothétique fascisme ou de Vichy, n'en déplaise à certains gaullo-gauchistes...

En effet, Geert Wilders a proposé en septembre 2009 un «impôt sur le voile (islamique)», soit une taxe annuelle initiale de 1 000 euros «Celles qui veulent porter le hidjab (voile islamique) devront d'abord en obtenir le permis», a déclaré Wilders. «Si cette taxe était introduite, nous récupérerions enfin un peu d'argent de la part de l'islam.» «Les mosquées, les voiles islamiques, et les hommes à barbe en djellabas polluent les rues des Pays-Bas.» Le voile islamique est en outre un signe d'oppression des femmes et donc un symbole de manque de liberté, a-t-il ajouté. On trouvera une interview en anglais sous-titrée en français par exemple sur le site d'extrême droite <http://www.bivouac-id.com/billets/video-geert-wilders-les-musulmans-qui-ne-veulent-pas-sintegrer-nous-les-renverrons/> où Wilders déclare clairement que même s'il n'a rien personnellement contre les musulmans, des millions d'entre eux représentent «un problème», millions qu'il veut expulser immédiatement car ils ne veulent pas obéir aux lois des pays européens où ils vivent et auquel il souhaite retirer la nationalité, car «il est minuit moins 5 avant l'islamisation du continent européen»...

Ni patrie ni frontières

Geert Wilders et son Parti pour la liberté (PVV) se sont fait connaître par leurs déclarations virulentes contre l'islam et les «immigrés» et leurs interventions fracassantes dans le débat sur l'intégration et sur l'immigration. Wilders se présente comme le défenseur de l'identité nationale, il prétend défendre une version néerlandaise de la culture judéo-chrétienne et humaniste. (...) En réalité, son projet menace une grande partie de la population des Pays-Bas. Selon les chercheurs de la Fondation Anne Frank (qui ont publié en 2008 un article sur «L'extrême droite et le contenu discriminatoire du programme du Parti pour la Liberté»), le PVV criminalise des populations entières, en voulant les priver partiellement ou entièrement de leurs droits (1). Quel secteur de la population exactement le PVV veut-il exclure ? Si l'on examine attentivement les déclarations et les activités du PVV et de Geert Wilders, on s'aperçoit que peu de gens échappent à ces mesures d'exclusion.

Les musulmans et l'islam

Les déclarations de Wilders les plus controversées et les plus connues visent évidemment l'islam et les musulmans. «Nous en avons assez, a-t-il déclaré. Nous voulons fermer les frontières, nous ne voulons plus accepter de musulmans aux Pays-Bas, il y a déjà trop de musulmans aux Pays-Bas, il faut enlever leur nationalité aux criminels musulmans (2)».

Il est frappant de noter à quel point les mots «islam», «musulmans», «Marocain» et «immigrants non occidentaux» sont presque toujours interchangeables dans les discours de Wilders. Bien qu'il affirme ne pas être raciste et critiquer seulement le contenu de la religion musulmane, ses accusations visent directement tous ceux qui croient en Allah. L'Islam et le Coran seraient «violents», voire «fascistes», et les musulmans seraient des «criminels» et «des individus qui sèment la terreur dans les rues». Le développement de l'islam aux Pays-Bas est présenté par Geert Wilders comme une atteinte à l'identité néerlandaise sur le plan culturel, atteinte qui va déclencher une confrontation inévitable avec la population locale: «Les Pays-Bas sont sur le point de subir un tsunami islamisateur.» «Les musulmans vont envahir la société néerlandaise et contribuer à augmenter la criminalité et les nuisances, y compris dans les zones rurales. Leur intolérance et leur culture violente auront une incidence sur la société néerlandaise et affecteront le cœur de notre identité (3).»

Non seulement Wilders établit un lien direct entre la culture islamique et la criminalité, mais il prône l'arrêt de l'immigration, parce que la population «immigrée» augmenterait plus rapidement que la population «autochtone», ce qui aurait, selon lui, des conséquences graves. «Dans vingt ans, ils seront installés partout (4).»

Ce rejet de l'ensemble de la culture islamique, des musulmans et des étrangers, en raison de la menace violente qu'ils représenteraient pour la société et l'identité néerlandaises, et cet appel à expulser les immigrants ou à encourager leur retour dans leur pays natal, ne sont en fait qu'un programme raciste d'exclusion dirigé contre une grande partie de la population au nom de la culture supposée homogène du peuple néerlandais. Ayant ainsi construit une «identité» nationale fictive, le PVV veut non seulement exclure les musulmans mais aussi d'autres populations.

Les Antilles néerlandaises et la Belgique

L'identité nationale néerlandaise que prône le PVV est culturelle mais aussi géographique, et ne concerne pas seulement les Pays-Bas dans ses frontières actuelles. Le PVV a plaidé à plusieurs reprises pour l'unification de la Flandre et les Pays-Bas, dont la séparation serait, d'après lui, «artificielle» parce que les Pays-Bas et la Flandre partageraient la même «identité nationale» (5).

Le PVV veut exclure une autre partie des habitants des Pays-Bas actuels : les Antilles néerlandaises. Le PVV et notamment son député Hero Brinkman ne respectent ni les Antilles ni leurs habitants. Pour Wilders et Brinkman ce serait des «nids de délinquants», des «îles de voyous» et les hommes politiques antillais seraient «corrompus» (6).

«Le Parti pour la Liberté considère que l'homogénéité ethnique doit peser évidemment plus lourd que le tracé actuel des frontières (7).» C'est pourquoi le PVV veut exclure les Antilles néerlandaises des Pays-Bas et prône une réunification culturelle et raciale avec les Flamands.

Camps de rééducation et diplômes de sociabilité

La politique d'exclusion du PVV ne se limite pas à des critères raciaux et/ou culturels. Elle vise aussi les jeunes en difficulté qui rencontrent des problèmes à la maison et à l'école. C'est ainsi qu'en 2008 ce parti a présenté un «plan en dix points» pour la sécurité dans les établissements scolaires. Il veut créer des «écoles de la seconde chance», en fait des camps de rééducation où l'on enseignerait les vraies valeurs aux jeunes en difficulté. Les élèves qui quitteraient l'école avant l'âge seraient automatiquement placés dans ces camps (8). Le PVV veut aussi contrôler l'indépendance et l'autonomie des jeunes adultes en créant un diplôme sur les devoirs de la vie en société pour tous les jeunes de moins de 23 ans (9).

Vis-à-vis des jeunes ce n'est pas le dialogue et un accompagnement intensif que prône Wilders, mais une approche violente et répressive pour résoudre leurs problèmes. Au lieu d'offrir des chances égales à toute la jeunesse, le Parti pour la Liberté appelle à l'exclusion systématique de tout jeune qui ne trouve pas sa place à la maison ou à l'école.

Cette approche s'inscrit dans une vision plus large du PVV à propos de la délinquance et la criminalité des jeunes. Face aux multiples problèmes sociaux qui se posent, le PVV propose uniquement une politique répressive : établissements éducatifs disciplinaires, camps de rééducation, déploiement de l'armée dans certains quartiers, etc.

La façon dont Wilders a réagi face à une émeute qui a éclaté après un match de football ayant opposé des jeunes originaires du Maroc et des Pays-Bas en 2007 donne une idée de son programme:

«Les policiers doivent faire appliquer la loi au lieu d'agir comme des travailleurs sociaux multiculturalistes. Je propose donc que la loi donne la possibilité aux maires – ou éventuellement au ministre de l'Intérieur – de permettre à la police, dans le cadre du maintien de l'ordre, d'utiliser des balles réelles et de faire usage de ses armes face à de graves émeutes. Les policiers devront tout d'abord lancer aux délinquants un avertissement clair, puis se livrer à un tir de sommation en l'air, et enfin tirer sur les émeutiers, de préférence dans les jambes. Dans le cadre de cette

procédure, la loi garantira l'immunité aux policiers afin qu'ils puissent lutter efficacement contre les émeutiers, les hooligans (marocains ou pas), les dealers de crack, les militants altermondialistes, ou toute autre racaille ayant un comportement répréhensible (10)».

Les femmes

Bien que le Parti pour la liberté, dans ses discours contre l'islam, se présente comme un défenseur des droits des femmes et des homosexuels, il dévoile quand même ses préjugés sexistes et paternalistes dans certaines de ses propositions politiques. C'est ainsi que la député du PVV Fleur Agema veut retirer leurs subventions aux cliniques d'avortement. Les femmes enceintes qui voudront avorter devront payer leur IVG ce qui permettra de combattre, selon Agema, leurs «mœurs relâchées» (11). Une telle mesure représenterait une violation grave des droits pour lesquels les femmes se sont battues en versant leur sang, leur sueur et leurs larmes.

Les déclarations du PVV en faveur des droits des femmes et des homosexuels ne sont qu'un artifice rhétorique pour attaquer l'islam. Nous avons toutes les raisons de croire que ce parti s'attaquerait aussi à ces droits s'il parvenait au pouvoir.

Le parti des «citoyens ordinaires et travailleurs»

Le PVV prétend représenter les intérêts des «citoyens ordinaires, qui travaillent dur». Mais de qui s'agit-il exactement ? Wilders affirme parler au nom d'une grande partie de la population, pas au nom de «l'establishment» (des élites), et évidemment pas au nom des musulmans ou des immigrés non-occidentaux», ni au nom des écologistes, des gens qui reçoivent les minima sociaux, et de tous les «chouchous de la gauche». Le PVV défend «les hommes et les femmes ordinaires. Celles et ceux qui n'attendent aucun cadeau du PVV. Ils travaillent dur pour gagner leur argent et espèrent assurer un avenir meilleur à leurs enfants. Et il réclame la réduction des impôts pour tous ces gens qui travaillent dur (12).»

En même temps, le PVV promet d'investir plus d'argent pour la santé, les retraites et les personnes âgées: d'où viendront ces sommes supplémentaires ? Mystère (13). Les mesures socio-économiques préconisées par le PVV sur son site sont beaucoup moins souvent mentionnées, par exemple, que ses positions sur la sécurité, l'intégration et l'islamisation et ses promesses concernant l'éducation, la santé et les retraites. Son «Plan pour un Nouvel Âge d'Or» préconise de réduire fortement les subventions destinées aux initiatives culturelles et de supprimer totalement l'aide au développement. Il veut se débarrasser des Antilles néerlandaises en supprimant presque toutes les aides financières dont celles-ci bénéficient, et diminuer considérablement la contribution néerlandaise à l'Union européenne. Cela lui permet de faire d'une pierre deux coups. Il prétend que ces mesures rapporteraient 16 milliards d'euros, mais il oublie de dire que cela aboutirait à supprimer 110 000 emplois à temps plein et que des centaines de milliers de gens (travaillant à temps partiel ou complet) se retrouveraient à la rue (14).

On peut douter que les «gens ordinaires qui travaillent dur» bénéficieront effectivement de ces économies. Parce que ce n'est pas seulement la Sécurité sociale, la

culture, les médias et l'éducation des enfants qui ont besoin du soutien financier du gouvernement mais aussi les personnes âgées, la santé et l'École.

Le Parti pour la liberté s'intéresse beaucoup aux économies d'impôts pour les classes supérieures. Dans sa «déclaration d'indépendance», rédigée après sa rupture avec le VVD (Parti populaire et démocrate), Wilders avait déjà expliqué que les réductions d'impôts qu'il propose allaient aboutir à un «impôt égalitaire», c'est-à-dire un système fiscal où tous les revenus seraient ponctionnés selon le même pourcentage (15). Dans une première étape vers l'unification de toutes les tranches d'imposition, le PVV propose l'élimination d'une des quatre tranches, et le rapprochement des trois autres. Cette mesure profite évidemment aux tranches supérieures : les personnes touchant les plus faibles revenus verraient leur impôt baisser de 4% et les plus riches bénéficieraient de réductions allant jusqu'à 12%.

Suivant la tradition néo-libérale, le PVV veut diminuer presque toutes les dépenses sociales sauf bien sûr les taux d'intérêt des hypothèques (16). Il défend les intérêts des riches et de ceux qui gagnent bien plus que le revenu moyen. Pas les intérêts des personnes à faible revenu, qui logent dans des HLM, qui touchent l'aide sociale, dont les soins ou l'éducation coûte cher à l'Etat, bref tous ceux que détestent le PVV et l'élite.

Les mesures socio-économiques préconisées par le PVV ne protégeront pas les «citoyens ordinaires», elles les excluront brutalement. Leur mise en œuvre économiserait beaucoup d'argent à l'élite économique, et ces réductions d'impôts ne rapporteraient que des miettes aux «gens ordinaires». Les économies qui seraient réalisées dans l'accès aux soins, à l'éducation et à la culture n'empêcheraient pas l'élite de continuer à se payer tout autant de produits de luxe.

Les travailleurs

Le PVV ne s'intéresse pas davantage aux lieux où travaillent les «citoyens ordinaires». Dans sa «déclaration d'indépendance» Wilders préconise d'abolir les conventions collectives, et de mettre fin aux organismes de consultation entre les syndicats, le patronat et l'Etat. «Les procédures de licenciement, la protection de l'emploi des salariés devront être assouplies et il faudra abolir le salaire minimum (17).» Même si ces mesures sont présentées comme des solutions pour résoudre le déficit d'emplois et le chômage, elles ne prennent en compte que l'intérêt des employeurs – et une fois encore, de l'élite économique.

Exclusion des contradicteurs

Wilders et le PVV prétendent défendre la liberté de discussion et la libre expression mais ils n'ont aucune difficulté à exclure du débat certaines parties de la population. Wilders ne discute qu'avec ses partisans et en privé. Il évite toute discussion publique approfondie avec ses adversaires politiques, ou alors, lorsqu'il accepte de débattre c'est en esquivant les questions, en insultant ses contradicteurs, ou en répondant par des slogans ou des phrases toutes faites. Wilders semble avoir pour principe de ne jamais discuter avec les musulmans: il a jusqu'ici rejeté toutes les demandes de débat contradictoire à la télévision avec les représentants d'organisations musulmanes et ou d'immigrants. Wilders affirme qu'il va mener un «djihad libéral contre l'islam» mais refuse tout débat depuis des années. Il veut ins-

taller une sorte de «cordon sanitaire» autour de la communauté musulmane, affirme le journal «de Volkskrant». Pour Frans Jennekens, cette réticence à débattre avec ses contradicteurs cache une tactique habile : «Wilders tient à ce qu'aucune image ne montre que les musulmans sont des personnes que l'on peut estimer ou aimer (18).» Bien que Wilders se plaigne sans cesse qu'il est exclu du débat public, et que l'on dresse un «cordon sanitaire» autour de lui, il apparaît surtout que c'est surtout lui qui exclut les autres des discussions.

Le refouleur...refoulé

Le 12 février 2009, Geert Wilders s'est vu refuser l'entrée au Royaume-Uni où il venait présenter «Fitna», son film contre l'islam. Avant son départ, les autorités britanniques l'avaient averti que les personnes comme lui qui viennent diffuser «des messages extrémistes, de haine et de violence» ne sont pas autorisées à mettre les pieds sur le sol britannique (19). Après son arrivée à l'aéroport d'Heathrow, Wilders, attendu par des dizaines de journalistes, a été brièvement détenu par les services d'immigration. Pendant quelques heures, il a dû séjourner dans un centre de rétention, enfermé dans un espace que lui-même a décrit comme «un cagibi avec une chaise, une table et un peu d'eau (20)».

L'ironie de la situation n'échappera à personne. Après tout, n'est-ce pas le sort que Geert Wilders veut réserver aux étrangers qui franchissent les frontières néerlandaises ? Le PVV n'est-il pas favorable à l'arrestation et à la détention des personnes persécutées dans leur pays ? (...). Ceux qui veulent exclure systématiquement des secteurs entiers de la société ; qui souhaitent enfermer et réduire au silence les gens avec lesquels ils ne sont pas d'accord ; ceux qui, dans le débat public, ne savent que crier, insulter et utiliser une rhétorique guerrière se retrouvent finalement seuls.

La brève excursion de Wilders en Angleterre montre comment fonctionne vraiment l'exclusion: en fin de compte personne n'y échappe. Après les musulmans, les femmes, les travailleurs, les Antillais, les personnes à faible revenu ou celles qui touchent les minima sociaux, les jeunes en difficulté, les personnes ayant des convictions de gauche, les Marocains, les habitants du tiers-monde, les militants écologistes, etc., on peut se demander quel est le prochain groupe que Wilders voudra exclure. En tout cas, il semble qu'il ait lui aussi été victime de son propre plaidoyer en faveur d'une politique d'exclusion systématique.

Voter pour Wilders ce n'est pas seulement voter contre votre voisin, contre l'«Autre», c'est toujours voter contre vous-mêmes. (...) En fin de compte peu importe que vous soyez «étranger» ou «autochtone», riche ou pauvre, musulman, chrétien ou humaniste, homme ou femme, de gauche ou de droite. Wilders vous exclura aussi !

Notes

1. M. Davidovi, J. van Donselaar, P. Rodrigues, W. Wagenaar, "Het extreemrechtse en discriminatoire gehalte van de PVV" in: Monitor Racisme en Extremisme, red. J van Donselaar en P Rodrigues, Amsterdam 2008, p. 167-198, p 192.

2. "Wat drijft Geert Wilders?" De Pers, 13 februari 2007

3. S. ten Hoove en R. du Pré, "Wilders vreest "tsunami" moslims', De Volkskrant, 6 oktober 2006,
4. "Nederland wordt verkocht aan de duivel Mohammed' De Pers, 27 november 2007)
5. G Wilders en M Bosma: "Nederland en Vlaanderen horen bij elkaar.' NRC Handelsblad, 7 juli 2008
6. Zie o.a.: "Inbreng Wilders verantwoordingsdag' www.pvv.nl, 22 mei 2008
7. M. Davidovič, J. van Donselaar, P. Rodrigues, W. Wagenaar, 2008, p 190
8. "Pvv: schoolcops, wapenscanners en meldingsplicht voor veiligere scholen.' 9. R. de Mos, "Vrijheid door Onderwijs', www.pvv.nl, 14 november 2006,
10. G Wilders, "Schiets met scherp –column Geert Wilders GeenStijl', www.pvv.nl, 29 mei 2007,
11. "PVV wil zwangere vrouw zelf abortus laten betalen.', Trouw, 6 februari 2008
12. "Inbreng Wilders verantwoordingsdag' www.pvv.nl, 22 mei 2008
13. Zie o.a.: "Verkiezingspamflet', www.pvv.nl, 25 augustus 2006, en: "Een nieuwe Gouden Eeuw', www.pvv.nl, 26 april 2006,
14. "Een nieuwe Gouden Eeuw', www.pvv.nl, 26 april 2006,
15. G. Wilders, "Onafhankelijkheidsverklaring', www.pvv.nl, 13 maart 2005
16. "Spoeddebat tophypotheek- inbreng', 23 apr 2009,
17. G. Wilders, "Onafhankelijkheidsverklaring', www.pvv.nl, 13 maart 2005
18. J Groen, A Kranenberg, "Wilders weigert verzoeken tot debat', De Volkskrant, 4 maart 2008,
19. "Britten houden Wilders tegen', NRC handelsblad, 12 februari 2009
20. "Wilders woest na aanhouding: dit is vreselijk!, Elsevier, 12 februari 2009,

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Revues (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Elections 2002 – Nouveau parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N°4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003)

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Revues (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskystes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32. Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 464 pages

Brochures

– Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)

– La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)

– Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

Anthologies et livres :

- Compil' 1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
- Compil' 2 : Islam, islamisme, «islamophobie» (anthologie), 2008, 344 p., 10 €
- Compil' 3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €
- Loren Goldner, Demain la Révolution (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- Compil' 4 : De la violence politique (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
- Compil' 5 : Religion et politique (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Compil' 6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes, 12 €
- Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu (anthologie), 484 p, 2010, 12€
- Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale (recueil articles d'*Echanges et Mouvement* 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
- Le monde comme il va, Patsy, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010, 12 €

ABONNEMENTS ET COMMANDES : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». L'abonnement coûte 28 € pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (*Idem*).

Site : mondialisme.org

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris

ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Ni patrie ni frontières

Revue de traductions et de débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»

Emma Goldman

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visio-conférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique

et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait

tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt
Dépôt légal 2^e trimestre 2011
Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
[www. imprimerie-clip. com](http://www.imprimerie-clip.com)
N° d'impression 07100227